Digitized by Google

BIBLIOTECA NAZ.
Vittorio Emanuele III
LIII
E
62
NAPOLI

Digitized by Google

MÉMOIRES

SUR LA

GUERRE DES ALPES

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Lit Giordana Salussolia, Torino

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III" NAPOLI

HAON DE REVEL DE St ANDRÉ ET PRALUNGO
Comte Ignace

Digitized by Google

MÉMOIRES

SUR LA

GUERRE DES ALPES

ET LES

ÉVÉNEMENS EN PIÉMONT PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

TIRÉS DES PAPIERS

DU COMTE IGNACE THAON DE REVEL

DE ST-ANDRE ET DE PRALUNGO

MARÉCHAL DES ARMÉES DU ROI, ETC.

TURIN — ROME — FLORENCE

IMPRIMERIE ROYALE BOCCA FRÈRES

1871

Digitized by Google

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE

TURIN
IMPRIMERIE ROYALE
1871.

Digitized by Google

NOTICE BIOGRAPHIQUE

DU MARQUIS

CHARLES THAON DE REVEL ET DE SAINT-ANDRÉ

ET DE SES FILS

JOSEPH ET IGNACE

Digitized by Google

Digitized by Google

AVANT-PROPOS

Il m'a paru utile de recueillir et publier ces notes de mon Père qui peuvent éclaircir des événemens peu connus dans l'histoire du Piémont.

Leur reflét éclairera le caractère de ces hommes dévoués au Roi et à leur pays, animés par le sentiment de l'honneur et du devoir, et s'oubliant eux-mêmes pour ne penser qu'au bien public.

GENOVA DE REVEL.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III" - NAPOLI

Lit Giordana e Salussolia, Torino.

THAON DE REVEL ET S.t ANDRÉ

Marquis Charles François

Digitized by Google

NOTICE BIOGRAPHIQUE

1725. Le marquis Charles François Thaon, comte de Revel et de Saint-André, naquit à Nice le 28 février 1725, du comte Horace et de Thérèse Cortina St-Martin d'Eze. Ayant fait ses premières études à la maison, il fut envoyé à l'Académie Royale de Turin pour y achever son éducation, et on le confia à la surveillance du comte Provana grand Hospitalier de Saint-Maurice, frère à sa grand' mère la comtesse Gertrude.

1740. Nommé enseigne dans le régiment de Saluces (9 août 1740), il put sous un tel patronage débuter brillamment dans le monde, et la société de la capitale. Beau et élégant de sa personne, plein d'esprit et de sentimens élevés, il sut acquérir cette distinction de tenue et de manières qu'on remarqua toujours en lui, et qui prouvait le véritable gentilhomme. Il y prit aussi des habitudes de luxe et de dépenses qui le rendirent toujours grandiose dans la vie habituelle (1).

(1) Resté maître dès son jeune âge de la fortune paternelle, le comte Horace s'était occupé assidument de l'améliorer et d'épargner, aussi se recriait-il contre les dépenses de son fils qui dans un an lui dépensait 6000 livres, outre sa pension. « Dieu me punit du trop grand attachement que j'ai pour le bien de ma » famille, écrivait-il au comte Provana, mais je ne veux pas laisser l'honneur » de mon fils engagé »; et il payait les dettes. Le comte Horace était aussi vif qu'économe. Entré dans la magistrature, il fut promptement (1720) juge de Nice. Un jour il dit à un avocat plaidant devant lui, qui hasardait toute sorte d'assertions, de prouver ce qu'il avançait avec tant d'audace. « Prouver! répond » l'avocat embarrassé, prouver! c'est facile à dire: mais prouvez-moi d'abord vous-» même que vous êtes le comte de Revel. Voilà mes preuves! riposta le comte » Horace, en jetant son écritoire à la tête de l'insolent avocat ». Et il quitta la magistrature pour vivre dans ses terres. « Séjournant depuis 18 ans à St-André, » je ne puis plus prendre part aux affaires des autres »; c'est ainsi qu'il répondait au ministre (5 mai 1747).

Digitized by Google

1741. Promu lieutenant (22 février 1751), il passa dans le régiment la Marine, commandé par son grand oncle paternel. Vers la fin de cette année le comte d'Aspremont, gouverneur du comté de Nice et général des galères, offrit au comte Horace de nommer son fils lieutenant de galères, emploi qui le ferait venir et le laisserait tranquille à Nice. Quoique pareil emploi dût convenir aux vues d'économie du comte Horace, il remercia cependant et refusa; ne croyant pas honorable pour son fils d'accepter un poste presque sédentaire au moment où la guerre était imminente.

1742. La succession à l'empire l'avait amenée, et Charles Emmanuel III allait y prendre part en s'alliant à Marie Thérèse, pendant que les Espagnols se préparaient à envahir le comté de Nice.

Le comte Horace était tenu au courant des nouvelles par une de ses sœurs (1) qui se trouvait à Antibes, quartier général de l'Infant Dom Philippe commandant les Espagnols. Il est curieux de lire dans ces lettres ce qu'elle dit de l'esprit et de la politesse du Prince. « J'eus » l'honneur de lui faire la révérence et d'assister à son souper, pendant » lequel il m'adressa souvent la parole. . . Le Prince s'ennuie beaucoup » ne pouvant que jouer au piquet, et sur le soir au mail dans les » fosses du château. On lui a fait enfin venir une troupe de comédiens » de Toulon ». Elle ajoutait qu'on lui avait promis, si les Espagnols entraient, d'épargner les biens de sa famille; malgré cela le comte Horace faisait ses préparatifs pour se renfermer avec sa famille dans son château de St-André pour s'y mettre à l'abri des pillards et des insultes de la soldatesque.

L'invasion n'eut pas lieu pour le moment, mais la guerre n'en éclata pas moins.

Le régiment de la Marine n'avait qu'un seul bataillon; à cette époque on en organisa un second. Le comte Horace tâcha de faire obtenir à son fils de pouvoir lever une compagnie, ne regardant pas à la dépense pour faire honneur à la famille, mais quoique proposé par son colonel, il fut trouvé par le Roi pas assez avancé pour lui accorder cette faveur.

(1) Marie Thérèse Portaneria de Sainte Marguerite, 3me fille du comte Gaspard.

Digitized by Google

St-André fit donc la guerre comme lieutenant avec son régiment, qui, destiné d'abord dans le comté de Nice au corps d'armée du marquis de Suse, passa ensuite à l'armée d'Italie, prit part à cette campagne offensive et assista aux siéges de Modène et de la Mirandole.

Tout-à-coup on apprit qu'au lieu d'envahir le comté de Nice, Dom Philippe s'était porté de Provence par le Dauphiné en Savoie, et qu'il était entré le 10 septembre 1742 à Chambéry.

Charles Emmanuel laissa le commandement au maréchal Taun, et se mettant à la tête d'un corps d'élite, dont faisait partie le régiment la Marine, il se porta rapidement au secours de la Savoie, qu'il délivra, mais pour peu de temps. L'ennemi, s'étant renforcé, remonta la vallée de l'Isère et ensuite celle de l'Arc, et les Sardes durent se replier et rentrer en Piémont, en souffrant beaucoup du passage des Alpes au mois de décembre. Charles Emmanuel, ne pouvant aller chercher les Espagnols en France, avec qui il n'était pas encore en guerre, et devant d'un autre côté protéger ses frontières contre toute attaque éventuelle, forma alors cette ligne de défense des Alpes et la soutint pendant toute l'année 1743.

1743. Des postes retranchés occupés par les troupes de ligne fermaient tous les principaux cols qui donnent passage en Piémont par les vallées de la Doire Baltea et Riparia, du Pô, de la Stura, et autres secondaires. Des fortes réserves dans le bas des vallées, se tenaient à portée de secourir le point attaqué, s'appuyant elles-mêmes sur les places où étaient les magasins. Les troupes légères gardaient les flancs de ces retranchemens, en se tenant à la défense de tous les petits passages, pendant que les milices éclairaient toute la ligne, et faisaient un excellent service de surveillance. La cavalerie restée dans la plaine se tenait aux débouchés des vallées.

Dans la répartition le régiment de la Marine fut placé dans la vallée de Vraita aux retranchemens de Bellin et Château Dauphin, et ce fut ce point seul que les Gallo-Espagnols attaquèrent, lorsque par le traité de Worms (13 septembre 1743) la guerre fut ouvertement déclarée entre ces Puissances et le roi de Sardaigne.

Le 7 octobre Dom Philippe, à la tête d'un corps nombreux, qu'il avait réuni dans la vallée de Barcelonnetta, attaqua résolument les

Digitized by Google

sources de la Vraita. Les alliés étaient nombreux, les Sardes bien retranchés, de sorte que la lutte fut acharnée. Toutes les réserves furent mises en action des deux côtés, mais l'attaque, quoique renouvelée pendant trois jours, dut se retirer devant la défense inébranlable. St-André se trouvait dès le premier jour au poste Bellin, et sa conduite lui valut que son nom fut cité avec éloge au Roi.

L'ennemi rebuté par une telle résistance se retira dans ses vallées et pour cette année il n'y eut plus de combat.

Dom Philippe s'étant porté de nouveau en Provence, où il s'était uni au prince de Conti, Charles Emmanuel pensa à défendre Nice, et y fit passer des troupes pour renforcer le corps du marquis de Suse. Le régiment la Marine fut commandé pour cette marche.

1744. Quoique la flotte anglaise eût battu la flotte gallo-espagnole et empêché par là son concours, le marquis de Suse n'ayant avec lui qu'une vingtaine de bataillons, avec lesquels il devait se défendre contre une armée de 60/m. hommes, ne crut pas devoir tenir Nice, et il se retira dans les retranchemens, qui de Villefranche s'unissaient à Montalban, et couvraient toute cette ligne, dont la droite s'appuyait par Sospello, occupé par le comte de la Roque, aux montagnes de Braus et Brouis. L'ennemi, ayant passé le Var, était entré à Nice. Avant d'attaquer le marquis de Suse, il fit un mouvement sur la gauche, qui obligea le comte de la Roque à évacuer Sospello, et à se retirer au Col de Tende.

Pendant que l'ennemi reconnaissait dans la journée du 19 avril les positions occupées par le marquis de Suse, celui-ci se tenait dans un repos complet, confiant malheureusement trop dans la force des retranchemens, et négligeant de prendre les mesures et donner les ordres indispensables en cas d'attaque. Celle-ci se fit dans la nuit du 19 au 20 par les Gallo-Espagnols, d'abord par leur gauche.

Les Sardes, attaqués avec audace et intrépidité, résistèrent, mais le manque de munitions les obligea bientôt de se rendre. L'ennemi, pénétrant par là sur la route de Villefranche à Montalban, attaqua cette dernière position par le flanc pendant qu'elle l'était de front par l'ennemi. Le marquis de Suse fut pris, le désordre se mit dans les Sardes, et leur retraite étant coupée, quatre bataillons mirent bas les armes.

Digitized by Google

Il n'en était pas heureusement ainsi sur toute la ligne. La position de Montleuse avait coûté cher à l'ennemi, celle de Montgarache était victorieusement défendue par le régiment la Marine.

Les Gallo-Espagnols, voulant absolument emporter cette dernière position, en renouvelèrent jusqu'à six fois l'attaque. Le chevalier de Cinzano, qui avait pris le commandement depuis le malheur arrivé au marquis de Suse, réussissait à force d'intrépidité et d'activité à remettre ses troupes dans la dernière ligne des retranchemens. Montgarache tenait toujours, mais l'insistance de l'ennemi était de plus en plus menaçante, et une dernière attaque des grenadiers français sous le comte de Dunois avait amené l'ennemi presque dans le retranchement, lorsque le chevalier Pierre Ignace de Revel [1], major dans la Marine, réunissant sous ses ordres une troupe de volontaires, et fesant battre le plus de tambours possible, se jette avec le courage du désespoir sur l'ennemi, le mène rudement, sans lui donner le temps de se reconnaître, jusqu'au fond de la montagne; dégage ainsi la position, et reprend un dépôt de munitions, dont les Sardes commençaient à manquer par l'imprévoyance du général. Cette charge hardie changea la face du combat. L'ennemi rebuté perdit de son audace, pendant que le chevalier Cinzano, ralliant ses troupes, put se préparer à une résistance victorieuse en les concentrant dans les réduits.

Le combat avait cessé par lassitude, mais quand le lendemain l'ennemi voulut le recommencer, le chevalier Cinzano, laissant de faibles détachemens à Montalbano et Villefranche, avait déjà embarqué ses troupes sur la flotte anglaise qui les transporta à Oneille, d'où il se retira sur Ormée à l'approche de l'ennemi.

Pendant l'été les Gallo-Espagnols changèrent leur plan d'attaque et se portèrent de nouveau par le Dauphiné.

Charles Emmanuel rétablit sa ligne de défense plaçant ses troupes aux différens cols. Mais, obligé de morceller ses troupes, il ne pouvait résister à un ennemi maître de porter ses coups à son choix. Le régiment de la Marine, réuni au corps d'armée, qui, sous les ordres

(1) Pierre Ignace, 5me fils du comte Gaspard, né le 20 octobre 1706, chevalier de Malte, fut depuis colonel commandant la Marine, et mourut général d'armes et capitaine général des milices en Sardaigne en 1760.

Digitized by Google

du marquis Pallavicino, défendait la vallée de Sture, se trouvait aux Barricades lorsque ce poste fut menacé par l'ennemi le 17 juillet.

L'imprévoyance de Pallavicino de ne pas faire éclairer et garder les hauteurs latérales, l'obligea à évacuer un poste important, qui aurait pu résister longtemps, mais qu'on dut abandonner pour se retirer à Demonte avant d'être tournés et coupés par l'ennemi déjà maître du Col des Planes. Après avoir pris part à différens petits engagemens, qui eurent lieu avant que les Franco-Espagnols eussent formé le siége de Coni, la Marine se trouvait sous les ordres du marquis d'Ormée à Mondovi lorsque il fut chargé d'attaquer Bourg St-Dalmas, où l'ennemi avait établi de grands magasins. Cette attaque devait avoir lieu en même temps que Charles Emmanuel se serait présenté avec toute l'armée devant les lignes de l'assiégeant, et aurait attaqué son camp de N. D. de l'Orme, dans le but de dégager la place de Coni, ou du moins d'en faciliter la défense en y introduisant des secours et en causant des pertes à l'ennemi.

L'attaque était fixée au 29 septembre, et le marquis d'Ormée la fit exécuter ce jour là. Elle parut d'abord réussir, mais les Sardes durent se replier devant les forces supérieures de l'ennemi. Charles Emmanuel, retardé dans sa marche par le mauvais temps et la crue des eaux, n'avait pu arriver en ligne pour attaquer le jour fixé, et ce ne fut que le 30 qu'il livra bataille aux Français.

Le marquis d'Ormée fit renouveler le même jour l'attaque de Bourg St-Dalmas, mais le succès, qui eût été complet le jour avant, si l'ennemi surpris, attaqué fortement par le Roi, et menacé de divers côtés, n'avait pu envoyer des renforts, n'était plus à espérer maintenant qu'il se tenait en garde. Le régiment la Marine n'en fit pas moins bravement son devoir. St-André y reçut une légère blessure au flanc droit. Il se retira à Mondovi avec son bataillon.

Quoique la journée de N. D. de l'Orme ne fût pas une victoire pour Charles Emmanuel, et que le champ de bataille fût resté aux alliés, les résultats n'en furent pas moins avantageux pour le Roi.

Leutron dans Coni avait profité du moment de la bataille pour détruire une partie des attaques et rétablir les défenses. La place avait été ravitaillée et renforcée. La défense pouvant ainsi se prolonger, la

mauvaise saison trouva l'ennemi encore occupé au siége. L'inondation empêchait les communications et les travaux d'approche, les vivres manquaient, les maladies désolaient les alliés déjà diminués par la désertion et divisés par une animosité violente entre Espagnols et Français. Ils durent donc se résigner à une retraite, qu'ils commencèrent le 20 octobre, et le 23 ils étaient en position à Demont qu'ils quittèrent le 14 novembre, et le 19 ils étaient rentrés en Dauphiné.

1745. L'année suivante les alliés, reprenant leur ancien plan de pénétrer en Piémont par le territoire de Gênes, y réussirent en forçant la Bocchetta défendue par les Autrichiens. Après avoir assiégé et pris Tortone ils menaçaient la Lombardie. Le général autrichien Schullembourg, suivant les ordres égoïstes de sa Cour, abandonna avec ses troupes Charles Emmanuel pour se porter en Lomelline. Les alliés, profitant de cette division, se portèrent en force supérieure contre le Roi, et le forcèrent le 27 septembre dans la position qu'il avait prise à Bassignane, et assiégèrent ensuite Alexandrie, Valence et Casal, que Charles Emmanuel, odieusement abandonné, cherchait vainement à secourir.

Les alliés n'avaient pas cessé leurs attaques vers les Alpes.

Le général français Lautrec, descendant du Mont Genève avec 12/m. hommes et un parc de siége, avait occupé tous les cols qui dominent les vallées de Fénestrelles et Exilles, et investi ce dernier fort qu'il commença à battre.

Monsieur Derossi colonel commandant la Marine se trouvait à Fénestrelles avec son régiment et celui de Nice. St-André, promu capitaine lieutenant le 11 mars 1745 dans le régiment de Nice, se trouvait aussi là.

À la nouvelle du siége d'Exilles, Derossi se mit en marche avec trois bataillons et un millier de milices pour attaquer le col de Sestrières, et menacer ainsi de couper les communications de Lautrec. Quoique cette attaque n'eût pas réussi, les Français n'en levèrent pas moins le siége, renvoyèrent leur parc d'artillerie à Briançon, et se retirèrent dans la vallée d'Oulx. Derossi se campa au col du Pis occupant Sosseaux. Pendant quelque temps il n'y eut que de petits engagemens, mais le 15 novembre Lautrec, profitant d'un brouillard, fit attaquer les Sardes, et par suite de la surprise d'un poste et l'abandon de

l'autre par les milices, Derossi se trouva enveloppé sur le col. Faisant retirer la plus grande partie de ses forces sur la montagne, il se chargea de soutenir la retraite à la tête d'un bataillon de Nice, avec lequel il tenta de se jeter dans une forêt voisine pour arrêter l'ennemi par une défense désespérée, mais il n'en eut pas le temps. L'ennemi en force était sur lui. Il perdit trois cents hommes, lui-même resta prisonnier, et fut plus tard destitué par un conseil de guerre pour les fausses positions qu'il avait prises. St-André était de ce bataillon; blessé grièvement à l'épaule gauche, il réussit avec peine à se sauver avec quelques hommes de sa compagnie.

Guéri de sa blessure, il rejoignit son régiment pour l'expédition malencontreuse de Provence dans l'hiver de 1746 à 1747, qui n'aboutit à rien. Le 23 janvier 1747 il passa capitaine effectif dans son régiment, faisant partie du corps de troupes confié au général Leutron pour la défense des Alpes niçardes.

1747. Ce général avait formé en juin 1747 une ligne défensive, qui, partant de Belvedere, se prolongeait par Raus, Brouis, la Penna et l'Olivette, tenant ainsi la rive gauche de la Bevera. De forts détachemens occupaient Castillon, Castellar et Bossirossi pour intercepter le passage le long du littoral.

St-André apprenait à défendre ces mêmes positions, qui devaient lui être confiées 45 ans plus tard. Il y acquérait une expérience qu'on ne voulut malheureusement pas écouter quand elle eût pu être si utile.

1748. Après le traité d'Aix-la-Chapelle (18 octobre 1748), les régimens provinciaux furent renvoyés dans leurs foyers, et St-André rentra chez lui.

1755. Le 8 juin 1755 il épousa Magdeleine des comtes de Gallean et d'Ascros, belle et charmante femme, adorée par son époux, vénérée par ses enfans, elle mourut en couches du dernier d'eux [1].

1781. Avancé successivement dans le même régiment pendant cette longue paix, il le commandait avec le grade de major général, lorsqu'il

(1) Il naquit de ce mariage trois garçons. Joseph (8 octobre 1756), Ignace (10 mai 1760) et Maurice (3 juin 1770), et deux filles, Irène comtesse Della Chiesa de Cervignasc (21 octobre 1758) et Sophie (20 août 1774), morte à l'âge de 11 ans.

Digitized by Google

fut nommé (29 mars 1781) commandant de la ville et du comté de Nice [1].

Maître par la mort de son père (1775) d'une fortune considérable, qu'il ne songea nullement à augmenter, il put par un accueil noble et grandiose fêter dans son château et en ville les hôtes nombreux attirés par le climat de Nice [2], et les liaisons qu'il noua avec les plus distingués d'entre eux furent plus tard utiles à son fils Ignace dans ses missions diplomatiques.

L'aîné de ses fils le comte Joseph Alexandre de Revel, après avoir été page du Roi (1766), était sorti de pageric lieutenant dans Nice, d'où il était passé capitaine lieutenant dans la légion des campemens lors de la formation de ce corps en avril 1775. Peu de temps après (9 juin 1775) le Roi le nomma second écuyer et gentilhomme de bouche des duc d'Aoste, duc de Montferrat, duc de Génevois et du comte de Maurienne. Le 29 mars 1777 il fut promu capitaine. Quoiqu'il jouit de l'intime faveur des Princes, il quitta cependant la Cour (12 octobre 1781) pour satisfaire au désir de son père qui voulait le marier. Il passa capitaine dans le régiment provincial de Nice et épousa Béatrix des ducs de Gadagne. Le second de ses fils Ignace, destiné à l'ordre de Malte d'après le désir de son grand oncle le bailli de Revel [3], fut reçu chevalier de justice, *frater miles*, dans la langue

(1) C'est le premier gentilhomme niçard qui obtint dans sa patrie l'exercice de cette haute autorité. Ce choix flatta toute la population, d'autant plus que le comte avait des formes gracieuses et prévenantes, et le talent de conduire les affaires avec sagesse et fermeté, sans faire sentir la pesanteur du pouvoir (Histoire de Nice par Durante).

(2) Lord Granville disait de lui. *En voyant passer monsieur de St-André on se dit de suite, voilà celui qui commande ou qui devrait commander.* Lord North, et la duchesse de Devonshire se lièrent particulièrement avec lui.

(3) Jean Baptiste 6me fils du comte Gaspard, né le 26 juillet 1708, entré dans l'ordre de Malte, il servit ensuite quelque temps dans la marine sarde, après quoi il retourna à Malte et y fit profession. Habile ingénieur, il donna le plan et dirigea la construction du fort Manoel dans l'Ile Marsa-musciet. Procureur général et receveur de l'ordre (1736) à Marseille jusqu'en 1749, il resta quelque temps avec sa famille, fit plusieurs voyages, dans un desquels se trouvant à Turin, il déclina l'honneur que voulait lui faire Charles Emmanuel III, en lui confiant l'éducation des Princes, ses petits-fils. Aimant beaucoup les sciences, il ouvrit sa maison de Marseille aux gens de lettres et à la meilleure société. Ayant perdu son neveu Augustin, qui était déjà chevalier profès et lieutenant

Digitized by Google

de Provence par un bref de Clément XIII du 20 mai, et bulle du grand maître Pinto du 11 juin 1763 (1), et en attendant l'âge, il fut envoyé au collége renommé de Sorreze en Provence. A sa sortie il fut nommé cadet aux gardes (2) et promu en suite sous-lieutenant dans le régiment provincial de Nice (4 juin 1775), et eut ainsi le loisir de continuer ses études. Ignace obtint avec son frère Maurice, reçu également dans l'ordre (1771), de faire leurs preuves sur celles de leur oncle Augustin et grand oncle Pierre Ignace. Un fait singulier se présenta dans ces preuves admises en 1778, c'est que leur trisaïeul par les degrés maternels était frère cadet de leur trisaïeul paternel le comte Pierre Antoine. Ignace alla ensuite à Malte pour y faire ses caravanes. On l'avait dispensé de la première, il en fit deux sans presque sortir du port, et une bulle du grand maître lui tint pour bonne la quatrième, quoique il eût débarqué presque à peine monté à bord. C'était pour se rendre à Nice pour affaires en apparence, mais son père avait fait cette demande de permission, afin de le tirer de cette vie oisive et déréglée que menait la jeunesse de l'ordre dans l'île (juillet 1780). A Nice Ignace se lia d'amitié avec lord Frédéric

de galère, il reporta son ambition sur ses petits neveux Ignace et Maurice, qu'il fit entrer dans l'ordre. Bailli, grand'croix, commandeur d'Arcins, il mourut le 17 janvier 1784, et fut enterré à l'église St-Jean à Malte.

(1) Pour gagner d'ancienneté on obtenait une dispense d'âge, dite bref de minorité. Le récipiendaire payait pour cela un droit de passage de 6550 fr. Pour pouvoir porter la petite croix d'or il fallait faire ses preuves, et avoir une pension de 400 fr. assurée par la famille. Il s'obligeait en outre à faire quatre caravanes sur les galères de l'ordre, et pour pouvoir avancer dans l'ordre et avoir des commanderies, il devait à l'âge de 25 ans (sauf dispense de retard) aller à Malte faire son noviciat, et ensuite profession, c'est-à-dire, prononcer les vœux. Mais même sans ces formalités les commandeurs pouvaient, avec l'assentiment du grand maître, accorder des pensions viagères sur leurs commanderies. On appelait cela, les céder au vénérable commun trésor, lequel en offet en percevait le 10me. C'est ainsi que grâce à ses oncles, Ignace percevait de quatre commanderies un total de pension de 1358 fr., qui lui furent payées par le procureur général de l'ordre et receveur à Marseille jusqu'en 1792, que les biens de l'ordre furent confisqués.

(2) Présenté à son arrivée au régiment au duc de Génevois, qui avait eu après lui le grade de cadet aux gardes, Ignace répondit au gouverneur du Prince, chevalier de Valperga, grand ami de St-André, qui lui disait, en plaisantant, qu'il était avant le Prince « Je serais fort heureux de pouvoir lui venir après ». Le souhait du cadet de 1774 fut complétement exaucé dans le lieutenant de Charles Félix en 1821.

Guilford, l'accompagna lors de son retour en Angleterre, et resta pendant trois ans avec lui chez son père lord North, premier ministre d'Angleterre. Il étudia à cette école les affaires et les hommes, et acquit une connaissance parfaite des langues anglaise et grecque.

St-André, promu lieutenant général (mars 1787), fut nommé vice-Roi de Sardaigne (mai 1787), et se rendit dans l'île accompagné de ses deux cadets Ignace et Maurice, promu officier dans Nice. L'aîné resta en terre ferme; promu capitaine des grenadiers dans Suse lors de la formation en 1786, il était major de bataillon (19 mars 1787).

À peine arrivé St-André voulut voir clair dans la marche de l'administration et de la justice. Les abus judiciaires le révoltèrent, et montant à la source du mal, il proposa dans un long mémoire bien étudié et détaillé, de supprimer la juridiction baronniale, de diviser l'île en préfectures, où la justice serait rendue par un préfet avec un fiscal et une brigade de soldats de justice. Le conseil de Sardaigne, tout en louant la proposition concordante avec une autre proposée le 16 août 1776 par un autre vice-Roi, qui constatait les mêmes abus déjà existans, et qui ont continué, trouva des difficultés dans la dépense et dans les droits baronniaux, et délibéra d'étudier encore la question. (1) « Le conseil suprême a répondu comme des gens qui ne veulent » pas dire oui, et ne peuvent dire non ». La lenteur des procès déplut également à St-André; pour y remédier et pousser à l'expédition des causes, il rétablit une junte établie par un réglement de 1775, pour se faire rendre compte des procès pendans. On cria à la désuétude à l'inutilité, mais le vice-Roi tint bon, et en obtint quelques résultats, malgré la sourde opposition des magistrats. Avec une vivacité de caractère, renforcée par l'habitude de la discipline militaire, il avait mis résolument la main à l'œuvre. Mais ces abus invétérés n'étaient pas faciles à déraciner. On ne pouvait combattre la justesse de ses vues, mais on l'accusait secrètement auprès de la Cour d'illégalité arbitraire à cause de la négligence de formalités qu'il montrait quand il les croyait superflues pour marcher plus droit et plus promptement au but (2).

(1) Au comte Graneri, 19 septembre 1788.

(2) Il déploya dans les questions d'administration et de magistrature, ainsi que dans les autres affaires de gouvernement, une profonde sagesse et une promptitude

Digitized by Google

La magistrature et l'administration, troublées dans la tranquillité abusive, où les avait laissées son prédécesseur, firent une opposition sourde aux mesures du vice-Roi. « Mon zèle est sans borne, écrivait-il » au ministre, mais il n'aboutit à rien. C'est l'aveu que ma conscience » fait à V. E. J'offre de la troupe pour arrêter les malfaiteurs, pour » en imposer aux factions turbulentes, pour faire respecter l'autorité, » on ne l'accepte pas. On se borne à des procédures qui sont le » plus souvent mal faites, et finissent par être oubliées ». Le gouvernement, tout en approuvant les idées de St-André, et le Roi lui donnait en preuve la grand croix de St-Maurice, le laissait avec des moyens d'action bien inférieurs aux obstacles qu'il rencontrait. Un ministre indécis (Corte) et plus tard hostile (Graneri) ne surent pas gré à St-André de découvrir des plaies, qu'on se croyait dans l'impuissance de guérir. Les améliorations dans l'administration civile et judiciaire furent donc de beaucoup inférieures à ce qu'il voulait et proposait au ministre.

Il fut plus heureux dans ses vues sur l'agriculture. Son but était, comme il le déclarait à toute reprise, de chercher dans la fertilité du sol de l'île les ressources qui lui manquaient, et que la terre ferme n'avait pas les moyens de lui fournir. Pour cela il diminua les entraves mises au commerce du blé, dont l'exportation était presque prohibée par crainte d'une disette. Il répandit la culture du mûrier pour attirer ensuite le numéraire par le commerce des vers-à-soie. Il favorisa la culture du coton, de l'indigo et de la garance, ainsi que l'amélioration de la race chevaline et du bétail. Il engagea un négociant de Grasse à venir établir une distillation de fleurs d'oranger à Milis, où on pouvait en ramasser avec abondance, et dont personne ne s'occupait. Il fit assigner un fond pour construire de bonnes routes aux environs des deux capitales, ainsi que pour un établissement sanitaire d'inoculation de la petite vérole. Mais les préjugés de la population, fruit d'une profonde ignorance et d'une orgueilleuse fainéantise, firent échouer bien des fois ses efforts mal secondés et même contre-carrés par le ministère.

Le clergé régulier lui causa aussi des soucis. Entr'autres il fit rendre

de décision quasi militaire. Il n'est pas affaire de quelque importance qu'il n'ait traité personnellement dans de longues dépêches, motivées et franches, écrites toutes de sa main (Histoire de Sardaigne par Manno).

Digitized by Google

au négociant Antoine Melis, son fils âgé de 14 ans, qu'on voulait faire moine.

(1) « Je fus touché de l'exposition d'un père affligé, dont la demande » est le cri de la nature qui réclame ses droits. Il y aurait de la » dureté à refuser de rendre un fils à son père qui ne s'opposera » pas à la vocation, s'il y persiste éloigné de la séduction et des arti- » fices qu'emploient les moines, qui en font une affaire d'engagement ».

Il proposait encore de supprimer les moines mercenaires de Buonaria.

(2) « Ils mangent dans la discorde 4/m. écus, sans rien faire de re- » marquable pour le bien de la religion, et bien peu pour la ré- » demption des esclaves. Ce revenu serait bien plus utilement employé, » après en avoir prélevé ce qu'on peut en avoir appliqué annuellement » au rachat des esclaves, à la fondation d'hopitaux de charité ou » enfans-trouvés, dont cette ville si populeuse manque ».

(3) « On est effrayé des sommes que coûte annuellement la cire. » Offrons à Dieu des cœurs plus purs; élevons des mains plus inno- » centes et brûlons moins de cierges ».

Plus tard des soucis politiques d'une espèce tout-à-fait nouvelle se mêlèrent aux autres. L'assemblée nationale corse cherchait tout moyen d'exciter les esprits en Sardaigne, et y faire pénétrer ses doctrines perverses. St-André ne négligea aucune précaution pour préserver l'île d'une contagion aussi funeste.

La durée habituelle de la vice-royauté était dépassée quand on nomma le commandeur de Balbian pour le remplacer (octobre 1790).

1790. Au moment de partir, quand son successeur était déjà presque dans le port de Cagliari, St-André eut encore maille à partir avec la magistrature à propos de théâtre. Les magistrats, poussés secrètement par le régent de chancellerie Giaime, ennemi déclaré du vice-Roi, menaçaient révolution et désertion de Themis, parce que leurs femmes n'étaient pas admises, d'après l'ordre du ministre, au tirage au sort des loges pour le carnaval.

St-André, pour éviter une extrémité qui, toute ridicule qu'elle fût,

(1) Au comte Corte, 3 août 1787.
(2) Au comte Corte, 14 mars 1788.
(3) Au comte Graneri, 19 septembre 1788.

Digitized by Google

pouvait cependant produire du désordre, dut intervenir et modifier les ordres reçus de terre ferme, quoiqu'il eût bien volontiers laissé l'affaire se dépétrer entre les femmes des magistrats et celle du ministre. Car c'était la comtesse Graneri, sarde, qui menait tout par ses intrigues et ses relations de parenté. Son mari complètement influencé par elle se prêtait à toutes les cabales de partialité et favoritisme, malgré les protestations plus qu'énergiques du vice-Roi. (1) Et de l'énergie de son langage on en a la preuve dans toute sa correspondance. Peut-être avait-il attaqué trop vivement le mal, en ne ménageant pas assez le personnel, mais la temporisation et la dissimulation n'allaient pas à son caractère. « La nomination de mon successeur, écrivait-il à Graneri, » me causerait un plaisir sans mélange, si je laissais à la Sardaigne » un souvenir complet de mon zèle pour le service de S. M., et de » l'intérêt qu'elle m'a inspiré dans les différentes parties de mon régime. » Mais malheureusement mes soins, fruit des intentions les plus pures, » ne me donnent que la satisfaction de la quitter sans remords ». En le rappelant de la Sardaigne, le Roi avait nommé St-André gouverneur de Tortone. C'était alors une place de frontière importante, et le Roi en avait fait rebâtir le château et restaurer les fortifications de la ville, d'après les plans et sous la direction du comte Pinto. La Cour de Vienne en avait pris ombrage et fait des remontrances au cabinet de Turin comme d'une démonstration qui lui était hostile, mais Victor Amédée III n'en continua pas moins son projet.

En quittant la Sardaigne St-André alla à son nouveau gouvernement après avoir cependant rendu un compte bien détaillé et bien franc de sa vice-royauté au Roi à Turin, car il voulait qu'on connût le véritable état des choses.

Ignace avait beaucoup travaillé avec son père en Sardaigne, il avait

(1) Il écrivait au comte Corte (10 octobre 1788). « Si comme V. E. me fait » l'honneur de me l'annoncer, on m'a fait des impostures dans des lettres ano- » nymes ou autrement, mon âme étant sans reproche et sans crainte, je plains » les gens qui s'en sont occupé. Si l'on n'a pas apprécié mes représentations, » il faut que le préjugé défavorable au militaire aye fait croire qu'elles n'étaient » pas légales, quoiqu'elles renfermassent des vérités démontrées ». Et ailleurs à propos de la mauvaise administration de la justice il dit « Un vice-Roi mili- » taire peut l'apercevoir, mais il n'est pas l'ouvrier qui puisse la réparer ».

même été envoyé par lui en 1788 à Turin, pour expliquer en détail ses idées au ministère, et en obtenir un appui plus efficace. Cette mission lui fut très-favorable, car elle le fit connaître au comte de Hauteville, ministre des affaires étrangères, qui sut particulièrement apprécier la capacité et l'instruction dont il était doué. Il se fit rédiger plusieurs mémoires par lui, et l'année suivante le comte Montagnini de Mirabel, ministre du Roi en Hollande, ayant demandé à se retirer, d'Hauteville choisit Revel [1] pour le remplacer (17 juin 1789).

1789. Afin de l'avoir disponible on le fit passer capitaine agrégé au régiment de Nice, et le 18 juillet il partait pour sa destination en passant par Paris pour y prendre langue [2].

Cette mission était alors très-importante. C'était un centre principal de négociations, surtout pour ce qui avait rapport au nord. Aussi appelait-on le ministre du Roi à la Haye la sentinelle du nord. Pour en donner une idée, il suffit de dire que le ministre d'Angleterre y recevait et déchiffrait toutes les dépêches de ses collègues près les Cours du nord, et leur expédiait celles du cabinet de St-James, après en avoir pris connaissance.

(1) Dorénavant les deux fils de St-André seront désignés, Joseph par Revel aîné, et Ignace par Revel.

(2) Je suis ravi, mon cher fils, de voir vos projets accomplis. Je ne doute pas que votre début en Hollande, dans lequel vous vous comporterez selon mon attente, ne vous ouvre une porte à la gloire d'être utile à nos maîtres. Vous avez les connaissances propres pour bien vous acquitter de vos commissions. Mais vous avez le caractère trop honnête! Cette réflexion vous paraîtra singulière; elle est cependant juste dans mon idée. Votre franchise et votre éloignement de fausser peut vous induire à penser trop favorablement des hommes, qui ne sont pas souvent ce qu'ils doivent être, en sacrifiant tout à leur état. La méfiance doit marcher avec la confiance. Vous vous rappellerez que jouant au *coucon* à St-André, on vous arrêtait les as avec des rois pris hors du jeu. Votre mère, votre grand père et d'autres vous fesaient cette niche; vous ne la soupçonnâtes jamais parce que vous jouiez loyalement. Les hommes sont des caméléons; il faut les connaître pour s'y livrer. Je vous fais cette réflexion, qui pourra prévenir que vous me la fassiez vous-même. Apprenez-moi, je vous prie, dans vos loisirs ce que vous faites, comment vous avez été reçu, le nom des différens ministres étrangers, etc. Mon père exigeait de moi de pareils détails, et il faisait là dessus des châteaux en Espagne. Dorénavant, vieux comme lui, je me sens du goût pour cette architecture qu'il est permis de suivre dans ce pays.... On vous donne fort peu, il faut vous en consoler, en imitant monsieur de Chambrier, il n'en a pas moins été le ministre de Frédéric II; d'ailleurs votre croix de Malte est une authentique de l'inopulence (St-André à son fils Ignace).

Digitized by Google

Revel arriva à la Haye le 11 août. Monsieur de Mirabel lui remit de suite la plume, c'est à dire le soin de tenir la correspondance, et l'ayant présenté au prince d'Orange Stathouder et aux ministres, il partit le lendemain pour le Piémont.

Les bonnes relations qu'il noua avec les ministres hollandais et étrangers, permirent à Revel de tenir une correspondance intéressante, dont le Roi lui-même lui marqua sa plus haute approbation. Sa grande connaissance de l'Angleterre le mit dans des rapports intimes avec les ministres anglais, qui se succédèrent à la Haye, monsieur Fitz-Herbert, monsieur Eden, et lord Aukland. Il se mit en relation avec le comte de Front, ministre du Roi à Londres, avec lequel ils se communiquaient tous les renseignemens. Dans le pays puis, il se lia d'une amitié forte et durable avec monsieur Fagel, qui était au ministère des affaires étrangères.

1790. Pendant son séjour à la Haye eut lieu (1789) l'insurrection de la Belgique contre l'Autriche, dans laquelle la Prusse et la Hollande jouèrent un rôle à double face. Il en écrivit un mémoire historique, et sut tenir son gouvernement au courant des conférences qui terminèrent cette question, tenue à la Haye (décembre 1790) entre l'Angleterre, la Prusse, les États généraux et l'Autriche, comme aussi de celles qui se tenaient contemporainement à Reichenbach, où la Prusse, d'accord avec l'Angleterre et la France, cherchait la solution la moins défavorable à la Turquie dans la guerre qu'elle soutenait contre l'Autriche et la Russie, ainsi qu'aux différends que cette dernière Puissance avait avec la Suède.

À la même époque l'Angleterre et l'Espagne faillirent en venir à une guerre ouverte. Revel reçut à ce sujet des ouvertures du ministère anglais pour offrir la médiation de sa Cour; il les accueillit avec une prudente réserve (juillet 1790), et achemina la chose de manière que le Roi aurait été médiateur, si la gravité des événemens n'avait poussé ces deux Puissances à un prompt arrangement. Ce n'était plus seulement sur le Nord, mais principalement sur la marche de la révolution en France et sur la politique de l'Allemagne à cet égard, qu'il dut écrire à Turin. Il avait en même temps à défendre la politique de précaution de son gouvernement vis-à-vis de l'Angleterre, qui l'accusait de réserve à son égard, et de trop se jeter vers l'Autriche, pendant

Digitized by Google

que celle-ci se plaignait de la lenteur et de l'hésitation du Roi à se prononcer, comme si l'on avait dû se fier à l'irrésolution de l'Empereur.

D'un autre côté les mesures défensives ordonnées par le Roi, et le séjour des Princes français à Turin donnaient de l'ombrage au gouvernement de France. Comme il n'y avait plus de bons rapports entre les deux gouvernemens, Revel se servit de l'entremise de monsieur de Gouvernet (1) ministre de France à la Haye, pour justifier sa Cour, en constatant le caractère provocateur au désordre et à la révolution de la politique française à l'égard de la Sardaigne. Aux conversations et notes verbales il joignit aussi l'action de la presse en faisant publier dans les journaux des articles qui présentaient sous un jour favorable la politique du gouvernement sarde.

1791. Le climat humide de Hollande ayant altéré la santé de Revel, il avait dû demander un congé, monsieur d'Hauteville le pria de surseoir, et lui donna la mission (août 1791) de représenter le gouvernement du Roi au congrès général que les Puissances avaient décidé de réunir à Aix-la-Chapelle, pour aviser à l'état d'excitation où se trouvait l'Europe. Mais il n'y eut que des préliminaires, et bientôt après parut la fameuse déclaration de Pilluitz; il fut le premier à la faire connaître à sa Cour.

1792. La révolution marchait d'une manière effrayante. Revel, jugeant que la guerre était inévitable, et, désirant avant tout y prendre part, profita du congé qu'on lui avait accordé, et laissant le chevalier Plenti chargé d'affaires, il prit, le 26 mai 1792, la route du Rhin et de la Suisse pour retourner en Piémont, profitant de cet itinéraire pour visiter les différentes cours d'Allemagne.

La présomption de comprimer la France y était répandue de la manière la plus absolue, et au lieu d'agir énergiquement on se contentait en général de publier des bravades qui ne faisaient qu'augmenter la décision de résistance des Français. Revel en arrivant en Piémont trouva tout en émoi.

Il demanda à rentrer dans l'armée en service effectif, ce qu'on lui accorda, tout en lui conservant son titre de ministre du Roi près les

(1) Le même que le marquis de la Tour du Pin, ambassadeur à Turin en 1820.

États généraux, parce que monsieur d'Hauteville voulait l'avoir à sa disposition pour le cas de quelque mission ou de quelque négociation à entamer.

St-André, inquiet de l'avenir, se trouva avec bonheur au milieu de ses fils.

Gouverneur d'Asti sans résidence (28 juillet), il avait été nommé lieutenant général du duc d'Aoste, qui commandait l'armée des Alpes (14 août). Le 22 octobre le Roi le destinait à remplacer le général Courten, qu'il trouvait le 25 à Saorgio abattu et laissant les troupes sans ordre, ni disposition.

Ces mémoires indiquent suffisamment tout ce que fit St-André pendant les campagnes suivantes. Il lutta avec la plus grande énergie et fermeté contre le mauvais vouloir des généraux autrichiens, qui ne le laissaient faire que dans les cas les plus désespérés. Entouré de ses deux fils, dont l'aîné était son chef d'état major, et le cadet son adjudant supérieur, il trouvait pour ainsi dire en eux un complément de force physique nécessaire à son âge et à ses infirmités. Jamais il ne recula devant la responsabilité quand il croyait devoir agir dans l'intérêt du service du Roi.

1794. Après 17 mois continuels de campagne dans les Alpes, il fut obligé, par la cabale autrichienne, de prétexter sa santé septuagénaire pour se retirer. En prenant le commandement des troupes, il les avait trouvées désorganisées et découragées par une malheureuse retraite; il réorganisa et remonta le moral, sut attaquer et se défendre opportunément, et en partant il laissait l'armée dans de bonnes positions et maîtresse d'un plus grand terrain que lorsqu'il en avait pris le commandement. Le Roi le nomma général d'armée et le voulut dans son conseil suprême de guerre, qu'il venait d'organiser. Revel aîné alla prendre le commandement de son régiment de Suse, et se distingua sous les ordres du duc de Montferrat dans la vallée d'Aoste, aux retranchemens du prince Thomas, et particulièrement à l'affaire de la Thuile, pour laquelle il fut décoré, et reçut en suite le grade de colonel en premier (10 juillet).

Le Duc l'avait pris pour chef d'état major.

Revel cadet passa chef d'état major du duc d'Aoste qui commandait

les troupes dans les vallées de Suse, Pignerol et Saluces, tout en gardant son régiment de Nice.

1795. Plusieurs fois il fut appelé à Turin et envoyé en mission, ou comme commissaire du Roi, auprès des généraux en chef autrichiens. Dans le mois de mars 1796, il fut, ainsi que son frère aîné, nommé brigadier d'infanterie. Chargé de négocier le traité de paix avec la France, il partit pour Paris le 30 avril.

Par suite des dispositions de ce traité, St-André dut laisser ses titres parce que provenans de fiefs qui se trouvaient dans le comté de Nice devenu département français, et le Roi lui conféra le titre de marquis à porter avec son nom de Thaon.

1797. Les circonstances malheureuses du pays ne permettaient cependant pas le repos à ce fidèle serviteur du Roi.

St-André fut nommé gouverneur de Turin (25 juillet), charge très-difficile dans ces momens d'effervescence, augmentée encore et favorisée par l'occupation successive de la citadelle par les Français (3 juillet). St-André sut maintenir l'ordre, et en imposer aux turbulens. Plus d'une fois sa fermeté et sa prudence évitèrent une catastrophe.

1798. Quand les Français s'emparèrent traîtreusement du Piémont et forcèrent Charles Emmanuel IV à s'éloigner, St-André voulait suivre son Roi, mais avant qu'il fut arrivé à Livourne, un ordre du gouvernement français l'obligea à rentrer en Piémont, et le général Grouchy lui signifiait (25 décembre) de partir pour Grenoble avec ses deux fils, afin d'y rester comme ôtages. St-André obtint avec peine de différer son voyage au printemps pour motif de son âge et de sa santé, mais ses fils durent partir (30 décembre).

1799. Les succès des alliés alarmant le gouvernement français, St-André fut arrêté et dirigé avec escorte à Grenoble. En passant par Suse (13 mai) il fut reconnu par de ses anciens subordonnés qui ameutèrent les paysans, le délivrèrent des mains des Français, et lui donnèrent les moyens de rejoindre le général Suwarow à Castelnovo Scrivia (17 mai).

Le général en chef des alliés chargea St-André de la réorganisation de l'armée royale, et l'en nomma commandant général. À pareille époque les deux Revel étaient transférés de Grenoble à Dijon avec les autres ôtages.

La position de St-André était difficile. Il fallait lutter contre l'élément révolutionnaire, et résister à l'envahissement autrichien qui ne voulait pas de la reconstitution du royaume.

Charles Emmanuel IV qui avait d'abord confirmé le choix de Suwarow, nomma ensuite St-André son lieutenant général du royaume avec pouvoir royal (4 juillet) *d'alter ego.*

Le départ de Suwarow pour la Suisse vers la mi-séptembre donna libre cours aux prétentions autrichiennes qui allèrent jusqu'à vouloir la suppression de la lieutenance générale.

1800. St-André, décoré du collier de l'ordre de l'Annonciade en preuve de la satisfaction royale, eut le bonheur de revoir ses deux fils évadés de Dijon. Il les eut avec lui pour l'aider dans la rude besogne; mais ayant perdu tout espoir de vaincre l'opposition autrichienne à la reconstitution du royaume, il demanda sa démission (1er avril) que le Roi ne voulait pas accepter, lui offrant un congé. St-André dut insister, et le 6 mai il annonçait sa cessation de la présidence du conseil suprême, dont était chargé le général Laflechère; quant à la lieutenance du royaume, on n'en dit mot pour ne pas avoir l'air de céder à l'Autriche, ou exciter quelque incident avec Mélas. Il resta gouverneur de Turin et il songeait à sa défense, quand survint le désastre de Marengo. St-André alla d'abord à Livourne, ensuite à Naples et à Rome où était Charles Emmanuel IV.

Le comte de Maurienne, gouverneur de Sassari étant mort, Victor Emmanuel qui avait pris la couronne (4 juin 1802) par suite de l'abdication de son frère, nomma St-André au gouvernement laissé vacant par le Prince défunt (24 décembre 1802), et l'envoya en Sardaigne (1803), voulant l'y avoir pour qu'il pût remplacer le régent Charles Félix que le Roi comptait appeler à Rome.

St-André se résigna à ce voyage en plein hiver, et tint la régence de l'île depuis la fin d'avril à la mi-novembre qu'arriva Charles Félix. Il resta ensuite à Cagliari, laissant à Sassari son fils Revel qui en avait été nommé gouverneur en second. Grand maître d'artillerie (14 septembre 1806), ce serviteur fidèle et éprouvé qui avait tout sacrifié pour la cause de son Roi, rendait l'âme a Dieu le 14 décembre 1807, assisté par son fils et son petit-fils Charles, expirant

sans douleurs, ni convulsions, conservant la parole et la sérenité d'âme jusqu'au dernier moment.

Revel aîné qui s'était distingué pendant la campagne de 1795, avait reçu une commanderie de St-Maurice (18 septembre 1795), fut nommé brigadier d'infanterie (13 mai 1796) et destiné au commandement des corps placés dans le Val Grisanche pour en empêcher l'accès et protéger le flanc de l'ennemi, but qu'il remplit glorieusement. À la paix, commandant de place à Turin, il seconda son père dans ces momens difficiles. Au mois d'avril 1798 il prit part à l'expédition envoyée contre les insurgés de Serravalle et Carrosio.

Quand les Français s'emparèrent du Piémont, Revel aîné fut déporté avec son frère (30 décembre 1798) d'abord à Grenoble, ensuite à Dijon. Ayant réussi à s'évader, il rentra en Piémont, fut nommé major général (28 novembre 1799) et membre du conseil suprême.

Revel aîné suivit son père en exil en Toscane, Rome et en Sardaigne, où il fut nommé d'abord commandant à Cagliari, puis gouverneur provisoire, et ensuite effectif de Sassari (23 janvier 1808). Lieutenant général (2 novembre 1808), général d'infanterie (20 juin 1812), déjà il avait été décoré de la grand' croix de St-Maurice (10 juillet 1806).

Revel aîné eut le bonheur, d'apporter, pour ainsi dire, la première nouvelle du retour du Roi en Piémont, en venant en prendre possession en son nom (mai 1814); répresentant ainsi son Roi et gouvernant sa capitale, comme si c'eût été un glorieux héritage à lui transmis par son père, et qu'il laissa à sa mort à son frère Ignace.

Inspecteur général de l'armée (1er janvier 1815), commandeur de l'ordre militaire de Savoie, le Roi lui confia l'organisation des carabiniers royaux, dont il eut le titre de commandant général.

Le collier de l'ordre de l'Annonciade (2 novembre 1815) compléta les honneurs et les récompenses dont il jouit paisiblement jusqu'à sa mort (20 juillet 1820).

Revel aîné avait epousé (mai 1782) Béatrix des ducs de Gadagne, dont il eut deux fils, Charles lieutenant général, aide-de camp du Roi, capitaine des gardes du corps, gran cordon (mort 2 juin 1849); Ignace colonel de cavalerie (mort 23 mars 1843) et deux filles, Béatrix, comtesse Avogadre de Casanova, et Josephine, comtesse Castelnovo de Torazzo.

Digitized by Google

Le deuxième fils de St-André, Revel (Ignace), en quittant l'ambassade de Paris reprit le commandement du régiment de Nice, qui dut changer son nom en celui de Coni. Commandé sur différens points à maintenir l'ordre, il fut nommément chargé (septembre 1797) du commandement d'Asti, conservant cependant toujours son régiment. Il épousa (20 octobre 1797) Sabine, fille du comte Jean Joseph Spitalieri de Cessole. À l'envahissement du Piémont par les Français en décembre 1798, il crut pouvoir vivre retiré, mais loin de là il fut déporté comme ôtage avec son frère à Grenoble. Evadé et rentré en Piémont, il fut nommé ministre à Londres (2 octobre 1799); mais le duc d'Aoste, qui se flattait encore d'avoir le commandement général des troupes, voulut le retenir. Nommé major général le 29 novembre 1799, il reçut, le 14 décembre, la lettre suivante du général Mélas.

« Le conseil du Piémont que je viens de charger d'établir une » commission militaire pour la réorganisation des troupes piémontaises » vous a proposé, monsieur le général, pour membre de cette com- » mission. Informé de vos grandes qualités, de l'empressement distin- » gué que toujours vous avez manifesté pour le bien-être de la cause » commune, je ne peux qu'être extrêmement charmé d'un choix si » avantageux, et je vous prie de recevoir la confirmation de votre no- » mination à cette place par moi. Monsieur le lieutenant général Bom- » port, que je viens de nommer à la présidence de cette commission, » vous informera des instructions, etc. etc. ». Revel accepta, croyant être utile pour affaiblir la pression autrichienne, mais la Cour le voulait à Londres, et Chalambert lui écrivit de renoncer à la commission, ce qu'il fit de suite. Mais il n'adhéra pas également à l'ordre de partir pour Londres. L'état de sa santé, la nécessité de pourvoir à sa famille, et plus encore les tracasseries de la cabale ministerielle contre son père, le dégoûtaient d'une mission, où il fallait de la confiance réciproque. Il pria S. M. de le dispenser, rappelant son dévouement pour aller à Paris et au commandement d'Asti. Il l'obtint, mais Chalambert, ne tenant aucun compte des dépenses qu'il avait faites dans d'autres missions, lui ordonnait de rembourser l'à-compte qu'on lui avait donné. Il eut de la peine à être refait de ses frais.

St-André ayant laissé la direction suprême des affaires, Revel demanda de reprendre service actif, et il écrivait à Mélas la lettre suivante:

« L'organisation actuelle m'ayant privé du commandement du ré-
» giment de Coni, à raison de mon grade de major général, je prends
» la liberté de représenter à V. E. que ne trouvant d'humiliant
» que de ne pas servir lorsqu'on le peut, je la supplie très-instam-
» ment de vouloir bien ordonner à la commission militaire de me
» rendre le commandement du régiment de Coni, avec le rang qu'il
» plaira à V. E., sans aucun égard à ma qualité de général, que je
» détesterais, si elle devait m'empêcher de servir de telle manière
» que V. E. le jugerait à propos. Cette grâce de V. E. me pénétrera
» de la plus respectueuse reconnaissance ». Revel avait chargé Radetzky de remettre cette lettre au général en chef. Il réitéra encore sa demande, et il obtint d'aller reprendre le commandement de Coni, pendant que son frère reprenait également celui de Suse.

Ces deux régimens entrèrent à Nice, et étaient retournés défendre Coni, quand l'armistice de Marengo livra le Piémont à la France.

Revel et son frère suivirent leur père à Livourne, d'où Revel se rendit à Venise, quand les autres allèrent à Naples. Il reçut des propositions avantageuses pour entrer au service autrichien, mais il céda sans peine aux instances des Princes qui l'en détournaient. Eloigné de la famille, sans ressources, il eut le bonheur de rencontrer son ancien ami lord Guilford, qui lui vint en aide en achetant sa bibliothèque, et lui ouvrant un credit, dont il se servit pour envoyer de l'argent à son père. L'idée de la famille lui donna la force de résister aux conseils de son ami pour prendre service auprès du gouvernement anglais. Il eut aussi beaucoup à se louer du comte Giacomazzi, ancien ministre de la république à Turin.

Revel ne partageait pas les illusions des émigrés, mais il espérait la conservation du Piémont. Il lui répugnait de servir la république française, d'autre part il ne voulait pas abandonner son pays. Eloigné de sa famille, il éprouvait l'angoisse des représailles révolutionnaires (1).

(1) Le chevalier d'Osasque, nommé ministre a Berlin, s'était fait remettre la correspondance avec Revel quand il était ministre à Paris. Après les événemens n'osant la garder, il l'envoya de nuit chez la comtesse Sabine. Revel, effrayé d'un pareil dépôt qui pouvait tout perdre, car il avait la preuve des cadeaux faits aux membres du directoire et aux ministres, écrivit de tout brûler, et on détruisit ainsi bien des papiers intéressans.

Sa femme s'était résignée à rester en Piémont pour sauver le peu de bien qu'elle avait acheté avec sa dot. Ils combinèrent d'abord de se retrouver à Plaisance, où ils restèrent pendant un an à Borgonovo, après quoi la comtesse Sabine dut aller à Nice avec sa mère pour profiter de l'amnistie. Revel, voyant la tournure que prenaient les événemens, se décida à rentrer (mars 1803), après avoir éclairci la nature du serment qu'il devait prêter.

S'établissant à sa campagne de Cimena, il s'y consacra à l'éducation de ses enfans, à l'étude, à l'agriculture, refusant de prendre part aux affaires. Par l'héritage de la comtesse Scarnafiggi-Provana il fut investi du titre de comte de Pralungo.

À la chute de Napoléon, Revel fut nommé (15 avril 1814) membre du conseil de régence du Piémont, presidé par St-Marsan et composé de Vallaise, Balbe, Serra, Peyretti, Montiglio, avec Alexandre de Saluces pour secrétaire.

Une convention (27 avril) établit la rentrée des Français dans les anciennes limites de la France, et la remise aux alliés, dans le délai de 15 jours, des citadelles d'Alexandrie et Turin, de Gavi, Savone et Fenestrelles.

Victor Emmanuel 1er, rentré dans sa capitale (20 mai), envoya Revel comme ministre plénipotentiaire à Paris, et de là en mission extraordinaire à Londres.

Le résultat fut la cession du duché de Gênes au Roi, obtenue en éludant avec adresse l'opposition de l'Autriche, qui aurait voulu des compensations dans le Novarais. Le Roi, pour donner un témoignage éclatant à Revel de sa satisfaction à cet égard, le nomma son commissaire plénipotentiaire pour prendre possession du duché et de la ville de Gênes (29 décembre) (1).

(1) Santorre Santa Rosa, et après lui, les révolutionnaires ennemis de Revel l'accusèrent d'avoir dit en arrivant a Gênes qu'il n'y avait qu'un Roi qui commandait, une noblesse qui l'entourait et un peuple qui obéissait. Le fait est faux. Voici à ce sujet un extrait de l'ouvrage *De la Révolution du Piémont*, Lausanne 1822. « Le plénipotentiaire du Roi à Gênes aurait tenu en 1815 un propos qui serait une plate grossièreté, si les expressions qu'on lui prête n'étaient pas supposées. Nous sommes autorisés à croire que le chevalier de Revel pense que non seulement le peuple est tenu d'obéir au Roi, mais que la noblesse doit en donner l'exemple. Quant aux égards que la politesse commande envers tout le

Digitized by Google

Pendant son séjour à Paris il travailla vivement à la reconnaissance du prince Charles Albert de Carignan comme héritier éventuel de la couronne de Sardaigne, et il initia celle du prince Joseph de Carignan qui avait epousé une duchesse de Lavauguyon, contre lequel obstait le mariage, sans permission du Roi, de son père le prince Eugène, comte de Villefranche, avec mademoiselle Magon de Boisgarin. Là aussi l'Autriche s'opposait, poussée par Marie Thérèse, et plus encore dans l'intérêt de l'archiduc d'Autriche, duc de Modène, mari de l'aînée des filles de Victor Emmanuel I.

1815. Au retour de Napoléon de l'île d'Elbe, Revel qui était lieutenant général (12 janvier), grand'croix de St-Maurice (17 janvier), titré d'excellence (6 janvier) et gouverneur de Gênes (22 février), fut d'abord destiné au commandement d'un corps de 10/m. hommes qu'on devait former; mais peu après dans l'éventualité des événemens dans le midi de l'Italie, il eut le commandement général des troupes dans le duché de Gênes (25 mars).

La promptitude des événemens le rappela à la diplomatie. Ministre plénipotentiaire au quartier général des Puissances alliées (27 avril), il eut le 30 juin les pleins-pouvoirs de ministre auprès de quelconque Puissance. Il put ainsi conclure séparément avec la France la complète restitution de la Savoie, pour laquelle l'Autriche aurait également demandé des rétrocessions.

Le difficile était de faire admettre ce traité par les hautes Puissances. Revel, profitant de ses bonnes relations avec lord Castlereagh, alla lui en faire confidence. Celui-ci prétendit naturellement que la restitution ne pouvait être valable qu'après que les Puissances alliées l'auraient approuvée. Revel se garda bien de combattre cet argument, mais il obtint que les plénipotentiaires anglais porteraient l'affaire au congrès, non pour la discuter, mais pour en obtenir la sanction, ce qui ne pouvait manquer. Et pour appaiser les susceptibilités, il admit que le traité fait avec la France était nul au fond, heureux d'avoir établi le fait.

monde, et la considération que méritent le commerce, et les négocians, le gouverneur de Gênes les a connus aussi bien que qui que ce soit. Sa conduite durant des années dément une phrase ridiculement dénaturée ».

Digitized by Google

Le Roi remercia Revel par un billet royal *de ses loyaux services et de son succès dans le traité particulier pour la Savoie, et récompensa ce nouveau succès diplomatique qui donnait encore une province à la monarchie*, en le nommant gouverneur et commandant général des troupes en Savoie, ministre d'état, et son commissaire plénipotentiaire pour en prendre possession en son nom (décembre 1815).

1816. Au premier mai il retourna au gouvernement de Gênes. Mais après tant d'heureux résultats, il dut donner sa démission à cause d'un tort qu'on lui faisait. Tous les majors généraux de 1798 et 1799 avaient été promus généraux. Seul Revel ne l'était pas. Mais quand, en mai, eurent été promus généraux des officiers qui avaient été majors généraux bien des années après lui, qui avait cependant fait la campagne de 1800 comme major général, il se sentit blessé de cette exclusion, et déclara qu'il ne croyait plus pouvoir servir avec honneur pour lui-même et utilité pour l'état, et demanda à se retirer (6 mai 1816). Le Roi ne voulut absolument pas accepter sa retraite [1], et réparant le tort, il fut nommé général à sa place.

Conciliant et ferme, respectant les droits de chacun et faisant respecter la loi, il ramena bien des personnes à l'affection du gouvernement royal, malgré la répugnance républicaine qui dominait dans le duché. La ville lui en donna une preuve éclatante en tenant au baptême un fils qu'il eut le 20 novembre 1817, et lui donnant le nom même de la ville.

Aussi quand le Roi voulut l'envoyer comme vice-Roi en Sardaigne pour y remplacer Charles Félix, il lui conserva le gouvernement de Gênes, destinant le marquis d'Yenne pour l'*interim* [2].

(1) J'ai tout l'espoir que le grade militaire que vous désirez et méritez assurément par vos services, vous sera incessamment accordé, et peut-être à une époque qui vous prouvera que le Roi croit à bien juste titre me faire plaisir en vous donnant une preuve de son estime et de sa bienvaillance (Marie Thérèse à Revel).

(2) Ferdinand Pinelli a le mérite d'avoir continué l'histoire militaire d'Alexandre Saluces, mais il aurait dû y mettre de l'impartialité et se garder du parti pris de calomnier la noblesse. C'est pour satisfaire à cette rancune démocrate qu'il juge Revel presque toujours défavorablement. Entr'autres il relate une prétendue insulte de Revel envers un Serra, ancien Doge, sur lequel il aurait poussé son cheval, en lui jetant à terre son chapeau qu'il n'aurait pas levé au passage du

Digitized by Google

1820. En Sardaigne Revel s'occupa de rétablir l'ordre, et de faire rendre justice. Ayant organisé les moschettieri (espèce de carabiniers royaux), il réussit à opérer le désarmement général. L'expérience de la vice-royauté précédente de son père lui fut utile pour combattre les abus. Le 25 mars, Charles Albert, lui écrivant pour lui annoncer la naissance d'un fils (Victor Emmanuel II)(1), lui disait combien il désirait le voir de retour, « parce que dans des momens aussi difficiles que » ceux-ci, des personnes comme vous, mon cher comte, ne devraient » jamais être éloignées de ceux qui gouvernent un état; il y a si peu » maintenant de gens de mérite et qui soient en même temps par- » faits, honnêtes gens, qu'on ne saurait trop les rechercher. Il y a eu » des temps sans contredit plus mauvais que ceux où nous vivons, » pour le monde en général, mais non pour les Princes, car mainte- » nant le grand but de la philosophie moderne est tourné à la des- » truction de la religion et des trônes, et ceux qui sont destinés à » gouverner les nations ne sauraient assez peser toutes leurs actions.... » Je désire beaucoup vous témoigner de vive voix l'amitié que je vous » porte, et combien je fais de fond dans les bons conseils que j'espère » toujours recevoir de vous ».

Remplacé dans la vice-royauté, Revel revint au gouvernement de Gênes, mais pour peu de temps. Le 9 août 1820 il était nommé gouverneur de Turin, et le 15 décoré du collier de l'ordre de l'Annonciade.

Les temps étaient difficiles. Le ministre de la guerre, marquis de St-Marsan, écrivait, le 15 novembre 1820, confidentiellement aux gouverneurs en leur recommandant le maintien de la tranquillité. « S. M. » tout en rendant justice au bon esprit qui anime la majorité de ses

Roi. Il part de là pour dire qu'on dut ôter Revel de Gênes, et blâme le gouvernement de l'avoir envoyé vice-Roi en Sardaigne, au lieu de le destituer. Le fait est complètement faux et inventé. Non seulement Revel conserva le gouvernement titulaire de Gênes, quoique vice-Roi, mais il y retourna effectivement quand il quitta la Sardaigne en 1820. Au reste les révolutionnaires avaient raison de calomnier Revel, car c'était un de leur plus rudes adversaires.

(1) « Malgré l'inquiétude que tout ce qui se passe, jette dans l'âme, on a été » généralement dans la joie de la naissance du jeune prince de Carignan qui a » été reçu comme le fils de la maison. Le peuple surtout à été charmant dans cette occasion » (Comte de La Val, de Turin à Revel à Cagliari, 22 mars 1820).

» sujets, ne se dissimule pas l'influence, ainsi que le danger des » fausses directions que des malveillans cherchent à donner à l'esprit » public. V. E. n'ignore pas avec quelle rapidité les nouvelles les plus » absurdes se répandent depuis quelque temps. Ces nouvelles visible- » ment inventées dans l'intention de faire naître de l'inquiétude sur » l'indépendance du Roi, en annonçant l'occupation des places fortes » par les troupes autrichiennes, trouvent dans la disposition des esprits » un accueil qui, quoique noble sous le rapport de l'honneur national, » n'est pas moins nuisible sous d'autres: 1° parce qu'il s'occupe péni- » blement d'un danger qui n'existe pas; 2° en ce qu'en jetant sur » une nation alliée une défaveur qu'elle est loin de mériter, elle sé- » parerait d'opinion, sous ce rapport, le Roi de ses sujets. Cet état de » choses pouvant entraîner des conséquences graves, le Roi dans sa » juste confiance croit devoir vous associer à sa pensée, et en vous » la faisant connaître en entier, il espère que les habitans des pro- » vinces ne tarderont pas à être affermis dans la confiance qu'ils doi- » vent avoir dans son gouvernement. Aucune demande n'ayant eu » lieu de la part de l'Autriche, aucune inquiétude ne doit occuper » les esprits. Fidèle à l'alliance générale, S. M. n'a besoin de contracter » aucun engagement particulier, puisqu'elle trouve dans les actes du » congrès de Vienne, et dans les traités de 1815 la meilleure ga- » rantie, comme la plus grande certitude de sécurité et d'indépen- » dance. Les premières conférences de Troppau ont été marquées par » de nouvelles preuves d'intérêt de la part des Puissances alliées, qui » en témoignant à S. M. une confiance sans bornes, lui donnent un » heureux présage de l'accord qui régnera dans leurs prochaines dé- » libérations. Vous voudrez bien vous pénétrer de l'esprit de la pré- » sente lettre qui est uniquement dans l'objet de vous mettre à même » de diriger l'esprit des peuples et des troupes vers le but constant » des efforts de S. M. pour le maintien de la tranquillité de ses états, » également importans à leur sûreté, comme à celle de l'Europe ».

Le Roi comptait sur les gouverneurs pour consolider la confiance et maintenir le calme et la tranquillité, desquels dépendait la considération politique du pays.

Depuis longtemps le Piémont était tourmenté par cette agitation sourde

et générale excitée secrètement par les Carbonari, mais cachée sous des motifs apparens, adaptés aux différens pays et propres à séduire les esprits honnêtes qui auraient eu horreur de l'anarchie, et du bouleversement des gouvernemens.

C'était en Piémont l'expulsion des Autrichiens qu'on proclamait prêts à envahir; l'indépendance, la liberté et la réunion de l'Italie septentrionale, avec le concours indispensable de l'armée, si digne de figurer à la tête des Italiens, et la nécessité de placer le Roi à même d'exécuter ces mesures, que son cœur désirait ardemment, mais que des engagemens et des traités avec la Sainte Alliance lui interdisaient de provoquer sans avoir l'air d'y être forcé. Dans tout ce mouvement parmi les esprits honnêtes, mais étroits, les timides ne voyaient donc que la défense de leur pays, les ambitieux une vaste carrière ouverte à leurs talens, les militaires la gloire et l'avancement, et les royalistes une augmentation de puissance pour le Roi. C'est ainsi qu'un grand nombre de personnes bien pensantes, mais abusées, se trouvèrent tout-à-coup et involontairement en révolte ouverte contre leur Souverain légitime.

D'un autre côté les esprits éclairés qui voulaient une modification dans le gouvernement et des institutions libérales, durent après l'événement regretter amèrement d'avoir retardé de bien des années leur adoption en recourant au désordre, au lieu d'éclairer et instruire les esprits par des moyens pacifiques.

On a reproché au gouvernement de n'avoir pas su arrêter d'une main ferme l'effervescence désordonnée des factieux, et dévoiler leur égarement. Il paraît au premier abord que la plus grande partie de ces reproches devrait tomber sur Revel, qui était alors gouverneur de Turin, mais en appréciant sa situation et ses actes, on verra qu'il ne mérite d'être taxé ni de faiblesse, ni de cruauté. Bien différent des gouverneurs de province, celui de Turin n'avait aucune liberté d'action à cause de la présence de la Cour; il ne pouvait prendre aucune disposition, émaner aucun ordre, sans avoir préalablement pris ceux du Roi; en outre s'agissait-il des troupes, le ministre de la guerre était là parlant au nom du Roi, de même que les ministres de l'intérieur et de la police pour toute chose concernant leur département:

il faut encore réfléchir aux influences qui dominaient le Roi, aux relations étendues des meneurs de la révolte, et puis à la jalousie qu'excitait parmi des vieux courtisans susceptibles et par trop imbus des vieux principes, un homme, quoique plus jeune, placé dans une position plus élevée, parlant librement en militaire loyal et sincère, qui après avoir étudié et approfondi les questions politiques, avoir vu et traité de près avec les Cours d'Angleterre, de Hollande et de France, ne s'endormait pas dans l'aveugle persuasion qu'il n'y avait rien à faire, que tout était pour le mieux, et énonçait ses idées et ses avis avec une franchise qui faisait ombrage aux grands de la Cour [1]. La même ignorance des hommes aveuglait le gouvernement en Piémont avant les 30 jours, qu'en France avant les cent jours!

Le 11 janvier quatre étudians parurent au théâtre d'Angennes avec des bonnets rouges. C'était tellement un défi donné au gouvernement, que d'avance leurs camarades s'étaient placés de manière à favoriser leur évasion, et tentèrent d'enlever de force celui des quatre qui avait été arrêté à la porte.

Dans des cas aussi graves et de flagrant délit, tout privilége cesse. Lors même que l'arrestation eût été illégale, pour obtenir justice, les étudians n'avaient-ils d'autre recours qu'à la violence? Quand on élève un signe de révolte, qu'on emploie la force pour délivrer un des coupables, qu'on se rassemble, qu'on lance des pierres aux troupes, que des militaires sont blessés, qui ne reconnaîtrait les signes caracteristiques de la sédition?

Le lendemain 12 tous les efforts pour engager les étudians réunis à l'université à se séparer étant inutiles, le gouvernement sentit qu'il fallait les disperser dans la soirée même.

Peut-on douter que les révolutionnaires qui se sont montrés ensuite, encouragés par l'inaction, ne se fussent réunis le lendemain aux étudians, ainsi qu'un grand nombre de leurs camarades retenus ce jour là au collége des provinces? Séduits, echauffés, enhardis par une apparente timidité, la révolution eût commencé le jour suivant. L'honneur

(1) Le comte de Roburent tout influant sur l'esprit du Roi, dont il était le serviteur le plus dévoué, avait été gagné par les cajoleries du Prince et ne jurait que par lui. Il neutralisait toute mesure répressive.

Digitized by Google

et le devoir commandaient au gouverneur de prévenir les malheurs qui en seraient résultés, et d'empêcher qu'elle n'éclatât dans son gouvernement.

Les troupes étant réunies, le gouverneur annonça aux troupes qu'elles avaient affaire à de jeunes étourdis sans armes, et leur recommanda la plus grande modération, répétant sans cesse aux soldats: « souvenez-vous que vous avez à faire à des enfans ». Fit visiter les fusils pour s'assurer qu' ils n'étaient pas chargés, et attendit pour se mettre en mouvement que la lune éclairât la rue du Pò, et montrât aux étudians les troupes s'avançant lentement pour leur en imposer, les dissiper, et éviter tout malheur. L'ordre donné en présence de tous les officiers était de s'emparer de la grille. On avertit le gouverneur que les portes donnant sur la rue de la *Zecca* étaient ouvertes et libres, il défendit de les occuper, n'ayant d'autre but que de faire cesser le rassemblement. Les troupes s'arrêtèrent. On somma les étudians retranchés derrière les bancs de se retirer; ils répondirent par une grêle de pierres.

Revel fit battre la retraite à l'instant même où il vit que la porte était forcée, malgré que les étudians continuassent à jeter des pierres des galeries.

Le sang qu'on a trouvé dans la chapelle, est le sang des étudians blessés qui s'y étaient réfugiés. On n'entra dans la chapelle que lorsque l'ordre était rétabli, et que Revel fut informé que des étudians qui s'y étaient cachés demandaient à se rendre.

Vingt-sept étudians furent blessés, deux seuls gravements, et quinze militaires. Un capitaine fut blessé d'un coup de stylet. Si Revel [1] n'avait usé les plus grandes précautions, de bien plus grands malheurs pouvaient arriver. La résistance, l'impossibilité d'arrêter instantanément la poursuite dans un vaste bâtiment pendant la nuit, l'ardeur naturelle dans ces sortes de rencontres, sont de circonstances qui doivent être appréciées. Plusieurs étudians voulant fuir, se précipitèrent

[1] Un militaire aussi élevé en dignité que Revel, n'aurait pas été présent à cette échauffourée d'écoliers, s'il n'en avait senti toute la gravité, et combien il importait qu'elle fût conduite avec la plus grande circonspection, avec vigueur, sans dépasser les limites de la plus grande modération. *Il ne voulut pas que la responsabilité pesât sur un autre, parce qu'il en prévoyait les suites.*

Digitized by Google

sur les baïonnettes des soldats qui entraient, et se blessèrent d'eux mêmes. Heureusement personne ne perdit la vie ni alors, ni par suite des blessures (1).

Le grand moteur des révolutionnaires fut de répandre le bruit que Victor Emmanuel s'était engagé, envers la Cour de Vienne, à ne consentir à aucune constitution dans les états; mais que paraître l'y forcer, c'était servir le Roi suivant ses véritables intentions qu'il était contraint de dissimuler, que c'était d'après ses ordres que le mouvement s'organisait. Des corps avaient été livrés par la faiblesse des chefs; les anciens soldats obéissaient à l'impulsion de la discipline, et suivaient leurs officiers, ignorant s'ils étaient rebelles ou royalistes. L'idée de seconder les intentions du Roi et délivrer l'Italie de l'étranger séduisait les esprits. La masse était trompée. Comment ne l'aurait-elle pas été, en voyant à la tête du mouvement l'héritier éventuel du trône, les fils de deux ministres puissans, St-Marsan et Balbe, des officiers distingués, tels que Gifflenga, Collegno, Villamarina et autres, des grands seigneurs, tels que le prince de la Cisterne, le marquis de Prié? On le savait, ils restaient libres d'agir ! Carail restait auprès du Roi, Collegno du prince, St-Rosa au ministère de la guerre!

Quand l'erreur fut connue, la révolution finit comme un orage; mais l'ouragan laissa de funestes traces.

Le 7 mars Revel apprend que le colonel des chevaux légers de Piémont, comte St-Michel, avait dans la nuit donné ordre à son régiment de monter à cheval. Il se rend chez le ministre de la guerre pour savoir ce qu'il en est. Saluces etonné se rend avec lui chez le

(1) On fit courir le bruit que les corps de plusieurs étudians avaient été enterrés secrètement. Les plus échauffés prirent le deuil. Quelques uns de ceux-ci ayant rencontré un de leurs camarades (le fils même de Revel, Octave, qui fut ministre des finances et un des promoteurs et signataires du Statut en 1848), lui reprochèrent de ne pas être en deuil. Il s'en excusa, sur ce qu'aucun étudiant n'avait été tué. Les autres soutinrent qu'il y en avait plusieurs de morts. Eh bien, dit-il, nommez-en un seul, et je prendrai le deuil; ils se turent. Ces prétendus morts n'étaient pas des inconnus. Les noms de tous les étudians sont inscrits dans les matricules de l'université. Les révolutionnaires ont eu toutes les facilités de les compulser pour reconnaître si quelque étudiant est mort à cette époque. Qui révoquera en doute que leur silence est la preuve la plus complète que personne n'a péri?

prince de Carignan. Il était au lit. Il répondit avec sang froid : « C'est une méprise; il faut que le contre-ordre ne soit pas arrivé. Si c'était la révolution, la citadelle eût été prise avant hier! » Cédant à la prière de Revel il alla avec lui faire le tour des casernes, mais accompagné de César Balbe. Dans la journée le bruit ayant couru que les chevaux légers de Piémont marchaient sur Moncalieri, la Cour en partit pour Turin. Revel voulait agir, mais le Roi calmé, par les assurances du Prince, défendit tout mouvement répressif. Les chevaux légers ne marchaient pas sur Moncalieri, mais sur Alexandrie, où s'étaient aussi rendus les dragons du Roi, et le 10 la révolution se rendit maîtresse de la citadelle. Le régiment de Savoie qui était en ville, tint ferme. On appela à Turin Piémont royal cavalerie, les chevaux légers de Savoie, les dragons de la Reine, et la brigade de Piémont. Jusqu'à ce moment la défection ne s'était pas étendue, mais on craignait pour l'artillerie, dont le Prince était grand maître et avait mis sa confiance dans Collegno. On doutait aussi de la brigade d'Aoste (1).

Dans cet état de choses le Roi résolut de se porter à Asti avec la famille royale, escorté par les Gardes, Piémont et les trois régimens de cavalerie, et d'y appeler d'Alexandrie le régiment de Savoie, qui s'était conservé fidèle, malgré la défection de ses chefs, Regis et Ansaldi. Les rapports venus d'Alexandrie étaient que les troupes étaient consternées, et que s'il se présentait quelqu'un qui offrît l'impunité, et des

(1) Une proclamation royale du 10 mars contresignée par le ministre de la guerre, Alexandre Saluces, disait : « Les inquiétudes qui se sont répandues ont » fait prendre les armes à quelque corps de nos troupes. Nous croyons qu'il » suffit de faire connaître la vérité, afin que tout rentre dans l'ordre. La tran- » quillité n'a point été troublée dans notre capitale, où nous sommes avec » notre famille, et avec notre bien-aimé cousin le Prince de Savoie-Carignan, » qui nous a donné des preuves non équivoques de la constance de son zèle. » Il est faux que l'Autriche nous ait demandé aucune forteresse, ainsi que le » licenciement de nos troupes. Nous avons reçu au contraire des principales » Puissances toutes les assurances possibles sur notre indépendance et sur l'in- » tégrité de notre territoire. Tout mouvement non ordonné par nous serait le » seul motif qui, malgré notre volonté invariable, pourrait amener des forces » étrangères dans nos états, et y produire des maux incalculables. Nous promet- » tons à tous ceux qui ont pris part aux mouvemens qui ont eu lieu jusqu'à » ce jour, et qui retourneront sur le champ à leur poste, en obéissant à nos » ordres, qu'ils conserveront leurs emplois et honneurs avec notre bienveil- » lance royale ».

Digitized by Google

passeports avec de l'argent à ceux qui voudraient s'en aller, on obtiendrait la rémission de cette forteresse.

Le Roi proposa au prince de Carignan d'y aller dans cette vue, il y consentit en demandant de pouvoir conduire avec lui le général Gifflenga. Le Roi consentit, et le Prince sortit pour aller se disposer à ce voyage, mais il revint bientôt disant qu'il ne pouvait se charger de cette mission par la crainte qu'il avait qu'on ne le retînt forcément. Le général Gifflenga se refusait pour le même motif.

Ce même jour une compagnie de la Légion royale, commandée par le capitaine Ferrero, se présenta à San Salvario avec un drapeau tricolore et suivie par deux ou trois cents étudians. Pendant que le gouverneur disposait pour les faire attaquer, le colonel de ce corps Raymondi alla vers sa compagnie pour essayer de la ramener. Mais il en fut empêché, et un bourgeois lui tira un coup de pistolet à bout portant.

Revel ayant été appelé à la Cour, cela retarda le mouvement des troupes, dont l'arrivée fit retirer les révolutionnaires qui passèrent le Pô au Valentin.

Le Roi était dans les mêmes dispositions, et il y avait à espérer que le mal n'était pas difficile à réparer. On croyait (et comment ne l'aurait-on pas cru?) que le Prince n'ayant pu empêcher l'explosion, aurait cherché à l'arrêter. Il avait annoncé les événemens avec une assurance qui prouvait qu'il connaissait la trame. Il paraissait décidé à servir le Roi. Les funestes conseillers qui l'entouraient le ramenèrent aux desseins révolutionnaires par leurs reproches, leurs menaces et les fausses illusions qu'ils lui présentaient d'être roi d'Italie. Balbe, Carail et Ste-Rose l'assuraient que le ministère était pour lui et le suivrait.

Le jour auparavant le Prince fit demander à Revel la permission d'aller inspecter la citadelle. Etonné de cette demande, Revel se rendit chez le Prince et lui déclara qu'il avait l'ordre de ne laisser entrer qui que se fût dans la citadelle.

Le Prince répondit: « Me soupçonnez-vous? je vous donne ma » parole que je n'ai aucune mauvaise intention. » Le calme d'un Prince envers un particulier qui lui temoignait tant de défiance, n'était

Digitized by Google

rien moins que rassurant. Revel lui dit alors: « Si vous voulez aller » à la citadelle, je vous suivrai, Monseigneur, et je vous demande » d'être percé avant que d'avoir la douleur de voir la citadelle perdue » pour le Roi. »

Le Prince parut étonné de ce langage, et Revel se jetant à ses genoux et prenant sa main, le conjura de revenir sur ses pas. Il lui exposa la honte et les funestes conséquences de sa conduite; lui représenta la situation: qu'il n'avait que quelques années à attendre, et qu'il serait en possession légitime et tranquille de la monarchie.

Le Prince se plaignit du duc de Gènevois; il avait désiré partager les honneurs de la princesse son épouse en ayant le titre d'Altesse Royale; le Duc, sans l'aveu duquel le Roi ne voulut pas lui accorder cette demande, s'y était refusé avec rudesse par une lettre, dans laquelle il lui disait, entr'autres, que tant qu'il vivrait, il serait lui le seul Prince de Savoie qui porterait le titre d'A. R.

On ne peut douter que le ressentiment contre le duc de Gènevois n'ait contribué à pousser le Prince dans ces menées funestes qui devinrent criminelles.

Revel lui parla avec l'effusion d'un vieux serviteur passionément attaché à la gloire de ses Princes, et à la prospérité de leurs sujets. Il lui représenta la témérité de vouloir attaquer l'Autriche, la nullité des Milanais, l'attitude des grandes Puissances, les maux qu'il allait attirer sur lui et sur sa patrie, qu'il pouvait encore sauver les personnes qui s'étaient déclarées en demandant au Roi leur pardon.

Le Prince observa, entr'autres choses, qu'ayant été élevé en particulier, il ne lui en coûterait pas, s'il ne réussissait pas, d'aller en Amérique et de laisser ses droits à son cousin (cette pensée non de périr s'il échouait, mais de s'en aller, prouve l'indécision de son esprit).

A la fin le Prince feignit d'être persuadé, embrassa Revel à plusieurs reprises, et lui laissa l'espoir qu'il s'arrêterait au bord de l'abîme, et qu'il ne voudrait pas se perdre et compromettre la belle succession de la monarchie.

Le 12 le Roi persistait dans son projet d'aller à Asti, lorsqu'à midi des coups de canon partis de la citadelle portèrent l'alarme dans toute la ville.

Digitized by Google

Revel avait eu l'avis qu'il se tramait quelque chose contre la citadelle. Il avait donné ordre au commandant, comte Gazzelli, d'être sur ses gardes et de lever le pont-levis; il y avait fait entrer trois compagnies des gardes. Une foule d'étudians était sur les glacis; des patrouilles de cavalerie avaient ordre de les disperser, mais c'est dans la citadelle même qu'était le danger.

Les capitaines d'Aoste, Marvaldi et Calvetti, d'accord avec les capitaines d'artillerie Gambini et Enrico, avaient séduits leurs soldats, et une partie de ceux des gardes. À peine le pont-levis fut levé, ils tombèrent sur l'état-major [1] et le chevalier Des Geneys, lieutenant colonel commandant l'artillerie, et tandis qu'on les entraînait vers la porte pour les expulser, le sergent aux gardes Rittatore tua de sang froid Des Geneys.

Le Prince se rendit à la citadelle avec le général Gifflenga. Les ministres du Roi espéraient encore qu'il aurait eu la volonté et le pouvoir de la faire rentrer dans le devoir.

Il y fut accueilli par une cohue de furieux qui portaient un drapeau tricolore. Il ne put communiquer avec la citadelle, et retourna au palais du Roi, suivi par cette foule et avec le porteur du drapeau Muschietti à ses côtés.

Parvenu à la porte du palais les troupes s'ouvrirent pour laisser passer le Prince, mais lorsque la foule voulut aussi pénétrer, les carabiniers la repoussèrent.

Les révolutionnaires exaltés au dernier point tentèrent de forcer la porte. Piémont Royal les chargea, quelques personnes furent foulées. La scène se renouvela plus d'une fois.

Il était évident que si on n'employait la force, les troupes se décourageraient et succomberaient à la fatigue, car elles bivouaquaient depuis trois jours. Mais Victor Emmanuel était résolu à ne pas faire agir les troupes, et quoique ce fût le seul parti qui pût le sauver, aucun de ses serviteurs n'aurait pris sur lui de le lui conseiller.

La citadelle menaçait la ville d'un bombardement. Il ne fallait pas

(1) Le major Balegno, mari d'une petite fille de St-André, qui faisait partie de l'état major, voulut rappeler les factieux à l'ordre, et il ne dut la vie qu'au respect et à l'affection qu'avaient pour lui les soldats.

beaucoup de perspicacité pour voir que le Prince influait sur le mouvement. Il avait déclaré qu'il répondait que l'artillerie aurait défendu la personne du Roi, mais non qu'elle eût tiré sur le peuple.

Pour se tirer d'une telle position il fallait une énergie extraordinaire, et l'état où l'on était réduit prouvait qu'elle n'existait pas.

Le 11 on avait commencé à parler d'accepter une constitution: on discuta laquelle. Le marquis de St-Marsan arrivait de Laybach, et portait les assurances les plus formelles que les Puissances s'opposeraient à tout changement politique qui n'émanerait de la volonté libre et spontanée du Souverain. On convint de publier une proclamation qui l'annonçât, et la journée se termina dans cet état d'anxiété qui continua toute la nuit.

Le lendemain matin les ministres se rassemblèrent et convinrent de la proclamation, qui ne fut pas affichée par les menées de César Balbo, qui alla, au nom de son père, ordonner de suspendre toute publication, et en fit décomposer les caractères à l'imprimerie (1).

L'irrésolution entre l'acceptation d'une constitution ou l'abdication, continuait. Revel avait conseillé le jour avant au Roi d'abdiquer, du

(1) Dans cette proclamation Victor Emmanuel rappelait tout ce qu'il avait fait en vue du bien de ses sujets et particulièrement de l'armée. Il déplorait la persistance dans une désobéissance ouverte des troupes renfermées dans la citadelle d'Alexandrie, et les maux qu'elle attirerait sur le pays. Il déclarait « qu'une dé-
» libération très-récente, franche et unanime des grandes Puissances nos alliées
» a décidé que jamais, dans aucun cas, on ne verrait pas aucune d'elles approuver
» et encore moins sanctionner des actes qui tendent à la subversion de l'ordre
» légitime et politique qui existe en Europe. Que les trois Puissances, Autriche,
» Russie et Prusse, s'empresseront de venger à main armée tout attentat con-
» traire à la conservation de cet ordre. Dans ces circonstances, après une mûre
» délibération de notre part, et fermement résolus de ne permettre, reconnaître,
» ni encore moins autoriser par notre concours rien d'où puisse naître l'occa-
» sion d'une invasion étrangère; fermes dans notre dessein d'user de tous les
» moyens qui pourront épargner le sang de nos bien-aimés sujets, nous expri-
» mons ici la douleur qui oppresse notre cœur paternel, en faisant connaître à
» la face de l'Europe qu'il faudra en rejeter la faute sur les infracteurs de l'ordre
» légitime, si une autre armée que la nôtre vient à pénétrer dans l'intérieur
» de nos états, ou si, ce que nous avons horreur de penser, les discordes civiles
» venaient châtier un peuple que nous avons regardé et que nous ne cesserons
» de regarder comme la partie la plus chérie de notre famille ».

Turin, 12 mars. Victor Emmanuel, et contresigné par Prosper Balbo, ministre de l'intérieur.

Digitized by Google

moment qu'il ne voulait pas agir énergiquement pour réduire les insurgés. Autoriser de son nom une constitution démocratique et la guerre étrangère qui en serait la suite inévitable, rester a la merci du Prince qui aurait toute l'armée pour lui, c'était s'avilir. D'ailleurs n'aurait-il pas été contraint d'abdiquer et en faveur du Prince? Et cette supposition prématurée de Revel n'était pas infondée, car lorsqu'il fut question de l'abdication, personne ne parlait de la forme de gouvernement qui devait suivre. Revel dit alors que le Prince était Régent de droit. Se retournant vers lui d'un ton corroucé, Régent! s'écria le Prince. Sa haine pour le duc de Gènevois ne lui avait pas permis de réfléchir que ce prince devait succéder immédiatement à son frère. La nature elle-même des événemens aurait forcé le prince de Carignan à exiger la couronne, puisque le seul but avouable de la révolution était de soustraire l'Italie aux étrangers, et qu'il fallait empêcher Charles Félix de monter sur le trône.

Comment ne pas préférer une abdication volontaire, exempte de taches, de la responsabilité de toutes les violences, à l'abdication à laquelle le Roi se serait vu contraint à force de dégoûts et par le sentiment de sa conscience si pure et religieuse qui l'aurait fait répugner invinciblement aux actes que l'on aurait exigé de lui. Le roi d'Espagne n'était-il pas la preuve de ce qu'aurait eu à endurer Victor Emmanuel? Ceux mêmes qui désiraient que Victor Emmanuel continuât à régner ne devaient pas rendre impossible qu'il remontât sur un trône, qu'il n'aurait pas abaissé par la honte d'avoir autorisé toutes les extravagances de tous ceux qui l'entouraient, et que son frère se serait trouvé heureux de lui rendre.

Il importait en outre au bien de l'état que les actes qui allaient le ruiner n'eussent pas une apparence de légalité par l'attache du Roi légitime.

Il était certain qu'un Roi aussi vertueux toute la vie, aurait regretté l'abdication en face du rôle avilissant qu'on lui aurait fait jouer, et qui n'eût été qu'une succession de chagrins et déboires pour lui, et de malheurs pour ses sujets.

Dans de pareilles actualités l'absence de l'héritier du trône en sauvegardait les droits et l'indépendance.

Digitized by Google

Cet avis d'un royaliste qui pensait avant tout au pays et à la monarchie fit un certain effet à la Cour. D'autant plus qu'il affirmait que si le Roi montait à cheval, et se mettait à la tête des troupes, il pouvait encore comprimer le mouvement.

La révolte de la citadelle poussa Victor Emmanuel à l'abdication. Ce vertueux Monarque ne pouvait plus douter qu'il était trahi. Incapable de promettre ce qu'il n'aurait pas voulu tenir, comme aussi d'ordonner une compression à toute extrémité, il réunit un grand conseil auquel fut appelé le Prince qui feignit de l'étonnement et du chagrin de la décision qui, à coup sûr, le mettait dans l'embarras d'une décision.

La Reine, qui déjà le jour précédent avait assisté à la délibération, voulut entendre encore les ministres. Elle vint dans le cabinet du Roi. Chacun des ministres dit brièvement les motifs pour lesquels il opinait pour l'abdication. La Reine était fortement agitée, et ses craintes sur la sûreté de la famille royale n'en était pas la moindre cause, malgré que tous protestassent de la conviction qu'il n'y avait pas le moindre danger personnel pour le Roi et la famille royale. Elle donna à tous les ministres des témoignages plus ou moins piquans de son dépit.

Ces retards faisant craindre aux révolutionnaires un retour du Roi; le général Gifflenga fit avertir secrètement la Reine qu'il se préparait une attaque pour s'emparer de l'arsenal, comme s'il n'était au pouvoir de l'artillerie dont le Prince disposait! La Reine le crut, fit appeler Gifflenga, qui sut habilement augmenter ses craintes tout en affectant un grand dévouement. C'est ainsi que le Roi se retira devant une suite de machinations qui troublèrent sa bonté d'âme; pendant que s'il n'avait écouté que son courage, tout se serait évanoui. En effet le jour précédent, après que les séditieux eurent été refoulés par Piémont Royal, Revel qui était retourné auprès du Roi, fut averti qu'ils cherchaient encore à s'emparer de la porte du palais. Le Roi ne voulait point que l'on employât la force. Dans une si terrible extrémité il alla aux séditieux, seul, suivi de son aide-de-camp (son fils Léonel). Il leur parla, les exhorta à attendre la décision du Roi, et leur déclara qu'ils n'entreraient pas dans le palais tant qu'il y aurait un soldat vivant. Les séditieux pouvaient croire de leur intérêt de se défaire de lui dans ce moment, cependant ils désistèrent de toute violence, continuant à demander la constitution sans proférer une seule injure.

Digitized by Google

Le matin du 13 le Roi signa son abdication. Il en avait paraphé la minute le 12 au soir très-tard; ses serviteurs lui représentèrent la nécessité de se pourvoir d'argent, et l'engagèrent à doubler la somme qu'il avait l'intention de prendre. Le ministre des finances lui présenta l'ordre à cet effet. Minuit avait sonné. J'ai abdiqué, dit le Roi, je n'ai plus l'autorité de signer.

L'écrit fatal fut lu devant les personnes qui devaient le signer. La présence du Prince ne contint pas l'expression de la douleur des véritables serviteurs du Roi. Revel se trouvant le plus rapproché du Roi, après la signature lui baisa la main en versant des larmes. Tous les présens imitèrent ce dernier acte de leur attachement pour ce bon Prince qui n'a cessé de régner, et de faire le bonheur de ses sujets, que parce qu'il lui manquait la fermeté nécessaire pour écarter ou punir ceux qui l'ont perdu ainsi que l'état (1).

(1) Avant de se retirer, Victor Emmanuel assura le Prince que son abdication était parfaitement sincère, qu'il ne protesterait pas. Il lui souhaita d'être plus heureux que lui, et l'embrassa d'aussi bonne foi que s'il n'eut pas été trahi. Il partit pour Nice. Gifflenga, qui avait su capter la confiance de Marie Thérèse en lui inspirant de la défiance pour tous les autres, fut invité à escorter le Roi, comme s'il y avait eu le moindre danger pour cet excellent Prince! Probablement Gifflenga ne désirait l'accompagner que pour empêcher un revirement ou une rencontre fortuite qui eût mis le Roi en contact avec les troupes qui se seraient de suite ralliées à lui. L'abdication de Victor Emanuel était sincère. Il le prouva en la confirmant quand il avait tout le droit et le pouvoir de le faire. Quand de Nice il vint à Gênes « la vue des troupes, leurs cris, leur air » martial, leur dévouement dont il ne pouvait douter, lui causèrent de telles » émotions, que s'exaltant il dit aux chefs de corps que jamais aucun Prince » n'avait été plus mal servi, qu'on lui avait caché la vérité, et que si on ne » l'avait empêché de monter à cheval comme il le voulait, sa présence aurait tout » fini, car avec son courage et l'amour des troupes la chose n'aurait pu man- » quer. Qu'au reste, son frère n'entendant rien au militaire, ce serait lui qui s'en » occuperait. » Tel était le rapport qu'on envoyait de Modène à Revel, qui s'empressa d'engager Victor Emmanuel à aller revoir ses filles et rencontrer en même temps à Lucques son frère qui serait venu à sa rencontre. Victor Emmanuel se laissa persuader et partit. Charles Félix, qui respectait tant la royauté, avait été ému des suites apparentes que pouvait avoir le séjour de l'ex-Roi dans ses états, et surtout ses discours : « J'ai écrit au Roi mon frère pour le dissuader de » faire notre entrevue en Piémont en voyant tous ces inconvéniens, et c'est » pour cette raison que j'attends ses ultérieures dispositions à cet égard, espérant » qu'il se rendra ici ou à Plaisance, d'où nous pourrions plus aisément convenir » des déterminations à prendre, car je crois qu'il est indispensable que je ne » me trouve point avec lui en Piémont ».

Digitized by Google

Après que le Roi se fut retiré, le Prince fit appeler les ministres qui déclarèrent au Prince qu'ayant conseillé au Roi d'abdiquer, leur honneur ne leur permettait pas de servir celui en faveur de qui il avait abdiqué. Excuse qui prouve la préoccupation générale par laquelle on oubliait les droits du duc de Gènevois, comme on avait omis de le nommer dans l'acte d'abdication.

Tout cela prouvait l'irrégularité et la violence (1).

On discuta sur la constitution. On ne put se mettre d'accord (2). Plus tard la menace révolutionnaire fit adopter la constitution espagnole.

Victor Emmanuel avait motivé son abdication sur sa santé qui l'avait souvent fait songer à abdiquer. À cette idée se joignait la difficulté toujours croissante du temps dans les affaires publiques. « Notre cons-
» tant désir ayant toujours été de faire tout ce qui peut contribuer
» au bonheur de nos peuples chéris, décidé à accomplir aujourd'hui ce
» dessein, nous avons résolu, notre conseil d'état entendu, de choisir
» et nommer régent de nos états notre bien-aimé cousin, le Prince
» Charles Amédée Albert, prince de Carignan, lui conférant en con-
» séquence toute notre autorité. Et par ce même acte de notre volonté
» royale et libre, nous déclarons: qu'à compter du 13 mars courant

(1) La confirmation donnée à Nice le 19 avril reparaît à l'oubli; elle commençait ainsi : « Dès le premier moment que l'abdication, faite par nous le 13 mars
» dernier, fut connue de notre illustre frère, le duc de Gènevois, à qui par
» suite de cet acte la couronne et la souveraineté de nos états sont dévolues,
» il nous a constamment manifesté son ardent désir de nous voir reprendre les
» rênes du gouvernement, tant à cause du vif attachement qu'il a pour nous,
» que parcequ'il regardait comme nul et forcé un acte émané dans des circons-
» tances aussi déplorables. Mais, persuadé comme nous le sommes que les hautes
» qualités de notre frère ne peuvent qu'assurer la félicité des peuples que la
» Divine Providence avait confié à notre gouvernement; d'ailleurs mu par les
» causes indiquées dans notre premier acte, savoir la faiblesse de notre santé.....
» nous nous sommes déterminés de notre pleine volonté à confirmer.....priant
» avec instance notre très-cher frère, le duc de Gènevois, de prendre les rênes
» du gouvernement, et le titre de Roi, afin d'assurer la fidélité de ses peuples. »
L'acte était contresigné par St-Marsan le père de Carail!

(2) Revel qui avait résigné le gouvernement de Turin, fut appelé, comme les autres, au conseil. Ferme dans ses convictions pendant que la populace demandait à grands cris sous les fenêtres du palais Carignan la constitution, il déclara que le Régent n'avait pas l'autorité de proclamer la constitution, refusa de mettre son nom au bas de la déclaration qui en disait nécessaire la promulgation, et se retira tout seul à pied traversant la foule qui le respecta.

Digitized by Google

» nous renonçons irrévocablement à la couronne, et par là même à » exercer nos droits de souveraineté ». Il se réservait le titre et dignité de Roi, et le traitement dont il jouissait, une pension annuelle d'un million, liberté de résidence pour lui, les siens et sa Cour; conservation de tous les actes par lui passés en faveur de la Reine et de ses filles. Outre le Roi et le Prince, signèrent à l'acte St-Marsan, Roburent, Di None, Roddi, Amat, Vallaise, Revel, Brignole, Balbo, Lodi, Saluces, Sonnaz, Del Maro, Villahermosa. Le même jour Charles Albert publia: « Faisons savoir que S. M. le roi Victor Emmanuel, en » abdiquant la couronne, a voulu nous conférer toute son autorité » avec le titre de Régent. Nous invoquons l'assistance divine, et en » annonçant que dans la journée de demain nous manifesterons nos » intentions conformes au vœu général, nous vous disons en attendant » que tout tumulte cesse immédiatement, et qu'on ne donne lieu à » aucune hostilité ». Il ordonnait le respect absolu pour le Roi et la famille royale, et se confiait aux autorités judiciaires, civiles et militaires pour le maintien du bon ordre. Dans son serment puis à la constitution espagnole il maintenait le droit à la succession tel qu'il était établi; la religion de l'état; et souscrivant aux modifications qui seraient réglées par le Parlement d'accord avec le Roi, il jurait fidélité au roi Charles Félix.

Dans l'acte promulgatif de la constitution espagnole, le Prince s'excusait sur l'urgence et exigeance manifeste des circonstances de dépasser les bornes ordinaires de la régence; et il protestait de son respect et soumission au roi Charles Félix.

En attendant la réunion du Parlement le Prince nomma une junte qui en tint lieu. C'étaient: Agosti, marquis Barolo, marquis Breme, Bruno, prince de la Cisterne, Gasta, marquis Ghilini, Jano, Magenta, Marentini, Pareto, Piacenza, Serra d'Albugnano, Serra, marquis d'Oncieux. Plusieurs de ceux-ci ne voulurent y prendre part. Mais Charles Félix ne se laissait pas leurrer par ces phrases. Il déclarait le 16 mars de Modène, qu'en suite de l'abdication de Victor Emmanuel il prenait l'exercice de toute l'autorité et de tout le pouvoir royal qui lui appartenait légitimement, différant de prendre le titre de Roi tant que son frère, placé dans une situation libre, lui fît connaître que telle était

Digitized by Google

sa volonté. « Déclarons en outre que, bien loin de consentir à quelque » changement que ce soit dans la forme du gouvernement préexistant » à ladite abdication du Roi, notre bien aimé frère, nous regarde- » rons toujours comme rebelles tous ceux des sujets du Roi qui seraient » unis ou s'uniraient aux séditieux, ou qui se seraient permis ou » se permettraient soit de proclamer une constitution, soit de faire » quelque autre innovation contraire à la plénitude du pouvoir royal ». Il déclarait nul tout acte de compétence souveraine qui ne fût émané ou sanctionné par lui. Il promettait d'être bientôt en mesure de rétablir l'ordre et la tranquillité. Cette déclaration foudroyante porta la stupeur et la terreur parmi les révolutionnaires, qui durent se reconnaître rebelles.

Le Prince envoya son écuyer le comte de Coste à Modène pour porter à Charles Félix la relation des événemens et sa justification; mais il en revint le 21 et lui porta pour toute réponse la proclamation du 16, et l'ordre verbal de rejoindre les troupes à Novare.

En même temps Revel recevait la lettre suivante de Charles Félix. « Comte Revel de Pralungo. Je vous confirme dans votre gouverne- » ment de la ville de Turin en y joignant celui de la citadelle, afin » que vous y mainteniez le bon ordre. Toute autre autorité cesse dès » ce moment dans la ville. Vous vous adresserez selon les circonstances » à Novare au comte de la Tour, où j'ai établi un gouvernement » militaire qui prendra directement mes ordres d'ici ».

Revel envoya un rapport au Roi sur la situation, lui démontrant l'impossibilité pour le moment de maintenir le gouvernement de Turin sans troupes, et surtout avec la terreur qu'inspirait aux habitans la menace du bombardement que faisaient les révolutionnaires de la citadelle. Il proposait de tout concentrer à Novare pour agir en force. Revel fut appelé à Modène pour informer sur la situation.

Charles Albert, effrayé par la sévérité de Charles Félix, se décida à quitter Turin et se porter à Rondissone, où ses partisans avaient acheminé des troupes. Le 21 au soir il sortit de la ville, accompagné de deux escadrons de chevaux légers. À deux milles le régiment de Piémont Royal, conduit par le comte de Tournafort, le rejoignit et à Rondissone il y trouva de l'artillerie dont le reste arriva le lendemain avec le général Capel.

Digitized by Google

À Rondissone il émana un ordre du jour: « Soldats! Me voici venu » pour prendre le commandement et vous conduire sur le chemin de » l'honneur et de la gloire, le seul qui soit digne de cœurs braves » comme les vôtres. Je me réjouis en pensant que je suis entouré » par vous, et afin de vous donner une preuve de ma véritable satis- » faction, j'ai déterminé de me valoir de l'autorité souveraine qui m'a » été confiée comme Régent pour ordonner »: et suivait une forte haute paye pour la troupe, la promotion à sous-lieutenant de tous les enseignes, la promotion de 4 sous-officiers par corps, à ceux-ci une gratification de 500 francs. Signé: Charles Albert.

La tactique révolutionnaire était de reconnaître Charles Félix comme Roi, mais de le considérer comme captif des Autrichiens et ne pouvant librement ordonner. Ils espéraient qu'au pis aller, il admettrait les faits accomplis, ou qu'en attendant la révolution s'étendrait.

Poursuivant sa marche il reçut à Verceil par le général Roberti une lettre de Charles Félix qui lui ordonnait de se rendre immédiatement à Novare sous les ordres du général Latour. La lettre était sévère et menaçante. La fermeté de Charles Félix portait ses fruits. Tout se troublait. Charles Albert obéit, alla à Novare, de là il voulut aller à Modène se justifier, mais Charles Félix lui ordonna d'aller en Toscane. Avant de partir il publia de Novare un manifeste, par lequel il déclarait « n'avoir accepté » les fonctions de Régent que par obéissance au Roi et amour du bien pu- » blic, afin d'éviter l'anarchie. Que son premier serment avait été pour » Charles Félix. Que renonçant aux fonctions de Prince-Régent il ne dé- » sirait qu'être le premier à marcher dans le chemin de l'honneur indiqué » par le Roi, et donner ainsi l'exemple de la plus respectueuse obéissance ».

Charles Félix pour éclaircir tout équivoque, publia le 3 avril une nouvelle proclamation, où « pour enlever à qui que ce soit tout prétexte » d'ignorance de notre volonté, et de la manière dont nous considérons » la rébellion arrivée en Piémont et à Gênes, et pour démentir les » fausses interprétations de nos intentions, lesquelles ont existé jusqu'à » présent, nous ordonnons qu'il soit publié ce qui suit:

» 1° Était déclaré rebelle tout sujet qui oserait se révolter contre » le Roi, qui tenterait changer la forme du gouvernement, qui per- » sisterait dans la révolte, qui n'obéirait pas aux gouverneurs généraux;

» 2° Voulant user de clémence envers ceux qu'il croyait trompés, » amnistie était accordée aux soldats qui rentreraient dans leur devoir, » aux sous-officiers aussi, mais après examen qui les justifiât; tous » les officiers qui avaient pris part à la première rébellion et suivi » l'étendard de la révolte étaient déclarés félons, et qui les arrêterait » serait récompensé pécuniairement;

» 3° Ordre à toute la basse force d'Alexandrie et de la citadelle » de Turin de rentrer dans leurs foyers; aux contingens de ne point » répondre à un appel des rebelles;

» 4° Déclaration de vouloir séparer le peu de factieux de la » masse des fidèles;

» 5° Déclaration que, méprisant toute espèce de traité avec les » félons, il avait demandé le concours de ses augustes alliés pour » rétablir le gouvernement légitime;

» 6° Le premier devoir de tout citoyen étant de se soumettre de » bon cœur à l'autorité de celui qui en a été investi par la souveraine » puissance, qui connaît les moyens les plus propres à assurer le » bonheur de ses peuples, nous ne pourrions considérer comme bon ci- » toyen celui qui se permettrait seulement de murmurer contre les me- » sures que nous jugeons nécessaires. Notre soin paternel sera celui de » prendre en considération les bons et fidèles sujets royaux, afin qu'ils » souffrent le moins possible des charges inévitables qu'entraînent les » circonstances et les mesures prises pour le rétablissement de l'ordre, » et que ces charges tombent principalement sur les félons qui sont » les seuls auteurs de tous les maux de l'état.

» 7° Nous déclarons à nos sujets que leur parfaite soumission » à nos ordres est le seul moyen de nous engager à rentrer parmi » eux, et en attendant nous prions Dieu qu'il les éclaire, afin qu'ils » embrassent ce parti auquel les appellent également l'honneur, le » devoir et notre sainte religion. »

Revel en allant à Laybach rencontra en route, à Cigliano le 3 avril, monsieur de Moltke, secrétaire de Légation russe, qui venait à Turin pour signifier à la junte de gouvernement que 60/m. austro-russes entreraient en Piémont, si tout ne se soumettait au Roi. Frappé de cette triste eventualité, et aidé par le comte de Laval qui jouissait de

Digitized by Google

la confiance du Duc, ils cherchèrent à le persuader que l'intervention étrangère n'était pas indispensable. Charles Félix l'envoya à Laybach auprès des Souverains alliés pour tâcher de la réduire le plus possible dans le nombre et la durée, et pour sauvegarder sa dignité.

(1) « Arrivé ici hier matin, je me suis empressé de voir les mi-
» nistres d'Autriche et de Russie. J'ai trouvé dans ces derniers des
» préventions que je crois avoir complètement détruites. J'ai fait usage
» des instructions de V. A. R. de la manière la plus positive et éner-
» gique, en protestant que V. A. R. ne retournerait en Piémont qu'as-
» surée d'y avoir la plénitude d'autorité dont ses prédécesseurs ont joui.
» Il y avait l'intention de faire pour les états quelque chose de semblable
» à ce qui s'est fait à Naples, mais j'ai formellement protesté que V. A. R.
» n'admettait aucune condition; que quant à la réforme des lois, elle
» exécuterait ce que le roi Victor Emmanuel avait commencé, ainsi que
» pour la formation d'un conseil d'état, tel que le projet en existe. Quant
» au premier point j'ai redressé les idées que l'on avait, comme si
» notre législation fût barbare ou singulièrement défectueuse.

» Pour le conseil d'état il ne peut, suivant le projet existant, être
» en aucun cas qu'utile à V. A. R., qui d'ailleurs peut y faire les
» modifications qu'elle jugera à propos. J'ai fort insisté pour que ces
» deux points ne fussent point stipulés en aucune manière quelconque,
» les intentions de V. A. R. à cet égard étant positives, puisque la
» chose ne serait pas seulement inutile, mais que V. A. R. attache
» beaucoup d'importance à ce que sa rentrée ne soit sujette à au-
» cune condition quelconque. Le prince de Metternich et le comte de
» Nesselrode sont entrés pleinement dans ce sentiment.

» J'aurai l'honneur de présenter les lettres de V. A. R. à S. M. l'em-
» pereur d'Autriche ce soir, et demain à l'empereur de Russie, et je ne
» manquerai pas de leur exposer les intentions de V. A. R. avec la
» respectueuse fermeté que le sujet requiert, et d'achever de dissiper
» les préventions qu'ils conserveraient encore sur ses vues.

» Le succès des éclaircissemens auprès des ministres me fait augurer
» favorablement de l'impression qu'ils feront sur les Souverains.

(1) Revel a Charles Félix, de Laybach.

Digitized by Google

» Je prie V. A. R. d'agréer mes sincères félicitations sur l'heureuse » tournure que les affaires ont prises en Piémont. J'espère que la » citadelle d'Alexandrie suivra l'exemple de celle de Turin et je suis » persuadé que Gênes n'opposera aucune résistance.

« Je m'occupe également de profiter de ces circonstances pour faire » connaître qu'il n'est pas besoin de forces étrangères, ni surtout » considérables, pour entretenir la tranquillité dans un pays qui re- » tourne de lui-même à l'obéissance, de laquelle un petit nombre » seulement s'était écarté involontairement.

» Enfin je tâcherai de n'omettre aucun des points sur lesquels » V. A. R. m'a donné ses ordres, et de ceux que l'occasion et les » circonstances présenteront. Il est indispensable que V. A. R. envoye ici » quelqu'un chargé de ses intérêts tant que les Souverains y resteront.

» Je viens de chez l'empereur d'Autriche qui m'a accueilli avec la » plus grande bonté. Je n'ai pas le loisir d'entrer dans des détails, » le départ du courier me pressant; mais j'aurai l'honneur d'informer » V. A. R. que l'Empereur m'a dit que V. A. R. serait maîtresse chez » elle, qu'on n'exigerait rien, étant bien persuadé qu'elle gouvernera » pour le plus grand bien de ses sujets.

» Je suis revenu plusieurs fois sur cet article, que V. A. R. ne » rentrerait qu'avec la plénitude des pouvoirs de ses prédécesseurs, » et toujours l'Empereur m'a confirmé qu'on n'exigerait rien d'elle.

» Nous avons parcouru tous les nombreux sujets que les circons- » tances offrent, et sur tous l'Empereur m'a témoigné la meilleure » volonté pour V. A. R.

» Il m'a dit qu'on couviendrait avec elle de la quantité de troupes » nécessaires pour occuper le Piémont; si ses troupes y resteraient » ou les Russes. Je suis entré dans les plus grands détails pour lui » prouver que des circonstances, qui ne peuvent se représenter, ont » été cause de la révolution, malgré que l'immense majorité y fut » contraire; que par conséquent il n'est pas besoin d'une grande quan- » tité de troupes pour rétablir la tranquillité du pays, et aucunement » pour l'assurer.

» Il a fait beaucoup d'éloges des troupes royales qui se sont battues » avec la même valeur que les siennes.

Digitized by Google

» Tels sont les traits principaux pour le moment d'un entretien qui » a été fort long. J'aurai l'honneur d'en rendre compte moi-même en » détail à V. A. R. lorsque j'aurai l'honneur d'être à ses pieds; pou- » vant me flatter d'avoir exécuté avec succès les ordres que V. A. R. » m'avait donné et par conséquent de devoir repartir dès que j'aurai » les réponses des Souverains. »

En voyant l'empereur de Russie, Revel fit tomber le discours sur la reconnaissance que la Maison de Savoie devait aux souverains de Russie, et naturellement en parlant des ordres qu'avait Souwarow, il fit comprendre toute la mauvaise volonté qu'avait montré l'Autriche en 1799, éludant ainsi les bonnes intentions de l'empereur de Russie. Quelques faits qu'il cita firent impression sur Alexandre, qui en le congédiant l'assura que cette fois l'Autriche suivrait la conduite désintéressée de la Russie.

Revel repartit le 15 de Laybach pour Modène, qu'il quittait le 19 avec la nomination de lieutenant général du royaume et des instructions toutes de confiance qui se terminaient par un souhait d'heureux voyage.

Malheureusement les événemens avaient marché en Piémont de manière à contrecarrer les bonnes dispositions inspirées à Charles Félix sur l'intervention autrichienne.

Le général Latour s'était avancé le 4 avril sur Verceil, et de là il voulait traiter avec la junte. Des fausses nouvelles l'alarmèrent et l'engagèrent à se retirer sur Novare. Cette marche rétrograde donna une fausse confiance aux rebelles, et pendant que la junte à Turin était en désarroi complet, ils crurent pouvoir enlever les troupes de Latour et faire prononcer ainsi toute l'armée pour la révolution. Ils s'avancèrent donc sur Novare.

Latour effrayé en écrivit à Charles Félix, et réclama de Bubna les secours qu'il s'était offert de lui fournir. Charles Félix écrivit de suite à Laybach pour demander l'occupation, et Bubna faisait arriver le 7 avril 3/m. autrichiens à Novare, et en envoyait 10/m. à Alexandrie, et bientôt il y en eut environ 30/m. en Piémont.

Les révolutionnaires s'avançant sans général, sans état major organisé, sans un corps au complet, se flattaient de séduire une partie

de l'armée royaliste. Ils comptaient sur les sergens, l'exemple des dragons de la Reine leur donnait cette confiance, et alarmait les royalistes. Mais l'armée révolutionnaire n'était pas toute composée de rebelles; la presque totalité des soldats ignoraient ou ne savaient pas juger du véritable état des choses; ils suivaient leurs drapeaux, leurs chefs accoutumés; parmis les officiers, grand nombre était entraîné par l'exemple ou la crainte de perdre la place. On les menait à Novare, leur disait-on, pour se réunir à leurs camarades. Les chefs engagés étourdiment dans la révolte, comptaient sur la défection.

Arrivés sous les murs de Novare le 8 matin, le premier coup de canon à boulet les étonna. On crut presque que c'était par inadvertance. Au second boulet l'illusion fut dissipée. Cette marche révolutionnaire, dépouillée des prestiges de succès, de gloire, de conquêtes, se montra tout-à-coup sous son vrai jour, la rébellion. Cette pensée, mille fois plus terrible que les canons, porta le trouble dans tous les cœurs. Le prisme, à travers lequel on avait présenté les choses, se brisa. Il n'y eut pas de combat parce qu'au fond il n'y avait pas eu de guerre civile. Aussi n'y avait-t-il pas le moindre acharnement entre les troupes qui se trouvaient en face.

Les révolutionnaires déçus ou éclairés se retirèrent en toute hâte. Les royalistes ne songèrent nullement à les poursuivre. S'il y eut quelque coup échangé, ce fut contre quelque parti autrichien. Là c'était plus encore le sentiment national que l'esprit de parti qui poussait ces révolutionnaires au combat.

Le 10, les troupes royales entraient dans Turin, et les Autrichiens occupaient Casal, Valence et Alexandrie, outre Novare et Verceil où s'étaient arrêtés ceux qui étaient avec Latour. Celui-ci eût momentanément le pouvoir comme gouverneur général du Piémont et commandant des troupes. Les gouverneurs de Nice, Gênes et Savoie eurent aussi, pendant cet intervalle de temps, des pouvoirs extraordinaires, y compris de faire des promotions dans l'armée. Le congrès de Laybac aurait désiré que Victor Emmanuel garda la couronne. Charles Félix lui en avait laissé la faculté en refusant de prendre le titre de Roi. Mais le 19 avril, Victor Emmanuel confirma à Nice son abdication, priant son frère de prendre le titre de Roi. Les deux actes furent publiés contemporainement. Charles

Digitized by Google

Félix nomma Revel lieutenant général du royaume (19 avril) [1]. Victor Emmanuel répondait à la communication que lui en fesait (23 avril) Revel.

» Mon frère ne pouvait pas choisir une personne mieux pensante, » et plus capable de le remplacer, et lui préparer les voies de son » gouvernement, à commencer dans un temps aussi difficile que celui-ci, » que vous. Les désorganisations sont vite faites, mais longues à ré- » parer; c'est ce que ma santé, ruinée par la fatigue de la première » réorganisation, au moment qu'elle était finie, ne me permet plus » de recommencer une seconde fois... À mon retour en Piémont, ce » sera toujours une consolation pour moi de revoir ceux qui ne se » sont pas démentis, et les corps qui se sont maintenus fermes dans

(1) Charles Félix, duc de Génevois etc. etc. etc. Les circonstances actuelles exigeant que sans aucun délai l'autorité suprême, qui est toujours indivisible, retrouve de nouveau dans un seul centre cette unité, de laquelle on a dû malheureusement se départir dans les derniers événemens, et ce centre devant être dans la capitale, nous avons jugé, en notre absence, quoique momentanée, de destiner un personnage, à qui nous pussions confier le soin de gouverner nos états en notre nom et en qualité de notre lieutenant général. Ayant pleine connaissance des services distingués que le chevalier Ignace Thaon de Revel, comte de Pralungo, notre cousin, ministre d'état, général d'armée, chevalier de l'ordre suprême, etc. etc., a rendus à l'état pour le passé, soit dans les missions délicates qui lui furent confiées, soit dans le gouvernement de différentes provinces, et dans d'autres charges non moins importantes; unissant à la noblesse du sang, les qualités les plus éminantes de l'esprit et du cœur, non moins qu'une prudence consommée, une très-grande clairvoyance, fermeté, et justice impartiale, qualités les plus essentielles pour bien gouverner, nous avons portés sur lui nos vues, et nous sommes avec plaisir déterminés de lui confier le soin difficile de l'état, persuadés qu'il saura, avec les sages dispositions qu'exigent les circonstances actuelles, procurer le rétablissement du service royal là, où il a été troublé par le fait des désastreux événemens succédés, s'employant de toute manière pour calmer les inquiétudes que l'incertitude actuelle des choses laisse subsister dans l'esprit des sujets loyaux, afin de ranimer en eux ces sentimens d'amour de fidélité et de respect, dont ils ont donné les preuves les plus constantes à leurs souverains, et dont le souvenir nous est encore plus cher en pensant au grave délit de quelques égarés: c'est pourquoi par les présentes..... avec tous les honneurs, autorité, prérogatives et préséances inhérentes à cette charge, de manière que, tant qu'il nous plaira, il présido et commande en notre place et comme un autre nous-mêmes, usant du même pouvoir et commandement que pourrions user nous si étions présens, selon qu'il croira être notre intention, et plus avantageux à l'état, exerçant sous notre approbation quelconque acte réservé à la puissance souveraine. Mandons etc., etc. Contresignés Falletti. Fulcheri. Corte. Della Valle. Enregistrées au Sénat et à la Chambre des comptes le 23 avril.

Digitized by Google

» les bons principes ». Le général Latour à son entrée à Turin avait établi une commission militaire pour juger toutes les personnes, militaires ou civiles, qui avaient pris part à la rébellion.

Revel en prenant les rênes du gouvernement, réduisit les attributions de la commission militaire à examiner la conduite des officiers et sous-officiers compromis, et décider sur leur sort (27 avril), sauf sa sanction, et il la composa du général Villafaletto président, colonel Righini, colonel de Maistre, lieutenant colonel Crotti, lieutenant colonel Casazza, et major Pullini secrétaire [1]. La commission ne pouvait prononcer que la cassation et destitution. Le prévenu qui aurait pu mériter une peine majeure devait être soumis au jugement de la délégation mixte de magistrats et militaires, pour juger de tous les délits de rébellion, trahison, insubordination ou autres, par quiconque commis dans le soulèvement du mois de mars.

Le général de Varax, collier de l'ordre, en était président, et ses membres étaient: général Clermont de Vars - général de Venanson - général de Castelborgo - général Cacherano d'Osasco - général de Faverges - président Langosco - président Calvi - président Borio - président Raiberti - sénateur Moreni - conseiller Staglieno. Les conclusions fiscales devaient être présentées par l'avocat fiscal général près du Sénat de Piémont. [2] « Pour satisfaire la vindicte publique, il ne suffit pas de » la réprobation, à laquelle les coupables sont et seront voués par tous » les bons et fidèles sujets du Roi; la justice même réclame hautement » la punition, conformément aux lois en vigueur, de tous ceux qui y » ont pris part. Et comme se trouvent impliqués dans ces délits des in- » dividus soumis à différentes juridictions, et d'autre part l'unité et

(1) Le général marquis de la Chambre devait en faire partie, sous différens prétextes il s'excusa de ne pouvoir accepter. Charles Félix écrivait à ce sujet à Revel: « J'ai vu avec un bien grand déplaisir la demande faite par » l'abbé de la Chambre, au nom de son frère, pour être dispensé d'être membre » de la commission militaire. Mon intention expresse est celle de ne plus dis- » penser personne, hormis qu'il renonce à tout autre emploi. Le fardeau que » je porte moi est pour le bien de mes sujets; à plus forte raison ils sont obligés » à ne pas se dispenser eux de ceux qu'ils doivent porter pour leur sûreté » propre, qui leur tourne plus à compte à eux qu'à moi, qui ne le fais que par » devoir, et pour me soumettre aux décrets de la divine Providence ». Reggio, 4 mai 1821.

(2) Patentes de Revel, du 26 avril qui créent la délégation.

Digitized by Google

» connexion des faits, et les rapports existans entre les coupables, néces-
» siteraient qu'une seule autorité en connaisse, et juge; a ce but, en vertu
» du pouvoir dont nous sommes investis, nous appelons à nous la
» connaissance et déléguons, etc. etc.

La délégation jugea 142 individus, dont 2 furent condamnés à mort et exécutés: le lieutenant des carabiniers Laneri [1], chef de l'insurrection en Maurienne dont il commandait la station, et le capitaine adjudant major en premier de la brigade de Gênes, Garelli, chef de l'insurrection dans la citadelle d'Alexandrie; 5 aux galères; 16 à différentes périodes de prisons: 54 relâchés. Des 65 contumaces, 54 furent condamnés à mort et 11 aux galères.

Les violences exercées par Garelli et Laneri contre leurs chefs empêchèrent d'user d'indulgence. Pour les autres on avait facilité leur fuite. Un d'eux le comte Palma ayant été obligé par une tempête de relâcher à Monaco, où on l'avait arrêté, Revel fit déclarer par la délégation qu'il n'était pas justiciable, et on le conduisit à la frontière, malgré la sentence de mort prononcée contre lui.

La commission militaire examina la conduite de 565 officiers et 123 sous-officiers, appartenans aux corps compromis dans la révolution [2].

Pour 322 officiers et 48 sous-officiers, la commission trouva des motifs de justification, et ils furent admis de nouveau dans leur grade primitifs. Les autres 243 officiers furent destitués et dépouillés du grade, ou démis, ou mis à la retraite. Ceux parmi les destitués et démis qui avaient de bons antécédens, reçurent un subside annuel.

75 sous-officiers furent cassés ou suspendus de leur grade.

Une question de la plus haute gravité fut soulevée par Charles Félix.

(1) Laneri et Garelli furent arrêtés à Gênes par les ordres de Des Geneys, et traduits à Turin où la délégation dut forcément les condamner pour leur révolte, insubordination et sévices usées à leurs chefs qu'ils avaient fait arrêter.

(2) Une proclamation du lieutenant général ordonnait aux officiers de quelconque corps qui eût fait partie de l'armée d'Alexandrie ou de la garnison de la citadelle de Turin, de présenter personnellement leur justification, dans un délai qui de 5 jours fut porté à 15, au gouverneur de la division où ils se trouvaient, déposant les pièces a l'appui.

Ceux appartenans aux corps conservés sous les armes, qui s'en trouvant séparés, n'avaient pas fait partie de l'armée de Novare, devaient rendre compte de leur conduite à leur colonel respectif, qui en référerait au ministère de la guerre (27 avril et 7 mai).

Digitized by Google

Il voulait qu'on examina la conduite du prince de Carignan [1]. Revel éluda la chose; mais pressé par le Roi, il lui déclara que pour soumettre à un jugement un héritier du trône, il fallait être sûr qu'il méritait la mort, et décidé à exécuter la sentence. Que tel n'était pas le cas. Que l'affaire devait se passer entre le Roi et le Prince. Que c'était à celui-ci à justifier sa conduite, et donner des preuves rassurantes de ses bons sentimens à l'avenir.

Charles Félix, bien qu'irrité de l'opposition de Revel, dut adhérer à ses justes observations. Le prince de Carignan présenta sa justification et, chose singulière, il s'y montrait hostile à Revel. Elle compromettait beaucoup de monde [2].

(1) « Je veux savoir jusqu'à quel point le prince de Carignan est compromis » par les dépositions des condamnés ou des témoins ». Charles Félix à Revel.

(2) Revel répondait à la princesse Pauline de Carignan qui le complimentait sur sa nomination : « Je conçois, Madame, tout l'intérêt avec lequel vous avez » suivi les événemens qui ont affligé si cruellement un pays qui en général ne » le méritait aucunément; mais les témoins, les acteurs seuls de ce terrible » drame ont pu en connaître toute l'horreur. Responsable de la sûreté du Roi, » je ne me puis rappeler sans frémissement la position affreuse où je me suis » trouvé, attaqué par la fraude et la trahison encore plus que par la force, et » enchaîné par la funeste indulgence du Roi Victor Emmanuel, qui s'est perdu et » nous a tous perdus, puisque l'honneur est perdu, en voulant épargner tout » le monde. Une bonne partie des troupes était fidèle, l'autre pouvait être » ramenée ou contenue par la rigueur. Trois longues journées et trois nuits » ont été consommées dans l'inaction, et épuisaient en même temps les forces » et l'ardeur des troupes. Cet intervalle employé par nos ennemis les a mis à » même d'accomplir les desseins qui ont enlevé au Roi toutes les voies honorables de salut, hormis l'abdication. Du moins il ne s'est pas souillé par des » promesses mensongères, des sermens démentis par le cœur, et il aurait pu » remonter sur le trône avec la dignité qu'il a conservée en en descendant. Il » ne l'a pas voulu, et ce fardeau est retombé sur le roi Charles Félix qui en » connaît tout le poids. Il a voulu que je le partage. Ce témoignage si honorable de sa part ne m'aveugle et ne me rend pas insensible aux difficultés, » aux douleurs d'une pareille situation. Il n'y a que le sentiment du devoir et » la conscience que je le remplirai avec fidélité et toute l'humanité que le devoir » permet, qui puissent me soutenir. Le travail est immense, mais c'est mon » cœur qui est brisé en voyant l'étendue du mal, et l'acerbité des remèdes. » C'est un destin, je devrais dire une fatalité de famille; car mon père se trouva » dans la même situation en 1799. Je partageai alors ses travaux, ses peines; » elles étaient infiniment moindres; nous pouvions attribuer nos malheurs aux » étrangers. À présent nous n'avons pas même cette consolation, du moins cet » adoucissement. Vous n'êtes pas étrangère, Madame, à nos événemens, c'est » pourquoi j'ai cédé au sentiment qui m'a entraîné. Si je n'ai pu sauver le Roi

À peine s'être rendu raison de la situation, Revel envoya un mémoire au Roi sur l'occupation étrangère (1).

» J'ose poser en fait que tant qu'il n'y aura pas de révolution en » France, surtout en Italie, elle ne peut plus avoir lieu en Piémont. » Le nombre des révolutionnaires est minime comparativement à la po- » pulation entière, qui a été inerte, il est vrai, et le sera tant qu'elle » ne verra pas le gouvernement résolu à se défendre. Cette circonstance » mérite la plus grande considération... En éliminant tout ce qui a » failli, l'armée sera sûre et fidèle. Le nombre des officiers qui ont pré- » variqué est peu considérable en comparaison de ceux qui ont persisté » dans les principes d'honneur.

» Demander l'éloignement total et immédiat des troupes autrichiennes » d'abord après les avoir demandées avec instance, et en avoir cru » avoir besoin, paraîtrait une inconséquence; mais comme la face » du pays a changé en un instant en apparence à l'époque de la ré- » volution, de même elle a encore changé à l'apparition des troupes » autrichiennes.

» D'après ces considérations, desquelles je suis intimement con- » vaincu, je pense que 10/m Autrichiens ne sont pas le nombre né- » cessaire, mais celui minime qu'on ne peut s'empêcher de recevoir; » les Autrichiens voulant naturellement s'établir en Piémont d'une » manière solide, suivant les règles militaires. Dans tout état de chose ils » voudront la garde d'Alexandrie ». Il insistait pour qu'il n'y eût pas garnison autrichienne à Turin, ni à Gênes, car elles blesseraient les populations: « Je puis attester que les dix-neuf vingtièmes de la popu- » lation de Turin étaient ou bons, ou non mauvais. Il est un fait

» de lui-même bien plus que de ses ennemis, je me glorifierai de lui avoir con- » seillé d'abdiquer, et je souhaitai qu'un poignard m'ôtat la vie avant que de voir » mon bon Roi jouet des scélérats; car victime, ils ne l'eussent pas osé, tant les » ingrats, les traîtres étaient forcés de l'aimer, même en lui faisant la guerre. » Le nouveau Roi a déployé un caractère que personne ne connaissait. Ce n'est » pas en courtisan, en flatteur que je le dis, je ne le fus jamais. Sa fermeté » arrêtera le mal, et sans doute sa clémence fermera les plaies. J'ignore l'époque » de son retour bien nécessaire. L'œuvre du serviteur est de nettoyer les voies, » il faut boire ce calice. Ma santé en souffre bien plus que du travail, mais je » ne me laisserai pas abattre ».

(1) Rapport au Roi, 30 avril 1821.

Digitized by Google

» certain qu'au milieu du plus grand tumulte à Gênes, il ne s'est pas » élevé un seul cri pour l'indépendance; ce qui prouve que les troubles » n'étaient pas le résultat de l'aversion des Génois pour la réunion, » mais l'effet malheureux d'une foule de circonstances qui là, comme » à Turin, ont eu un résultat contraire à toutes les probabilités. Des » garnisons à Gênes et Turin, ou dans une seule de ces villes, cause- » rait un accroissement de dépenses proportionné à celui des troupes » qui, selon le système autrichien, avec les chaînes de poste, serait » considérable.

» L'entretien de 12/m. hommes sur le pied de guerre absorbera déjà » la moitié du bilan militaire:

» Telle est, non pas seulement mon opinion, mais ma conviction » la plus intime sur l'état et les besoins du Piémont et de Gênes, » les autres parties des états de S. M. ayant persisté dans leur devoir ».

Il notait encore que les Autrichiens restant échellonnés en Lombardie préféraient le même appui moral, s'il était nécessaire, qu'en occupant le Piémont, moins la dépense et l'odiosité envers les populations (1).

Le général Bubna commandant en chef l'armée autrichienne en Italie, en témoignant à Revel ses regrets de l'avoir manqué à son passage à Milan, lui fesait ses félicitations sur sa nomination à lieutenant général du Roi. (2) « Ayant manqué jusqu'à ces derniers jours de proposition » de la part du gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne, pour » donner une dislocation meilleure, plus adaptée aux localités, aux » troupes sous mes ordres, j'ai dressé un projet à cet égard avec le » marquis Birago (3). Il aura eu l'honneur d'en soumettre à V. E. la » minute, et après s'être entretenu avec lui, V. E. sera informée de » toutes les circonstances y ayant part, et pourra ensuite me com- » muniquer ce qu'elle croirait conforme aux intentions de son Souve- » rain, et commandé par les circonstances.

» Je partage votre opinion, monsieur le comte, sur la tranquillité qui

(1) Aux instances pour diminuer le contingent autrichien en vue des charges qu'il imposait aux provinces, Charles Félix répondit froidement: « Il n'y a pas » de mal qu'ils en tâtent ».

(2) Lettre de Bubna à Revel, 25 avril.

(3) Le chevalier Birago de Vische, était commissaire du Roi au quartier général autrichien.

Digitized by Google

» a lieu à présent dans le pays. Il est constant que la masse de la nation » n'a point pris grande part au mouvement révolutionnaire. Nonobstant » la malveillance active a réussi d'agiter fortement les esprits.

» Personne dans le pays, par sa position antérieure, par les emplois » qu'elle a occupé, et dans la place élevée où elle se trouve, ne peut » mieux juger et apprécier les précautions qu'il faut encore prendre » pour arriver au but, pour lequel nos communs efforts doivent se réunir, » celui d'un rétablissement solide de l'ordre des choses dans les états » du Roi. V. E. peut être persuadée d'avance que je serai toujours » prêt à combiner avec elle toutes les mesures propres à cet effet, » avec les moindres inconvéniens possibles pour le pays même.

» Telles sont les intentions de mon auguste maître et des hauts Souve- » rains ses alliés, dont je me sens heureux de pouvoir mettre en exé- » cution les dispositions bienveillantes, et de répondre en même temps » aux bontés de la Maison de Savoie, dont j'ai été honoré, non moins » qu'à l'accueil favorable que j'ai trouvé dans ce pays dans toutes les » circonstances ».

Revel prit motif d'un encombrement de troupes à Verceil, dont il dut écrire le premier mai à Bubna pour lui demander, vu la situation, de renvoyer quelques troupes en Lombardie. Mais (1) Bubna répondit qu'il ne pouvait rien faire taut que la commission de plénipotentiaires qui devait se réunir à Milan, n'aurait fait connaître les intentions des respectifs Souverains: « En m'expliquant envers vous, monsieur le » comte, avec la même franchise avec laquelle vous avez bien voulu » me parler, je me plais à croire que V. E. ne trouvera point déraisonnable, si je crois devoir m'abstenir de donner la disposition pour les » troupes impériales, dont V. E. fait mention, avant le terme précité qui, » je l'espère, ne sera plus éloigné ».

Mais cette commission composée du général baron De la Tour pour la Sardaigne, général comte Bubna, baron Binder pour l'Autriche. Comte Mocenigo pour la Russie, monsieur Petit Pierre pour la Prusse, ces trois derniers ministres des trois Puissances à Turin, cette commission ne conclut la convention que le 24 juillet. Elle établit que:

(1) Bubna à Revel, d'Alexandrie, 5 mai.

Digitized by Google

Le corps d'occupation serait de 12/m. hommes, et serait comme auxiliaire à disposition du roi de Sardaigne: l'entretien serait fourni par le gouvernement sarde, en nature pour le logement, chauffage, éclairage, vivres, et fourrages; et pour la solde, equipement, habillement et autres accessoires, il serait payé 300/m. francs par mois, à dater du jour de la signature de la convention. La liquidation des frais antérieurs se fit sur la base que:

L'entretien de toutes les troupes entrées en Piémont, du 8 avril au 24, serait à la charge du Roi, mais ne le seraient point celles entrées postérieurement: depuis le 22 mai la force du corps ne serait plus calculée que de 15/m. hommes, considérant cependant comme présent l'excédant de ce nombre pendant les jours qu'il aurait dû naturellement employer pour sortir des états du Roi, des stations où il se trouvait.

Il était provisoirement convenu que l'occupation durerait jusqu'au 22 septembre 1822, époque où les Souverains alliés, réunis à Florence avec le roi de Sardaigne, prendraient en considération la situation du royaume pour continuer ou cesser l'occupation.

C'était un poids assez fort, mais les prétentions autrichiennes étaient tout d'abord exorbitantes (1).

Le Roi assura une pension de 10/m. francs au général Bubna, reversible par moitié à sa femme.

Le général comte de Liliemberg resta au commandement général du corps autrichien en Piémont, ayant son quartier général à Alexandrie, dont il se considérait comme gouverneur militaire; mais un autre général, le lieutenant général comte de l'Espine commandait spécialement la division mobile, dont le quartier général était à Verceil, et mise à disposition du Roi en cas de nécessité de mouvement de troupes.

Charles Félix, irrité contre l'armée qui selon lui avait trahi Victor Emmanuel qui avait tant fait pour elle, voulait anéantir les corps défectionnés et conserver seulement ceux restés fidèles. Défiant des troupes, il voulait économiser leur entretien, comptant uniquement sur les Autrichiens pour contenir à l'avenir son autorité, si besoin en était.

(1) « Ils veulent nous faire payer trop cher la peur qu'ils ont eu de la révolte » du mois de mars ». Comte de La Vat, 2 juittet.

Digitized by Google

Son entourage de courtisans abondait dans ce sens de punition et réaction [1].

Ceux-là mêmes qui, épouvantés par les trois coups de canon annonçant la révolte de la citadelle, ne conseillaient alors que faiblesse et douceur; rassurés maintenant ils ne rêvaient plus que potence et fusillade, et criaient presque à la trahison en voyant le soin avec lequel Revel cherchait à fermer les plaies du pays. D'ailleurs les gouverneurs de Nice, Gênes, Savoie, et Novare, se servant des pouvoirs extraordinaires qu'on leur avait tout d'abord accordé vers la fin de mars, avaient fait force promotions.

Tout cela rendit très-difficile de combiner une réorganisation générale de l'armée, où, selon la volonté absolue du Roi, il fallut supprimer les noms des corps défectionnés, placer dans d'autres les individus qui en étaient restés fidèles, réduire de beaucoup l'artillerie et la cavalerie. Le budget de la guerre et marine ne devait pas dépasser les 25 millions, y compris les dépenses du contingent autrichien qu'on calculait 8 millions.

Des Geneys était au ministère de la guerre. Roget de Chollex à celui de l'intérieur, et secondaient assez bien Revel pour rétablir non seulement l'organisation, mais le moral de l'armée, lui regagner la confiance du pays et remettre l'ordre partout. D'autre part, si on avait promptement rétabli les impôts supprimés par la junte [2], il y avait néanmoins un excédant de dépenses, auquel il fallait parer, et on désirait augmenter le moins possible les taxes.

[3] « Pour moi j'aime les troupes fidèles qui sont le soutien de » la monarchie et qui obéissent à leur Roi, et pas celles qui veulent » lui donner la loi. Mon but est de diminuer l'armée, pas de la dé- » truire, et de la composer de manière qu'elle soit ma force et pas ma » ruine, comme elle n'a que trop été, par la plus noire de toutes les » perfidies et ingratitudes, celle de mon frère qui ne l'aimait que » trop ». Déjà dans le billet royal qui accompagnait la nomination

(1) « Songez que je suis seul ici contre plus d'un qui voudraient les *Blancs* dans » leur lit, si c'était décent, et les autres dans l'eau si on avait moyen de les » y jeter ». Laval à Revel, de Modène, 11 Mai.

(2) Patentes du 6 mai.

(3) Charles Félix à Revel, 23 mai, de Reggio.

Digitized by Google

à la lieutenance, Charles Félix disait: « Mon intention étant de ne » conserver que le nombre de troupes strictement nécessaire pour les » garnisons indispensables, vous me transmettrez au plutôt un projet » sur la quantité des contingens qu'il sera nécessaire de tenir sur » pied, ainsi qu'un projet sur le moyen de réunir aux régimens de » cavalerie, qui étaient à Novare, les hommes et les chevaux appar- » tenans aux corps qui étaient à Alexandrie ».

Pour réduire on renvoya des contingens. De la légion royale légère on forma un bataillon de chasseurs. Des quatre brigades défectionnées, Montferrat, Saluces, Alexandrie et Gènes, on en forma quatre bataillons de 600 hommes, composés d'un quart des hommes qui restaient à chacune de ces brigades. À la fin de l'année on en forma les quatre brigades de Casal, Pignerol, Acqui et Savone, en y incorporant tous les bataillons de chasseurs. Des dragons du Roi et de la Reine, et des chevaux légers du Roi on en forma des dépôts, qui plus tard composèrent les dragons du Génevois.

Les compagnies d'artillerie compromises dans les citadelles de Turin et Alexandrie furent supprimées.

L'effectif de l'armée présent sous les armes était à la fin de juillet

de	15830	hommes	d'infanterie,
»	2724	»	de cavalerie,
»	1623	»	d'artillerie.

(1) « Je suis charmé que la discipline commence à se rétablir dans » les troupes, et ayez bien soin de réprimer ce faux honneur de corps, » de cacher tout le mal pour ne pas faire du tort au régiment. Car le » vrai honneur est de les rendre purs. L'un n'est que l'effet de » l'orgueil, tandis que l'autre est la base du vrai honneur, sans le- » quel on ne viendra jamais à bout de rien ». Pour parer à la dissolution de tant de corps et au renvoi des contingens de ces corps suspects, Charles Félix avait voulu que l'ont retînt sous les armes plus de contingens de la brigade de Savoie que des autres. Revel avait bien observé que c'était imposer un service qui ne pouvait être une récompense. D'Andezeno, gouverneur de la Savoie, et le marquis d'On-

(1) Charles Félix à Revel, 14 mai, de Reggio.

cieux, étalant des sentimens monarchiques à outrance, assurèrent le Roi que cela était pour le mieux. Il en advint, qu'il y eut des démonstrations de mécontentement de la part de ces contingens. Rapport en fut fait au Roi qui répondait à Revel: (1) « Je vois de plus » en plus les funestes effets de la longueur et de la mollesse des » procès; car tandis que le gouvernement mollit, la secte prend cou- » rage et travaille avec la plus grande activité. Le scandale arrivé » dans le régiment de Savoie n'aurait pas eu lieu, s'il y avait eu » plus de vigueur et d'énergie dans les employés. Sur quoi un Sou- » verain peut-il compter quand on vient à bout de lui pervertir le » corps qu'on lui avait vanté pour incorruptible? Quant aux soldats, » s'ils ne veulent plus rester, qu'ils s'en aillent chez eux; puisqu'ils » n'ont su apprécier l'honneur que je leur fesais de les destiner à » maintenir la sûreté dans la capitale, et qu'ils sont assez imbéciles » pour s'en laisser donner à croire par des coquins qu'ils auraient » dû connaître depuis longtemps, je les livre à la honte de reparaître » dans leur patrie, qui, j'espère, après les marques de fidélité qu'elle » m'a donné, les recevra avec le mépris qu'ils méritent. Pour la ca- » naille de Turin, puisqu'elle me pousse à bout, je tâcherai de la » satisfaire en appelant les Autrichiens. J'avais consenti à ne pas en » mettre en garnison dans Turin; les Puissances alliées s'y étant pliées » elles-mêmes par égard pour moi et pour la capitale du Piémont, » espérant certainement qu'elle se serait fait une gloire de réparer » elle-même le scandale qui y avait eu lieu. Voilà ce petit nombre » de malveillans qu'on m'avait tant vanté, tandis que l'esprit de sé- » dition et la plus perfide malignité éclate de tous côtés! et contre » qui? contre une Maison qui les a illustrés pendant neuf siècles, » dont ni maîtresse, ni favori n'a jamais ruiné le pays, et que la » religion, l'honneur et la justice ont toujours été les bases de leur » gouvernement. Qu'ils tremblent, que la foudre pend déjà sur leur » tête, et la justice divine se fera sentir tôt ou tard. Il est cruel » pour moi de devoir dire des choses qu'on devrait faire sans me » les dire; Dieu voit mon cœur, et la droiture de mes intentions,

(1) Charles Félix à Revel, 29 juin de Modène.

» ainsi je mets toute ma confiance en lui. Je suis avec la plus par-
» faite estime et amitié. Votre cousin Charles Félix ».

Ceci se rapportait à l'épuration des employés et magistrats que le Roi voulait faite avec la plus grande rigueur. Revel avait à cet objet nommé une commission supérieure de scrutin, présidée par le président comte Cerruti, et composée du marquis Massimino président du conseil des finances: comte Corte, contrôleur général: chevalier Nasi, président de la chambre des comptes: chevalier Raiberti, président du sénat de Gênes: chevalier Gloria, avocat général près le sénat de Piémont, et l'intendant général comte Adami.

Une junte dans chaque division, composée de 4 employés supérieurs et présidée par le gouverneur, envoyait son travail à la commission supérieure pour qu'elle prononçât.

Charles Félix tout d'abord écrivait; (1) « J'espère que moyennant
» votre activité et zèle vous ferez tout votre possible pour remédier
» au désordre. Je vous recommande la prompte activité des procès
» des rebelles. Je confie sur votre activité sur ce point qui est le
» plus essentiel, et duquel dépend la sûreté à venir de tout individu ».

(2) « Vous aurez surtout beaucoup de soin sur les qualités des per-
» sonnes qui doivent instruire les procès des rebelles. Si c'est de l'au-
» ditorat de guerre, j'en rends responsable le comte Calvi; si c'est
» du fisc, ce sera son chef aussi qui m'en répondra. C'est très-essen-
» tiel qu'ils soient bien pris dès le commencement; car la sûreté de
» la monarchie dépend de là, et ce sera certainement le ressort que
» les malintentionnés feront tout le possible pour faire jouer ».

(3) « On a bien fait d'en venir à la confiscation des biens; des
» individus nommés, hormis le prince de la Cisterne, je ne crois pas
» que les autres porteront beaucoup de profit. J'ai reçu hier des let-
» tres des Empereurs, qui me recommandent la plus grande sévérité
» pour la punition des principaux coupables. Faites-le sentir aux mes-
» sieurs de la commission, car cela ne dépend que de leur zèle, et
» leur parfait dévouement pour la réussite de la chose, sans laquelle

(1) 26 avril de Modène.
(2) 28 avril de Modène.
(3) 8 mai de Reggio.

Digitized by Google

» il n'y aura jamais de tranquillité en Europe. J'ai ouï dire qu'on » ne me donne pas encore le titre de Roi dans les prières publiques. » À présent il faut qu'on le fasse puisqu'il est décidé irrévocable- » ment, et j'ose dire aussi malheureusement, que je le suis, et re- » connu pour tel par les Hautes Puissances ».

(1) « Quant aux jugemens de la délégation et de la commission, ils » seront immédiatement exécutoires, persuadé que soit les uns que les » autres juges n'auront aucun égard ni aux personnes, ni aux grades, et » il sera toujours bon qu'ils soient informés par vous de ma volonté ».

(2) « Je ne vois que trop que tous ces magistrats sont tels que » je les avais soupçonnés, c'est-à-dire, ou mauvais, ou poltrons; et » qu'il en est de même de tous ceux qui veulent la justice, mais » qui ne veulent pas y coopérer. C'est honteux pour notre pays, vu » qu'à Naples on ne craint pas de fustiger les Carbonari. D'ailleurs » les faits sont si évidens que je ne comprends pas comment il s'y » trouve tant de difficultés à prouver ce qui a été vu ou connu de » tout le monde. Vous pouvez laisser entendre aux juges que je veux » voir les procès quand ils seront faits, et que je verrai par là com- » ment ils ont servi. Cependant j'entends qu'on donne cours aux » jugemens à mesure qu'ils seront émanés.

» Quant à l'article de l'entretien des troupes autrichiennes, les » instructions que j'ai données au comte de la Tour sont conformes » à votre avis, et à celui du marquis Brignole. Je vois avec regret » que Des Geneys, vues les circonstances dans lesquelles il s'est trouvé, » ne peut plus rester à Gênes, et je pense sérieusement à le con- » tenter comme il le mérite, et à le remplacer ».

(3) « Je vois avec déplaisir la lenteur de la justice, ce qui laisse » lieu à un refroidissement universel pour la continuation de cette » fermeté que vous avez tous tant souhaité, et qui est l'unique moyen » de rassurer la tranquillité publique, et celle de tout individu. Car

(1) Charles Félix à Revel, 11 mai de Reggio.
(2) id. id. 20 id. id.
Toutes ces lettres sont de la main de Charles Félix, ont un caractère intime, et finissent toutes par la formule — Je suis avec la plus parfaite estime et amitié. Votre cousin Charles Félix.
(3) Charles Félix à Revel, 23 juin de Modène.

» c'est pour vous autres que vous travaillez, ce n'est pas pour moi. » Mon existence sera toujours meilleure que la vôtre dans quelque » pays je me trouve à vivre. Ce que je fais ce n'est que pour rem- » plir un devoir que Dieu m'a donné. La couronne, destituée de tous » ses anciens agrémens, n'est plus qu'un pesant fardeau, et souvent » humiliant; c'est aux sujets à lui rendre son ancienne splendeur » pour la gloire de leur Souverain, et pour leur propre bonheur. Ainsi » il faut que chaque individu se prenne l'odieux comme l'agréable » de son emploi, et ne pas le jeter continuellement sur le Souverain; » lequel enfin, lassé de tant d'ingratitude, pourra prendre un parti à » faire répandre des larmes tardives et trop amères. Je comprends » qu'il faut aller avec toute la précaution, quand il s'agit de la vie » des hommes et de leur réputation; mais les cas ici sont si évidens, » qu'il n'y a pas de doute pour bien des personnes. Je connais votre » zèle et votre bonne volonté, ainsi il n'est nécessaire que je vous » recommande que la surveillance des magistrats, sur quelques uns » des quels je ne compte pas beaucoup ».

(1) « Quant à ce que vous me dites des employés, mon intention » n'est pas du tout de me débarrasser de ceux qui ont trempé directe- » ment dans la révolte, mais de tous ceux qui par leur manière de » penser ont donné des preuves d'y être portés, et dont la réputa- » tion n'est pas bonne; ceux-là il est de toute nécessité qu'ils soient » privés de leur emploi. Je sais qu'il y en a dans tous les dicastères, » et il sera très-difficile d'en venir à bout, car pour bons qu'ils soient, » chacun défend les siens ».

Mais à propos des sentences l'avocat fiscal général Pinelli proposa à Revel que la délégation prononçant la pendaison pour les nobles, celle-ci fût commuée en fusillation, ou mieux encore, que des patentes emanées avant le prononcé de la sentence portassent que la peine de mort s'entendrait à être passé par les armes, évitant aussi la pendaison en effigie pour les contumaces. Il y avait dans les royales constitutions un article qui portait que les peines infamantes seraient remplacées pour les nobles par d'autres sans ce caractère. Mais comme l'article

(1) Charles Félix à Revel, 28 août.

Digitized by Google

exceptait les cas, où le délit porte l'infamie *de jure et de facto*, ce qui était le cas actuel de félonie, on n'aurait pu faire la commutation.

Naturellement cette disposition serait commune aux bourgeois.

Quelques fussent les déclarations que l'infamie n'est que personnelle, il était cependant incontestable que la peine de la pendaison infligée à tant de personnes, desquelles plusieurs appartenantes aux familles les plus distinguées, porterait un grand trouble dans une infinité de familles. Revel hésitait à proposer que la délégation ne prononcât que la peine de passer par les armes, car cela lui donnait un caractère de cour martiale qu'il avait voulu éviter. D'autre part il comprenait bien, que quelques fussent les dispositions de la loi, l'infamie du supplice aurait projeté une ombre sur les familles, et laissé des traces qui s'opposeraient à l'oubli que chacun devait désirer. Ce qu'il ne voulait absolument pas, c'était une exception. La justice devait être égale pour tous. Sur cette base il demanda au Roi de pouvoir émaner cette disposition; il revint à la charge après la première négative, mais Charles Félix déclara ne pas vouloir de changement. « Si on avait laissé condamner par la commission militaire, les traîtres » auraient été fusillés. On a voulu les formes légales, j'y ai consenti. » La pendaison qui en est la conséquence déplait, je ne sais qu'y » faire; on doit cependant comprendre que je ne commets pas une » injustice ». La justice eut son cours, et les sentences furent prononcées et exécutées. (1) La première le fut le 2 juin contre les contumaces comte Joseph Pavia de Scandaluzza, et Joseph Barberis, lieutenant le premier, et le second caporal dans les chevaux-légers de Savoie, pendus en effigie. La dernière le fut le 13 septembre contre Salomone Frédéric à deux ans de prison.

La commission militaire était aussi au terme de ses travaux.

La police était réorganisée sous la direction générale du marquis Raggi, dépendant du ministère de l'intérieur; Revel s'étant opposé de

(1) La sentence à mort de la Cisterne, Prié, Perrone, venant après celles de Lisio, Carail, Collegno, Morozzo et autres, m'a grandement surpris, car je ne m'attendais pas à un pareil dénouement. Si quelqu'un se ravise encore après cela de crier contre les privilèges de la noblesse, il faut le faire enfermer avec les fous. — De Laval à Revel, 15 août de Modène.

Digitized by Google

toutes ses forces au rétablissement du ministère de police. Au reste le comte Lot n'était pas en bonne odeur auprès du Roi.

Revel aurait voulu que l'ordre étant rétabli par tout, et justice faite, Charles Félix se fît précéder par une amnistie. Il envoya un projet à Modène, mais on ne voulut l'accepter, et on y ajouta tant d'exceptions, que le résultat était nul.

(1) « Relativement au projet de l'indulte, le comte de La Val vous » remettra mes décisions, ayant jugé convenable de séparer celui des » coupables, des déterminations et ordres contre les sectaires et as- » semblées secrètes, pourvu que les deux édits sortent dans le même » temps pour les uns et pour les autres ».

Il fut aussi disposé pour le serment que Charles Félix voulait à lui personnellement prêté par la noblesse, l'armée et les employés. Un manifeste devait l'ordonner et en donner la formule. Le Roi s'en occupait depuis longtemps.

(2) « Dans mon manifeste il serait bien d'expliquer que tous les » militaires devraient prêter serment de fidélité au Roi. Quoique » tout sujet prête toujours le serment de fidélité aux drapeaux, il sera » bien de spécifier la fidélité, parfaite obéissance, et de le défendre » contre ses propres sujets, si l'occasion se présente (Ce n'est pas » encore le cas de manifeste, mais je le dis pour quand ce sera). » D'ailleurs la corruption du genre humain rend tout serment, qui » n'est pas soutenu par la crainte d'une mort inévitable, comme celui » des Carbonari, de peu d'importance. Ainsi il faut encore les faire » jurer qu'ils n'appartiendront à aucune secte. C'est pourquoi je vous » dis aussi, que je crois toute admonestation à ces gens là non seule- » ment superflue, mais ne servant qu'à leur faire faire leurs affaires » plus secrètement. Des chefs il faut s'assurer de leurs personnes, et » s'ils ont tenu des discours séditieux, leur faire leur procès. La tran- » quillité de l'état l'exige; et comme, je répète encore, ce n'est point » pour moi que je travaille, mais pour vous autres. C'est pour votre » repos et non pour le mien; car, en un mot, dans ce moment-ci » l'état a besoin de moi, et moi je n'ai nullement besoin de lui.

(1) Charles Félix à Revel, 10 septembre.
(2) Id. Id. 27 juin.

Digitized by Google

» C'est l'honneur, mon devoir, et la religion qui m'ont obligé à me » charger d'un fardeau que je supporterai tant que je verrai la pos- » sibilité de le soutenir pour la gloire de la religion et du nom de » Savoie ».

N'y ayant plus de raison pour retarder sa rentrée, Charles Félix s'y décida. (1) « J'ai pris la résolution de partir d'ici le 29 et de » me rendre à Govone le soir du premier octobre. Vous prendrez les » arrangemens nécessaires avec Des Geneys pour y envoyer la troupe » nécessaire qui sera du régiment de Savoie. Dès que je serai arrivé, » j'expédierai à Turin pour faire venir, aux jours que je marquerai, » les personnes auxquelles je veux parler. Car je veux rester en pleine » liberté les jours que je resterai à Govone pour me mettre au cou- » rant de tout sans être détourné par les visites, et la foule. Et en » attendant le plaisir de vous voir, je me dis etc. etc. ». Il vint coucher le 30 a Plaisance, et le premier octobre il arrivait à Govone, après avoir diné à Alexandrie et y avoir reçu les généraux autrichiens, Bubna en tête.

Revel aurait voulu que le Roi vînt directement à Turin, mais Charles Félix, pas encore complètement rassuré sur l'état du Piémont, voulait, avant de se montrer, être bien informé de l'état des choses, et recevoir les informations de ses confidens, car il trouvait Revel trop patriote et partisan de la légalité, et il ne pouvait lui passer les facilités accordées sous main aux coupables de gagner la frontière. En un mot, il le soupçonnait entaché de libéralisme. Néanmoins quand Revel arriva à Govone le 3 octobre, pour déposer en ses mains l'autorité souveraine dont il l'avait investi, Charles Félix le prenant par la main le présenta à la Reine en lui disant: « Voilà un serviteur fidèle qui a » toute mon affection et mon estime ».

Revel redevint gouverneur de Turin sans avoir à craindre aucun ressentiment, aucun reproche après une administration si difficile, et l'usage d'une autorité illimitée.

Le 10 avril 1829 Revel était nommé maréchal des armées du Roi. Cette haute dignité, qui depuis longtemps n'avait plus été conférée, lui

(1) Charles Félix à Revel, 22 septembre de Modène.

Digitized by Google

donnait le commandement général de l'armée en cas de mobilisation. C'était peut-être ce que Charles Félix prévoyait possible, et que les événemens de 1830 pouvaient rendre telle.

La révolution de juillet eut du retentissement en Piémont. Le Roi s'en alarma. Ses courtisans l'irritèrent contre le calme que conservait Revel et son opposition aux mesures extraordinaires de rigueur. Aussi par un billet royal du 17 septembre le Roi ordonnait « que, vue » la grande importance de la citadelle de Turin, et son influence sur » la tranquillité et sûreté de notre capitale, à laquelle se rattache » aussi celle des provinces, et d'autre part ayant réfléchi à l'extrême » nécessité dans un cas d'événement extraordinaire », d'établir une unité de commandement. En pareil cas Revel devait prendre personnellement le commandement de la citadelle de Turin, et s'y porter, pendant que le général baron de la Tour aurait le commandement en chef sur toutes les autorités militaires, sauf Revel et ce qui regardait la citadelle. C'était une disgrâce. Revel n'en fut pas ebranlé. Il déclara au Roi que si S. M. restait à Turin, il aurait tenu à honneur d'être spécialement chargé de protéger son auguste personne, mais que si elle s'éloignait, il serait allé servir comme volontaire à l'armée, plutôt que de rester renfermé dans la citadelle de Turin. Charles Félix mâcha en entendant ces paroles, et on ne parla plus de billet royal.

Durant la dernière maladie de Charles Félix, Revel fut attentif aux menées du parti autrichien qui voulait faire passer la couronne sur la tête de la duchesse de Modène, comme fille aînée de Victor Emmanuel. Mais la loi salique s'y opposait.

Avec un tout autre Prince que le duc de Modène, archiduc d'Autriche, ce projet aurait présenté l'avantage d'augmenter les états. Mais ici c'était se donner tout uniment à l'Autriche, et provoquer une guerre avec la France sans compter celle civile que les droits reconnus du prince de Carignan et sa nationalité auraient suscité dans le pays, qui ne voulait qu'un prince de Savoie.

Afin d'éviter toute tentative, Revel se portant au palais quand le Roi était à l'extrémité, fit tenir cachée sa mort, jusqu'à ce qu'il eut rédigé une proclamation pour annoncer l'avènement au trône de Charles Albert, et que toutes les troupes de la garnison fussent réunies en

place d'armes. Alors, pendant qu'on affichait la proclamation, il alla à cheval à la place d'armes, fit prêter serment au nouveau Roi, et aucune tentative ne fut plus possible devant le fait accompli.

De la place d'armes il envoya son fils Léonel annoncer à Charles Albert que les troupes avaient prêté serment et crié vive le Roi, celui-ci lui sauta au cou, et le nomma son premier écuyer et gentilhomme de la chambre.

Quand Charles Albert institua le conseil d'état, dont il se conserva la présidence, il nomma Revel vice-président, et comme cette charge était annuelle, il le confirma toujours depuis.

Il s'appliqua avec passion à ces travaux législatifs, dictés par une légalité conservatrice et libérale, qui était son premier principe de conduite politique. (1)

Ignace Thaon de Revel et de St-André, comte de Pralungo, mourut le 26 janvier 1835, étant parvenu au faîte des dignités militaires comme maréchal: de Cour comme doyen des colliers de l'ordre: du civil comme vice-président du conseil d'état, et ministre d'état.

(1) Pour les conspirations et procès conséquens qui eurent lieu de 1830 à 1834, Revel suivit sa maxime de tout disposer pour une répression prompte et énergique, mais du moment que force restait à la loi, faciliter la fuite des coupables pour éviter les exécutions politiques. Aussi dans la division de Turin il n'y eut aucun trouble, et on ne fusilla que des contumaces.

Digitized by Google

MÉMOIRES

SUR LA

GUERRE DES ALPES

ET LES

ÉVÉNEMENS EN PIÉMONT PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE I.

Impressions produites en Piémont par la révolution française. — Illusions conservées et causées par les émigrés. — Préparatifs de défense. — Rapport de St-André sur la défense du comté de Nice. — Incident Semonville. — Organisation de l'armée. — Concours faible et tardif de l'Autriche. — Panique du général Courten. — Entrée des Français. — Abandon de Nice. — Forces françaises. — Reddition de Montalban et Villefranche. — Occupation par les Français de la Savoie. — Retraite des troupes royales sur la ligne des Alpes. — St-André remplace Courten, son projet de campagne, ses forces. — Ses fils sont avec lui. — Reconnaissances et mouvement en avant. — Excès des Français. — Les habitants forment des corps de milices.

La révolution française était un événement trop en dehors de tout le passé, pour être compris avant son développement complet. Considérée successivement comme un grave désordre, une guerre civile, une révolution, elle ne parut menaçante réellement pour l'Europe qu'après avoir envahi les provinces limitrophes, et jeté le brandon de ses principes subversifs au milieu des peuples.

L'arrivée des émigrés avait produit en Piémont une grande sensation. La vue de si illustres infortunes excitait les sympathies générales, et l'hospitalité aux princes français était presque un devoir pour Victor Amédée leur père.

Tous ces sentiments étaient encore exhaltés par l'aveugle confiance des émigrés qui, à les entendre, n'ouvraient même pas leurs malles pour être plutôt prêts à rentrer, dès que cette canaille aurait été mise à la raison. Jamais, selon eux, les révolutionnaires français n'auraient attaqué le Roi de Sardaigne chef d'une si brave armée, et ayant de si puissants alliés. Ces bravades n'avaient probablement pour but que d'empêcher, en inspirant de la confiance, qu'on les forçât à s'éloigner, comme le prétendait le gouvernement français, mais elles flattaient malheureusement trop Victor Amédée sur un point très-sensible, et le maintenait dans un aveuglement fatal. Aussi, au lieu d'avoir l'air d'écouter les propositions de la convention (avec qui on n'aurait jamais d'ailleurs contracté d'alliance) pour obtenir de cette manière de meilleures conditions de l'Autriche intéressée à nous mettre en avant, et s'assurer surtout un corps auxiliaire nombreux et dépendant de nos généraux, le Roi rejeta noblement toutes propositions, en se préparant

Digitized by Google

secrètement à la guerre. Ses soins pour son armée lui donnaient une confiance illimitée en elle, et elle lui aurait bravement répondu, si elle n'eût été manquante d'unité par les différentes organisations se suivant rapidement l'une l'autre, amollie par une longue paix, et commandée par des officiers parvenus lentement à leur grade, et conséquemment d'un âge trop avancé pour avoir encore cette énergie nécessaire pour mener des troupes au premier feu. Trop occupé peut-être des détails et ne prévoyant nullement la rupture d'une paix qui paraissait si stable, Victor Amédée n'avait pas songé à tout disposer pour un mouvement général, de sorte, qu'au moment d'agir, les magasins d'approvisionnement et le trésor se trouvaient insuffisants pour soutenir le poids d'une si grande guerre.

Une grande incertitude sur les événements futurs paralysait toute mesure énergique et décisive.

Si on ne voulait pas d'alliance avec une assemblée d'anarchistes, on n'était pas décidé à commencer la guerre. On croyait d'ailleurs généralement que les alliés par leurs succès sur le Rhin, auraient mis promptement à la raison le gouvernement anarchique qui désolait la France.

Mais il fallait s'opposer tout d'abord à l'esprit contagieux qui menaçait de dépasser nos frontières. Aussi les troupes qui furent envoyées soit en Savoie, soit dans le comté de Nice, n'y étaient destinées qu'à maintenir l'ordre dans le pays et parer au désordre que des troupes de brigands, qui se multipliaient chaque jour, auraient pu y apporter. Pour se convaincre de cette vérité il n'y a qu'à observer le nombre des troupes qui furent envoyées tant d'un côté que de l'autre. C'était donc à tort que le gouvernement français se plaignait que les trames des émigrés, partis en grande partie pour Coblentz, fussent favorisées et appuyées par des troupes nombreuses envoyées par le Roi aux frontières. La suite prouva malheureusement la faiblesse de leur nombre, mais tout était inutile avec un gouvernement qui voulait absolument un prétexte pour jeter la révolution dans les pays limitrophes, condition essentielle de son existence.

La marche révolutionnaire du gouvernement français devenant de plus en plus menaçante, on songea à former un plan de défense pour mettre à couvert d'une irruption soudaine de pillards la Savoie et le comté de Nice.

Le général Lazari commandait les troupes en Savoie, le général baron Courten, suisse, commandait celles du comté de Nice.

Digitized by Google

Le général de St-André étant allé passer quelques jours en son château, voulut examiner par lui-même les choses et connaître le plan de défense organisé par le général Courten et plus encore par Pinto son chef d'état major. Il ne put garder le silence sur les fautes qu'il avait relevées, et dans un rapport remis au Roi le 7 juin il disait: « Quelle inconfiance que j'aie » dans ma manière de voir ou d'entendre les dispositions militaires faites » dans cette province, mon devoir et mon attachement à ma patrie m'im- » posent de surmonter la répugnance qu'elle me donne à parler d'un objet » qui ne peut être etranger à mon zèle pour le service du Roi »; il continuait en disant que mis au courant des moyens de défense employés, et des mouvemens de troupe en cas d'attaque et de retraite, il avait d'abord fait un aperçu général de la défense du comté de Nice. Cet aperçu, d'après ce qu'il avait appris, avait été mis sous les yeux du Roi qui n'y trouvant pas le développement des idées, n'avait pu que louer le zèle de celui qui les avait conçues: « Pressé aujourd'hui par les circonstances fâ- » cheuses que peuvent amener les erreurs des plans adoptés j'ose affirmer » que la position de cette province exige que S. M. daigne y envoyer un » ingénieur des plus intelligens pour fixer ce qu'on doit faire relativement » aux troupes qu'il y a pour la défendre et celles que l'ennemi peut em- » ployer à l'attaquer. En remplissant ce que mon devoir me prescrit, en » disant d'après mes faibles lumières ce qu'on n'a pas fait, ce qu'on ne » fait pas, et ce qui peut protéger cette ville, je proteste sur ma parole » d'honneur que je n'ai en vue que la gloire du Roi et la conservation » de ma patrie, que je me ferai un strict devoir de communiquer à l'ingé- » nieur qu'on pourra envoyer ici, tout ce que mes connaissances locales » et mes observations durant la dernière guerre, où j'ai vu passer et re- » passer le Var à des armées, me fourniront. Cependant, comme on pour- » rait croire que mon zèle a un autre but, je déclare que je ne demande » que de servir comme volontaire auprès du général qu'on pourra envoyer » ici, jusqu'à ce que S. M. veuille bien m'accorder la satisfaction d'être » employé ainsi qu'elle me l'a fait espérer ». Après avoir relevé que le chevalier Franco était tombé d'accord avec lui sur la nullité des défenses de la ville de Nice, en lui disant qu'il ne les avait exécutées que parce que on les lui avait ordonnées, il affirmait que pour protéger efficacement cette province il fallait absolument changer les dispositions prises d'après le plan

Digitized by Google

du 10 mars, plan qui n'était pas juste. Des postes étaient placés à cinq, six milles de leur véritable situation, on oubliait le vallon de St-Barthélemy n'en faisant qu'un avec celui de la Mantega; les retraites de St-Laurent au Temple étaient mal vues et celles de Ste-Hélène au dessous St-Barthélemy si fausses, à exposer les troupes à ne pouvoir rentrer en ville et être accablées dans le fond d'un vallon. On n'avait point pensé à plusieurs postes, entr'autres celui d'Aspremont, le plus important à occuper pour défendre Nice, ses environs et la communication de l'Escarène. On avait négligé complètement les retranchemens de Montalban si glorieusement défendus en 1744 et le château de Villefranche, point d'appui contre tout débarquement. Après avoir ajouté bien d'autres réflexions, le général de St-André termine son rapport par ces mots qui prouvent comme on croyait peu à une invasion. » Je dirai encore que si tout ce qu'on a fait et ce qu'on continue à faire » n'est qu'un apparat politique, on peut épargner beaucoup de dépense » en remplissant cet objet différemment ». Ce rapport fit beaucoup d'impression sur le Roi, comme le prouva la suite, mais le plan de défense ne fut malheureusement pas changé.

Les événemens avaient marché, les intrigues révolutionnaires du gouvernement français se multipliaient. C'était bien plus les Jacobins que les émigrés qui menaçaient les frontières.

Pour donner un appui à toutes ces menées il était nécessaire d'avoir un agent reconnu à Turin. Les relations diplomatiques avaient été presque suspendues par le retrait des ministres respectifs, remplacés par de simples agents.

Le gouvernement français pensa envoyer monsieur de Semonville, son ministre à Gênes, comme ministre plénipotentiaire près du Roi pour lui présenter les réclamations qu'on se croyait en droit d'élever contre la Sardaigne, et on le fit partir de Gênes sans en avertir préalablement d'une manière officielle le gouvernement sarde. Les intrigues et cabales de monsieur de Semonville et les intelligences qu'il avait formées avec les révolutionnaires italiens avaient été depuis longtemps révélées au Roi par son ministre auprès de la République de Gênes, chevalier Nomis. On savait qu'il avait envoyé des émissaires et donné de l'argent pour organiser des troubles dans les États du Roi. Sa présence officielle à Turin aurait donné trop de poids à ses intrigues pour que le Roi pût se résigner à le recevoir. Son

aversion du reste pour tout ce qui tenait au gouvernement révolutionnaire et régicide lui rendait odieuse toute communication avec un de ses agens.

On donna donc l'ordre au gouverneur d'Alexandrie de ne pas reconnaître la qualification de ministre de France que se serait donné monsieur de Semonville, vu que le gouvernement du Roi n'avait reçu aucune communication à ce sujet, et de suspendre son voyage en lui appliquant les ordres généraux à tous les étrangers. Monsieur de Solar devait en même temps faire comprendre à monsieur de Semonville que sa conduite hostile au repos des États du Roi était connue, que sa présence ne serait jamais agréée par le Roi dans la crainte qu'elle ne donnât un appui aux turbulens, ensomme tout en le traitant avec les plus grands égards, il devait l'engager à retourner à Gênes. Si monsieur de Semonville avait cependant quelque communication à faire à S. M. par écrit, monsieur de Solar était autorisé à la recevoir et devait la transmettre immédiatement au Roi, s'il ne voulait pas passer par le canal de monsieur Delalande chargé d'affaires de France à Turin. Monsieur de Semonville arriva le 19 avril à Alexandrie. Monsieur de Solar le traita avec toute la courtoisie possible, mais il exécuta les ordres reçus. Le ministre français voulait envoyer une estafette à monsieur Delalande et attendre son retour. Ce délai était inutile, puisque de son aveu même on n'avait pas fait connaître son caractère officiel. Il retourna donc à Gênes et adressa un rapport aussi faux que violent à son gouvernement.

L'odieuse politique egoïste de l'Autriche, et la faiblesse des autres États d'Italie laissait le Roi tout seul pour s'opposer au torrent révolutionnaire.

Pour ne pas braver l'orage, on donna au gouvernement français les explications les plus satisfaisantes sur la non réception de monsieur de Semonville, les assurances les plus explicites d'une neutralité parfaite, et on démontrait à l'évidence que les troupes envoyées en Savoie et à Nice n'étaient pas assez nombreuses pour exciter des inquiétudes en France. Ces troupes étaient disposées de manière à ne laisser aucun doute que le Roi n'avait d'autre intention que de mettre ces États à l'abri d'une incursion soudaine, à la quelle on pouvait s'attendre à tout moment de la part d'une nation, dont toutes les sections, ou les individus mêmes prétendaient exercer la souveraineté.

Ces explications présentées à Dumouriez par notre chargé d'affaires à Paris, monsieur Deposta, ne le calmèrent pas, et il envoya une note à Delalande

Digitized by Google

pour demander, dans les 24 heures, l'ordre de laisser venir monsieur de Semonville, et un passeport qu'il devait lui apporter lui-même. En cas de refus il devait quitter Turin et aller à Gênes. La note était datée du 26 avril. L'agent français, à qui on refusa l'autorisation demandée, tout en l'appuyant des justes motifs qui y obligeaient le gouvernement du Roi, partit vers la moitié d'août.

Pour parer aux éventualités d'une rupture, le Roi réunit un conseil de guerre composé des princes du sang, des ministres, des gouverneurs de la ville et de la citadelle de Turin, ainsi que des principaux généraux. On y discuta d'abord des plans d'invasion en Provence et en Dauphiné. Le ministre d'Hauteville et le général de St-André combattirent fortement ces idées. Ils voulaient qu'on se bornât à la défensive, et surtout qu'on exigeat des secours prompts et nombreux de l'Autriche, et qu'ils fussent entièrement à notre disposition. Il fallait même, dirent-ils, effrayer cette dernière puissance en lui laissant entrevoir la possibilité d'un accord avec la France. Mais le Roi ne voulut rien entendre à ce sujet, dont la fiction lui répugnait autant que la réalité.

Sans prendre un parti absolument décisif, on ordonna, d'après un plan de dislocation du général major, marquis de Brézé, la formation de trois corps d'armée qui s'étendant de l'un à l'autre, couvraient le revers des alpes et pouvaient offrir un appui aux troupes de Savoie et de Nice. On compléta et on augmenta de 10 hommes les compagnies d'infanterie et d'artillerie (28 juin). Les régimens provinciaux furent portés de 754 à 854 (3 juillet). Tout congé fut suspendu (13 juillet). On acheta 500 mulets dont 200 durent être envoyés en Savoie, 150 à Nice, 150 au camp de Siccardine.

Digitized by Google

	CORPS D'ARMÉE		
	de Savoie	des Alpes	de Nice
Capitaine gén.	Duc de Montferrat	Duc d'Aoste	
Général	Comte de Maurienne	Duc de Genevois	Duc de Chablais
Lieutenant gén.	Lazari	St-André	Courten
Id.	Cordon	»	»
Major général..	Prince de Carignan	Comte Rinco	Baron Abyberg
Id. ..	Marquis Sostegno	Baron Dellera	Chevalier Bernezzo
Id. ..	Chevalier Valperga	Comte Bomport	Marquis O-Brenan
Id. ..	Baron de La Tour	»	»
Brigadier	Rochemondet	Comte Delfino	Marquis Taffini
Id.	Nichellino	Chevalier Bruno	Chevalier Lamarmora
Id.	Chino	»	Chevalier Renaud
Id.	Salicetti	»	»
Adjudant gén. .	Chevalier Damiano	Marquis Caluso	Chevalier de Roubion
Sous-adjudant .	Id. de Coste	Id. Azeglio	Id. Cusano
Id. ..	Id. Bianzé	Id. d'Ormea	Comte Alciati
Id. ..	Id. Blonay	Chevalier d'Agliano	Marquis Caraglio
Id. ..	Id. Salet		
Bataillons	17	14	8

Les bataillons du corps d'armée des Alpes étaient, un de Piémont, Saluces, Légion des campemens, Tortone, Légion légère et Suse, — deux d'Aoste, Christ, Pignerol et Casal. Ceci se formait au commencement d'août, en même temps qu'on négociait avec l'Autriche pour en obtenir des secours.

St-André avait été transféré du gouvernement de Tortone à celui d'Asti sans résidence (28 juillet) pour pouvoir le placer sous les ordres du duc d'Aoste (14 août).

Digitized by Google

Le corps des Alpes était destiné à la défense de celles comprises dans les provinces de Coni, Saluces, Pignerol et Suse. Le quartier général était à Saluces. St-André comme lieutenant général commandait les troupes du Roi. Le général Strassoldo fut par la suite commandant des troupes autrichiennes faisant part du corps principal auquel elles étaient agrégées sans distinction de nationalité.

Ces troupes autrichiennes devaient venir par suite d'une convention militaire conclue à Milan le 22 septembre entre le général Stain et le marquis de Brézé.

Le général de St-André s'appliquait avec vigueur à la formation de l'armée. D'accord avec le général Strassoldo, il avait approuvé le plan de Brézé, et il sollicitait la réunion des troupes. Malheureusement l'administration ne répondait pas à l'activité du général, et bien des fois il dut porter ses plaintes au marquis de Cravanzana ministre de la guerre.

Les Autrichiens n'arrivèrent que vers la fin de septembre marchant sur trois colonnes par Novare, Vigevano et Voghera; ils se concentrèrent d'abord à Carmagnole; d'où ils se portèrent ensuite à Saluces. Leurs forces étaient de 1 bataillon grenadiers Wollust, 458 hommes, 2 bataillons Belgioioso, 2027 hommes, et 2 bataillons Caprara, 2028 hommes, outre 613 dragons Laudon et un peu d'artillerie, en tout 5500 environ d'assez mauvaises troupes. Peu après arrivèrent un bataillon de garnison et un de confinaires.

Sur ces entrefaites l'orage avait éclaté.

Une flotte française venue en rade devant Nice le 22 septembre pour réclamer le consul de sa nation, le bruit qu'elle avait à bord des troupes qui débarquant à Monaco viendraient de-là prendre à revers et couper la retraite aux troupes du Roi en se joignant à un autre corps de troupes qui passant le Var au Brec se porterait par Aspremont sur Sospello, le grand apparat que mettaient les Français dans les préparatifs d'invasion qu'on fesait à Antibes, tout cela réuni fit paraître le danger imminent au général Courten qui reconnaissait trop tard se trouver sans bonnes dispositions pour opérer une forte défense et s'assurer une retraite. Il perdit la tête et ne songea dès-lors qu'à une prompte évacuation de la ville, abandonnant ainsi inopinément ses habitans et les nombreux émigrés qu'elle renfermait à toutes les fureurs révolutionnaires. Une estafette venue de Piémont annonçant l'invasion de la Savoie, acheva de lui enlever toute idée de résistance en lui laissant croire qu'il fallait promptement concentrer toutes les forces, idée émise dans le premier moment de panique par le gouvernement.

Digitized by Google

Au lieu donc de répondre aux boulets qu'aurait pu jeter la flotte, et essayer d'arrêter l'ennemi au passage du Var en se ménageant une retraite sûre en appuyant sa gauche à Montalban, il retira tous les postes sur le Var, achemina les bagages vers Sospello, et envoya des ordres pour y préparer des vivres. À monsieur de Foncenex commandant de Villefranche et Cacciardi commandant de Montalban, qui demandaient des ordres, il écrivait le 27 que des circonstances critiques l'obligeaient à évacuer le comté de Nice avec toutes les troupes à ses ordres, et cela dès le soir même. Qu'il ignorait ce qu'ils devaient faire, si se tenir en défense pour obtenir une capitulation. Ils étaient cependant sous ses ordres. Son aide-de-camp, le comte d'Ison, qui leur porta cette lettre, leur fit comprendre que les troupes étaient rappelées pour défendre le Piémont, qu'on croyait menacé du côté de Château-Dauphin. Cette retraite leur parut tellement inexplicable, qu'ils envoyèrent encore le capitaine Des-Geneys pour lui représenter l'état des choses et savoir quelle conduite ils devaient tenir, abandonnés ainsi à eux-mêmes, mais Courten répondit qu'il ne pouvait rien changer aux dispositions de retraite déjà prises et en voie d'exécution, et qu'il leur laissait pleine liberté d'agir selon leurs convenances. Le général Anselme, informé de cette retraite, fit passer le Var le 28 septembre au matin à une forte avant-garde.

La nouvelle en parvint à Nice, et à midi toutes les troupes en étaient déjà parties, entraînées, par l'incapacité et la faiblesse de leur général, dans une retraite honteuse. Les chemins étaient encombrés de familles fuyant les horreurs de l'anarchie, et emportant ce qu'elles avaient pu ramasser à la hâte pour vivre dans un exil auquel elles ne pensaient même pas deux jours avant. On ne peut décrire la désolation de toute cette population si lâchement livrée au massacre ou à l'horreur de l'exil et de la misère (1).

Une telle panique ne parut pas croyable au général Anselme qui, continuant à faire passer le Var à ses troupes, ne se décida à marcher en

(1) La famille de Cessole dut fuir avec les autres les horreurs de la révolution. Trois filles et deux garçons étaient ainsi sauvés par leurs parens et jetés en même temps dans un exil dont on ne pouvait prévoir le terme. Le comte de Cessole dut payer deux louis un pain pour ses enfans. Aidé par la comtesse Rosalie de Monclar, sa femme, il parvint à conduire ses enfans à Coni. Mais quelque temps plus tard il dut s'en séparer pour assurer leur existence et rentrer à Nice pour ne pas voir toute la fortune qu'il leur destinait confisquée par la révolution. Il ne le fit cependant qu'après en avoir obtenu non

avant que sur la demande que lui en fut faite le 29 au matin par monsieur Ferraudi à la tête d'une députation des habitans restés à Nice. La ville se trouvant exposée et livrée sans défense aux malfaiteurs, qui avaient commencé le pillage, les habitans durent désirer de hâter l'occupation française, et éviter un double mal.

Malgré l'assurance que les troupes royales avaient entièrement évacué la ville et les environs, il voulut entrer par deux portes différentes, donnant le commandement de l'autre corps au général Brunet, ils se réunirent sur la place St-Dominique, et Anselme s'occupa de suite à se fortifier, à éclairer la retraite des troupes royales, et à établir des postes vers l'Escarène.

Les forces françaises montaient à plus de six mille hommes, soit 8 bataillons d'infanterie de ligne, 4 de volontaires nationaux, 1 de chasseurs, 200 anciens dragons du Roi, et 12 pièces de campagne. Leur avant-garde se porta le 1er octobre à l'Escarène, de-là elle envoya des patrouilles de dragons pour éclairer la route, et le 4 les chasseurs corses occupaient Sospello.

Restaient les forts de Montalban et de Villefranche que les commandans, abandonnés et effrayés par la panique générale, ne songèrent pas à défendre, jugeant la lutte inutile et voulant conserver leurs soldats pour le service du Roi. Monsieur de Cacciardi rendit Montalban à la première sommation. Monsieur de Foncenex avait fait partir les bataillons de la Marine et de Christ pour rejoindre l'armée, ne retenant qu'un détachement de 60 hommes, la compagnie des grenadiers de fregate, et 50 invalides, plus pour garder les forçats que pour défendre le fort. À minuit du 29 il reçut une première sommation avec menace de piller et détruire Villefranche s'il ne se rendait à discrétion. Monsieur de Foncenex envoya le major chevalier Matton auprès du général Anselme pour obtenir une capitulation. Celui-ci refusa tout pacte par écrit, et se borna à promettre qu'il laisserait la garnison rejoindre le reste de l'armée. Monsieur de Foncenex eut la faiblesse de céder. La promesse ne fut pas gardée, on retint prisonnière la garnison. Plusieurs

seulement l'autorisation mais l'exhortation du Roi son maître, qui pleurant d'attendrissement, en voyant les larmes de son sujet si dévoué, lui serra affectueusement les mains, s'enquérant avec détail de sa famille, et lui promettant d'en avoir soin. Que ne dut souffrir cet excellent père en se séparant de sa famille, ce sujet loyal en se trouvant sous l'administration révolutionnaire?

Digitized by Google

s'évadèrent, entr'autres monsieur de Foncenex lui-même avec le commissaire Morina.

Monsieur de Foncenex et Cacciardi furent punis, ils le méritaient, mais le général de Courten ne le méritait-il pas plus encore qu'eux et que le colonel Pinto également destitué et condamné à une détention temporaire? Si Pinto avait pris mieux ses mesures, Anselme ne serait pas avancé; si Foncenex et Cacciardi avaient tenu à outrance, ils auraient donné lieu à une capitulation peut-être, ou à un retour des troupes sur Nice; mais tout cela est il possible quand le général en chef donne l'exemple de la frayeur?

Le général Courten, remplacé par St-André, fut nommé d'abord gouverneur de Coni, mais on ne tarda pas à lui donner la retraite. Il est plus que vraisemblable qu'un ordre dicté par un moment d'effroi et porté par l'estafette le sauva de toute punition.

L'occupation de la Savoie avait précédé de quelques jours celle du comté de Nice.

Là aussi on avait negligé de prendre des mesures vigoureuses pour arrêter le premier élan d'une invasion soudaine. La même nonchalanche régnait dans l'exécution des ordres fautifs donnés par un général sans énergie. Si on s'était mal préparé à repousser une attaque, on ne l'était pas mieux pour opérer une bonne retraite. En Savoie comme à Nice les chefs perdirent la tête à la première apparence de danger, et au lieu d'agir, ils condamnèrent leurs braves troupes à une honteuse retraite.

Dans la nuit du 21 au 22 septembre Montesquieu remontant l'Isère s'était emparé presque sans coup férir des redoutes qu'on avait commencées pour couvrir la communication de Chambéry à Montmeillan, mais qui n'étaient ni achevées ni armées complètement.

Le général Lazzari à la première nouvelle de l'attaque se porte sur Montmeillan, et sans même songer à y concentrer ses forces et opposer une résistance à l'ennemi, passe l'Isère et fait sauter le pont. Obligeant ainsi les troupes restées sur la rive droite de l'Isère à se retirer par les Beauges sur l'Hôpital, et de là par la Tarantaise au petit St-Bernard, où elles prirent position.

La retraite par la Maurienne fut plus désastreuse. Quoique les Français n'eussent pu faire passer l'Isère qu'à un faible corps, la panique était telle que la marche des troupes fut plutôt une déroute jusqu'à St-Jean de Maurienne.

Digitized by Google

Là le général baron Chino réussit à rallier autour du bataillon provincial de Casal qu'il commandait, les régimens de Sardaigne et de la Marine, et se retirant en bon ordre il prit position sur le Mont-Cénis. Le régiment de Suse, où Revel aîné était major de régiment, était placé à Ste-Hélène, aux Mollettes et à Détire, obligé de suivre le mouvement général, il se replia en ordre par le col de Coucheron sur Belleville faisant bonne contenance à l'ennemi qui n'osait s'aventurer, ne pouvant s'appuyer à sa gauche à cause du débordement de l'Isère. Il appuya ensuite la retraite sur St-Jean de Maurienne, et se réunit aux troupes du baron Chino au Mont-Cénis.

Le Roi avait donc perdu dans une semaine les deux provinces frontières, la conduite des chefs avait dû démoraliser complètement l'armée, et la cupidité du succès enflammer la rage révolutionnaire.

La tâche imposée aux successeurs de Courten et Lazzari était bien difficile et hérissée de toute sorte d'obstacles.

[Octobre 1792] St-André occupé à Saluces à la formation de son corps d'armée s'était porté vers la frontière pour l'inspecter; il était à Venasca quand il fut appelé à Turin pour être consulté sur la marche à suivre. Après avoir pris connaissance des rapports officiels, et plus encore recueilli des renseignemens bien exacts, quoique privés, il présenta un rapport à S. M. dans lequel il exposait « qu'une campagne pouvait avoir lieu dans le comté de » Nice, lorsque les frontières de la Savoie et du Dauphiné seraient couvertes » de neige de manière à ne plus avoir des inquiétudes pour le Piémont. Dans » la saison avancée le col de Tende est le seul passage pour les troupes. » Outre la commodité pour les transports que la route présente, les troupes » qui sont déjà à Saorgio et dans les environs assurent le passage de celles » qu'on enverrait ainsi que l'artillerie, les magasins, et tous les préparatifs » qu'il est indispensable de faire d'avance. Les troupes ne rencontreront » d'autre difficulté que celle du passage du col de Tende jusqu'à Saorgio, » où elles commenceront à se déployer, et à prendre des positions déter- » minées par celles de l'ennemi.

» L'objet d'une campagne dès que les troupes seront réparées et rassu- » rées est celui de les aguerrir, de les instruire.

» L'utilité sera celle en occupant le col de Braus, de couper la commu- » nication de Nice à Gênes, d'être maîtres de nous porter à Nice si les » circonstances le permettent ou l'exigent. Pour être en état de prendre

» plus facilement la position de Braus, il faut que nos troupes qui sont à » Saorgio conservent la position de Brouis et s'étendent sans obstination » sur ses hauteurs, et on doit cacher nos projets d'attaque en laissant à » Saorgio nombre des bataillons qui serviront de prétexte pour former dès » à présent des magasins au-delà du col de Tende.

» Si les français ont le dessein de se soutenir dans le comté de Nice, ils » occuperont naturellement la chaîne des hauteurs de Braus. Cette position » est très-étendue depuis le col de l'Authion vers la droite, et vers la gauche » à la mer près de Menton. Elle met à même par les hauteurs qui s'in- » clinent en avant, de se porter à Villefranche et Montalban par la gauche, » et par la droite sur les hauteurs qui bordent la rive gauche du Var. Elle » est abordable de plusieurs côtés, et elle peut être tournée.

» Les Français auraient besoin pour garder cette position d'une armée » bien plus nombreuse et beaucoup meilleure que celle qu'ils ont actuellement » à Nice. On pourrait en tout cas éluder toute défense en tournant la position.

» Leur projet paraît être plutôt de tenir Nice et Villefranche puisque, » suivant les rapports, ils fortifient l'emplacement de l'ancien château de » Nice et Montalban.

» Ce dernier plan peut être adapté au nombre et à la qualité de leurs » troupes que les chefs cherchent à rassurer par des retranchemens, mais » il les met dans le cas d'avoir leurs communications coupées par terre, et » si on a les moyens de leur ôter celles de la mer, on affamera ces troupes; » ce que je crois plus probable, c'est que l'approche de nos troupes fera » passer le Var aux français. L'objet de S. M. devant être principalement » d'occuper ses troupes pour les former à la guerre dans une saison où » toute opération sur les frontières du Piémont vers la France et la Savoie » est impossible, cette vue essentielle sera remplie si l'armée occupe les » hauteurs de Braus, et étend sa gauche vers Menton en conservant une » communication assurée avec Saorgio. Cette position barre le chemin de » l'Italie aux Français et fournira aux troupes des occasions de se raffermir » et de s'instruire.

» La force d'une armée doit être proportionnée à la quantité et à la » qualité des troupes qu'elle a en tête, aux difficultés et à l'étendue des » entreprises que l'on se propose. Les cinq bataillons autrichiens, les » dix-huit piémontais destinés aux cantonnemens de Saluces, et les neuf qui

Digitized by Google

» sont déjà dans le comté de Nice peuvent fournir une armée suffisante pour » occuper la position dont je viens de parler. Cet objet n'interdit pas les entre- » prises ultérieures que les circonstances présenteraient et que S. M. ordonnerait.

» Il est à observer que la réussite de ce plan dépend absolument de » l'exécution des accessoires dans un terme donné et court, qui est avant » que la chute des neiges ne suspende le charroi du col de Tende; que » les troupes qui sont à Saorgio couvrent l'artillerie à envoyer et les » magasins à former au-delà du col de Tende ; et que dans le cas où » S. M. ne jugerait plus à propos d'envoyer une armée dans le comté de » Nice, les magasins que l'on aurait formés pour faire subsister cette armée » pendant un mois ne seraient pas une dépense perdue ou inutile, puisqu'ils » seraient consommés par les troupes de Saorgio et serviraient à les faire » subsister pendant plusieurs mois ».

St-André ajouta à ce rapport un détail des pièces de canon (30 canons de régiment, 4 obusiers, 4 pièces de 8) avec les munitions et attelages nécessaires, et des magasins avec provision de bétail, farines, légumes, spiritueux, fourrages, bois et tentes, ainsi que des hôpitaux. Il terminait en disant que sans reconnaître les chemins, positions et la force de l'ennemi, on ne pouvait préciser ni mouvement, ni attaque.

Le plan de campagne est en date du 15 octobre. Il ne fut suivi qu'en partie, mais avec faiblesse et sans activité. Il y avait une répugnance assez générale à entreprendre une campagne d'hiver presque au milieu des alpes. On ne craignait pas le danger; l'armée était trop brave pour cela, mais le désagrément d'un mauvais logis et d'une mauvaise nourriture. Dans leur bravoure plusqu'imprudente plusieurs généraux et officiers s'écriaient: « laissez » l'ennemi descendre de ces montagnes, il trouvera à qui parler dans la » plaine »; erreur funeste qui paralysa l'effort de la défense en temps utile, et dont on ne reconnut que trop tard l'illusion chimérique. L'armée fut mise sur pied de guerre le 20 octobre. Le Roi après avoir tenu plusieurs conseils de guerre dans lesquels fut discuté le plan de campagne de St-André, le nomma commandant en chef des troupes dans le département de Saorgio (22 octobre) à la place de Courten qui se trouvait alors à St-Dalmas. St-André en s'y rendant pour prendre de lui le commandement devait en recevoir toutes les informations sur l'état des choses ainsi que sur les ordres donnés par le Roi, dont le plus essentiel était celui de tenir

Digitized by Google

jusqu'à la dernière extrémité le fort de Saorgio contre toute attaque des Français. Le chevalier de St-Amour qui commandait ce fort devait se tenir sous les ordres directs de St-André.

Dans le billet royal qui accompagne sa nomination il y a l'énumération des forces placées sous ses ordres; c'était:

1 bataillon de Saluces;
2 id. du régiment suisse Courten;
1 bataillon du régiment suisse Christ;
2 id. id. de Lombardie;
1 id. id. de Marine;
1 id. id. de Verceil;

Un détachement de canonniers, avec les officiers d'artillerie et les ingénieurs.

À ces troupes devaient se joindre dans peu de jours:

Un train d'artillerie autrichienne;

Un détachement de trente dragons;

Trois divisions détachées des bataillons de Caprara, Belgiojoso et de garnison.

En plaçant ainsi sous ses ordres absolus ces troupes autrichiennes, on lui recommandait encore de les placer quelques fois aux avant-postes pour faire comprendre à l'ennemi que le Roi avait déjà reçu des secours de troupes qui aideraient à réprimer l'excessive présomption et les impérieuses menaces des Français. Les milices étant aussi sous ses ordres, il devait en tirer le meilleur parti possible et les faire soutenir par les troupes, excitant leur zèle, récompensant leur valeur, et leur promettant que tout le butin qu'elles feraient leur serait laissé.

Quant aux détails, aux positions et aux mouvemens à faire, S. M. s'en remettait complètement à l'expérience, à la bravoure et à la sagesse de St-André.

Revel aîné se trouvait alors à Suse avec son régiment, destiné à la défense du Mont-Cénis, il fut demandé par son père pour chef d'état major, destination qu'il ne reçut que le 24 février de l'année suivante.

Revel, revenu de Hollande pour combattre dans une guerre annoncée depuis longtemps dans ses dépêches, et qui depuis son retour restait auprès de son père faisant les fonctions d'aide-de-camp, le suivit naturellement à l'armée dans cette qualité. Capitaine sans ancienneté, il y mérita bientôt le

Digitized by Google

grade de major (18 décembre). Maurice qui était dans le régiment de Nice comme lieutenant, se trouva aussi de cette manière sous les ordres de son père (1).

St-André remettant le commandement de son corps d'armée au Baron Dellera (28 octobre), se rendit sans délai dans le comté de Nice, où Courten l'attendait renfermé dans Saorgio. À peine eut-il pris le commandement, (30 octobre) qu'il songea à se porter en avant et prendre une bonne position défensive et offensive au besoin. Le 31 même il envoya Revel avec un parti de 19 miliciens à la Giandola pour pousser de là vers Breglio. Les Français étaient justement en marche pour y entrer dans le but d'enlever les fourrages et les effets des habitans. Le feu du détachement et celui d'une patrouille envoyée à la Crivela les en détournèrent, et on s'assura ainsi que Breglio n'était pas occupé. Un prisonnier que l'on fit dans cette occasion donna aussi des éclaircissements. Revel fut envoyé le lendemain avec 20 autrichiens, 40 grenadiers et une centaine de milices vers Brouis que l'on trouva aussi inoccupé. Les Français n'avaient qu'une grande garde au Col de Perus.

Le 2 novembre il fit éclairer la droite de la position jusque vers Lantosca par un détachement de 200 hommes, et reconnaître en même temps les positions de l'Orneilla, la Crivela, et Breglio.

Ayant ainsi dissipé l'obscurité complète des positions de l'ennemi, où l'avait laissé Courten, il se décida à avancer.

Laissant les magasins et réserve à Saorgio il fit occuper fortement Breglio et étendit sa ligne depuis le M^te^ Giove par Brouis jusqu'à l'Authion, et pour être plus près des événemens, il porta son quartier général à la Giandola.

L'avant-garde française occupait fortement Sospello. C'était la brigade Brunet qui se tenait en même temps sur tout le cours de la Bevera et s'avançait près de Brouis pendant que la brigade Barral dans la vallée de la Vesubia se portait jusqu'à Belvedere; une chaîne de postes ralliait ces deux positions par Pietracava. D'après les rapports, Anselme se tenait à Nice dont il armait les batteries du vieux château, et en élevait d'autres,

(1) Des trois fils de St-André, Joseph, Ignace, et Maurice, les deux premiers prirent seuls une part importante aux affaires. Ils seront désignés par Revel aîné et Revel.

Digitized by Google

qui éclairaient les approches de la ville. Il avait fait construire un pont sur le Var, et fortifier les positions qui assuraient les communications avec la France. La flotte ennemie avait quitté Nice pour se porter à Oneille.

Les rapports des espions indiquaient une grande irritation contre les Français, qui commettaient toute sorte d'horreurs contre la religion, l'honneur, la vie, et les propriétés des habitans. Sospello d'un côté, Levens et Lantosca de l'autre, furent spécialement saccagés de la manière la plus barbare. Les malheureux habitans poussés à bout s'armèrent et tombant sur les postes détachés, les massacrèrent. A Levens les Français perdirent le détachement entier, qui y était cantonné. Dumerbion y fut envoyé par Anselme pour réprimer l'insurrection, et il l'étouffa dans le sang.

Ces horribles dévastations entraînèrent ces montagnards belliqueux à abandonner leurs foyers. Animés par la vengeance et par leur dévouement à la cause du Roi, ils s'organisèrent en compagnies de milices. Ces volontaires actifs, infatigables, audacieux jusqu'à la témérité, harcelaient sans cesse l'ennemi, rodaient autours de ses camps, et éclairaient la marche des troupes royales. Tombant à l'improviste sur les postes isolés, sur les convois, et sur les dépôts, ils enlevaient tout. Surmontant les obstacles dont sont hérissées les Alpes, ils se jetaient inopinément à de grandes distances sur les derrières des Français et ramenaient au camp des prisonniers encore tout ébahis de leur capture. Tantôt embusqués au fond des vallées, tantôt éparpillés sur les hauteurs, toujours poursuivis, jamais atteints, ils ne se décourageaient aucunement.

Ces miliciens rendirent des services signalés pendant toute la durée de la guerre.

St-André était aussi informé que les Français se renforçaient journellement par l'arrivée des volontaires entraînés par la fureur révolutionnaire, ou plus encore poussés par la terreur à l'armée et y cherchant un abri; il ne fallait pas d'un autre côté laisser tomber la prise d'armes des habitans; il se décida donc à agir avec prudence, mais sans délai.

CHAPITRE II.

Ligne tenue par les troupes royales. — Affaire de Sospello. — Engagemens heureux. — Moral relevé. — St-André veut avancer. — Congrès de guerre prescrit la defensive. — Milices Radicali. — Chasseurs Canale. — Français renforces. — Major Strassoldo prisonnier. — Différens engagemens.

La chaîne de montagnes, qui se termine au confluent de la Roya et de la Bevera, comprend en remontant entre autres montagnes la Cogoula, le Col de Brouis et le Mangiabò, duquel une diramation, revenant à un angle assez aigu, s'étend par le Béolet à l'Albarea, que les habitans appellent Montegros, et finit par le Perus à la vallée de Sospello. Un autre embranchement part du Mangiabò et passant par les Lignères et l'Agaissin se termine à Sospello qui en est dominé. En remontant de Mangiabò la chaîne de montagnes on trouve sur une ligne presque droite, d'abord l'Albouin, puis la Dea, vient ensuite le Maurigon, le Ventabren et l'Authion, dont les différens cols formés par les vallées qui viennent y aboutir, sont nommés les Forche, et quelquefois aussi les Milleforche (1), de là on monte à la Béola où commence le vallon de la Maglia qui vient s'unir à celui de la Dea, et tous les deux forment le vallon de la Giandola.

C'est à la Béola que commence cette chaîne de montagnes qui de la Giandola remontent entre le vallon de la Giandola et puis de la Maglia au midi, et celui de Quayros au nord, et dont le côté du midi est, on peut dire, impraticable pour des troupes. Il n'y a que quelques sentiers difficiles. À la formation du vallon de la Maglia ont leur point d'appui les hauteurs qui montent au château de l'Authion et qui par l'Ortighiera se lient au Col de Raus, et par les Fourches aux chaînes de montagnes placées entre le vallon de la Maglia, de la Bevera et de la Vesubia, et qui par le col de Raus se lient aux montagnes inaccessibles de Capelet au point que, considérant la chose militairement, on peut dire que tout se termine au col de Raus.

(1) L'ortographie des noms dans les alpes niçardes varie beaucoup à cause des trois manières de les prononcer, en français, en italien et en patois. Aussi trouve-t-on les mêmes lieux différemment nommés dans les rapports. On s'est tenu le plus possible à ceux employés par les ordres officiels de cette époque.

Digitized by Google

Le chemin le plus remarquable était celui qui menait de l'Authion vers Saorgio; une partie de ce chemin était ouvert pour les charrettes qui transportent le bois, et le reste est d'une pente si douce que l'on pourrait sans difficulté y transporter des gros canons.

L'accès que les cols ci-dessus nommés donnent au pont de Lambo, à St-Dalmas et au col de Tende sont extrêmement difficiles pour un ennemi, et très-faciles à défendre, de sorte qu'on peut considérer cette partie haute de la vallée de la Roya comme à l'abri de toute attaque.

Pour arriver au Fontan et à Saorgio il faut passer par l'Authion ou l'Ortighiera, et encore le chemin est si scabreux qu'on ne pourrait y faire passer de l'artillerie sans la traîner avec de grandes difficultés, on ne peut y craindre qu'un coup de main hasardeux.

St-André résolut donc d'établir ses magasins principaux au Fontan et à St-Dalmas, et occuper fortement la chaîne de montagnes depuis le Capellet à Brouis, poussant en avant ses troupes, autant que le permettaient ses forces et la résistance de l'ennemi. Le quartier général restait à la Giandola.

Les postes qui garnissaient Capellet, Raus, l'Authion et Ortighiera durent s'y retrancher. Il ordonna en ce dernier lieu d'établir une redoute avec de bons profils, bien palissadée et garnie de quelques pièces pour servir de point d'appui. De cette manière l'ennemi empêché par la nature du terrain de rien tenter sur les derrières de l'armée et contre les magasins avec de grandes forces, ne pouvait non plus tenter un coup de main avec un parti qui ne saurait jamais être assez fort pour enlever les obstacles artificiels ajoutés à ceux naturels. Ortighiera étant le point le plus faible et celui d'un autre côté qui assurait les communications entre les deux parties du comté de Nice à l'est et ouest du col de Raus, c'est là qu'il fallait se fortifier, au lieu de répandre 300 ou 400 hommes sur ces hauteurs qui pourraient être surpris et seraient d'ailleurs bientôt excédés par un tel service.

Après avoir établi ainsi sa ligne d'opération, il refoula peu à peu les Français sur Sospello, sur la rive gauche de la Béola, et poussant sur le col de Millefourches, pendant qu'une colonne commandée par le marquis Castelberg descendait la vallée de la Vesubia, il obligea les Français à se replier sur Levens, abandonnant ainsi toute la partie supérieure de la vallée.

Digitized by Google

St-André avait mis à profit l'ardeur des milices pour éclairer et appuyer cette marche en avant.

Outre une bonne position il en résulta aussi que les troupes sentirent leur moral relevé et reprirent de la confiance en elles-mêmes.

Réclamant avec instance l'arrivée des troupes et l'approvisionnement des magasins, il demandait aussi au Roi un major général, sur qui il put compter et qui put le remplacer au besoin, en lui laissant ses instructions (13 décembre). Il avait proposé d'abord le commandeur d'Osasque, mais ayant reconnu qu'il n'aurait pas assez la confiance des troupes, il demanda le baron Dellera et le rappel du chevalier Capra. Le Roi en lui accordant sa demande, lui écrivit (16 décembre) pour louer sa conduite, l'encouragea et lui déclara qu'il comptait sur lui pour la présente et la prochaine campagne. St-André n'avait pas discontinué en attendant ses opérations. Il résolut de marcher sur Sospello, forcer les Français à l'évacuer et enlever les magasins et dépôts qu'ils y avaient. En conséquence il forma quatre colonnes: une commandée par le major Castelberg à l'extrême droite devait suivre le mouvement de la troisième commandée par le commandeur d'Osasque et se porter sur Luceram pour menacer ainsi les derrières de Sospello, et couper la retraite des Français, s'ils n'étaient pas en force, mais essentiellement la rendre précipitée.

Le commandeur d'Osasque avec 600 hommes de troupes régulières, dont:

50 grenadiers de Verceil;
100 Autrichiens;
200 fusiliers de Courten;
150 » de Verceil;
100 » de Christ et
450 miliciens de Vernante, Saorgio, Figueras et Trabaud avec 6 pièces légères partit à minuit du 17 novembre du col de Brois pour se rendre au col de l'Agassin en passant par la baisse de Levens, le bois de Miquelet, le Serbi du pasteur, le Cros d'Armand, espérant arriver à cinq heures au col. Arrivé là, il devait forcer les postes français qui se trouveraient sur la montagne, et se déployer sur le penchant vers Sospello en faisant la plus grande parade de sa force, et mine de marcher sur Sospello, où il devait aller effectivement s'il voyait que l'ennemi se retirât en désordre, et qu'il ne se rallièt pas à portée de défendre l'entrée de la ville.

L'ennemi se retirant vers Castillon ou vers la montagne de Braus, il devait entrer dans la ville avec toute précaution exigée par la prudence, prendre connaissance et s'assurer des magasins et artillerie, et donner avis aux autres colonnes de sa position et de celle de l'ennemi, qu'il ferait harceler par les milices soutenues de quelques troupes.

Si l'ennemi n'abandonnait pas Sospello, le commandeur d'Osasque devait, pour l'y engager, faire la feinte de couper la communication avec Braus, en s'étendant par sa droite; et si cette manœuvre ne déterminait pas la retraite de l'ennemi, il devait alors s'approcher par sa gauche de la ville et concourir à l'attaque avec les autres colonnes, tout en conservant sa retraite assurée par un poste sur l'Agassin.

La seconde colonne s'avança par la grande route, pendant que la première se portant par le Béolet menaçait Sospello par la gauche.

Les coupures de chemin retardèrent l'arrivée de l'artillerie de la troisième colonne, qui se trouva ainsi que la quatrième un peu en retard à cause de la difficulté et longueur du chemin, surtout pendant la nuit.

La deuxième, dirigée par Revel comme aide-de-camp sous les ordres de son père, qui s'y tenait pour surveiller l'ensemble, arriva devant Sospello avant que le commandeur d'Osasque fût en position. Se voyant soutenue à gauche par la première dirigée par le comte Alciati, sous-adjudant général, et reconnaissant d'avoir été aperçue par les Français, mis à l'erte par un coup de canon tiré imprudemment, elle attaqua avec résolution comptant sur la prompte arrivée des autres. Les Français après une résistance qui coûta la vie à un petit nombre de nos soldats, ayant eu connaissance de la marche de la troisième colonne évacuèrent promptement la ville en laissant sur le terrain 150 des leurs entre tués et blessés.

Quatre canons de 4 et un de 8, outre tous leurs magasins et quelques prisonniers, parmi lesquels un officier, tombèrent en notre pouvoir.

Brunet fit sa retraite sur l'Escarène, évacuant aussi Castillon, point sur lequel allait se tourner notre première colonne.

La quatrième colonne ayant rencontré une forte résistance de la part de l'ennemi commandé par Massena, ne put arriver à temps pour harceler la retraite de l'ennemi. Le major Castelberg refoula cependant les Français vers le col de Berra, et prit position à Luceram, et envoya un détachement à Braus pour communiquer avec le reste des troupes.

Digitized by Google

Le but de St-André était atteint. Sospello était évacué, les magasins pris, et, ce qui était le plus important encore à ses yeux, nos soldats avaient vu le feu en avançant, et les Français battant retraite. S'il avait eu plus de troupes à ses ordres, il n'aurait pas hésité un instant à occuper Sospello d'une manière stable, mais pour garder cette position il fallait aussi occuper Braus et Castillon, et le nombre des troupes était insuffisant pour garder tout sans se compromettre. Il décida donc de passer la nuit à Sospello, d'y reconnaître bien l'état des choses, disposé à rentrer le lendemain matin dans ses anciennes positions ainsi qu'il en fit rapport le 18 au soir au ministre de la guerre, marquis de Cravanzana. Informé dans la nuit de la position de Castelberg, St-André retarda son mouvement de rentrée, et envoya le major chevalier de Villamarina avec un détachement de 280 hommes de Saluces pour le renforcer. Le marquis de Villamarina devait suivre la grande route de Braus pour persuader à l'ennemi que c'était la tête de notre armée qui avançait et lui faire abandonner l'Escarène.

Malheureusement cet ordre fut mal rempli. Le major Villamarina, arrivé à Braus, au lieu de marcher à M. de Castelberg, tourna à droite vers le Molinet, monta à Pietra Cava, en redescendit au Molinet, et y laissa son détachement allant de son côté à Saorgio, où il se constitua malade.

St-André informé le 20 de cette conduite du major Villamarina, le mit aux arrêts et envoya promptement monsieur de Coberg, capitaine dans Christ, prendre le commandement du détachement pour le conduire en renfort à Castelberg qui s'était retiré sur Braus. Le major Villamarina fut soumis à un conseil de guerre.

Ne pouvant se résoudre à la retraite, St-André se décida à occuper sans obstination Sospello, empêchant toute surprise par un détachement placé au col de Braus dont les avant-postes éclaireraient la route par des patrouilles. Il espérait toujours qu'on lui enverrait des renforts. La force nominale de son corps d'armée ne dépassait pas les 5740, répartis ainsi qu'il suit d'après la tabelle du 2 décembre :

Digitized by Google

Bataillons	Force
2 Saluces	1130
2 Courten	841
1 Christ	429
Grenadiers Verceil	76
2 Tortone	795
2 Lombardie	1061
1 Nice	394
1 Verceil	372
1 Marine	642
	5740

mais de cette force il fallait en déduire:

236 commandés au département;
758 au régiment;
382 à l'hôpital;
619 commandés hors du département;
737 absens

2732

restait donc un effectif combattant de 3008, auquel il faut ajouter les milices qui aidaient puissamment comme troupes légères, mais nullement pour défendre une position, ou faire une attaque réglée, plus le corps d'Autrichiens ne dépassant pas les 600 hommes. Anselme, ayant appris l'évacuation de Sospello, se détermina à le reprendre. Il y conduisit à cet effet toutes ses troupes disponibles, rassuré pour Nice par le retour de la flotte et l'arrivée continuelle des volontaires.

Le major Streng commandait dans Sospello. Un détachement de 150 hommes occupait le col de Braus. Le comte de la Roque, officier dans Nice, était allé comme volontaire avec une vingtaine d'autres et quelques milices en avant vers l'Escarène à la chapelle St-Laurent. Ayant poussé dans la nuit du 29 au 30 novembre jusqu'au Touet, il fut arrêté par le *qui vive* d'un poste français, ce dont il informa le comte Streng, ajoutant cependant que tout paraissait tranquille. Mais a 8 heures les Français en force marchaient sur Braus. Massena commandait leur avant-garde.

Digitized by Google

Streng avait arrêté au col de Brois un renfort de deux compagnies de grenadiers avec 3 canons envoyés par St-André sous les ordres du capitaine chevalier Robby, ne jugeant pas sa présence nécessaire, vu les rapports qu'il recevait de l'immobilité des Français. Il l'envoya bien quérir à la première nouvelle reçue du comte de la Roque, mais il ne put arriver à temps.

Quoique le poste de Braus eût été doublé par la troupe qui allait le relever, il ne put tenir cependant contre le nombre si supérieur des Français. Le chevalier de Valperga, capitaine de Saluces, qui le commandait, après avoir résisté aussi longtemps que possible, se retira.

Le commandant Streng n'avait pu réunir à temps les troupes pour les porter sur Braus; ses ordres d'ailleurs étant de ne rien compromettre par une défense désespérée, il évacua Sospello se retirant en ordre par le grand chemin. S'arrêtant d'abord au col de Perus, et ne se voyant pas poursuivi, il se replia sur Brois. Les Français évacuèrent de nouveau Sospello.

Cette marche en avant et en retraite s'était opérée avec beaucoup d'ordre et de fermeté. Les officiers pleins de bravoure avaient besoin de prendre la pratique de la guerre, quant à la noblesse de leurs sentimens, ils la prouvèrent quand à la prise des magasins de Sospello, ils renoncèrent à leur part du butin.

[Décembre 1792] Le commandant baron Streng qui n'avait pas tenu aux ordres reçus de ne pas avancer, fut mis pour l'exemple aux arrêts par St-André, mais il le fit ensuite appeler et en présence d'officiers sardes et autrichiens il lui déclara que cette punition avait dû lui être infligée par respect pour la discipline, mais qu'il était autorisé à lui dire au nom du Roi que cela ne lui ferait aucun tort, et qu'il n'avait rien perdu de la haute estime qu'on avait de lui (décision du congrès 7 décembre sur le rapport de St-André).

Le 3 décembre on tenta une petite attaque contre le col de Braus, mais l'ennemi commandé par Dagobert s'y trouva trop fortement retranché. Le 22 St-André organisa une plus grande attaque de Braus. Les austro-sardes furent formés en quatre colonnes. La première commandée par les chevaliers Portula et Roccafort se composait de 100 Autrichiens et 60 volontaires pris dans Saluces, Lombardie et Tortone. La deuxième commandée par le chevalier Cusano sous adjudant, se composait de 60 volontaires de Saluces, Lombardie et Courten, et 70 milices. La troisième portée vers Luceram et

Digitized by Google

commandée par le comte de la Roque, forte de 20 volontaires de la Marine et 200 milices, devait, ainsi, que la quatrième commandée par le chevalier Viterbo et composé du détachement du Molinet de 150 hommes avec 60 chasseurs de Saluces, soutenir les deux premières, pendant que 20 volontaires de Verceil et 45 milices restaient comme réserve sous les ordres de Revel.

Le temps était détestable, la tourmente forte, de sorte que la première colonne perdit son chemin par la neige. La deuxième, placée au-dessus du grand chemin vers Braus, attaqua résolument et obligea les Français à se retirer à l'Escarène, ayant perdu du monde entr'autres son commandant marquis de Bellefort. Le même jour Castelberg battait aussi l'ennemi vers Lantosca et Belvedere. Cet officier supérieur s'était depuis le commencement de novembre tenu à la droite de l'armée, dans le haut des vallées de Vesubia et Tenia, d'où il descendait pour harceler l'ennemi, et appuyer les mouvemens des autres troupes, se liant à elles par les hauteurs à la gauche de la Vesubia. Il sut si bien conduire ses troupes que le général finit par mettre sous ses ordres, pendant l'hiver, une force effective de 1356 hommes composée ainsi qu'il suit :

Saluces	Nice	Verceil	Légion	Tortone	Marine	Christ	Belgioioso	Artillerie
450	100	100	88	100	150	68	281	19

Le motif de ce morcellement était qu'il fallait de temps en temps relever les troupes, et de cette manière on pouvait le faire partiellement, ce qui entraînait moins de peine pour les transports, et moins de dangers de surprise.

Toutes ces escarmouches avaient fait grand bien aux troupes. Avec l'habitude de combattre et de marcher, elles gagnaient de s'aguerrir au feu et au climat. Le moral de l'armée était relevé. Les positions étaient bonnes et adaptées à préparer une belle campagne l'année suivante. Pour celle-ci la saison étant trop rude pour agir, les troupes reçurent l'ordre de s'exercer par des manœuvres et par le tir à la cible. St-André cherchait en même temps à rétablir la discipline et ranimer la confiance des habitans.

C'est ainsi que, placé à la tête de troupes entraînées dans une lâche retraite, complètement démoralisées, et disposées de la manière la plus dangereuse et défavorable, il avait su en deux mois ramener l'ordre, relever

Digitized by Google

le moral, prendre de bonnes positions, battre l'ennemi, et préparer les voies à des succès bien plus importants s'il avait gardé le commandement supérieur.

Il ne se serait pas même arrêté, si on avait suivi les vues qu'il avait présentées au Roi dans une longue lettre écrite de la main de son fils aîné et non signée pour lui garder un caractère anonime. Cette lettre fut présentée par le Roi le 27 décembre au congrès suprême de guerre, composé des généraux, marquis Cirié, comte Vallaise, chevalier Salmour, comte Rebuffo, du marquis Cravanzana, du chevalier Radicati, et du secrétaire avocat Chiabò. Il s'agissait de profiter du désarroi des Français pour se hâter d'attaquer Nice, l'occuper ainsi qu'Antibes et Monaco, ce qui était possible en accélérant l'envoi des renforts et en menaçant l'ennemi de couper sa retraite. Le ministère et le conseil, hésitans entre les deux expéditions de Savoie et de Nice, ne surent pas prendre une résolution énergique pour une des deux. On mit en avant toutes les difficultés sans s'occuper des moyens de les surmonter. Le même congrès recommanda au Roi sa proposition faite par St-André, d'établir un signe de distinction pour les actions de mérite, comme serait un chiffre sur le chapeau ou quelqu'autre chose de ce genre, ce qui donna l'idée de l'institution de la médaille militaire. Le congrès proposa aussi à S. M. de décerner des éloges à ses troupes du comté de Nice, et déclarer à St-André qu'on ne pouvait mieux commander les troupes, enfin il approuva complètement le plan de St-André pour protéger et conserver pendant l'hiver toute la partie du comté de Nice, occupée par les troupes du Roi.

D'après la position des troupes, le poste de Brouis devenait le point d'appui de toute la première ligne; c'est de là que partaient en grande partie les détachemens et patrouilles qui allaient inquiéter l'ennemi, et c'est aussi sur Brouis qu'ils se repliaient en sûreté chaque fois qu'ils rencontraient l'ennemi trop nombreux ou sur ses gardes.

St-André fit fortifier ce point par des redoutes garnies d'artillerie et fermées par des barrières, le tout défendu par une grande garde composée d'Autrichiens, troupes du Roi et milices. La redoute du centre était occupée par le commandant de la grande garde avec 1 capitaine, 4 subalternes et 140 hommes. La redoute de droite par 1 capitaine, 1 subalterne et 52 hommes, avec une réserve de 70 hommes sous un officier.

[Janvier 1793] Un poste d'un officier et 30 hommes occupait à gauche les

Digitized by Google

retranchemens de la Cogoula, point qui servait d'observation pour découvrir les mouvemens de l'ennemi vers la gauche et pour donner les signaux. Chaque jour des patrouilles partaient de ces différens postes pour éclairer le terrain jusqu'à l'Origon, sur le grand chemin à Perus, à la baisse de Levens, aux granges de Mangiabò, et vers la Penna aux limites génoises. Elles se mettaient en marche une heure avant le jour, éclairées par des milices, pour se retirer à une heure de jour, s'il n'y avait rien de nouveau. Si au contraire les milices rencontraient l'ennemi, elles devaient donner un signal et informer le commandant de la patrouille de la force et de la position de l'ennemi. Ce commandant devait s'avancer avec précaution et ne jamais s'engager, s'il ne se savait soutenu par un renfort envoyé de la grande garde. En outre le commandant de la grande garde pouvait envoyer des patrouilles de la force et à l'heure qu'il aurait cru convenable, en évitant de fatiguer inutilement la troupe (ordre du jour 12 janvier).

La consigne la plus sévère fut donnée de ne jamais dépasser les limites génoises sous aucun prétexte, pas même pour arrêter un déserteur ou poursuivre l'ennemi.

[Février 1793] Le major général baron Dellera était depuis le 3 janvier à Breglio avec trois bataillons pour soutenir la position de Brouis et la gauche. Cette force fut augmentée. En cas d'attaque Dellera devait porter au col de Brouis, par le chemin raccourci, deux compagnies de Tortone, et placer le reste du régiment au pont de la Morgue avec deux compagnies du second bataillon de Saluces, et garder le reste à Breglio; deux compagnies de Nice à Bancan avec un détachement à la Crivela, le régiment restant à Breglio. Les grenadiers et les Autrichiens, placés au quartier général de la Giandola, devaient monter à Brouis. Un bataillon de Verceil et celui des troupes légères devaient marcher de Saorgio à la Giandola. Le régiment d'Oneille monter par Bancan et étendre la droite le long de la crête de la montagne qui va à la sommité de la Cogoula, nommé Zin (ordre du jour 24 février).

Le col de Raus, l'Authion et l'Ortighiera étaient défendus plus encore par la neige que par les détachemens placés à leur garde. Le quartier général était toujours à la Giandola, c'est de là que partaient des ordres incessans pour organiser les services, exercer les troupes par des promenades militaires, maniement du fusil et autres manœuvres.

Digitized by Google

Les milices assez nombreuses étaient très-utiles par leur adresse, leurs ruses et leur connaissance du pays. Chaque patrouille, chaque poste avancé avait un milicien avec. Dans l'ordre du jour 12 janvier 1793 il est dit: « S. M. voulant que les milices qui défendent si bien la patrie soient » traitées comme ses soldats, messieurs le commandans des différentes gardes » veilleront avec le même soin sur elles, que sur leurs soldats. Elles seront » admises dans les mêmes postes, au même feu, et feront le même service » que les soldats; et si quelqu'un de ceux-ci était assez téméraire pour » les insulter, messieurs les commandans devront le faire châtier dans le » moment, et en feront le rapport en descendant la garde. » Quelques jours plus tard le général Strassoldo écrivait de Turin à St-André, à propos de l'affaire de Sospello, où son cousin avait été fait prisonnier: « il n'y a que » vos braves milices qui se sont bien battues et ont fait merveille. Je sens » combien on est heureux d'avoir de si braves gens a commander »; elles s'étaient trouvées avec les Autrichiens; le chevalier Radicati les commandait.

Le 1er janvier, comme aubaine de la nouvelle année, elles enlevaient la grande garde française de Lucceram.

Le col de Braus n'étant pas tenable à cause de la neige, l'ennemi se contentait d'y envoyer journellement une forte patrouille pour le reconnaître. Le 3 janvier Revel partit avant le jour de Brouis, et passant à l'écart de Sospello, se porta à Braus, d'où il détacha une embuscade à l'Escarène. Le détachement français avança sans rien soupçonner jusqu'à Braus, reçu à coup de fusil; il voulut se replier, mais attaqué à l'improviste sur ses derrières et pris entre deux feux, il se rendit prisonnier.

Le 6 les Français attaquèrent vainement le Cros d'Utelle; ils furent repoussés par le chevalier Viallardi avec un détachement de Verceil, renforcé par la compagnie de milices Giletta, envoyée à son secours par le comte Massa commandant à Utelle. Les escarmouches se faisaient ordinairement par des volontaires. Les chasseurs Canale rendirent aussi de grands services. Organisés en novembre par le comte Malabaila de Canale, capitaine de Mondovi, avec approbation royale, cette centurie recrutée un peu pêle mêle, se distingua en maintes affaires, et son chef ne tarda pas à être promu major.

Le vassal de Sainte Marguerite autorisé par St-André, avec approbation royale, à agir en partisan, se porta le 8 janvier dans le haut de la vallée

Digitized by Google

du Var, chassa les Français de Puget Theniers, alla à Guillaume, où il trouva un dépôt d'armes, et parcourant les différens villages de la vallée, il abattit partout les arbres de la liberté aux applaudissemens de la population. Dans sa course il fit prisonnier un commissaire français venu avec 10 soldats pour retirer des contributions.

Le 19 janvier un détachement de 100 volontaires de différens régimens, avec 200 milices, partit de Breglio pour surprendre les Français à Castillon. Le chevalier Radicati, capitaine de Saluces, le commandait, il avait sous ses ordres le chevalier Rocaforte et Portula de Saluces, chevalier Audifredi de Nice, monsieur Garon Parpajo, comte Roberti, et chevalier Marchetti de Verceil, capitaine De Conti de la Légion, lieutenant Carboni de Tortone, et Peri de la Marine. Le coup de main réussit, et le détachement rentra avec du butin et des prisonniers. Les 22 les milices attaquèrent les Français à Coarassa.

Du côté des Français on n'était pas non plus inactif.

Le 27 décembre les commissaires de l'assemblée nationale avaient destitué Anselme et l'avaient remplacé provisoirement par Brunet.

Au commencement de février Biron vint prendre le commandement de l'armée française amenant avec lui de nombreux renforts.

Les troupes du Roi occupaient en ce moment Sospello et le col de l'Agassin avec des avant-postes à Braus.

Selon les ordres du Roi le major Strassoldo avec deux compagnies d'Autrichiens (Caprara) avait été placé en avant, et il devait occuper l'Agassin. Il y alla effectivement le 12 février, mais jalousant les troupes du Roi qui étaient à Sospello, il insista tellement auprès de St-André pour aller occuper ce poste, où il aurait eu moins à souffrir des rigueurs de la saison, que le général l'autorisa à se porter à ce village, mais avec l'ordre exprès de se retirer s'il était attaqué. Il le fut en effet le 14, mais au lieu de se retirer, il donna le temps à l'ennemi supérieur en nombre de l'entourer.

À la première nouvelle de l'attaque le général expédia son aide-de-camp Revel pour s'informer de l'état des choses et porter l'ordre de soutenir la retraite du détachement de Strassoldo. Revel trouva en passant la division autrichienne du comte Pace au-dessus de la *Serra d'Aureglia* avec deux canons placés là par le major Strassoldo pour assurer la retraite; arrivé à Sospello, il conseilla à Strassoldo de faire avancer la division Pace pour

Digitized by Google

qu'avec ses pièces il pût déloger les Français des maisons qu'ils occupaient, et d'où ils battaient la grande route. Il proposa en même temps d'aller prendre trois des cinq compagnies de la Légion légère qui étaient au pont de la Nieja pour attaquer la droite des Français. Strassoldo accepta avec empressement l'avis de Revel, qui voyant l'imminence du danger, pour ne pas perdre du temps s'élance et passe en courant le pont de la Bevera sous le feu de mousqueterie d'un bataillon de chasseurs corses logé dans le couvent des capucins. Obbligé de reprendre haleine, il se jette à terre au milieu des cris de triomphe des Français qui croient l'avoir tué, et sont bien étonnés de le voir se relever et reprendre la course. Cet acte de courage que l'urgence du péril pouvait seule empêcher d'être jugé comme une action téméraire, n'empêcha malheureusement pas la prise de Sospello. Quand la division Pace s'avança d'après l'ordre de Revel, et qu'il arriva lui-même avec les compagnies de la Légion, ils rencontrèrent les dragons autrichiens arrivant au galop de Sospello et annonçant l'occupation du village par les Français qui avaient fait prisonnier Strassoldo avec sa troupe.

Résultat fatal de son obstination à ne pas suivre les ordres du général, et aussi de la mauvaise défense opposée par les Autrichiens à l'ennemi. St-André demanda et obtint du général français que le major Strassoldo fut relâché sur parole.

Les Français se retirèrent peu après de Sospello.

Le 28 février l'ennemi renforçant sa gauche attaqua à Utelle où se trouvait le chevalier Viterbo, deuxième major de Saluces. Cet officier avait garni de milices les postes de Cros, Ciandau, et la Villette; elles ne purent tenir contre l'ennemi supérieur, et se replièrent sur N. D. des Miracles où était un poste de ligne. Deux compagnies envoyées de renfort aux milices se portèrent à la Madonne.

Cette troupe y tint pendant trois heures, et se retira ensuite sur le col de la Motta. Les Français maîtres de la Madonne se portèrent sur deux colonnes contre Utelle, pendant qu'une troisième attaquait le col de la Motta. Nos troupes, qui n'avaient que deux canons, un à la Motta et l'autre devant Utelle, se défendirent énergiquement, mais manquant de munitions elles durent se replier sur Lantosca où elles arrivèrent en ordre au milieu de la nuit. L'ennemi avait attaqué le même jour le poste du Tournet défendu par le capitaine Rimberti avec 130 hommes d'Oneille et deux compagnies

Digitized by Google

de milices, et le força après un combat de cinq heures à se retirer par Pietra Cava dans le vallon de St-Colomban, d'où il se replia par Gaudissart sur Lantosca où commandait le chevalier Balegno, premier major de Saluces. Les postes du Pical, Sueil, Gaudissart et Londa s'étaient également repliés sur Lantosca, ainsi que le chevalier de Luserne, qui du Moulinet s'était porté au secours du Tournet.

Les Français avançant en force par les deux rives de la Vesubia sur Lantosca, le chevalier de Balegno se décida à contre cœur à la retraite. Outre les troupes qui s'étaient repliées, il avait un bataillon et demi de Saluces, une division d'Autrichiens, capitaine Ravina, et deux détachemens de volontaires, un de Nice commandé par le baron Caravadossi et l'autre de Tortone par le comte Massa. La retraite se fit d'abord sur Belvedere, et puis sur Raus. Le chevalier Viterbo avec un détachement de Saluces, Caravadossi et Massa avec leurs volontaires, la compagnie de milices Otto, et la compagnie grenadière de Christ, s'échelonnèrent sur les hauteurs entre Belvedere et au-dessus de Bollena pour arrêter l'ennemi. Le lieutenant colonel, chevalier Civalieri, s'avançant de Raus avec deux centuries, trouva toutes ces troupes se retirant en bon ordre, et en prit le commandement pour les disposer dans une bonne défensive.

Digitized by Google

CHAPITRE III.

Nouvelle disposition des troupes et du commandement. — Dellera chasse les Français de Belvedere. — Baron De-Vins à la Giandola avec le général Colli. — St-André insiste pour fortifier Raus et Authion. — De-Vins quitte l'armée prescrivant la défensive. — Affaire du Perus. — Chevalier de Villamarina. — Le duc de Chablais à l'armée. — Inaction imposée par De-Vins. — St-André demande à Strassoldo d'agir d'accord. — Ordres contraires donnés à Strassoldo. — St-André pousse en avant de Raus. — Général français Casabianca prisonnier. — Inertie de De-Vins. — Position des troupes royales au commencement de juin. — Force respective des troupes.

L'armée avait été renforcée par de nouvelles troupes, pendant que quelques bataillons s'étaient retirés. Mais bientôt la disposition générale fut changée.

Par suite de la convention militaire que le Roi, circonvenu par le marquis Gherardini, ministre d'Autriche à Turin, et mal conseillé par ses ministres, avait conclu avec l'Empereur; le général baron De-Vins avait été nommé inspecteur général des troupes austro-sardes, et commandant en chef. Les généraux Strassoldo, Provera et Colli avaient été imposés par lui.

L'armée était disposée de la manière suivante:

Le premier corps défendait à droite les Alpes, auxquelles aboutit le val d'Aoste.

Le deuxième corps défendait la chaîne depuis l'Iseran au Mont-Genève.

Le troisième corps défendait les vallées du Pô, Vraita, Maira, Stura, Gesso, appuyant par sa gauche au quatrième, occupant la chaîne des Alpes, proprement dites Niçardes.

L'organisation du quatrième corps avait été augmentée; le duc de Chablais le commandait, ayant pour lieutenant général St-André, qui devait le remplacer en cas d'absence. Revel aîné était le quartier-maître général (chef d'état major): chevalier Cusan, marquis d'Azeglio, comte Alciati, comte D'Agliano sous-adjudans, Revel aide-de-camp. La force était de 24 bataillons (1), donnant un nominal de 11350 hommes, mais ils n'étaient pas au complet, et l'effectif ne dépassait pas les 9200. On avait fait rentrer la division Caprara et complété les bataillons Belgioioso et de garnison.

(1) Voyez le tableau dans la page suivante.

Digitized by Google

Dans le courant de mai 2 bataillons de Casal, commandant colonel chevalier Paltro, et 2 d'Acqui, commandant colonel marquis de Montafia vinrent renforcer le corps, avec les chasseurs Canale et le corps franc commandé par le chevalier Del Carretto, ayant en second le capitaine Bonneau.

Le général Strassoldo commandait le troisième corps, dont la droite était sous Provera, et la gauche sous le prince de Carignan. Il avait avec lui 7 bataillons, soit 1 Piémont, 2 Mondovi, 5me grenadiers, 2 Courten, 1 Belgioioso.

Avec l'arrivée de ces renforts, St-André avait formé deux camps, celui de Raus sous les ordres de Dellera, avec 8 bataillons et 500 milices appuyé sur la droite par le corps de Castelberg. Le général Pernigotti commandait celui de Brouis. Il restait à Breglio une forte réserve pour garder les magasins et appuyer la gauche. Le quartier général toujours à la Giandola.

Profitant de l'adoucissement de la température, St-André voulut rendre

Bataillons	Régiment	Commandant	Force
2	Saluces	Brigadier marquis DE ROBÀ, commandeur P. D'OSASQUE.	1000
2	Nice	Chevalier AUDIFREDI.	1000
1	Grenadiers de frég. dits de Marine		600
2	Verceil	Commandeur L. D'OSASQUE, chev. VALPERGA MAION.	1000
1	Oneille	Major chevalier DE LA COSTA, colonel comte VITAL.	500
2	Tortone	Comte MILLESIMO.	1000
1	Sardaigne	Lieutenant général chevalier DE VILLAMARINA.	450
2	La Reine	Chevalier PAMPARÀ.	1000
1	Christ	Lieutenant colonel STRENG, lieutenant colonel BELY DE BELFORT.	500
1	Légion légère	Chevalier D'ANTIGNAN.	300
2	Lombardie	Chevalier FARIGLIANO.	1000
1	I Grenadiers	Lieutenant colonel DICHAT.	400
1	IV Id.	Chevalier D'OSASQUE, marquis SOLAR DE LA CHIUSA.	400
1	VIII Id.	Lieutenant colonel chevalier CHIUSAN.	400
1	IX Id.	Chevalier BISCARETTI.	400
1	1er Chasseurs	Chevalier de CAMPION.	400
1	Belgioioso autr.	Lieutenant colonel DOLLER.	600
1	Garnison autr.		400

Digitized by Google

plus forte sa droite. A cet objet il fit attaquer les Français à Belvedere par Dellera avec toutes ses troupes, moins 300 hommes laissés en réserve, et en même temps deux fausses attaques sur Lantosca et Bollena détournaient l'attention de l'ennemi. En cas de succès Dellera devait placer un bataillon à Belvedere, et occuper avec les milices Lantosca et la Bollena. Le mouvement réussit. Viterbo, major de Saluces, s'était avancé même au Molinet sur la gauche de la Bevera, mais il dut se retirer deux jours après.

[Mars 1793] St-André avait ordonné que chaque fois qu'un bataillon prenait les armes, on mit hors ligne une réserve de 30 hommes pour porter secours et aussi contenir les fuyards. Il prescrivit aussi de réparer les chemins autant que possible, se servant préférablement des milices; de bien établir les camps. « Le général voulant adoucir autant que possible le sort des » troupes campées, a ordonné à l'office de la solde de faire apporter du vin au » camp, ainsi que de l'eau-de-vie. On distribuera un quartin de vin à chaque » sous officier et soldat gratis, s'il n'y aura pas assez de vin l'on donnera » l'eau-de-vie. En ce cas monsieur le baron Pernigotti fera distribuer à » chaque corps moitié vin, moitié eau-de-vie; de celle-ci on en donnera » deux petits verres de liqueur par homme ..... la paille n'est pas due » aux régimens en campagne comme en garnison. Il faut que les régimens » se prêtent aux circonstances et sachent endurer ..... le général ordonne » que l'on donne aux troupes plus de bois qu'à l'ordinaire, mais on ne » permettra jamais que les troupes le prennent à discrétion (ordre du jour » 26 et 27 mars 1793). »

Le général De-Vins avait ordonné à St-André (4 mars) de lui envoyer directement tous les rapports militaires. Le 17 il arriva à la Giandola conduisant avec lui le major général baron Colli comme chef d'état major. Souffrant le froid et la fatigue, il ne put visiter toutes les positions, ni surtout monter à Raus pour juger de cette position, comme l'aurait voulu St-André. Il se limita à parcourir les positions de Brouis, Breglio et postes environnans qu'il trouva formidables.

St-André lui fit alors un rapport par écrit, lui représentant que si la position de Brouis était forte, il n'en était pas de même de celle de Raus, où l'on ne pouvait concentrer plus de troupes sans produire de la confusion, et qu'il fallait par conséquent renforcer en occupant d'autres

Digitized by Google

positions en avant. « Si nous occupons la droite du vallon de Quayros, » les troupes ne s'appuyent à rien. L'ennemi peut réunir à Pietra Cava » les forces qu'il a dans la vallée de la Vesubia, celles qui sont à Braus, » et y appeler suivant la coutûme tous les autres postes. S'il se porte avec » cette réunion de forces au château de l'Authion, et avec des canons de » gros calibre, comme il le peut facilement, nos troupes seront imman- » quablement culbutées, et la difficulté des chemins mettra un désordre » inévitable dans leur retraite. Nous devons dès lors abandonner Brouis, » et V. E. jugera de la manière dont se ferait probablement cette retraite, » si les Français poursuivaient les troupes de Raus jusque sous Saorgio » et les hauteurs voisines.

» La position sur la gauche du vallon de Quayros est mieux assise, mais » il faut pouvoir garnir les hauteurs qui de l'Authion viennent à la Béola, » Mangiabò, Béolet et Brois ».

St-André insistait pour des renforts qui permissent, maintenant que la belle saison s'approchait, d'avancer la droite et menacer par là les Français qui se trouveraient à leur tour disjoints. C'était l'Authion qui devait être le point d'appui à droite comme Brouis l'était à la gauche. On pouvait tenir Raus et Authion même en perdant Brouis, mais non ce dernier poste en perdant les premiers.

Ces observations furent remises au général De-Vins le 20 mars. Il promit de les examiner scrupuleusement, de tâcher d'envoyer des renforts et de faire approvisionner les magasins. En attendant il permit à St-André de continuer à faire des tentatives pour avancer. On porta un bataillon de Sardaigne au Perus, il s'y retrancha, et le 19 mars on y envoya une pièce de 8 et deux de 4. On poussa des reconnaissances et on occupa le Béolet par le régiment de Saluces, et les Lignères par le bataillon de troupes légères. On forma un camp aux Formagine pour appuyer le centre de la ligne, ce camp fut placé sous les ordres du major général baron Colli.

Le 21 on forma les bataillons grenadiers, c'était:

le 4me formé de 2 compagnies de ..... { Saluces, Verceil, Tortone } 522

le 8me formé de 2 compagnies de.....	Nice La Reine Sardaigne	522
le 9me id. id. de.....	Christ Lombardie Acqui	494

Le 26 la rigueur du froid et le mauvais temps obligèrent à retirer les troupes qu'on avait placées à la Cogoula, Albarea, baisse de Levens, et Béolet. On fut obbligé d'augmenter les distributions de bois, et d'en faire de vin et d'eau-de-vie. Heureusement cette récrudescence d'hiver cessa et le 3 avril on put reprendre les postes avancés, et on répara activement les chemins. Les baracons de Raus et de St-Véran furent occupés chacun par une compagnie. Le général De-Vins avait quitté l'armée, en partant il ordonna au général St-André de se tenir à la petite guerre et de ne rien entreprendre jusqu'à ce qu'il eût reçu des ordres formels qu'il aurait envoyé dès qu'il eût pu combiner les mouvemens de toute l'armée. Plus tard il fit donner l'ordre par le Roi de se tenir sur la défensive. Le quatrième corps se trouva ainsi réduit à l'inaction comme les autres (1).

Le 17 avril le général Biron s'avança en force et attaqua le col de Perus. Le bataillon de Sardaigne défendait cette position. À la nouvelle de l'attaque Revel aîné courut sur l'endroit donnant en passant l'ordre au général Pernigotti, qui commandait à Brouis, de faire avancer un bataillon de Saluces et une division d'Autrichiens au secours du bataillon de Sardaigne. Étant arrivé au Perus il vit que le chevalier de Villamarina se défendait bravement, mais qu'il allait être accablé. Envoyant l'avis au général Pernigotti de presser l'arrivée du secours, il donna l'ordre à Villamarina de faire donner tout son monde, sauf deux compagnies, les grenadiers et la colonelle, qu'il devait porter sur les hauteurs de gauche pour préparer sa retraite. Les deux pièces et surtout celle de 8, qui heureusement placées avaient

(1) St-André avait son quartier général à la Giandola, et le major général Pernigotti directement sous ses ordres à Brouis, le général Colli au camp des Formagine et le major général Dellera directement sous ses ordres à Raus. En l'absence du duc de Chablais St-André avait le commandement supérieur.

Digitized by Google

fait beaucoup de mal à l'ennemi, durent aussi être retirées pour ne pas les exposer à une perte certaine. À peine ce mouvement fut il exécuté que la butte fut forcée. L'artillerie fut sauvée avec peine. Les fuyards furent ramassés par les deux compagnies qui opérèrent leur retraite en bon ordre, soutenues par l'artillerie qui ne cessa son feu même en se retirant. Le chevalier de Villamarina fut promu lieutenant colonel. Le lendemain le bataillon de Sardaigne renforcé par le quatrième grenadiers et une division autrichienne reprit la position (1).

[Avril 1793] Le 27 avril le duc de Chablais vint prendre le commandement du corps d'armée, et s'établit à la Giandola. Il n'était que le chef nominatif. St-André dirigeait effectivement et donnait les ordres, mais il n'avait aucune liberté d'action. Tout mouvement était défendu, toute opération interdite si le général De-Vins n'en envoyait pas l'ordre de Turin, d'où il prétendait diriger tous les corps de l'armée. Cette inactivité était insupportable pour St-André. Strassoldo lui écrivant le 27 avril de son quartier général de Demonte pour lui faire connaître sa position, se plaignait d'être sans magasins et sans provisions, que les meilleurs postes avancés étaient au pouvoir des Français, mais qu'il ne pouvait avancer. St-André lui répondait le 28 « ma propre » expérience m'a appris à ne pas être surpris du denûment où vous vous » trouvez ... Les ordres que j'ai ne me permettent pas d'agir, je le regrette » d'autant plus que les Français ont la sottise de s'éparpiller de sorte que » ce serait très-aisé de tomber sur leurs corps séparés avec une supériorité » irrésistible. Les officiers parmi eux qui ont quelque idée de leur métier » doivent être aussi étonnés des mouvemens qu'ils ont fait que de notre » inaction à ne pas en profiter, et je ne trouverai pas étrange qu'ils crussent » que Birou nous livre son armée. Il a fortement opiné pour l'abandon de » tout le pays, les commissaires et autres gens qui n'ont d'autre principe » qu'une présomption aveugle l'ont forcé à ne pas rétrograder. J'apprends » qu'il va être remplacé par Wimpfen ». St-André avait fait en hiver la petite guerre que voulait De-Vins, maintenant il voulait agir. Le 3 mai il écrivait à Strassoldo pour combiner quelque mouvement et forcer ainsi la main à De-Vins. « Les Français promènent tout autour de nous escar- » mouchant avec nos postes avancés. Ils étudient notre position comme

(1) Le 30 avril les canonniers auxiliaires attachés au nombre de 4 à chaque bataillon d'infanterie furent réunis au corps d'artillerie, que commandait le major Roccati.

Digitized by Google

» s'ils cherchaient à surprendre un côté faible, une négligence pour en » profiter. Je sais que bien d'officiers d'eux s'étonnent de notre immobilité ». Il finissait sa lettre pour donner les ordres relatifs à l'attaque du Molinet, qu'on venait de lui annoncer. L'ennemi avait attaqué ce poste défendu par les milices. Elles soutinrent l'attaque et donnèrent le temps aux chasseurs Canale d'arriver à leur secours, et repousser les Français.

[Mai 1793] Strassoldo déclara à St-André qu'il était hors d'état d'agir « en » ce cas là, lui répond St-André (9 mai), prions pour les autres, mon cher » camarade, plutôt que de tenir les bras croisés, levons-les au ciel tandis » que l'on combat tout autour de nous ».

Le meilleur état des chemins, l'adoucissement de la température, et l'arrivée de deux bataillons d'Acqui engagèrent St-André à faire donner l'ordre par le duc de Chablais de marcher en avant par l'Authion, et occuper d'une manière stable l'Ortighiera, les Fourches, et autres positions attenantes.

Le chevalier d'Agliano, nommé sous quartier-maître général, fut envoyé pour disposer sur place la manière de camper les troupes (1).

Un détachement de milices et volontaires sous le chevalier de la Roque aux Terres rouges surveillait l'ennemi en avant de Raus et Capelet, pendant qu'un autre sous Andrioli aux Villettes éclairait les approches par la Bollena et Pietra Cava. La garde française de ce dernier poste fut surprise la nuit du 30 avril au premier mai. L'ennemi s'y étant renforcé fut de nouveau attaqué la nuit du 4 par Revel, qui explorait le terrain.

S'étant assuré de la nature du terrain et de la position de l'ennemi, on put procéder avec sécurité à l'installation des troupes sur les hauteurs de la droite. La compagnie de milices Auda prit position à la tête de Rogier, explorant vers le Bacias et le col de Borel, on ouvrit des communications avec le Praet et St-Véran. Le duc de Chablais après avoir visité ces positions le 17 mai partit pour Turin le 26, laissant le commandement à St-André. Le général Colli passa au camp de Raus et le général Dellera à celui des Formagine.

Les Français avaient aussi reçu de nombreux renforts. 2|m. recrues étaient venues en outre compléter les bataillons. Biron suspect avait été rappelé et remplacé par Brunet le 7 mai. La cruauté du nouveau général ne rendait pas le changement heureux pour les habitans.

(1) Voyez le tableau dans la page suivante.

Digitized by Google

STATO DELL'ANZIANITÀ DELL'ALTO STATO MAGGIORE

DEI REGGIMENTI CHE QUI SI RITROVANO AL CAMPO DI BROUIS

li 14 *maggio* 1793.

Corpi	Gradi	Signori	Nomi	Anno	Giorno	Mese
Saluzzo	Brigad. e Colonnello	...	March. DI ROBÀ.....	1793	11	febbraio
8° batt. Granat.	Colonnello	...	March. DELLA CHIUSA.	1790	13	giugno
Nizza	Id.	...	Cav. AUDIFREDI	Id.	17	giugno
Vercelli.....	Id.	...	Commend. D'OSASCO..	1792	28	febbraio
La Regina	Id.	...	Cav. PAMPARÀ.....	1793	11	gennaio
Tortona.....	Id.	...	Conte MILLESIMO .... Per ora non si verifica l'anzianità del grado per non aver la patente.			
Austriaci.....	Luogot. Colonnello.	...	DELLER.....			
Vercelli	Id. id. ..	...	Cav. CARAVANA.....	1790	4	agosto
Saluzzo	Id. id. ..	...	Cav. VALDENGO.....	Id.	6	agosto
La Regina	Id. id. ..	...	Conte DI CLERMONT ..	1793	11	febbraio
Nizza	Id. id. ..	...	Cav. GRIMALDI	Id.	12	febbraio
Sardegna.....	Id. id. ..	...	Cav. DI VILLAMARINA.	Id.	28	febbraio
Nizza	Maggiore	...	Cav. RAIBERTI.....	1791	9	maggio
Tortona.....	Id.	...	Cav. COLLEGNO.....	Id.	25	giugno
Granatieri	Id.	...	Conte CHIUSANO			
Vercelli.....	Id.	...	GLORIA.....	1792	10	aprile
	Id.	...	Cav. LA MOTTA	1793	9	febbraio
8° batt. Granat.	Id.	...	Cav. RICCI.....	Id.	19	febbraio
Saluzzo	Id.	...	Cav. VITERBO	1793	2	marzo
8° batt. Granat.	Id.	...	Cav. AVOGADRO	Id.	5	marzo
Sardegna.....	Id.	...	Cav. SORSO	1793	8	marzo
Nizza	Id.	...	Bar. GRIMALDI	Id.	15	marzo
Saluzzo.....	Id.	...	Cav. VALPERGA.....			
1° batt. Granat.	Luogot. Colonnello	...	Vass. DICHAT.....	1790	5	agosto
	Maggiore.....	...	Cav. BISCARETTI.....	1793	3	marzo

PERNIGOTTI.

Digitized by Google

On avait plusieurs avis que l'ennemi voulait attaquer avant l'arrivée des flottes alliées. Il faisait en effet plusieurs reconnaissances, et dans l'une d'elles, le 11 mai, le général Casabianca s'étant perdu dans le brouillard fut surpris avec un seul dragon dans le vallon de St-Colomban et fait prisonnier par une patrouille de milices. Conduit de suite au quartier général, il y fut accueilli avec tous les égards. D'après les papiers que l'on trouva sur lui, il paraissait que les Français voulussent attaquer du côté de St-Étienne le corps du général Strassoldo. St-André s'empressa d'en prévenir ce général, et il lui écrivait encore le 15 mai « que de nouveaux avis » annonçaient une attaque vers *Raus* ou *S. Stefano*. Je crois que cette » attaque est celle dont je vous ai déjà fait passer avis, et que la prise » du général Casabianca aura déconcertée au moins pour le moment. J'ap- » prends d'ailleurs par une lettre du major général, le prince de Carignan, » que vous étiez déjà passé à St-Étienne, et que vous aviez connaissance » du dessein des ennemis d'attaquer ce poste. Je ne veux pas néanmoins » négliger, mon cher camarade, de vous instruire de ce que je viens » d'apprendre. Le général Brunet est allé hier du côté de la vallée de » St-Martin, il est naturel qu'il s'y soit porté pour remédier à l'absence du » général qui commandait dans cette partie. Les neiges nous ayant enfin » permis de nous établir à l'Authion, j'espère qu'il ne nous arrivera rien » de fâcheux. Ce mouvement, qui n'est pas une variation, est le seul que » nous ayons fait ». Cette lettre fut envoyée au prince de Carignan pour la faire tenir plus promptement à Strassoldo.

Malgré ces avis les Français ayant attaqué le 21 mai au soir le poste d'Isola où commandait le colonel chevalier de Roubion, cet officier n'étant pas secouru, dut se retirer à Ste-Anne de Vinâi. Strassoldo en annonçant ce fait à St-André se plaignait des neiges qui empêchaient tout mouvement. St-André aurait voulu agir malgré cet obstacle, mais le général De-Vins était fixe dans son inertie, et il dut renoncer au mouvement qu'il voulait faire pour inquiéter l'ennemi et aider Strassoldo. « Soit qu'il nous ait jugé » depuis longtemps par notre contenance, lui écrivait-il le 23 mai, ou » qu'il soit plus exactement informé qu'on le suppose, monsieur Brunet » ne s'est pas alarmé de voir un corps considérable à l'Authion, qui nous » donnerait les plus vives inquiétudes si nous étions à sa place. Il sait » donc à quoi s'en tenir, et il faut convenir que c'est jouer à beau jeu ».

Digitized by Google

St-André en envoyant à Strassoldo une lettre interceptée de Serrurier, commandant français dans la vallée de Tinea, lui recommandait de tenir à outrance dans St-Étienne, comme il ferait lui à Authion. Mais dans son ignorance des localités, De-Vins ordonnait de Turin à Strassoldo d'évacuer St-Étienne, d'attaquer N. D. des Fenêtres, et voulait que le duc de Chablais concourût directement, pendant qu'il n'y avait aucun chemin de communication. Si la coopération était impossible, une diversion ne l'était pas, et on pouvait la tenter par Belvedere; malheureusement Strassoldo craignait de s'engager dans les Alpes et d'y séjourner, et au lieu d'en défendre les crêtes il préférait se tenir sur leurs revers du côté du Piémont. Si les Français se replièrent au bas de la vallée, évacuant le 29 mai Isola, Rorà et San Salvatore, ce ne fut pas par suite de la résistance qu'ils eussent rencontré, mais par un mouvement combiné de concentration préparatoire à l'attaque qui eut lieu quelques jours après. « La chance est bien changée, » écrivait St-André, nous avons été un moment égaux et peut-être supérieurs » en nombre; en le voulant fortement on pouvait mettre le troisième et » quatrième corps d'armée à portée l'un de l'autre, nous nous sommes » affaiblis par les maladies et la désertion tandis que l'ennemi reçoit tous » les jours des renforts ».

L'armée austro-sarde avait au commencement de juin les positions suivantes dans le comté de Nice.

La droite s'appuyait aux cimes inaccessibles du Capelet qu'on avait encore fortifié par quelques retranchemens, elle donnait d'ailleurs la main au corps de Strassoldo qui occupait le col des Fenêtres. Une ligne d'avant postes sur la gauche de la Gordalasca l'éclairait entièrement. Une centurie d'Acqui occupait ce point extrême. Du Capelet la ligne venait à Raus dont on avait garni le col et le plateau de redoutes qui se ralliaient à celle ditte de la Bollena ou de St-Véran, placée au-dessus de la basse. Quelques légers ouvrages aux Terres rouges et au col du Tuor complétaient la position dite de Raus. Elle était défendue par les deux bataillons d'Acqui, un de la légion légère et un de Christ, avec 1 pièce de 8 et 4 de 4, plus trois compagnies de milices placées aux avant-postes. À la gauche de la position de Raus venait d'abord l'Ortighiera, dont le retranchement était défendu par un bataillon de Lombardie avec 1 pièce de 4; l'autre bataillon, uni au régiment de Casal et premier grenadiers, gardait l'Authion et les Fourches

avec 2 obusiers, 4 canons de 8, 1 de 4 de campagne et 1 de 4 de montagne. La position de l'Authion était la plus forte et mieux gardée, car elle était le pivot de toute la ligne, et sa perte aurait entraîné de graves désastres, l'ennemi pouvant couper le corps d'armée en deux, pénétrer aux magasins et réserves, et isoler la droite des austro-sardes. On avait aussi retranché le Tuesch, avant-poste naturel de cette position, et les grandes gardes de ce dernier camp s'avançaient vers Montegas, et sur les deux revers sur les vallées de la Bevera et du Praet. Venaient ensuite presqu'en ligne droite les postes de Ventabren, Maurigon, La Dea, Mangiahò et Béolet défendus par le premier bataillon chasseurs, le corps franc, et les chasseurs Canale. Le camp fortifié de Brouis formait après le Béolet un point d'appui central. Il y avait 1 bataillon de la Reine, 1 de Tortone, 1 d'Oneille, 2 de Nice et 8 de grenadiers. À la gauche de Brouis venaient les postes de l'Albarea et du col de Perus protégés en avant par celui des Lignères et soutenus par celui de la Cogoula. Un bataillon de Sardaigne défendait les positions de l'Albarea, le régiment de Saluces le col de Pérus, et Verceil les retranchemens des Lignères, la Cogoula était occupée par le quatrième grenadiers. Le poste extrême à gauche de la ligne était la Penna qui avait vue sur le territoire neutre de la république de Gênes. Une grande garde envoyée de Breglio tenait ce poste.

Ces troupes ne restaient pas toutes entières dans les retranchemens. Elles y laissaient de forts détachemens, et se tenaient dans les différens camps de Brouis, Formagine et Raus, ou dans des baracons construits dans les parties des montagnes un peu moins exposés aux tourmentes, et généralement dans les *baisses*. En cas d'alerte elles marchaient. Les milices éparpillées sur toute la ligne formaient une ligne d'observation, faisant des surprises sur les Français et empêchant celles qu'ils auraient voulu tenter contre les Sardes. Le général Colli commandait la droite et se tenait au camp de Raus; le général Dellera était sous ses ordres et restait au camp des Formagine.

Le général Pernigotti commandait le camp de Brouis sous les ordres de St-André qui commandait la gauche et par l'absence du duc de Chablais avait le commandement général. Son quartier général était à la Giandola.

Les Autrichiens avaient été retirés, sauf une division de garnison, de ce corps d'armée par De-Vins, et le dernier bataillon, celui de Belgioioso

Digitized by Google

était en marche pour passer en Piémont, lorsqu'il fut arrêté à Tende le 8 et rappelé, mais il n'arriva aux Formagine que le 9. Quant au général Colli tout en ne se refusant pas d'obéir aux ordres positifs de St-André, il affectait une certaine indépendance, encouragé par les ordres et les lettres que De-Vins lui adressait directement contre toutes les règles de la discipline. Une pareille opposition du général en chef et d'un subordonné ne pouvait à moins que paralyser tous les projets de St-André.

D'après les rapports et les états pris à des officiers morts ou prisonniers, les Français avaient en ligne 41 bataillons dont 13 de troupes de ligne appartenant aux régimens de Limousin, Barrois, La Sarre, Hainault, Médoc, Maine, Dauphiné, Vielle Marine, et chasseurs corses, et 28 de volontaires des départemens du Var, Chantal, Bouches du Rhône, Isère, Haute Garonne, Vaucluse, Martigues, La Drôme, Chalanges et Hérault. Toutes ces troupes donnèrent un effectif d'au moins 18/m. hommes pour les deux attaques du 8 et 12 juin.

Les Sardes n'avaient à leur opposer que 25 bataillons incomplets et réduits par les maladies et la désertion organisée sur la frontière de Gênes. Leur effectif ne montait qu'à 10/m.

Les Français avaient encore l'avantage de connaître le point d'attaque et pouvoir y concentrer leurs forces, pendant que les Sardes ne portaient qu'avec peine et retard leurs troupes d'un poste à l'autre vu les difficultés du terrain.

St-André écrivait le 1er juin « les ennemis font des mouvemens, ils » lèvent des camps, car ils en ont plusieurs. Jusqu'ici je sais mieux ce » qu'ils n'ont pas fait que ce qu'ils ont fait. Ce que l'on peut juger c'est » que malgré l'assurance dont les chefs font mine, l'approche de la flotte » combinée les inquiète. En effet ils n'ont pas de magasins abondans à » Nice; la disette est en Provence; si les alliés paraissent, la communi- » cation par mer est interceptée, et cependant il faut manger ». La menace de l'arrivée de la flotte alliée était justement ce qui poussa les représentans du peuple à demander instamment à Brunet d'attaquer, et décida celui-ci à le faire.

Digitized by Google

CHAPITRE IV.

Attaque des Français le 8 juin. — Perte des Lignères. — Retraite sur Brouis. — Perte du Molinet. — Retraite sur Mangiabò. — Perte du Tuesch. — L'ennemi repoussé avec perte de Raus. — Évacuation de Brouis. — St-André demande envain une diversion par Strassoldo. — Disposition des troupes. — Pénurie d'artillerie. — Escarmonches du 11 juin. — Attaque générale du 12. — Ennemi repoussé sur toute la ligne. — Position avantageuse d'Authion. — Perte des deux journées. — Froideur et jalousie de De-Vins. — Affaire d'Argentera. — Le Prince de Carignan s'y distingue. — Le Duc d'Aoste vient à l'armée. — Disposition des quartiers généraux.

Le 8 juin à 4 heures du matin l'ennemi débouchant de Sospello, Pietra Cava, camp d'Argenta, et Belvedere attaquait toute la ligne. Sa force principale était à sa droite. L'attaque se fit généralment avec une vivacité que l'on pouvait appeler fureur. Aux Lignères cependant, où se porta en grande partie le corps sorti de Sospello, l'ennemi s'approcha sans coup tirer et en criant *vive Savoie.* L'indécision produite par ces cris, unie au défaut de surveillance, firent que les Français purent approcher sans perte des ouvrages, et les attaquer avec un élan irrésistible. La confusion se mit tout d'abord parmi les soldats de Verceil, et ils auraient peut-être abandonné leur poste, si les officiers, le commandeur Louis d'Osasque en tête, ne s'étaient jetés au milieu de leurs soldats et ne les eussent ramenés par l'exemple de la plus grande intrépidité. Malheureusement les Sardes avaient perdu l'avantage de la position pendant que les Français avaient celui du nombre. La mêlée fut épouvantable. Officiers et soldats combattaient corps a corps.

Au premier indice d'attaque St-André était accouru à Brouis. Il avait envoyé promptement le premier chasseurs du Béolet aux Lignères pour soutenir Verceil, et l'avait remplacé par un bataillon de Brouis. D'un autre côté le quatrième grenadiers était porté en réserve au Perus, d'où l'on avait détaché 8 compagnies de Saluces pour renforcer les Lignères. Ces secours ne purent remédier au désastre. Verceil affaibli par les fuyards, accablé par le nombre, ne put soutenir une lutte aussi longue. Le colonel d'Osasque, le lieutenant-colonel Caravana, le major Della Motta, les capitaines Buronzo, Cossato, Radicati étaient blessés, le capitaine Ternengo tué,

Digitized by Google

quatre officiers étaient prisonniers ; les canons, quoique servis avec intrépidité par le sous-lieutenant d'artillerie Lauro, étaient tombés plus tard au pouvoir de l'ennemi ; il fallait forcément se retirer. Sur ces entrefaites le colonel chevalier de Campion était arrivé avec son bataillon de chasseurs, il avait pris part à la lutte, mais voyant l'impossibilité de reprendre la position ou même de s'y soutenir, il commença la retraite vers le Béolet soutenu par les grenadiers du colonel chevalier Policarpe d'Osasque qui reprit sa marche vers le col de Perus. Le chevalier de Villamarina arriva aussi de l'Albarea avec son bataillon de Sardaigne, et appuya la retraite sur l'Albarea. Le marquis de Rorà avait bravement combattu à côté de Vercell avec 8 compagnies de Saluces. Il y perdit son lieutenant-colonel chevalier de Valdengo.

Le torrent de l'ennemi était trop violent et gros pour qu'on pût l'arrêter.

St-André envoya Revel aîné pour ordonner la retraite sur Mangiabò, Brouis et Perus. Toutes les troupes étaient montées. Trois bataillons avaient été échelonnés pour protéger la retraite qui s'effectua avec ordre sous les attaques forcenées et répétées des révolutionnaires combattans avec une rage indicible. Un bataillon de Nice eut le lieutenant colonel chevalier Grimaldi, major baron Grimaldi, capitaines Caravadossi et Maccarani, et lieutenant Leotardi, Ginesi, d'Audifret, Ratti et De-la-Val blessés, et Provasco prisonnier.

L'ennemi maître des Lignères avait tourné contre le Perus et l'Albarea les canons qu'il y avait pris; le général français y avait ajouté d'autres pièces amenées de Sospello dès qu'il s'était vu maître de la position. Le feu de cette artillerie rendait intenables les positions du Perus et de l'Albarea, et devant les colonnes d'attaque qui se multipliaient, on dut songer à se replier sur Brouis. Au centre Brunet avait réussi facilement à s'emparer du Molinet faiblement défendu par une grande garde, et à passer la Bevera, mais il fut constamment repoussé dans ses attaques contre Mangiabò, La Dea, Maurigon et Ventabren, et ne put qu'à grande peine se réunir à sa droite au Béolet. Nos premiers chasseurs et ses renforts, qui gardaient cette position, durent se retirer sur Mangiabò devant l'écrasante supériorité de l'ennemi.

Le corps franc et les chasseurs Canal se défendirent avec une vigueur inouie au milieu de ces rochers.

Digitized by Google

À la droite l'ennemi avait fait plier devant lui toutes nos avant-gardes. Une compagnie de Casal placée à Mantegas opposa la plus vive résistance. Son capitaine, le marquis Della Rovere, fut blessé et pris prisonnier, son lieutenant, le comte Cavasanti blessé, et la plupart des hommes mise hors de combat.

Brunet qui commandait cette attaque se porta rapidement sur Tuesch pendant que Serrurier remontant la vallée du Pract, secondait ce mouvement en menaçant de couper la retraite de ce poste.

Le général Dellera qui s'était porté à l'Authion, avait de suite envoyé le premier bataillon grenadiers commandé par Dichat à renforcer ce poste. Le neuvième grenadiers commandé par Biscaretti se tenait en avant des Fourches comme réserve. L'artillerie commandée par le lieutenant Carena saisissait toute occasion pour jouer contre l'ennemi; mais son nombre et son impétuosité étaient irrésistibles. Plus on en tuait et plus il paraissait s'en présenter. Déjà les têtes de colonnes ennemies attaquaient les Fourches d'un côté, de l'autre les Villettes et menaçaient l'Ortighiera. Tuesch se défendait mais on ne pouvait espérer d'y tenir indéfiniment, et en tardant on n'aurait plus pu en retirer les troupes. Dellera se décida alors à abandonner ce poste et concentrer ses forces aux Fourches et à l'Authion.

Revel était ce jour là près de Dellera pour transmettre les ordres et envoyer les rapports à son père. Dellera l'envoia à Tuesch à diriger la retraite, et à son retour Colli qui était venu à l'Authion, lui donna un bataillon de Lombardie pour secourir les troupes légères au centre, d'après l'ordre de St-André. Il arriva à temps pour unir ses efforts aux leurs et rendre vaines toutes les tentatives de l'ennemi.

Les troupes de Dellera avaient regagné leur camp retranché faisant feu en retraite. Les Français toujours ardens n'avaient pas cessé de les poursuivre se portant au coup de pistolet, malgré le feu de notre artillerie. Enfin on les attendait avec la baïonnette au bout du fusil, quand lassés et rebutés, ils commencèrent à reculer. Dellera fit sortir des troupes pour les poursuivre, mais ils se retirèrent au Tuesch, où ils se retranchèrent.

Serrurier avait aussi fait avancer des troupes de Belvedere pour attaquer simultanément la tête de Rogier, le Col de Raus, et les Terres rouges. Elles furent repoussées avec perte par le feu des pièces et de la mousqueterie; cependant le bataillon de Christ, qui se trouvait à la tête de Rogier

et aux avant-postes, eut beaucoup à souffrir. Il eut le lieutenant Janet tué, les capitaines Torricella et Schreiber et l'enseigne Ruthner blessés, et les lieutenans Willy et Torricella faits prisonniers de guerre.

L'ennemi repoussé fut poursuivi par le comte d'Antignan à la tête de la légion légère, et perdit beaucoup de monde.

Le général Colli voyant les Français attaquer la droite s'était empressé d'en prévenir St-André. Plus tard lui annonçant que l'ennemi était repoussé jusqu'au Tuesch, il lui suggérait de faire attaquer par les troupes du Molinet, et celles des Lignères pour le faire retirer entièrement, et il adressait son billet aux Lignères. Mais les choses avaient pris un aspect bien différent à la gauche.

L'artillerie ennemie rendait intenable le col du Perus, et les colonnes françaises menaçaient d'entourer cette position, lorsque le chevalier Policarpe d'Osasque après une assez longue résistance dut se retirer à la Cogoula. L'ennemi avait aussi emporté les hauteurs de Mangiabò, ce qui obbligea à évacuer le Béolet. Revel aîné avait porté toutes les troupes venant des Lignères et autres postes à la Dea, où il les établit de manière à se défendre victorieusement. Il donnait la main aux troupes légères du centre. Le combat continuait toujours, les attaques se renouvelaient, et le feu de l'artillerie était incessant; il devenait même menaçant pour Brouis. On avait dû renforcer la garde de Breglio pour empêcher l'ennemi de pénétrer sur les communications de l'armée. Colli qui demandait une diversion n'en pouvait opérer de son côté. « J'ai envoyé, écrivait-il, à St-André de » l'Authion à 11 heures du soir, le chevalier de Revel avec un détachement » de Lombardie, et mis à sa disposition le corps de Canal, du corps » franc, et les milices de Molinet pour qu'il tâche de s'unir sur la Dea » avec les débris des Lignères qui étaient avec le comte de Revel; j'ignore » s'il pourra le tenter. Moi j'ai de la peine à réunir les régimens de » Lombardie, Casal, et Christ, avec les grenadiers. Tous ces corps sont » très-affaiblis. L'ennemi se renforce sur le Tuesch et il y a apparence » qu'il établira demain une batterie pour nous incommoder. La légion et » Acqui ont assez de besogne à soutenir les attaques de la droite comme » ils ont fait aujourd'hui ». Colli créait les difficultés au lieu de les aplanir. La retraite s'était faite partout avec beaucoup d'ordre, et, sauf les deux pièces des Lignères, on n'avait rien laissé en arrière.

Digitized by Google

Le commandant d'artillerie major Roccati déclarait ne pouvoir lutter contre l'artillerie Française placée comm'elle l'était. Le capitaine lieutenant Zino fut envoyé de Brouis à Breglio pour examiner les positions susceptibles d'y placer des batteries. Cet officier s'était distingué brillamment pendant le combat au Perus. Le feu durait depuis 17 heures. Saint-André résolut de réunir un conseil de guerre à Brouis pour examiner la situation et les mesures à prendre. De nuit et à une pareille distance on ne pouvait faire venir les généraux Colli et Dellera. On y appela le général Pernigotti, les commandans de corps, et les officiers supérieurs de l'état major.

« Le conseil reconnut que la position de Brouis et de Breglio était trop » précaire, du moment que l'ennemi était maître des hauteurs dominantes. » Les communications étaient même menacées. Ne pouvant déloger l'ennemi » sans des attaques d'un succès improbable et à coup sûr très-sanglantes, » ne pouvant non plus lui couper les vivres, le conseil opina de retirer » les troupes de Brouis et de prendre position sur la gauche de la Maglia » en s'appuyant à Saorgio ».

St-André jugeant que le temps était précieux, si on voulait faire une bonne retraite et ne rien laisser en arrière, donna immédiatement les ordres pour les mouvemens des troupes et l'évacuation des magasins de Breglio. Les troupes qui étaient à la Dea reçurent ordre de se retirer partie par Ventabren et aller occuper les positions de la Béola, partie descendre par Maurigon. Celles de Brouis de la Cogoula et de Breglio se replièrent par le grand chemin sur la Giandola, d'où elles allèrent aux postes indiqués. Pour couvrir la retraite et empêcher toute attaque soudaine qui aurait produit de la confusion, St-André ordonna des escarmouches sur toute la ligne.

Étant le matin du 9 sur le grand chemin à Brouis, parlant à son fils aîné, ce dernier fut blessé par un éclat d'obus à la jambe. C'était une preuve que la retraite était bien motivée.

La nouvelle ligne que St-André avait décidé d'occuper était la chaîne de montagnes qui partant de l'Authion, sépare les deux vallées de Maglia et Quairos, et vient se terminer contre la Roya, dont le passage est défendu par Saorgio. Les principales positions qu'il résolut de fortifier furent celles de Béola et de Marte et la Croix de Gian. Des postes détachés de troupes légères placées vers le Forcouin devaient assurer contre toute

surprise par la rive gauche de la Roya. Le quartier général était porté au Fontan. La retraite s'opéra avec le plus grand ordre. Toute poursuite de l'ennemi fut arrêtée, et les troupes se trouvèrent placées sans la moindre confusion dans leurs nouvelles positions.

La journée du 8 juin avait coûté infiniment plus de monde aux Français qu'aux Sardes. « Nous avons perdu bien des officiers, écrivait St-André » le 9; en général les troupes, dont beaucoup entendaient siffler les balles » pour la première fois, ont eu de la fermeté, et si les Français n'avaient » contre toute attente emporté les Lignères (1), cette journée eut été d'une » grande et heureuse importance pour nous ».

St-André aurait voulu qu'on profita de ce que l'ennemi avait réuni ses forces contre son corps d'armée, et dégarni la vallée de Tinea pour avancer de ce côté les corps de Strassoldo. Il le proposa à De-Vins: « je » sens vivement que si nous ne nous aidons pas réciproquement en agissant » de concert, l'ennemi rassemblera ses forces, comme il l'a déjà fait, pour » se porter tantôt contre Strassoldo, tantôt contre moi, et nous attaquer séparé- » ment avec un grand avantage par la grande superiorité dans le nombre ».

De-Vins ne voulut jamais comprendre ces mouvemens simultanés sans être sur la même ligne. D'abord il s'obstina que les deux corps d'armée liassent leurs positions, ce qui était impossible par la nature du terrain, et n'ayant pu réussir dans son idée, il n'attacha plus d'importance à les faire agir dans un même but et temps, quoique séparés par un espace assez grand. Il s'irrita même qu'on eût rappelé le bataillon de Belgioioso, et voulait qu'on le renvoyât, mais St-André prit sur lui de le garder, vu l'imminence d'une nouvelle attaque.

Les Français avaient essuyé une perte considérable, mais le mouvement rétrograde des troupes du Roi, et l'occupation des camps du Béolet à

(1) Le commandeur Louis d'Osasque fut soumis à un conseil de guerre, et condamné (4 novembre 1793) à trois mois de suspension pour n'avoir pas pris les dispositions nécessaires pour défendre, soutenir, et se retirer des postes de Culfreddo et Lignères; mais absous de la prévention qu'il eut battu des soldats. Ce qui le sauva fut qu'il résulta du procès que le général Colli, ayant visité les postes le 4 juin, avait approuvé les dispositions d'Osasque aux Lignères, et fait un rapport favorable. Le commandeur avait déjà demandé sa retraite, et il quitta le service.

Digitized by Google

Brouis et Perus servirent à contenir leur confiance. Ils avaient beaucoup perdu au Perus et à toutes les attaques, mais ils se flattaient qu'en portant cette fois toutes leurs forces contre notre droite, ils nous chasseraient certainement de cette position; et le soldat français était persuadé que la prise de Saorgio serait la consequence immédiate de ce nouvel avantage, et lui ouvrirait l'entrée du Piémont, où il comptait se dédommager des fatigues d'une campagne si dure et si longue.

Le général Brunet comptait sur l'attaque qu'il méditait sur la gauche du camp des Fourches. À cet objet il renforça considérablement les troupes qu'il avait sur les hauteurs de Mangiabò et jusqu'à la Dea. On avait travaillé dès la nuit du 8 à fortifier le Tuesch, et bientôt on y monta quelques pièces de canon dans le fortin qu'ils perfectionnèrent ensuite. Beaucoup de troupes passèrent de la droite de l'ennemi à sa gauche et se concentrèrent à Molinet, Mantegas, Bollena et Belvedere.

De notre côté les soldats eux-mêmes avaient senti l'utilité des retranchemens, et comme l'on ne pouvait, faute de munitions, empêcher l'ennemi de travailler, on s'occupa à renforcer les parapets de nos batteries, à y conduire de nouvelles pièces et à faire des retranchemens sur le front et le flanc, surtout des nouvelles positions de Béola et de Marte.

St-André en concentrant les troupes de la gauche, put renforcer la droite qui était la plus exposée. Il y fit passer le bataillon Belgioioso revenu sur ses pas, et celui de garnison autrichien, le huitième grenadiers et un bataillon d'Oneille, en même temps que presque tous les autres bataillons appuyaient à droite.

Le major Roccati avec les deux capitaines Vaira premier et deuxième et le lieutenant Carena, ainsi que le capitaine du génie Malausena, y furent envoyés pour placer l'artillerie et diriger le tracé des ouvrages.

Le premier chasseurs, les chasseurs Canal, le bataillon de Sardaigne et le corps franc avaient été concentrés entre le Ventabren et les Fourches; le régiment de Saluces était placé à la Béola; le quatrième grenadiers à la Vauta; Nice et un bataillon de Tortone aux positions de Marte; Verceil était dans Saorgio et soutenait avec le bataillon de la Reine la gauche; trois compagnies étaient au Fourcouin avec les postes nécessaires.

St-André activa aussi l'arrivée des munitions dont on manquait, et que Colli demandait à grand cris. Il écrivit pour avoir une augmentation de pièces, toutes

Digitized by Google

les disponibles étant en batterie, on avait même dû dégarnir St-Véran des deux pièces pour les porter à l'Authion et Raus pour en remplacer deux hors de service. Cette pénurie de canons dans laquelle on laissa le corps d'armée du comté de Nice, fut fatale au service du Roi, car avec de l'artillerie on aurait pu causer des pertes et jeter le désordre dans les colonnes ennemies avant qu'elles arrivassent à portée de mousqueterie, et on aurait aussi empêché, ou du moins rendu difficile et dangereuse, la construction de ses ouvrages. Jamais St-André, ou, pour mieux dire, le Duc de Chablais, ne put obtenir le nombre de pièces réclamé par lui en prenant le commandement (1).

Le Prince était arrivé le 11 au Fontan, et il avait approuvé toutes les mesures prises par St-André.

Le 11 les Français firent avancer leurs troupes de Mangiabò sur les hauteurs la Largiota, et il s'ensuivit ce jour même une escarmouche assez vive

(1) STATO *dei cannoni e munizioni da guerra esistenti ai colli delle Forche dell'Autione, Ortighera, S. Veran, Raus, e suoi posti dipendenti, li* 18 *giugno* 1793.

	Obici	Boete a mitraglia	Granate	Da N. 8			Da N. 4 di campagna			Da N. 4 di montagna			Granate a mano	Cartochi d'infanteria
				Cannoni	Buratoni a mitraglia	A palla mastra	Cannoni	Buratoni a mitraglia	A palla mastra	Cannoni	Buratoni a mitraglia	A palla mastra		
Alle Forche dell'Autione....	2	36	138	4	390	834	1	81	240	4	325	319	320	210550
All'Ortighera.....	»	»	»	»	»	»	1	27	90	»	»	»	»	»
S. Veran.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	25	116	320	»
Raus e sue dipendenze.....	»	»	»	1	54	95	»	»	»	3	81	344	320	137080
TOTALE....	2	36	138	5	444	929	2	108	330	8	431	779	960	347630

ROCCATI.

Digitized by Google

à laquelle prirent part le corps franc, les chasseurs Canal, Sardaigne, et les milices. Le chevalier Caretto commandant le corps franc y fut blessé à la cuisse, et Ventabren fut pris. Les troupes de Belvedere dans le même dessein de se mettre à portée d'attaquer de bonne heure, vinrent sur les Terres rouges, poussèrent les volontaires et les milices du comte de la Roque, et s'établirent sur le petit Capelet. Elles se retranchèrent pendant la nuit.

Ces mouvemens de l'ennemi faisaient conjecturer que l'on serait attaqué le lendemain, puisqu'ils bivouaquaient si près de nous.

En effet dès le matin de fort bonne heure on vit les Français en mouvement. Tandis que leur droite poussait nos avant-postes et marchait sur la Vauta, deux colonnes de 1500 hommes chacune se détachèrent du camp de Mantegas à droite et à gauche, et descendirent l'une dans le vallon vers le Molinet, l'autre dans le vallon du camp d'Argenta, et 2000 hommes s'avancèrent de front du Tuesch contre les Fourches et Authion. De leur côté les troupes de la Bollena renouvelèrent l'attaque sur la cime de Rogier.

Une partie de la gauche ennemie descendit le vallon de Graus et se coulant inférieurement à la cime de Rogier à la faveur des bois, se mit à portée d'enfiler et de plonger les retranchemens de Raus.

Une autre colonne, ayant du canon, marcha de front contre les retranchemens de Raus. Enfin celle qui était au petit Capelet se mit en mouvement pour attaquer le grand Capelet.

À sept heure l'artillerie ouvrait son feu, et une demi heure après l'attaque était engagée sur toute la ligne par 13000 à 14000 hommes qui s'avançaient avec une audace sans pareille. Il y avait de l'héroïsme dans la valeur aveugle avec laquelle, marchant sur leurs morts, ils s'approchaient de nos retranchemens, cherchant à les gravir et faisant leur coup de feu à bout portant.

Les Sardes se défendaient avec non moins de courage et d'intrépidité.

St-André était venu au camp retranché de Formagine pour donner les ordres nécessaires aux mouvemens des réserves et des troupes. Apprenant que Dellera était attaqué sérieusement aux Fourches de l'Authion, il y envoya Saluces, le faisant remplacer à la Béola par les réserves de Nice et de Tortone, et plus tard quand l'ennemi fut complètement repoussé sur son extrême droite, il fit marcher le IV grenadiers d'Osasque de la Vauta aux Fourches pour renforcer la gauche de Dellera. Les chasseurs Canal et le

Digitized by Google

corps franc appuyaient ce mouvement et aidaient à refouler l'ennemi dans la vallée de la Bevera. Ainsi soutenu, le général Dellera put repousser toutes les attaques de l'ennemi avec Casal, un bataillon Lombardie, I grenadiers (Dichat) et le bataillon Belgioioso.

Les Français avaient attaqué avec la même fureur les positions de Raus. Leur principal effort se porta sur les hauteurs de Rogier, espérant de couper ainsi la communication entre Raus et Authion. Le général Ostermann avait sous ses ordres des troupes d'élite pour cette attaque, et il était au moment de tourner cette position, s'il n'eût été repoussé par la défense héroïque du IX grenadiers (Biscaretto), et du bataillon de la légion légère. Plus tard le bataillon de Sardaigne vint renforcer la défense. Revel, après avoir visité toutes les positions, s'était porté à la tête de Rogier jugeant de son importance. Son arrivée ne pouvait être plus favorable, puisqu'on agitait d'abandonner la position, il s'y opposa résolument au nom du général; et prenant la direction de la défense, il put montrer à l'ennemi que la bravoure de nos troupes n'était pas inférieure à la sienne.

L'attaque de front sur Raus échoua sans coûter beaucoup de monde à ses défenseurs, Acqui, nn bataillon de Christ renforcés par le bataillon huitième grenadiers, et celui de garnison autrichien; celui d'Oneille resta en réserve et ne prit aucune part au combat. Le général Colli dirigeait la défense de ce côté là. Voyant l'ennemi repoussé, il en profita pour envoyer le huitième grénadiers à Rogier assurer les communications. Au grand Capelet les assaillans retenus par l'aspérité du terrain succombèrent sous le feu bien dirigé du détachement d'Acqui qui défendait ce poste, et ils se retirèrent aux Terres rouges. L'impétuosité et le nombre des Français avaient rendu un moment douteuse la victoire, surtout que les Sardes commençaient à manquer de munitions, mais l'arrivée opportune de six barils de cartouches redoubla le courage de nos troupes, et leur résistance fut décidément victorieuse de l'attaque, et les efforts obstinés de Serrurier échouèrent complètement sur toute notre droite.

À 3 heures l'ennemi battait en retraite, chargé vigoureusement par tous les bataillons grenadiers, poursuivis par les troupes légères, et harcelés par les milices qui, rentrées lors de l'attaque des retranchemens, s'élancèrent à la poursuite des fuyards. Ventabren fut repris. Pendant l'action St-André, pour assurer la gauche et inquiéter l'ennemi, avait fait avancer sur Brouis

Digitized by Google

un détachement de volontaires de Vercell commandé par le capitaine chevalier Viallardi et le lieutenant chevalier Filippi. Des coups de feu furent échangés, et le but de s'éclairer sur la gauche fut ainsi obtenu.

La fatigue générale fit cesser la poursuite. L'ennemi s'était retiré dans les positions qu'il avait retranchées pendant les trois jours précédens. Nos troupes étaient hors d'état de les attaquer, elles rentrèrent dans leurs camps.

Les ordres les plus pressans furent donnés pour le transport des blessés aux hopitaux en seconde ligne, pour amener des munitions de guerre, rallier les soldats éparpillés et inspecter les armes.

St-André, qui était monté à l'Authion pour suivre la marche de l'attaque, était décidé à y envoyer toutes les troupes plutôt de céder ce point.

Le duc de Chablais, venu à la Vauta, approuva cette résolution et autorisa St-André à donner les ordres au besoin. Le résultat heureux de la journée n'obligea pas à tenter cette démarche extrême. La retraite de Brouis, loin d'être défavorable, avait permis de prendre une ligne encore plus forte, et si on avait pu tenir ces positions, ce succès même aurait été fatal, car on n'aurait pu renforcer la droite en doublant sa force, et la perte de l'Authion aurait peut-être mis l'armée dans la situation la plus critique. Voilà pourquoi St-André, qui s'était décidé sans répugnance à ne pas tenter des efforts extraordinaires pour tenir Brouis, ne voulait à aucun compte céder l'Authion.

Le lendemain il proposa au Duc de réunir un conseil de guerre pour examiner le parti à tirer de la victoire, mais Colli s'y refusa sous différens prétextes, et il affecta même d'adresser son rapport directement à De-Vins. Le Duc n'osa rien prendre sur lui, et il demanda des instructions à l'inspecteur général en chef, stationnaire dans son cabinet de Turin.

Les troupes royales avaient combattu avec une intrépidité rare. Elles avaient été presque toutes engagées, et n'avaient cédé nulle part au nombre et à l'impétuosité de l'ennemi. Le duc de Chablais chargea les généraux et les commandans de corps de faire connaître « aux officiers, bas officiers » et soldats qui ont eu part au combat du 12 sa satisfaction de la valeur » et de la fermeté que toute l'armée et chaque corps en particulier a prouvé » dans cette journée glorieuse et importante ».

Dans l'ordre du jour du 14 juin « il est recommandé aux officiers de ne » pas s'occuper pendant le combat à tirer sur l'ennemi. L'effet de quelques

Digitized by Google

» coups ne pouvant être que très-limité, et l'inconvénient de perdre de vue » leurs soldats de la plus grande conséquence. Tous les régimens et ba- » taillons tâcheront de se compléter le plus tôt possible sur leurs réserves » ou seconds bataillons ».

Une distribution extraordinaire d'une once et demie de lard, et d'un biscuit fut ordonnée par homme et par jour, et on demanda les rapports.

La perte des troupes royales pendant les journées du 8 et 12 se trouva monter en

	le 8	le 12	Total
Officiers tués ou morts de blessures.....	13	6	19
» prisonniers de guerre.....	14	»	14
» blessés.....	34	22	56
» absents sans congé.....	1	2	3
Bas officiers et soldats tués.....	57	63	120
» prisonniers ou égarés.	165	34	499
» blessés.....	271	320	591

Quant aux Français leur perte fut infiniment plus forte surtout, en bas officiers et soldats; d'après les rapports saisis ils auraient eu

	le 8	le 12	Total
Officiers tués.....	8	3	11
» blessés.....	20	16	36
» prisonniers en tout.....	»	»	17

Le succès des journées du 8 et 12 trouva De-Vins bien froid; était-il jaloux qu'on fît sans lui? voyait-il dans la défaite des Français un obstacle à forcer la Sardaigne à offrir des conditions onéreuses pour elle afin d'obtenir un concours plus efficace? quelque fût le mobile qui le faisait agir, le fait est qu'il ne donna aucune importance, aucun relief à ces deux journées. On ne publia aucun rapport (1), et on ne fit connaître qu'un extrait

(1) J'ai voulu laisser à la gazette l'honneur de vous faire son compliment avant moi, mais nous sommes si modeste dans ce pays, et si peu accoutumés aux succès, que nous ne savons pas même les publier: j'ose cependant vous assurer que ce n'est que dans les papiers publics que l'on garde le silence, car toutes les lettres parties de Turin et arrivées ne parle que des journées 8 et 12, disant que cette dernière est le fruit des sages mesures que vous avez prises à la première (Lettre de la comtesse de Cessole).

Digitized by Google

pour placer au premier rang Colli et les deux seuls bataillons autrichiens qui fussent à l'armée! c'était pour nous, céder pour bien peu toute liberté d'action!

Il ne fallait pas agir avec tant de froideur avec les soldats, aussi le duc de Chablais donna l'ordre que l'on fît des feux de réjouissance le 14 au soir, on fit des distributions extraordinaires, on demanda les rapports pour faire obtenir promptement les récompenses: « l'intention précise » de S. M. est de faire sentir ses grâces aux familles des bas officiers et » soldats tués ou morts des suites de leurs blessures, surtout à celle des » provinciaux, et en attendant de les faire recommander en son nom aux » différentes communautés ». St-André alla visiter les blessés aux différens hôpitaux de Saorgio, Saint Dalmas et Tende cherchant à relever leur moral et surtout reconnaître la manière dont ils étaient traités.

Colli annonçait que l'ennemi travaillait à force à se retrancher sur la hauteur de Tuesch et qu'un nouveau renfort de troupes de ligne était campé près de Mantegas. Plus tard (21 juin) il observa des embrasures au Tuesch qui battaient le vallon de Saint Véran. Cela l'engagea à faire élargir le chemin de Saint Véran à Raus, et en tracer un mieux praticable sur la crête qui part de l'Authion et va à l'Ortighiera. Ce général veillait avec soin sur les positions, et il y était puissamment aidé par le général Dellera dont la conduite dans les journées du 8 et 12 avait été au-dessus de tout éloge. Les ordres de Turin étaient de pousser en avant par Raus. Il fallait pour cela s'avancer par les hauteurs de Rogier. Castelberg, d'Aglian et Revel allèrent visiter attentivement ces positions. L'ennemi de son côté ne dormait pas.

Le 21 juin 2 à 3/m. Français attaquèrent à l'improviste Argentera, l'occupèrent, et ils étaient déjà à moitié chemin de Bersezio, où était le général Strassoldo, lorsque ce général marcha à leur rencontre avec les grenadiers Wollust et un bataillon Belgioioso, pendant que le cinquième grenadiers et un demi bataillon de Mondovi s'avançaient par les hauteurs de la gauche. L'ennemi repoussé, Argentera fut repris, et Strassoldo y ayant réuni ses troupes, marcha en avant, passa le col, et s'établit sur les hauteurs au-delà. Le bataillon Belgioioso fut envoyé prendre possession de la maison Méane, malgré l'opposition de l'ennemi placé en force à l'Arche.

Le Prince de Carignan était à cette action, et s'y distingua par sa bravoure et son sang froid. Elle coûta très-peu de sang.

Digitized by Google

Strassoldo établit son camp au Col de la Magdelaine. Le duc d'Aoste, qui était venu près de lui, l'avait beaucoup encouragé à prendre une position avancée, malgré les ordres de De-Vins « de se borner à garder soigneusement la vallée de Stura et particulièrement l'Argentera ». Ce prince se donnait toutes les peines pour mobiliser les troupes. Il alla à Turin pour y décider l'inspecteur général à un mouvement.

On avait fait une suspension d'armes pour enterrer les cadavres. Le général français en profita pour faire adresser des plaintes à St-André sur ce que les Sardes empoisonnaient leurs balles, et rendant justice au caractère du général et de ses troupes, il marquait son étonnement de pareille barbarie. Il donnait comme preuve que tous ses blessés mouraient.

St-André lui fit répondre qu'il devait attribuer ce triste résultat à l'abus que faisaient ses soldats de mauvaise eau de vie, que beaucoup de prisonniers étaient ivres quand on les avait pris. Quant à l'odieuse supposition d'empoisonnement, il ne voulait même pas s'y arrêter un instant.

La concentration de troupes faite à la droite dans la journée du 12 amenait naturellement une nouvelle dislocation. La gauche assurée par Sanrgio, le chateau de Malamorte et les retranchemens de Marte, pouvait être facilement défendue par 6 bataillons. Le major général Pernigotti fut destiné à les commander et s'établit à Saorgio.

St-André se porta à Raus et y établit son quartier général, Colli avait le sien à l'Authion, et Dellera commandait aux Fourches.

Digitized by Google

CHAPITRE V.

Nécessité d'agir. — De-Vins entrave tout. — Kellerman remplace Brunet. — Correspondance avec le général français. — Cartel d'échange. — Arrivée de la flotte anglaise. — Revel envoye à Gênes pour traiter de sa coopération. — La négociation avec le capitaine Inglefield. — État de la flotte anglaise. — Toute combinaison contrecarrée par la lenteur autrichienne. — Lord Mulgrave. — Attaque de Raus et Authion. — Bravoure des troupes royales. — Incident des salves pour réjouissance. — Surprise du camp de Flaut manquée.

De-Vins fut amené par cette nouvelle disposition de troupes à faire connaître son dessein de pousser en avant les deux corps du duc de Chablais, et du duc d'Aoste (qui avait pris le commandement du corps de Strassoldo), et de les faire agir sur le haut Var. Le régiment de Suse (colonel Salicetto) fut envoyé renforcer l'armée du comté de Nice, et le premier juillet il arrivait à Raus.

Les Français tout en fortifiant toujours le Tuesch, menaçaient aussi une attaque sur Ventabren. On avait observé des généraux ennemis reconnaissant les positions de Maurigon. Kellerman général en chef des armées des alpes était venu de Savoie prendre le commandement supérieur. Force recrues arrivaient à Nice pour compléter les cadres. Les Français en fortifiant si considérablement le Tuesch, avait mis l'armée sarde dans une position critique. Leurs canons battaient le camp des Fourches, et des boulets allaient même dans le vallon de Quairos. Attaquer ce poste aurait coûté l'élite des troupes et le succès en était même incertain; abandonner les Fourches et par conséquent l'Authion, eût été compromettre tout, et rendre plus critique encore la position de l'armée sarde; rester ainsi, était trop dangereux, puisque l'ennemi pouvait non seulement nous faire continuellement du mal par son artillerie supérieure en nombre et calibre, pendant que son camp était à l'abri de la nôtre, mais encore nous attaquer d'un moment à l'autre, ou, ce qui était pire, nous tenir en échec par ce poste et celui de Belvedere, et faire agir ses troupes ailleurs. « Le seul » moyen, concluait St-André dans un rapport, de faire cesser la position » violente et critique de cette armée, position dangereuse en ce que ni » l'art, ni la valeur des troupes ne sauraient la mettre à l'abri de ce que » les Français peuvent exécuter sans péril pour eux-mêmes, le seul moyen

» dis-je, est une diversion dans la vallée de la Tinea, où il n'y a que peu » ou point d'ennemi; cette opération menace la vallée de Vesubia; alors » cette armée agissant de concert avec la nôtre, sans effort quelconque, » elle obligera l'ennemi à quitter sa position. Sa retraite fournirait pro- » bablement des circonstances dont nous pourrions profiter ».

Strassoldo de son côté était complètement d'accord avec St-André, aussi faisait-il des mouvemens en avant. Le 25 il envoya le major Strassoldo avec 2 compagnies Belgioioso, 1 Mondovi et 1 Courten attaquer l'Arche. Les Français furent obligés d'évacuer ce village en y abandonnant leurs magasins de poudre, vivres et fourrages dont la plus grande partie fut transportée au camp. Le lendemain matin l'ennemi revint en force, mais il fut repoussé par les Sardes, renforcés par le bataillon grenadiers autrichiens. Tout-à-coup le feu prit aux villages de Maison Méane, Cerese et l'Arche sans qu'on en connût l'auteur. Cet accident mit fin au combat, et obligea les troupes à se retirer. Strassoldo tint Maison Méane et y plaça le corps franc de Gyulai, qui venait d'arriver.

Le général français avait écrit une lettre à De-Vins relative à l'échange des prisonniers. Cette lettre envoyée à Colli avait été expédiée par lui directement à De-Vins, qui envoya de même sa réponse à Colli; mais celui-ci n'osa pas aller plus loin sans en référer à St-André, le duc de Chablais ayant quitté le camp peu de jours avant. Il en parla à Revel, qui était allé le voir le 28 au matin; ce dernier s'en montra fort étonné, cependant à la prière de Colli il se chargea de porter la lettre à son père, et de faire connaître son avis. Retourné à Raus il en écrivait à Colli: « Mon père a » reçu la lettre pour le général Kellerman. Sans vous répéter ce que j'ai » eu l'honneur de vous dire ce matin à ce sujet, il me charge d'y ajouter » que puisque l'ordre vous est venu du général De-Vins, il ne doit et ne » peut que le respecter, et qu'ainsi par rapport à sa qualité de lieutenant » général il ne s'oppose point à ce que vous envoyiez la lettre si vous le » jugez à propos vous-même. Vous sentez, général, que chacun répond de » ce qu'il fait lui-même, mais ne peut se charger de la même responsa- » bilité pour les autres, ne connaissant qu'une partie des circonstances. » Vous êtes trop juste pour ne pas en convenir. Je vous renvoie la lettre ». Colli peu satisfait d'une pareille réponse, envoya le matin même d'Aglian, qu'il savait très-bien vu par St-André, pour lui parler en apparence de

l'artillerie, mais pour que, profitant de son intimité avec ce quartier général, il tachât de faire accepter la lettre à St-André et envoyer par lui, ou du moins qu'il autorisât Colli à l'expédier. St-André fit encore répondre par écrit par Revel: « Mon père a lu le contenu de la lettre de S. E. monsieur » le général De-Vins, il m'a sauté aux yeux à moi diplomate l'adresse au » Commandant général des armées de la *République française*, il n'appar- » tient pas à mon père de juger si les ordres de M. De-Vins doivent être » exécutés ou non. Il ne connaît à cet égard que l'obéissance. Mais il a » été frappé de cette reconnaissance de la République française, n'ayant » aucune notice que notre Cour s'y soit décidée. Monseigneur le duc de » Chablais peut seul couper le nœud, s'il n'était un expédient celui de » changer l'enveloppe. Je vous le répète, général, mon pére ne saurait » pour autant qu'il lui appartient, donner son assentiment à un pareil acte. » De plus, si cela dépendait de lui, comment pourrait-il juger de la pro- » priété de la réponse, n'ayant pas connaissance de la lettre qui l'a pro- » voquée? Relativement aux canons, mon père pense que puisque vous êtes » tous les deux d'accord qu'il faut que l'artillerie nous soutienne ou qu'elle » soit perdue, et que peut importe qu'il y ait quelque pièce de plus ou » de moins si on la perd, et qu'il est essentiel d'avoir toute celle qui est » nécessaire; mon père pense donc qu'il serait à propos que votre artillerie » montât, et pour que vous ayez aussi votre écot au jeu il souhaiterait » qu'il y eût un canon de 16 qu'il sollicite le Duc de vous envoyer ».

Colli reconnaissant la bévue de De-Vins, profita de l'expédient suggéré par St-André, changea l'enveloppe et envoya la lettre. Mais cette leçon de rapports militaires et internationaux fut un grief secret que De-Vins ne pardonna jamais à St-André.

Une entrevue eut lieu le 1er juillet entre deux généraux français, et Revel, accompagné de l'aide-de-camp autrichien du général Colli, major Hammel. Le 4 on établit les conditions d'un cartel d'échange qui servit depuis pour base. Revel s'opposa fortement à y laisser introduire le mot *émigré*, et réussit dans son opposition. Il fut entendu qu'on se tiendrait aux lois généralement reconnues qui ne permettent pas de porter les armes contre la patrie. De cette manière la Sardaigne n'ayant pas reconnu l'agglomération des départemens dits des Alpes Maritimes et du Mont Blanc, les Savoiards et les Niçards eurent droit à être traités comme prisonniers

de guerre. On échangea beaucoup de prisonniers que chaque armée gardait sur parole, et on s'y communiqua tous les renseignemens personnels sur les blessés et prisonniers, qui étaient compatibles avec la prudence voulue.

Les Français renforçant toujours leurs postes de Tuesch et Belvedere, travaillaient aussi à un poste devant Ventabren. On s'attendait à une attaque. Il y eut même une alerte le 12 juillet. Le 17 une centurie du corps franc avec des milices, en tout 200 hommes, détruisirent les ouvrages devant Ventabren et à Maurigon surprenant ces deux postes. On renforça d'un autre côté les postes sur la gauche de la Roya et on porta un bataillon à la Briga pour assurer les communications. Le mouvement de concentration des deux corps d'armée commençait à se dessiner, mais ni l'artillerie nécessaire, ni les secours autrichiens n'arrivaient. Le 17 juillet Revel reçut l'ordre d'aller à Turin.

La flotte anglaise annoncée depuis si longtemps allait arriver. On apprit cette nouvelle dans les premiers jours de juillet. Elle apportait avec elle l'espoir d'agir, qu'on avait perdu entièrement du côté autrichien. St-André, en envoyant le 6 juillet à d'Hauteville la négociation conclue pour l'échange des prisonniers de guerre, ajoutait: « L'apparition des flot-
» tes était un événement attendu avec autant de confiance par nous, que
» de crainte par les ennemis. Les lettres de M. Brunet lui-même qu'on
» trouve dans les papiers publics, attestent ses inquiétudes, et que les at-
» taques dans les journées du 8 et du 12 avaient pour objet de nous
» éloigner pour ne pas se trouver comprimés entre la flotte et notre armée.
» La valeur des troupes les a sauvées dans ces combats. J'espère, mon-
» sieur, que vous leur procurerez la coopération réelle des flottes, car
» jusqu'à présent celle d'Espagne n'a rien opéré pour le continent. Les
» intérêts, aussi bien que la gloire du Roi, s'accordent à demander que les
» troupes quittent enfin une défensive qui a failli leur être fatale et une
» position aussi pénible pour elles que dispendieuse pour le Roi ».

Le cabinet de Turin pensa en effet tirer parti de cette circonstance, et requérir l'exécution de l'article secret du traité d'alliance, en combinant l'action simultanée des vaisseaux anglais et de nos troupes dans le comté de Nice. L'amiral Hood dès qu'il se trouva avec la flotte à la hauteur de Toulon, expédia à Gênes M. Inglefield capitaine de l'*Aigle* pour annoncer

son arrivée, et s'entendre, avec celui que le Roi y aurait envoyé, sur les opérations futures.

Le choix du gouvernement sarde tomba sur Revel. Comme diplomate il s'était fait connaître soit dans ses rapports avec les généraux, soit dans sa mission en Hollande dont il avait rapporté et conservé toujours le titre de Ministre du Roi près les états généraux des provinces unies; comme militaire il avait pris part à la direction de la guerre en officier d'état major, agi et combattu en toute occasion en soldat. À ces qualités, Revel ajoutait une connaissance parfaite des Anglais et de leur langue. Il était donc à même de remplir toutes les conditions de cette mission. Un billet royal du 26 juillet lui donna la mission d'aller à Gênes « pour combiner » avec l'amiral anglais, ou qui pour lui, les moyens par lesquels la flotte » anglaise pourrait seconder les mouvemens de nos troupes, et coopérer » par là à la récupération du comté de Nice ». Quant à la seconde partie de l'article, comme elle ne devenait obbligatoire qu'après la réoccupation du comté de Nice, il n'était pas question de la traiter. Une note d'Hauteville contenait les instructions détaillées.

Revel partit de suite, et le 27 il eut une première entrevue avec le capitaine Inglefield qui lui remit une note verbale, dans laquelle il déclarait « qu'il avait ordre de lord Hood de recevoir communication du plan » d'opérations que le Roi entendait suivre, soit pour reprendre le comté » de Nice et telle autre partie de ses états si injustement envahis par la » France, soit pour opérer en guerre contre l'ennemi, afin que Sa Seigneurie put apprécier si et comment elle pouvait agir pour faciliter et » aider ces opérations, sans manquer aux autres objets importans de ces » instructions. Sa Seigneurie était prête et disposée à concourir, aussi efficacement que le lui aurait permis le but principal qu'il avait à remplir, qui était de cercher et combattre la flotte française ».

Le lendemain Revel remettait une note à Inglefield, où il déclarait que le Roi considérait la reprise du comté de Nice comme l'opération dont le succès serait le plus probable et le plus utile en même temps à l'Angleterre par la possession de Villefranche; que les stipulations du traité faisaient de la reprise du comté de Nice un préalable nécessaire et indispensable, opération d'ailleurs à laquelle la flotte anglaise pouvait coopérer sans s'écarter de son point principal d'observer la flotte française et lui

donner bataille si elle sortait du port de Toulon, ce qu'elle aurait probablement fait pour secourir l'armée de terre. Que la nécessité de garder toutes ses frontières avaient empêché jusqu'alors le Roi d'agir avec des forces assez nombreuses pour réussir et se soutenir; mais que les dissensions intérieures en France et la levée de quelques régimens suisses diminuaient actuellement la force de l'ennemi et augmentait les siennes. Attaquer directement les Français dans leurs positions serait rendre le succès peut-être incertain, et l'acheter à coup sûr par une perte qui réduirait l'armée sarde à l'inactivité. En faisant agir un nouveau corps d'armée par la vallée de Stura dans celle du Var, on menacerait et couperait au besoin les communications de l'ennemi avec la Provence, et on l'obligerait à se retirer, ou on le bloquerait dans Nice. Ce plan avait aussi le grand avantage que la flotte anglaise pouvait concourir à la réussite en bloquant tout d'abord Nice et les côtes de Provence, et interceptant ainsi toute communication par mer, ce qui réduirait les Français à la famine. Si le Roi pouvait disposer d'un plus grand nombre de troupes et si la flotte anglaise avait à bord un corps assez considérable à débarquer, on proposerait une jonction des forces alliées qui coupât absolument la retraite aux Français, mais dans l'état actuel il valait mieux les affaiblir, les forcer à une retraite précipitée, et profiter de l'ébranlement de leurs troupes. Le Roi demandait donc à lord Hood de concourir:

1° En intercepant toute communication par mer avec la Provence et litoral génois.

2° En envoyant au temps indiqué devant Villefranche et le litoral un nombre suffisant de vaisseaux de guerre pour menacer ces différens points et produire une diversion importante.

3° En disposant quelques bâtimens vers l'embouchure du Var et la plage voisine, et les faisant avancer autant que possible à portée de foudroyer le pont et le grand chemin d'Antibes pour tâcher par cette manœuvre d'interdire à l'ennemi ce chemin de retraite, ce qui la rendrait désordonnée et l'exposerait aux entreprises des deux corps qui s'avanceraient un par le Var, et l'autre par le Peglion.

4° En faisant une menace de débarquement sur les côtes de Nice pour donner la main aux habitans, et en l'effectuant même, s'il fût possible, au Crau de Cagne, cette opération hors de la vue de l'ennemi pouvant être

Digitized by Google

faite sans compromettre le faible détachement de troupes de marine que l'on tirerait des vaisseaux, et devant produire une grande alarme à l'ennemi.

5° En soutenant par quelques vaisseaux la frégate du Roi et les corsaires d'Oneille qui débarqueraient à St-Hospice ou à la plage d'Eze quelques troupes sardes et surtout des milices d'Oneille qui étant bien au fait du pays, ne seraient pas compromises comme un autre corps de troupes étrangères, et qui à la dernière extrémité sauraient se réfugier sur le Génois jetant leurs fusils.

Tels étaient les points que Revel présentait au nom du Roi à lord Hood pour avoir son opinion sur la praticabilité de ces opérations et sur toutes celles qu'il jugera de proposer.

Le Roi et son ministère pourraient préciser les détails dès que lord Hood eût fait connaître ses intentions et ses vues particulières auxquelles le Gouvernement sarde s'empresserait de concourir par la coopération la plus franche et la plus cordiale que ses moyens lui permettraient.

« L'époque des opérations dépend également des circonstances dont il » vient d'être fait mention, mais le soussigné est autorisé à annoncer que » suivant toutes les apparences, les troupes du Roi seront en état d'agir » pour l'objet exposé du 15 au 20 d'août. Cette époque sera encore su- » bordonnée à celle qui conviendrait davantage à lord Hood si elle était » plus éloignée ».

En attendant que tout fût convenu et prêt à agir, le Gouvernement Sarde demandait que l'amiral anglais établît une croisière devant Nice qui ferait à coup sûr un grand mal à l'ennemi, et appellerait partie de ses forces vers la mer.

Inglefield et Revel, après avoir ainsi établi par écrit les vues réciproques des deux puissances, eurent une conférence ce même jour 28 pour se donner les explications nécessaires, après lesquelles Inglefield voulut partir.

« La réponse de lord Hood, écrivait le chevalier à d'Hauteville, étant in- » dispensable pour arrêter décidément le plan de nos opérations, le capi- » taine Inglefield m'a assuré que l'amiral l'enverrait au plus tôt, et vraisem- » blablement par lui-même, de sorte que je crois devoir attendre son » retour ici. Le désir que ce capitaine m'a témoigné que j'eusse conféré avec » lord Hood pour lui donner des notions plus précises et étendues qu'on

Digitized by Google

» ne le peut par écrit ou par une troisième personne, m'avait fait naître » l'idée de m'embarquer sur la frégate, et j'aurai osé prendre cette dé- » marche sur moi, si j'avais été pleinement assuré que le plan proposé » s'effectuera, et suffisamment instruit de ses détails pour pouvoir répondre » d'une manière satisfaisante aux questions de lord Hood. Il serait su- » perflu de vous représenter, monsieur, combien il importe que je puisse, » au retour du capitaine Inglefield, lui donner la certitude (que vous savez » que je n'ai pas) que nous agirons, et des éclaircissemens plus précis » sur nos mouvemens qu'il sera certainement chargé de me demander ». Il craignait que la moindre ambiguité dans ces réponses n'inspirât de la défiance à l'amiral, d'une autre côté il ne pouvait sans danger être sincère. Revel avait insisté auprès d'Inglefield pour qu'il se fit donner les ordres nécessaires par l'amiral pour aider la sortie du port de Gênes de la frégate du Roi le *St-Victor*, qui s'y était réfugiée sous pavillon anglais en septembre 1792 et qu'on avait désarmé pour observer la neutralité, et la convoyer jusqu'à Oneille où elle serait protégée par le canon de la place. Son équipage y avait été dirigé le 17 juillet du camp de Saorgio, où il avait servi pendant toute la guerre. La hâte avec la quelle on avait appelé Revel de l'armée, on l'avait envoyé à Gênes, et il avait dû exposer les vues du Gouvernement à Inglefield, est remarquable. Elle était motivée par la défiance du cabinet de Turin envers l'Autriche et par le désir de ne pas laisser De-Vins contrecarrer d'avance un projet qu'il n'aurait plus osé repousser quand il aurait été convenu avec l'Angleterre. Comme Revel avant de partir pour Gênes l'avait dit au Roi, avec le concours réel de l'Angleterre et l'énergie de notre part d'oser agir par nous-mêmes, on pouvait réussir même sans les Autrichiens, dont le faible renfort n'était que nuisible par l'inertie et la diversion d'action qu'il imposait à notre armée. Du moment que l'effet moral de l'alliance autrichienne avait manqué, ce peu de centaines d'Autrichiens ne servaient qu'à surcharger nos finances, et leurs généraux qu'à nous empêcher d'agir. Revel appuya aussi auprès du capitaine Inglefield les réclamations du ministre du Roi à Gênes, chevalier Nomis de Cossilla, contre les procédés peu amicaux de cette république, mais sans trop insister, car il pensait qu'une neutralité, même d'une partialité choquante, nous était plus favorable qu'une hostilité déclarée, et on ne pouvait espérer autre chose.

Digitized by Google

L'*Aigle* ayant dû retarder son départ, Revel demanda encore des instructions qui lui permissent de s'embarquer, et prépara en tout cas une lettre pour lord Hood, dans laquelle il présentait avec plus de soins les intentions de son Gouvernement, il combinait en même temps avec le capitaine Ross du *St-Victor* la manière d'effectuer à Eze ou St-Hospice le débarquement d'un petit corps de milice d'Oneille, ayant à la tête quelques officiers hardis, connaissant le pays, qu'on pourrait trouver dans la marine. Le capitaine Ross approuva l'idée de Revel et déclara qu'il s'en chargerait bien volontiers. Le débarquement pouvait produire un grand effet, et en tout cas il ne pouvait coûter que quelques hommes et la perte de quelque centaines de fusils.

Le retard de l'*Aigle* valut encore à Revel les questions suivantes qui lui furent posées par Inglefield, et auxquelles il dut répondre sans attendre d'éclaircissemens ultérieurs.

1°-Quelles sont les forces de l'ennemi dans les environs de Nice ?

L'armée française dans tout le comté de Nice ne doit pas être dans ce moment de plus de 15/m. combattans. Le feu, les maladies, et la désertion ont consumé le reste. La désertion était au point que des bataillons entiers sont fondus, notamment celui d'Aix. Les marches et déplacemens continuels des français rendent difficile de dire au juste la force qu'ils ont à Nice puisqu'elle change sans cesse; il n'y est resté quelquefois que 400 hommes, en général on peut compter 2/m. hommes entre Nice et Villefranche.

2° Si l'apparition de la flotte opérerait une diversion en faveur de notre armée.

On croit essentiel de ne pas familiariser les Français avec la vue de la flotte anglaise devant Nice jusqu'au moment que l'on agira décisivement. Quand même cette apparition engagerait les Français à retirer quelques troupes de la montagne, leurs positions étant fortes naturellement et par les ouvrages qu'ils ont construit, ce n'est pas de front qu'on compte les attaquer, mais de les déloger en menaçant de les tourner; si la flotte alarme en attendant les côtes de Provence, cette diversion sera plus utile en attirant une partie des troupes qui sont dans le comté de Nice ou en retenant celles qui iraient les renforcer. Ce qui est essentiel, est de bloquer les ports pour qu'il n'y entre aucun secours.

Digitized by Google

3° Si les ennemis ont employé les canons qui étaient à Nice pour garnir leurs postes à la montagne.

Ils n'ont à la montagne que des pièces de campagne; il y a de 20 à 30 pièces de canon au château de Nice, encore à cet égard changent-ils sans cesse. Ils ont des batteries aux têtes de pont du Var, auxquelles on a employé des pièces prises à Nice et Villefranche.

4° Si l'on a de bonnes informations sur les mouvemens de l'ennemi, et des raisons de croire qu'il évacuerait Nice et Villefranche.

Les Marseillais ont arrêté les convois qui venaient à Nice. Il ne leur vient plus de recrues depuis un mois; les ressources que le pays leur offre sont très-limitées et seront bientôt épuisées. La désertion ainsi que les autres causes de dépérissement affaiblissent leur armée tous les jours; dans cet état de choses il est évident qu'à moins d'un changement de circonstances, les Français seraient obbligés à évacuer le comté de Nice dans un certain temps sans même qu'on les y contraignît; hors de là les positions que les Français occupent étant très-fortes, il est naturel de croire qu'ils les garderont tant qu'ils le pourront, ne fut-ce que pour éloigner le théâtre de la guerre de leurs frontières, et conserver un pays dont ils ont fait un département français.

5° S'il y a à l'Est de Nice quelque baie non défendue, et où des troupes pourraient débarquer, et où l'on pourrait tenter un coup de main?

Le golfe de St-Hospice est défendu par des batteries qu'on a l'espoir de faire enclouer par surprise. Cette opération est nécessairement sujette à des hasards et à beaucoup d'incertitude, de sorte qu'on ne saurait fonder une diversion par un débarquement sur cette circonstance. La petite plage d'Eze n'est pas gardée, et l'on pourrait en profiter pour introduire quelque monde de ce côté-là, mais pas un corps de troupes, à moins qu'on n'en eût beaucoup et qu'on fût assuré de pouvoir le faire communiquer tout de suite avec celles du Roi qui sont dans le comté.

6° Quelles sont les dispositions des Niçards, et s'ils sont dans la disette.

Haine pour les Français et le désir le plus ardent de rentrer sous la domination du Roi. Le nombre des partisans des Français est si petit qu'il est nul. Dans le cas où les Français seraient forcés à la retraite, surtout précipitée, on peut compter que les habitans s'uniraient aux troupes pour

tomber sur l'ennemi. La ville de Nice et les villages occupés par les Français sont dans la plus affreuse disette. La récolte actuelle fournit pour le présent le pain qui manquerait sans cela.

7° Quelle est la force effective des troupes dans le Comté de Nice?

4 bataillons grenadiers, 2 (Saluces, Nice, Verceil, Casal, Lombardie, Suse, Acqui), 1 (Christ, Sardaigne, la Reine, Tortone, Oneille, Légion légère), un de chasseurs, plus les chasseurs carabiniers, et le corps franc, montant ensemble à un bataillon, en tout 26 bataillons sardes. Les Autrichiens donnent un bataillon de garnison, et un Belgioioso, sont 2 bataillons autrichiens. Il y a encore 60 dragons entre autrichiens et sardes; en tout 28 bataillons et 1 escadron.

Les bataillons sardes sont de 500 hommes au complet, les Autrichiens de 1000, mais les uns et les autres ont souffert une diminution plus ou moins considérable par les accidens de la guerre.

Il faut ajouter les milices du pays de 5 à 600 hommes présentement, mais qui doubleront à mesure que l'on avancera.

Il y a en outre des détachemens fournis par le corps d'armée de la vallée de Stura, qui ne sont pas compris dans le présent état, et dont la totalité en troupes et milices peut s'élever à 1000 hommes.

En revanche Inglefield donnait à Revel l'état de la flotte sous les ordres du vice-amiral lord Hood, avec les vice-amiraux Hotham, Cosby et les contre-amiraux sir Hyde Parker, Goodhal et Gell, avec 2 vaisseaux de 100, 3 de 98, 13 de 74, 3 de 64 (parmi lesquels l'*Agamennon* commandé par Nelson), 1 de 50, 14 frégates de 28 à 38, 2 briks, 3 bombardes, 2 bâtimens d'équipemment et hôpital.

Le comte d'Hauteville en écrivant le 31 juillet à Revel pour lui dire que le Roi avait approuvé complètement sa conduite, se limitait en fait d'instructions à lui confirmer que les intentions du Roi étaient toujours les mêmes, et il s'étendait en félicitations sur le nouveau succès remporté par le corps d'armée commandé par St-André au Col de Raus et à l'Authion le 29 juillet.

En annonçant le départ d'Inglefield le 2 août, Revel insistait pour être mis à même de donner des réponses catégoriques et précises aux questions de lord Hood, qu'il ésperait que le général De-Vins pourrait enfin se prononcer sur la question des vivres, que quant à la nature et à l'époque des

opérations il n'avait pu qu'en hasarder une idée générale, le baron De-Vins n'ayant pas encore développé ses vues avant son départ de Turin. Que d'après ce qu'il avait entendu de Trevor Drake et Inglefield il n'osait espérer que lord Hood voulût s'éloigner des parages de Toulon, où il guettait la flotte française, sans que sa jonction avec l'Espagnole le mît à même d'agir sur les deux points. La lettre finissait comme les autres par des vœux pour être de retour à l'armée le plutôt possible.

Que répondait d'Hauteville sur les renseignemens demandés ? « Si j'avais » été mis en état, monsieur, de vous envoyer des détaifs assurés sur l'opé- » ration méditée, et de vous en fixer l'époque certaine, je vous aurais » sans doute expédié une estafette dès avant-hier (premier août), mais » jusqu'à ce moment monsieur le général De-Vins n'a encore rien ma- » nifesté de plus particulier que ce que je vous ai dit avant votre dé- » part. Je sais cependant qu'il travaille depuis plusieurs jours à fixer ses » idées sur le plan qu'il se proposerait de suivre pour ladite opération, » d'autant plus que le Roi lui a dit encore hier très-positivement qu'il y » était résolu. Un incident cependant dont on a eu avis hier peut causer » quelque retard ou variation dans le plan quelconque dont il s'agit ». C'était un corps, disait-on, de 2 à 3|m. hommes qui après l'échec du 29 juillet à Raus, s'était porté dans la vallée de Tinea et St-Étienne, et menaçait de passer dans la vallée de Stura. Or, c'est justement là que devait se trouver le corps de Strassoldo au complet, si on n'avait mis une si grande lenteur dans les opérations. D'Hauteville désespérait qu'on pût rien tenter avant la fin d'août, et encore s'il n'arrivait rien de nouveau. Il finissait par lui dire que, reçue la réponse de l'amiral, il le laissait libre de revenir à Turin pour rejoindre ensuite l'armée.

N'était-ce pas déplorable de voir une telle incertitude, une telle indécision dans les plans et mouvemens des troupes après cinq mois de commandement supérieur, pendant lequel De-Vins avait pu tout voir par lui-même ou par ses généraux Colli et Strassoldo? Et celui qui faisait connaître pareille chose c'était le ministre des affaires étrangères, le membre du Gouvernement le mieux disposé de tous ses collègues envers l'Autriche !

Le 10 août le capitaine Lindzai de l'*Alcide* arrivait à Gênes avec deux frégates et un brik pour convoyer l'*Aigle* et le *St-Victor*. Le 14 arrivait à Revel la lettre de l'amiral anglais en réponse à la sienne. Lord Hood y

disait qu'il serait heureux de contribuer avec la flotte à la réussite de toute opération entreprise par le Roi pour recouvrer les provinces perdues, mais qu'il ne voyait pas d'autre possibilité d'être de quelque secours, si ce n'est en transportant quelque corps de troupes qu'on voudrait débarquer. N'ayant point de troupes à bord, il lui était impossible d'en débarquer, et que d'un autre côté il ne pouvait détacher de vaisseaux, sauf que pour trois ou quatre jours au plus, vu que l'ennemi était en si grande force à Toulon. Il offrait de se montrer avec une partie de sa flotte sur les côtes de Nice et Gênes, pendant que l'autre resterait aux îles d'Hières. Il pourrait ainsi être de retour devant Toulon avant que les Français fussent assurés de son départ.

« Rien ne me tient plus à cœur que de rendre un service essentiel au » Roi de Sardaigne, mais j'ai lieu de croire qu'un plan d'opérations sera » concerté par les ambassadeurs des puissances alliées, et quant il sera » définitivement arrangé et décidé, les flottes d'Espagne, Naples et Angle- » terre auront leur ligne d'opérations désignée. Garder Toulon, et aider » et coopérer à toute attaque que l'on jugera convenable de faire pour » chasser les Français des états du Roi, sont deux services auxquels la » flotte ne peut fournir en même temps, quoique je sois moi aussi d'avis » que le premier objet doive être d'expulser les Français. Vous devez ob- » server que tout point de la côte où un vaisseau peut approcher, est » garni de canons, dont quelques coups accidentels peuvent mettre le vais- » seau hors de service. Il faut donc considérer bien les choses avant d'ha- » sarder la flotte avec un ennemi supérieur en forces et prêt à prendre » la mer ». L'amiral disait encore qu'il envoyait trois vaisseaux et plusieurs frégates à Gênes pour y prendre autant d'eau possible pendant trois jours, après quoi il retournerait devant Toulon, et que le capitaine Lindzai avait l'ordre d'aider en tout la sortie de la frégate et de la convoyer jusqu'à Oneille.

Cette réponse de l'amiral, tout en prouvant qu'il ne se détournerait pas de l'exécution de son but principal et qu'on devait renoncer pour le moment à la coopération de la flotte entière, laissait cependant l'espoir d'obtenir au temps indiqué quelques vaisseaux pour faire la menace d'un débarquement du côté de Cagne, et une ou deux frégates pour couvrir conjointement à celle du Roi un débarquement réel du côté d'Eze. « Je

» conjecture, écrivait Revel à Hauteville, que les bases préalables et l'as-
» surance des vivres que le général De-Vins avait voulu poser, ne le soient
» pas d'une manière solide, et que ce point contrarie tous les projets.
» Sans une résolution forte et même de l'obstination, il faudra renoncer
» à tout, mais j'espère que vous inspirerez cette fermeté, sans laquelle nous
» devons nous soumettre à une nullité honteuse et aux conséquences les
» plus humiliantes et les plus fâcheuses pour la gloire et les intérêts du
» Roi ». L'armée française dans un état de délabrement devait facilement se décider à une retraite, si quelques mouvemens vigoureux des troupes, secondés par les opérations et menaces indiquées par une partie de la flotte, l'y poussaient. L'armée réduite et dégoûtée devait avoir des principes chancelans et discordans à raison de la diversité de partis qui divisaient la France. « Je penserais donc que si monsieur le général De-Vins le veut
» fortement, et que son autorité remplace en cette occasion l'impéritie et
» l'inertie attribuées à l'office de la solde, en alarmant vivement l'ennemi
» avec le concours des Anglais, nous réussirons à lui faire évacuer le
» comté de Nice. J'ignore jusqu'à quel point les concerts sont avancés
» pour les opérations générales, mais je crains bien qu'à moins que tout
» ne fût convenu d'avance, la saison ne vienne ajouter des difficultés à
» celles qui existent déjà ».

Lord Mulgrave venait d'arriver à Turin comme envoyé extraordinaire pour concerter les opérations avec le Gouvernement sarde. D'après les lettres de Revel, monsieur d'Hauteville tenta de faire décider un mouvement dans la vallée de la Tinea, en même temps que quelques vaisseaux anglais menaceraient un débarquement et appuyeraient celui à la côte d'Eze (1). « Pour fixer cependant d'une manière positive cette opération,
» comme monsieur le général De-Vins part demain pour la vallée de Stura,
» à l'effet de voir sur les lieux ce que l'on pourra tenter, et comme lord
» Mulgrave a pris la détermination de l'y accompagner pour reconnaître
» aussi un peu le pays, ils combineront ensemble le plan qu'on peut ar-
» rêter; après quoi lord Mulgrave pense de se transporter lui-même auprès
» de lord Hood ». Revel devait remercier l'amiral Hood de sa bonne volonté, lui annoncer lord Mulgrave, et le prier en attendant de maintenir

(1) Comte d'Hauteville à Revel.

Digitized by Google

une croisière sur les côtes entre Oneille et Nice, pour protéger les gardes-côtes et corsaires sardes. Après cela il pouvait revenir à Turin pour aller avec lord Mulgrave à l'armée selon le désir qu'en avait témoigné vivement monsieur Trevor.

D'après ces ordres Revel écrivit à l'amiral, appuyant fortement que la menace de débarquement serait d'autant plus efficace que l'on verrait plus de voiles, et motivant tout retard par l'arrivée de lord Mulgrave qui devait d'abord tout examiner. Avant de partir il sut faire connaître à monsieur Drake la véritable conduite du Gouvernement de Gênes, aidé en cela par les renseignemens du chevalier de Cossilla. Sans s'arrêter à Turin au delà du temps strictement nécessaire, Revel se rendit à Tende vers la fin d'août où allaient aussi lord Mulgrave et monsieur Trévor pour juger par eux-mêmes de l'état des choses.

Dans la première quinzaine de juillet les Français avaient concentré et retranché leurs troupes dans le camp de Brouis, Béolet, Pietra Cava, Campo d'Argenta, Bollena et Belvedere. Ils avaient d'abord porté beaucoup d'artillerie à Breglio, poussés probablement par un enragé républicain de la Briga, le médecin Rusca, qui était colonel dans l'armée française, commandant les volontaires du pays. Cet homme se vantait qu'il saurait pénétrer la ligne vers Saorgio. Les rapports qu'on fit à ce sujet à De-Vins l'avaient engagé à en écrire à St-André pour qu'il prît ses précautions. Celui-ci fit surveiller la famille du révolutionnaire, et rassuré par la force de Saorgio et par un bataillon qui était à la Briga, il ne fut nullement étonné de voir que les Français eussent renoncé à leurs projets sur ce point.

Le 29 juillet en effet l'ennemi sortait dès l'aube de ses camps et se portait sur 4 colonnes à l'attaque de nos positions de droite et du centre.

La première avançant par les Terres rouges et refoulant nos avant-postes, attaquait la droite de Raus, pendant que la deuxième colonne se portait à la pointe de Tuor en face la Tête de Rogier pour en attaquer la gauche.

Au premier signal d'alarme les troupes avaient pris les armes se portant aux retranchemens. L'artillerie fut si bien servie et pointée qu'elle porta le désordre dans les colonnes ennemies avant même qu'elles fussent parvenues près des retranchemens. Une fusillade bien nourrie acheva de faire échouer l'attaque de l'ennemi. À midi St-André lançait les volontaires, les milices et les troupes légères sur les Français en retraite.

Digitized by Google

Il en était à peu-près de même à l'Authion. La troisième colonne, montée du camp d'Argenta par le Tuesch, attaqua les Fourches, et elle fut repoussée malgré l'avantage que lui donnait l'artillerie du Tuesch qui pouvait battre les Fourches et agir contre nos pièces.

La quatrième colonne, remontant le vallon de la Bevera, attaqua la gauche de l'Authion, et ne réussit pas mieux que les autres. Des détachemens étaient aussi sortis de Béolet et de Brouis pour inquiéter notre gauche, mais ces attaques n'avaient nulle importance.

Si les Français ne montrèrent pas dans l'attaque du 29 juillet le même élan, la même fureur que dans les journées du 8 et 12, leurs colonnes cependant furent mieux disposées et conduites. Avançant avec courage et fermeté ils surent se servir de petites pièces de montagne qu'ils traînaient après eux, et leurs réserves habilement placées les rassuraient contre toute déroute. L'attaque donc n'avait rien perdu de sa force, mais la défense avait gagné beaucoup de résistance. Nos troupes, aguerries par les journées du 8 et 12, ne voyant plus le feu pour la première fois, et ayant pu connaître ce qu'elles valaient, avaient pris beaucoup plus de fermeté et de sang-froid; leurs coups étaient mieux ajustés; et ils défendaient intrépidement leurs retranchemens. À l'heure de la poursuite il fallut plutôt retenir des volontaires que d'en pousser en avant. L'artillerie fit admirablement son service sous les ordres des capitaines Vajra et Zino, et l'on reconnut aussi la bonne construction et disposition des ouvrages élevés par le capitaine et le lieutenant Malausena, tous deux officiers du génie. Les généraux Colli et Dellera se montrèrent tels qu'ils étaient le 8 et le 12.

Le premier avait parfaitement suivi les ordres de St-André pour assurer le centre et la gauche, car on pouvait craindre que les Français ne fissent une fausse attaque. « Je fis en conséquence, dit Colli dans son rap-
» port à St-André, marcher une partie du régiment de Casal sur la hauteur
» de l'Ortighiera pour l'occuper ainsi que St-Véran, et fis dire au bataillon
» d'Oneille d'être prêt à marcher à la tête de Rogier, si le bataillon de
» troupes légères fût attaqué plus fortement et eût besoin de secours.
» Dans le même temps j'ai ordonné au com^t de Saluces (marquis de Rorà)
» d'envoyer un bataillon au secours de Suse sur la Béola dès qu'il pour-
» rait apercevoir quelque mouvement de l'ennemi dans le vallon de la
» Maglia ou vers Marte.... Tout fût exécuté avec la plus grande précision

» par toutes les troupes qui montrèrent dans cette occasion toute l'ardeur » imaginable et l'empressement de se battre ». Malheureusement le temps était devenu si mauvais et le brouillard si épais, que nos troupes ne purent poursuivre leur avantage, et eurent même beaucoup à souffrir de la tourmente. Sans cela la journée aurait été désastreuse pour les Français.

Le temps ayant continué mauvais, le lendemain personne bougea, mais il arriva un fait assez singulier. Les deux retranchemens de Tuesch et des Fourches devaient naturellement être éclairés par des avant-postes, mais placés vis-à-vis l'un de l'autre, la distance qui les séparait était si petite que les sentinelles se touchaient presque, et il s'ensuivait une fusillade continuelle, et des surprises incessantes d'avant-postes. Pour éviter un pareil inconvénient, le général Dortomann demanda une entrevue le 30 au général Colli, qui en ayant fait rapport à St-André, celui-ci envoya le 31 Revel aîné et d'Aglian s'aboucher avec Dortomann. Celui-ci demanda tout bonnement de partager le terrain et de laisser les sentinelles inviolables. Une telle proposition avait l'inconvénient de favoriser les Français en leur concédant plus de terrain que n'en occupaient leurs avant-postes, et en les rendant maîtres d'une butte occupée jusqu'alors par nos sentinelles, d'où elles découvraient tout ce qui se passait dans les postes ennemis, et aurait pu même leur servir d'ouvrage défensif.

Les officiers sardes ayant refusé d'adhérer à la demande de Dortoman, celui-ci prit un ton hautain, auquel Revel aîné répondit en lui déclarant que le canon déciderait à qui aurait le terrain. Dortoman s'adoucit et proposa d'autres moyens d'accommodement qui furent aussi refusés: on convint finalement que les sentinelles resteraient où elles avaient toujours été, et que les plus rapprochées seraient inviolables.

Dans la nuit Colli fit avertir St-André que d'après un rapport reçu à minuit du capitaine Bonaud, les Français descendus du Maurigon avaient chassé les milices qui couvraient le corps franc, et occupé leurs retranchemens. Cela prouvant qu'ils voulaient nous attaquer, il s'empressait d'en donner avis et il se préparait à les bien recevoir. L'attaque en resta là.

St-André, ne pouvant se résoudre à l'inaction, voulut reconnaître les positions de l'ennemi devant lui, et les pas qu'on pourrait faire en avant sans engager aucune action importante, puisqu'elle était défendue par De-Vins. À cet objet il fit partir le 3 août le comte de la Roque avec

Digitized by Google

50 volontaires et 60 milices pour reconnaître le camp de Belvedere, pendant que le comte Chiusan avec 120 hommes du VIII grénadiers se portait sur le Flaut qui domine Belvedere. La résistance qu'ils rencontrèrent les décida à se retirer.

Le lendemain, outre les détachemens renforcés de la Roque et Chiusan, St-André fit aussi marcher le major Canal avec une bonne partie de ses chasseurs pour appuyer l'attaque en menaçant la communication entre les redoutes qu'on voulait attaquer et Belvedere. Mais ce dernier officier fut retardé dans sa marche et n'arriva en vue de l'ennemi que lorsque La Roque blessé et Chiusan avaient déjà dû se retirer sans avoir pu enlever la redoute ennemie. Ces deux attaques décidèrent cependant les Français à évacuer Belvedere. Leur général Brunet fut déstitué et arrêté. L'insuccès de ses attaques formait son plus grand crime aux yeux de la convention. Dumerbion le remplaça. Dortoman fut aussi arrêté et remplacé par Massena dans le commandement du centre, et Serrurier par Dugommier dans celui de la gauche.

Ce mouvement rétrograde de Belvedere pouvait être une ruse. Afin de savoir à quoi s'en tenir, St-André fit marcher les chasseurs Canal avec des volontaires par les Terres rouges, Chiusan avec les grenadiers et un détachement de la légion étrangère par la crête de Rogier ; Colli reçut l'ordre d'envoyer des détachemens en exploration dans les vallées du Praet vers le Molinet, en haut du Ventabren, et sur les revers des hauteurs vers la rive droite de la Maglia. Pernigotti dut pousser des détachemens vers Brouis et faire alarmer Breglio par les troupes du Fourcoin.

Ce mouvement sur toute la ligne inquiéta beaucoup les Français, et fit connaître qu'ils avaient évacué Belvedere, Lantosca et St-Martin de Lantosca, et on les occupa avec les milices.

Sachant qu'il y avait six compagnies de grenadiers au Flaut, St-André voulut tenter de les enlever. Il fallait pour cela leur couper le chemin qui de Flaut va à Bollena, pendant que les troupes marchant par la crête de Rogier et Belvedere, les prendraient de deux côtés. L'attaque devait être simultanée, et les commandans de colonne devaient attendre les trois signaux d'arrivée pour attaquer. La colonne qui devait couper la retraite perdit le chemin, et s'arrêta, de sorte que les autres se retirèrent sans attaquer. Le capitaine Cauvin des milices fit cependant 10 prisonniers ; c'étaient des volontaires, presque des enfans, qui mouraient de faim et de lassitude.

Digitized by Google

Il arriva le 10 août un accident auquel St-André ne voulut pas attaquer une importance plus grande qu'il ne méritait. Les Français avaient fait prévenir nos camps que ce jour-là ils auraient fait des salves pour célébrer la confédération. Plusieurs de nos soldats curieux de voir ce spectacle, et profitant de cette espèce de suspension d'armes, étaient montés sur les parapets; or il arriva que quelques fusils non déchargés de leur cartouches à balle, ou chargés par inadvertance, envoyèrent des balles vers nos camps, et l'une d'elles blessa un soldat qui était debout sur le parapet de la première flèche des Fourches vers le Tuesch. Ce malheureux accident fit crier à la trahison, on prit les armes; Colli en écrivit à St-André, qui réclama naturellement contre pareille conduite. Dumerbion fit faire les plus grandes excuses sur l'imprévoyance de quelque soldat qui avait causé un pareil malheur; il remercia St-André de n'avoir pas voulu donner une interprétation odieuse à ce qui était arrivé, et promettait de faire rechercher le coupable et de le punir. Une pareille réponse était faite pour satisfaire quiconque, et St-André ne donna aucune suite à cette affaire.

La difficulté de porter plusieurs colonnes à une même attaque par les chemins les plus difficiles ayant fait manquer l'expédition sur Flaut, St-André tourna ses vues sur le nouveau camp établi par les Français à Sueil au-dessus de Lantosca, au-delà de la Vesubia.

Il envoya pour cet objet dans la nuit du 15 au 16 août les chevaliers Canal et Radicati avec 300 hommes chasseurs, volontaires et milices se cacher dans le bois de Malernes, placé sur la rive droite de la Vesubia, entre le mont Sériol et Vénanson, avec ordre de se porter dans la nuit suivante sur les hauteurs du camp de Sueil et de l'attaquer le 17 au point du jour. Canal ayant observé que les Français avaient placé de fortes gardes tout le long de la crête, et qu'ils travaillaient assidûment à former des tranchées, présuma qu'ils étaient prévenus sur l'attaque qu'on voulait leur donner. Cette considération l'engagea à ne détacher aucune colonne pour aller attaquer le camp, et à borner ses vues sur les gardes. Parti à 8 heures du soir du bois, il forma la colonne d'attaque de 140 hommes sous les ordres du chevalier Radicati, pendant qu'il restait en réserve et soutien avec les autres. À 3 heures 1/2 du matin on attaquait et on emportait les trois premières buttes, mais arrivés à la quatrième, les nôtres trouvèrent l'ennemi en force et retranché dans des rochers presque

inaccessibles, en outre il lui arriva un renfort considérable. Voyant l'impossibilité de faire des progrès, Canal jugea convenable de se retirer en bon ordre sur Roccabigliera, ce qu'il fit puissamment aidé par Radicati, le comte Vivalda sous-lieutenant d'Acqui, l'enseigne Massia d'Oneille et monsieur Tarin. Il perdit dans cette affaire le lieutenant Visconti qui, fait prisonnier le 8 juin, avait été depuis échangé; il fut tué en attaquant. Canal apprit à Roccabigliera que l'ennemi avait été averti le soir avant par la femme d'un nommé Paul, français, arrêté comme suspect trois jours avant. Des chasseurs Canal égarés de leur troupe étaient revenus dans l'après-midi du 16 à Roccabigliera, où ils dirent avoir perdu leur colonne, qui avait pris telle direction. Cette femme par vengeance courut à Lantosca tout rapporter au commandant français.

St-André faisait seconder l'attaque de Canal en envoyant 40 grenadiers de la Reine sous les ordres du sous-lieutenant Cerruti se présenter sur le flanc du camp de Flaut, pendant que les grenadiers et un piquet de chasseurs de la légion légère, sous les ordres du capitaine chevalier Mathieu, marchaient par la crête de Rogier pour tenir en échec la redoute. En outre trois centuries d'Acqui sous les ordres du major marquis Baian filaient par les Terres rouges, deux s'arrêtaient aux Achecs, la troisième passant la Gordolasca vint se placer à la redoute de St-Jean à Belvedere, tandis que monsieur Bona qui commandait les postes d'extrême gauche de Strassoldo, requis par St-André, envoyait par St-Martin sur les hauteurs de Roccabigliera un détachement de Piémont sous les ordres du chevalier Dani.

Les différentes troupes étaient arrivées à point nommé, et on pouvait espérer de surprendre les deux camps de Sueil et Flaut, mais les mêmes circonstances de signaux et préparatifs de la part de l'ennemi firent également supposer qu'il était prévenu. En effet une heure avant l'attaque un exprès vint de Lantosca rapporter à St-André les notions données par la femme Paul à l'ennemi. Le succès ne pouvant, avec d'aussi faibles forces, s'obtenir que par surprise, il donna l'ordre de s'en tenir à de fausses attaques, et aux centuries d'Acqui de ne pas avancer, crainte d'un piége.

St-André avait demandé et concerté avec Colli des attaques sur la gauche pour attirer son attention sur tous les points, et lui donner à croire qu'elle serait générale. Les régimens de Saluces et Lombardie firent des

Digitized by Google

mouvemens vers le Maurignon, tandis que des volontaires et des milices, capitaine Raiberti l'attaquaient faiblement. Dans le même moment le capitaine Bonnaud avec le corps franc, qu'il commandait par suite de la blessure de Caretto, avec un fort détachement de chasseurs Canal, commandé par le sous-lieutenant de Quincenet, et la compagnie de milices Cauvin, filèrent par le bois sur le flanc de Tuesch. Cette dernière attaque réussit complètement. L'ennemi surpris perdit le poste. On lui enleva 51 prisonniers, un canon, une spingarde, des tentes et des bagages. Deux canons qu'on ne put transporter, furent jetés dans un ravin. Bonaud se retira sans pertes. Sans la fatale dénonciation on aurait fait beaucoup de mal a l'ennemi sans rien risquer, car tel était l'avantage de ces mouvemens en avant. On choisissait le point d'attaque, on essayait la surprise, et en tout cas, si on ne trouvait pas l'ennemi trop fort, on attaquait, et quand même l'attaque était repoussée, la perte ne pouvait être grande, car la retraite était préparée et assurée d'avance. C'était encore la meilleure manière d'employer activement les milices. Mais ces idées n'étaient nullement partagées par De-Vins et ses lieutenans, et ceux-ci affectaient ne reconnaître d'autres ordres que ceux de l'inspecteur général, témoin le billet suivant écrit après plusieurs autres par Colli à St-André le 10 août relativement à un détachement de volontaires du régiment la Reine qu'il voulait faire remplacer. « Monsieur le lieutenant général, j'ignore l'ordre donné et quand » par S. A. R. relatif aux volontaires, mais je connais celui de S. E. le » baron De-Vins de faire les détachemens par compagnie, demie, etc. » et il insistait pour que le détachement fût immédiatement relevé.

Digitized by Google

CHAPITRE VI.

Le Roi à l'armée. — Il pousse De-Vins à agir. — Énergie du duc d'Aoste. — Prise du camp de Flaut. — L'influence autrichienne contrecarre toute opération. — Mouvement de De-Vins sur Gilette ignoré de St-André et Colli. — Question des Niçards et Savoyards faits prisonniers de guerre. — Hésitation de De-Vins. — Projet de St-André approuvé par le Roi. — St-André chargé du commandement. — Colli refuse d'obéir. — De-Vins reste à l'armée empêche toute disposition et ordonne aux Autrichiens de rentrer en Piémont. — Fermeté de St-André. — Massena profite de la retraite précipitée des Autrichiens. — Position difficile des troupes royales. — Dispositions pour la ligne de défense. — Prisonniers de guerre en Sardaigne. — Les bataillons d'élites.

De-Vins s'était enfin décidé à quitter Turin. Il s'était flatté que la contre-révolution aurait tout fait, aussi écrivait-il le 29 juillet au comte d'Hauteville, « le flottement de résolution de la ville de Lyon me déplait infiniment, » il faudra que les Anglais et le roi de Sardaigne fassent parler clair ces » deux villes de Marseille et de Toulon qui veulent avoir l'air d'être en » révolution sans pourtant l'être. Car si leurs intentions sont telles, qu'elles » veulent nous les faire croire, l'armée française des Alpes ne pourrait » se soutenir pendant 14 jours; tant que cette armée ne manquera pas » de tout, je ne crois rien de la révolution desdites villes ». Le 16 il annonçait à St-André sa prochaine arrivée, partant ce jour même pour inspecter le corps de Strassoldo d'où il se rendrait dans le comté de Nice.

Le duc d'Aoste était à la tête de tous les corps placés dans les vallées des Alpes. Le duc de Montferrat, ayant sous lui d'Argenteau, commandait le corps d'armée de Savoie, le duc de Chablais restait nominalement à son poste, mais retenu presque toujours à la Cour, il allait être éclipsé entièrement par De-Vins, et plus encore par l'arrivée du Roi qui pouvait suivre l'impulsion généreuse de son cœur en venant à l'armée, la politique le lui conseillant comme unique moyen de tirer le général autrichien de sa léthargie. Cette nouvelle électrisa les troupes et porta l'enthousiasme dans les rangs. Déjà au mois de juillet il était allé à Suse visiter l'armée de Savoie. Il partit de Turin le 21 pour Coni, où il s'arrêta quelques jours. Il aurait voulu y voir lord Mulgrave et lui parler dans l'absence de De-Vins. Le duc de Chablais qui suivait le Roi, écrivit à Revel, alors à Turin, de combiner cette entrevue; mais un retard la rendit impossible,

Digitized by Google

et lord Mulgrave rejoignit plus tard le Roi à Tende où S. M. était arrivée le 30 août.

De-Vins était depuis le 26 à Tende; monsieur Trevor s'y était aussi rendu ainsi que Revel. L'ennemi ne bougeait pas, mais on espérait qu'il n'en serait plus de même pour nous. Colli lui-même écrivait le 26 à St-André « J'espère que S. E. le général par son arrivée pourra, peut-être, décider » le départ à l'ennemi. Je désire vivement que tous les avantages remportés » par le prince de Cobourg soient réels, ils pourraient abréger notre besogne », et le 31 il chargeait Revel venu près de son père, de lui annoncer que le général commandant lui avait envoyé son chef d'état major pour combiner quelque opération, et que le général monterait peut-être le lendemain à Raus. De-Vins était en effet au Fontan, et il transmettait avec plaisir à monsieur d'Hauteville la nouvelle à lui donnée par monsieur Trevor, qu'une lettre de Vintimille du 23 août annonçait qu'on détachait des troupes de l'armée d'Italie pour les envoyer contre les royalistes de Marseille et Toulon, entre lesquels régnait une parfaite entente. De-Vins se serait reposé là-dessus, et tout contremandé, d'autant plus, disait-il, que ce voyage avait donné une rude secousse à sa santé, mais le Roi n'entendait plus de cette oreille. Se méfiant des intentions du général autrichien, il voulait agir à tout compte. Le duc d'Aoste qui était aussi près du Roi poussait vivement à l'exécution du plan si longtemps médité par De-Vins. On disait à propos de cette indécision du général autrichien: quand l'ennemi est fort, il dit qu'il ne faut pas l'attaquer; quand il est faible, qu'il faut se reposer; Dieu soit loué et De-Vins *remercié!* St-André était descendu présenter ses hommages à son Souverain qui l'avait accueilli, on peut dire, amicalement. Ses paroles avaient produit beaucoup d'effet, et expliqué bien des choses. Après l'audience il remonta de suite à Raus. Colli, au contraire, s'était établi près de De-Vins. Ce dernier écrivit le 4 septembre à St-André qu'il avait donné la compagnie de milices Cristini au duc d'Aoste sur sa demande, et que comme elle était sous les ordres directs de Colli qui était au Fontan, il aurait combiné avec celui-ci où il fallait la faire passer.

Le moment de l'action approchait. Le duc d'Aoste devait descendre par le col des Fenêtres sur St-Martin Lantosca, occuper toutes les hauteurs de la rive droite de la Vesubia, et s'étendre par des partis jusqu'au Var, pendant que Strassoldo, laissant quelques troupes en observations aux cols

Digitized by Google

de la Magdelaine et de la Mula, se porterait dans le haut de la vallée de Tinea pour appuyer la gauche du duc d'Aoste et menacer le haut Var.

St-André avançant par Raus, devait s'emparer de tous les postes et ouvrages des Français sur la rive gauche de la Vesubia vers Belvedere, et s'unissant au duc d'Aoste, ils devaient suivre ensemble le cours de la Vesubia et emporter les positions retranchées des Français vers Bollena, Lantosca et Sériol.

Colli devait attaquer ou du moins menacer les camps de Tuesch et Argenta pour empêcher l'ennemi de renforcer son aile gauche.

Enfin de notre gauche on devait faire des démonstrations sur les deux rives de la Roya, pour occuper l'aile droite ennemie.

Deux fortes réserves étaient placées, une sur les hauteurs de Rogier pour renforcer le centre, et l'autre destinée à l'aile droite sur les Terres rouges.

De-Vins établit le 5 son quartier général à Quairos. Le 6 le Roi voulut absolument monter au camp des Formagine pour suivre les mouvemens, et y passa trois nuits sous la tente.

Tous les ordres étaient donnés pour commencer l'attaque le 7. Mais le duc d'Aoste et Strassoldo devaient commencer le mouvement un jour avant pour se trouver en ligne avec les autres. Ils le firent. Strassoldo put occuper facilement tout le haut de val Tinea, mais s'alarmant de l'ennemi placé à Tournon, il n'agit pas avec assez d'efficacité sur le haut Var et ne voulut pas renforcer le corps du duc d'Aoste. Ce Prince avait avancé avec résolution, quoique retardé par les mauvais chemins qui l'empêchèrent d'amener avec lui d'autre artillerie que deux pièces de montagne. Mais quoique ses troupes fussent fatiguées par d'aussi rudes marches, elles enlevèrent tous les postes sur la rive droite de la Vesubia, malgré la résistance de l'ennemi. Malheureusement il se trouva forcément en retard, de sorte que les plus fortes attaques ne purent avoir lieu que le 8. Les redoutes qui défendaient les hauteurs de Villars et Saumalunga furent enlevées, malgré une résistance vigoureuse et d'autant plus forte que l'ennemi était déjà sur ses gardes. Le Duc aurait mieux fait de chercher à s'unir à St-André par Roccabigliera et combiner les mouvemens, mais irrité d'être en retard, il voulut précipiter les choses pour réparer le temps perdu, et poussant en avant, s'emparer du camp de Sueil et de la redoute de la Cerisière: « l'attaque de la redoute

» de Cerisière n'a pas réussi, écrivait-il le 9 de Seriol à St-André, faute » de canons qu'il m'a été impossible de faire venir jusque là. Le major » de bataillon suisse monsieur Mesmer a gagné un retranchement de la » grande garde de Villars (1), où il est posté. J'ai une centurie au Brec » d'Utelle, et je l'ai renforcée ce matin d'une compagnie, de même que » le poste de Mesmer ».

St-André, qui avec le peu de troupes à sa disposition devait se borner à occuper fortement Belvedere et attendre le duc d'Aoste pour entreprendre avec son aide les attaques des positions de Flaut et Lantosca, descendit dans la matinée du 7 de Raus. Les retranchemens des Caire des Tres Crus, de St-Jean, et des Adrecs qu'il avait pris à l'ennemi les jours antécedens, assuraient sa marche contre un passage de la Vesubia par l'ennemi, et il se porta en position à Belvedere et Roccabigliera. Le Prince était en retard, St-André se décida, tout en tenant sa communication ouverte à marcher en avant, et profitant de la surprise, tenter à lui seul ce qu'ils devaient faire de concert. Il fit d'abord prévenir Dellera qui commandait les réserves de se tenir prêt à soutenir. La légion étrangère et deux centuries d'Acqui guidées par Alciati attaquèrent et prirent la redoute de San Giulian, pendant que Revel aîné dirigeait un bataillon de Suse, deux compagnies de grenadiers et une de carabiniers Canal sur la redoute del Vesco. Les deux redoutes furent prises. Alors St-André, réunissant et renforçant ses deux colonnes qui comptaient ainsi cinq bataillons, et faisant placer avantageusement trois pièces légères, ordonna l'attaque du camp de Flaut.

Cette attaque était encore appuyée par le corps franc qui descendant par Rogier, enleva, malgré une résistance désespérée, la redoute de St-Salvaire, et vint réunir ses efforts contre Flaut. Ce camp fut abandonné à la tombée de la nuit par les Français. St-André, sans nouvelles du duc d'Aoste, écrivit promptement à De-Vins pour lui rapporter ce qu'il avait fait et demander des instructions. En même temps il envoya Revel aîné vers le duc d'Aoste pour éclaircir la position, et Revel cadet vers Colli pour en obtenir un concours plus efficace. De-Vins répondit du camp de St-Véran à 4 ½ du soir du 8 « Je vous fais mes complimens sincères sur la bonne réussite » de vos attaques. Dans les deux lettres que vous m'avez écrites ce matin,

(1) La redoute de la Testa des Pins.

Digitized by Google

» vous me demandez dans une des instructions sur ce qu'il y a à faire. » Dans l'éloignement où je me trouve il est d'autant plus difficile à vous » prescrire quelque chose sur ce chapitre parce que la position à prendre » dépendra beaucoup de la réussite des attaques de S. A. R. Je fus à 2 heures » aux Terres rouges, et les attaques sur les hauteurs de la droite de la » Vesubia n'avaient pas encore l'air de prendre le bon pli. Si ces attaques » ne réussissent pas la redoute du Vesco n'est pas soutenable, et il faudra » se retirer aux Terres rouges jusqu'à demain. Je ne doute pas que S. A. R. » dans ce cas se retirera vers St-Martin de façon que cette vallée sera fort » bien gardée jusqu'à demain matin, après quoi si S. M. n'ordonne autre » chose il n'y aura autre chose à faire que se retirer sur le camp de » Raus et y attendre les ordres ultérieurs. Je vous recommande toute la » vigilance possible parce que il y a tout lieu à supposer que l'ennemi » tâchera de nous incommoder à notre tour » et en *postscriptum* « l'ennemi » est de nouveau maître du Maurigon où il est venu avec 2000 hommes ». Ainsi le général autrichien après un an de commandement absolu, ayant ses lieutenans de confiance à chaque corps dont il recevait les rapports et donnait les ordres directement, après avoir toujours empêché tout mouvement en avant par le motif qu'il étudiait le plan d'opération, disposant des forces du pays, appuyé par la présence du Roi et des Princes à l'armée, ce général au moindre inconvénient renonçait de suite non seulement à avancer ou à tenter quelque chose, mais même à profiter des avantages obtenus! Mais St-André voyait trop bien les choses pour agir dans un tel sens. Il écrivait au duc de Chablais le 9 au matin « ... la copie ci jointe » de celle que j'ai reçue hier au soir de monsieur le général De-Vins » donnera à connaître à V. A. R. dans quelle position critique je me trouvais. » Je n'ai pris conseil que de ce que ma conscience et mon peu de lumières » m'ont présenté comme mon devoir. J'ai senti que si je me retirais aux » Terres rouges je laissai aux Français la liberté de se porter sur S. A. R. » monseigneur le duc d'Aoste avec des forces peut-être fort supérieures, » qu'en abandonnant Belvedere si les Français s'en emparaient ainsi que » des hauteurs de Tres Crus et de Ferisson ils pouvaient se rendre maîtres » sans difficulté de St-Martin, et intercepter les communications de S. A. R., » que la colonne de ses troupes qui a marché vers Utelle ne pouvait pas » s'être déjà retirée; que d'ailleurs comme il m'était prescrit de me tenir

Digitized by Google

» en ligne avec S. A. R. en avançant, ce devait être naturellement aussi » en se retirant, ce qui n'aurait pas été le cas, si j'avais abandonné » entièrement le cours de la Vesubia. J'ai jugé les ordres de monsieur De-Vins » subordonnés à ces considérations dont il n'était probablement pas instruit, » et que dans tous les cas je devais m'exposer à toutes les conséquences, » même celle d'être battu que je ne prévois pas, plutôt que d'abandonner » lâchement S. A. R. dans une position critique. Monsieur le comte de » Clermont aide-de-camp de S. M. me communiqua hier au soir les ordres » et la commission dont il était chargé, ce qui me tranquillisa un peu sur » les suites de ma détermination. Je lui ai communiqué mes idées sur le » moyen de faire évacuer Nice aux Français, qui serait en renforçant » l'armée de S. A. R. et la mettant à même de porter des forces un peu » considérables au-delà du Var, que le temps presse excessivement, et qu'il » faut de grands moyens pour assurer les subsistances sans lesquelles on » ne fait rien. Je ne puis faire de progrès tant que nous ne sommes pas » maîtres de l'une au moins des deux rives de la Vesubia. Je viens d'ap- » prendre que les troupes de S. A. R. ont pris possession de la Testa des » Pins, cette prise ne nous ouvre pas encore le chemin de Lantosca dont » j'aurais pu m'emparer hier, si je n'avais cru que ce serait compromettre » les bataillons que de les avancer jusque là.

» J'attends le retour de monsieur de Clermont pour connaître au juste » la position et les desseins de S. A. R. et le succès de l'attaque d'Utelle ».

Le même jour St-André répondait à De-Vins: « L'occupation de la Testa » des Pins par les troupes de S. A. R. me détermine à rester dans ma » position actuelle, suivant l'instruction de V. E. de me tenir en ligne avec » le Prince. Cela est d'autant plus essentiel que si nous ne tenions les » forces qui sont à Lantosca en échec jusqu'à ce que S. A. R. n'ait plus » à les redouter, il serait à craindre que les Français ne portassent sur » Elle toutes leurs forces. D'ailleurs en abandonnant entièrement le cours » de la Vesubia, les Français pourraient se rendre maîtres comme auparavant » des hauteurs qui sont entre cette rivière et la Gordolasca, rentrer à » St-Martin, et couper à S. A. R. la communication des Fenêtres. Suse et » la légion légère sont à Flaut; cette position appuyée à la redoute de » St-Salvaire et à la chaîne des hauteurs de Rogier, n'est point hasardée; » il y a deux canons de montagne dans la redoute. Les bataillons de

Digitized by Google

» grenadiers et d'Acqui sont à St-Julien avec deux pièces de canon. Les » chasseurs Canal milices et volontaires sont à la Bollena ».

Plus tard il écrivait encore à De-Vins: « V. E. aura vu par mon rapport » de ce matin notre position actuelle. Je n'aperçois jusqu'ici aucun mou- » vement des ennemis. Le camp de Gaudisset qui avait été renforcé hier » est presque vide dans ce moment. Un parti français est venu ce matin » pour inquiéter les chasseurs carabiniers à la Bollena, mais l'exactitude » du chevalier Canal à placer ses gardes suivant les ordres a fait que les » Français se sont retirés après une courte fusillade. Le chevalier Radicati » a avancé deux compagnies de milices jusqu'à Lantosca, je lui avais » ordonné de seconder autant que possible les opérations de S. A. R. J'ai » su par monsieur de Clermont que le Duc s'est retiré vers Venanson, il » ne l'a cependant pas vu; j'envoie le comte de Revel pour lui offrir tout » ce qui dépend de nous. L'officier que monsieur le major Mesmer, qui » commande le poste de la Testa des Pins, m'a envoyé pour avoir des vivres » que je lui fournis, m'a dit que l'autre redonte de Cerisière était égale- » ment abandonnée par les Français. Je reçois dans ce moment une lettre » de S. A. R. datée du camp de Sériol; je suis bien de son sentiment » que c'est sur le Var avec des forces considérables que l'on peut faire » des mouvemens décisifs ».

Monsieur de Clermont avait vu en noir. Le duc d'Aoste après avoir échoué dans son attaque contre Cerisière s'était retiré au col de Sériol où il avait établi son camp. Voyant ses troupes si lasses des marches et des combats il ne songea pas à renforcer son détachement sur Utelle de manière à menacer le flanc de l'ennemi. Revel aîné en arrivant près du Duc lui avait parlé du mouvement sur le Var, et l'avait engagé à en écrire au général De-Vins, ce qu'il fit approuvant très-fort ce projet. C'est ainsi que St-André pour ne pas élever d'obstacles en excitant la jalousie du général autrichien, laissait au Prince l'apparence d'initiative. Revel était revenu du camp de Colli très-mécontent de la froide lenteur de ce général. Après avoir facilement refoulé les Français dans leur camp de Tuesch d'un côté et leur avoir enlevé Maurigon de l'autre, Colli n'avait voulu ni tenir cette position, ni poursuivre son attaque sur Tuesch et donner un coup de collier qui aurait été de la plus grande importance pour soutenir les opérations du duc d'Aoste. Il se montra le digne lieutenant de De-Vins. Celui-ci cependant

Digitized by Google

ne put à moins que approuver la conduite de St-André: « Votre lettre » du 8 à 9 heures du soir m'a fait le plus grand plaisir, elle m'a tiré » d'inquiétude et je ne saurais assez vous faire mes complimens sur la » façon dont vous vous êtes comporté. Les fausses attaques de la gauche » n'ont abouti à rien, et même du côté de la Roya et de la Cogoula mes » ordres ont été exécutés de travers ». De-Vins avait ordonné de ce côté là au colonel de Nice chevalier d'Audifret de faire marcher son premier bataillon sous les ordres du major Grimaldi dans la nuit du 6 au 7, lui faire descendre le vallon de la Maja, et le remonter pour dominer le col de l'Agnon où il devait se trouver avant les 4 heures du matin pour attaquer les gardes ennemies et les pousser sur le grand chemin, et même jusqu'à Brois s'il voyait la Cogoula emportée. Cette dernière position devait être attaquée par deux compagnies de chasseurs, deux de Verceil et de milices. Ces différens mouvemens conduits avec lenteur n'aboutirent à rien, car l'ennemi se trouva trop fort pour le faire reculer.

St-André était donc le seul qui eut non seulement rempli le but fixé, mais réussi au-delà de toute prévision. Pénétrant avec intrépidité au milieu des positions ennemies, il rendit possible un grand résultat si les autres avaient agi avec autant de fermeté. Entouré comme toujours de ses deux fils, du comte Alciati et chevalier d'Aglian qui avaient non moins d'attachement et de dévouement pour lui, il s'appuyait avec confiance sur leur concours actif et intelligent qui ne lui manquait jamais, soit pour reconnaître d'avance le terrain, soit pour conduire les attaques, soit pour combiner les opérations et tenir la correspondance.

D'Azeglio et Chiusan qui étaient aussi de son état major avaient dû se retirer, le premier pour les blessures reçues le 12 juin, et le second avait été appelé au quartier général du duc de Chablais au Fontan.

Le 10 St-André était prévenu par De-Vins que par suite des nouvelles qu'il en avait reçu et de la lettre du duc d'Aoste il avait formé un plan pour pousser par le Var, et qu'il le lui communiquerait de suite.

La retraite des Français de Cerisière s'était en effet vérifiée. Serrurier qui commandait la gauche, intimidé par les attaques du duc d'Aoste et effrayé de la marche sur Utelle, avait fait replier ses troupes sur ce village et Levens. Massena qui était au centre se voyant presque coupé par St-André retira aussi ses troupes de la Vesubia et les disposa le long de la crête

Digitized by Google

de montagnes qui séparent la Bevera de la Vesubia, s'appuyant sur les camps fortement retranchés de Tuesch et d'Argenta (dit aussi des Fougasses).

La marche rétrograde du duc d'Aoste et l'absence de renforts à St-André, avait permis aux Français d'opérer leur retraite en toute sécurité. Ces renforts non seulement ils avaient été demandés par St-André, mais De-Vins lui-même en avait reconnu l'urgence; mais comment croire que ne s'agissant que de deux bataillons qui de Raus devaient descendre à Belvedere et être remplacés par deux autres envoyés du centre et de la gauche, que malgré le prix du temps et la sécurité où se trouvait Raus complètement couvert par Belvedere, Flaut, Rogier et Authion il fallut neanmoins sept jours avant que l'ordre fût donné par De-Vins, exécuté par Colli, et que Verceil remplaçant à Raus les seconds bataillons de Suse et d'Acqui, ceux-ci pussent rejoindre St-André? Une mollesse fatale, une lenteur inexcusable présidaient à toutes les dispositions. Le Roi rattristé par l'insuccès de la journée du 7 était descendu à Tende. De-Vins sans songer aux retards que motivait son éloignement, avait transporté de nouveau son quartier général au Fontan. Colli, se disant à demi malade et de n'avoir personne de confiance autour de lui, parlait comme d'un effort d'aller le 14 aux Terres rouges pour y établir un poste intermédiaire entre Raus et Belvedere, et priait Revel de venir l'y rencontrer et l'aider. Dellera réellement malade avait dû quitter le camp le 13.

Si le duc d'Aoste et St-André avaient eu liberté d'action et la disposition des troupes, ils auraient certainement agi, et au lieu de perdre leur temps à rédiger des demandes de toute espèce sans en surveiller la prompte fourniture, ils auraient profité de l'activité et énergie de l'Intendant général d'armée, comte Ponziglion, et auraient compté sur lui, sans l'accabler de réquisitions toujours incomplètes et se succédant sans relâche. Revel appelé pour une mission écrivait le 15 septembre de Tende à son père: « Le Roi » m'a dit sur votre compte les choses les plus flatteuses et j'ai pu démêler » que ses intentions sont on ne peut plus avantageuses à votre égard. Il » m'a fait ressentir l'effet de ses grâces en me faisant lieutenant-colonel. » Le général De-Vins était à Demont. Il se flatte que dans peu de jours » l'affaire sera décidée; il a promis au Roi monts et merveilles. Si on ne » prend Nice dans quelques jours, ce sera de Toulon qu'il faudra la prendre. » On fait tous les efforts pour avoir des troupes autrichiennes, mais je

» n'en espère pas beaucoup, malgré le besoin, dont nous en aurions par » rapport aux Anglais ». On était à la Cour très-mécontens de De-Vins. Le Roi tenu à l'obscur de tout ce qui se passait à l'armée commençait à suspecter la mauvaise volonté du général autrichien. Le duc d'Aoste mécontent de sa lenteur et de ses retards l'accusait ouvertement auprès de son père de trahir. Parmi les ministres, d'Hauteville seul le défendait. Quant à l'armée elle voyait avec peine le Roi, les Princes et elle-même à la discrétion d'un général d'une Puissance étrangère qui refusait en même temps les secours promis et stipulés. En vain l'Angleterre insistait pour des renforts, en vain notre gouvernement tentait d'envoyer à Toulon le peu d'Autrichiens qu'il y avait parmi nos troupes dans l'espoir d'engager la Cour de Vienne. Celle-ci attendait perfidement le moment où l'on serait réduit à payer cher les secours, et ne donnait que de bonnes paroles jamais suivies d'effet.

Le plan annoncé par De-Vins en allant à Demont était de faire remonter ces vallées aux plus de troupes possibles. Mais il s'y arrêtait pour attendre les rapports des commissaires Vernin de Coni et de Gros du corps du duc d'Aoste demandés seulement le 16. Il voulait aussi organiser avec les troupes de Strassoldo et du Prince un cordon de petits postes vers le Var. Tout cela faisait perdre un temps précieux, surtout que les réponses du commissaire de Coni, et celui de monsieur Gros qui était auprès du Prince étaient favorables. Tous ces jours perdus à concerter une ligne de postes, à préparer un camp, diminuaient d'autant les provisions, et n'amenaient qu'un résultat négatif.

Le 19 Revel aîné écrivait à son frère qu'il croyait encore à Oneille « On te met à toute sauce, tu remplis toujours l'attente. Nous sommes » parfaitement dans la même position dans laquelle tu nous a laissé. Le » Duc est toujours couché à Sériol attendant les ordres du général qui » doit être arrivé hier soir à l'Isola. Trevor après avoir couché à l'Authion » dîne aujourd'hui avec nous. Notre père montera demain au Sériol pour » y voir et parler avec le Duc. Nous sommes le mieux du monde avec lui. » Il a eu ordre, je crois, de consulter notre père sur ses mouvemens; il » avait plusieurs projets, mais nous n'avons pas voulu les lui conseiller » avant l'arrivée du général De-Vins pour ne pas contrecarrer les projets » à lui. Nous sommes très-bien avec Colli, et le duc de Chablais paraît » très-content de nous ».

Depuis le 15 juin Maurice était commandé au quartier général de son père.

Strassoldo pendant tout ce temps avait promené ses détachemens le long de la rive gauche du Var depuis St-Martin jusqu'à Pouget, se tenant lui-même à St-Étienne, plus tard il les poussa sur la rive droite jusqu'au col de Vial et à Scros qu'ils occupèrent le 16 septembre.

Le 20 St-André recevait de De-Vins à Isola « J'ai l'honneur de vous » insérer la copie de la réponse de l'Archiduc (1), de laquelle je n'ai pas » jugé favorablement parcequ'elle m'était parvenue par le courrier ordi- » naire. La conclusion de cette lettre est nulle, soit pour le besoin présent, » soit pour l'avenir. Peut-être que la réponse de Vienne sera plus favorable, » parceque pour peu qu'on veuille y réfléchir il faut comprendre que la » prise de Toulon par les Anglais change tout le théâtre de la guerre de » ce côté d'ici, j'ai donc encore une petite lueur d'espérance ».

Les commissaires répondaient favorablement sur les magasins, 220 mulets étaient réunis dans la vallée de Demonte, De-Vins écrivit alors le 22 septembre qu'il partait pour San Salvator: « Quant à ce qu'il y aura à faire ultérieure- » ment, je ne saurais le lui dire qu'après avoir vu de plus près les différentes » positions de l'ennemi, ce que je pourrais faire en attendant que les » troupes se rassemblent, et que je pourrais rassembler les vivres pour » pousser en avant ». Si après avoir formé tant de plans, il voulait voir avant de décider, pourquoi attendait-il du 8 au 23 septembre pour se rendre à Belvedere et de là avec St-André au Sériol pour y conférer avec le Duc? Quel temps précieux perdu, pendant que l'ennemi redoublant les défenses de sa droite et de son centre, faisait filer une partie de ces troupes sur la gauche.

Les postes du Duc partaient depuis Clans au Figaret. Ils étaient tenus par le corps franc Del Caretto, et le corps franc Gyulai envoyé à son renfort avec des milices et volontaires. Ceux de St-André tenaient Lantosca et Pical et étaient défendus par les chasseurs Canal et milices d'Utelle, qui furent expédiées le 24 au Figaret et remplacées par celles d'Isola.

De-Vins donna ordre au duc d'Aoste de porter son camp à Clans, et d'appuyer vers le Var, pendant que St-André occupant les deux rives aurait sous ses ordres et soutiendrait le major Mesmer qui, placé au Sériol

(1) L'Archiduc Ferdinand qui commandait en Lombardie.

avec un bataillon suisse composés commandant baron Reding, et un demi d'Aoste en avait détaché une centurie au Brec d'Utelle, et avec les corps francs et les milices tenait Figaret et La Torre. La Cerisière et les hauteurs derrière le Figaret furent occupées par des détachemens de Suse.

Le projet De-Vins était d'abord de se porter sur Utelle par Clans et par Bollena avec les corps du Duc et de St-André. À l'effet de mieux connaître la position de l'ennemi il fit donner l'ordre à Colli d'inquiéter l'ennemi sur toute la ligne; St-André en devait faire autant et aller de sa personne avec le général en chef pour inspecter ensemble les positions des Français. À 5 heures du 26 Colli faisait rapport à St-André « ayant » fait attaquer tous les postes le long de la Roya pour être assuré de leur » force; elle est considérable dans cette partie ». Le retranchement au bac de Maurigon avait été enlevé, détruit et abandonné. En même temps on réparait les chemins pour faciliter l'arrivée des munitions et vivres soit par val Tinea que par Raus.

De-Vins s'était établi à la Bollena. Avant de partir de Belvedere il avait écrit au Roi le 25 « Je comprends que la juste impatience de V. M. doit » être au comble, mais la nature du pays entraîne dans des longueurs, » malgré l'envie que l'on puisse avoir de brusquer les choses, car si dans » ce pays on voulait attaquer toutes les montagnes de front, on perdrait » un nombre considérable d'hommes sans être assuré encore de la réussite » ....je compte tout au plus tard après demain faire les arrangemens » nécessaires pour le camp de Clans et puis je compte me rendre au Var; » ce sera de là que j'aurais l'honneur de marquer à V. M. les éspérances » que l'on peut avoir pour couper au corps français dans le comté de » Nice la communication avec la France ». Le mouvement à droite du duc d'Aoste s'était effectué heureusement, et Strassoldo avait fait descendre des troupes pour l'aider. S'étant rendu maître absolu dès le 23 septembre du col de Vial, déjà reconnu et occupé par les troupes légères de Strassoldo, qui avaient éclairé la route de Scros à Torreta, il put s'assurer un passage du Var, passa ce fleuve et le 30 il était à Malausena sur la rive droite, où il établit son quartier général.

Le premier projet de faire attaquer Utelle par Clans et Belvedere avec les corps du Duc et de St-André avait été transformé dans une opération beaucoup plus étendue par De-Vins, dès qu'il eût examiné le terrain et

Digitized by Google

les ressources dont il pouvait disposer. Appelant les troupes disponibles du haut de val Tinea et celles qu'il avait porté de val Stura à l'Isola, il renforça St-André afin qu'il pût tenir tête aux français sur les deux rives de la Vesubia, et menacer Utelle, et augmentant aussi la force du duc d'Aoste, il porta la principale partie de son corps sur la rive droite du Var pour s'emparer de la position de Gilette qui dominant le Var et l'Esteron, lui donnait la possibilité de couper les Français d'avec la Provence. Malheureusement pendant les vingt jours de retard, l'ennemi s'était reconnu concentré et fortifié, et la lenteur habituelle dans toutes les opérations lui donna le soupçon de la menace sur Gilette et la possibilité de retrancher cette position.

Le Roi était allé à Saorgio le 30. Il venait de donner la grand' croix de St-Maurice à Colli. Alciati et d'Aglian avaient été promus majors, beaucoup d'autres promotions et distinctions avaient été faites pour récompenser et animer l'armée.

De-Vins avait écrit à St-André d'engager Colli de sa part à inquiéter sérieusement les Français sur leur droite; d'Azeglio qui venait de rejoindre le quartier général lui fut expédié, et Colli écrivait le 2 octobre: « Je fus » hier à Saorgio pour établir quelques postes pour la sûreté de S. M. D'A- » zeglio m'y a rejoint et m'a rendu ce dont vous l'aviez chargé de me » dire relativement aux projets d'attaque ordonnés par le général com- » mandant. Pour celui de la Cogoula il est à présent presque impossible; » l'ennemi a pris trop de précautions pour se défendre et j'ai trop peu de » forces de ce côté pour y entreprendre une attaque sérieuse et pour m'y » soutenir. Ce projet était mon favori, et le chevalier de Revel était d'ac- » cord avec moi, mais les circonstances ont changé. Il n'y a sur la gauche » de la Roya que Tortone et des milices. Pour l'autre projet d'attaquer » le Tuesch par Pietra Cava que le général nous propose, il faut être » assuré des forces de l'ennemi qui existent à présent dans cette partie. » Je l'ignore. Aucun déserteur n'est arrivé de ce camp depuis 10 jours. » Je suis d'avis que les opérations doivent être poussées avec vigueur sur » le Var, et je préfère renforcer le général De-Vins encore avec deux » bataillons que d'entreprendre ni sur le Tuesch, ni sur la Cogoula ». Il finissait en l'engageant à envoyer Alciati à Saorgio pour arranger l'objet des prisonniers avec Chiusan, et de cette manière il pourrait lui communiquer

en passant les idées et projets de St-André. « Je suis presque dans l'im-
» possibilité de venir chez vous, étant seul au camp, malgré le plaisir et
» la nécessité de vous parler ».

Le 1er octobre le commandant la centurie sur le Brec voulut attaquer une garde qui était au-dessous, il fit demander un renfort à cet objet à Mesmer, mais celui-ci avait voulu marcher au Figaret et l'expédition manqua. St-André donna les ordres les plus précis à cet officier de rester en réserve, il porta en même temps sur les hauteurs de Figaret un demi bataillon de Suse, un bataillon des gardes qui divisé par centuries s'étendait vers la Torre, et un bataillon Belgioioso en réserve.

Revel aîné étant allé chez Colli en rapporta la même déclaration que l'ennemi étant en force on ne pouvait rien tenter, qu'il l'avait écrit à De-Vins en lui offrant plutôt le renfort des deux bataillons. On s'était fusillé le long de la Roya et vers Maurigon mais sans conséquence.

De-Vins de son côté était toujours à Malausena, où il ordonna le 6 de lui envoyer la compagnie Bonaud du corps franc qui était au Figaret sous les ordres de Mesmer. St-André devait la faire remplacer par un détachement de 120 hommes. Il avait aussi pris avec lui la compagnie de milices de val Stura commandée par le capitaine Belmond, cité plusieurs fois avec éloges dans les ordres du jour. Ce brave milicien reçut l'ordre de tenter la surprise de Gilette avec ses miliciens, et quelques volontaires, soutenu par un détachement du corps franc de Gyulai. Attaquant avec résolution il s'était déjà emparé d'une grande partie du village, mais ayant été gravement blessé, il ne put plus ni diriger, ni rallier sa troupe, celle-ci se dispersa dans les maisons, et se laissa ensuite chasser par l'ennemi revenu en force. Belmond resta dans les mains des Français et fut transporté à Brec, d'où il donna de ses nouvelles en se plaignant de sa blessure qui avait fait échouer le coup. Ce qui est plus qu'étonnant est que De-Vins qui devait attacher une importance à la possession de Gilette, puisque était le jalon de sa marche, et qu'il la fit plus tard attaquer en force, n'ait pas voulu ce jour là faire soutenir Belmond par des troupes régulières, ce qui aurait immanquablement rendu les nôtres maîtres de ce poste. La tentative de Belmond eut ainsi un résultat doublement défavorable puisque outre la perte soufferte, elle confirma les Français dans leurs soupçons, et les engagea à se fortifier. Le 12 octobre Revel aîné écrivait à son frère le chevalier

à Toulon « C'est le cœur navré, mon cher ami, que je t'écris, puisque » je ne puis te donner des bonnes nouvelles. Voilà plus d'un mois écoulé » sans que nous ayions avancé le moins du monde. Le général est toujours » à Malausena, il a éparpillé ses troupes de manière à ne pouvoir rien » faire, et je crois que c'est son intention. Ne sachant plus quelle excuse » employer, il a demandé au Roi un magasin pour quinze jours à Malau- » sena, outre celui de Clans, dans la persuasion que c'était impossible à » faire. J'ai su cela du moment même et avant qu'on eût rien décidé à » Saorgio, et que l'Intendant eût su où se tourner, j'ai fait marcher tous » les mulets et ânes de cette vallée; il partait tous les matins des convois » très-forts, il y en a eu jusques de 220 bêtes. Nos magasins en ont eu » échec mat de cette affaire, mais au très-grand étonnement de l'Intendant » même qui revient de Malausena ce soir, il s'est trouvé entre Malausena » et Clans tout ce que monsieur De-Vins demandait et au-delà. Les nôtres » sont en assez bon état à pouvoir attendre qu'on les augmentent. Par ce » moyen monsieur De-Vins n'a plus ce prétexte pour rester dans l'inaction, » malgré cela je n'espère pas qu'il agisse de si tôt; j'ai cru entrevoir que » son plan était de tenir où il est, pourquoi je ne te le dirais pas? Si » nous avons les moyens de faire subsister cette année, ce sera tout au » moins bien coûteux malgré qu'elle ait dans ce moment des vivres pour » 25 jours, et qu'on les augmentent journellement. Tu sais ce qu'est l'hiver » dans ces montagnes, et les difficultés qu'il y aura. Tout cela m'affecte hor- » riblement. Le duc d'Aoste doit, dit-on, aller joindre le général à Malau- » sena avec ce qu'il lui reste de troupes le 14. Voilà un mouvement, mais » si nous mettons autant de temps à en faire un second qu'au premier, » nous ne serons pas de longtemps a Nice (1) ».

Le même jour le général De-Vins écrivait de Malausena à d'Hauteville en lui communiquant les mauvaises nouvelles, et l'annonce de ne pouvoir résister que lui avait donnés d'Argenteau de Savoie: « Vous comprendrez » qu'il faut des troupes de réserve soit derrière le Mont-Cénis soit derrière » le St-Bernard, et vous savez, monsieur, que nous n'avons plus une com- » pagnie à disposer. Sans des troupes de réserve le Piémont court risque

(1) Ceci est écrit par un colonel chef d'état major depuis longtemps, parfaitement au courant de tout, et d'un caractère très-calme, doux et conciliant! Quelle déduction à tirer en la comparant à celle qui suit de De-Vins!

Digitized by Google

» d'être saccagé. La belle saison qu'il fait donne le passage libre à toutes » les montagnes. Excusez que je vous dise mes sentimens avec franchise, » mais je vois une nécessité si urgente d'avoir des troupes qu'il faut s'en » procurer à quelque prix que ce soit. Si l'on avait raisonné ainsi, il y a » quelques mois nous serions de tous côtés dans l'état le plus riant, au » lieu de cela nous sommes de tout côté à l'étroit, et nous risquons même » de voir le pays dévasté ». Dans les lettres au Roi c'était toujours le défaut de vivres qui l'arrêtait, ou la nécessité de combiner un plan. Avant que De-Vins eût appélé à lui la compagnie Bonaud, St-André l'avait employée à surprendre Bonvillars dans la vallée Infernet. Le chevalier Radicati agissant avec ses milices dans le val St-Colomban facilita cette opération dans laquelle Bonaud fit une cinquantaine de prisonniers et détruisit les provisions de l'ennemi, après qu'il se retira.

Les Français pour diminuer les dangers de leur gauche suivaient le même système que les nôtres pour diminuer les obstacles. Ils faisaient des attaques sur leur droite et sur leur centre.

Le 8 ils déscendirent en force du Maurigon, attaquèrent le corps franc et les milices, et les chassèrent de Ventabren et Cabanet, mais un bataillon de Saluces, envoyé avec deux compagnies de grenadiers pour soutenir la position, leur fit rebrousser chemin, et ils regagnèrent les retranchemens de Maurigon avec peu de tués et blessés de part et d'autre.

Le 10 l'ennemi se montra de nouveau en force sur le Maurigon aussi bien que sur le Mantegas. On y observa près de 2000 hommes. Était-ce une démonstration, une revue, ou, comme le dirent les espions, une incorporation de gardes nationales avec les troupes de ligne? le fait est qu'il n'y eut qu'une alerte. Le 12 les Français firent une attaque sur le Fourcoin qui fut repoussé ainsi que celle qu'ils renouvelèrent le jour suivant. La présence du Roi à Saorgio augmentait les dangers de ces attaques; car il fallait le garder également des Français et des Génois dont les intentions étaient alors inconnues, mais d'un autre côté S. M. se défiait trop maintenant de De-Vins pour quitter l'armée. En restant elle était à même d'être renseignée par d'autres personnes que les partisans du général de ce qui se passait, et elle le forçait à sortir au moins apparemment de son inertie. Le duc d'Aoste de Claus, St-André de Belvedere, Colli lui-même de l'Authion se plaignaient de l'inaction où l'on tenait l'armée. Ce dernier, dans ses

lettres a St-André, reconnait que les magasins regorgent de vivres, que le temps le plus beau, le plus utile s'écoule, qu'il faut agir sur le Var. Malgré cela De-Vins se bornait à envoyer le 12 le major Marquette pour voir les postes qu'il était nécessaire d'occuper en avant de Torre, avec ordre au duc d'Aoste de le faire appuyer par deux compagnies que Mesmer devait détacher de Seriol.

St-André n'y tenant plus, profita du passage par Belvedere de monsieur de Clermont allant à Malausena pour faire demander a De-Vins l'autorisation d'entreprendre quelque chose sur Utelle. La qualité d'aide-de-camp du Roi rendait le messager trop important pour qu'on répondit par une défaite, aussi lui écrivait-il le 13: « Je serais d'autant plus charmé que vous » fassiez quelque entreprise sur Utelle, qu'actuellement que j'ai des vivres, » je vais occuper l'ennemi de mon mieux de ce côté-ci, ce qui ne laissera » pas de l'embarrasser. Ainsi je vous laisse la liberté d'agir de ce côté, » comme vous le jugez à propos; car cette attaque, quand même elle ne » réussirait pas, ne peut entraîner aucune mauvaise conséquence ». Mais en même temps il lui faisait dire qu'il envoyait l'ordre à Colli de le renforcer avec les deux bataillons de Nice, et lui conseillait de les attendre. St-André n'en prépara pas moins sa troupe, en la portant au Brec et faisant occuper ensuite Castel Gineste et sa baissa par le huitième grenadiers, le deuxième bataillon de Suse, et une centurie d'Acqui. Deux centuries du bataillon suisse composé furent ordonnées de venir à Figaret pour laisser les milices du chevalier Radicati disponibles, le bataillon des gardes dut tenir la communication assurée par San-Giovanni entre le Brec et la Torre, où était le chevalier Des-Hayes avec les dragons de la Reine, qui ainsi que les dragons de Piémont, demandèrent à servir à pied durant cette campagne. Le 13 au soir De-Vins envoya l'ordre de faire marcher immédiatement le bataillon Belgioioso pour rejoindre le quartier général, et il engageait encore St-André à attendre les renforts qui devaient lui venir de la gauche. Colli lui écrivait en effet le 13 que les deux bataillons de Nice seraient le 14 après midi à Belvedere, et ce renfort était nécessaire pour remplacer le bataillon d'Acqui qu'il avait dû envoyer le 12 à Colli; De-Vins d'un autre côté laissant supposer que le mouvement demandé par St-André dérangeait un plan qu'il avait combiné, on crut à Belvedere devoir suspendre, en écrire au Roi, et demander des explications à De-Vins. Ce dernier se décida

Digitized by Google

tout-à-coup à agir sur la droite du Var. Il avait appelé à lui peu à peu toutes les troupes qui étaient avec le duc d'Aoste, et il s'avança vers Gilette portant le 16 son quartier général à Revest dans l'espoir que ce mouvement engagerait l'ennemi à quitter Gilette (1). Des partis passaient l'Esteron et venaient à Les Ferres et Bouyon. Le 17 il fit attaquer Gilette, et le village fut pris, mais on ne put se rendre maître du vieux château où les Français avaient eu tout le temps pour s'y retrancher. La canonnade donna l'éveil aux Français déjà sur leur gardes, et des nombreux renforts venus du Brec de St-Martin, de Levens et d'Utelle même donnèrent les moyens à l'ennemi de charger les austro-sardes et leur reprendre le village dans la matinée du 18. L'affaire fut sanglante et désastreuse à cause de la mauvaise conduite des Autrichiens. De-Vins replia ses avantpostes mais resta à Revest (2) « Je suis toujours ici, où j'en étais au premier jour, et malgré » l'échec que les troupes ont eu aux postes avancés, je tiendrais ici quoiqu'il » arrive ». C'est avec ces seuls mots qu'il apprenait à St-André l'affaire de Gilette. Il l'avertissait en même temps que selon les rapports l'ennemi était intentionné d'attaquer par trois points différens savoir sur Puget, sur les environs de Gilette et par le côté d'Utelle et N. D. des miracles pour tomber sur le poste de la Torre, et il priait de bien garder les hauteurs du camp de Sériol qui seraient compromises par la prise de la Torre (3). Comme St-André ne voyant arriver de renforts d'aucun côté lui avait demandé de pouvoir au moins faire appuyer sa droite par les troupes qui étaient à la Torre, décidé à tenter quelque chose contre Utelle, De-Vins l'y autorisait, approuvant son projet, et lui disait qu'en cas de réussite il viendrait ensuite lui-même sur les lieux pour voir ce qu'il y aurait à faire (4).

Colli était excusable de ne pas vouloir se dessaisir des troupes à cause des attaques incessantes des Français. Ceux-ci avaient attaqué à la pointe du jour la Giandola avec trois pièces de canon placées contre le Colombier du Granit; ils délogèrent les milices et mirent le feu à trois maisons. L'ennemi tira après tantôt sur le Colombier, tantôt sur le poste d'Orneglia;

(1) De-Vins à Colli, 16 octobre.

(2) Id. à St-André, 21 octobre.

(3) Major Marquette par ordre de De-Vins à St-André, 21 octobre.

(4) De-Vins à St-André, 21 octobre, de Torreta-Revest.

Digitized by Google

ce dernier défendu par Tortone, tint ferme, mais le premier allait être abandonné par le marquis Gattinara qui l'occupait avec une centurie d'Acqui, d'ordre de monsieur Montafia, quand un bataillon de Saluces étant arrivé, le colonel Montafia l'envoya soutenir le marquis Gattinara, et la position fut de nouveau occupée par nos troupes. Colli fit alors marcher en avant le major Saisi avec ses milices soutenues par les autres compagnies d'Acqui, et l'ennemi, après avoir tiré inutilement plus de 100 coups de canon, se retira avec quelque perte. Cette attaque fut faite probablement pour épouvanter le Roi dont on ignorait le départ pour Tende. Le marquis Montafia y montra beaucoup de sang froid et de courage. Le 19 Colli eut de nouveau une alerte sur toute la ligne, et à la pointe du jour le Colombier fut pris par les Français qui s'avançaient pour incendier le reste de la Giandola, mais ils furent arrêtés par les troupes d'Orneglia. Le bataillon de Saluces étant venu renforcer Acqui, attaqua de son côté l'ennemi qui, après un fort canonnement et un feu très-vif de mousqueterie, fut obligé de se retirer du Colombier. La perte des deux côtés fut infiniment petite en proportion de la quantité de munitions brûlées.

Ce jour là Colli croyait De-Vins à St-Martin du Var, et il était aussi à l'obscur des mouvemens du général en chef que St-André; ce ne fut que le 25 qu'ils reçurent quelques détails officiels. Dans cet intervalle St-André, ne voyant arriver aucun renfort, avait insisté auprès de Colli pour qu'il fit au moins surveiller le Tuor par Vercell qui était à Raus; ce fut tout ce qu'il put obtenir, et il résolut d'agir avec les forces disponibles qui se réduisaient au huitième grenadiers (colonel marquis della Chiusa), le second bataillon de Suse, une compagnie d'Aoste, et les compagnies de milices Gondolo Cristini et Raiberti avec des volontaires commandées par Radicati. Revel aîné avait reconnu le terrain du Bree et de Château-Ginestié, tout était arrangé pour attaquer une demi-heure avant le jour pour profiter de la surprise et pouvoir ensuite voir ce qu'on faisait. Monsieur de Malausena à force de dire fit changer le plan; on fixa le moment de l'attaque entre minuit et une heure, et on décida une fausse attaque contre la Madonne, malgré l'avis contraire de Revel aîné qui ne voulait pas affaiblir Radicati. On ne pouvait espérer de prendre ce poste; il était donc mieux de ne pas s'affaiblir inutilement, et laisser à l'ennemi la possibilité de s'y retirer, vu que plus tard il serait forcé d'en déloger. L'affaire s'engagea le mieux du

Digitized by Google

monde au commencement. Revel aîné avec le bataillon de Suse parvint à porter deux canons de montagne par le Brec jusqu'à demi portée de fusil, et à établir une batterie en pierres sèches et sacs à terre sans que les Français, qu'on entendait parler, s'en doutassent. À une heure l'attaque commença, les grenadiers firent merveilles, ils emportèrent le retranchement de St-Martin et d'autres au dessous de Parrabouquet. Le sabre à la main on attaqua les pointes de Parrabouquet vers le Brec. Suse en emporta une, et des volontaires détachés forcèrent un retranchement qui barrait la communication avec les grenadiers. Le soldat Ciarlan du régiment de Nice y entra le premier. À deux heures et demi toutes les hutes de l'ennemi étaient prises, Radicati s'était emparé du Suc du Pleni qui est entre le col de la Monta, et la Madonne, mais il régnait un tel brouillard qu'on ne voyait même pas les coups de fusil. Les grenadiers tentèrent l'attaque du col de la Monta, mais faute d'y voir ils s'égarèrent; cela fit traîner l'affaire. Comme on craignait de se fusiller il y eut presque une suspension de feu de près de deux heures. Au point du jour Revel aîné, qui avait rejoint Della Chiusa, lui annonça qu'il venait de recevoir par le comte Moliere, officier des pioniers, l'autorisation de De-Vins d'appeler le chevalier Des Hayes de la Torre pour le faire avancer avec les dragons de la Reine. La lettre allait partir lorsqu'il s'aperçut que le Suc du Pleni était repris et Radicati en déroute, on ne pouvait plus dès lors communiquer avec la Torre que par le Brec, ce qui était trop long. Della Chiusa attaqua la Monta avec une fusillade très-vive; mais l'ennemi s'y était renforcé par Levens, ils étaient à peu près deux mille tous de troupes de ligne et beaucoup de grenadiers et chasseurs. Après une heure et demie de fusillade, Revel aîné, voyant Radicati repoussé sans espoir, et qu'une partie des troupes qui l'avaient combattu venaient sur les assaillans de la Monta, gardée elle-même à ne pouvoir être forcée, et qu'un corps considérable allait prendre les nôtres en flanc, décida, non sans peine, Della Chiusa, à se retirer. On fit alors toutes les dispositions pour la retraite qui fut par Château-Ginestié. Les troupes filèrent peu à peu en petit corps, et la retraite, soutenue par le bataillon de Suse, divisé par compagnies, se fit si lentement et avec tant d'ordre qu'on y mit une heure et demie pour se replier sans perte, à un sergent près qui s'obstina à vouloir tirailler. Les nôtres eurent 8 morts parmi lesquels un officier de Suse et le baron

Fighiere grenadier volontaire, et une quinzaine de blessés. Les rapports firent supposer que les Français avaient perdu 50 hommes et 70 blessés. On leur avait fait beaucoup de prisonniers, mais bon nombre se sauva à la faveur du brouillard et de l'obscurité, il en resta cependant 58 dont deux officiers.

Si Radicati eût pu tenir une demi-heure de plus au Suc du Pleni, on se serait peut-être rendu maître d'Utelle en obligeant l'ennemi à l'évacuer; mais les milices ne se battirent pas bien ce jour là, et elles étaient aussi peu nombreuses. D'ailleurs du moment que le brouillard eut empêché le coup de main et donné du temps aux Français, il n'était plus possible d'emporter les positions et d'occuper le village avec le tiers des troupes qui étaient courues les défendre. « Si le général m'avait prévenu lui-même » de son attaque de Gilette, j'aurais concerté la mienne avec la sienne, et » nous aurions eu l'un et l'autre moins d'ennemis en tête, mais vous savez » que nous ne faisons pas depuis longtemps ce que nous devrions faire, » et que le laconisme des lettres surpasse encore celui des idées (1).

Le même jour les Français qui étaient à Londa ayant appris que les milices étaient marchées vers Utelle, descendirent environ 200 pour fusiller le Figaret et tenter le passage de la Vesubia. Cela suffit pour que les deux centuries suisses se débandassent. L'ennemi tomba sur le camp pour le piller, mais des milices de retour d'Utelle et quelques grenadiers détachés de l'escorte des prisonniers avec le capitaine de Sardaigne, chevalier Ravvaneda, l'en chassèrent et lui firent abandonner la plus grande partie da sa proie. Ce que les Français n'avaient pu faire, les Suisses le finirent en revenant; ils se pillèrent eux-mêmes et une grande partie déserta. Le bataillon suisse fut immédiatement retiré à la Cerisière. Colli avait fait inquiéter ce jour là toute la ligne, mais l'ennemi ne s'en était pas ému en reconnaissant le petit nombre de troupes qu'on mettait en démonstration. St-André, blessé de la conduite de De-Vins à son égard, peiné de la tournure que prenaient les affaires, et du mal qu'un étranger causait a son pays, trouvait cependant une consolation dans la conduite des deux fils qu'il avait près de lui, et surtout dans tous les rapports qu'il recevait de tous côtés favorables à Revel dont on louait la conduite à Toulon.

(1) St-André au chevalier son fils, 25 octobre, de Belvedere.

« Je ne puis vous exprimer, mon cher fils, avec quelle joie j'ai reçu votre » lettre du 2 et toutes celles que vous avez écrit depuis. J'ai goûté dans » la première ce mélange de satisfaction et de crainte qu'elle devait me » produire. J'approuve ce que vous avez fait dans la circonstance où votre » exemple pouvait contribuer à faire acquérir à nos troupes l'estime des » nations qui les observaient: vous avez parfaitement établi les choses: ce » n'est plus maintenant votre partie. Vous devez vous borner, ainsi que je » l'exige de vous, à servir le Roi par votre correspondance et votre em- » pressement à l'instruire de tout ce qui l'intéresse à Toulon, mais surtout » de la discipline de nos soldats et de la tenue des officiers ».

Revel aîné écrivait de son côté a son frère:

« Je te fais mon compliment, mon ami, de bien bon cœur de l'affaire du » premier. Tout le monde t'a rendu justice, et on a fait tes éloges dans » les trois armées au point d'en recevoir des lettres de félicitation. Avec » cela, mon ami, tu as fait ce que tu devais la première fois pour animer » les troupes et les mettre en réputation; mais à présent que cela est fait, » je te prie de ne pas t'exposer mal a propos. Tu es fait pour servir plus » utilement, et penses que ta perte en serait une pour l'état ».

Une question grave s'éleva a cette époque pour l'affaire des prisonniers. Depuis que De-Vins avait fait la bévue de mettre les mots de république française sur une adresse, et qu'il dut la changer, il en avait pris la mouche et ne voulait plus correspondre avec les généraux français. Pour le corps d'armée de Savoie il laissait faire le marquis de Cordon et il envoyait à monsieur d'Hauteville les lettres qui lui étaient adressées sans même les décacheter, « car j'ai autre à faire que d'entrer en correspondance » avec lui, ainsi je vous prie de l'ouvrir et de lui faire vous même la ré- » ponse (1) ». Pour le comté de Nice c'était St-André qui correspondait avec le général ennemi. Or à cette époque on fut informé que Villarey, St-Ambroise, Venanson, Dalaise, et Arnoux officiers prisonniers de guerre avaient été emprisonnés et qu'on leur faisait leurs procès comme émigrés. Il était facile de voir quelles terribles conséquences cela pouvait avoir et quel aspect en aurait pris cette guerre.

Il ne fallait pas faiblir. St-André en fit emprisonner le double, et il voulait

(1) De-Vins à Hauteville, 24 septembre, de Belvedere.

Digitized by Google

écrire d'une manière absolue, mais on lui fit modifier l'énergie de son langage. Il put cependant déclarer qu'il userait de représailles et que la potence répondrait à la guillotine. Il voulait lui, menacer le double et profiter du nombre de prisonniers qu'on avait pour épargner à tout prix cette horrible suite de décapitations et pendaisons. Si on admettait le décret des Français contre les Niçards et Savoyards, considérés comme émigrés, il en résulterait une terreur favorable à leur faciliter des conquêtes incalculables. Un village qu'ils prissent en Piémont, c'était un département, et par suite une série de gens à guillotiner. On ne pouvait réclamer contre l'exécution des prisonniers du corps franc français. Le capitaine Gilette ayant été pris dans les attaques de De-Vins, fut aussi mis en prison, et St-André fit savoir à Dumerbion qu'il avait ordonné l'emprisonnement d'un autre officier pour user de représailles. D'un autre côté il ne voulut pas demander le prompt échange ou la liberté sur parole du prince Marsiconovo, fils du ministre de Naples a Turin, qui combattant comme volontaire fut pris à Gilette. St-André s'y opposa, malgré les instances de De-Vins, parcequ'il voulait justement intéresser la cour de Naples au sort de nos prisonniers. Cette conduite ferme et inébranlable sauva la vie d'un grand nombre d'officiers, et épargna des horreurs aux deux armées. Il ne transigea pas non plus pour cinq officiers qui, prisonniers sur parole, mais gardés à vue, s'étaient évadés et avaient rejoint dans la soirée du 11 octobre notre poste de Lantosca. Quoique les Français en emprisonnant et en faisant une procédure criminelle à des prisonniers de guerre, eussent été les premiers à manquer aux usages et aux droits de la guerre, ce manque de bonne foi ne dégageait pas la parole des autres. On ne pouvait cependant songer à les rendre. St-André en rapportant la chose au Roi proposa qu'on punît ces officiers et qu'on en rendît un nombre égal de Français. Il était important de maintenir la générosité des lois de la guerre. S. M. approuva et on fit en conséquence.

Enfin le 27 St-André recevait de De-Vins un billet daté du 25 de Torreta-Revest dans lequel il lui communiquait la lettre suivante, écrite le 26 au général Colli: « J'ai remis les esprits épouvantés, j'ai fortifié mes postes, et » je suis assez tranquille de ce côté-ci. Malgré cela les Francais envoyent » tous les jours des paysans, des prêtres et même des officiers de milice » (car tout est espion français de ce côté-ci) pour me confier qu'ils vont » m'attaquer; mais je crois qu'ils n'ont pas assez perdu la tête pour le

Digitized by Google

» faire, et certainement ils ont quelque autre intention. Car en forçant le » poste que je tiens, ils donneraient le nez contre le col de Vial qui est » une attaque toute aussi rude que la première. Mais qu'ils aient quelque » intention de nous faire rétrograder de ce côté-ci, je le crois aussi. Ils » ne peuvent le faire que de deux façons. La première en m'attaquant du » côté du Puget, et la seconde en forçant monsieur de St-André à quitter » Belvedere.

» Le premier de ces projets ne les ménerait pas loin ; ils trouveraient » un poste très-difficile à forçer dans Puget même, et puis le château de » Quebris, enfin le poste de Scros, et puis je suis à portée d'occuper Villar, » ce qui les empêche tout court d'aller plus loin, et qu'ils veuillent aller » forcer le col de Pouriac ou de Pal est encore moins croyable.

» Je ne crains donc que pour la seconde. L'ennemi pourrait attaquer » monsieur de St-André directement par la vallée de Lantosca, et passer » en même temps avec un corps du camp de Luda sur les Terres rouges, » moyennant quoi celui-ci serait pris en flanc et au dos. C'est donc à vous, » monsieur, d'avoir l'œil sur ce que cela n'arrive pas; il faut vous mettre » en correspondance avec ledit général St-André, afin que les Terres rouges » restent toujours ouvertes pour pouvoir se secourir réciproquement. De » mon côté je ferai ce que je pourrais pour aider, pourvu que l'on tienne » bon autant de temps qu'il faut pour faire une marche; car, malgré la » quantité de troupes très-peu considérable, j'ai fait renforcer le poste de » Clans, pour être à portée à me jeter de ce côté-là. J'envois le major » Marquette pour chercher le point par où je puis envoyer un secours qui » défende à l'ennemi d'aller plus loin ».

St-André devait concerter avec Colli les mesures à prendre pour s'opposer aux desseins de l'ennemi, et lui marquer en son temps les dispositions qu'il aurait faites.

Après tant de dépenses, après tant de plans combinés, après 50 jours de temps favorable, soit par la saison, soit par les troupes que l'ennemi devait envoyer en Provence, on n'avait rien fait de concluant, et on se réduisait à une défensive. De-Vins après avoir affaibli St-André et le duc d'Aoste pour avoir plus de troupes sous la main, s'était heurté contre Gilette, et s'était endormi a Torreta-Revest, comme il l'avait fait d'abord a Malausena. Il agissait ainsi dans une guerre où tout devait être coup de main

et surprise, seuls moyens à employer pour emporter des fortes positions sans verser un sang précieux, pour intimider l'ennemi et l'obliger à une retraite facilement désordonnée. Tout retard était encore nuisible non seulement pour la facilité de défense qu'il donnait à l'ennemi, mais plus encore par la consommation de vivres qu'il entraînait, et par la nécessité conséquente d'augmenter les magasins. Objet qui entraînait des difficultés énormes, et qui d'un autre côté a toujours fourni à monsieur De-Vins un motif pour ne pas avancer. Cercle vicieux et fatal pour notre pays.

Ce qui paraîtra incroyable c'est qu'après avoir mis St-André dans l'impossibilité d'agir vigoureusement à Utelle, et l'avoir laissé dans l'ignorance de l'attaque de Gilette, il lui fit un grief auprès du Roi qu'il ne l'eut pas aidé et qu'il n'eut pas réussi. St-André informé de pareille chose, écrivit le 28 octobre au chevalier Radicati qui tenait la correspondance des affaires militaires auprès du Roi, pour qu'il fît connaître sa conduite à S. M. Le général n'avait jamais cru devoir adopter ses propositions. Il ignorait complètement le temps précis et l'endroit où De-Vins comptait porter ses coups. Il l'avait informé de son projet pour la nuit du 21 au 22 lui laissant le temps de l'approuver ou contremander; que la lettre du général apportée par monsieur Moliere approuvait. Les faibles moyens qu'il avait ne lui permettaient pas de faire une attaque en force sur cet endroit, qu'il l'avait tentée par surprise, de façon à ne pas compromettre les troupes employées, sur tout après ce qui était arrivé à Gilette.

Si on n'avait pas pris Utelle, on avait du moins détourné les projets de l'ennemi contre la Torre, projet qu'il avait, et qui avait été cause qu'on l'avait trouvé en force à Utelle. La lettre de monsieur Marquette le témoignait. Le général l'avait approuvé. Les troupes de la Torre n'étaient à sa disposition qu'en cas de réussite.

« Je me flatte que ces éclaircissemens persuaderont S. M. que je n'ai » d'autres vues que de la servir de tous mes moyens et sans vues particu- » lières. Voilà ce qu'il m'importe de lui prouver, car quant à tous les » bavardages qu'on peut faire à des éloignemens d'où l'on n'est pas à » même de porter un jugement, je ne puis que les mépriser ».

Avant de savoir qu'il dut se limiter à la défensive, St-André après l'affaire d'Utelle, avait écrit à De-Vins que si on lui donnait un renfort il pourrait tenter de nouveau la prise d'Utelle, et qu'il croyait y réussir avec

une troupe plus nombreuse; mais De-Vins lui avait déclaré l'impossibilité de lui donner des troupes soit en les prenant à Colli qui s'était déjà chargé de la défense de la montagne, qui de la tête de Rogier descendait jusqu'à la redoute du Vesco, occupée par les troupes de St-André, et avait une ligne très-étendue dont la gauche devait être bien gardée à cause de l'incertitude des Génois à se prononcer; soit des troupes qu'il avait avec lui parce qu'elles n'étaient pas même suffisantes pour garder toute cette étendue de pays. Le général en chef approuva la disposition des troupes dont St-André lui avait envoyé le tableau, lui conseillant seulement de mettre un bataillon de ligne à la place des milices pour défendre le Figaret, poste très-essentiel.

Les rapports annonçaient que les Français se retranchaient au bric de Pleni et à la Madonne, où ils avaient même monté deux pièces. Massena y commandait. L'hiver s'avançait (1). « La neige est arrivée. J'espérais que » cela nous serait favorable; point du tout. Voilà Carail et Germagnan qui » viennent de Revest et qui vont à Coni. Ils m'affligent en nous disant que » le général n'a point de projet, qu'il ne veut pas dire, qu'il faut se replier, » mais qu'il désire qu'on lui en donne l'ordre. La mésintelligence est com- » plète entre les nôtres et les Autrichiens. Nous avons perdu à Gilette, de » l'aveu de Carail, plus de 800 hommes, tu vois que ce n'est pas bagatelle. » Caprara s'est conduit indignement et n'a pas fait la moindre résistance. » Je n'osais porter un jugement sur le général, mais tout ce qu'en disent » ceux qui viennent de là et principalement Carail, m'a fait le plus grand » effet. Il est question, d'après ce que je vois, de retraite; nous n'aurons » gagné à tout ceci que d'avoir abîmé ce pauvre pays pour l'abandonner à » la rage des Français qui seront furieux des démonstrations de fidélité qu'ils » ont donné à leur Roi. Monsieur De-Vins qui paraît si vain est incom- » préhensible dans sa conduite, il y a du dessous des cartes dans tout ceci. » Il n'est plus question des 5 milles Autrichiens, ils resteront en Lombardie » inutiles à la cause commune ».

La Cour de Vienne après avoir fait étalage des troupes qu'elle avait en Lombardie dans le but d'arracher un traité onéreux à la Sardaigne, avait dû promettre à l'Angleterre de fournir un renfort. Ce furent d'abord quatre

(1) Revel aîné au chevalier, 30 octobre, de Belvedere.

Digitized by Google

bataillons qu'on devait envoyer à Toulon. Les vaisseaux anglais vinrent même à Vado pour les y embarquer, mais ils n'avaient pas même passé le Tessin. Pour calmer les réclamations de l'Angleterre on promit non plus quatre bataillons, mais 5 milles hommes qu'on aurait embarqués à Loano. Plus tard comme l'Autriche ne voyait pas dans l'occupation de Toulon et de la Provence un intérêt aussi direct pour elle qu'il l'était pour la Sardaigne et l'Angleterre, elle ne voulut plus donner de renforts, et prétexta que ces troupes lui étaient nécessaires pour parer à l'éventualité d'une invasion dans le Milanais par la Suisse. St-André, qui ne s'attendait pas qu'on aurait joué une pareille farce avec des nations qui ne rient qu'à propos, était décidé, dès que ces troupes seraient à Loano, de proposer qu'on retardât leur embarquement de 8 à 10 jours pour les avancer à Menton et de là à Braus, bien persuadé que ce mouvement aurait forcé l'ennemi à dégarnir ses postes et vraisemblablement à abandonner le Tueseh. Mais il paraissait que la Cour de Vienne voulût de plus en plus nos embarras, et le général Stein suivait admirablement cette politique de tromperies (1).

L'arrivée des Autrichiens aurait aussi eu une heureuse influence pour décider les Génois. Cette république était pressée d'un côté par les Français de venger l'insulte que lui avaient faite les Anglais en violant la neutralité de son port et en s'y emparant de force de la frégate française la *Modeste*, et en butte d'autre part à toutes les instances des alliés qui lui demandaient péremptoirement de se prononcer pour eux. Les Génois déclarèrent vouloir garder la neutralité, résolution défavorable aux alliés qui ne pouvant y avoir pleine confiance, devaient toujours se garder sur leur gauche et y tenir des troupes détachées, pendant que les Français y gagnaient de pouvoir tirer des provisions et vivres des états de la république, tout en menaçant toujours d'en violer la neutralité parce qu'elle l'avait déjà été par les Anglais dans le port. Ils envoyaient reconnaître le terrain. Vers la moitié d'octobre on avait vu trois officiers vers Airole sur la Roya qui exploraient les chemins ; et le 28 du même mois un corps de 500 hommes environ fit mine d'avancer par le même point, mais quelques milices les arrêtèrent dans leur marche. Colli néanmoins dut renforcer les postes sur la gauche de la Roya, ce qui était une dispersion de forces.

(1) St-André à Revel, 25 octobre, de Belvedere.

Digitized by Google

Le 1er novembre St-André vit arriver à Belvedere le colonel Jarjaie attaché à l'état major du Roi, et en qui S. M. avait beaucoup de confiance, et l'envoyait souvent en missions d'urgence. Il venait avec son aide-de-camp, monsieur Fleuri, de Torreta-Revest et apportait une lettre du 31 octobre de De-Vins à St-André, dans laquelle il lui disait que « S. M. ayant en-» trevu la difficulté et même l'impossibilité d'entretenir le corps d'armée » qui est actuellement dans le comté de Nice, m'a ordonné de communiquer » avec vous sur ce que l'on pourrait garder ou abandonner de ce comté. » J'ai cru donc devoir vous envoyer le même colonel, monsieur de Jarjaie, » qui m'a été envoyé de la part du Roi, pour que vous puissiez lui com-» muniquer vos idées, afin que nous puissions d'accord soumettre nos » idées à S. M. », et il copiait les paroles du Roi. « Tout ce que je puis » après cela vous dire pour cet effet, c'est que vous voyez sans délai, de » concert avec le général comte de St-André (que je désire que vous » entendiez aussi là-dessus), quel changement il convient de faire en vous » retirant dans la position des troupes à laisser dans le comté de Nice; » comment et jusqu'où vous penseriez de la restreindre pour l'hiver. Sur » quoi mon intention serait qu'on partît des bases suivantes: savoir, que » la nouvelle ligne d'occupation de pays et de défense pour le conserver, » ainsi que pour garantir les frontières, soit établie et réglée de manière:

» 1° À y employer le moindre nombre de troupes sans abandonner » entièrement, s'il est possible, les vallées de Tinea et Vesubia.

» 2° À se mettre à portée de profiter des événemens heureux qui pour-» raient arriver avant le retour de la bonne saison et de reprendre quand il » pourra convenir, les opérations tendantes à procurer la délivrance de Nice.

» 3° Enfin à rendre la défensive, à laquelle il faut se restreindre » maintenant, plus sûre, moins désastreuse que possible aux troupes, et moins » dispendieuse et embarrassante pour les approvisionnemens ». Jarjaie, expédié pour expliquer mieux les vues et sentimens du Roi, devait lui rapporter les résolutions prises et les dispositions combinées par De-Vins avec St-André. « Je ne puis que vous recommander en même temps de ne rien » oublier pour diminuer autant qu'il se pourra les tristes pertes et con-» séquences qui vont résulter du retour de l'ennemi dans le pays que » vous devez quitter ». De-Vins attendait par Jarjaie la réponse de St-André, et il le priait de donner tous les soins imaginables afin que le chemin de

Digitized by Google

St-Martin au Raus fût tenu en bon état, comptant y faire passer son artillerie au plutôt possible.

D'après Jarjaie l'idée de De-Vins était de tenir le terrain entre la Tinea et la Vesubia, et il tenait beaucoup à l'occupation du Brec y ayant même ordonné la construction d'un baracon, mais vu l'impossibilité d'y établir autre chose que des cabanes ou cahutes contenant 10 à 12 hommes, St-André l'avait fait construire à Château-Ginestié placé en avant du Brec, ce que De-Vins avait fort approuvé, et il avait ordonné qu'on établît et multipliât tout ce qui était nécessaire pour loger pendant l'hiver cent hommes sur ce dernier point. St-André observait qu'on ne pouvait d'Utelle attaquer le Brec qu'après avoir emporté Château-Ginestié; mais si on n'était maître du rideau qui du Brec se perd dans la Tinea en avant de la Torre, le Brec serait enveloppé et Ginestié coupé et tourné. Ce rideau était gardé dans ce moment par les troupes de la Torre établies dans plusieurs postes dont le principal était celui de Sainte Élisabeth. Certainement, si pendant l'hiver on restait maître du Brec et de la Torre, et on conservait la Tinea, le début de campagne au printemps serait beaucoup plus avantageux; mais il fallait dès lors de très-grands moyens en deçà de Raus pour remplir cet objet, et des troupes qui placées en échelons dans les deux vallées pussent résister à celles que l'ennemi rassemblerait lors qu'il voudrait attaquer en force quelqu'un de nos postes, qui autrement vu l'éloignement ne pourraient recevoir des secours et seraient forcés de céder à la supériorité. Il fallait calculer tout le mal que pouvait produire dans la mauvaise saison et avec la difficulté des chemins, une tourmente, une neige prolongée. Les communications avec l'Authion et Raus pouvaient même être momentanément interrompues. Que cette dernière circonstance devait engager à presser une résolution pour éviter des désastres possibles. Si on comptait sur le printemps, il fallait songer que l'ennemi pourrait toujours par Levens, Utelle, et ses cantonnemens sur le Var, forcer nos postes avant que nous fussions préparés à l'offensive. Si dans les montagnes l'attaque devait être prompte et menacer plusieurs points éloignés entr'eux, la retraite devait être lente pour ne pas tomber dans le désordre, et la défensive devait s'appuyer réciproquement et prendre de la force en convergeant autant que possible sur ses réserves, qui ainsi placées pouvaient, même en petit nombre, parer aux attaques sur

Digitized by Google

différents points. St-André ajouta particulièrement à Jarjaie que du moment qu'on n'avait pas voulu profiter des positions pour attaquer, qu'on disait maintenant de ne plus le pouvoir, il y aurait folie à garder une ligne si dangereuse et si exposée. Excellente selon lui pour attaquer énergiquement, elle était défectueuse pour s'y établir pendant tout l'hiver. Son opinion était de tenir depuis Rimplas comme extrême droite à Belvedere qu'on fortifierait et protégerait par des postes avancés, et s'unir en suite à l'ancienne ligne qui prolongée par Fourcoin s'appuyerait aux frontières génoises; se limitant à éclairer et inquiéter selon les circonstances le reste du pays. Quant à la gauche et au centre il ne croyait n'y devoir rien changer, si ce n'est d'augmenter et perfectionner les ouvrages défensifs, mais que pourtant il désirait connaître l'opinion de Colli à cet égard, puisqu'il l'occupait depuis plusieurs mois. Ce dernier général écrivait de son côté à Revel à Toulon le 1er novembre « Vous jugez bien, mon cher chevalier, que mon » silence n'était pas sans raison. A-t-on fait des sottises? qui les a faites? » ce n'est pas moi qui vous le dira. Je voudrais bien qu'on rayât de notre » histoire ces deux campagnes malgré le peu de gloriole que j'eus pour mon » lot. J'y renoncerais très-volontiers pour être à refaire. Mais ferions-nous » mieux? avec la même étoffe, mêmes habits. Qu'en arrivera-t-il? je l'ignore » encore. Le plan de conquête me fut inconnu, il m'est de même celui de » retraite.

» Les Français s'opiniâtrent à garder le Tuesch, le Maurigon et la Co- » goula. Tous les rapports sont d'accord que l'ennemi a 6|m. hommes dans » cette partie, d'autant plus qu'il menace la frontière des Génois s'ils se » décident pour la coalition. Nous sommes dans la neige. Nous souffrons » et l'ennemi nous donne l'exemple de la constance. Jusqu'à quand cela » pourra-t-il se soutenir?

» Maubeuge est délivré, et par Jourdan! le prince de Cobourg battu » par ce barbare! Giletta, l'écueil du vainqueur des Turcs! quelles réflexions » à faire! modestie, modération dans les succès; ayez-en, cher chevalier, » et moi je serai le plus ardent à vous les souhaiter ».

Le 6 en annonçant à St-André qu'il venait de recevoir un plan de quartier d'hiver du général De-Vins qui lui demandait son avis « Je viens d'y ré- » pondre d'abord que je ne connais pas la partie où il est, et que pour » le reste du cordon il faudra consulter le général qui sera chargé de

Digitized by Google

» défendre ces positions »; il ajoutait « Maubeuge est délivré selon les » bulletins français; je souhaite de l'être aussi de ces montagnes, ma santé » n'y tient plus! »

Cette situation précaire se prolongeait et tous les rapports étaient que les Français songeaient à attaquer. De-Vins parut se préparer à la retraite et il donna l'ordre le 7 à St-André d'envoyer a Torreta-Revest une compagnie de milice d'Entraques, et le 10 à Colli de diriger sur Clans par Belvedere la compagnie corps franc du marquis de la Fare, et il porta le 11 son quartier général a Villar, d'où il se réservait de voir ce que ferait l'ennemi après ce mouvement, car au fond il ne lui abandonnait que les deux villages de Revest et Torreta, encore ne pouvait-il les occuper, les nôtres restant maîtres du col de Vial. De Villar il comptait, si tout était tranquille, se replier sur la Bollena en attirant les troupes à lui (1).

Le 9 au soir St-André recevait la lettre suivante du Roi « Comte de » St-André. D'après le rapport que le colonel Jarjaie vient de me faire en » me remettant votre lettre du 6 de ce mois, j'observe avec satisfaction » que les dispositions de défensive que vous proposez répondent entière- » ment aux bases sur lesquelles je désirais de les voir établies; et votre » zèle éclairé m'est un sûr garant de toutes les précautions que vous pren- » drez pour vous fortifier contre les entreprises de l'ennemi. J'ai pensé » comme vous qu'il suffisait d'appuyer la droite de la ligne à Rimplas, ce » point nous ménagera pour la suite un moyen d'établissement sur la Tinea, » il suffira pour couvrir le val de Blora et il est essentiel en conséquence » qu'il soit occupé de manière à ne pouvoir être forcé.

» L'idée que vous avez eue de chercher une position où mon artillerie » de campagne pût rester en sûreté en attendant de nouveaux mouvemens, » présente trop d'avantages pour que je ne l'adopte pas, je vous auto- » rise en conséquence à arrêter à Belvedere toutes les pièces qui arriveront » par le col d'Aidon, et à vous occuper des différentes redoutes que vous » croirez nécessaires pour rendre ce dépôt inabordable. Je conçois que » vous avez besoin de connaître le prolongement de votre gauche, et j'écris » au général Colli de se concerter avec vous relativement à ce qui le con- » cerne. À cet effet je renvois auprès de vous le colonel Jarjaie qui m'en

(1) De-Vins à St-André, 10 novembre, de Torreta-Revest.

Digitized by Google

» rapportera le résultat. Mon intention étant au reste que vous soyez chargé
» du commandement de toute la ligne de défense qui va être établie dans
» le comté de Nice. L'altération de votre santé m'a fait beaucoup de peine,
» et je ne saurais trop vous exhorter à employer tous vos soins à un ré-
» tablissement auquel je mets le prix le plus réel. Coni, 8 novembre 1793».

D'après cette lettre le général Colli aurait dû se concerter avec St-André. Malgré une négociation de M. de Jarjaie, la chose ne put avoir lieu, ce général aduisant pour raison que, comme autrichien, il ne pouvait prendre des ordres que de M. De-Vins (1). Celui-ci continuait son mouvement de retraite, et il se plaignait maintenant que les magasins trop fournis retardaient sa marche (2).

Une chose fatale dans une circonstance aussi importante était la division et incertitude dans le commandement. De-Vins tout en sachant qu'on était aigri contre lui, qu'on avait décidé de donner le commandement à St-André, n'était cependant pas rappelé, et continuait à donner des ordres qui retardaient d'une manière irréparable toutes les dispositions qu'aurait voulu prendre St-André. Celui-ci malgré la lettre du Roi n'était cependant pas dégagé de l'obéissance à De-Vins qui restait toujours inspecteur général et commandeur en chef. Colli de son côté dépité de ne pas avoir le commandement comme il l'avait espéré, refusait obéissance a St-André, mettant ainsi d'accord sa jalousie et la crainte de se compromettre vis à-vis de De-Vins, et en attendant il ne faisait rien pour établir ses troupes pour la mauvaise saison, les laissant exposées à des souffrances incroyables (3).

Du moment qu'on reconnaissait quelle avait été la conduite de De-Vins, il fallait prendre le parti décisif de s'en débarrasser sans brouillerie avec la Cour de Vienne puisque le Roi tenait à cette alliance. La nullité des résultats, les dépenses énormes qu'il avait causées, et sa contenance depuis le commencement de la guerre, pouvaient facilement motiver son rappel. Au lieu de cela tout le monde fut mécontent, et il ne put y avoir une direction énergique à la tête de l'armée.

De-Vins se porta le 19 de Villar à Clans, et il fit évacuer la Torre et

(1) Revel aîné au chevalier à Toulon, 12 novembre.
(2) De-Vins à St-André, 13 novembre de Villar.
(3) Revel aîné au chevalier, 12 novembre à Toulon.

Digitized by Google

Tournafort dirigeant sur Roccabigliera les dragons de la Reine, et deux escadrons des dragons de Piémont qui défendaient ces postes. Le bataillon de troupes légères commandé par le chevalier Leotardi reçut ordre de marcher à Tende étant hors de service (1). L'abandon de Torre et l'ordre de tenir à Château-Ginestié et au Brec d'une manière stable étaient deux choses incohérentes selon St-André, De-Vins le savait (2), et cependant il ne tenait aucun compte de ses observations, il lui annonçait même qu'il ferait des changemens dans la ligne de défense sans lui donner aucun détail. St-André sollicitait en vain des ordres (3). Ce qu'il voulait avant tout c'était qu'on ne perdît pas de temps, qu'on ne gaspillât pas l'argent, et qu'on ne fatiguât pas les troupes inutilement.

En apprenant l'évacuation de la Torre, il en prévint de suite le chevalier de la Roque qui commandait au Brec afin qu'il exerçât la plus grande surveillance surtout vers Maloine, et la crête qui monte de Sainte Élisabeth, et le major Mesmer au camp de Sériol pour qu'il eût soin d'éclairer par des patrouilles vers les aboutissans de la Torre la communication avec le Brec. En cas d'attaque il devait de suite faire un signal convenu avec le commandant de la garde des hauteurs de Saumalunga, afin que celui-ci alluma les deux feux d'alarme; il devait ensuite se porter avec la plus grande partie de sa troupe vers Maloine choisissant une position pour dégager le Brec si c'était possible, ou inquiéter l'ennemi sans compromettre sa troupe. Au signal on enverrait de suite des troupes occuper le camp de Sériol. Le lieutenant-colonel de Suse chevalier Carret qui était au Blaquet avec le second bataillon reçut ordre de se porter sur la crête de la montagne qui du col de Scandouillé en passant par Sainte Élisabeth descend sur la Tinea, et se placer sur cette branche de montagne. Il devait inquiéter les mouvemens de l'ennemi et l'empêcher de passer à la Torre, sans cependant s'engager dans un combat sauf pour le défendre. Trois compagnies de la légion légère le remplacèrent au Blaquet. En même temps comme De-Vins lui avait écrit le 14 de Villars que six compagnies du régiment aux gardes resteraient à Saint Dalmas du Plan, à portée de ses ordres, il crut

(1) De-Vins à St-André, 19 novembre de Clans.

(2) St-André à De-Vins, 15 novembre de Belvedere.

(3) St-André à Jarjaie, 20 novembre à Coni.

pouvoir en disposer, et pour les rapprocher en cas de besoin, il leur envoya l'ordre de venir à Saint Martin et successivement à Roccabigliera, et pour ne pas encombrer ce village il fit avertir les dragons de s'arrêter à Saint Martin pour y attendre les ordres du général en chef, pensant que s'ils devaient passer par Raus cela ne changeait nullement leur itinéraire (1).

Les gardes à peine arrivées à Roccabigliera reçurent ordre de De-Vins de se rendre à Saint Salvator. Saint-André naturellement ne les retint pas, mais il envoya de suite un aide-de-camp représenter au général que par les dispositions qu'il avait dû prendre ensuite de l'évacuation de Torre et de l'ordre de tenir à Château-Ginestié, Saint Julien était sans troupes par le départ des gardes, et il ne lui restait que trois centuries d'Acqui au camp de Flaut, le premier bataillon de Nice réduit à moins de 200 hommes et le bataillon grenadiers de la Chiusa VIII à Saint Jean (2). Le chevalier de Perron apporta le même jour 21 la lettre suivante de De-Vins « D'après une lettre que j'ai reçue de S. M. le Roi, qui me dit de vous laisser » le commandement lorsque après avoir placé les différens postes je me » serais éloigné de votre corps d'armée, je m'imagine que S. M. vous aura » fait parvenir ses ordres, soit pour la distribution des postes, que pour les » troupes qui doivent rester ou être relevées. En conséquence j'ai l'honneur de vous prévenir que j'ordonne à toutes les troupes piémontaises » de vous faire leur rapport dès ce moment, et qu'elles restent immédiatement sous vos ordres. Je vous joins ici une note des postes qu'elles » occupent dans le moment pour que vous puissiez y faire les changemens » que S. M. vous aura ordonné. Quant aux troupes impériales je les envoie toutes camper à Saint Martin pour les faire défiler peu à peu en » Piémont ». Suivait le détail à

La Bollena 2 escadrons des dragons de Piémont, et le régiment des dragons de la Reine sous les ordres du général chevalier De Quinto — Les canons et les magasins;

Rimplas premier bataillon de Piémont;

Saint Salvador les deux compagnies restantes des gardes qui seront relevées le 22 à Monche par des milices;

(1) St-André à De-Vins, à Clans 20 novembre.

(2) St-André à De-Vins, 21 novembre.

Digitized by Google

Isola troisième bataillon Courten et milices;

Beuil premier bataillon Mondovi avec les volontaires de Nice et Verceil commandés par M. de Sainte Marguérite;

Saint Étienne premier bataillon Courten avec des milices;

La compagnie Bonaud avait eu ordre de rejoindre Colli ainsi que celle La Fare.

St-André contrecarré continuellememl par les ordres encore légitimes d'un chef hostile, et par le refus d'obéir d'un lieutenant jaloux, recevait continuellement des avis alarmants sur les intentions de l'ennemi. La responsabilité était accablante sans qu'il pût y faire honneur. Le point surtout du Brec l'inquiétait, il comprenait qu'on ne pouvait plus y tenir et cependant De-Vins lui ordonnait péremptoirement d'y tenir, n'étant pas décidé, disait-il, que la vallée de la Tinea dût être abandonnée et qu'il avait fait de représentations au Roi à ce sujet.

Colli de son côté parlait toujours d'avoir alarmé les Français, mais ceux-ci se tenaient tranquillement dans leurs camps. Il y eut cependant le capitaine de milices Cauvin qui par un temps diabolique dans la nuit du 16 au 17 monta au Maurigon gardé par cinq compagnies de grenadiers, les surprit, et leur fit abandonner les retranchemens, laissant quelques morts et six prisonniers. Tout fut pillé et bouleversé dans le camp, après quoi Cauvin se retira avec sa compagnie. En dehors de cela, Colli déclarait à St-André le 26 matin qu'il attendait les ordres du Roi et de De-Vins. Qu'il se réglerait d'après ses ordres, et que pour le moment il se limitait à protéger la retraite des troupes impériales et de celles qui étaient sur le Var. Sa santé n'y tenant plus, il avait demandé en grâce à son général de rejoindre ses troupes. Qu' un autre général destiné par S. M. ferait les dispositions qu'il croirait convenables pour la défense de ce poste.

Malgré toutes ces contrariétés la fermeté de St-André ne faiblissait pas. Ne pouvant faire bien, il tâchait de faire le moins mal possible. Ayant chargé M. de Cravanzana et Jarjaie de représenter au Roi l'état des choses et de lui envoyer le plutôt possible les ordres de S. M. et les dispositions prises. Il crut bien de ne pas changer immédiatement la distribution des troupes faite par De-Vins. Le général Quinto fut chargé de donner les ordres nécessaires aux commandans de troupes et milices placées dans la vallée de Blora ou dans celle de la Tinea, laissant subsister le plus possible les

Digitized by Google

établissemens faits par De-Vins. Il rappelait à Roccabigliera le chevalier de Yenne qui était avec une centurie des gardes à Saint Salvator. Le chevalier Waira qui commandait l'artillerie à l'Authion fut chargé d'ordre du Roi de la conduire à Marte dès que le général Colli ou Dellera lui ordonnerait de se replier. Le major marquis Colli qui était à Beuil reçut l'ordre de se porter avec son bataillon de Mondovi, et les volontaires de Nice et Verceil à Marie poste très-important abandonné par les Autrichiens aux seules milices, et qu'on confiait à son zèle et prudence pour qu'il l'assurât de son mieux; il pouvait même pousser jusqu'à Clans. Le marquis Colli devait se servir des milices de Marte, et laisser celles qu'il avait avec lui à M. de Sainte Marguérite cadet avec les volontaires d'Oneille à Beuil, pour éclairer cette partie de la vallée. L'artillerie de tous les postes dut se replier sur Belvedere. St-André après avoir donné tous ses ordres comptait aller reconnaître son extrême droite et surtout Rimplas. Il attendait pour cela que le baron De-Vins fût passé. Ce général coucha à Belvedere le 22 et partit le 23 pour le Fontan. Se disant malade, il causa très-peu avec St-André et ne voulut entrer dans aucune explication. Il ne donna d'autres dispositions que celles relatives au passage des Autrichiens en Piémont.

On sut alors que l'arrière garde de De-Vins formée par Caprara avait laché pied à Malausena, et qu'on n'avait pas su abattre le pont sur le Var, ce qui avait facilité aux Français le moyen de nous attaquer.

Massena profitant de ce désordre dans la retraite, et de l'abandon de la Torre y fit marcher bonne partie de ses troupes pour attaquer de ce côté là, pendant qu'il s'avançait lui-même avec le reste d'Utelle contre Château-Ginestié. Caret attaqué le 24 au point du jour replia d'abord ses postes vers le col de Scandouillé et y tint longtemps; mais la supériorité du nombre et l'attaque menaçante de Ginestié le forcèrent à se retirer sur le Brec. Carret était blessé grièvement ainsi que trois des officiers. À la première menace d'attaque le bataillon de la légion légère commandé par M. d'Antignan avait été porté en entier du Blaquet sur Château-Ginestié. Cette position attaquée en force fut défendue avec vigueur, mais il fallut céder, et après une résistance honorable et une perte considérable, d'Antignan se replia sur Blaquet d'ordre de Revel aîné, qui était accouru pour donner les ordres de St-André, afin d'appuyer la gauche du Brec et ne pas l'encombrer puisqu'il y avait déjà le bataillon de Suse et celui d'Aoste, qui

Digitized by Google

arrêtèrent l'ennemi. Quoique le nombre des assaillans indiquât qu'ils avaient concentré leur gauche sur ce point, on pouvait cependant compter de tenir le Brec tant qu'il n'aurait été attaqué que de front. Maloines et Baquet bien gardés assuraient ses flancs. Tel fut le rapport de Revel aîné à son père. Le comte d'Aglian fut envoyé le lendemain, 25, pour surveiller les dispositions combinées. L'ennemi s'était renforcé soit a Ginestié, que sur le col de Scandoulié; cette observation et celle que les bataillons de Suse et Aoste étaient réduits à presque rien, lui fit donner l'ordre à Mesmer de se porter au Breç avec le bataillon Suisse composé, réduit à guère plus de 100 hommes. Une compagnie des gardes le remplaca au Sériol, une centurie du même corps fut placée à la garde du chemin qui conduit à la Torre, l'autre centurie et demie fut portée sur l'avenue du chemin de Clans. Toutes ces troupes devaient en cas d'attaque du Brec se relever successivement de manière à laisser libre la compagnie du Sériol de venir renforcer de suite le Brec.

Le chevalier Radicati qui commandait les environs de Lantosca, fut prévenu le soir même du 24 de se tenir bien en garde, et dans le cas où il fallut se replier, les troupes de Lantosca et du camp de Sueil se retireraient sous la protection des redoutes de Saumalunga et Tête des Pins pour aider à la défense de ces postes à toute extrémité. Le poste de Pical se retirerait à la Cerisière pour passer ensuite aux rochers de Baquet. Dans le cas extrême où les troupes se retirassent du Sériol, alors les milices et volontaires gagneraient les hauteurs en prolongation de la crête de Saumalunga, et les tiendraient à tout prix.

Le marquis Colli devait se porter avec sa troupe vers le Sériol, et prendre l'ennemi en flanc s'il attaquait. Un poste devait être laissé sur la hauteur entre Bollena et Marie à la garde du chemin par lequel passaient les convois nombreux et fréquens qui vidaient les magasins.

Le même soir St-André donna l'ordre au commandant des grenadiers Wollust de suspendre le départ de sa troupe, et se tenir prêt à exécuter les ordres.

Ces dispositions prises, et le rapport du Brec à 2 heures après midi que tout était tranquille, faisait croire qu'il n'y aurait plus rien pour ce jour-là. Revel aîné avait quitté le Sériol pour venir à Belvedere; d'Aglian se retirait aussi du Brec, vers trois heures on vit les Français en mouvement. Leurs colonnes dépassaient Ginestié, et il réussirent à placer deux

canons sur le Scandoulié. La vue de cette artillerie ébranla les nôtres déjà fatigués et réduits par le combat de la veille et l'alerte de la nuit. Malheureusement les premiers coups donnant dans le retranchement des pierres firent des éclats et achevèrent de jeter l'épouvante dans les nôtres. Une terreur panique s'empara des troupes, et elles abandonnèrent le poste sans faire la moindre résistance. Les Français furent lestes à s'en emparer, et ils poussaient déjà en avant, quand d'Aglian accourant du Sériol avec trois compagnies des gardes, prit position sur une butte en arrière du Brec et les arrêta. La bonne contenance des gardes et leur feu bien nourri firent renoncer l'ennemi à poursuivre ses attaques. Une partie des fuyards (Suse, Aoste et Suisse composé) se rallia derrière cette butte, les autres arrivèrent jusqu'à Belvedere. La perte du Brec était un malheur dans la circonstance présente où il y avait encore des magasins à évacuer; les dispositions prises la rendaient inattendue. Une cause de désordre pour les soldats furent les blessures de M. de Carret commandant Suse, et de la Roque commandant Aoste, ce dernier bataillon se trouvait sous les ordres d'un jeune officier imberbe le comte Branzola, qui manquait naturellement d'ascendant sur les soldats. Les Suisses donnèrent les premiers le mauvais exemple. M. de Bricherasc, officier d'Aoste, qui revenait dans ce moment du Var où il commandait les volontaires, fit de son mieux pour rallier son bataillon dont il prit le commandement.

La légion légère, qui tenait le haut Blaquet, dut se retirer puisque les hauteurs qui le dominaient, étaient au pouvoir de l'ennemi, mais la retraite ne se fit pas en parfait ordre, et elle fut poussée jusqu'à Belvedere, quoiqu'il y eut des postes tenables et que le Sériol fût plus à portée.

Il fallait parer promptement au danger, renforcer les troupes, et relever leur moral. La retraite des Autrichiens qui laissaient les nôtres dans le péril pour aller passer l'hiver en Piémont, était une cause de mécontentement et de découragement pour les nôtres.

« J'avouerai à V. A. R. que j'ai passé ces jours dans des cruelles transes » quoique je ne le témoignâs pas à cause de l'impression que je voyais » que les troupes avaient, et que la retraite de celles de M. De-Vins leur » avait imprimé » (1). St-André ne pouvait l'empêcher, mais il prit sur

(1) St-André au duc de Chablais, 27 novembre.

Digitized by Google

lui de la suspendre et d'employer ses troupes à la défense commune. Les grenadiers Wollust commandés par le capitaine Gadolini furent envoyés à Saumalunga, le bataillon Belgioioso commandé par le major Graziolli alla à Saint Julien et dut se tenir prêt à marcher, le bataillon Caprara commandé par le major Brentano, et le capitaine Smith avec une partie du corps franc Gyulai marchèrent à la Tête des Pins. Le chevalier Radicati s'y était replié avec les milices, ayant dû abandonner Lantosca qui fut pillée par les Français. Le chevalier Vibò colonel aux gardes était au Sériol avec six compagnies de son régiment, et le reste du bataillon Suisse composé. Les bataillons d'Aoste, Suse et légion légère se tenaient à portée, et le marquis Colli éclairait la droite. Le bataillon de grenadiers (Della Chiusa) et les centuries d'Acqui étaient au camp de Flaut. Belgioioso et Nice étaient en réserve. Les officiers de son état major étaient d'Aglian au Sériol, Alciati à Saumalunga, Sinsan (qui avait remplacé d'Azeglio promu major dans Verceil) était au Flaut, Chiusan était toujours à Saorgio destiné aux prisonniers de guerre, Revel aîné se tenait à portée de recevoir les différens rapports, et appeler en cas d'urgence les troupes de la Bollena et Saint Dalmas, Maurice Revel restait près de son père pour porter les ordres.

L'ennemi, comme on l'avait prévu, attaqua le 27 de la Torre, d'Utelle, et du camp de Landa. Les milices éparpillées en avant remontèrent en fusillant sur les hauteurs comme elles en avaient l'ordre, ce qui fit croire sans doute à l'ennemi que cette retraite lui présageait une heureuse réussite. Appuyées par le canon, les colonnes françaises montèrent à l'attaque. Au Sériol la résistance fut si vigoureuse que l'ennemi dut se replier, les gardes le chargèrent à la baionnette et le poussèrent jusqu'à la Cerisière qu'on avait dû abandonner le jour avant. À la Tête des Pins 10 compagnies de grenadiers montèrent à l'attaque, mais elles furent reçues par le feu de deux pièces de montagne que St-André y avait fait placer; arrêtées et ébranlées, elles furent rapidement chargées par une compagnie grenadiers Wollust, une division Caprara, le corps franc Gyulai, et harcelées par les milices. Après une fusillade très-vive les Français furent mis en déroute, et poursuivis par les volontaires, à la tête desquels s'était mis Alciati, et par les milices de Radicati, jusqu'à ses postes de Saint Arnoux et Gros cavalier où il se trouva à l'abri de ses retranchemens et de son

Digitized by Google

artillerie. On rentra dans Lantosca où le corps franc Gyulai massacra tous les Français qui s'y laissèrent prendre.

L'ennemi s'était porté aussi contre Flaut. St-André y alla de suite qu'il en fut informé, y faisant marcher Nice. Profitant de sa connaissance parfaite du terrain, il forma une colonne de grenadiers et la dirigea de manière qu'elle tomba sur le flanc des assaillants, qui mis en déroute par une charge vigoureuse à la baionnette, se retirèrent précipitamment au camp de Landa.

Entre l'attaque, la résistance et la poursuite l'affaire dura jusqu'à la nuit close. L'ennemi souffrit une perte assez forte. L'action était si animée qu'on fit très-peu de prisonniers, et on n'en laissa aucun. Chacun avait fait bravement son devoir, et le succès était d'autant plus brillant qu'il était obtenu après deux journées désastreuses. Les résultats étaient bien grands puisqu'en repoussant ainsi un ennemi victorieux et supérieur en forces, les troupes avaient repris confiance, l'ennemi suspendait ses attaques et on pouvait opérer paisiblement les convois sur Raus. St-André s'était empressé de prévenir le général De-Vins, que vu le besoin pressant de troupes pour soutenir les attaques de l'ennemi, et laisser opérer le repliement des magasins, il avait dû suspendre la marche des troupes impériales, et il le priait de les laisser jusqu'à ce que tout fût en sûreté, ce à quoi il aurait pourvu avec la plus grande énergie. Voici les trois lettres que St-André reçut le lendemain 27 novembre: « Depuis l'indépendance » à mes ordres que S. M. le Roi vous à accordé, Monsieur, vous com- » prendrez vous-même que je suis réduit aux seules troupes impériales, » que je dois tenir ensemble le plus que je puis, soit pour satisfaire à mon » devoir, soit pour avoir une troupe pour couvrir la retraite des autres » que l'on pourra prévoir facilement. Apparemment, Monsieur, que vous étiez » déjà assuré de votre indépendance, par conséquent autorisé à ne rien » faire de tout ce que j'avais conseillé. J'avais dit que l'on devait faire » des baracons solides soit sur l'Authion, soit sur le revers; on n'en a rien » fait. J'avais projeté qu'il fallait tenir occupés les passages de la Tinea » seul moyen de vous soutenir à Belvedere, l'on a trouvé cette précaution » inutile. Je suis fâché de vous dire, Monsieur, que puisque l'ennemi com- » mence à forcer vos postes du côté que votre position est la plus forte, » s'il y a du monde pour entrer dans la vallée de Blora, il ne vous reste

» d'autre ressource que de vous enfuir du côté de Raus. Vous voyez, » Monsieur, que je vous parle avec la franchise d'un homme qui est réduit » à vous donner des conseils, car si je vous commandais, ou que vous ne » seriez plus à Belvedere, ou que vous y seriez avec la possibilité de vous » y soutenir. Vous savez la situation dans laquelle se trouvent les troupes » de l'Authion. Il est impossible que ces troupes se soutiennent encore » 15 jours dans ce poste. Les malades partent par 50 par jour, il n'y a » presque plus d'officiers, si ce poste vient à être forcé, faute de monde, » quel sera votre sort? ou que vous êtes pris avec toutes vos troupes, ou » vous risquez de périr de misère. Vous comprendrez que je ne veux pas » mettre au même risque les troupes impériales. Vous ne recevrez ceci que » quand le terme que vous demandez de retenir les troupes impériales » sera passé, ainsi j'espère qu'elles seront en marche pour venir ici; car » je vous préviens que je leur envois l'ordre décisif de marcher. Si l'on » y avait mis de la diligence, le canon et la plus grande partie des maga- » sins de la Bollena pourraient déjà être repliés; quatre canons sont bientôt » repliés, et vous aviez une assez grande quantité de mulets pour qu'en » deux ou trois voyages tout ce magasin pût être transporté ». Dans sa seconde lettre datée comme la première du 26: « Par ma réponse à votre » première lettre, Monsieur, vous devez avoir compris que je ne crois pas » votre position soutenable. Que si l'ennemi vient vous attaquer du côté » de la vallée de Blora, vous êtes obligé à une fuite, que je ne peux pas » exposer les troupes impériales dans une situation si désagréable. Quand » vous avez fait le projet à S. M. le Roi de soutenir le poste de Belve- » dere pendant cet hiver, vous saviez la quantité de troupes que vous » deviez avoir, vous ne pouviez pas compter sur les troupes impériales » que je ne puis absolument pas vous laisser, vu que dans le cas d'un » malheur très-apparent, ma Cour me blâmerait à double raison, en pre- » mier lieu d'avoir exposé ses troupes à un poste que je comprenais n'être » pas soutenable, et en second lieu d'avoir laissé trois bataillons sans un » officier général. Je ne puis donc absolument vous les laisser plus long- » temps, car les magasins doivent être sauvés à l'heure qu'il est, si l'on » s'y est pris comme l'on doit s'y prendre ». La troisième du 27 était du major Brentano commandant à la Tête des Pins qui faisait connaître à St-André un ordre donné par le général Colli, le 26 à 11 heures du soir, à lui et

Digitized by Google

au major Grazioli de marcher le lendemain 27 à Fontan et le 28 à Tende. Brentano avec une conduite bien supérieure à celle de ses chefs disait: « En vue de quoi j'espère que V. E. voudra avoir la bonté de me faire » relever pour pouvoir partir dès demain, autrement je serais responsable » de ce retard. L'amitié que V. E. à eu la bonté de toujours me témoi- » gner ne voudra pas permettre que je m'attire des désagrémens. Je puis » du reste l'assurer que tous mes officiers et soldats sensibles à la gra- » cieuse manière dont vous les avez traités, ne regrettent ni la peine, ni » la fatigue ».

De quelle fermeté d'âme dut être doué St-André pour persister après une telle conduite de De-Vins. Peu lui importait que nos troupes fussent sacrifiées, nos magasins et notre artillerie perdue. Il déclarait ne plus se mêler de rien et prétendait ses troupes nécessaires auprès de lui.

Il n'ignorait pas que depuis le 8 septembre Raus avait toujours été sous les ordres de Colli ainsi que l'Authion et ses dépendances, et même Fontan, Saorgio, et dont il s'était déclaré commandant, et il connaissait parfaitement le refus de Colli non seulement d'obéir à St-André mais de combiner avec lui ce qui était nécessaire pour la défense de ces postes.

Il oubliait qu'après avoir abandonné la Torre qui couvrait le Brec, et laissé les ponts intacts aux Français, il avait cependant ordonné à St-André de se maintenir au Brec malgré ses observations. Il oubliait qu'il n'avait cessé de demander des vivres quand il songeait à se retirer, et de faire avancer des obusiers quand il faisait replier du canon. Il encombrait ainsi les magasins au lieu de commencer à les vider à temps, et en se retirant il avait emmené soixante et plus de mulets pour ses bagages, et soixante et dix pour les malades autriciens, c'était sans doute pour exposer tous ces articles à être enlevés par l'ennemi.

Il savait bien que Colli laissait dégarni l'Authion, d'où il permettait aux troupes piémontaises, disait-il, de faire une retraite partiale en laissant partir tous les jours un très-grand nombre d'individus de chaque corps.

Il savait bien que St-André avait demandé au moins 4/m. hommes de ligne, outre deux bataillons en seconde ligne, et qu'à coup sûr il ne pouvait prévoir d'être si lâchement abandonné tout-à-coup dans une situation que De-Vins déclarait lui-même si périlleuse, après la lui avoir faite lui-même. La suite montra du reste la fausseté des prévisions de De-Vins sur

la position de Belvedere et sur la fuite honteuse dont il croyait nos troupes capables. St-André envoya Alciati porter les deux lettres à Cravanzana pour qu'il les mît sous les yeux du Roi, ainsi que la sienne. Rappelant la conduite de De-Vins depuis le 8 septembre, il concluait: (1) « Voilà des » erreurs; je ne parlerai pas de toutes celles dont je donnerais les preuves. » Est-ce faute d'intelligence, est-ce mauvaise volonté? tout y a concouru. » M. De-Vins me prévient que je dois être coupé. Comme la chose est » possible, je proteste que je ne puis répondre des sottises du général et » de celles de M. Colli qui ont préparé et amené la position critique des » troupes du Roi. Vous devez concevoir à quel point je suis sensible aux » bavardages autrichiens, mais je vous prie de dire au Roi que j'oublie tout » pour ne m'occuper que de nous tirer du piége qu'on nous a tendu ». Il se contentait d'accuser réception de ses lettres à De-Vins, que les troupes autrichiennes avaient exécuté ses ordres dans le moment qu'il leur étaient parvenus, et il faisait les éloges du major Brentano, capitaine Smith et des troupes sous leurs ordres pour leur conduite à l'affaire du 26 (2).

Avec une constance inébranlable St-André disposait tout pour la sûreté de Belvedere.

Le général Quinto dut faire replier les deux bataillons Courten, un à la Bollena, l'autre à Vénanson pour couvrir la communication avec Saint Martin, presser les transports, et aider au manque des mulets en faisant transporter à bras les munitions de guerre et autres objets pressans à Saint Martin. Le marquis Colli devait défendre l'entrée de la vallée de Blora par le Sériol et Marie.

Le lieutenant colonel d'Aoste Bona reçut l'ordre de retirer tous les postes de la vallée de Tinea au delà de Rimplas sur celui-ci, et de s'y tenir en s'éclairant par des avant-postes vers San Salvatore, Marie, et autres endroits convenables.

Il retint le major Marchiotti du génie, envoyé à Guillaume détruire ce château à la demande des habitans, pour qu'il dirigeât les travaux, M. de Malaussena attaché spécialement à lui, étant malade d'une plaie à la jambe, et il en demanda avec instance d'autres qui étaient indispensables.

(1) St-André à Cravanzana, 27 novembre.

(2) St-André a De-Vins, 28 novembre.

Les troupes autrichiennes se mirent en marche. St-André ne pouvait pas rester ainsi abandonné sans secours, et sans s'assurer de la ligne principale; pour ce dernier point il envoya le 29 Revel aîné auprès du général Colli pour connaître ses intentions, d'Aglian était avec lui. Colli répondit sèchement qu'il ne s'agissait que de savoir si son père voulait faire sa retraite, et combien de temps il lui faudrait pour celà. Il s'emporta en disant qu'il ne recevait d'ordre que de l'Empereur ou de M. De-Vins. Il cria contre la Cour et tout le monde. Revel aîné répondit avec prudence; la conclusion fut, ne pouvant obtenir aucun éclaircissement, que Revel aîné lui remit une note dans laquelle il lui disait, qu'il fallait au moins 10 jours de beau temps pour replier les magasins et les hôpitaux.

Le rapport de cette entrevue fait par Revel aîné à son père, la conduite de ce général qui gardait le commandement de la base principale, le retard prolongé de ce qu'il avait demandé, et une lettre où M. De-Vins de Tende accumulait les plus sombres présages et le menaçait d'une responsabilité écrasante, en l'engageant à se retirer, décidèrent St-André à écrire la lettre suivante au duc de Chablais: « Les bontés dont V. A. R. daigne m'honorer » et le désir que je lui connais pour le bien du service du Roi, m'enga- » gent à lui ouvrir mon cœur, et à mettre à ses pieds la position pénible » dans laquelle je me trouve. Ce ne serait rien s'il ne s'agissait que de » moi personellement, mais le service du Roi et de l'État est dans la plus » grande souffrance; je le vois, et je ne puis y remédier.

» S. M. daigna m'annoncer, il y a une vingtaine de jours, qu'elle me » confiait le commandement de la ligne de défense, qu'elle voulait qu'on » établît d'après les vues que j'avais eu l'honneur de lui faire proposer. » Je puis assurer V. A. R. que la saison était déjà trop avancée pour faire » tous les arrangemens, que cet objet demandait, et qu'il n'y avait par » conséquent pas un moment à perdre. Depuis lors tout a été dans la » plus grande indécision. Rien ne s'est fait, et chacun est resté commandant » à sa partie. Il n'est pas juste, monseigneur, que je devienne responsable » de l'inaction volontaire ou irréfléchie des autres. Je prends la liberté de » joindre ici les copies des lettres de messieurs les généraux De-Vins et » Colli. Je ne doute pas que V. A. R. ne soit frappée de l'inconséquence » du général De-Vins, qui voulait engager le Roi à prolonger la ligne » jusqu'au Var, et qui trouve à présent que je serai obligé de fuir d'ici.

Digitized by Google

» Je ne puis l'expliquer qu'en imaginant que ce général voulait établir un » cordon si étendu dans la persuasion que l'ennemi le couperait et l'enlè- » verait en très grande partie pendant l'hiver, que les communications avec la » vallée de Stura sont fermées. Ce projet ayant manqué, on voudrait nous » obliger à nous retirer au-delà du col de Tende pour nous mettre dans » l'impossibilité d'agir, si les circonstances nous le permettaient; l'ordre donné » à l'artillerie de passer la montagne le prouverait.

» On travaille, monseigneur, à faire réussir ce plan; il y a très-longtemps » qu'on aurait dû prendre des précautions à l'Authion, en fortifier le château » pour en réduire la défense, et ne pas épuiser nos troupes; qu'on aurait » dû mettre Marte dans le meilleur état de défense possible; mais cela nous » aurait assuré que l'ennemi au printemps ne serait pas plus avancé de » ce qu'il l'est dans ce moment, et ce n'est pas le compte, je crois, de » ces messieurs. Les propos tenus par monsieur De-Vins, et que je puis » certifier à V. A. R. le prouveraient. Il a osé dire que le Roi était ruiné, » et que quelques millions de plus ou de moins ne feraient rien, qu'il » n'avait d'autre moyen pour se tirer d'affaire que de faire des sacrifices.

» J'ai écrit au général Colli que je le priais de m'avertir lorsqu'il ju- » gerait de faire replier de l'artillerie de l'Authion pour pouvoir en faire » passer à Marte la qualité et quantité nécessaire. V. A. R. verra qu'il ne » répond point à cette demande, et je sais que l'artillerie défile de l'Authion, » et qu'on la descend au parc de St-Dalmas, ce qui mettra dans l'impos- » sibilité d'en avoir suffisamment à Marte sans des frais considérables et » du temps. V. A. R. connait assez le local pour sentir les difficultés de » monter du Fontan des pièces de 8 à Marte. Je la prie d'observer que » le billet adressé à messieurs les majors Brentano et Grazioli a été écrit » le soir même où l'ennemi m'avait attaqué, ce qu'il n'ignorait pas, puisqu'il » l'avait vu et entendu, sans savoir si ces troupes pourraient être encore » nécessaires ici; j'avais pourtant prévenu par deux de mes lettres à monsieur » le général De-Vins du besoin que j'en avais et que j'allais les renvoyer » successivement.

» Par ce courrier même rien n'est décidé. On diffère les déterminations » du Roi auquel sans doute on en cache l'urgence. V. A. R. a été témoin » des sacrifices et de l'oubli que j'ai fait de tout ce qui m'était person- » nel, je suis prêt à les continuer pour le service du Roi, mais il m'est

Digitized by Google

» impossible de le trahir, et je préfère lui demander la grâce de me retirer » plutôt que de concourir aux maux qui peuvent résulter de la conduite » que nous tenons, et en être responsable aux yeux du public. Ma santé, » monseigneur, souffre horriblement de la position des affaires, et mes yeux » sont en très-mauvais état. J'aurais supporté ces maux avec plaisir si je » voyais l'espoir de pouvoir opérer le bien. La chose est devenue, j'ose » le dire, impraticable.

» V. A. R. me pardonnera, j'espère, d'avoir déposé dans son sein le » chagrin que me mine, en voyant que le meilleur des Rois est trompé si » indignement, et ce sera toujours pour moi un adoucissement que d'être » assuré qu'elle est persuadée que je n'y ai pas contribué, et que j'ai fait » tout ce qui dépendais de moi pour prévenir tous les maux qui peuvent » en être la suite ».

En attendant le retour d'Alciati et les ordres du Roi, St-André fit continuer le repliement des troupes, les magasins de la Bollena étant enfin évacués.

Les troupes de Rimplas se retirèrent à St-Dalmas du Plan et Venanson le 3 décembre, laissant des milices en observation à Rimplas et Marie. Celles du Sériol et de la Cerisière se replièrent le 5 vers Belvedere, laissant une centurie des gardes pour occuper les deux redoutes de Saumalunga. Le chevalier Radicati, placé à Riofreddo avec ses milices et volontaires, fit occuper par des détachemens la Cerisière, Pical et le pont de Landa. Le bataillon de Suse fut porté au camp de Flaut. On poursuivait activement la réparation des redoutes du Caire des Trois Crus, de St-Julien, de St-Jean et de St-Salvaire.

Le premier décembre St-André écrivait à Dellera de prendre le commandement des troupes dès que Colli serait parti, comme il le lui avait annoncé. Mais ce départ n'eut lieu que le 9. D'Aglian et Malausena furent envoyés à l'Authion et Ortighiera pour établir des logemens d'hiver. On répara des granges du côté de Raus pour y établir les magasins.

Le 4 St-André connut les déterminations du Roi. Colli était libre de se retirer, St-André chargé de la ligne de défense et de toutes les dispositions nécessaires, et quand tout serait établi, le Roi consentait à ce qu'il alla pour quelque temps en Piémont, si sa santé l'exigeait encore. St-André en conséquence résolut de garder autant que possible l'Authion et autres positions, de laisser 300 hommes à Belvedere sous les ordres de Castelberg

Digitized by Google

qu'il demanda au Roi, ayant beaucoup de confiance dans cet officier pour sa bravoure, sa connaissance du terrain, et sa conduite, l'hiver précédent, de faire garder précairement les hauteurs de Saumalunga, chose facile si la neige tombait et empêchait le canon ennemi d'arriver, de tenir les redoutes de St-Julien, St-Jean le Caire et St-Salvaire pour assurer les communications avec Raus, et la dernière surtout pour empêcher l'occupation de Flaut par les Français, d'établir une redoute à la tête du Tuor pour assurer la prolongation depuis Rogier à Flaut.

Le motif de tenir Belvedere était d'avoir un pied dans le comté de Nice; les Français craignant une attaque n'oseraient diminuer leurs forces; au lieu que si on l'abandonnait, ils pourraient envoyer des renforts à Toulon; d'ailleurs les milices se voyant abandonnées se débaucheraient, et n'ayant plus ni aptitude ni volonté au travail, seraient enfin forcées par la misère à prendre les armes contre les nôtres. Dans ce but il eût été mieux de ne pas prendre ouvertement des quartiers d'hiver, mais d'envoyer dans le marquisat de Dolceacqua les bataillons qu'on voulait faire rentrer en Piémont; ils y auraient été tout aussi bien, plus près, soit pour porter secours, soit pour prévenir toute attaque que les Français menaçaient en violant la neutralité de Gênes (1).

St-André en répondant à Cravanzana pour qu'il remerciât S. M. de sa part, déclarait qu'il craignait la tâche au dessus de ses forces, mais que, disposé à sacrifier sa vie, il ne pouvait cependant « répondre de cet établissement » après les longs délais qu'on a apporté aux arrangemens que demande la » partie de l'Authion à Marte. La lettre de monsieur De-Vins que j'ai » consignée au comte Alciati, servira de preuve à mes craintes fondées » sur le repliement de nos troupes, puisque ce général exprime très-fort » celle qu'il a pour monsieur Colli, en me conjurant d'abandonner au » plutôt ce poste, sans doute pour que ce général, qui a pris si peu de » précautions, n'en soit point responsable ».

Des ingénieurs et de l'argent étaient indispensables, et on en manquait.

Les dragons de Piémont et de la Reine passèrent le 2 le col de Raus pour se rendre en Piémont. Le comte Ponziglion vint lui-même à Belvedere pour prendre les dispositions relatives à l'Intendance.

(1) Rapport de Trinchieri au chevalier de Rével, 4 décembre du q. g. de Belvedere.

Digitized by Google

La menace de représailles avait produit son effet. Nos officiers avaient été mis hors de toute procédure et de prison, on s'empressa d'en faire de même pour les Français.

St-André se porta le 7 à Saorgio soit pour voir par lui-même en passant l'état des choses de ce côté, soit aussi pour soigner sa santé fortement ébranlée par tant de secousses physiques et morales. De-Vins avait quitté Tende le 2 pour se rendre à Turin.

Les troupes souffraient de l'absence d'abris, et on avait perdu un temps précieux. Le brave Dellera, en qui St-André pouvait enfin avoir pleine confiance, reçut l'ordre d'accélérer autant que possible la construction des retranchemens, afin de laisser libre une partie des troupes. Alciati fut envoyé le 17 pour l'aider, et on fit descendre un bataillon de Sardaigne à Saorgio et un de Christ au Fontan, et le 23 Dellera fut autorisé à céder le commandement des Fourches au comte St-Vital, colonel d'Oneille, officier intelligent très-propre à commander dans cette partie et demandé par St-André. Le général descendait aux Formagine. Le château de l'Authion devait toujours être approvisionné pour au moins un mois. Les troupes en se retirant peu à peu, ne devaient rien brûler. St-Vital devait conserver Authion, Ortighiera et Raus, et tenir sa communication avec St-Véran et Fontan assurée.

La position de Marte n'était pas moins renforcée ainsi que celle de Fourcoin.

Malgré l'absence de ressources et le peu d'aide qu'on lui donnait, St-André entreprit de tenir ses positions sans abîmer les troupes, et il y réussit à force de travailler à les abriter, et à diminuer le nombre d'hommes destinés à défendre les postes, en rendant ceux-ci plus faciles à garder par des fortifications.

Il demanda en outre que les régimens fussent relevés, les grenadiers renvoyés à leur régiment, aumoins pendant l'hiver, pour s'y compléter, et qu'on fournît un habillement grossier à bon marché, mais chaud aux pauvres milices qui n'avaient cessé de combattre.

Le 23 décembre le détachement de dragons impériaux, dernière troupe autrichienne restée dans la comté de Nice, partit pour le Piémont.

La force restreinte des troupes rendait nécessaire de limiter l'importance qu'on voulait d'abord donner à Belvedere; d'un autre côté toutes les informations annonçaient que les Français étaient décidés à ne pas respecter la neutralité du territoire génois. St-André avait envoyé au Congrès le plan

Digitized by Google

de défense qu'il proposait, et il en donnait un aperçu au Roi. « La ligne » que je propose doit avoir sa droite au grand Capelet, passer sur la rive » gauche de Quairos, son centre à Saorgio, et sa gauche sur les hauteurs » de Giou et Fourcoin, tant que les Français n'enfreindront pas le territoire » de Gênes. Dès cet instant elle doit se diriger par la rive droite du vallon » de la Bendola à la Tanarde et Colle Ardente. Les redoutes de Marte et » de la Béola doivent être gardées dans ce moment pour couvrir le vallon » de Quairos et maintenir notre communication avec Raus, qu'on ne peut » avoir dans cette saison par les hauteurs. Ces postes, dont on doit per- » fectionner les fortifications, seront conservés dans la belle saison pour » retarder les opérations de l'ennemi et l'obliger à conduire de l'artillerie, » ce qu'il ne peut pratiquer que par l'Authion, et par conséquent pas » avant le mois de juin. Comme les démonstrations de l'ennemi annoncent » le projet d'entrer sur le territoire de Gênes, la gauche de notre ligne » depuis Saorgio à Colle Ardente doit être préparée sans perte de temps, » à fin de ne pas être pris au dépourvu.

» On doit à la droite tenir Belvedere, tant que l'ennemi ne nous en » chassera pas, pour l'obliger à être en force dans les vallées de Tinea et » Vesubia, et lui faire allonger son cordon.

» La ligne proposée a l'avantage de couvrir le col du Sabion, le col de » Tende, le grand chemin et tous les autres cols jusqu'au Tanarello, d'être » susceptible d'une bonne défense, et d'obliger l'ennemi, s'il veut s'avancer » dans la rivière de Gênes, à former un cordon qui demandera autant plus » de troupes qu'il embrasse quatre heures au moins d'étendue, et de s'affaiblir » par conséquent considérablement.

» Cette ligne me paraît avoir l'avantage sur celle de monsieur le baron de » Leutron, de demander infiniment moins de troupes et d'être plus forte. Elle » ne remplit à la vérité que le seul grand objet de couvrir le Piémont, et point » les États de Gênes. Mais actuellement il serait impossible de prendre et for- » tifier la ligne Leutron, avant que l'ennemi ne cherchât à nous en déloger.

» Les troupes qu'on veut envoyer aux sources du Tanaro et de la Bormida » pourraient au besoin avoir une liaison avec celles de la ligne, et s'entre- » soutenir d'après les mouvemens de l'ennemi. Si S. M. l'approuve, il faut » faire les chemins proposés, les ouvrages de fortification, et établir le » nombre de troupes nécessaires pour assurer la gauche ».

Tout en songeant à se fortifier, on observait aussi l'ennemi. Dans les premiers jours de janvier on avait remarqué des mouvemens de retraite au Tuesch et Mantegas. St-André y fit attaquer les Français par les Fourches et le Flaut, ils furent surpris dans leur retraite, et perdirent 3 canons de 6 avec beaucoup de munitions, qui furent transportés à l'Authion. Malgré sa fermeté d'âme et de corps, il était devenu impossible à St-André de prolonger son séjour dans les alpes. Sa santé était délabrée par 15 mois de fatigues continuelles, ses yeux ne pouvaient plus soutenir le moindre travail ni résister aux reflets de la neige. Il était même étonnant qu'un homme dans sa soixante-dixième année eût pu tenir si longtemps contre tant de peines et de soucis. Aussi le Roi ne put lui refuser le congé qu'il demandait pour remettre sa santé. Laissant le commandement intérimaire des troupes à Dellera, il partit le 21 janvier pour Turin accompagné de Rével.

Il y avait en Sardaigne un certain nombre de prisonniers de guerre faits pendant l'attaque de l'île par la flotte française. Comme cette circonstance était ignorée sur le continent, on ne s'occupa jamais de leur échange, et on ne fit pas même connaître au Vice-Roi, Bailli de Balbian, qu'on eût stipulé un cartel. Parmi ces prisonniers il y avait un lieutenant de vaisseau, Reidelet de Seyssel. Celui-ci avait été envoyé en parlementaire pour sommer la reddition de la péninsule de St-Antioche; mais pendant qu'il en discutait les conditions, un corps de 600 Français environ avaient débarqué à Calasetta et s'y retranchait. Une telle surprise engagea le commandant sarde à user de représailles et à retenir prisonnier Seyssel avec son escorte. Cet officier protesta toujours qu'il ne se considérait pas comme prisonnier de guerre. Cependant les autres, voulant rentrer en France, adressèrent une requête au Vice-Roi pour qu'il leur permît de partir sur un bâtiment neutre, moyennant leur parole de ne pas servir jusqu'à échange. L'enseigne de vaisseau Conseil se mit à la tête de ses compatriotes, et la requête fut signée par une autre enseigne Carbonel, dix capitaines de bâtimens, et trois sergents s'obligeant pour eux et pour leurs compatriotes.

Le Vice-Roi consentit non seulement à les laisser partir sur parole, mais il confia encore à Conseil la Pollacca Sainte Marie Victoire, vu qu'ils ne trouvaient pas de bâtiment neutre qui voulût se charger d'eux. Conseil devait renvoyer le bâtiment dans le délai de deux mois, ou payer 2700 écus sardes, prix d'estime du bâtiment. Les Français partirent pour la Corse le 19

Digitized by Google

septembre 1793, et on n'eut plus de nouvelles ni d'eux, ni du bâtiment.

St-André, informé du fait, considéra comme prisonniers de guerre les militaires qui étaient parmi les Français renvoyés, et les porta en échange d'autant des nôtres déclarés libres de servir. Il écrivit trois lettres à ce sujet aux généraux français qui ne répondirent à aucune.

St-André, tout en rendant hautement justice aux grenadiers et chasseurs et à leurs chefs, n'était pas favorable à l'organisation des régimens et bataillons d'élite. Ces corps, rassemblés pour un temps limité, ne pouvaient avoir d'esprit de corps, et il y régnait au contraire la jalousie ou l'indifférence. Les commandans, étrangers à leurs subordonnés, ne pouvaient les connaitre, surtout les officiers qui se renouvelaient à chaque moment, et ils ne pouvaient rien pour leur avancement, qui dépendait du colonel du régiment. Cela empêchait la confiance des chefs envers leurs subordonnés, et la dépendance de ceux-ci envers leurs chefs, principes bien utiles et nécessaires pour la discipline.

Chaque régiment d'infanterie ayant en fait sa rubrique particulière, il en résultait une différence de principes de tenue, administration, et discipline dans chaque bataillon composé de trois corps, et plus encore dans les régimens composés de six. Si le commandant voulait y mettre de l'uniformité, il était assuré de choquer les individus et embrouiller les affaires ; s'il laissait chaque corps suivre sa rubrique, il se trouvait en dehors de tous les détails, et ne pouvait user la surveillance si utile à un chef. Il en était résulté que les bataillons de grenadiers, quoique sous les ordres de chefs très-estimables et composés en grande partie de bons élémens, étaient plus ou moins indisciplinés. Dans leur recrutement on ne regardait d'ailleurs que la taille. Les colonels ne pensaient plus à leur avancement, ayant une préférence naturelle pour ceux qui combattaient sous leurs yeux, et les grenadiers mécontens n'en devenaient que plus indisciplinés, et perdaient toute émulation. Les régimens, dont l'effectif ne dépassait jamais les 800 hommes, devant fournir des soldats faits aux grenadiers, chasseurs, et artillerie, se trouvaient énervés par une telle dispersion, et les compagnies d'élite recevaient quelquefois des recrues. Les services que l'on prétendait des corps de grenadiers pouvaient être prêtés également par la réunion temporaire de plusieurs compagnies de grenadiers sous un chef désigné pour l'expédition, ou le coup de main, après quoi on rentrerait aux

régimens. Les inconvéniens seraient évités de cette manière, ainsi que la dépense des états majors. Le retour des grenadiers aux régimens serait de beaucoup préférable par ses effets à l'augmentation de bataillons dans l'armée; car dans les occasions où des bataillons d'infanterie avaient montré de la faiblesse, cela ne serait pas arrivé s'ils eussent eu des compagnies de grenadiers à leur tête. En montagne on attaque presque toujours en colonne à cause que le terrain ne permet pas de déployement, et lors même qu'on fait des attaques environnantes, ce ne peut être qu'éparpillés par petits pelotons. Si la tête des colonnes est bonne et se conduit bien, le reste suivra; dans les attaques environnantes, ou sur un front étendu, mais qui rarement est abordable par tous les points, si quelques hommes ou quelques pelotons avancent courageusement, le reste suivra; or comment trouver de pareils hommes quand on épuise les régimens pour nourrir les compagnies d'élite? De même dans la défensive il y a des points essentiels capitaux; si on y place des hommes d'élite qui tiennent ferme, l'influence de l'exemple maintiendra les autres. On avait voulu suppléer à cette nécessité indispensable pour un régiment d'avoir un petit corps d'élite, par les volontaires, ce qui achevait de ruiner les régimens en faisant périr le peu de soldats aguerris et de bonne volonté qui leur restaient. Souvent ces volontaires détachés tombaient dans les inconvéniens des grenadiers. Tout en rendant aux bataillons de grenadiers la justice qui leur était bien due, on pouvait affirmer que ces mêmes compagnies se seraient encore mieux conduites devant leurs chefs et en présence de leurs camarades de régiment. Il en était absolument de même des chasseurs. Une troupe légère était indispensable et pouvait rendre d'immenses services, mais il fallait ne pas la tirer des régimens et leur donner une organisation spéciale et isolée. L'exemple des autres nations ne pouvait être cité. D'abord, parceque agissant en plus grandes masses on pouvait toujours proportionner les grenadiers aux autres troupes, les régimens étant plus nombreux et ne fournissant que les grenadiers, le déchet était moindre, et puis encore ce système était-il réellement bon même pour elles? En Autriche, dont on avait pris l'idée, les bataillons de grenadiers n'étaient pris que dans deux régimens, commandés par un lieutenant colonel d'un de ces régimens; les officiers, choisis et non pris à l'ancienneté, ne changeaient pas si souvent, les inconvéniens devaient donc être moindres.

Digitized by Google

CHAPITRE VII.

Contre-révolution dans le midi de la France. — Le comité des sections à Toulon. — Les flottes alliées admises dans le port de Toulon. — La Ville est occupée au nom de Louis XVIII. — Corps sardo. — Revel commissaire royal. — Arrivée à Toulon du premier convoi. — Défense défectueuse.— Force des alliés. — Manque de direction. — Premiers combats. — Gravina blessé. — Dissentiment des chefs. — Jalousie des Puissances. — Difficulté pour le commandement. — Français renforcés. — Affaires des Areniers. — Ottara prisonnier. — Bravoure des Piémontais. — Lettre du Roi à l'amiral Hood. — Désarmement des habitans. — Perte de différens points. — Mort du chevalier de Germagnan. — On décide l'abandon de Toulon. — Évacuation des forts. — Désespoir dans la ville. — Évacuation dans la nuit du 18 au 19 décembre. — Désordre dans l'embarquement. — Départ des flottes.

Le jugement de Louis XVI fut l'époque qui distingua et sépara ceux qui avaient pu être égarés de ceux dont l'ambition insatiable et l'âme endurcie voulaient régner sur des ruines, des cendres, dans le sang, n'importe.

La division éclata bientôt parmi les meurtriers du Roi. Ceux qui avaient été extrêmes au commencement de la révolution furent étonnés de se trouver à cette époque rangés parmi les modérés. Comme les autres, ils furent entraînés ou renversés par le courant qu'ils avaient formé, et qu'ils tâchèrent en vain de retenir ou de diriger.

Robespierre et ses partisans avaient pris un ascendant décidé. La mort, la proscription et la terreur avaient abattu ou éloigné leurs rivaux. Alors le peuple français reconnaissant l'abîme dans lequel il était engagé, tenta de s'en retirer, mais le destin de la France était que le crime seul fût énergique et victorieux.

Les apôtres les plus chauds de la révolution, indignés qu'elle ne servît plus aveuglement leurs desseins et leurs intérêts, furent les premiers à sonner l'alarme dans toute la France.

Lyon, Bordeaux, Rouen, Nantes et Marseille, déplorant leurs erreurs et la ruine de leur commerce et de leur industrie, voulurent se soustraire à l'excès des malheurs qui menaçaient de les accabler.

Cette résistance à la tyrannie de Robespierre fut nommée fédéralisme. On supposa à ces villes et aux départemens le dessein de former des républiques séparées, et de vouloir rompre l'unité de la république française.

Le comité de salut public avait usurpé l'autorité la plus despotique. Il

Digitized by Google

usa la force que donne la possession du gouvernement et des moyens immenses de la France, avec une énergie qui mériterait l'admiration si les moyens n'eussent été atroces et les résultats la destruction, la ruine et les massacres.

Le département du Calvados avait donné le signal de l'insurrection. Toutes les grandes villes de la France étaient en fermentation. Lyon, centre des intrigues royalistes, se déclara ouvertement contre la convention, ou plutôt contre ceux qui en dirigeaient les délibérations à leur gré.

Marseille suivit cet exemple. D'abord l'insurrection eut pour objet de se dérober à la vengeance du comité de salut public, sans dessein de rétablir la royauté. Les antagonistes de Robespierre savaient qu'il était implacable, qu'il versait le sang de ceux qui ne s'étaient jamais opposés à lui, et à plus forte raison il le fesait pour ceux qui osaient lui résister.

Le désespoir fit prendre les armes aux prétendus fédéralistes. Les royalistes fomentèrent la discorde dans l'espoir d'en profiter pour eux. Les fédéralistes se réunirent ensuite à eux, mais les royalistes ne furent ni les auteurs, ni les principaux agens du parti qui devint ensuite contre-révolutionnaire par le besoin de s'attacher les royalistes, de recevoir des secours des coalisés, et de tendre vers un but déterminé.

À Toulon, comme ailleurs, les massacres ordonnés par les commissaires jacobins et exécutés par la canaille avaient excité l'indignation de tous ceux qui ne tenaient pas à cette secte sanguinaire. Le 28 de juillet 1793 fut une journée dont le souvenir faisait présager le même sort à ceux qui ne partageaient pas les principes du parti dominant.

Les bourgeois de Toulon avaient goûté les principes de la révolution, tant qu'elle n'avait abattu que ce qui étant plus élevé qu'eux, offusquait leur amour propre, mais les pillages et le meurtre étaient parvenus jusqu'à eux, ils éprouvaient le sort des classes supérieures dont jusque-là les malheurs les avaient peu touchés.

La plus grande partie de la Provence était soulevée contre la convention par esprit d'imitation plutôt que par un dessein arrêté. L'exemple de Lyon anima Marseille et Toulon. Ces deux villes étaient tyrannisées par les commissaires de la convention et les clubs. Les Marseillais chassèrent les commissaires, à Toulon on arrêta Bayle et Beauvais, les clubs furent fermés, et plusieurs auteurs ou complices des massacres précédens furent

condamnés à mort par le comité des huit sections de Toulon qui gouvernait la ville. Les communes voisines se réunirent à Toulon, à l'exception du village de Beaussel.

La satisfaction de se gouverner soi-même, et les dangers de la position actuelle donnèrent d'abord quelque vigueur et de l'accord au nouveau gouvernement.

Depuis le 31 mai les Marseillais méconnaissaient ouvertement l'autorité de la convention; c'est une des pages les plus remarquables dans l'histoire orageuse de la convention; un grand nombre de ses membres avaient été arrêtés, expulsés, mis à mort, ou étaient en fuite. Des hordes fanatiques et sanguinaires étaient parties de Marseille pour porter le dernier coup au trône le 10 août 1792. Un an après à pareil jour une armée marseillaise partit de cette ville avec des intentions toutes contraires. On comptait que cette armée se grossirait dans sa marche, et qu'avant son arrivée à Paris l'armée des départemens (s'est ainsi qu'elle se nommait) serait assez forte pour ne plus trouver de résistance.

Cette troupe avança sans obstacle jusqu'à Avignon; là au lieu de recevoir des renforts des autres départemens qui avaient envoyé des commissaires à Marseille pour offrir la jonction de toutes leurs forces, on sut que plusieurs villes avaient été subjuguées, ou s'étaient soumises à l'armée de Carteaux.

Cet abandon répandit la consternation à Toulon et Marseille, dont les habitans composaient presque seuls l'armée départementale. Elle était commandée par le chevalier de Villeneuve, ancien officier qui était loin d'avoir les talens et le caractère nécessaire dans une telle position.

Après une affaire à son désavantage près d'Avignon, Villeneuve fit repasser la Durance à ses troupes.

Carteaux en avançant grossissait les siennes des partisans de la convention qui se joignirent à lui, et de ceux que la terreur forçait à marcher sous ses drapeaux. Le combat de Sallon fut encore un échec pour Villeneuve.

Les riches Marseillais avaient cru suppléer à leur inertie avec de l'argent. Les troupes qu'ils soldaient, peu affectionnées à une cause qu'elles ne considéraient pas comme la leur, furent insubordonnées, lâches, et n'éprouvèrent que des revers.

Digitized by Google

La convention venait de produire la constitution de 1793 œuvre informe qui ne pouvait que perpétuer l'anarchie et le règne des assassins.

Les huit sections de Toulon rejetèrent cette constitution. La discorde régnait cependant encore dans cette ville. Le foyer était à l'arsenal. Les ouvriers, corrompus, gagnés par la licence et par une augmentation de paye, étaient attachés au parti de la convention et des clubs. Ils avaient établi un comité central correspondant avec le club, ils disposaient de toutes les affaires de la marine.

Une assemblée générale fut indiquée sous le prétexte de lire l'acte de la nouvelle constitution. Les factieux qui la dirigeaient demandèrent que les commissaires de la convention fussent relâchés pour promulguer la constitution, et que le tribunal populaire suspendît ses jugemens jusqu'à ce que l'assemblée de l'arsenal eût pris connaissance des crimes imputés aux accusés. Ils voulurent aussi empêcher l'exécution de deux sabreurs, mais la garde nationale de la ville et des environs en imposa aux ouvriers.

Jusqu'à cette époque les Toulonnais, indignés des cruautés de la convention, et redoutant pour leur ville la répétition des massacres précédens, n'avait pensé qu'à éloigner le danger actuel sans trop songer à leur sûreté future.

L'insurrection de toute la partie de l'ouest de la France, de Lyon, de Marseille, et de presque tout le midi avait fait espérer aux Toulonnais que la convention succomberait. Cette espérance subsistait encore, mais Toulon pouvait retomber sous le joug avant que la convention fût renversée.

Carteaux approchait de Marseille, la terreur faisait tomber les armes des mains de ceux qui les avaient prises pour lui résister. Les ouvriers de l'arsenal et la majeure partie des équipages de la flotte étaient dans les intérêts de la convention. La défiance exagérait le nombre de ses partisans. Déjà des décrets atroces avaient déclaré rebelles les départemens et les villes qui avaient manifesté de la résistance.

Lyon et Marseille avaient non seulement chassé les commissaires et leurs partisans, fermé les clubs et proscrit les massacreurs, mais Brunet, général en chef de l'armée d'Italie, croyant que le parti fédéraliste serait le plus fort, refusait de reconnaître l'autorité de Freron et Barras, commissaires de la convention; il paya de sa tête l'erreur dans laquelle il était tombé.

Les Toulonnais espéraient en outre que nos troupes, et les autrichiennes

Digitized by Google

feraient une diversion et marcheraient sur Lyon ou sur Toulon; mais on avait à craindre en attendant les mesures d'une assemblée que les meurtres, les dévastations, les crimes de toute nature n'arrêteraient jamais, prête à s'ensevelir sous les ruines de la France plutôt que de pardonner ou de transiger avec ceux qui s'opposaient à sa volonté. Ce caractère a toujours été celui de la convention et de la révolution, et il l'a faite triompher sur les ruines et sur les cadavres des Français. Les révolutionnaires n'ont fait de paix et des trèves que pour tromper et détruire plus sûrement ceux qu'ils désespéraient de vaincre.

La flotte de Toulon avait reçu l'ordre de bloquer le port de Marseille, et de faire entrer à Toulon tous les bâtimens destinés pour ce port. Carteaux reserrait en même temps la ville par terre. Mais l'amiral Trogolf partageait les sentimens de la majorité des Toulonnais, et d'accord avec ses autres chefs, il avait éludé les ordres du comité de salut public. Lyon résistait, mais des forces considérables se rassemblaient autour de cette ville. Marseille allait succomber. On ignorait à Toulon ce qui se passait dans le reste de la France. Les représentans en mission à l'armée d'Italie mettaient en réquisition toutes les gardes nationales pour soumettre les villes insurgées, et dans la vue de suspendre les mesures défensives des Toulonnais, ils essayaient des voies conciliatrices, dont l'effet fut toujours plus funeste que la résistance ouverte. Après s'être déclarés ouvertement contre la convention, avoir rejeté ses décrets, et emprisonnés ses commissaires, les Toulonnais ne pouvaient se flatter que leur conduite obtînt leur but, ou le pardon de ceux qui ne surent jamais pardonner. Cependant ils n'avaient pas de perspective d'un secours prompt et efficace. La multitude naturellement aveugle, irréfléchie, échauffée par les circonstances, ne portait pas ses vues au-delà du moment présent, mais les chefs connaissaient tout le danger de leur position. Les soldats de Villeneuve lâches ou corrompus s'étaient dispersés. Marseille venait de subir le joug, l'armée de Carteaux lui fesait éprouver toutes les horreurs qu'on peut attendre d'un ennemi féroce et implacable. D'ailleurs tous les individus qui étaient à Toulon n'étaient pas animés des mêmes principes. Si la concorde et la confiance y eussent régné, cette ville pouvait devenir le point de réunion d'une confédération des ennemis de la convention; mais combien d'individus qui étaient intéressés à la soutenir! Des militaires qui eussent vielli dans les rangs des soldats ou dans les grades

Digitized by Google

subalternes, étaient au contraire devenus officiers, et avaient des commandemens; des hommes oisifs ruinés s'étaient avec de l'audace et une conscience imperturbable élevés, malgré leur incapacité, aux postes les plus éminens à l'aide de crimes; une foule de gens flétris s'étaient vendus à la convention qui payait leur dévouement en leur accordant l'impunité de leurs forfaits, et la faculté d'en commettre de nouveaux. Les uns s'étaient emparés des dépouilles de leurs compatriotes, de leurs amis, de leurs parens, d'un père, d'un frère égorgé, d'autres les convoitaient et avaient déjà désigné les victimes qu'ils se proposaient de dépouiller. Les individus de cette classe étaient attachés à la convention, de laquelle ils espéraient la fortune et les richesses, tandis qu'ils n'entrevoyaient de l'autre côté que le néant ou la punition qu'ils méritaient. D'autre part la dégradation des sentimens, et la corruption était telle, qu'au lieu d'allumer un noble désespoir, la terreur fesait des victimes volontaires. On trouve beaucoup d'exemples d'un courage passif parmi les innombrables victimes de la guillotine et de toutes les inventions destructives des jacobins; ce courage ressemblait à l'héroïsme dans des soldats que la terreur avait forcé à marcher et servir une cause qu'ils détestaient, mais, hormis dans la Vendée et à Lyon, on ne sentit pas combien est vraie et généreuse cette maxime que le désespoir est le seul espoir de salut pour les vaincus. L'égoïsme avait désuni les Français, il les empêchait de se rapprocher, de prendre confiance les uns aux autres. Il est à remarquer que les trahisons furent bien plus rares parmi les révolutionnaires que parmi leurs adversaires. Le crime seul fut constant, la vertu fut toujours timide, chancelante, souvent elle prévariqua, espérant follement se sauver par la soumission. Les jacobins seuls concevaient que leurs crimes étaient si grands et si nombreux, qu'ils ne pouvaient en espérer le pardon.

Il n'y avait à Toulon que quelques bataillons soldés, des troupes de la marine dont les principes étaient au moins incertains; la garde nationale était sous tous les rapports insuffisante pour assurer la tranquillité intérieure et défendre la ville contre les ennemis extérieurs.

Telle était la situation des Toulonnais lors que la flotte anglaise parut sur ses parages, elle fut bientôt jointe par celle d'Espagne. Les Toulonnais se trouvaient bloqués par les flottes combinées, et du côté de terre par l'armée de Carteaux. Ils avaient l'alternative de périr de faim, de subir la

Digitized by Google

loi d'un ennemi implacable, ou bien de recevoir les secours de deux Puissances, dont ils connaissaient au moins l'humanité.

Les Marseillais avaient les premiers tourné leurs regards vers les flottes combinées. Ils avaient envoyé des députés que lord Hood avait reçu avec la bienveillance que les intentions de l'Angleterre et de la coalition lui prescrivaient.

Cet amiral était instruit de la fermentation qui régnait à Toulon. Voulant s'en éclaircir il avait envoyé le 19 juillet en parlementaire, pour proposer l'échange de prisonniers, le lieutenant Édouard Cook. Cet officier dans le cours de sa mission avait parlé aux chefs des Toulonnais non seulement des secours que la flotte pouvait leur donner, mais aussi des dispositions de l'amiral. Tant que l'appréhension de l'armée de Carteaux avait été éloignée, on n'avait pas donné beaucoup d'attention à ces propositions, mais le danger était devenu imminent, et la plus grande diligence pouvait seule empêcher Toulon de subir le même sort que Marseille.

Tel fut l'enchaînement des événemens qui insensiblement et nécessairement amenèrent les Toulonnais à traiter avec les Anglais.

La résistance ouverte était devenue inévitable, le désespoir devait ouvrir le port de Toulon aux alliés, malgré cela deux obstacles arrêtaient encore le traité, la répugnance universelle à recevoir les ennemis de la nation, et les manœuvres des partisans de la révolution. Il y avait sans doute des royalistes à Toulon, mais on se tromperait si l'on croyait que l'intention de rétablir la royauté fût celle qui livra Toulon aux alliés. Cette mesure délicate exigea beaucoup de ménagemens. Il fallait non seulement combattre les principes et les opinions qui avaient prévalu jusqu'à ce moment, persuader au peuple que ceux qu'il avait considéré comme ennemis irréconciliables de la France, pouvaient subitement devenir ses amis et ses protecteurs; mais pour vaincre sa répugnance on lui représentait les horreurs que Carteaux leur ferait éprouver, et il n'était pas besoin pour cela de tracer des tableaux imaginaires, il suffisait de rappeler ce qui était arrivé à Toulon même, les massacres d'Aix, la glacière d'Avignon, le tribunal d'Orange, et les horreurs qui avaient ensanglanté toute la France et surtout les provinces du midi.

Le caractère de Carteaux était bien propre à accroître des appréhensions si naturelles. De mauvais peintre devenu général par sa férocité à exécuter

les ordres sanguinaires du comité de salut public; comme si son âme atroce n'eût pas suffi, le sort lui avait donné pour compagne une mégère qui, après avoir causé la mort de sa première femme, était auprès de lui comme un génie infernal sans cesse occupée à lui suggérer des nouveaux crimes.

Malgré tout cela, l'appréhension de la famine fut la considération qui décida les habitans. Les chefs avaient persuadé à la multitude que bientôt elle manquerait de pain si l'on ne traitait avec les Anglais, quoique dans le fait il y eût du grain pour plus de trois mois.

Ces considérations n'agissaient point sur les Jacobins; le parti était vaincu, mais non détruit. Trogolf, commandant de la flotte, était dans le parti des sections; St-Julien, commandant en second, était à la tête du parti conventionnel, et menaçait Trogolf et les Toulonnais de tourner ses canons contre ses vaisseaux et contre la ville.

Barailler, ingénieur-constructeur, était l'âme du parti des sections, âme forte autant qu'élevée, autant de talent pour les affaires que pour son art. L'amour pour la patrie, l'horreur pour les monstres ses tyrans, et les circonstances impérieuses guidèrent ses démarches, l'ambition ni la perfidie n'y eurent aucune part.

Tout était confusion dans la ville, le port et la rade, les troupes, les vaisseaux, les citoyens étaient sur le point d'en venir aux mains.

Barailler, d'accord avec les siens, résolut de recevoir les Anglais comme unique moyen d'échapper à une mort certaine. Aiguyon, commandant du fort de La Malgue, promettait d'ouvrir l'entrée du port aux Anglais, et d'en imposer à St-Julien par la menace de tirer à boulets rouges sur ses vaisseaux.

Les esprits étaient dans ces dispositions, lorsque le 24 août un parlementaire anglais porta à Toulon une déclaration et une proclamation de lord Hood. Il n'était plus temps de différer, il fallait ou se livrer sans défense à une armée qui ne connaissait aucune retenue, suivie de bourreaux, et conduite par Carteaux, Freron et Barras, ou accepter les propositions des Anglais qui recevaient la ville comme alliés du roi legitime de France. Le comité général fit annoncer à lord Hood l'acceptation des conditions.

Une insurrection violente venait d'éclater parmis les matelots et officiers

Digitized by Google

subalternes de la flotte, excitée par St-Julien, qui s'était emparé du commandement de la flotte, et s'opposait à toute communication avec les Anglais. La garnison de La Malgue s'était mutinée, les troupes incertaines, les ouvriers de l'arsenal s'attroupaient, ce ne fut donc qu'avec difficulté et à travers mille dangers, que le lieutenant Cook et les commissaires toulonnais parvinrent à s'embarquer et à sortir du port.

St-Julien et les siens tentèrent de s'emparer du fort La Malgue, mais on en avait fait sortir tous les suspects, et introduit les gardes nationales. Les troupes de la marine se radoucissaient, les ouvriers délibéraient, mais n'agissaient point; St-Julien eut recours à la ruse. Une députation vint annoncer au comité général que la flotte adoptait toutes ses vues, hormis la réception des Anglais. Le comité général députa à son tour vers la flotte pour lui faire connaître la nécessité irrésistible de recevoir les Anglais pour sauver la ville des malheurs qui la menaçaient. On s'attendait à chaque instant à un combat terrible.

Le comité informé que la plupart des soldats et matelots Ponentais cesseraient leur opposition s'ils étaient assurés d'être renvoyés chez eux, fit publier que tous ceux qui ne partageaient les principes des Toulonnais étaient libres de s'en aller, qu'on leur donnerait les moyens de transport, et que leur solde entière serait acquittée. Cette publication fut accueillie avec joie par une grande partie des équipages. Trogolf hissa de nouveau son pavillon à bord d'une frégate, peu à peu les autres vaisseaux répondirent à ses signaux, excépté celui monté par St-Julien qui, se voyant abandonné, prit la fuite avec quelques hommes de son équipage.

Pendant que Toulon et la flotte française étaient dans cet état critique qui annonçait une crise prochaine, lord Hood avait assemblé un conseil de guerre pour délibérer sur les propositions des Toulonnais. L'avis en fut qu'il ne fallait point risquer d'entrer avec la flotte avant d'être assuré des batteries, des forts et de la flotte française.

Mais lord Hood dès qu'il fut informé de ce qui se passait à Toulon et sur la flotte française, et qu'il eut l'assurance qu'on lui remettrait le fort de La Malgue, se décida à entrer, et le 27 août vint mouiller sous le fort La Malgue.

L'importance du but justifiait pleinement sa témérité. La flotte espagnole arriva le lendemain, et ce jour même les deux nations prirent possession de

Digitized by Google

la ville au nom de Louis XVIII. Les vaisseaux français envoyèrent leurs poudres à bord de deux frégates, et on les fit entrer dans le port pour les y désarmer.

L'amiral Langara commandait les Espagnols. Il fut convenu entre les amiraux, que les Espagnols auraient la direction des troupes de terre, et les Anglais celle du port, de la marine et de la ville. Partage qui ne fut jamais exactement spécifié, et fut la source de la discorde qui éclata entre les nations, de la désunion entre les chefs.

Les amiraux avaient dépêché en Espagne et à Gibraltar pour des renforts. Lord Hood sollicitait en même temps des secours du Roi de Sardaigne.

Lord Mulgrave était alors à l'armée près du Roi avec monsieur Trevor. Il cherchait à combiner quelque chose avec De-Vins, mais inutilement. Revel avait été destiné près des ministres anglais pour tâcher de concerter quelque expédition. Dès que la nouvelle de l'occupation de Toulon parvint au camp, lord Mulgrave se décida à y aller de sa personne, et d'accord en cela avec Revel, il obtint du Roi, avant de partir, qu'on enverrait promptement un corps auxiliaire piémontais.

Mais tel n'était pas l'avis de De-Vins, contraire à cette expédition. Il ne voulait consentir à se dessaisir d'aucune troupe, et l'ascendant qu'on lui avait laissé prendre, embarrassait beaucoup le Roi, qui, malgré tous les futurs triomphes annoncés par le général autrichien, dès qu'il aurait mis en exécution ses plans stratégiques, ne voulait pas perdre une occasion aussi favorable pour opérer une diversion et mettre un pied en Provence. Revel, qui appuyait fortement l'envoi du corps demandé par les Anglais, fut nommé par le Roi son commissaire auprès des alliés à Toulon, et on lui conféra en même temps le rang de lieutenant colonel (1). Comme commissaire royal il avait droit à assister a tous les conseils, prendre tous les arrangemens avec les chefs des troupes alliées, et il devait encore tenir la correspondance avec le Roi. Sa conduite dans sa mission à Gênes, les relations qu'il y avait nouées avec l'amiral Hood et lord Mulgrave, ainsi que sa liaison

(1) Les deux bataillons seront sur mer demain et votre fils avec. Je suis bien charmé que S. M., reconnaissant plus ses mérites, l'ait avancé au grade de lieutenant colonel, et destiné à cette expédition. Je m'intéresse autant à son avancement qu'à sa gloire (Colli à St-André, 20 septembre).

Digitized by Google

avec plusieurs officiers d'état major et commissaires royaux d'Angleterre, jointes à son passé, avaient déterminé le Roi à ce choix.

Il se trouvait par là chef diplomatique et même un peu militaire de l'expédition. Le renfort devait être pris en partie parmi les troupes qui étaient sur le continent, et partie parmi celles qui étaient en Sardaigne, assurée maintenant contre toute expédition par la prise de la flotte française. Le tout était d'accrocher des troupes. Revel se rendit auprès du général Colli, et sut le persuader à se dessaisir de deux bataillons (1) et les envoyer au Fontan, d'ordre du Roi, pour être disponibles.

Le corps devait être composé d'un régiment grenadiers, colonel chevalier Ratti, dont il ne partit qu'un bataillon commandé par monsieur de Foras, deux bataillons chasseurs commandés par le chevalier de Germagnan et le chevalier Incisa de St-Étienne; plus, le second bataillon de Piémont, et le troisième bataillon Courten, commandés le premier par le chevalier Pamparà, et le second par le colonel du régiment Courten, le brigadier baron de Bueler, lequel avait en même temps le commandement de toute la division piémontaise. Ces deux derniers bataillons étaient en Sardaigne.

L'embarquement devait se faire à Oneille sur le *St-Victor* et quelques bâtimens marchands pour les troupes du continent, et par des vaisseaux anglais pour celles venant de Sardaigne.

Le premier convoi, composé des bataillons Foras et Incisa, arriva à Toulon le 27 septembre.

Les alliés, après avoir poussé des détachemens dans les environs, avaient dû se replier devant le corps de Carteaux qui s'emparait des gorges d'Ollioules, et devant celui de La-Poype qui prenait position à la Valette et à Soliès.

Ils ne s'étaient pas moins occupés de fortifier les points nécessaires pour la sûreté de la rade et de la ville. Ces deux objets étaient inséparables et également importans, les troupes et les flottes ayant besoin d'une assistance mutuelle. La possession de la ville était subordonnée à celle de la petite

(1) Le chevalier est venu m'enlever un bataillon de grenadiers et un de chasseurs, que j'ai cependant donné d'autant plus volontiers parce qu'ils seront sous les ordres du chevalier, et cette troupe pourra rendre de bons services à Toulon (Lettre du général Colli, 18 septembre).

rade, à celle des deux promontoires correspondans qui la ferment au sud, et ce fut là surtout qu'on dut se fortifier. Mais on manquait d'ingénieurs et aucun plan de défense n'étant arrêté, cela fit que les postes ne furent pas bien choisis, et les ouvrages mauvais ; à mesure qu'on apercevait les inconvéniens, on cherchait à y remédier, mais des ouvrages composés de pièces de rapport étaient nécessairement défectueux.

La partie de l'est était couverte par les forts St-Louis, de La Malgue, Sainte Catherine, Artigues et Faron, ces ouvrages solides n'exigeaient que des garnisons et se défendaient d'eux-mêmes; mais pour la sûreté des flottes il fallut occuper en deça le Cap Brun et s'y fortifier.

Au nord le revers des hauteurs de Faron est inaccessible, à la réserve de quelque sentier extrêmement difficile. Il fallait nécessairement occuper cette position, parce que les ennemis auraient pu foudroyer de là la ville et l'arsenal, malgré le camp retranché situé entre la ville et Faron. L'accès par le nord de ces hauteurs est si difficile, que la garde devait en être réputée aisée et sûre, l'ennemi ne pouvant y monter du côté de la ville, ni de l'est qui est le plus facile, mais que défendait la redoute de la Croix de Faron, et d'autres redoutes et retranchemens. Vers l'ouest il n'y avait d'ouvrage régulier que le fort des Pomets qui n'empêchait point que les ennemis n'eussent pu faire leurs approches contre la ville. On construisit une espèce de fort nommé le grand St-Antoine sur le penchant des hauteurs de Faron en arrière du Château des Pomets, et la redoute St-André entre ces deux forts. Le petit St-Antoine, autre fort élevé à la hâte liait le grand St-Antoine avec Malbousquet. Ce dernier point était fort essentiel. On ne fut jamais bien décidé si on voulait en faire un fort ou un camp retranché, en conséquence ce ne fut ni l'un, ni l'autre; cette fortification informe avait des parties extrêmement fortes et d'autres très-faibles.

Les retranchemens de Malbousquet s'étendaient jusqu'à la rade, dont on n'avait pas embrassé le fond, et on avait formé une chaîne de petits postes. Pour fortifier l'autre côté de la petite rade, lord Mulgrave avait fait occuper et fortifier les hauteurs dites de Balaguier, en s'appuyant comme réserve à la tour de Balaguier et au fort de l'Eguillette. Cet ouvrage monstrueux, auquel la bizarrerie de différentes imaginations avait coopéré, fut nommé fort Mulgrave par les Anglais, de St-Ludovico par les Espagnols, et petit Gibraltar par les Français.

Digitized by Google

On fortifia quelques autres points dans cette partie, mais on négligea une hauteur importante sur la gauche de Balaguier, qui l'aurait liée avec les Sablettes, où on avait construit un retranchement appuyé des deux côtés à la mer.

On aurait dit qu'un mauvais génie avait tracé ces ouvrages, car ils n'avaient ni les profils, ni l'épaisseur nécessaires.

Pour les postes, qui viennent d'être énumérés au nombre de 19, étaient tous essentiels. La perte d'un seul exposait la ville et les flottes à l'artillerie des Français, et occasionnait nécessairement la perte de Toulon. Cela prouve le vice de la position, et qu'une armée seule pouvait défendre Toulon en couvrant à la fois la ville et la rade.

Les Espagnols avaient des chaloupes canonnières et bombardières. Il en vint de Naples. Des bâtimens français furent transformés en batteries flottantes, et placés dans la baie de la Seine avec des chaloupes canonnières sous les ordres du commandant Feraud français. Des vaisseaux à trois ponts anglais, et le puissant vaisseau de 74 français occupaient le fond de la rade et tiraient continuellement sur les batteries françaises.

Ayant beaucoup de grosses artilleries on manquait de pièces légères et de mortiers.

Au commencement les forces des alliés consistaient en 1200 soldats et marins anglais, 1000 soldats espagnols, 1500 matelots qui servaient les batteries, et 1200 hommes de la garde nationale, sur laquelle on ne pouvait guère compter dans une affaire. Quelques jours après il arriva 2000 Espagnols de l'armée de Roussillon.

Outre la défense extérieure il fallait encore se garder à l'intérieur contre beaucoup de partisans de la convention.

Si les Français s'étaient portés dès l'abord vers la rade, les alliés qui n'avaient pas encore reçu de renforts, ni exécuté de fortifications, auraient peut-être dû songer à une prompte retraite.

Deux jours après le premier convoi piémontais, débarqua aussi une division napolitaine sous les ordres du général Pignatelli, forte de 2000 hommes. Ces troupes reçues aux acclamations des habitans qui commençaient à prendre confiance, augmentaient l'armée des alliés en proportion de leur force primitive, mais non des besoins.

On forma aussi des corps français avec les soldats de la garnison restés et avec les déserteurs qui venaient en grand nombre.

Digitized by Google

La meilleure intelligence régnait au commencement entre les chefs. Chaque nation apportait des facilités à tout ce qui concernait le service. Le temps, les événemens et les instructions des Cours n'avaient pas encore suscité la jalousie et les divisions, mais il était évident que l'on manquait d'un chef dont le rang supérieur et une autorité acquise par des talens et des services, sanctionnée par les ordres des Cours, pût donner de l'ensemble à tant d'élémens hétérogènes. On devait prévoir que si les égards et la condescendance pouvaient durer quelque temps à cause du caractère personnel des chefs, et suffire tant qu'on n'avait en tête qu'un ennemi faible et ignorant, il fallait un général supérieur pour résister aux efforts que la convention devait naturellement faire; et pour prévenir la discorde que la jalousie, l'antipathie et les intérêts des diverses nations tendaient sans cesse à allumer entre leurs troupes.

Les alliés ne connaissaient point au juste la force de l'ennemi, l'incertitude sur un objet si important était à un point inconcevable. Ils ignoraient également les préparatifs qui se faisaient contre Toulon, et ce qui se passait dans le reste de la France.

Les habitans n'étaient occupés que des principes et de la forme du nouveau gouvernement. On avait rétabli le régime constitutionnel décrété par l'assemblée nationale; les habitans et les troupes avaient conservé la cocarde tricolore. Lord Hood, peu soucieux des formes, s'était prêté à tout ce que les commissaires toulonnais lui avaient proposé à cet égard; à mesure que les choses prenaient plus de consistance, que les esprits se familiarisaient avec l'idée de rétablir l'ancien gouvernement, les royalistes devenaient plus hardis. L'amiral Langara et les Espagnols les encourageaient et donnaient à entendre que le parfait rétablissement de l'ancien régime monarchique était la seule condition que l'Espagne exigeait pour envoyer de puissans secours.

La cocarde blanche, déjà portée par quelques royalistes, fut enfin demandée aux amiraux par le comité général, et le premier octobre elle fut arborée.

Cependant les commissaires de la convention avaient réuni des gardes nationales, fait venir un détachement de l'armée d'Italie que Dumerbion, confiant dans l'inactivité de De-Vins, avait donné sans peine.

Carteaux s'avançait des gorges d'Ollioules, et La-Poype établi à la Valette

et Solliès menaçait Faron. Ce dernier, instruit de la négligence avec laquelle les alliés gardaient ces hauteurs, résolut de s'en emparer.

Dans la nuit du 30 septembre au premier d'octobre les Français montèrent, ou plutôt grimpèrent par un sentier nommé le pas *della Mosca*. 100 Espagnols qui gardaient ce pas, surpris et se croyant enveloppés, abandonnèrent le poste ainsi que la redoute de la Croix de Faron sur la hauteur extrême vers l'est, et les redoutes inférieures qui, abandonnées avant d'être attaquées, furent occupées par les Français.

Cet événement répandit la consternation dans la ville. Les chefs se rassemblèrent chez le gouverneur. Il n'y avait que deux partis, quitter Toulon ou reprendre les hauteurs de Faron; il fut résolu de faire tous les efforts possibles.

Revel pour unir davantage son gouvernement avec l'anglais, et engager ainsi ce dernier à appuyer fortement avec sa flotte les opérations dans le comté de Nice, avait rapproché ses troupes des anglaises. Elles devaient toujours opérer ensemble. En effet on convint que lord Mulgrave, avec un corps d'Anglais et de Piémontais sous Foras, commanderait la colonne gauche. Revel devait marcher parallèlement avec le reste des Piémontais. Les Espagnols et les Napolitains aux ordres de D. Federico Gravina et du brigadier Pignatelli formaient deux autres colonnes. Il fallait multiplier les attaques pour occuper l'ennemi dans toute la prolongation de Faron qui est de plus de deux mille toises.

Le comte de Pucito et le capitaine Elphinstone, gouverneur de La Malgue, rassemblèrent tout leur monde au fort de Faron pour occuper l'ennemi de ce côté-là, et attaquer si l'occasion s'en présentait.

Malgré la perte des positions, le pavillon blanc fut hissé à 10 heures du matin du premier octobre et salué par les troupes au moment où elles s'ébranlaient pour attaquer.

Les Français menacés sur toute la longueur de Faron, n'étant encore que 600, craignirent d'être coupés, ils se retirèrent aux retranchemens et à la redoute de la Croix de Faron.

Les alliés, montèrent sans résistance sur les hauteurs de la partie ouest, ce qui eût été difficile si l'ennemi eût été en défense, vu qu'il fallait gravir une pente extrêmement rapide; après s'être formés sur les hauteurs, il fut résolu que les Espagnols et Napolitains appuyeraient sur leur droite pour

Digitized by Google

attaquer les Français du côté de la ville pendant que les Anglais et Piémontais marcheraient à eux de front.

Durant ce mouvement qui prenait du temps, un sergent espagnol, nommé Moceno, sembla prendre à tâche de l'occuper en donnant un spectacle qui attirait l'attention des troupes. Cet homme intrépide s'avança pour reconnaître le terrain jusqu'au pied des retranchemens ennemis. Longtemps il lutta d'agilité, de courage, de finesse et de ruse avec un Français qui était venu au-devant de lui. Cette espèce de combat singulier détournait l'attention des troupes attendant l'ordre d'attaquer, et ne leur permettait pas de réfléchir l'extrême danger de cette attaque ; car durant cet intermède d'opérations qui fut très-long à cause de la nature du terrain, on voyait arriver sans cesse de nouvelles troupes dans les retranchemens français. Enfin Moceno abattit son antagoniste. Ce prélude parut de bon augure aux troupes qui étaient alors en position. Lord Mulgrave et Revel, après avoir recommandé à leurs soldats de ne pas tirer, s'avancèrent à leur tête.

Entre eux et l'ennemi était un ravin profond et impraticable, excepté à la tête où il présentait une crête étroite et pénible par laquelle on pouvait remonter à l'ennemi.

Le corps qui défendait ce col fut chassé, un coup de fusil partit, alors les deux colonnes, au lieu de continuer leur marche, s'arrêtèrent pour faire feu.

Les Français étaient sur un terrain très-resserré, sur six a sept lignes, formant une équerre pour faire face aux troupes qui devaient les attaquer du côté de la ville. Le côté de cette équerre opposé au général Gravina, recevant en flanc le feu des deux colonnes, par un mouvement machinal, cette ligne fit face de ce côté-là, ne voyant point paraître d'ennemi, et forma une ligne continue avec ceux qui combattaient de front les Anglais et Piémontais. Ce mouvement ayant dégarni leur flanc gauche, les Espagnols et Napolitains, précédés de quelques chasseurs Piémontais conduits par Incisa, arrivèrent sans obstacle jusqu'aux retranchemens ennemis, dans ce moment décisif Mulgrave et Revel parvinrent à remettre en mouvement les Anglais et les Piémontais.

Les Français attaqués ainsi de front ne purent faire face aux deux autres colonnes, lesquelles ayant franchi le passage étroit, en vinrent aux mains avec les Français déjà ébranlés, et sans leur donner de relâche les chassèrent successivement des retranchemens et des redoutes.

Digitized by Google

Les Français étaient au nombre de 1800 hommes, le terrain étant très-étroit ils étaient pêle-mêle et en confusion, ce qui favorisa le succès de l'attaque.

La descente du côté de la Valette était facile, mais un corps d'alliés détaché du fort de Faron la gardait, les Français se jetèrent dans le terrain escarpé par lequel étaient venus leurs renforts, le désordre était si grand qu'ils se culbutaient l'un et l'autre, et faisaient rouler des pierres qui les blessaient et les écrasaient; de 1800 hommes d'élite à peine 400 retournèrent au camp français.

Les alliés ne perdirent que 100 hommes, la plupart piémontais. Les troupes montrèrent beaucoup de valeur; les Piémontais se distinguèrent en abordant les premiers l'ennemi.

Lord Mulgrave, monsieur de Foras qui était avec lui, et Revel donnèrent à leurs troupes l'exemple de l'audace nécessaire dans les entreprises de ce genre. D. F. Gravina fut blessé à la jambe en montrant à sa troupe le chemin qu'elle devait prendre.

Le comité général présenta une adresse de complimens aux Piémontais, et dans son ordre du jour du 2 octobre lord Mulgrave dit qu'il « prend la » première opportunité pour faire ses remercîmens les plus sincères, et pour » offrir le tribut de sa plus vive approbation aux troupes anglaises aussi » bien qu'aux colonels monsieur de Foras et chevalier de Revel, au major » Incisa de St-Étienne et aux officiers et soldats des troupes sardes qui ont » composé la colonne, ou qui étaient plus immédiatement sous ses ordres » dans l'attaque des postes ennemis qui a eu lieu hier. Lord Mulgrave ne » saurait comment exprimer son admiration pour le courage intrépide avec » lequel les officiers et soldats ont affronté le danger, et pour la patience » et la constance avec lesquelles ils ont supporté la fatigue, la faim et la soif, » et les inévitables inconvéniens résultant du service difficile et pressant » auquel ils ont été soudainement appelés ». (*Morning Chronicle* 11 *novembre* 1793).

La réputation acquise dans cette affaire par les Piémontais inspira tellement de confiance en eux qu'on les désigna toujours pour les services les plus difficiles, et surtout pour les attaques en chasseurs, ou les coups de mains.

Les gardes nationales avaient cessé le service des postes onéreux pour elles, les ouvriers de l'arsenal s'étaient toujours montrés disposés à la

mutinerie, la fermentation était grande parmi eux, l'issue de l'attaque de Faron les contint. On prit ensuite des mesures contre leur turbulence. Du reste des garnisons des vaisseaux et de la ville on avait formé un corps appelé Royal-Louis, les déserteurs arrivant en nombre, on fit encore deux corps de chasseurs et le régiment de Royal-Provence qu'on n'eut pas le temps de compléter. Les personnes les plus clairvoyantes exhortaient les chefs à former des corps francs français comme un moyen de diminuer les forces de l'ennemi et d'accroître les leurs, d'épargner le sang des alliés et de soutenir le parti royaliste en lui présentant un point de réunion. Cette vérité fut sentie trop tard pour le salut de Toulon et des royalistes, mais le défaut de générosité politique dans les Puissances et d'unité dans leurs vues fit avorter ce plan, le seul juste et utile à la fois.

La blessure de D. F. Gravina, l'ayant obligé a remettre le commandement au brigadier Skierdo, la bonne intelligence entre les Anglais et les Espagnols en fut bientôt altérée. Skierdo était un homme d'honneur, brave, ayant les connaissances qu'on acquiert par la pratique et l'amour de son état, mais entêté et contrariant à l'excès ; ce qui irritait le caractère hautain et difficile de lord Mulgrave. La discorde eût éclaté d'une manière plus funeste encore sans l'intervention de leurs amis communs.

Aussitôt que le ministère britannique fut informé de l'occupation de Toulon, il avait fait les instances les plus pressantes à la Cour de Vienne pour qu'elle envoyât un corps de ses troupes qui en assurât la possession et pût servir aux opérations ultérieures qu'il méditait dans le midi de la France.

La Cour de Vienne promit le secours, mais sa politique irrésolue, avide et jalouse l'empêcha d'exécuter ses promesses. Les troupes autrichiennes qui étaient dans les garnisons de l'état de Milan, y étaient restées paisiblement au lieu de marcher sur Lyon, ce qui en eût empêché la chute et porté un coup mortel à la révolution. L'Angleterre demandait que les Autrichiens réunis aux Piémontais chassassent les Français du comté de Nice, d'une partie de la Provence et que l'on entr'ouvrît une communication directe et sûre avec Toulon.

Ce projet, fortement appuyé par le Roi et ses ministres, par messieurs Trevor, Ulloa, par le duc d'Aoste et St-André, échoua devant l'inaltérable inertie commandée à De-Vins. L'appréhension de la Cour de Vienne que le Roi de Sardaigne n'eut des succès s'opposa dans cette occasion, comme

Digitized by Google

dans les autres, à tout ce que le lien commun de la coalition conseillait si fortement. Elle espérait que si le Roi de Sardaigne se trouvait dans l'embarras, il consentirait à lui céder une partie des acquisitions faites anciennement sur l'état de Milan. Cette politique odieuse a causé la perte de l'Italie et les conséquences funestes qui en sont résultées pour le reste de l'Europe.

Les armées alliées avaient de grands succès dans le nord et en Alsace, presque toutes les grandes villes du royaume étaient en insurrection contre la convention. Félix Vimpfen était à la tête de 60/m. fédéralistes ou royalistes, la Vendée étendait ses progrès, Lyon résistait courageusement, l'armée d'Italie se dégarnissait, jamais la convention n'avait été plus près de sa perte. Les Autrichiens restèrent oisifs en Lombardie, le général De-Vins, ayant divisé ses forces déjà si peu considérables, échoua dans ses tentatives, laissant en doute s'il fallait en accuser son orgueil indomptable, son défaut de connaissances locales, ou les ordres de sa Cour.

L'expédition en Savoie trop faible ne put parvenir à secourir Lyon et insurger ainsi tout le midi, et l'occasion fut irréparablement perdue.

On ne saurait trop s'étonner de voir d'un côté un gouvernement barbare, ignorant, cruel, composé d'hommes nouveaux dans toutes les branches, suivre ses plans avec une constance surprenante au milieu des difficultés, des obstacles, et des résistances; d'autre part les gouvernemens du reste de l'Europe, qui avaient toutes les ressources et les avantages de l'expérience et de l'ordre, agir au hasard et presque toujours en opposition directe à leurs véritables intérêts. Sans doute la Providence aveuglait les Princes pour que leurs ennemis pussent triompher.

Le défaut de concert entre les Puissances faisait échouer leurs plans, la même cause rendit vains les efforts des contre-révolutionnaires français; les conventionnels seuls, prêts à s'égorger entr'eux, restaient unis contre ceux qui voulaient détruire leur tyrannie.

La nouvelle de la réddition de Lyon étant arrivée a l'armée française, Carteaux ordonna une réjouissance. Toute son armée prit les armes. Les généraux des alliés, informés de cet incident, crurent que les Français avaient le dessein d'attaquer la ligne du côté d'Ollioules. Malgré les représentations de quelques-uns, les autres, échauffés peut-être par les toasts, car on était à table, font sortir les troupes qui vinrent se former entre Malbousquet et St-Antoine, la

rivière neuve en front. Les Français se tenaient tranquilles parce qu'ils n'avaient d'autre dessin que celui que nous avons dit de célébrer la prise de Lyon. Les alliés n'avaient d'autre intention que celle d'être prêts à recevoir les ennemis, si comme on se l'était figuré ils avaient attaqué la ligne. Lord Mulgrave avait détaché quelques chasseurs anglais et piémontais pour aller reconnaître l'ennemi. Les Français voyant les alliés s'avancer, détachèrent un corps qui obligea les nôtres à quitter les hauteurs des Areniers, d'où les Français auraient pu, sans s'engager eux-mêmes, fusiller les alliés, et obliger toute leur ligne à se retirer.

Revel marcha au secours du capitaine Weymes avec deux compagnies de chasseurs. Ils chassèrent les Français de ces hauteurs et les poussèrent avec beaucoup de vivacité. Une généreuse émulation entre les deux nations entraîna une partie de cette troupe malgré les efforts des chefs pour les retenir, les Français de leur côté faisaient avancer des troupes pour soutenir les leurs. Lord Mulgrave voyant l'affaire engagée s'avança avec le reste des troupes sous ses ordres. Le brigadier Skierdo fit un mouvement semblable sur la gauche. L'ennemi fut délogé et poussé de tous les côtés avec plus de valeur que de prudence. Les obstacles vaincus en laissaient toujours d'autres; d'ailleurs on n'avait aucun but en poussant les ennemis dont les forces grossissaient continuellement, il fallut revenir. Les Français avaient été tellement frappés de la vivacité et de la hardiesse de l'attaque, qu'ils laissèrent les alliés se retirer tranquillement. La perte de ceux-ci ne fut pas considérable. Les Piémontais, poussés comme toujours en avant, souffrirent le plus. Les Français perdirent 350 hommes. Ainsi finit cette étourderie militaire. Elle n'eut d'autre fruit que d'augmenter la réputation des troupes alliées, qui avaient chassés les Français de tous les postes qu'elles avaient attaqués. Ceci se passait le 14 octobre.

Les amiraux craignant que l'ennemi déjà maître du château de Sainte Marguérite, ne s'établît au Cap Brun d'où il aurait inquiété la rade, avaient fait résoudre d'occuper ce point et de le fortifier. Les ouvrages étaient à peine tracés, et on n'y avait pas encore conduit de l'artillerie, quand le 15 au matin les Français attaquèrent le Cap Brun. Ils furent repoussés après un combat assez opiniâtre, et on croyait le poste en sûreté, mais une autre colonne ennemie plus forte et avec des canons renouvela l'attaque. La résistance fut très-opiniâtre, une partie du régiment Royal-Louis y fit des prodiges de valeur, la

Digitized by Google

grande supériorité de l'ennemi obligea les alliés à abandonner le poste. Les Anglais y perdirent 4 officiers entr'autres le capitaine Torriani officier de talens distingués, et qui ayant vendu déjà sa commission continuait son service par honneur et par zèle pour sa patrie. La perte des ennemis fut encore plus considérable.

On délibéra à Toulon si l'on attaquerait le Cap Brun de vive force, ou si on obligerait l'ennemi à l'évacuer par un mouvement qui menaçat de les envelopper. Il fut résolu d'occuper les hauteurs de Thonars qui dominait le village de La Garde où était le quartier général, et d'où étaient partis les Français pour aller attaquer le Cap Brun.

On pouvait espérer en outre de rencontrer l'occasion de combattre avec avantage, au lieu de chercher à le forcer dans une position où sa résistance aurait été au moins meurtrière.

Les troupes marchèrent à midi, déjà on avait perdu un temps précieux. Les Français ayant reconnu la direction de la marche des alliés abandonnèrent le Cap Brun. La tête de leurs colonnes arriva à La Garde en même temps que les alliés se formaient sur les hauteurs, peu s'en fallut que les Français ne s'y établissent pendant que les Espagnols et Napolitains, qui ce jour étaient à la tête de la marche étaient encore occupés dans la plaine à débrouiller leurs manœuvres. Par leur lenteur ils firent perdre une occasion irréparable, puisqu'on pouvait battre les Français qui étaient à La Garde, et s'emparer des magasins et de l'artillerie qui s'y trouvaient avant que les troupes du Cap Brun fussent arrivées.

Le but des alliés était atteint. Le reste de la journée se passa à se canonner et à escarmoucher. Les Français firent un mouvement comme pour couper aux alliés le chemin de Toulon, mais leur cavalerie mise en désordre par le canon se retira bientôt. Les dragons de la Reine espagnols manœuvrèrent avec audace et succès.

La nuit étant venue, on entendait distinctement le bruit de l'artillerie et des charriots qui partaient du village de La Garde sur lequel les alliés faisaient un grand feu sans que l'ennemi ripostât, ce qui fit croire qu'il l'avait evacué. On envoya quelques troupes sous le capitaine Moncrif, pour s'en assurer; mais le feu violent qui en partit, fit connaître qu'il était encore occupé. L'ordre était de n'entrer qu'au cas où il n'y eût plus qu'une garde. Gardanne avait intimé aux habitans que, s'ils ne défendaient pas leur village, il

le brûlerait à son retour, et massacrerait les habitans. Le désespoir fit soutenir à ces malheureux une longue canonnade, et Moncrif croyant le village occupé par les troupes françaises se replia, et toutes les troupes reprirent le chemin de la ville. Leur perte fut très-peu considérable parce que la hauteur couvrait les alliés, au lieu que les Français restèrent exposés à tout l'effet du canon ennemi.

Des renforts étaient arrivés aux Anglais et aux Espagnols. La frégate Saint Victor commandée par monsieur Cacciardi avait amené le second bataillon de Piémont sous les ordres du chevalier de Pamparà et monsieur Ortolani commissaire aux guerres. De là le St-Victor alla à Oneille, d'où il ramena le 8 décembre le second bataillon de chasseurs sous les ordres du chevalier Joseph de Germagnan. Monsieur de Foras gravement malade s'était embarqué, et comme le brigadier de Bueler n'arriva que le 24 novembre avec le bataillon de Courten sur un vaisseau anglais, le commandement fut dévolu dans cet intervalle au chevalier de Revel.

Les forces alliées purent se calculer à

3350 Anglais, commandés successivement par lord Mulgrave, Ohara, Dundas,
7150 Espagnols, commandés par D. F. Gravina,
6650 Napolitains commandés par Pignatelli,
2470 Piémontais, soit grenadiers 500 - chasseurs 1000 - Piémont 520 - Courten 450, commandés par Foras, Revel, et Bueler,
1600 Français,

Total 21220 hommes

force qui eût été plus que suffisante pour défendre la ville et les forts, mais non pour tenir la campagne et couvrir la rade. Il aurait fallu d'ailleurs que ces troupes fussent arrivées sans tant de retards qui les laissèrent s'épuiser peu à peu, et surtout qu'elles fussent sous les ordres directs d'un seul chef, qui pût donner de l'ensemble et de l'énergie à toutes les défenses et à tous les mouvemens. Les postes extérieurs étaient tellement rapprochés qu'il suffisait à l'ennemi d'en prendre un pour que la ville, la rade et le port fussent immédiatement exposés; ils étaient d'ailleurs mal construits et ne se soutenaient pas entre eux. Les alliés renforcés à temps,

et bien commandés, auraient pu profiter de la faute des Français qui s'étaient éparpillés pour embrasser le cercle des postes, prévenir l'arrivée de l'armée de Lyon, tomber à revers sur les postes ennemis, les battre en détail, s'emparer des gros canons, détruire les munitions (perte qu'ils n'auraient remplacée qu'avec beaucoup de temps) raser les ouvrages, et prendre une position mieux déterminée. On aurait à tout événement gagné du temps et agi suivant les principes militaires.

Au lieu de cela on s'éparpilla comme l'ennemi, les escarmouches continuelles tenaient les troupes sous les armes, la fatigue occasionnait des maladies, et nos succès mêmes augmentaient nos pertes en les exposant si souvent au feu de l'ennemi.

La division du commandement allait mal, mais ce fut pire, quand le général comte de Valdès amena un renfort espagnol, et fit part aux chefs que sa Cour l'avait envoyé prendre le commandement des troupes coalisées. Une telle demande de la part de l'Espagne, sans concert préalable était étrange. Heureusement D. Frédéric Gravina reçut presque immédiatement sa nomination de lieutenant-général, et de nouveau le commandement des Espagnols. Les Anglais y crurent voir une finesse pour conserver la supériorité des rangs sur le major-général Ohara qui vint le 23 octobre relever lord Mulgrave. Le départ de ce dernier fut funeste. Sa liaison intime avec D. Gravina avait tempéré la jalousie des deux nations. La fierté anglaise et l'orgueil espagnol se choquaient à chaque instant. On se disputait le droit qu'on avait sur Toulon. Les Anglais se disaient les premiers entrés, mais les Espagnols à leur tour disaient que sans eux on n'aurait pas pu y rester. On discutait les termes de la convention avec le comité général. Discussions ridicules, s'il n'en était résulté la division entre les chefs, la haine entre les nations, et le malheur de tous. En résultat le commandement des troupes était divisé, et chacun ne se mêlait que de ses nationaux. Avec plus d'aménité du côté du général Ohara, et plus de fermeté de la part de D. Frédéric Gravina, on aurait pu remédier en partie au défaut d'unité de commandement. Mais Gravina ne pouvait renoncer ouvertement au titre que lui avait conféré sa Cour, tout absurde qu'il fût. Ses subalternes d'ailleurs entravaient continuellement la facilité généreuse qu'il portait dans les affaires. Le mépris qu'Ohara laissait ouvertement éclater pour les Espagnols, irritait les esprits, excitait des rixes, et nul ne pensait à mettre une

discipline sévère qui prévint tout désordre, et les plaintes des habitans contre les Anglais surtout.

Cela était si fort possible que l'on peut affirmer que les Piémontais n'eurent jamais de dispute avec les autres, et que leur parfaite discipline les fit chérir des habitans.

Le chevalier Elliot commissaire du Roi d'Angleterre chercha à amener la concorde parmis les chefs, en renvoyant aux Cours respectives à décider du commandement sans tenir compte d'aucun précédent. Revel son grand ami, depuis son séjour en Angleterre, tâcha de l'aider de son mieux, mais tout fut inutile.

L'armée ennemie avait reçu des renforts considérables et de la grosse artillerie. Leurs batteries battaient la place avec un feu considérable qui, quoique mal dirigé, faisait cependant du mal. Déjà leurs boulets de huit tombaient sur les glacis de la ville, tous les jours la garnison perdait du monde.

Le 15 novembre il parut que les Français voulussent attaquer. Une patrouille espagnole détachée de Malhousquet avant le jour, s'était avancée plus qu'à l'ordinaire, elle rencontra une patrouille française, elles se fusillèrent; et des deux côtés on crut qu'on allait être attaqué. Les alliés se retirèrent sous la protection de leur artillerie, qui tirant à mitraille dut leur causer de la perte. Il s'engagea bientôt après une escarmouche semblable du côté du petit St-Antoine.

Les Français auraient été repoussés avec perte, si quelques soldats espagnols, trop ardens à la poursuite, n'avaient dépassé, sans s'en apercevoir, un corps de Français, ce qui engagea une action assez vive qui coûta du monde aux deux côtés sans rien décider. Les Français avaient été en mouvement du côté de la Seine et aux batteries opposées aux hauteurs de Balaguier. Vers les 3 heures de l'après-midi, des pelotons de 10 a 15 hommes vinrent tirer contre les retranchemens de Balaguier. Ils se renforcèrent successivement jusqu'au nombre de plus de 4/m., et attaquèrent très-vivement la gauche du fort Mulgrave qui était occupée par les Anglais et Piémontais. Repoussés avec perte, les Français s'étaient retirés et le feu avait cessé. Le soir ils renouvelèrent l'attaque sur la droite occupée par les Espagnols et les Napolitains. Le commandant espagnol colonel Cagigal quoique blessé était resté heureusement à son poste.

Le général Ohara qui était à bord du Victory, se rendit en toute diligence à Balaguier. Les Français ne pouvant emporter le poste, ni soutenir son feu flanqué par celui d'une batterie en arrière, se jetèrent dans un fond à 8 ou 10 toises seulement où ils étaient à couvert et dans l'intention probablement de renouveler l'attaque. Le général voulant les chasser de là, se mit à la tête d'un détachement d'Anglais soutenus par des Napolitains, les chargea à la baïonnette et les chassa de ce fond. Le feu prodigieux des batteries de terre et flottantes des vaisseaux et des chaloupes canonnières qui s'étaient rapprochées du lieu du combat causèrent aux Français une perte considérable. On n'en put juger d'abord, parce que le combat avait été dans un pays couvert et prolongé pendant la nuit; mais on eut la certitude le lendemain par le nombre des cadavres et le rapport des déserteurs. Les alliés eurent 10 officiers tués ou blessés, et 50 à 60 hommes. La présence d'Ohara contribua beaucoup à donner de la fermeté aux troupes. Les Français attaquèrent sans conduite, ils eurent le courage de se faire écraser sans avoir la résolution de marcher aux retranchemens. Cette journée devait être malheureuse pour eux sur tous les points, un dépôt de poudre ayant sauté vers Bregaillon fit périr beaucoup de monde.

Malgré que les entreprises des alliés eussent été jusques-là heureuses, le général Ohara pensait que Toulon ne pouvait pas être défendu, lorsque les Français auraient rassemblé les forces, dont ils pouvaient disposer depuis la reddition de Lyon, et la retraite du général De-Vins après l'échec de Gilette. Les Français, informés que les Autrichiens étaient repassés avec De-Vins en Piémont, dégarnirent aussi leur armée d'Italie, sachant que malgré les attaques répétées du général St-André, ils ne pouvaient craindre aucune entreprise considérable qui aurait été au-dessus des forces dont il pouvait disposer. L'abstention des Autrichiens ayant fait manquer l'expédition de Savoie, les Français pouvaient aussi tirer des renforts de ce côté-là. Quant à un renfort autrichien dans Toulon, personne n'osait y croire, quoique la Cour de Vienne eût préalablement mis en avant la prétention d'avoir le commandement en chef pour son général.

Ohara, voulant se disculper à tout événement écrivit une lettre à lord Hood dans laquelle il dépeignait la situation des affaires sous des couleurs fort sombres. Sans conclure par une proposition formelle d'abandonner la

Digitized by Google

ville, il donnait à connaître que militairement parlant c'était son opinion. Il représentait qu'il était impossible de défendre la ville et la rade contre une armée française considérable, qu'il l'était encore plus de sortir de la ville pour tenir la campagne avec une armée si petite composée de troupes qui n'avaient pas toutes une confiance mutuelle les unes aux autres: qu'on ne pouvait plus former le projet de rassembler à Toulon une armée assez considérable, pour entrer en Provence, vu la difficulté extrême du pays, et l'impossibilité actuelle de la faire subsister, les Français ayant fait retirer toutes les subsistances des villages à une distance considérable, et les habitans n'étant fournis qu'en petite quantité et pour un terme fort court.

Le roi de Sardaigne était trop intéressé à ce que Toulon ne fût pas évacué, pour que Revel, informé par Elliot de la lettre d'Ohara, ne s'opposât de tout son pouvoir à l'abandon. Il présenta une note où tout en convenant avec Ohara des faits et de la justesse des observations, il remarquait que le général ne présentait que la face défavorable de la situation, que les opérations de la guerre n'étaient fondées que sur des probabilités chanceuses, et non sur des certitudes morales, il énumérait les moyens de défense qu'il y avait, il insistait beaucoup sur l'arrivée des Autrichiens, attendus à chaque instant, il assurait que dès qu'il y aurait à Toulon une armée assez forte pour entrer en campagne, le roi de Sardaigne ne balancerait plus à y envoyer 10/m. hommes de ses troupes si ce renfort était suffisant, qu'il fallait compter sur l'intérêt que la Cour de Vienne avait d'occuper les Français en Provence, et de complaire à l'Angleterre; que s'il était fâcheux de céder à la nécessité, il était honteux d'abandonner une place avant que d'y être forcé, lorsqu'on ne se mettait pas en danger de perdre les troupes, et cela ne pouvait arriver tant que l'on était maître de la mer; que les moyens étaient insuffisans, mais on en attendait d'autres, que d'ailleurs la fortune pouvait être aussi bien favorable que contraire; qu'au surplus il fallait penser à l'effet moral, et au retentissement que produirait un pareil abandon.

Lord Hood, saisissant avidement tout ce qui tendait à faire conserver Toulon, se prévalut des argumens et des promesses de Revel pour se refuser à l'évacuer.

Le général Dundas avait donné son assentiment à l'opinion d'Ohara,

mais après cette espèce de protestation de leur part, transmise au ministère anglais, ils continuèrent à s'occuper de la défense de la place.

Elliot se rangea aussi de l'avis de Revel, et comme cette lettre n'avait pas été ébruitée, les autres chefs n'eurent pas à se mêler de cette question.

En effet les alliés auraient pu établir à Toulon un levier bien fort pour renverser la république; mais la croyance où ils étaient, qu'on pouvait facilement rétablir la monarchie, et la jalousie et défiance qu'ils conservaient de son ancienne puissance, firent qu'ils n'allèrent pas franc jeu. Si l'Autriche voulait se rendre indispensable et faire payer ainsi ses secours par un accroissement de provinces, l'Angleterre, de son côté se rappelait les intrigues et l'ambition de l'ancien gouvernement, les guerres qu'il lui avait suscitées, et elle envisageait avec effroi le désavantage immense avec lequel elle lutterait contre une autorité toute puissante dégagée par une banqueroute nécessaire du poids énorme de la dette publique, poids qui devenait chaque jour plus grave pour les Anglais. L'Espagne aussi portait ses regards avec complaisance vers les Pyrenées. On croyait laisser un rival s'affaiblir, et s'était au contraire un ennemi formidable qu'on laissait renforcer.

Pendant ce temps les Français avançaient leurs batteries de tous les côtés. Ils en formèrent une sur la hauteur des Areniers, qui enfilait le fort de Malbousquet. Ils en démasquèrent une autre qui n'était éloignée guères plus de 150 toises de Malbousquet; mais toute l'artillerie ayant été dirigée sur ce point en moins de deux heures, toutes les pièces furent démontées, les parapets rasés et l'ennemi ne tenta plus de les rétablir.

On s'étonnait que le général laissât achever tranquillement la batterie des Areniers, et qu'on n'inquiétât les travailleurs qu'au moyen de l'artillerie trop éloignée pour forcer l'ennemi à l'interrompre, le général en jugeait plus sainement, il attendait que le travail fût achevé pour faire perdre plus de temps à l'ennemi. Le temps d'attaquer toutes les batteries françaises à revers était passé. Leur armée était de 40/m. hommes sous un seul chef le généralissime Dugommier. Les alliés en avaient 12 à 13/m. qui diminuaient tous les jours, et dont la majeure partie était de nature à ne pouvoir y compter, et ce qui était pire, le commandement était divisé. Il n'y avait donc d'autre parti à prendre, que de tâcher de détruire les ouvrages des ennemis en détail pour retarder leurs progrès, et donner aux renforts que l'on attendait le temps

Digitized by Google

d'arriver. Deux fois les vaisseaux détachés pour aller embarquer 5/m. Autrichiens a Vado étaient revenus sans troupes, mais on espérait que l'intérêt de la Cour de Vienne, et les instances des Anglais prévaudraient enfin sur la politique avide et fausse du cabinet autrichien.

Jusques-là le feu des batteries avait été plus bruyant que dangereux, alors il se rapprocha tellement que les pertes journalières étaient considérables.

Les Français venaient d'ouvrir la batterie d'enfilade contre Malbousquet, pour le couvrir on fit à la hâte des traverses avec des sacs à terre. Telle était l'avidité et l'esprit de rapine, et la misère des soldats espagnols laissés sans solde, que pendant la nuit ils éventraient les sacs à terre pour les enlever et les vendre trois sous! Cet appas suffisait pour les faire s'exposer eux-mêmes et les autres à de très-grands dangers en détruisant ainsi leurs propres défenses.

Le moment que le général Ohara attendait était venu, la nécessité fixa son irrésolution naturelle. L'attaque de la batterie des Arceniers fut résolue en quatre colonnes sous le commandement du général Dundas. Le général Ohara pria le brigadier de Bucler, fraîchement débarqué, de ne pas prendre le commandement et le laisser à Revel qui connaissait les localités.

Celui-ci avant de partir adressa quelques paroles d'encouragement à ses troupes, et chercha à les exciter par l'espoir de gagner la médaille. « Nous » pouvons y attraper du plomb dans la tête mais à coup sûr pas de me- » daille, murmura le soldat Marciandi. — Que dis-tu drôle, fit Revel en l'en- » tendant. — Oui, mon colonel, vous savez que j'ai mérité la medaille à Sos- » pello, et cependant je ne l'ai pas eue. — Eh! bien, mérites-la aujourd'hui, » et si on ne te la donne pas, je t'attacherai moi-même celle que je » porte là, réplique Revel en lui montrant sa croix de Malte (1) ». Marciandi entra le premier dans la batterie, poste courante on lui envoya la médaille qu'il reçut devant toutes les troupes réunies pour cette solemnité.

Les troupes sortirent de la ville le 30 de novembre avant le jour. 500 Anglais formaient la colonne de droite, ensuite 390 Piémontais, après eux 1000 Napolitains ayant à leur tête un corps de 300 Français réfugiés, 900 Espagnols formaient la gauche. Sur les instances formelles de lord Hood

(1) Le chevalier de Revel était chevalier non profès de Malte, et selon les statuts de l'ordre ne put jamais accepter aucune autre décoration.

Digitized by Google

pour qu'il ne s'exposât pas trop, Ohara était à la réserve avec l'artillerie et se tenait sur une digue de la rivière neuve.

La hauteur des Areniers est une espèce de rideau, dont la côte longue de 120 à 130 toises n'a point de largeur, l'abord en est difficile de tout côté a cause des murs secs qui soutiennent le terrain planté de vignes et d'oliviers; le côté opposé à la ville et aux attaques est le plus accessible.

Les Français occupaient plusieurs maisons autour de la colline des Areniers. Le canon de la réserve destiné à les chasser de celles vers la rivière neuve, donna le signal de l'attaque.

Les Anglais se jetant sur la rive droite abordèrent par le côté que nous avons dit le plus accessible; les Piémontais firent le même mouvement sur leur droite, et ils délogèrent avec beaucoup de vigueur les Français de plusieurs bastides ou maisons. Les Français s'étaient formés en bataille sur la crête, d'où ils faisaient un feu nourri sur les alliés, la ligne piémontaise riposta, mais les officiers s'étant élancés devant les soldats, le feu cessa, chose remarquable puisqu'ils recevaient encore celui des Français, et la colonne continua sa marche à la baïonnette. Les Espagnols et Napolitains avaient marché de leur côté. Les diverses colonnes montèrent sur les hauteurs, en chassèrent les Français, et s'emparèrent de la batterie. Heureux les alliés, s'ils avaient eu autant de prudence que de valeur.

L'émulation qui avait poussé les différentes colonnes avec tant d'audace contre les défenses de l'ennemi et les obstacles du terrain, l'enthousiasme du succès, et l'ivresse de la poursuite entraînèrent d'abord les Anglais et à leur exemple Espagnols et Napolitains, heureusement pour les alliés, Revel contint les Piémontais sur les Areniers répondant aux officiers qui le pressaient de poursuivre l'ennemi comme les autres, que s'ils faisaient des sottises, il ne voulait pas les imiter. Ses éclaireurs seuls, commandés par le marquis Montezemolo, poursuivirent trop loin l'ennemi, mais au moins cet officier sut se replier en ordre. En effet les Français qui accouraient des camps et cantonnemens voisins où il y avait plus de 25/m. hommes, en voyant le petit nombre des alliés qui s'étaient si imprudemment avancés voulurent les couper, et attaquèrent dans cette intention les Areniers, mais ils en furent repoussés par les Piémontais. Les alliés arrêtés dans leur poursuite, se retiraient épuisés hors d'haleine, poursuivis par une force considérable, non seulement jusqu'au fond de la vallée, mais encore en

Digitized by Google

remontant. On voyait de dessus les Areniers l'ennemi accourir de tout côté Le nombre, le terrain, tout était en sa faveur. Revel qui voyait avec douleur ce qui se passait, et comprenait l'importance d'arrêter l'ennemi pour laisser rétablir l'ordre dans les troupes, s'était hâté d'envoyer demander au général Ohara de faire passer une partie de la réserve sur les Areniers où il se trouvait avec ses seules troupes. L'officier revint lui dire qu'il n'avait plus trouvé le général au lieu indiqué. En effet voyant que ses ordres n'avaient pas été suivis, Ohara s'était avancé avec son monde vers la batterie placée à mi-côte au lieu de monter sur la crête.

Dans cette entrefaite les alliés descendaient la colline opposée, et remontaient vers celle des Areniers vivement poursuivis par les Français. Les Piémontais se trouvaient à la droite et les plus avancés vers l'ennemi, ils y furent attaqués avec fureur, et se défendirent avec une grande valeur. Revel voyant que les Français renouvellaient leurs attaques, et craignant que les siens ne se rebutassent par la longueur de l'attaque, et l'énorme supériorité de l'ennemi, ordonna à un détachement du régiment de Courten de fondre sur l'ennemi a la baionnette, le buseuler, afin de pouvoir ainsi respirer. Un brave officier de ce régiment nommé Zieglern voyant un drapeau ennemi, s'élança pour le saisir, et périt percé de coups, mais les Français furent repoussés.

À la gauche les Anglais étaient revenus fort diminués de nombre. Le général Ohara n'avait pu rétablir l'ordre parmi les troupes, il fut lui-même enveloppé par les Français; la fatigue, la douleur, jointe à la pesanteur de son corps lui avaient ôté les forces. Dès le commencement de l'action le capitaine Suon son quartier-maître général avait été tué. L'amitié qui les avait rendus inséparables depuis 20 ans, lui rendit cette perte si sensible qu'il en fut abattu, et l'on aurait dit qu'il cherchait à se faire tuer, en s'exposant inutilement sur les bords de la rivière neuve. Il fut blessé légèrement au bras et fait prisonnier.

Tandis que les Piémontais, quoiqu'entourés par l'ennemi, se soutenaient à droite, la gauche, où les alliés étaient pêle-mêle, commença à plier. Revel était allé parler au général Dundas, pour tâcher de combiner quelque résistance, il ne put y parvenir, et à son retour il fit commencer la retraite qui devint presque un combat corps à corps par la nécessité de se faire jour au milieu des masses assaillantes. Il se mit un peu de désordre causé

en grande partie par quelques Espagnols du régiment de Cordova qui étaient d'abord unis aux Piémontais.

Revenu sur les bords de la rivière neuve, Revel n'y trouva plus que quelques soldats des autres nations éparpillés. Les Anglais avaient été écrasés dans le combat, les Espagnols et les Napolitains, peu soucieux de l'artillerie anglaise, l'y avaient abandonnée sans autre défense qu'une faible escorte. Ohara l'avait fait avancer dans une plaine difficile, d'où elle avait eu bien de la peine à se retirer. Des trois officiers qui la commandaient, il ne restait que le capitaine Collier, qui retournant vers Revel lui représenta que ses pièces allaient tomber au pouvoir de l'ennemi. Cela n'arrivera pas tant que je serais en vie, lui répondit celui-ci, et ralliant ses braves troupes il contint les Français au-delà de la rivière, pendant que l'artillerie anglaise faisait un feu terrible de mitraille. Celui plongeant de l'ennemi placé sur les différentes terrasses de la colline était encore plus terrible. Les canonniers anglais montrèrent une intrépidité merveilleuse continuant leur feu avec la même contenance que s'ils eussent été à l'exercice. Les munitions étant épuisées, les pièces abandonnèrent la digue sous la protection des Piémontais.

Encouragés par ce succès les Français voulurent s'avancer vers Malbousquet, mais comme ils durent traverser une petite vallée que les chaloupes canonnières battaient d'enfilade, ils eurent à en souffrir beaucoup.

Ils tentèrent alors, en passant la rivière neuve, de tourner les fortifications de Malbousquet entièrement ouvertes par derrière. Revel se tenait avec ses troupes en queue de colonne, quand il s'aperçut de ce mouvement. Il envoya le chevalier Mamelli en reconnaissance, et sur son rapport s'élançant au pas de course, il monta sur la hauteur de Missiessy avec 60 grenadiers et 80 soldats de Courten commandés par messieurs Torrente, Radicati et Tarin. L'ennemi prévenu renonça à sa tentative.

Le feu de toutes les batteries et vaisseaux des alliés continua longtemps après que l'affaire était finie.

Telle fut l'issue de l'attaque des Areniers. Quoique la perte des alliés ne fut guères que de 700 hommes, dont une centaine environ piémontais, outre que c'était l'élite de leurs troupes, ce revers dans une occasion où le succès était déjà obtenu, et la prise du général devait les abattre, et encourager les Français, qui ne se donnaient même pas le soin de rechercher

leur perte, quoique plus considérable en hommes que celle des alliés, d'ailleurs ils les réparaient facilement, tandis que les alliés ne pouvaient suffire au service très-dur auquel ils étaient assujettis.

Les Piémontais s'étaient couverts de gloire dans cette circonstance, l'amiral Hood s'empressa d'écrire une lettre au roi de Sardaigne pour rendre témoignage à la valeur de ses troupes et de leur chef (1).

Le général Dundas avait pris le commandement par suite de la captivité d'Ohara. Il publia l'ordre général suivant, le 2 décembre. « Si les » troupes, selon les ordres qu'elles avaient reçus, et comme la prudence » et la bonne discipline militaire l'exigeait, avaient conservé les hauteurs » des Areniers qu'elles avaient gagné avec toute la bravoure possible, on » n'aurait pas essuyé le malheureux revers du 30 novembre. Ce doit être une » leçon pour tous les officiers et soldats, qu'on ne doit jamais oublier, et » qui doit imprimer à tous les esprits la nécessité absolue du bon ordre » qui doit régner dans les opérations militaires pour éviter les conséquen- » ces funestes qui en résultent toujours ». Ces reproches n'étaient pas mérités par les Piémontais; aussi Revel adressa-t-il le lendemain la lettre suivante à Dundas comme gouverneur de Toulon. « Monsieur le brigadier » chevalier de Bueler ayant communiqué aux troupes du Roi les ordres » généraux de V. E., elles y ont trouvé des reproches sur le défaut d'ordre » et de discipline dans la journée du 30 novembre. Je leur dois et à moi- » même, d'avoir l'honneur d'informer V. E., que quelques chasseurs envoyés » en avant pour éclairer la marche de notre colonne, ont seuls poursuivi » les ennemis, comme c'était leur fait. Les autres chasseurs sont restés à » la batterie, les grenadiers, Piémont et Courten se sont formés sur les » hauteurs des Areniers en arrivant, ne les ont jamais dépassées, et y ont

(1) Réponse du Roi à l'amiral. « La lettre que vous Nous avez adressée de Toulon au » commencement du mois dernier, Nous à été remise en son temps par monsieur Trévor. » Nous ne doutons pas que ce ministre ne vous aie déjà informé de l'agrément parti- » culier, avec lequel Nous y avons remarqué votre attention à Nous faire part des » détails de l'action qui a eu lieu le 30 novembre dernier entre les troupes alliées, et » l'ennemi commun. Rien n'était plus propre à diminuer Nos regrets du succès peu » heureux de cette attaque que le témoignage avantageux que vous aves rendu à la » conduite que Nos troupes y ont tenue, et les éloges que vous avez fait en même temps » du chevalier de Revel qui les commandait ce jour là, n'ont pu qu'augmenter la bonne

» recueilli les troupes qui revenaient. La perte que les troupes du Roi » mon maître ont fait, a été en attaquant les hauteurs des Areniers, en re- » poussant l'ennemi, et en couvrant la retraite de l'armée et de l'artillerie. » V. E. sera sans doute charmée d'être instruite de ces faits qui lui feront » connaître l'empressement et l'exactitude des troupes piémontaises à exé- » cuter les ordres suivant leurs forces ». Le général Dundas avait été témoin oculaire de la conduite des Piémontais dans la journée du 30, aussi avait-il dit ce jour là à Revel « heureux vous qui êtes fort capable » et disposé à vouloir. » *Stout able and willing.* Il n'hésita donc pas à retracter pour les Piémontais les reproches de son ordre du jour « de votre » côté le plan général à été si bien compris et exécuté. Si heureusement » nous nous étions tous arrêtés et formés au même point, nous n'aurions » pas éprouvé l'échec que nous avons eu ». De tels éloges dans la bouche des généraux anglais qui en sont si avares, sont précieux à recueillir.

La ville de Toulon était jusques-là administrée par elle-même, elle demanda de faire cesser cette forme de gouvernement démocratique, et que l'on fît venir Monsieur en qualité de régent de France.

Les généraux anglais n'agréèrent pas cette proposition fomentée disait-on par les Espagnols, pour déposséder les Anglais du gouvernement de Toulon. La convention avec Toulon était de ne rendre la ville qu'au traité de paix. Monsieur à Toulon aurait eu la supériorité sur tous.

Les commissaires craignant d'augmenter la désunion et que les rivalités ne dégénerassent en rupture, refusèrent de s'expliquer sur cette demande jusqu'à ce qu'ils eussent reçu les ordres de leur Cour, et ils firent entendre à Monsieur qu'il ferait bien de ne pas précipiter son arrivée. Ils étaient pourtant convaincus que sa présence attirerait beaucoup de Français, et que toute considération devait être subordonnée au grand objet d'une contre-révolution

» opinion que Nous avions déjà du mérite et des talens militaires de cet officier. Pré- » venus aussi favorablement à son égard, Nous-Nous sommes déterminés bien volontiers, » d'après votre recommandation pour cet effet, à l'élever au grade de colonel, grâce » d'autant plus signalée et qu'il doit au prix que vous y avez attaché, que Nous avons » dû Nous écarter pour la lui accorder de la règle établie dans l'avancement de Nos » militaires aux grades supérieurs. C'est une vraie satisfaction pour Nous d'avoir trouvé » une occasion de vous donner un témoignage de Notre empressement à vous obliger. » Sur ce Nous prions Dieu ». Janvier 94.

qu'on ne pouvait obtenir que par les Français même ayant un Prince à leur tête. Même Elliot partageait cette opinion.

Revel voulant ramener un peu de confiance dans les alliés, et d'unité de direction, offrit d'échanger le général Casabianca fait prisonnier par nos troupes avec le général Ohara. Une telle démarche produisit un effet excellent sur les généraux et amiraux anglais, et le commissaire piémontais gagna ainsi leur confiance. Le temps empêcha de donner suite à ce cartel d'échange.

Les Français avancaient leurs batteries, le terrain montueux et coupé les favorisait et les alliés n'étaient pas assez forts pour attaquer ces ouvrages de vive force, surtout après toutes les pertes successives qu'ils avaient éprouvées. Les efforts de l'ennemi paraissaient se diriger principalement du côté de Balaguier (1). On ne peut dire que ce poste fût le plus important, parcequ'ils l'étaient tous également, mais c'était celui dont les défenses étaient les plus négligées. Les Espagnols s'en étaient chargés, Skierdo s'y était établi. Cet officier brave, expérimenté, avait malheureusement un esprit contrariant, et mettait en tout une lenteur désespérante. Son colonel d'artillerie Matanado était occupé à Malbousquet. Le défaut de paye ralentissait les travaux des Espagnols, et cependant on savait que l'ennemi se renforçait chaque jour. Lyon réduit, Bordeaux soumis, les fédéralistes dispersés, les vendéens refoulés, les alliés échouans devant Dunkerque, Maubeuge, et Perpignan, la retraite des Autrichiens, et la neige rendant impossible toute opération dans les Alpes, tout rendait disponibles les forces de la révolution contre Toulon. Les vivres seuls manquaient, et tout retard compromettait les subsistances de l'armée assiégeante. La convention nationale envoya un appel énergique à cette armée pour que trouvant les moyens dans sa force de volonté, elle rendît Toulon à la France, et délivrât enfin la patrie de ce foyer d'insurrection. Le comité de salut public écrivit de son côté a Dugommier « Vous prendrez Toulon, ou » vous mériterez nos regrets ». Le général comprit cette ordre digne des Lacédémoniens, et il disposa pour une attaque générale, sachant qu'il aurait payé de sa tête toute dilation, ou tout échec.

Vers l'orient Toulon était couvert par des forts, et en outre par les ouvrages

(1) Dans une lettre adressée d'Ollioules au ministre de la guerre (14 novembre) Bonaparte expose son plan dans tous ses détails « chasser l'ennemi de la rade est le point » préliminaire du siége..... l'ennemi étonné d'avoir perdu la possession de la rade,

Digitized by Google

du Cap-Brun, dont la prise aurait pu gêner l'entrée de la rade, mais non la fermer. Les hauteurs de Faron couvraient le côté du nord et dominaient le grand St-Antoine qui à son tour dominait le petit, ces deux forts étaient des ouvrages de campagne.

Ce fut vers la partie est de ces hauteurs, que l'armée française de l'est commandée par Lapoype dirigeait ses attaques, en inquiétant en même temps le Cap Brun.

Malbousquet, quoique très-irrégulièrement fortifié, était cependant en assez bon état de défense; d'ailleurs le voisinage de la ville lui donnait la faculté d'être promptement secouru par toutes les troupes qui y restaient.

Les Français pour empêcher toute sortie de ce côté et des forts St-Antoine avaient établi une ligne de contrevallation des hauteurs de Piecayas, des Areniers qui venait aboutir contre le bord de la mer à la Goubran.

Ils faisaient aussi des démonstrations d'attaque contre Malbousquet.

Mais leurs forces principales furent dirigées contre les ouvrages de Balaguier.

Quoique ce point, comme on a dit, fût capital par sa domination sur la rade, et qu'étant séparé par toute l'étendue du port, on ne pût accourir facilement à son secours, et que la communication fût entièrement interrompue lorsque le vent était violent, ces ouvrages étaient cependant les plus mauvais.

L'étendue du terrain leur donnait la facilité d'embrasser l'ouvrage principal, son inégalité favorisait les approches, les fossés étaient si peu profonds, que d'une enjambée on entrait sans difficulté par les embrasures pour se mettre à l'abri des enfilades, et l'ouvrage était tellement coupé de traverses, qu'il n'y avait pas une place d'armes, où cent hommes pussent être ensemble.

L'ennemi s'était avancé vers la baie de la Seine, ses batteries placées à Bregaillon avaient obligé les bâtimens à abandonner cette partie de la petite rade, et toute communication par terre entre Malbousquet et fort Mulgrave se trouvait ainsi interceptée. D'autres batteries placées sur les

» craindrait d'un moment à l'autre de tomber en notre pouvoir, et se résoudrait à la » retraite »; il démontre que maîtres de la presqu'île du petit Gibraltar et de l'Éguillette, on l'est de la rade.

mamelons d'Evesca et Lambert, voisin de celui du Cairo, contre-battaient les feux du fort Mulgrave, et rejettaient les alliés sur la pente opposée.

Les dangers extérieurs n'étaient pas les seuls qu'eussent à redouter les alliés. Les Français entretenaient des intelligences dans la place qui les tenaient au courant de tout. Des canots armés de matelots français étaient passés aux républicains, entr'autre celui qui avait plusieurs fois porté des généraux et chef alliés. Parmi les habitans plusieurs de ceux qui avaient désiré les alliés, qui les avaient favorisés, redoutant l'issue du siége, cherchaient à ménager leur salut en donnant des avis au républicains. La politique tortueuse des Cours alliées, et leur conduite à l'égard du comte de Provence avait indisposé tous ceux qui malgré leur opinion étaient cependant avant tout français.

Les chefs alliés informés d'un pareil état de choses ordonnèrent le désarmement général de tous les habitans. Les canonniers français qui faisaient le service aux batteries de la ville en furent retirés. La garde nationale reçut ordre de quitter l'uniforme, et de cesser tout service. Dans une pareille mesure, la crainte dépassait la prudence. Si le parti royaliste, ou plutôt celui opposé à la convention, avait prévalu lorsqu'il y avait au moins 10/m. hommes opposans, renvoyés, depuis désarmés, ou qui s'étaient enfuis, que devait-il en être, lorsque outre ces opposans en moins, les alliés en plus, il y avait un nombre aussi considérable de réfugiés? On augmenta le mécontentement en embrassant tout le monde indistinctement dans la défiance, et en n'exceptant personne, on se priva du secours plus que nécessaire de beaucoup d'hommes bien intentionnés, en état de servir utilement, et forcés à une résistance extrême.

Les batteries françaises du côté de Balaguier étant achevées, elles commencèrent à tirer contre les ouvrages des alliés. Le feu était continuel et si violent, que l'on comptait jusqu'à 7 bombes en l'air à la fois, dirigées contre un petit ouvrage de terre et de fascines qui ne contenait gueres que 500 hommes. L'artillerie des alliés était principalement dirigée par le lieutenant Duncan anglais, avec une vigueur et une justesse merveilleuse, de sorte que son feu était de beaucoup plus efficace et meurtier que celui des Français, et les ouvrages n'en souffraient pas autant qu'on l'aurait cru. Il paraissait que le dessein de l'ennemi était bien moins de raser les défenses que de harasser les troupes. En effet les alliés ne pouvaient relever que très-rarement les

Digitized by Google

garnisons des forts. Celle de Balaguier n'ayant point de blindages, était exposée jour et nuit à l'effet des bombes.

Bonaparte, devenu depuis si célèbre, dirigeait l'artillerie française dans cette partie.

Il est bien extraordinaire que ni lui ni aucun autre n'ait remarqué combien il eût été facile d'incendier les ouvrages des alliés entièrement revêtus de claies et de fascines de pins vermoulus. L'explosion des bombes de l'ennemi avait incendié plusieurs fois les embrasures, et semblait lui indiquer l'effet qu'auraient produit quelques boulets rouges, qui mettant les ouvrages en feu en eussent chassé les alliés sans perte et sans difficulté; mais qui ne sait, qu'à la guerre, celui qui fait le plus, ne fait jamais qu'une partie de ce qu'il pourrait faire?

La canonnade était violente de tous les côtés. Les batteries de terre, flottantes, les vaisseaux, les chaloupes canonnières, les bombardes tout était en jeu. La perte journalière était forte, et les troupes étaient harassées de fatigue. Un feu continuel de cinq batteries de canons et mortiers durait depuis trois jours et trois nuits contre les ouvrages de Balaguier. Les Français croyant avoir assez endommagé les défenses, et fatigué les troupes, résolurent l'assaut pour la nuit du 16 au 17 décembre. Maîtres des ouvrages de Balaguier, ils commanderaient la rade, forceraient l'escadre à s'éloigner, et conséquemment les alliés à évacuer Toulon.

On s'attendait à une attaque, et on envoya à cet effet un renfort de 350 hommes à Balaguier; malheureusement la lenteur dans le travail, la difficulté du terrain et le feu de l'ennemi avaient empêché de creuser un fossé au fort Mulgrave, et on n'eut pas le temps de placer des hérissons pour suppléer à un défaut aussi considérable. On ne pouvait avoir de l'inquiétude pour les hauteurs de Faron. Les Français les avaient surprises une fois, mais il n'y avait alors que 400 hommes, et aucune précaution contre une pareille tentative; depuis lors le pas de la Masque par lequel les ennemis étaient montés en surprenant le poste, avait été fermé par un retranchement tel, que des hommes actifs et agiles auraient eu bien de la peine à grimper dans cet endroit lors-même qu'ils n'auraient pas rencontré une forte résistance.

Le 17 décembre à une heure du matin deux fortes colonnes françaises s'avancèrent sur Balaguier; les nuages obscurcissaient la clarté de la

Digitized by Google

lune, dérobaient la vue à une certaine distance et favorisaient leur marche.

L'attaque commença sur la gauche du fort Mulgrave, qui était défendue par les Anglais et Piémontais. Plusieurs fois les Français parvinrent sur les parapets, dans les embrasures, toujours ils furent repoussés avec courage. L'ouvrage plus élevé dans cette partie était presque hors d'insulte, la fermeté des troupes suppléa aux autres vices de construction. La droite occupée par les Espagnols était beaucoup plus accessible. À la faveur du terrain les Français parvinrent sans perte à en approcher au couvert à la distance de peu de toises. Il n'y avait de là à la batterie que quelque pas, et il n'en fallait qu'un pour y entrer, d'autant plus que les défenses avaient été fort endommagées par le feu ennemi. On n'avait pas eu la précaution de tenir quelques pièces d'artillerie légère, et les grosses pièces devinrent inutiles dès que les Français furent au parapet, leur service n'étant ni assez prompt ni assez facile, et par la grande inclinaison qu'il fallait donner au canon.

Un corps de Napolitains campés à droite pour flanquer l'ouvrage, se retira dans ceux qui étaient en arrière.

Les Espagnols résistèrent vivement, mais les Français parvinrent à pénétrer dans le fort. Il se livra alors dans son intérieur un combat terrible et acharné, les défenseurs profitant des nombreuses traverses pour opposer autant de points de résistance. Le commandant anglais de la gauche sentant la solidarité qu'il y avait dans la défense générale, envoya au colonel espagnol 18 et puis 40 Piémontais sous les ordres du chevalier de Beauregard, plus un petit détachement anglais. Ce renfort n'empêcha pas l'ennemi de se répandre dans tout l'ouvrage, excepté la partie supérieure, où était le reste des Anglais et des Piémontais, qui s'y trouvaient ainsi cernés. Alors le chevalier de Napion, un officier de Courten, et le chevalier de Beauregard avec leurs soldats se firent jour à travers de l'ennemi, et parvinrent à la faveur de la nuit à se retirer dans les autres forts en laissant bon nombre des leurs sur le terrain. Presque tous les Anglais y furent tués ou pris ainsi que les Espagnols. Skierdo pendant ce temps ne bougeait pas des redoutes placées en avant de l'Éguillette et Balaguier. Le général Dundas et D. Frédéric Gravina voyant les ouvrages de Balaguier attaqués, firent embarquer des troupes pour aller au secours. C'était plutôt augmenter la confusion que remédier au mal. Il était évident que les ennemis seraient

Digitized by Google

maîtres ou repoussés du fort Mulgrave avant que les renforts de la ville y arrivassent. Il y avait suffisamment de troupes si elles eussent toutes voulu bien se défendre, et surtout si on n'eût pas négligé de mettre les ouvrages hors d'insulte. Les Anglais envoyèrent cependant du monde, Revel obtint que les nôtres déjà embarqués ne partiraient point. On envoya tous les canots de la flotte pour embarquer les troupes de Balaguier en cas que le fort Mulgrave fût perdu. Le rapport vint que les Français étaient maîtres du fort Mulgrave, qu'ils n'avaient point attaqué le second Balaguier, ni les autres postes, que le général Skierdo, qu'on pouvait accuser de la perte de fort Mulgrave, avait dessein de tenter de reprendre ce poste, qu'il aurait mieux fait de secourir à temps. C'était démence ou témérité aveugle que de prétendre regagner sur des forces infiniment supérieures un ouvrage qu'on n'avait pu défendre lorsqu'on l'occupait, d'autant plus que l'attaque était beaucoup plus difficile du côté de la tour de Balaguier que vers la Seine et Six Fours, c'est-à-dire pour les alliés, que pour les Français. On ne conçoit pas pourquoi les Français, maîtres du fort Mulgrave, s'arrêtèrent. S'ils eussent poussé en avant, les 2500 hommes qui étaient dans cette partie eussent été infailliblement pris ou détruits. La mer interceptait leur retraite, les autres ouvrages n'auraient pas arrêté les Français, surtout s'ils avaient poursuivi vivement les fuyards; la tour de Balaguier ne pouvait donner refuge qu'à un petit nombre. Tout ce qui ne périt ou ne fut pris dans l'action, dut son salut à l'inaction des Français, satisfaits d'avoir acquis un ouvrage qui leur coûtait près de 3/m. hommes.

L'attaque des hauteurs de Faron avait aussi été funeste aux alliés. Avant le point du jour les Français étaient maîtres du pas de la Masque. On ne peut expliquer un événement aussi extraordinaire, qu'en supposant une trahison; la valeur et le nombre ne pouvaient rien contre les difficultés naturelles accrues par les ouvrages qu'on y avait fait; il semble que la négligence même ne pouvait aller au point de ne pas être excitée avant que les Français fussent parvenus sur les hauteurs. Les gardes qui étaient aux différens points, s'enfuirent de divers côtés, et quelqu'en fut la cause, les Français se trouvèrent maîtres des hauteurs et attaquèrent les retranchemens de Faron. On voyait de la ville que leur nombre était considérable, puisqu'ils couvraient tous les points en grande force. Le chevalier de Germagnan, lieutenant-colonel des chasseurs, gardait avec 2|m. hommes la ligne

Digitized by Google

des hauteurs; mais la gauche qui était sous les ordres d'un major anglais, fut surprise et forcée, événement aussi funeste qu' incroyable. Les Français attaquèrent la redoute de la Croix de Faron et la lunette avec la vivacité inspirée par la confiance de réussir. Ils furent repoussés avec grande perte, grâce à la fermeté et aux bonnes dispositions de Germagnan qui s'y trouvait comme à l'endroit le plus menacé. Malheureusement cet officier, n'écoutant que son bouillant courage, monta sur le parapet, une balle le frappa à la tête et le tua. Nos soldats irrités de la mort de leur chef, repoussèrent avec rage les efforts incessans de l'ennemi.

La mort d'un tel officier, jeune, plein de valeur et de bonne volonté, et doué d'une superbe figure, fut déplorée par toute l'armée. Il avait déjà servi en Russie avec beaucoup de distinction, et surtout au siége d'Okczakoff. Quoique maîtres encore de la redoute de Faron, les alliés ne pouvaient la tenir longuement contre les Français qui occupaient toutes les hauteurs. La position était critique, et le défaut d'unité dans le commandement se fit sentir de la manière la plus funeste en empêchant de prendre promptement un parti avant que l'ennemi pût apprécier l'importance de son succès et en tirer parti.

Le conseil s'assembla chez lord Hood. Il y avait les commissaires anglais général Dundas, amiral Parker, D. Juan de Langara, D. Frédéric Gravina, général Valdès, Skierdo et Allavida, le chef d'escadre Fortiguerri, général Pignatelli, brigadier Bueler et Revel. Tous ceux qui composaient le conseil étaient d'accord qu'on ne pouvait laisser l'ennemi maître de Balaguier et Faron avec l'intention de tenir Toulon. Le sentiment raisonné des officiers du génie et d'artillerie, anglais et espagnols, démontrait cette vérité. On agita si on attaquerait ces postes. Le fort Mulgrave, malgré ses défauts, était le meilleur poste des hauteurs de Balaguier; les deux autres et les redoutes étaient des ouvrages à peine ébauchés. L'ennemi avait trouvé à fort Mulgrave 25 pièces de grosse artillerie qu'il tournait déjà contre le second Balaguier. Les Français étaient sans doute au nombre de 10/m. hommes dans cette partie, il n'y avait donc aucune probabilité de pouvoir les rechasser avec 1500 ou 1600 hommes fatigués et découragés qui nous restaient. On présenta au conseil l'état des troupes qui restaient dans la ville, il était de 1500 hommes de toutes les nations; ce n'était pas trop pour prévenir les mouvemens qui pouvaient naître. Les ennemis étant en force

Digitized by Google

de tous les côtés, on ne pouvait dégarnir aucun point pour en employer les troupes à reprendre quelqu'autre poste; on n'avait rien fait si l'on ne reprenait le fort Mulgrave ou les hauteurs de Faron, tous les deux étaient indispensables à la conservation de Toulon et de la rade. Si malgré l'impossibilité manifeste de réussir on avait tenté ces attaques, un échec aurait vraisemblablement occasionné la perte de toute l'armée déjà si fatiguée et diminuée par les pertes de tout genre. Le conseil décida à l'unanimité (lorsque lord Hood qui résistait à l'avis général s'y rendit enfin) qu'on abandonnerait Toulon: qu'on embarquerait tous les habitans qui le voudraient; qu'on brûlerait la flotte, l'arsenal et les magasins, notamment ceux de bléd. Cette unanimité fut difficile à obtenir. Les uns voulaient que la flotte, restant à l'ancre dans la grande rade, on gardât la ville et les forts de Toulon, mais outre la nécessité absolue de communication sûre avec la flotte qui n'existait plus par le fait, les ingénieurs déclarèrent, après avoir visité toutes les fortifications, que la ville pourrait soutenir huit jours de siége mais avec une perte immense pour la garnison par l'absence des casemates pour l'abriter, et sans espoir de la conserver plus longtemps. L'amiral Langara voulait envoyer les flottes aux îles d'Hières, où les frégates retireraient peu à peu les troupes, avis absurde. Dundas, Gravina et Revel s'accordaient à dire que la ville et la rade étaient inséparables dans la défense, et que cette dernière étant dominée par les Français maîtres de Balaguier, n'était plus tenable pour les flottes; que l'arrivée des renforts étant incertaine, on ne pouvait avec les 8 ou 9/m. hommes qui restaient, reprendre les positions nécessaires; que défendre la ville sans espoir de la conserver, c'était sacrifier sans objet les troupes; qu'il fallait donc céder à la nécessité, embarquer avec calme et promptitude malades, munitions, réfugiés et troupes, évacuer Malbousquet, faire sauter Pomets, et conserver les autres forts pour couvrir l'embarquement.

Tous les avis s'étant réunis à ce sentiment, lord Hood seul persistait à vouloir tout garder, et si on ne pouvait réoccuper, attendre au moins l'arrivée des renforts partis de Gibraltar, de 5/m. Autrichiens qu'on devait embarquer à Vado, et les troupes piémontaises qu'on espérait, qu'alors on chasserait les Français de toutes les positions.

On traduisait en anglais à lord Hood les discours des différens membres du conseil; il demanda à Revel avec qui il pouvait parler sa langue, s'il était

Digitized by Google

de l'avis des autres; cet officier lui répondit que le Roi de Sardaigne était plus interessé qu'aucun autre à ce que les alliés n'abandonnassent pas Toulon, puisqu'il n'aurait rien à craindre pour ses états pendant ce temps-là, mais qu'il y avait nécessité absolue de se retirer. Milord, lui dit-il, toute l'Europe sait que c'est vous qui avez pris Toulon, et personne ne pourra vous accuser de l'avoir perdu.

Lord Hood déclara que, quoique son opinion fût contraire à la délibération du conseil, néanmoins tous les autres s'accordant à penser que l'on dût évacuer Toulon, il y consentait uniquement pour se conformer à l'avis des autres.

Dès le premier instant il avait été résolu que l'on emharquerait tout de suite les hôpitaux qui contenaient six mille blessés pour les envoyer aux îles d'Hières, ce qui fut exécuté promptement. Beaucoup de Toulonnais profitèrent de cette occasion pour s'en fuir.

Il fut établi que les Anglais détruiraient les vaisseaux, magasins et autres effets de l'arsenal, et les Espagnols les bâtimens qui étaient dans le port; on ne fixa pas de terme pour l'évacuation totale.

Ceci se passait dans la journée du 17. Les amiraux firent passer de suite les flottes dans la grande rade. On donna l'ordre de retirer entièrement les troupes de Balaguier, et d'évacuer successivement le fort des Pomets, la redoute St-André, le grand et petit St-Antoine, la redoute de la Croix et le fort de Faron pour concentrer la défense. On devait en évacuant faire sauter les fortifications en maçonnerie, enclouer les pièces, et détruire toutes les munitions qui restaient dans ces différens ouvrages. Tout ce qui se trouvait dans le camp retranché entre la ville et la montagne de Faron rentra en ville. Malbousquet, Artigne, Sainte Catherine, et la Malgue devaient être tenus en force, ainsi que Cap Brun et les Sablettes. Dès ce moment le tableau de Toulon fut effroyable. Ce n'était point un ennemi ordinaire que l'on avait à craindre, les malheureux habitans considéraient l'entrée des troupes comme le commencement des massacres et de toutes les horreurs. Une foule de réfugiés de Marseille et des environs ne savaient plus où trouver un asile. Les massacres d'Avignon, d'Aix, de Marseille, de Lyon, le sang qui ruisselait de toute part en France, leur présageait le sort qui attendait les habitans d'une ville qui avaient non seulement osé secouer le joug de la convention, mais appelé ses ennemis étrangers et domestiques,

Digitized by Google

proclamé Louis XVII, et pris les armes contre les troupes de la convention. Les vaisseaux étaient l'unique refuge que chacun se hâtait d'atteindre emportant avec soi les effets les plus précieux. Revel avait de suite prévenu le capitaine Cacciardi et le commissaire Ortolani pour qu'ils prissent les mesures nécessaires pour avoir les moyens de transport et embarquer les effets du Roi. Quoique les Anglais se fussent offerts de ramener les Piémontais qu'on eût accepté et que l'on fût assuré qu'ils auraient rempli leur offre, il était cependant essentiel de prendre le plus d'avance pour éviter la confusion. En effet un bâtiment, engagé par Ortolani pour embarquer les effets, partit sans les prendre. Les Anglais, les Espagnols et les Napolitains perdirent aussi presque tous leurs effets, malgré les moyens dont ils pouvaient disposer et que n'avaient pas les Piémontais. Malbousquet fut abandonné par les Espagnols le soir du 17 malgré les ordres contraires, et les troupes des postes évacués se replièrent au camp retranché, d'où elles entrèrent en ville le matin suivant.

L'ennemi travailla à des batteries pendant toute la journée et la nuit, et les fit jouer de bonne heure. Vers les 10 heures du matin une patrouille de dragons espagnols qui parcourait la ville, ayant cru remarquer un attroupement, prit le galop et tomba le sabre à la main sur ces gens. On crie que les Français sont entrés par la porte d'Italie. Ce bruit dénué de toute vraisemblance répand l'alarme et la confusion. Les Espagnols qui étaient au champ de Mars s'imaginant que les Toulonnais se soulevaient, se mirent à faire feu de toute part. Le désordre qui en résulta faillit vérifier cette fausse alerte. Les Napolitains s'embarquèrent pour la plus part. Quelques officiers supérieurs, parmi lesquels Revel qui se rendait à un conseil de guerre, parvinrent avec une peine et un danger extrême à rétablir l'ordre parmi les troupes. À peine le calme était-il revenu que quelques piquets napolitains, qui fuyaient pour rejoindre les leurs, faillirent renouveler la même scène. La terreur et la confusion qui en est le résultat, étaient extrêmes. Les habitans voyant des soldats, des officiers même se précipiter à la mer pour rejoindre plutôt les embarcations et fuir, furent encore plus épouvantés. Plusieurs personnes se noyèrent pour échapper à un danger imaginaire, des bâteaux surchargés chavirèrent, des meubles, des effets précieux étaient abandonnés sur le quai.

Le conseil de guerre, après avoir résumé les décisions du jour précédent,

Digitized by Google

fixa les bases de l'embarquement, mais sans préciser le moment. À peine s'était-il séparé que, sans savoir de quel ordre, il fut résolu que l'embarquement des troupes se ferait le soir même à minuit. Il n'y avait plus que quelques heures, et cette anticipation donna les apparences d'une fuite à une retraite militaire. Les Français, maîtres de l'artillerie qui était à Malbousquet, canonnaient et bombardaient la ville. Ils avaient de même désenclou é et tourné contre les alliés toutes les bouches à feu des postes abandonnés. C'était un feu infernal et continuel contre la ville, la rade et le port.

Il s'éleva bientôt une autre difficulté. Le général Dundas comme gouverneur de la ville voulait que l'embarquement se fît au quai pour les Espagnols, et Napolitains, et à l'arsenal pour les Anglais et Piémontais. Les généraux espagnols s'opposaient résolument à ce dessein. Revel informé par eux, profitant de ses relations plus intimes, se rendit chez Dundas, et lui représenta si vivement les dangers de cette disposition qui exigeait de sacrifier une partie des troupes, puisqu'il fallait au moins trois heures pour que les chaloupes pussent aller à la flotte et en revenir; que les ennemis, maîtres de Balaguier et de tout le côté ovest, rendraient le trajet excessivement dangereux, et couleraient bas beaucoup de chaloupes, que s'il s'élevait du vent, la communication pouvait être interceptée, et qu'enfin les dernières troupes ne pouvaient manquer d'être perdues, il protesta si hautement, que Dundas se rendit à cette opposition générale.

Il fut résolu que les troupes se réuniraient à la nuit sur les remparts, qu'à minuit on incendierait l'arsenal et les vaisseaux, et que les troupes défileraient par la porte d'Italie vers le fort de La Malgue, où les chaloupes les viendraient embarquer sous la protection du feu de ce fort. L'ordre et les détails de la marche furent réglés. Quelques difficultés inexplicables, inspirées à Dundas par la mauvaise humeur, firent que les Espagnols se chargèrent de l'arrière garde.

À peine cela était-il résolu que l'on vint faire le rapport à Dundas que les forts d'Artigues et de Sainte Catherine étaient évacués et au pouvoir des Français. Il était 4 heures. L'abandon de ce dernier fort était une circonstance accablante, puisqu'il dominait de très-près le chemin qui de la porte d'Italie va à La Malgue. C'était cependant l'unique retraite. Le major de la place Wilkinson parla d'une poterne. Dundas le chargea d'aller la

Digitized by Google

reconnaître avec Revel, ils revinrent pour déclarer la chose possible, quoique toujours périlleuse et longue, mais il n'y en avait pas de meilleure. Il fut établi que l'on entretiendrait un feu très-vif contre Sainte Catherine pour dérober la sortie des troupes par la poterne.

Les habitans voyant tous les préparatifs pour l'évacuation, attendaient les chaloupes de la flotte pour s'embarquer avec les effets qu'ils croyaient pouvoir sauver. Le quai du port était rempli de monde dans cette attente, des tas d'effets, de meubles de toute espèce, la désolation, les larmes, les cris formaient un spectacle aussi touchant que terrible pour ceux qui prévoyaient que ces infortunés n'étaient plus à temps de se sauver. Soit que le danger rebutât les marins, ou l'excès de la fatigue, ou par des motifs moins dignes encore d'excuse, aucune chaloupe de la flotte ne vint dans le port qu'après deux heures de l'après midi. Heureusement il y avait beaucoup de bâteaux pêcheurs, chaloupes et esquifs, sur lesquels un nombre considérable d'habitans se sauva et alla rejoindre la flotte. L'obscurité de la nuit vint redoubler les horreurs de la position dans laquelle se trouvaient habitans et troupes.

Les premiers attendaient des chaloupes qui ne devaient plus venir; les pleurs, les gémissemens, la perspective du sort qui attendait ces infortunés faisait frémir de compassion et d'horreur. Dans la ville on entendait des hurlemens, des imprécations sans distinguer si c'était la rage, le désespoir, ou le dessein de provoquer une attaque contre les alliés. Ces derniers garnissaient les remparts dans l'attente de sortir un à un par une poterne, avec la probabilité d'être écrasés par le feu ennemi durant la retraite, ou, ce qui était plus terrible, d'être pris, car on n'avait pas à faire à des troupes seulement, mais à des hordes d'assassins qui ne rendaient pas la mort ce terme qu'un militaire considère sans effroi, mais qui ajoutaient l'insulte et l'affront traitant leurs captifs comme le plus infâme criminel.

Tout-à-coup le fort Saint Louis saute. Après les événemens extraordinaires qu'on avait vu, tels que la surprise des hauteurs de Faron, et l'évacuation de Malbousquet, d'Artigues et Sainte Catherine, il n'y avait plus rien d'improbable. On ne pouvait imaginer que si les alliés occupaient encore Saint Louis, ce fort eût sauté; on en conclut qu'il avait été abandonné comme les autres. Le silence qui régnait à la Malgue, interrompu par la canonnade qui paraissait dirigée sur la ville à cause du voisinage de Sainte Catherine,

Digitized by Google

sur lequel on tirait, acheva de faire croire qu'il ne restait plus d'espoir de ce côté-là. Bientôt on fut instruit que la Malgue et la grosse tour étaient encore au pouvoir des alliés.

Il n'était encore que 9 heures et demie lorsque les flammes commencèrent à s'élever dans l'arsenal. Alors les cris, les gémissemens redoublèrent dans la ville, ainsi que le feu de l'ennemi. Cela fit résoudre de ne plus différer la retraite, puisque l'ennemi ne pouvait plus douter de notre dessein. Les gardes furent rappelées, celle que nous avions à l'avancée sauta dans le fossé pour nous rejoindre. Les troupes commencèrent à défiler par la poterne; pour cacher ce mouvement aux Français on braqua plusieurs pièces qui firent un feu soutenu contre Sainte Catherine. Il fallait suivre pendant assez longtemps un sentier très-étroit et passer sur un pont unique. La marche se faisait à la portée de mousquet de Sainte Catherine en prêtant le flanc de la manière la plus dangereuse, puisque nous marchions par files, à droite était la mer. Le feu de la place occupa le fort, et attira le sien de sorte que les troupes n'eurent pas à souffrir.

Des nuages interceptaient la clarté de la lune, mais les flammes de l'arsenal répandaient une lueur immense; heureusement les murs et bâtimens de la ville interceptaient cette lumière dans l'espace que les troupes avaient à parcourir pour être hors de danger. Par cet effet physique la marche des alliés, se faisant dans l'ombre, fut dérobée aux Français, qui auraient pu en cas contraire couper un pont, sur lequel il fallait nécessairement passer, et foudroyer avec un massacre épouvantable les troupes prises entre la mer et le fort.

Les précautions avaient aussi été prises contre tout mouvement dans la ville, et les canons braqués contre les rues de sorte que les troupes ne furent pas molestées en sortant.

Les Anglais sortirent les premiers, puis les bataillons de Courten et grenadiers, ensuite les Espagnols dont bon nombre et quelques Napolitains restés en arrière se mêlèrent dans nos rangs et en troublèrent un peu l'ordre.

Les deux bataillons de chasseurs étaient à la grosse Tour et à Saint Louis. Celui de Piémont était revenu de Cap Brun à La Malgue lorsque les Anglais le quittèrent, en se voyant abandonnés par les Napolitains, qui en avaient fait de même aux Sablettes.

Nos bataillons réunis se seraient embarqués en ordre si les Espagnols et

Digitized by Google

Napolitains n'eussent pas mis le désordre partout. Heureusement la protection de La Malgue empêchait que cette confusion ne devînt fatale.

Le fracas du canon empêchait de juger au juste ce qui se passait. Les vaisseaux qui étaient dans l'arsenal, les magasins, les bâtimens qui étaient dans le port, étaient en flammes, les frégates sur lesquelles toutes les poudres de la flotte française étaient déposées, sautèrent avec un fracas horrible (1). Tous ces incendies, ces explosions produisaient des phénomènes auxquels il était impossible de ne pas donner de l'attention, malgré la situation très-périlleuse où l'on avait été et où l'on se trouvait encore. On ne pouvait arriver aux chaloupes que par une descente excessivement raide, des soldats débandés chargés de butin s'heurtaient, se précipitaient. On se hâtait de se jeter dans les chaloupes, mais les marins ne voulaient recevoir à bord que ceux de leur nation, et quelques uns eurent la barbarie de donner des coups de sabre, de couper les mains aux malheureux qui, se jetant à la mer, tentaient de se hisser dans leurs chaloupes.

Les haines n'étaient pas éteintes par l'infortune comune, les disgrâces n'avaient fait que les redoubler. On entendait surtout des soldats napolitains dans l'eau jusqu'au cou ou perchés sur quelque pointe de rocher crier d'une voix lamentable *Napoli Napoli* pour attirer les chaloupes de leur nation.

Dès que les autres troupes furent embarquées, les chasseurs sortirent de Saint Louis et de la grosse Tour, et Piémont de la Malgue. Le chevalier Biandrà fit l'arrière-garde avec 50 hommes de Piémont. Le major Kochler, qui conduisit l'évacuation de la Malgue, a donné les plus grands éloges à la conduite des officiers et des soldats de Piémont, particulièrement au chevalier de Biandrà et au chevalier de Saluces qui commandait le bataillon à cause de la maladie du chevalier de Pamparà.

Le premier bataillon de chasseurs, sous les ordres du baron d'Auvare qui remplaçait Incisa blessé, montra une bien grande fermeté à Saint Louis en ne se laissant pas ébranler par l'explosion qui fit sauter une partie de ce fort. Le second envoyé là après la retraite de Faron ne se montra pas moins ferme et discipliné. Il était commandé, après la mort de Germagnan, par le chevalier Provana-Bussolino. Les soldats piémontais et anglais, embarqués sur les chaloupes qui les venaient prendre, furent transportés pêle-mêle sur

(1) De 41 vaisseaux français 12 furent brûlés, 8 emmenés, le reste fut sauvé.

Digitized by Google

les vaisseaux anglais; 130 hommes et 6 officiers furent mis à bord des napolitains. Nos soldats plus tranquilles n'ont pas été victimes de l'empressement à s'embarquer, qui a fait noyer plusieurs espagnols et napolitains.

Le désordre hâtif de l'embarquement a causé la perte de beaucoup d'effets militaires et des équipages, ainsi que des fusils que les matelots ivres ont jeté à la mer, ou que les soldats n'ont pu recouvrer à bord des bâtimens, de sorte que l'on ne saurait pas leur imputer, ni reprocher aux officiers les pertes qui ont été faites dans cette occasion.

L'incendie dura toute la nuit; mais soit politique, soit lâcheté de la part de l'officier espagnol, chargé d'incendier les vaisseaux qui étaient dans le port, aucun de ceux-là ne fut brûlé. L'officier prétendit que lorsqu'il se présenta pour exécuter sa commission, la chaîne du port était fermée, et qu'on fit feu sur lui, ce qui n'est aucunement vraisemblable, puisqu'à 9 heures, qu'il se présenta, suivant son rapport, les troupes étaient encore sur les remparts de la ville, et l'évacuation ne commença que vers les 10 heures.

Au jour la flotte composée de plus de 40 vaisseaux de ligne anglais, espagnols, napolitains et français, d'autant de frégates et beaucoup de transports, voyant qu'il n'y avait plus de chaloupes à terre, mit sous voile. Il ventait frais à l'est, de sorte que si l'embarquement n'eût été achevé, il devenait impossible aux chaloupes d'aborder sous La Malgue à cause des brisans.

Ainsi se termina tristement cet épisode militaire, qui aurait pu avoir une influence si grande sur les événemens, mais qui échoua à cause de l'égoïsme des Cours alliées, de la mésintelligence des chefs et de la désunion entre les troupes.

Qu'aurait-ce été des Piémontais au moment de s'embarquer, s'il n'avait existé l'union la plus parfaite, la sympathie la plus grande entre eux et les autres nations, les Anglais spécialement?

« Les troupes du Roi ont emporté l'estime des nations avec lesquelles » elles ont combattu à Toulon. Elles ont montré dans toutes les rencontres la » valeur la plus brillante, une grande fermeté et beaucoup d'obéissance. » Aucun désordre quelconque n'a souillé cette conduite. Celle des officiers » a été on ne peut plus honorable. J'ai eu l'honneur de rendre témoi- » gnage à ceux qui se sont distingués, s'il en était quelqu'un qui se fût » mal conduit, je n'ai pas eu le malheur d'en être témoin ». C'est ainsi que Revel finit son rapport au Roi sur l'évacuation de Toulon, remis le

3 février 1794. Le major général Dundas confirmait de son côté les éloges que méritaient les Piémontais, et dans le rapport qu'il adressait au commandant en chef l'armée anglaise du bord du Victory le 21 décembre, il disait: « quant aux troupes sardes nous les avons toujours considérées » comme une partie de nous-mêmes. Nous avons éprouvé leur attachement, » leur fermeté et leur bonne conduite, et j'ai trouvé une aide puissante » dans l'habileté et la conduite du chevalier de Revel » (1). La flotte alla d'abord aux îles d'Hières, où on régularisa l'embarquement, et on remit l'ordre dans la distribution des troupes. De-là les troupes sardes furent débarquées à Oneille, d'où elles rejoignirent les différens corps d'armée auxquels elles étaient destinées.

(1) *Morning Cronicle*, 1 février 1794.

CHAPITRE VIII.

De-Vins reprend le commandement général au premier février. — Disposition des troupes. — Colli va les inspecter. — Revel dénonce l'imminente violation du territoire génois par les Français. — Marche des Français par le marquisat de Dolceacqua. — Dellera tourné prend une nouvelle ligne. — Difficulté de la position. — Colli prend le commandement. — Revel quitte le comté de Nice. — St-André général d'infanterie. — Opérations dans le Val d'Aeste. — Surprise du Mont Valésan. — Perte du petit St-Bernard. — Position défensive. — Inaction des Autrichiens. — Argentean poussé par Massena. — Les Français dans la vallée du Tanaro. — Colli se retire sur Tende. — Abandon de Saorgio. — Retraite du marquis Colli à Entraques.

Revel était à peine à Turin quand son père et son frère y arrivèrent de Saorgio. Il ne s'y arrêta pas longtemps, et il n'avait pas encore remis son rapport sur Toulon, que le Ministre de la guerre annonçait à Dellera « qu'il lui envoyait le colonel (1) chevalier de Revel pour l'aider dans les » exigences de ce commandement, et qu'il pourrait profiter des services » de cet officier qu'il connaissait déjà et qu'il savait mériter toute sa con- » fiance par les qualités qui le distinguaient, et par la pratique qu'il avait » eu lieu d'acquérir des choses relatives à cette partie des états » (2).

Revel arrivait en effet à Saorgio le 8 février, et le général Dellera le priait instamment de se charger de la correspondance avec le général De-Vins qui, d'après l'avis du ministère de la guerre, avait repris le commandement de l'armée. C'était une tâche doublement délicate pour Revel, il y consentit « n'ayant d'autre but que le bien du service; il est de la plus grande » importance que l'union règne, ainsi que la plus grande déférence aux ordres » de celui qui commande. Tant que je conserverais l'espoir de servir à ce » grand objet, j'y travaillerais sans relâche, mais si une méfiance que je ne » mérite pas, ou l'humeur s'en mêlent, je cède la place. J'envois à mon » père une minute de lettre au général français; je crois très-important » de ne pas se relâcher en rien. La manière dont ils traitent actuellement » les officiers détenus n'annonce aucune intention sinistre, et comme ils

(1) Promu colonel le 9 janvier 1794.

(2) Cravanzana à Dellera, 31 janvier 1794, à Saorgio.

» n'ont été arrêtés qu'à l'instigation de quelques mauvais sujets, je ne » doute pas qu'ils finiront par dire que la convention a décidé qu'ils ne » sont pas émigrés si nous tenons ferme » (1).

La correspondance et les négociations relatives aux prisonniers, dont il fut aussi spécialement chargé par ordre du ministre (17 février), n'empêchèrent pas Revel de se tenir activement au courant des mouvemens et positions des troupes. La triste parole de quartier d'hiver avait produit un résultat funeste. Si les régimens, qui se trouvaient en grande partie depuis un an au milieu des Alpes, motivèrent avec raison leur droit de se reposer, ceux qui vinrent les relever y arrivèrent déjà dégoûtés par le regret de ne pas être en quartier d'hiver. Ces dispositions favorisaient la tendance à l'abandon du comté de Nice nourrie par monsieur De-Vins.

Ces troupes étaient disposées de la manière suivante: le second bataillon de Mondovi, une centurie d'Oneille, 100 volontaires de Nice, 75 d'Asti avec 1000 milices défendaient sous les ordres du marquis Colli la position de Belvedere, soutenue par les avant-postes de Sueil, de Lantosca, de Saumalunga, Cerisière, Sériol, Pical, Clans, Monza et Marie qu'occupaient spécialement les milices soutenues par quelques détachemens de ligne.

Les seconds bataillons de Montferrat et Peyer-im-hoff, le cinquième grenadiers, un de pionniers et la compagnie de milices du Molinet étaient à l'Authion, occupant le Tuesch, les Fourches, appuyant la gauche des troupes qui étaient dans la vallée de la Vesubia, et donnant des gardes à Raus et Saint Véran qui étaient en seconde ligne.

Le premier bataillon Montferrat était à la redoute de la Béola, ralliant ainsi la position de l'Authion à celle de Marte et prêt à marcher au secours de la première, ainsi que le premier bataillon de Peyer-im-hoff placé aux Formagine.

Le premier bataillon de Turin, un d'Oneille, le premier des grenadiers royaux (2), la moitié du corps franc, et les chasseurs Canal garnissaient les deux redoutes et le camp de Marte, ainsi que le poste retranché de la Croix de Gian le Colombier, les granges de Comagne, et celles du vallon de la Maglia.

(1) Revel cadet à Hauteville, 9 février, de Saorgio.

(2) La légion des campemens fut transformée en deux bataillons de grenadiers royaux et deux de pionniers.

La compagnie de chasseurs des grenadiers royaux, une d'Oneille, et 200 milices gardaient les postes d'Orneille et d'Aine.

Le premier bataillon de Nice avec 400 milices se tenait à la Roquette, gardant le Fourcoin et surveillant l'ennemi du côté de Vintimille.

Le deuxième bataillon de Turin, grenadiers royaux et Asti, le premier bataillon de chasseurs et les volontaires Pandini se tenaient en réserve à Saorgio, gardant Malamorte.

Le second bataillon de Nice, et l'autre moitié du corps franc restaient à Tende.

Toutes ces troupes ne donnaient pas un effectif capable de marcher supérieur à 5500 hommes de troupes de ligne et 1500 milices. Le général Dellera renouvelait en vain les demandes de renforts en confirmant chaque jour davantage l'augmentation des forces ennemies et ses projets vers le territoire génois. De-Vins donna ordre (13 février) au général Colli d'aller visiter les positions de toute la ligne depuis Raus au Fourcoin, de prescrire à Dellera ce qu'il aurait cru convenable, et de revenir lui en faire un rapport détaillé. Cette mesure entraînait une perte de temps, et marquait une défiance de Dellera que ce général ne méritait sous aucun rapport. Il activait autant que possible tous les travaux de défense. Revel et Maulandi allaient de tout côté porter ses ordres et en inspecter l'exécution. De-Vins lui-même ne pouvait qu'approuver les arrangemens pris « dès que le che-
» valier de Revel s'est chargé des travaux de l'Authion, connaissant son
» zèle, je ne doute pas que les travaux avanceront autant que la saison
» pourra le permettre » (1).

Colli arriva, et ne parut nullement disposé à conseiller l'envoi de renforts. Ses vues se tournaient ailleurs. Dellera appuyé fortement par Revel proposait au contraire qu'on renforcât sa gauche, et qu'on se portât vers Vintimille. Il y eut désaccord complet. « La venue du général Colli m'a surpris;
» j'ai été encore plus étonné de voir l'inutilité de cette course. Je vois avec
» douleur pour le bien général qu'il y a des plaies que nous n'avons pu
» fermer. La faute ne peut pas nous en être imputée. J'ai combattu les idées
» du général Colli de porter les troupes autrichiennes vers Tortone et Acqui.
» Il a convenu que ce n'étaient pas les véritables points. J'espérai que

(1) De-Vins à Dellera, 10 mars.

» son voyage avait pour but de le faire venir à Vintimille, j'ai reconnu » que je m'étais trop flatté » (1).

Colli voulait l'abandon de Belvedere et caressait l'idée d'attendre l'ennemi dans la plaine. Dellera croyait qu'il fallait garder cette position, qui donnait beaucoup d'inquiétude à l'ennemi et l'obligeait à une dispersion de forces avantageuse à notre défensive. « Si l'ennemi occupe Belvedere, il épar- » gnera 5 à 6/m., que 12 à 15 cents des nôtres tiendraient en échec en » restant à Belvedere. Si la position de Saorgio à Colla Ardente est fortifiée » comme elle peut l'être, l'ennemi devra ou chercher à nous en déloger, » ou établir un cordon très-fort s'il veut aller à Oneille et plus loin. Ce » cordon aura l'étendue de 40 heures et plus, tandis que les deux extrémités » de notre ligne ne sont pas éloignées de 8 à 10 heures du centre placé » à Saorgio » (2).

Colli quitta l'armée sans rien indiquer ni promettre, et Dellera reçut l'ordre (28 février) d'envoyer tous les rapports à De-Vins.

L'incertitude qui régnait dans la direction des affaires de la guerre était plus déplorable que jamais. De-Vins sourd aux conseils de tous les généraux sardes persistait dans une temporisation fatale et se plaignait amèrement du peu de confiance qu'on lui montrait.

Colli, qui avait un parti assez fort à la Cour, ménageait son supérieur en attendant qu'il pût le supplanter. La mésintelligence de De-Vins avec St-André, Dellera, et les autres généraux servait merveilleusement ses dessins. Avec leurs argumens il combattait secrètement De-Vins, et flattant d'autre part l'amour propre national et la répugnance des troupes aux fatigues des Alpes, il faisait comprendre qu'il saurait détruire les Français s'ils sortaient une fois de leurs repaires, et en venaient à une guerre régulière.

Il sut se faire envoyer à Milan par De-Vins pour conférer avec l'Archiduc, en même temps que le Roi le chargeait de parler secrètement à ce Prince de la conduite du général en chef. « Je me suis empressé, Sire, » de voir l'Archiduc et de pressentir adroitement ses vues pour les com- » muniquer à V. M. Le résultat de cette entrevue ne répondit pas à mes » espérances. Je me suis aperçu de quelque mécontentement dans les

(1) Revel à Hauteville, 24 février.

(2) Rapport écrit par Revel au nom de Dellera.

Digitized by Google

» différens propos que je lui ai tenus sur les matières qui nous intéressent; » enfin, Sire, je crois que l'Archiduc ne se croit pas honoré de pleine » confiance de V. M. Je me fais un devoir de vous prévenir dans le plus » grand secret des dispositions de l'Archiduc; il faut absolument le faire » entrer dans vos intérêts en lui marquant la plus grande confiance; ce » que V. M. pourra faire en lui écrivant de propre main, ou en m'en- » voyant l'ordre de traiter avec lui de votre part avec toute franchise et » sécurité (1) ». Le danger devenait chaque jour plus menaçant et néanmoins on ne parlait que de presser l'établissement des magasins, et l'arrivée des secours dès que le besoin l'exigerait.

Dellera tâchait de faire de son mieux, mais il avait trop peu de troupes pour parer à tout « toutes les apparences indiquent le projet de passer » sur le territoire de la république. Il serait à souhaiter que le général » Dellera eût quelque instruction à cet égard. J'ai bien examiné le pays » dans une tournée rude que je viens de faire, et j'ai reconnu qu'il y a » de superbes positions à prendre en avant de Saorgio, mais qu'elles exi- » gent beaucoup de troupes. Tout ce qui est possible avec celles qui sont » présentement ici ou destinées à y venir, c'est de nous garder depuis » Raus jusqu'à Colla Ardente; au-delà il faut qu'on y songe, car nous » serions tournés et pris à revers. On ne saurait douter que les Français » attachent un grand prix à la possession de Saorgio, sans laquelle ils » regardent comme précaire celle de tout ce qu'ils occupent dans le comté » de Nice. Le hasard fit que j'arrivai à Triora en même temps que six » Français qui allaient à Gênes par un chemin qui leur fait éviter la prin- » cipauté d'Oneille et Loan et dont la connaissance peut donner beaucoup » de lumière aux Français. Ils se disaient agens de la convention. Je sus » du caporal qui les escortait et par les propos du podestà qu'ils étaient » chaudement recommandés par le gouverneur de San Remo. J'espère que » si nous sommes attaqués nous garderons notre position et que les en- » nemis perdront beaucoup de monde s'ils s'opiniâtrent et que les nôtres » fassent médiocrement bien leur devoir. Mais si l'ennemi entreprend de » tourner Saorgio, obligés de ne pas dégarnir notre position sans cesse » menacée, l'ennemi pourrait y réussir. Je me flatte que les troupes ne

(1) Général Colli au Roi, 1 mars 1794, de Milan.

Digitized by Google

» seront pas oisives en Piémont et en Lombardie. Si on nous laissait é-
» craser, on aurait sujet de s'en repentir. De la manière dont le général
» De-Vins avait accueilli les notions apportées par nos officiers revenus de
» Nice, il n'y avait pas à s'attendre qu'il enverrait sitôt des renforts.

» Je me suis applaudi d'avoir eu l'honneur de vous les mander, persuadé
» que cela a beaucoup contribué à une détermination si nécessaire » (1).

Ces officiers étaient ceux qu'on avait voulu d'abord considérer comme émigrés, et qui depuis élargis avaient été échangés.

Les renforts consistaient dans quatre bataillons qu'on faisait marcher vers Limon.

« (2) Suivant les avis du comte de Castellet, major de Nice, les Fran-
» çais sont en pleine marche sur le territoire de la république. Je crois
» qu'ils ont attaqué l'Authion, je n'en suis pas encore certain. Vous voyez,
» monsieur, que tandis que les Puissances alliées délibèrent, les Français
» agissent. Le gouverneur de San Remo a assuré jusqu'au dernier mo-
» ment la marquise de Dolceacqua, que j'ai vue hier, qu'il ne croyait pas
» que les Français attaquassent par le territoire de Gênes. Trompait-il,
» ou était-il trompé? c'est ce que j'ignore. Quant aux forces de l'ennemi
» je les crois de 30/m. hommes à-peu-près. Jugez comme nous serions
» écrasés s'ils savaient faire. Que des troupes marchent tout de suite de
» ce côté et du côté d'Ormea et des sources du Tanaro sans quoi nous
» risquerions d'être enveloppés ici. Les Français ont des guides qui con-
» naissent parfaitement toutes les routes, entr'autres le médecin Rusca de
» la Briga. Dans la position critique où nous sommes c'est à regret que
» je vous parle de moi. J'apprend que le Roi a destiné le général Colli
» à ce commandement. Je souhaite que ce soit pour le bien de son ser-
» vice. La différence dans nos manières de voir, et je dirai la piété filiale,
» ne me permettent pas de servir sous lui. L'honneur me fait un devoir
» de rester ici dans le moment du danger, sans quoi j'aurais demandé au
» baron Dellera la permission d'aller à Turin savoir de quelle manière je
» pourrais servir, car les mortifications les plus fortes et les moins méri-
» tées ne me font pas oublier mes devoirs envers le Roi et ma patrie. Il

(1) Revel à Cravanzana, 3 avril 1794.

(2) Revel à d'Hauteville, 6 avril 1794, de Saorgio.

» y a longtemps que je tâche de découvrir s'il y a des intelligences. Jus-
» qu'à présent ç'a été en vain. Vous sentez d'ailleurs qu'avec tant d'occu-
» pations je n'ai pas le temps de suivre le fil des affaires de cette nature.
» Je doute qu'il y en ait de sérieuses. Nos postes avancés sont fortement
» canonnés (1) ».

Les Français avaient fait en effet marcher dans la soirée du 5 avril par le chemin de la Corniche un corps de 20,000 hommes environ qui se divisant en trois colonnes, la première sous les ordres de Macquard, de Vintimille remontant la Roya, qu'elle passa vers S. Stefano, se porta par la rive gauche à Ajrole pour attaquer les positions de l'Aine et du Fourcoin, qu'elle menaçait aussi de flanc; la seconde colonne conduite par Brusté remontant la Nervia s'était portée jusqu'à Pigna pour s'emparer des hauteurs de la Briga et tourner notre ligne; la troisième plus forte commandée par Massena était allée prendre la route d'Oneille d'où elle se dirigea sur Pieve pour s'emparer du col de Nava et se porter aux sources du Tanaro.

Cette marche fut couverte par une attaque générale sur toute la ligne le 6 au matin.

À la droite l'ennemi après s'être emparé du Pical et de Lantosca en fut rechassé par le marquis Colli venu au secours avec le second bataillon de Mondovi de Belvedere, les autres postes attaqués de ce côté tinrent ferme, surtout la Cerisière où le comte de la Roque repoussa les attaques répétées et en force des Français qui se retirèrent dans leurs anciennes positions. Un corps beaucoup plus considérable s'avança de Pietra Cava sur Carmetta, mille hommes environ se portèrent au Mantegas où ils s'établirent pendant que le reste marchait par la baisse du camp d'Argenta à l'attaque de Tuesch. Il y avait pour gardes deux compagnies de grenadiers du cinquième. Leur commandant en fit marcher une centaine à la rencontre de l'ennemi pour l'arrêter à la montée, et dans cet intervalle de temps le reste du bataillon, et celui de Peyer-im-hoff vinrent occuper en force le Tuesch que l'ennemi renonça à attaquer, se limitant à s'établir dans son ancien camp des Fougasses au Mantegas.

Du côté de Maurigon l'attaque se réduisit à quelques escarmouches facilement soutenues par les milices du Molinet.

(1) Revel à d'Hauteville, 6 avril 1794, de Saorgio.

Digitized by Google

Le vallon de la Maglia fut d'abord occupé par une colonne française qui descendue par le col de l'Agnon avait chassé nos troupes légères des granges, mais celles-ci renforcées par les volontaires de Turin et d'Oneille repoussèrent l'ennemi avant qu'il ne parvînt à brûler les granges. Une autre colonne avec de l'artillerie attaquait le bas de la vallée; le poste du Colombier était obligé de se retirer, mais celui de la Croix de Gand soutint l'attaque.

Sur la rive gauche de la Roya l'ennemi soutenu par la colonne qui arrivait de Vintimille, étendant son attaque menaçait le flanc en même temps que le front des positions du Fourcoin, et l'Aine. Les troupes qui les défendaient étaient trop inférieures en nombre pour résister tout-à-la-fois à l'attaque et au danger d'être coupées; de Castellet agissant d'après les instructions éventuelles qu'il avait reçues le jour avant de Revel, les replia sur les hauteurs de Gian où elles auraient dû tenir, vu qu'Orneille était encore en notre pouvoir; mais au lieu de cela il se retira avec tout son monde à Saorgio dans la nuit. Le commandant d'Orneille dut faire la même chose emmenant avec lui l'artillerie de montagne qui garnissait ce poste.

Le général Dellera en apprenant toutes ces différentes attaques et le mouvement des Français sur sa gauche, songea à se défendre aussi énergiquement que possible.

Les ordres furent donnés pour occuper la ligne des hauteurs sur la droite de la Bendola, telle qu'elle avait été proposée par St-André et approuvée par le Roi. Cette ligne partant de Saorgio, passant par les cols de Gand et Nanan, aboutissait au mont de Marte, au col de Tanarda, et se prolongeait à Colla Ardente qui se ralliait par derrière à la Briga.

Sur la droite et le centre on prit les dispositions nécessaires pour se défendre énergiquement. Malausena fut envoyé à Authion pour diriger la mise en état de défense de Tuesch, et disposer tout ce qui pourrait augmenter la force de résistance de ces différentes hauteurs. Le marquis Colli reçut l'ordre au cas où il ne pût plus tenir de diviser sa troupe et la faire retirer partie sur Raus où elle devait s'arrêter, et partie par la vallée de Vesubia rallentissant autant que possible la marche de l'ennemi, ne cédant le terrain que pas à pas, et revenant sur l'ennemi si celui-ci arrêtait sa poursuite et rebroussait chemin. Il devait puis défendre à toute extrémité le col des Fenêtres.

Béola et Marte furent garnies avec toutes les troupes disponibles de ce côté-là.

Six compagnies de chasseurs et les volontaires Pandini furent portés en avant de Saorgio sur l'ancien chemin de Breglio, inférieurement à la Croix de Gand.

Des batteries dites de Bergeiron et du Cuechet préparées d'avance sur la droite de la Bendola entre Saorgio et la butte de Casto furent armées avec l'artillerie repliée sur Saorgio. Le deuxième bataillon des grenadiers royaux, le deuxième de Turin et le deuxième de Nice s'étendirent à la défense de ces batteries jusqu'à la butte, où était placée la compagnie de chasseurs des grenadiers royaux.

Mr. Alli de Maccarani fut envoyé avec 200 volontaires et milices pour éclairer la marche de l'ennemi, en se tenant sur les hauteurs de Torraggio, qui dominent le val Pertus un des affluens de la Nervia. D'autres détachemens de milices furent envoyés aux rochers de Palandrin et de la Baragne.

Le major d'Auvare fut envoyé avec deux compagnies du premier chasseurs à la Tanarda par les hauteurs de Nanan et de Lugo. Cette troupe était pourvue de quatre jours de vivres. Le capitaine Maulandi de l'état général fut chargé de donner les dispositions sur la ligne de la Bendola. Le deuxième bataillon d'Asti marcha à la Briga, et de là à Fraisso. La compagnie de milices Raybaudi reçut l'ordre de se porter de la Briga aux granges du vallon de Fraisso, ainsi que la partie du corps franc qui était à Tende, sous les ordres du major comte d'Ison, et le lieutenant colonel d'Asti, comte de St-Michel qui commandait les troupes à Fraisso, reçut l'ordre de surveiller la Colla Ardente.

Revel fut envoyé à la Briga pour hâter et diriger les dispositions à donner dans cette partie de la ligne.

Le général Dellera écrivit en même temps au capitaine Mauro qui commandait le bataillon Belgioioso à Limon pour le requérir de s'avancer jusqu'à la Briga, vu l'urgence des circonstances et l'attaque générale des ennemis. Cet officier répondit qu'il avait écrit par estafette pour avoir les ordres du général De-Vins!

Le régiment de Pignerol qui était en marche reçut avis de hâter sa marche, et le 7 il passait le col de Tende.

Digitized by Google

La neige et la tourmente dérangèrent l'exécution des dispositions données par Dellera. L'ennemi ne fit pas de progrès sur notre droite, mais descendant des hauteurs du Gian, et par le chemin de Brouis il obligea tous les postes avancés à se replier sur Saorgio. Le pont de la Giandola fut rompu.

Maccarani après avoir erré sur les hauteurs de Torraggio, se trouvant sans provisions avec des hommes épuisés de fatigue au milieu de la tourmente, se décida à se porter sur la Tanarda. Mais arrivé là les milices l'abandonnèrent, et n'ayant plus avec lui que 50 volontaires, il se replia sur l'Alp où il se rencontra avec d'Auvare (1). D'après son rapport l'ennemi marchait en force sur Colla Ardente.

La tourmente avait arrêté d'Auvare aux granges de l'Alp de Marte, et il n'avait pu monter à la Tanarda. Enveloppé dans le brouillard et enfonçant dans la neige il se limita à observer l'ennemi, prêt à monter à la Tanarda, dès que le temps le lui permettrait. Toute communication lui était impossible avec Colla Ardente (2).

Le comte St-Michel étant en marche sur Colla Ardente reçut avis de Revel que si les Français étaient maîtres de la Tanarda il dût se retirer sur Fraisso; malheureusement le capitaine Raybaudi croyant à quelques milices qui avaient abandonné Maccarani, fit rapport à St-Michel que l'ennemi était maître de la Tanarda. Celui-ci se replia de suite sur Fraisso (3). La position de la Tanarda était essentielle; elle dominait la Colla Ardente dont l'occupation était indispensable pour couvrir Briga, et les derrières de l'armée. Mais les Français, outre la supériorité du nombre, avaient encore l'avantage que les avenues de ces hauteurs étaient beaucoup plus faciles et dégagées des neiges de leur côté. Revel informé de la retraite de St-Michel, lui envoya l'ordre de marcher de nouveau sur Colla Ardente et d'envoyer un détachement de 150 hommes vers la Tanarda, de se faire éclairer par les milices Raybaudi, et qu'il le ferait soutenir par le régiment de Pignerol arrivé ce soir même, et par quatre compagnies de chasseurs qui marcheraient de Saorgio. On comptait aussi sur le bataillon Belgioioso, mais son commandant écrivit le 8 que De-Vins lui avait enjoint d'attendre à Limon l'autre bataillon parti de Savillan ce jour même, et qu'ils

(1) Maccarani à Dellera, 7 avril, de l'Alp.

(2) D'Auvare à Dellera, 3 h. ap. m. 7 avril, de l'Alp.

(3) St-Michel de Fraisso à Revel à Briga, 6 h. du 7 avril.

étaient placés tous deux sous les ordres de Colli. « Voila l'empressement » de ces messieurs, écrivait Dellera à Revel, et il l'appelait près de lui » le 8 au matin ».

Ce matin-là St-Michel envoya Raybaudi vers la Tanarda, laissant 150 hommes pour y marcher, et il se porta avec le reste à Colla Ardente qu'il occupa (1). Pignerol commandé par le lieutenant colonel chevalier Rasin marcha vers la Tanarda, ainsi que les quatre compagnies de chasseurs. Cette troupe apprit en marche que l'ennemi était à Tanarda par Raybaudi qui retourna avec elle à l'attaque, oubliant d'envoyer des guides aux 150 hommes de St-Michel qui attendaient à Fraisso et qui ne purent par conséquent seconder l'attaque. Elle se fit mollement, les soldats étant rebutés par les difficultés du terrain, le mauvais temps, et le brouillard. On renonça à l'attaque sans même avoir reconnu la force véritable de l'ennemi, et on se replia directement sur la Briga en désordre. St-Michel apprenant cette retraite abandonna Colla Ardente et se porta aussi à la Briga. D'Auvare de son côté après avoir expédié des patrouilles à la Tanarda fut forcé par le mauvais temps à l'abandonner, et quittant Marte il s'était retiré aux granges de Nanan.

Colla Ardente et Tanarda étaient ainsi apparemment occupés par l'ennemi, les hauteurs méridionales de la Briga exposées sans une suffisante défense, et la communication de l'armée menacée de la manière la plus grave.

Pour la couvrir il aurait fallu toutes les troupes qui étaient dans le comté. Les retirer précipitamment des positions qu'elles occupaient pour couvrir celles devant Tende, était une résolution sujette aux plus grands inconvénients, l'ennemi pouvant facilement les devancer en partie, et leur couper la retraite, s'il prenait la ligne à mesure qu'on l'abandonnerait.

Un tel parti extrême était d'ailleurs interdit à Dellera par l'avis officiel que l'armée était désormais sous les ordres de Colli, dont on annonçait le départ prochain.

Dans cette situation critique Dellera ordonna à Revel de former un projet de retraite par le col des Fenêtres en cas qu'on fût coupé de Tende, et il envoya Maulandi à Briga pour y combiner une attaque aussi énergique

(1) St-Michel à Revel, 8 avril.

Digitized by Google

que possible sur Colla Ardente et Tanarda, et il chercha à rassurer les troupes ebranlées par les récits mensongers des fuyards.

Les dispositions pour la retraite, tenues secrètes, furent les suivantes.

Dès l'instant que la retraite sera devenue nécessaire, les bataillons Peyer-im-hoff, Nice et Turin marcheront au Pous où ils se formeront et garderont toutes les avenues. L'artillerie placée au Cucchet et à Bergeiron, ainsi que le reste des pièces et des munitions seront repliées avec les équipages par le vallon de Quayros et suivront tout droit jusqu'aux Formagine supérieures. Le second grenadiers royaux se placera en avant du Fontan, une compagnie au pont rompu, pour couvrir le repliement des magasins qui au besoin passeront par le chemin du Pous, ils formeront l'arrière-garde. Le capitaine Pandini avec les milices couvriront la retraite du côté du vallon de Quayros. Les magasins et provisions du Fontan passeront à Raus et Belvedere, ce qui ne pourra pas être emporté sera détruit. Le marquis Colli montera au Sériol avec les bataillons Mondovi et Oneille, ainsi que des milices, le second Montferrat passera à Belvedere. Dès qué tous les convois seront passés, si l'ennemi menace le Pous, et que le second grenadiers royaux se soit retiré, Turin, Nice et Peyer-im-off monteront vers Memel. Le comte de St-Vital disposera pour replier son artillerie vers l'Authion, laissant toutefois deux pièces dans la grande redoute de Marte, qu'il tiendra autant que possible pour retarder le siége de Saorgio. Réduit à la retraite il mettra hors de service les pièces s'il ne peut les emmener, et fera brûler les baracons, tout ce qu'on devra y laisser, et détruire autant que possible la grande redoute surtout le front vers la Béola, où il se repliera avec toutes les troupes de la Maglia.

Les troupes emporteront avec elles pour quatre jours de vivres, ainsi que bon nombre de cartouches. L'office donnera l'état des magasins et s'assurera promptement de toutes les ressources que peut fournir la vallée de la Vesubia. Le général ne saurait trop recommander aux troupes de ne jamais oublier que la fermeté et la constance sont indispensables, que leur honneur, leur salut et le bien du service du Roi en dépendent. Les commandans de corps et les officiers doivent donner aux soldats l'exemple du calme, du courage et de la patience, sans lesquels la confusion ruinerait toutes les mesures. Qu'ils soient assurés que toutes celles qui peuvent assurer nos mouvemens sont prises, et qu'en nous soutenant où nous

sommes, nous serons bientôt dégagés par les troupes que le général sait venir en grand nombre de Piémont. En tenant dans la position prise, ayant une communication avec le Piémont par Fenêtres et Vinai, nous conserverons au Roi des postes très-importans, et nous acquerrons l'honneur et la gloire d'avoir donné un grand exemple de fermeté. Des souffrances sont inséparables de notre position, le soldat courageux les brave comme les dangers.

Des ordres ultérieurs seront donnés selon les circonstances.

Telles furent les dispositions préparées par Revel et approuvées par Dellera.

Les troupes de la Briga, dont la défaite aurait nécessité la retraite des autres, avaient l'ordre de se porter à Tende soit pour obliger l'ennemi à diviser ses forces, soit pour éviter le désordre et la panique qu'aurait pu causer une tentative désespérée de se réunir au centre.

Maulandi en arrivant à la Briga le 8 au soir trouva la confusion et le désordre parmi les troupes. Le découragement, la lassitude, et l'exagération des nouvelles rendaient impossible de les faire marcher immédiatement à une seconde attaque. Il proposa à Dellera de prendre 100 volontaires choisis sur toute la troupe et de marcher le lendemain matin 9 sur Tanarda, soutenu par Pignerol et les chasseurs, en même temps que Asti, le corps franc et les milices se porteraient sur Colla Ardente. Les dangers et les pertes étaient inséparables de toute détermination, la plus grande incertitude régnait encore sur la véritable position de l'ennemi. « Il n'est » pas possible, je crois, de se trouver dans une position plus délicate. Un » faux mouvement pouvait nous faire perdre notre position ; un quart » d'heure de retard avoir les plus funestes conséquences. Heureusement » le baron Dellera aime mieux ne pas voir le danger où il est que de le » croire où il n'est pas » (1). Il fallait disposer pour une retraite éventuelle et rassurer les esprits.

Dellera destina Malausena pour se rendre à la Briga réitérer l'ordre aux troupes d'attaquer les cols, aider Maulandi à les disposer et à couvrir le grand chemin autant que possible. L'annonce de l'arrivée du général Colli à Tendo dans la nuit même, et de la demande qu'il faisait des rapports et informations sur la situation, firent diriger Malausena sur Tende, et prévenir Maulandi de s'adresser au général Colli et attendre les ordres.

(1) Revel à Hauteville, 10 avril, de Saorgio.

Digitized by Google

Les premiers ordres de Colli furent pour confirmer ceux donnés au marquis Colli de couvrir fortement Belvedere, à Maulandi d'attaquer la Tanarda avec cent volontaires et la compagnie de milices de la Briga du chevalier de la Caynée. Le corps franc devait suivre, occuper la Tanarda, et la défendre à extrémité, à St-Michel d'occuper Colla Ardente avec Asti et des milices, soutenu par les chasseurs placés en réserve au Fraisso.

Pignerol restait sur l'avenue du chemin de la Tanarda aux pieds des neiges.

Maulandi retardé par la tourmente, mais aidé par le brouillard, tomba sur les Français à la Tanarda et enleva cette position, tuant tout ce qui se défendait et faisant 14 prisonniers avec le commandant. Pour mieux surprendre et effrayer l'ennemi il avait divisé sa troupe en détachemens commandés par La Caynée, chevalier Salugio, sous-lieutenant de Lombardie, et Mr. Alberti sous-lieutenant de Suse.

Le major d'Ison arriva bientôt avec le corps franc. Il devait s'y établir, mais la tourmente était si forte, qu'il déclara n'y pouvoir tenir, et il se retira, à peine Maulandi fut parti avec les volontaires, laissant des milices qui suivant son exemple se retirèrent de même, de sorte que les Français reprirent la position sans coup férir.

Colli renonçant à une autre attaque disposa le corps franc à Liniaire et Pignerol à Preya pour couper le chemin de la Tanarda à Briga. St-Michel était à Colla Ardente. La même tourmente qui avait abimé nos troupes, avait aussi empêché les Français d'avancer en force. Ils durent suspendre leurs attaques, ce qui donna le temps à Colli de se reconnaître, de placer les troupes et de recevoir les renforts. Ceux-ci consistèrent du régiment Belgioioso, de celui de garnison, du second bataillon de Tortone, d'une compagnie nouvellement composée de chasseurs Canal devenu commandant de bataillon, du régiment aux gardes, des chasseurs Pian, et du régiment de Piémont arrivé le dernier le 15 avril à Tende.

Deux camps furent établis; un à la Preya s'appuyant à droite à Lignères et aux hauteurs de Saorgio coupait le chemin de Tanarda à Briga au centre et joignait sa gauche à la droite de celui de Colla Ardente. Les troupes de ce camp occupaient les hauteurs de Marte et de Fel qui couvraient la position. Celle de Fel fut fortifiée par une redoute construite à la hâte par un temps affreux et avec des peines infinies par le capitaine Maulandi; on l'arma de deux pièces de montagne, et deux spingardes. Le comte

Digitized by Google

Radicati colonel de Pignerol commandait les troupes du camp. L'autre fut établi à Colla Ardente avec des avant-postes sur le revers méridional vers Rocca Barbone et Realdo pour surveiller l'ennemi dont le corps principal dans la vallée de Gerboute ou de Taggia était à Triora. Le poste à droite de Cima del Bosco assurait la jonction avec Fel.

Le camp de Colla Ardente étendait sa gauche à Saccarello et Tanarello avec un avant-poste à Chiaggia pour surveiller les avenues de cette vallée. Ce poste était commandé par le major Grimaldi de Nice, celui de Saccarello par Ste-Rose, lieutenant colonel des grenadiers royaux, et le camp entier par le marquis de Bellegarde, colonel des grenadiers royaux.

Ce camp devait tâcher de se mettre en communication avec le général d'Argenteau, qui avec des forces bien faibles devait défendre toute la frontière vers Gênes, depuis le col de Nava au Cairo, devant un ennemi supérieur. Il était évident que les Français sans dégarnir leur gauche et leur centre portaient leur principal effort par la route d'Oneille et d'Albenga.

Le danger était donc momentanément passé pour le corps d'armée du comté de Nice; Revel décidé à ne pas servir sous Colli, lui écrivit: « La » destination de V. E. au commandement de cette armée ayant mis fin à » ma mission qui était auprès de Mr. le général Dellera lorsqu'il com- » mandait, j'aurais sollicité la permission de partir tout de suite si l'hon- » neur ne m'avait fait une loi de rester comme volontaire jusqu'à ce que » notre position eût cessé d'être critique. Maintenant que les choses sont » raffermies, je prie V. E. de vouloir bien me permettre de partir demain. » Mes affaires particulières me font désirer d'aller à Turin, du moment » que le devoir ne me prescrit plus de rester ici ».

Colli lui répondit le même jour: « Il n'est pas douteux que le départ » de cette armée dépend absolument de vous. Ni le général De-Vins ni » le ministre de la guerre ne m'ont donné des ordres pour vous retenir. » Je regrette cependant que vos affaires vous demandent à Turin, et vous » éloignent de l'armée. Votre zèle, monsieur, votre capacité pouvaient être » encore très-utiles au service du Roi. Vous le serez cependant de même » où vous serez employé ».

Colli prévint en même temps Dellera qu'il laissait Revel maître de partir ou de rester.

Dellera aurait voulu le retenir, mais outre que Revel se croyait obligé

à ne pas rester sous Colli après sa manière d'agir avec son père, il avait encore été exaspéré par l'abandon où l'on avait laissé nos troupes et par le refus barbare de faire avancer Belgioioso, pour qu'il ne fut pas quelques heures sous les ordres d'un Piémontais. « Voilà les procédés qu'on » a eu pour nous. Je trouve mon père heureux de n'y être plus exposé, » écrivait-il à d'Hauteville », et il partit pour Turin.

Dellera avait écrit le 14 au marquis Cravanzana : « Quant au chevalier » de Revel, à qui je n'ai pu à mon grand regret refuser la permission » de se rendre dans cette capitale, je pense qu'il n'a pas besoin d'éloges, » puisque V. E. connaît trop bien le zèle et l'intérêt qu'il porte si vive- » ment au service du Roi, les mérites dont il est particulièrement doué, et » les qualités qui le rendent si distingué sous tous les rapports. Je ne ferai » que prier V. E. de vouloir présenter à S. M. mes remerciemens les plus » respectueux pour la bonté qu'Elle à eu de me donner dans la personne » dudit chevalier un aide aussi puissant pour pouvoir m'acquitter avec l'ap- » probation de S. M. de mes fonctions de commandant de ce corps d'ar- » mée ».

St-André était à Turin. Dès son arrivée il avait reconnu les influences qui dominaient, et désespéré de pouvoir être en cas de faire quelque chose dans le comté de Nice. Ces circonstances plus encore peut-être que sa santé le déterminèrent à insister pour un congé. Le Roi lui en accorda d'abord un temporaire, et le général De-Vins avait repris le commandement en chef. Le résultat de l'inspection passée par le général Colli engagea plus que jamais St-André à faire valoir la raison, que trop juste, de sa santé pour rester en repos (3 avril).

Le 6 avril un billet royal dispensa St-André de se rendre à l'armée afin qu'il pût rétablir sa santé par quelque temps de repos, et pour lui prouver sa satisfaction le Roi lui donnait une commanderie de St-Maurice, et deux jours après le nommait général d'infanterie. Simultanément à la retraite de St-André, Colli avait été nommé au commandement du corps d'armée de Nice.

Revel aîné avait été attaché au quartier général du duc de Montferrat qui commandait les troupes dans la vallée d'Aoste. Il était parti avec ce Prince à la fin de mars pour Aoste. Le colonel Bachman, le comte de Rohilant et le chevalier Quinto étaient aussi avec le Duc. La quantité de neige

qui couvrait les montagnes ne pouvait laisser soupçonner une attaque de ce côté-là. Les avant-postes étaient au petit St-Bernard, la garde principale établie à l'hospice, et la route fermée par une redoute. Une autre redoute jugée inexpugnable sur le Mont Valesan soutenait la défense du passage. Ces postes étaient gardés par le régiment suisse Rockmondet. Le reste des troupes était encore en quartier d'hiver.

L'ennemi envoyant une colonne par un sentier détourné et non gardé, parvint à surprendre la redoute du mont Valesan dont les défenseurs, à l'exception de quelques artilleurs piémontais, mirent de suite bas les armes. Les Français s'emparant des pièces de montagne qui s'y trouvaient, les tournèrent contre la redoute du petit St-Bernard qui était attaqué simultanément de front. Cette surprise et la double attaque qui en résultait mit un tel désordre dans les Suisses, qu'ils se retirèrent précipitamment à Pont Seran. À la nouvelle de l'attaque on donna les ordres aux troupes de monter, et on se prépara à reprendre les positions perdues.

Les Français avaient leurs premiers postes aux Eaux-rousses.

Le régiment de Saluces fut destiné à attaquer de front sur deux colonnes, une par le bas, l'autre par le haut de la vallée; une colonne formée par le régiment de Vercell devait s'avancer sur la rive droite par la Chavanne et prendre en flanc l'ennemi; une autre colonne formée de chasseurs et volontaires fut détachée sur la gauche pour attaquer le mont Valesan; le régiment La Marine resta en réserve au Rutord.

L'attaque du centre réussit parfaitement, et l'ennemi était déjà culbuté sur le haut du St-Bernard. Malheureusement les deux colonnes de flanc arrivèrent trop tard à cause de la difficulté des chemins, et durent se retirer sans coup férir en voyant celle du centre déjà repoussée. Celle-ci avait trouvé dans les postes ennemis une grande quantité d'eau-de-vie, qu'on y avait fait monter de la Tarentaise. Les officiers n'ayant pas d'abord pris garde à cela, les soldats se mirent à en boire avec excès, le mauvais exemple fut suivi, et quand les officiers voulurent remettre leur troupe en marche et poursuivre les avantages obtenus, ils ne purent plus y réussir. L'ennemi de son côté s'étant rallié tomba de nouveau sur nos troupes en désordre et les fit reculer jusqu'à ce que la réserve avançant arrêta sa marche. La nuit étant survenue les Sardes rentrèrent dans leur camp placé aux retranchemens dits du prince Thomas. Les Français se hâtèrent de se

fortifier sur le St-Bernard, d'où on ne pouvait les chasser sans risquer de fortes pertes que notre armée n'était pas en état de supporter, vu son petit nombre. On fortifia le camp du prince Thomas et ses abords, on ferma les avenues de Valgrisanche, et Val-de-Rème, ainsi que l'Allée Blanche ou Val Combal. Cette position défensive des deux côtés dura tout l'été.

Revel cadet en arrivant à Turin apprit que le général De-Vins voulait donner l'ordre d'abandonner Saorgio et la ligne de l'Authion et replier les troupes sur le col de Tende et dans la vallée de Stura, il fit un mémoire dans lequel il exposait que la raison d'abandonner Saorgio ne pouvait être à ce qu'il croyait que la crainte d'être tourné par les hauteurs du haut Tanaro, ou l'avantage de réunir nos troupes avec la vue de leur épargner des fatigues et une position trop rude. En premier lieu le col de Tende n'était pas tenable et pouvait également être pris à revers par les hauteurs vers Upega qu'il fallait donc garder également; en second lieu le col de Tende était plus rude que toutes les autres montagnes occupées par les troupes. Ce n'était pas pour défendre le comté de Nice, mais le Piémont qu'il fallait garder des positions qui obligeaient l'ennemi à disperser des forces nombreuses depuis Entrevaux à Colla Ardente, diminuait l'avantage de sa supériorité numérique. En se retirant au col de Tende, il fallait en faire de même en val de Stura. Il en résulterait que les passages par ces hauteurs étant peu nombreux, très-difficiles, l'ennemi se garderait facilement avec peu de troupes et porterait toutes ses forces vers Tende. Si les troupes occuperaient les sommets des montagnes à la droite de la Sture, elles seraient dans des positions terribles; si on les laissait à l'ennemi on serait menacé sur tous les points. La position serait donc plus dure ou la défensive beaucoup plus difficile, et cela sans possibilité d'offensive. Le col de Tende ne présentait pas de bonne position, il serait forcé et l'ennemi aurait l'avantage énorme d'avoir ce passage, le meilleur de tous pour ses communications directes avec Nice et la France. À ces considérations il ajoutait l'effet moral produit par l'abandon de cette bicoque qui avait acquis tant de célébrité, et que les ouvrages pratiqués ainsi que la ligne au Capelet rendaient formidables. On perdrait le concours des milices et on laisserait à l'ennemi les ressources en foin et bétail par le haut comté. La défensive serait plus difficile dans la plaine dont la nature si coupée ne permettrait gueres l'usage de la cavalerie et les grandes évolutions, et

Digitized by Google

que l'ennemi ne respectant rien, y trouverait d'amples ressources, et un appas pour ses hordes dans l'espoir du pillage. Si on faisait agir les troupes autrichiennes dans le pays de Gênes, elles s'y trouveraient assez bien et notre gauche serait suffisamment gardée, mais si elles continuaient à se tenir en seconde ligne, nous serions percés, et leur assistance sera aussi insuffisante que tardive. On devait aussi penser aux suites funestes causées par la terreur que les Français jetteraient dans les honnêtes gens et l'audace qu'ils donneraient aux exaltés et aux scélérats.

L'abandon de la ligne de Saorgio serait donc une mesure funeste, car elle entraînerait la perte de Tende et la descente de l'ennemi dans la plaine; on ne devait s'y résoudre qu'à toute extrémité. Qu'en agissant fortement contre la Tanarda, et Torraggio, en même temps que les Autrichiens marcheraient à la ligne de Nava à Cairo on pouvait encore avoir des avantages sur l'ennemi. De-Vins à qui d'Hauteville avait remis ce mémoire, répondit le 26 avril qu'étant au fond d'accord avec le chevalier de Revel, il devait cependant retirer les troupes pour garder la vallée de Stura, ce qu'il ne ferait pas s'il en avait d'autres disponibles. Qu'il désirait également que les troupes impériales fissent des efforts pour aider à sauver ce pays, sans quoi il devenait de toute impossibilité de pouvoir le sauver des attaques différentes des ennemis. Récriminant ensuite il attribuait tous les malheurs à l'abandon du camp de Perus et de Brouis en juin 93, qu'il était désormais trop difficile de réunir assez de troupes pour entreprendre une attaque avec espérance de succès.

Les événemens avaient marché durant ce temps-là. Colli ne profitant pas des renforts qu'il avait reçus pour essayer de chasser les Français de la Tanarda, ceux-ci eurent le temps de s'y établir, de reconnaître le terrain et de se renforcer.

Les Autrichiens ne marchèrent non plus en avant, et d'Argenteau se trouva n'avoir pour défendre la ligne depuis le col de Nava à Cairo que neuf bataillons, savoir deux de Mondovi, deux de Lombardie, deux de la légion légère, deux de Caprara et un du corps franc Gyulai, avec 400 milices. Il devait avec ce peu de forces soutenir le principal effort des Français commandés par Massena, et il succomba, comme il le prévoyait lui-même dans ses rapports.

Le 16 les Français attaquèrent le col de Nava défendu par un bataillon

Digitized by Google

de Lombardie, un de la légion légère et quatre compagnies de Caprara. Ces troupes ne soutinrent pas l'attaque et se retirèrent sur Ormée d'abord, et de là jusqu'à Bagnasco, quand elles eurent appris que l'ennemi s'était emparé du col St-Bernard défendu par un bataillon de la légion étrangère, et que leur retraite était menacée.

L'abandon d'Ormée laissait le haut Tanaro au pouvoir de l'ennemi qui menaçait ainsi le revers de Tende. L'abandon de Garessio par un bataillon et demi de Caprara le laissait maître de marcher sur Mondovi.

Colli voyant ses derrières menacés, destina le premier bataillon Tortone, et un bataillon chasseurs, qui arrivaient de Piémont pour passer dans le comté, à aller occuper Upega et Camino et garder les passages qui du haut Tanaro pouvaient conduire à Limon. Il leur adjoignit les milices de Limon et Vernant. De-Vins envoya l'ordre au huitième et neuvième grenadiers qui étaient en marche vers Tende de se porter à Mondovi, et à la cavalerie de se disposer dans la plaine de Coni.

Massena après avoir refoulé Argenteau, s'empressa de venir appuyer le mouvement de Macquard contre la gauche de Colli. Le 25 les Français attaquèrent et prirent la hauteur de Marte, mais ils furent repoussés dans leur tentative sur Fel. Une diversion du comte de St-Michel sur le mont Pellegrino, contribua fortement à les arrêter. Mais le 26 l'ennemi en force reprit cette position, gardant toujours celle de Marte. Le 27 Macquard envoya des forces considérables à l'attaque de Fel. La colonne qui attaquait par la droite descendant de la pointe de Ceirana chercha à s'emparer du bois de Fel qui tenait de près à la redoute. Un bataillon de Pignerol, deux compagnies du corps franc, et une division Belgioioso défendaient cette position. Aux premiers coups de fusil ces troupes lâchèrent pied et au lieu de rentrer dans la redoute elles se glissèrent au fond de la vallée; l'autre bataillon de Pignerol et celui de Tortone qui étaient aussi aux abords de la redoute suivirent ce triste exemple, et la redoute fut emportée d'assaut, malgré l'énergique défense du second bataillon des gardes, et de deux compagnies de chasseurs qui étaient aux retranchemens. Radicati colonel de Pignerol et Germagnan capitaine aux gardes y furent tués, le lieutenant-colonel de St-Sulpice, major marquis de Moncrivel, le comte de Gassino, et le chevalier Cusan y furent blessés, de même que le capitaine Maulandi qui tomba au pouvoir de l'ennemi.

On ne put rallier les troupes à Preya qui, faiblement occupée, fut évacuée dans la nuit du 27 au 28.

Le marquis Bellegarde reçut après la prise de Fel l'ordre de se replier pendant la nuit à Saccarello.

Pour couvrir cette retraite il fallait tenir à outrance la Cima del Bosco sur laquelle l'ennemi se dirigeait de Fel. Le chevalier Balegno major de Piémont défendait cette position avec deux compagnies de son régiment, une aux Gardes et une de Belgioioso. Il résista aux attaques furieuses et répétées de l'ennemi qui finit par se retirer poursuivi encore par les nôtres.

À la gauche l'attaque de Saccarello fut plus meurtrière à cause du nombre plus grand de combattans, et de la nature du terrain égal pour les deux parties. Au point du jour les Français attaquèrent cette position défendue par Sainte-Rose avec les compagnies de grenadiers royaux, trois Belgioioso, une Gardes, une Piémont et un détachement volontaires d'Asti; il y avait une pièce qui fut parfaitement dirigée par le chevalier Filippi officier d'artillerie.

L'ennemi comptait au moins 1800 hommes; il les porta sur deux colonnes à un combat corps à corps. Repoussé, il revint à la charge après avoir reçu des renforts. La lutte était acharnée, heureusement le comte St-Michel, partant avec son bataillon de Colla Ardente qui n'était pas attaqué, s'avança par Verdeggia sur les derrières des assaillans, fussillant leurs postes et délivrant quelques prisonniers qu'on emmenait. L'ennemi déconcerté se retira en toute hâte, et St-Michel rentra au camp.

Les grenadiers royaux eurent leurs deux majors, et les officiers chevalier Barbavara, marquis Costa, et chevalier Billiani blessés, ces deux derniers moururent de leurs blessures. Montezemolo de Piémont, Gros et Audiberti de Piémont et Filippi de l'artillerie furent aussi blessés.

Le major baron Grimaldi du régiment de Nice, attaqué avec beaucoup de vivacité à Tanarello par une colonne qui voulait tourner Saccarello, repoussa également l'ennemi. Il avait avec lui le premier bataillon de Nice, et une centurie de Piémont. La conduite de cet officier fut citée à l'ordre du jour.

Colli, après la prise de Fel donna de suite l'ordre de retraite.

Dans la nuit du 27 au 28 tout ce qui était encore resté à la Preya se retira dans la vallée de la Levenza. Des corps avancés furent placés sur

Digitized by Google

la droite de ce vallon pour retarder la marche de l'ennemi, le reste fut disposé sur la rive droite pour couvrir le chemin de Saorgio à Tende et défendre celui qui y mène par la Briga.

Toutes les pièces d'artillerie durent être retirées cette nuit-là et dirigées sur Tende, à l'exception de quelques pièces de montagne qu'on laissa pour renforcer les colonnes.

Malheureusement l'ennemi fut mis en éveil, et dans la matinée du 28 il se porta de tout côté en avant.

Après avoir repoussé les postes de la rive droite de la Levenza, qui dirigés par d'Aglian résistèrent longuement, il tâcha de tourner par le haut la Briga, et à la nuit nos troupes tenaient le petit col qui conduit à Tende, où tout le monde s'était retiré.

Au centre les Français se portèrent sur Saorgio. Les troupes placées sur la gauche de la Roya au Cucchet, Lugo, et Nanan furent coupées et prises, ce qui détermina celles qui étaient à Saorgio à se replier de suite sur St-Dalmas. Monsieur de St-Amour, commandant de Saorgio, eut la lâcheté de suivre ce mouvement et d'abandonner le fort avant même qu'il fût nuit.

Le brigadier comte Vital, qui ne devait commencer sa retraite que dans la nuit du 28 au 29, se vit attaqué de front et sur sa gauche par l'ennemi que les troupes de Saorgio n'empêchaient plus de tourner la Croix de Gian. Peu après il apprit l'abandon de Saorgio, et celui du poste de Camagne qui devait protéger sa retraite.

Vital se replia alors sur la redoute de Marte, et s'y trouva enveloppé par l'ennemi qui s'avançait par les flancs de la Vauta et du grand chemin de Quairos. Après s'être défendu tant qu'il avait de munitions, Vital dut se rendre le 28 au soir avec 16 officiers et 80 soldats, un grand nombre ayant profité de la nuit survenue pour se glisser dans le vallon de Quairos.

Les troupes qui étaient à la Béola et à Vauta se réunirent à celles de l'Authion. Celles-ci, après avoir fait bonne contenance pendant la journée du 28, se réunirent dans la nuit sur le col de Raus, d'où elles filèrent sur St-Dalmas par le chemin qui y conduit en passant par le col de Monga et les hauteurs au-dessus des vallons de Berron et Cieva.

Le marquis Colli avait aussi été attaqué le 27 sur tous ses avant-postes de la Vesubia, qui durent se replier sur St-Salvaire, San Giulian et les

Digitized by Google

redoutes de Saumalunga. Le comte De la Roque qui défendait ces redoutes avec 100 volontaires de Nice et 150 milices, soutint longuement les attaques de l'ennemi, mais accablé par le nombre, il dut se rendre après avoir perdu plus de la moitié de ses hommes.

Colli prit de suite ses dispositions pour la retraite. Divisant sa troupe en deux colonnes, il en dirigea une sur Rans sous les ordres du capitaine Cavagnoli d'Asti, et il conduisit lui-même l'autre par le val Vesubia au col des Fenêtres dans la nuit du 28 au 29.

Cette retraite fut soutenue admirablement, et avec un ordre parfait.

Cavagnoli fila avec les troupes d'Authion. Colli réunit dans sa marche à son bataillon de Mondovi les milices qui avaient dû se replier sur St-Dalmas du Plan des postes qu'elles gardaient sur la Tinéa depuis décembre sous les ordres de Testoris. Laissant un détachement de milices à la Madonne et un autre au col des Fenêtres, il se rendit avec le reste de sa troupe à Entragues.

Bellegarde, à l'extrême gauche, fit évacuer Cima del Bosco dans la nuit du 27 au 28; il se replia ensuite sur Saccarello et Tanarello. Le 29 il allait par Colla Rossa se porter sur les hauteurs de Riofreddo, gardant les passages de Carlin et d'Ussega.

Digitized by Google

CHAPITRE IX.

Nouvelles dispositions pour le commandement. — Revel Commissaire Royal auprès du général Wallis. — Mission à Milan. — Retraite de Colli. — Le comte de Provence à Alexandrie. — Retraite précipitée du Mont-Cénis. — Craintes pour Turin. — Concentration des troupes à Saluces. — Difficultés relatives au territoire génois. — Convention de Valenciennes.

Le premier mai les troupes se trouvaient en ligne avant du Col de Tende, ayant le centre à St-Dalmas, et les ailes appuyées aux hauteurs.

Le commandement de l'armée avait changé à la fin d'avril. Un ordre royal du 29 portait que le Roi, ayant accordé un congé au général De-Vins pour rétablir sa santé, S. M. avait pris les déterminations suivantes:

1° Je signerai moi-même tous les ordres et expéditions aux différens généraux.

2° Monsieur de St-Marsan, aide-de-camp du général De-Vins, recevra les rapports, les apportera au chevalier de Salmour, qui les ouvrira et donnera son sentiment, sur lequel monsieur de St-Marsan fera réponse et me l'apportera pour que je la signe, si je l'approuve.

3° De nuit monsieur de St-Marsan ouvrira les rapports et ne les apportera à monsieur de Salmour que s'il y a quelque chose de pressant.

4° J'enverrai monsieur de St-Marsan communiquer au prince de Piémont et au général De-Vins les déterminations importantes.

5° Le général comte de St-André et un troisième général, que je me réserve de nommer, seront appelés quand je jugerai à propos pour délibérer sur quelque point essentiel.

Le prince de Carignan vint prendre le commandement qu'avait Provera dans la vallée de Stura.

Revel reçut le 28 avril la mission d'aller inspecter les prisonniers de guerre sur parole, réunis en dépôts, afin de congédier les invalides, déterminer ceux à déclarer libres en suite d'échanges, et expédier les autres aux réserves. Le 5 mai il fut destiné comme commissaire du Roi auprès du général Wallis, commandant les troupes autrichiennes récemment arrivées en Piémont. Leur nombre en était minime et leur position très-reculée; le général avait son quartier général à Alexandrie et il dépendait de l'archiduc Ferdinand gouverneur du Milanais.

Digitized by Google

Revel avant de partir pour Alexandrie reçut l'avis qu'il serait envoyé en mission à Milan auprès de l'Archiduc pour engager ce prince à une coopération active et découvrir autant que possible les vues des autrichiens.

Il se mit en route le 7 avec messieurs Trévor et Drake qui, appelés par le chevalier Elliot à Milan, lui demandèrent de faire route ensemble.

« J'ai eu l'honneur de voir S. A. R. l'Archiduc peu de momens après » mon arrivée ici, et de lui remettre la lettre de S. M. Ce prince m'a reçu » avec toute la bonté imaginable. Je l'ai remercié de la part du Roi de » la coopération dont il l'a assuré, et raisonnant ensuite sur notre position » aux frontières de Piémont, je lui ai démontré combien il était impossi- » ble désormais d'empêcher les Français de pénétrer dans la plaine, les » grandes difficultés pour cela étant surmontées. Que les efforts du Roi » sont si grands, que ce serait s'abuser que de croire qu'il puisse les » étendre davantage, au contraire si les Français envahissent une partie » du Piémont, les ressources en tout genre, celles du crédit et de la con- » fiance principalement, seront diminuées dans tout l'état, et les moyens » des Français accrus dans une proportion effrayante, attendu qu'ils ne » ménagent rien (1) ». Il fit encore observer au Prince que si les Autrichiens n'agissaient pas de concert avec nous maintenant contre les Français, ils seraient naturellement moins forts quand ils se trouveraient seuls contre les Français, ayant pour eux les ressources du Piémont. Qu'après avoir tenu contre une armée plus que double, la violation seule du territoire génois avait pu leur livrer un passage; que le Roi avait montré sa loyauté en mettant ses troupes sous des généraux autrichiens; qu'obligées de garder les places, on ne pouvait plus arrêter l'ennemi dans la plaine. Que le meilleur moyen était de le combattre aux débouchés avant qu'il pût se former, mais que pour cela il fallait la réunion des troupes impériales. À ces observations présentées de la manière la plus persuasive et conciliante en même temps, l'Archiduc répondit en assurant de sa bonne volonté et de celle de l'Empereur, qu'il concerterait avec Wallis de porter les troupes de Tortone et Alexandrie en avant. Le Prince ne parut pas adhérer à l'opinion du chevalier, de réunir les deux armées, tout en admettant le principe; il dit aussi n'avoir pas encore reçu de réponse de Vienne sur

(1) Revel à d'Hauteville, 9 mai, de Milan.

Digitized by Google

l'entrée des Français dans le Génois. Le chevalier, s'étant aperçu dans la conversation que l'Archiduc était inquiet des demandes et insistances que pourraient lui faire les trois ministres anglais réunis à Milan, il les prévint avant leur audience de ménager le Prince qui paraissait gêné par ses instructions, limitées et nullement adaptées aux circonstances, et de ne pas lui déplaire inutilement en exigeant de lui ce qu'il ne pouvait accorder.

Les ministres anglais parlèrent dans le même sens que Revel et plus fortement encore sur la réunion des troupes. Le Prince se rabattit sur des généralités, sur les instructions qu'il attendait, promettant d'agir s'il y en avait besoin urgent, chose qu'il ne paraissait pas admettre pour le moment.

Le lendemain 9 Revel et Elliot eurent une seconde audience égale à la première. L'Archiduc y promit de marcher à Coni si on l'assiégeait.

« Malgré tout ce qu'on a publié de la marche des troupes autrichien-
» nes du Tirol, elles ne sont pas en mouvement, et l'Archiduc ne connait
» aucun ordre pour leur marche (1) ». Revel parla avec Elliot d'employer les troupes anglaises; ce dernier proposa même de débarquer un corps napolitain. Il s'engagea à en parler avec monsieur d'Hauteville à Turin. Croyant plus utile de bien disposer le général Wallis, dont l'opinion paraissait avoir assez de poids sur l'Archiduc, et n'espérant rien autre que des promesses vagues du Prince, Revel partit le 10 pour Alexandrie, sa mission d'ailleurs était remplie.

Il reçut en route à Voghera par une estafette de Trévor une lettre que d'Hauteville lui avait écrite à Milan le 9 pour lui apprendre la retraite de Tende, la position critique, les dispositions prises, et l'engager à aller de suite auprès de Wallis, après avoir présenté l'état des choses à l'Archiduc.

« L'abandon du col de Tende m'afflige, mais ne me surprend aucune-
» ment. La réunion du général d'Argenteau avec le général Colli est très-
» à propos. Il faut de nécessité réunir nos forces pour que l'ennemi ne prenne
» pas Coni. Ce sera l'effort véritable des Français. Ils auront un corps du
» côté d'Ormea; s'il est faible, il ne faut pas s'en inquiéter; d'ailleurs le
» voisinage des Autrichiens le contiendra; s'il est fort, il n'y a de parti à
» prendre que d'aller lui livrer bataille en abandonnant Coni à lui-même
» dans l'intervalle. Vouloir opposer une digue aux Français partout, est le

(1) Revel à d'Hauteville, 9 mai, de Milan.

Digitized by Google

» moyen certain d'être battu partout. Il faut avoir quelques troupes en » mouvement qui se montrent tantôt d'un côté, tantôt d'un autre pour in- » quiéter l'ennemi, mais nous n'en avons pas suffisamment pour faire la » faute très-grande et cependant très-commune de former des cordons. Il » faut s'en rapporter à nos places. Coni demande toute notre attention. Le » chevalier Lugbia est un homme éteint. Il serait bien important d'enga- » ger le capitaine Mastanitz à s'enfermer dans la place. Il faudrait encore » un officier ferme pour les troupes et qui eût quelque connaissance de » la défense des places ; le major Brentano réunit ces qualités.

» Sans doute des malheurs et de très-grands malheurs sont à prévoir, » mais il faut leur opposer de la constance. Que les Princes donnent » l'exemple du patriotisme en faisant des emprunts, en donnant ce qu'ils » ont. Il faut de nécessité diminuer la circulation des billets; elle produit » les effets les plus fâcheux. Les cédules n'étant pas monnaie, les person- » nes seules qui ont des fonds dont ils prévoient de n'avoir pas besoin, con- » vertissent leurs billets en cédule, de sorte que la masse des billets en » circulation n'en sera que peu diminuée. Les billets n'ayant aucun intérêt, » sont encore plus discrédités, les gens n'ayant aucun gain en les gar- » dant. Il aurait fallu augmenter l'intérêt des gros billets, et retirer peu- » à-peu une partie des petits ; pour lors avec quelques événemens heureux, » sans lequel nous sommes perdus, on pourra espérer de relever le cré- » dit des billets et les remettre au pair de l'argent (1) ».

Ce que Revel avait reconnu à Milan l'engagea à ménager Wallis au premier abord, et ne pas lui demander des choses qu'il ne voulait pas reconnaître, ne pouvoir pas faire. Il s'appliqua à hâter la réunion des moyens de transport et l'établissement des hôpitaux et magasins pour les Autrichiens: « l'armée n'a pas les chariôts de vivres et ses mulets. Les Au- » trichiens sont si méthodiques, que cela seul suffirait pour les arrêter » plutôt que d'y pourvoir autrement, surtout lorsqu'il ne s'agit pas encore » de leurs intérêts immédiats (2) ».

Colli avait operé le 7 sa retraite sur le col de Tende. Les Français l'avaient continuellement attaquée. L'opérant par le défilé de Tende, l'essentiel était de tenir les hauteurs de droite et gauche.

(1) Revel à d'Hauteville, 11 mai, d'Alexandrie.
(2) Revel à d'Hauteville, 14 mai, d'Alexandrie.

Digitized by Google

Peyer-im-hoff et un bataillon d'Oneille, qui étaient à celles de droite, se débandèrent et laissèrent l'ennemi s'en emparer. Le régiment de Nice, envoyé pour les reprendre, ne put s'en emparer et essuya une grande perte. Son major monsieur de Grimaldi y fut fait prisonnier. La retraite par le grand chemin était protégée par le cinquième grenadiers qui fit bravement son devoir. D'Aglian et Aleiati dirigeaient la retraite.

Aux hauteurs de gauche Pignerol et le corps franc, après s'être retirés de la collette de Briga, arrivés près du chemin de Tende, au lieu de continuer sur les hauteurs, descendirent sous le col, laissant ainsi le grand chemin libre aux Français, si le régiment aux gardes n'avait avancé de la Ca et gardé ces hauteurs. Les grenadiers Royaux ne tardèrent pas non plus à venir soutenir le désordre qui s'était mis dans les troupes.

Dellera avait rallié autant de monde possible à la bassa de N. B. de Vicula. Malgré ces efforts et ceux de Colli, la perte des hauteurs de droite avait rendu la retraite dangereuse et difficile, car il fallait passer sous le feu de l'ennemi, ou se précipiter par des rochers escarpés.

La disposition de nos troupes le 8 au matin était la suivante:

Le premier bataillon chasseurs, les volontaires Pandini, les chasseurs Pian étaient au col de Pietracica qui donne le passage aux vallées du Gesso et de Vernante.

Belgioioso, Peyer-im-hoff, une centurie de Pignerol et une d'Oneille, sur les revers méridionaux de l'Abysse.

Cinquième grenadiers, à la gauche de la Ca.

Le quartier général était à la Ca, où il y avait une division de Belgioioso et 400 milices.

Nice, le deuxième bataillon Monferrat, deux centuries de Pignerol et deux d'Oneille étaient échelonnés sur le grand chemin.

Le bataillon de garnison et un de pionniers étaient sur le haut du col avec une centurie d'Oneille.

Les régimens des gardes, des grenadiers royaux et un bataillon d'Asti garnissaient les hauteurs à gauche de la Ca entre la Roya et la Becca.

Un autre bataillon d'Asti était au pied du col Framosa.

Le régiment de Piémont occupait les points accessibles des hauteurs sur la droite de Valfreddo.

Les chasseurs Canal, le régiment de Tortone et le corps franc tenaient les hauteurs vers Upega et Camino.

Digitized by Google

Quelques pièces étaient placées à différens tournans du col de Tende.

Dans la journée du 8 l'ennemi renouvela ses attaques, faisant précéder ses colonnes par des tirailleurs qui causèrent beaucoup de perte à nos troupes réunies. Après une longue lutte il s'empara des hauteurs de Framosa.

Nos troupes se retirèrent dans la nuit du 8 au 9 à Limon, et le 10 à Bourg-St-Dalmas.

Après une telle succession de combats et de retraite elles étaient tracassées de fatigue, affaiblies par les pertes et les fuyards, et privées de leurs effets de campement.

Le marquis Della Chiusa avec le huitième et neuvième grenadiers était à Roccavion, il y resta comme avant-garde. Cette troupe d'élite fraiche et reposée rassurait par sa contenance.

Les troupes se placèrent sur la ligne du Gesso en avant de Coni.

Le prince de Carignan reçut ordre de fortifier Entragues et de bien garder les cols. Celui des Fenêtres, qui avait été pris par les Français le premier mai, leur fut repris le lendemain par le marquis Colli avec le bataillon de Mondovi, et on y retrancha un poste.

Le général d'Argenteau fut placé sous les ordres de Colli qui pouvait appeler ses troupes pour la défense de Coni, ne laissant qu'une garnison dans le fort de Cève.

La province de Mondovi se trouvait ainsi à découvert et en danger d'une irruption de la part des Français qui pouvaient s'introduire par Cherasco et avancer dans le cœur du Piémont. Pour parer à cet événement le comte d'Hauteville écrivit (9 mai) au nom du Roi à l'Archiduc pour lui demander de faire avancer les troupes impériales au moins jusqu'à Cherasco, et Revel dut engager Wallis à prendre quelque chose sur lui dans un moment aussi critique; mais il comprit bientôt qu'il gâterait la besogne en la hâtant trop, d'autant plus que l'Archiduc devait venir à Alexandrie. Il se limita à saisir toutes les occasions pour lui présenter sous le point de vue le plus frappant le danger que courait le Milanais, si le Piémont succombait; c'était le meilleur argument; car il fondait son immobilité sur la crainte d'ouvrir le Milanais aux Français. Les réserves d'ailleurs n'étaient pas prêtes en Lombardie, et Wallis ne voulait pas avancer sans elles.

Digitized by Google

Il obtint cependant qu'on fit avancer les Autrichiens qui étaient à Voghera et Valence, et qu'on poussât un corps à Cherasco.

Revel conseillait fortement à Turin de ne pas risquer une bataille dont la perte pourrait amener une débandade. « Les troupes françaises ne sont » guère plus manœuvrières que les nôtres, mais je redoute leur audace après » tant de succès. Ces troupes accoutumées à gravir les montagnes, à at- » taquer des positions formidables par leur nature, marcheront avec con- » fiance dans la plaine, dont les obstacles étonneront bien plus les meilleures » troupes autrichiennes. J'ai reconnu cela de la manière la plus sensible » à Toulon par la différence des attaques jusqu'au moment où les troupes » du comté de Nice sont arrivées. Il faut à mon avis éviter absolument » une affaire générale et laisser plutôt mettre le siége devant Coni qu'on » traversera plus sûrement en cerchant à couper les Français et intercep- » ter leurs communications. Ils ne peuvent l'entreprendre avant d'avoir reçu » des renforts considérables. Il vaut mieux s'en tenir à ce genre de guerre » jusqu'à ce que le général Wallis se décide à s'unir à nous pour donner » bataille. Monsieur est parti ce matin à 6 heures; il a logé chez le che- » valier Solar. L'Archidue est allé chez lui en arrivant (1) ».

Revel aurait voulu laisser là la diplomatie et aller se renfermer dans Coni, dont on prévoyait le siége, mais d'Hauteville fit la sourde oreille à ses insinuations, et il dut rester près du général autrichien.

L'Archidue avait consenti à envoyer un bataillon à Cherasco, deux à Albe, et trois avec une division d'Uhlans à Asti, mais il faisait beaucoup de difficultés pour former le camp que Revel lui demandait entre Mondovi et Fossan ou à Cherasco, lorsque de nouveaux événemens et les instructions de sa Cour obligèrent ce dernier à s'abstenir de toute instance à cet égard, et à demander une différente dislocation des forces impériales.

Un corps français parti de Mont-Dauphin, passa le col de la Croix, et descendant la vallée du Pellice, vint attaquer le fort de Mirabouc qui fermait le chemin. Le major Mesmer en était commandant, et avait avec lui un détachement du régiment suisse Zimmermann. Au lieu de résister, Mesmer évacua le fort et s'enfuit avec une partie de la garnison. Ce lâche abandon, qui eut lieu le 12 mai, avait rendu l'ennemi maître de la vallée

(1) Revel à d'Hauteville, 14 mai, d'Alexandrie.

de Luserne ; mais nos troupes avançant de Pignerol vers le Villars, attaquèrent les Français qui s'y étaient déjà établis, et les repoussèrent au-delà de Bobbio et Villanova. Un autre corps avait simultanément passé le col de l'Agnel, forcé nos avant-postes, et s'était avancé jusqu'à Ponte Chianale, où Provera l'avait arrêté et obligé à se replier sur le col.

Le col de la Magdelaine avait été également forcé, et nos postes avaient dû se replier sur Vinadio.

Un autre corps ennemi divisé en deux colonnes était descendu du Mont-Genève, et par le col de l'Ours. Nos postes trop faibles là aussi pour résister, se replièrent sur Exilles.

L'apparition des Français à tous les cols donnant accès en Piémont avait jeté l'alarme dans les vallées. Il fut résolu de réunir les troupes au bas des vallées pour défendre la plaine, et garnir les places, et on expédia promptement l'ordre au général Chino d'abandonner le Mont-Cénis, et se retirer vers Suse et sur la Brunette. Mais au moment où il commençait son mouvement de retraite, les Français parurent aussi de ce côté, et attaquèrent la nuit du 13 tous les postes du Mont-Cénis. La première attaque fut repoussée très-heureusement, mais revenus à la charge la nuit suivante, ils réussirent à surprendre et forcer une des redoutes; les autres étant ainsi tournées, on fut obligé de tout abandonner, ce qui s'exécuta avec une grande précipitation et un désordre déplorable. Le général Chino monté au premier avis, tenta vainement de rallier les troupes qu'il rencontra à la Ferrière en descendant la montagne. Tout se retira vers la Brunette et Suse. Les détachemens ennemis qui suivaient les fuyards occupèrent la Novalaise laissée sans défense. Si la débandade sauva les soldats dont on ne perdit qu'un nombre minime, il n'en fut pas de même de l'artillerie; 15 canons furent laissés au pouvoir de l'ennemi après avoir été encloués (1). Chino chercha à remettre de l'ordre et à garnir la Brunette. Brave et dévoué au Roi, il était au désespoir d'une telle catastrophe après avoir lutté pendant si longtemps avec courage et succès pour garder ce passage des alpes. Le lendemain, à la tête des grenadiers, il marcha à l'ennemi qui, renforcé, avait occupé Giaglione, et l'en chassa.

Tous ces tristes événemens accumulés avaient répandu le découragement

(1) Hauteville à Revel, 16 mai.

Digitized by Google

dans les troupes et la terreur dans les populations. À Turin même on craignait de les voir arriver, et le Gouvernement était inquiet de n'avoir pour toute garnison que les dragons de la Reine. Il s'y ajoutait les menées des jacobins et une conspiration dont on commençait à découvrir l'existence. Par ces raisons on aurait voulu que Revel obtînt « un rassemblement de » troupes plus à portée de Turin que ne l'était Coni, ou du moins que » l'on eût le camp des Autrichiens à telle distance des deux villes, qu'il » pût se porter en égal nombre de marches vers celle qui serait mena- » cée (1) ». On laissait a la sagacité de Revel de décider là-dessus, et de participer à l'Archiduc ces différentes affaires, comme s'il fût chargé de lui en faire rapport au cas qu'il n'en fût pas informé, mais de lui présenter les choses sous l'aspect le moins défavorable.

Il était difficile de prouver à l'Archiduc la nécessité de pourvoir à la défense de la capitale sans l'alarmer sur l'état des choses, ce qui aurait eu des suites fâcheuses. Car ne pensant qu'au Milanais et répugnant déjà à faire concourir ses troupes à un succès qu'on espérait, il était probable que voyant le danger si imminent, il renoncerait à tout pour aller couvrir les états de l'Empereur. Toute observation qu'il les défendait bien mieux en arrêtant les Français en Piémont, l'aurait trouvé sourd devant la crainte de la responsabilité.

St-Marsan fut encore envoyé pour presser la demande de quelques troupes autrichiennes à Turin. Revel présenta une note au général Wallis où il lui demandait de placer des troupes près de la capitale, basant cette demande sur la nécessité d'avoir une force importante pour pouvoir effectuer les arrestations nécessitées par les menées des jacobins. Pareil motif entrait parfaitement dans les idées du général autrichien, aussi acceda-t-il à envoyer deux bataillons à Moncalieri, pourvu toutefois que l'Archiduc ne le désapprouvât pas, que l'ennemi ne fît aucun mouvement, et que cette destination ne fût pas prolongée. Revel en informant le Gouvernement de cette décision, engageait à faire les arrestations qui étaient exigées pour la sûreté de l'état: et pour justifier les motifs donnés, « il » faut des arrestations, dût-on, pour ainsi dire, payer des gens pour se » laisser arrêter. La complaisance du général Wallis vous sera une nouvelle

(1) Hauteville à Revel, 16 mai.

Digitized by Google

» preuve de ce que j'ai eu l'honneur de vous mander touchant les in-
» tentions des Autrichiens. Vainement espérerait-on qu'ils sacrifiassent le
» moindre intérêt, le plus eloigné pour eux, au plus pressant pour nous,
» si ces intérêts sont en opposition. Le grand point est de tâcher de les
» accorder. Je fais de mon mieux pour présenter les choses sous ce point
» de vue. C'est le principe que monsieur le chevalier de Solar suit éga-
» lement dans toutes les occasions, en le relevant de tout ce que les po-
» litesses, les attentions, et les manières peuvent y ajouter (1) ».

Le général Cantù qui commandait les bataillons autrichiens, avait l'ordre de ne rester à Moncalieri que jusqu'au 28; mais Revel obtint au nom du Roi, qu'on l'y laisserait jusqu'aux premiers jours de juin.

Les troupes sardes avaient été pendant ce temps concentrées aux environs de Saluces. Le général d'Argenteau, placé sous les ordres de Colli, restait pourtant détaché vers Mondovi avec six bataillons, quatre compagnies du corps franc Gyulai et deux divisions de dragons pour battre la campagne et maintenir les communications, prêt à se replier sur Saluces, si l'ennemi se présentait en force.

De cette manière on pouvait de Saluces couvrir également le pays et Turin des tentatives que l'ennemi pourrait faire par les vallées de Maraita, Vraita, Po et Lucerne, pendant que Démont, Coni et Cève fermaient les débouchés par la Stura, Tende et Cève. Les vallées des deux Doires restaient gardées par les corps qui y étaient détachés.

On aurait désiré que les Autrichiens se fussent avancés et qu'ils eussent occupé fortement Mondovi, mais Wallis se montra très-réservé et très-froid à toute mesure qui nécessiterait un concert d'opérations. Il voulait se tenir en dehors et répugnait à avancer dans le Piémont, de crainte d'être en retard pour protéger le Milanais; l'ombre seule du danger pour cet état le touchant bien plus que tous nos malheurs réels.

Des reconnaissances furent faites par le général Winkheim et colonel Simbschen vers Gavi, la Bocchetta, dans le but de prévenir les Français s'ils avançaient de ce côté. Mais on ne fit aucun mouvement.

D'Argenteau avait fait le projet d'une attaque générale. De-Vins, tout en l'approuvant, ne voulut pas demander la coopération indispensable des

(1) Revel à Hauteville, 18 mai.

6/m. Autrichiens, ni permettre que le corps de Colli tentât une attaque sérieuse en s'éloignant de la position qu'il occupait à Villafaletto, et on en fit rien.

Quelques troupes autrichiennes avaient été portées au Cairo, mais on les avait ensuite repliées sur Dego pour prendre une position plus militaire. Tilly prit occasion de ce mouvement pour réclamer contre la connivence du Gouvernement génois qui permettait pareille concentration de troupes sur ses frontières, demandant que le Sénat mît Savone en état de défense, déclarant que la convention saurait le faire elle-même, plutôt que de laisser cette place livrée aux austro-sardes. Le ministre génois Assareto adressa à son tour une note au Gouvernement du Roi pour demander des explications. Comme les faits qui avaient motivé ces notes étaient l'ouvrage des Autrichiens, d'Hauteville les fit remettre par Revel à l'Archiduc pour combiner la réponse. Ce n'est pas qu'on ne pût se récrier avec toute justice contre pareille interpellation d'un Gouvernement qui laissait son pays et ses ressources à la disposition de l'ennemi, mais comme ces explications pouvaient n'avoir pour but que de s'éclaircir sur les projets des austro-sardes sur Savone, projet que le Gouvernement du Roi poussait fortement, il fallait concerter la réponse.

L'archiduc avait quitté Alexandrie quand Revel reçut ces notes. Avant de suivre le prince, il crut bien d'en parler à Wallis; celui-ci voulait d'abord que l'on déclarât aux Génois que c'était aux Autrichiens qu'il fallait demander des explications, ne comprenant pas que la dignité du Roi excluait pareille défaite.

« Je montrai au général le mémoire que vous m'avez envoyé sur la po-
» sition que les troupes du Roi prennent, et le mouvement que S. M.
» souhaiterait que les Autrichiens fissent pour couvrir le Mondovi. Lorsque
» le général en fut venu à cet article, il dit avec vivacité : qu'est-ce que
» cela nous fait à nous qu'on pille le Mondovi? Je ne puis consentir à
» faire avancer les troupes; si monseigneur l'Archiduc me l'ordonne, il en
» sera responsable envers l'Empereur. Ce que j'ai l'honneur de vous rap-
» porter, vous confirmera ce que je vous ai mandé précédemment des
» desseins et intentions des Autrichiens. Je suis persuadé qu'ils ne veulent
» approcher aucune troupe assez près de l'ennemi, pour qu'elle puisse
» avoir à faire avec lui séparément, et que si les Français s'approchent

» des points où ils ont un ou deux bataillons, ces troupes se replieront » certainement. Dans plusieurs entretiens dont S. A. R. m'a honoré, j'ai » insisté sur la convenance réciproque d'un concert, dont l'utilité ou plu- » tôt la nécessité est évidente ; mais il ne faut pas se dissimuler que nous » partons de principes différens, et que c'est la raison pour laquelle » nous ne nous rencontrons pas sur le mode d'effectuer ce concert. Les » Autrichiens posent pour base que les alpes sont perdues, que ce n'est » conséquemment plus là qu'il faut tenter d'arrêter les Français, mais » dans la plaine. Les ravages qu'ils y feront les touchent peu. Ils disent » en eux-mêmes que les Piémontais les empêchent s'ils peuvent, et eux » ne veulent pas risquer un faux mouvement, de perdre des hommes, ni » s'assujettir à une plus forte dépense pour s'opposer à des incursions qui » ne les atteignent point. Nous voudrions de notre côté empêcher ces » désastres, et nous craignons avec raison d'être battus en détail. La con- » duite des Autrichiens prouve que nous devons nous soumettre au triste » parti de laisser ravager nos frontières, et dévaster une partie de nos » plaines, jusqu'à ce que la cour de Vienne ait adopté des principes plus » humains, plus amicaux, et plus conformes au principe de la coalition. » L'Archiduc pense que les Français n'entreprendront rien de sérieux en » Piémont avant le mois d'août, que leur objet n'est pas de s'y établir, » mais de tenter de le mettre en insurrection, et que la campagne sera » très-insignifiante de ce côté (1) ».

Revel usait une réserve extrême vis-à-vis de Wallis, malgré qu'il fût indigné de l'égoïste indifférence des Autrichiens. Ayant reconnu qu'ils étaient jaloux des démarches faites par Trevor, Elliot et Drake en faveur du Roi, il conseilla plus de retenue et de s'en rapporter à l'action du ministre anglais à Vienne. L'archiduc en effet répondait toujours aux insistances des agents anglais en leur reprochant d'avoir irrité inutilement les Génois, et de ne pas maintenir avec rigueur le blocus de leur port.

La prise de Bastia et par suite de la Corse, laissant la flotte anglaise libre d'agir, Revel envoya un projet de note à lord Hood pour combiner le mouvement sur Savone, car il n'y avait pas d'espoir de décider les Autrichiens à agir sur Nice. La neutralité génoise n'était que nuisible aux

(1) Revel à Hauteville, 31 mai.

alliés, du moment qu'elle n'arrêtait pas les Français dans leurs plans de campagne. Il demanda aussi des éclaircissemens sur une convention réglant nos obligations envers les Autrichiens, que le chef d'état-major de Wallis citait depuis quelque temps, et il reçut le lendemain (2 juin) en réponse une copie de la convention signée le 23 mai à Bruxelles par le marquis d'Albarey, connue depuis sous le nom de couvention de Valencienne, « sa » teneur se ressent de l'urgence des circonstances qui nous a fait entrer » dans une pareille mesure, et je la considère comme peu propre à nous » tirer de notre situation actuelle par rapport au secours que nous pou- » vons attendre et désirer des troupes impériales. Elle est absolument cal- » quée sur les vues que vous connaissez à l'Archiduc et au général Wal- » lis, et ne paraît guères servir qu'à nous obliger de nous y prêter. » Cependant, comme il y est dit que l'archiduc sera autorisé de traiter » dorénavant directement avec le Roi, et concerter ce qui regardera son » exécution, et les modifications ou explications à y donner, ainsi que les » combinaisons des opérations, nous pourrons peut-être encore en tirer » parti en négociant là-dessus avec l'Archiduc (1) ».

La même estafette portait une note relative au désir du Roi que les impériaux qui étaient à Cherasco et aux environs du Cairo fissent quelque mouvement pour tenir en respect l'ennemi qui semblait menacer Cève et les retranchemens de Faia et Baion; et si ces retranchemens étaient malheureusement forcés, que les impériaux protégeassent la retraite des austro-sardes qui les occupaient sur Mondovi ou à Cherasco, ou par Dego si les deux premières retraites étaient coupées. Ce secours était assez pressant et il était à désirer qu'on s'entendît avec le colonel Humbourg qui commandait les retranchemens, et avec le général d'Argenteau qui se trouvait à Mondovi pour maintenir les communications de cette place avec Cève et Coni.

Le Roi tout en ne supposant pas probable que l'Archiduc et Wallis adhérassent à pareille demande, avait cru cependant devoir la tenter dans l'espoir que Revel réussirait peut-être à les y faire consentir, et il lui faisait communiquer la nouvelle reçue d'une victoire des alliés sur Pichegru le 22 mai entre Tournay et Courtray afin de mettre Wallis de bonne humeur.

(1) D'Hauteville à Revel, 2 juin.

Digitized by Google

On obtint des promesses de secours si l'on était attaqué, ce qui n'arriva pas fort heureusement. D'ailleurs la quantité de neige tombée sur les montagnes vers Saluces et Pignerol rassurant de ce côté, le général Colli était resté pour quelques jours avec son corps à Bourg St-Dalmas.

D'après les ordres du Roi, à peine présentée la demande à Wallis, Revel se rendit à Turin pour concerter avec d'Hauteville, Trevor et Drake sur les mesures à prendre, et les démarches à faire par suite de la convention de Valenciennes (1).

La position de la Sardaigne n'avait été nullement améliorée par cette convention. Elle ne rendait ni plus certaine ni plus efficace la coopération des troupes impériales qui restait étroite et limitée comme auparavant. En effet les Autrichiens après la convention ne firent que ce qu'ils avaient déjà fait avant dans leurs intérêts et pour garantir le Milanais. Le surplus était à la merci de l'Empereur et dépendait de notre condescendance à ses vues. L'alternative du premier article était illusoire et dangereuse, car si l'on optait pour le premier membre on ouvrait la voie à la perte d'une

(1) **Convention de Valenciennes, 23 mai 1794.**

1. Pour le cas où, ainsi qu'il est à espérer, le Ciel bénira les armes des deux Cours, LL. MM. impériale et sarde ont adopté comme principe irrévocable: que de toutes les conquêtes que du côté de l'Italie l'on ferait sur la France, et que l'on conserverait à la paix, il serait fait deux parts égales, et que la valeur de celle qui reviendrait à l'Empereur sera compensée par la rétrocession que lui fera le Roi d'une partie des districts successivement démembrés du Milanais,

ou bien:

que sans exception toute conquête quelconque qu'on ferait sur la France du côté de l'Italie sera restituée à la paix, mais qu'on exigera en échange une somme d'argent proportionnée à payer par la France pour indemnité des frais de la guerre du côté de l'Italie, et que cette somme tournera au profit des deux Cours par parties égales.

2. D'ici jusqu'à la fin du mois d'août au plus tard, les deux Cours se décideront définitivement pour l'un ou l'autre membre de l'alternative ci-dessus énoncée, et que les deux Hautes Parties contractantes reconnaissent dès à présent et déclarent solennellement devoir servir de base immuable à la présente convention; les deux Cours se concerteront également dans le même intervalle sur une méthode juste et équitable, d'après laquelle on évaluerait les conquêtes qu'on ferait et conserverait du côté de la France, afin d'y proportionner les rétrocessions à faire par S. M. sarde du côté du Milanais.

Digitized by Google

des meilleures parties des états du Roi; pendant que « la nature et l'expé-
» rience démontrent que la base de la puissance du Roi est en deça des
» Alpes, que tout ce qui est au-delà est précaire, nous serait bientôt
» arraché, ou nous mettrait absolument dans la dépendance de la France.
» Ce principe de rétrocession est extrêmement dangereux, et je pense que
» nous ne devons pas l'admettre (1) ».

Le choix du second laissait les Autrichiens indifférens à ce que nous fussions, non pas conquis, mais pillés et dévastés par les Français, du moment qu'ils n'avaient plus la perspective de recouvrer une partie, ou la totalité des pays détachés du Milanais, et aucune mention spéciale ne réparait à cet inconvénient en stipulant la coopération pour recouvrer les états perdus par le Roi.

Les intérêts du Roi étaient si mal sauvegardés par cette convention qu'il paraissait presque mieux de courir les chances de la rétrocession, rendue plus qu'illusoire par la face des choses, quitte à s'arrêter au milieu des conquêtes et à en rendre impossibles d'autres par les 20/m. hommes qu'on aurait dû fournir à l'Angleterre. On aurait pu espérer par là une coopération plus active de la part de l'Autriche.

Nos troupes étaient commandées par des généraux autrichiens, et la convention n'assurait pas même un concert réel d'opérations en plaçant toutes les forces impériales sous les ordres absolus du général en chef autrichien proposé par l'Empereur et agréé par le Roi. L'Archiduc était toujours là pour contre-carrer tout.

La convention n'avait donc fait que consacrer les principes des Autrichiens sur la conduite de la guerre si contraires à nos intérêts. Elle ne conciliait rien, elle nous livrait.

Revel ne conseillait pas le refus de ratification qui aurait pu inspirer à la cour de Vienne des mesures violentes qui risqueraient de tout perdre ou d'obliger à souscrire à des conditions plus onéreuses encore. Si l'on eût été au mois d'octobre le cas aurait été différent. Mais il fallait se tourner vers l'Angleterre qui se montrait mécontente de cette convention, et désirait que la guerre fût poursuivie avec vigueur. De cette Puissance seule on pouvait espérer une conciliation des intérêts en opposition. L'Angleterre

(1) Revel de Milan 15 juin au comte Front à Londres.

pouvait forcer l'Autriche à faire les mêmes efforts qu'elle-même et la Sardaigne pour continuer la guerre, sans y mettre ce pacte odieux et immoral d'acquérir de nos provinces. Si l'Autriche ne renonçait pas à la convoitise le rapprochement entr'elle et nous était impossible.

Revel conclut son rapport à d'Hauteville par la considération « que la » convention étant faite et n'étant pas possible d'en refuser la ratification, » il convient de s'en montrer satisfait et de le témoigner à l'Archiduc le » plutôt possible, et tâcher de connaître les intentions et le sens qu'il donne » à l'article 6 sur le commandemet des troupes ».

Ce fut dans ce but que Revel, après avoir conféré avec d'Hauteville et les ministres anglais et pris les ordres du Roi, se rendit le 12 juin à Milan auprès de l'Archiduc. Ce Prince se montra satisfait des expressions du Roi, mais il s'excusa sur la non venue du courrier porteur des ordres relatifs à la convention, pour ne pas donner encore des dispositions décisives. Cependant Wallis alla à Asti et fit avancer des troupes sur le Belbo pour couvrir en cas de besoin la retraite de d'Argenteau. « Il y a bien de » la mauvaise volonté envers nous, écrivait Revel. La jalousie, le dédain, » la haine même des Autrichiens pour nous sont indubitables; malgré cela » ils défendront le Piémont parce que c'est la barrière de la Lombardie, » et qu'ils espèrent nous accrocher quelque particule de nos provinces ».

Pour engager l'Archiduc à faire quelque chose, Revel laissa échapper quelques phrases qui pouvaient l'induire à juger que le Roi se déciderait pour la première alternative. Il se négociait à pareille époque une alliance avec Rome et Naples. L'Archiduc demandait de l'argent à la première et des troupes au Roi de Naples, s'en réservant la direction. Monseigneur Albani et un envoyé de Naples étaient à Milan pour concerter la défense. La pertinacité des Autrichiens à ne rien faire était désespérante, l'Archiduc y ajouta bientôt la prétention que le Roi se décidât avant l'époque fixée sur l'alternative, et il fallut s'y résigner, car monsieur Thugul parlait déjà d'en laisser le choix à l'Empereur. Le courrier Calcina passait le 15 a Milan portant la ratification de la convention et la décision du Roi. S. M. choisit la seconde alternative; cela contraria les vues ambitieuses de la Cour de Vienne. Jusque là les ordres n'étaient pas arrivés à l'Archiduc, le général en chef n'était pas désigné, et Wallis restait immobile pour ne pas compromettre ses troupes.

Digitized by Google

Dans une lettre du 15 d'Hauteville disait à Revel « Le Roi a écrit à » l'Archiduc pour lui représenter que l'ennemi se prépare à attaquer non » seulement du côté de Coni passant par le Col de Tende et par le côté » de Ceva et Mondovi, mais encore par la vallée de Sture et les autres. » Il lui demande s'il est disposé à le secourir. Dans ce cas il laissera les » troupes dans leurs positions actuelles, mais que sans l'appui des Autri- » chiens, il sera forcé de les concentrer pour garantir Turin; abandonnant » les places à leurs ressources, et le plat pays à la merci des Français. » Le ministre Gherardini, ministre d'Autriche, fit connaître à d'Hauteville » que l'Empereur et monsieur de Thugul désiraient fort que monsieur » d'Albarey restât à Vienne pour les négociations subséquentes à la con- » vention. À ce propos Revel écrivait « On aime à jouer avec ceux à qui » l'on gagne ».

De-Vins ranimé par l'espoir du commandement en chef, s'était annoncé rétabli, il écrivait à l'Archiduc lui envoyant son aide-de-camp le major Marquette, et alla lui-même le rencontrer à Asti le 30. L'entrevue ne fut satisfaisante pour aucun des deux; De-Vins indisposa l'Archiduc par ses propos altiers, et se plaignit à son tour d'être mené par le nez par le Prince. En conséquence il envoya directement un long rapport à l'Empereur sur l'état des affaires, et se remit à préparer un plan pendant que l'Archiduc disait toujours d'attendre des ordres.

Revel s'expliqua ouvertement avec l'Archiduc sur ce retard à exécuter les clauses de la convention, et sur les conséquences funestes que cela pouvait avoir; le Roi écrivit aussi pour réclamer la délimitation de la ligne à défendre selon le principe de la convention. Tout cela fut inutile. L'Autriche pour agir voulait une compensation ou acquisitions territoriales, et n'osant pas les demander, elle attendait que le Roi fût réduit à l'extrémité de les offrir. Le cas actuel n'avait aucune parité avec ceux que la Cour de Vienne alléguait secrètement pour justifier ses vues. Outre les droits que Charles Emmanuel III avait sur le Milanais, les cessions dont il s'était contenté avaient été le prix de son alliance qu'il n'avait engagée par aucune promesse antérieure, au lieu que dans celui-ci la Cour de Vienne avait précédemment garanti au Roi l'intégrité de ses états afin qu'il entrât dans la coalition.

Digitized by Google

CHAPITRE X.

Retraite de St-André.— Revel colonel de Nice.— Inaction des Français par suite du 9 thermidor.— Revel auprès de l'Archiduc. — Attaque des Français sur Dego et leur retraite pour occuper la rivière de Ponent. — Quartier d'hiver.

Revel allait de temps en temps à Rivalta voir son père qui s'y était retiré pour soigner sa santé et ne plus faire ombrage à De-Vins depuis que ce général avait repris la direction de l'armée.

St-André avait fortement conseillé la concentration vers Saluces. La convention de Valenciennes l'avait chagriné. Ne pouvant soutenir l'arrogance autrichienne, il s'était retiré à Rivalta. Avec plus de patience pour répéter les mêmes demandes et recevoir les mêmes réponses, Revel n'en désirait pas moins de reprendre un poste actif dans l'armée. Il comprenait qu'il n'y avait moyen de rien obtenir. Aussi demanda-t-il le régiment de Nice, sans colonel, avec le lieutenant colonel prisonnier de guerre, et qu'il pourrait commander intérinalement; ou les grenadiers que commandait le marquis Della Chiusa promu général, ou enfin d'aller comme volontaire auprès du général d'Argenteau qui le verrait avec plaisir. Les effets de sa mission étant nuls politiquement, quant aux fournitures un commissaire quelconque ferait également.

Le Roi lui donna (27 juillet) le commandement provisoire du régiment de Nice qui était sans colonel et dont le lieutenant colonel était prisonnier. Ce régiment était alors commandé par le major baron Grimaldi plus ancien de beaucoup que Revel, mais qui ayant été interpellé auparavant par Revel et par le ministre ne fit aucune difficulté à servir sous ses ordres.

Le 9 août suivant il fut nommé colonel effectif de Nice. Ce régiment était dans la vallée de Luserne. Revel s'arrêta quelques jours à Turin où il rédigea une note au comte de Front notre ministre à Londres pour expliquer l'importance malheureuse de la convention de Valenciennes et engager l'Angleterre à obtenir pour nous un secours plus efficace et un concert dans les opérations de la part de l'Autriche; il fit aussi par ordre de d'Hauteville un projet de convention à substituer à la première. Après cela il se rendit à Villar Luserne prendre le commandement de son régiment.

Le général Zimmermann commandait les troupes dans cette partie. Ayant déjà fait la guerre, et conservant une vigilance et une activité étonnante à son âge, il avait tâché de disposer de son mieux les troupes sans se dissimuler la faiblesse de sa position, et son infériorité de nombre.

De-Vins lui avait donné l'ordre d'attaquer le col Barrau, que Revel dans ses reconnaissances avait déclaré être un autre Tuesch par son assiète et sa conformation, mais plus fortifié et d'un accès plus difficile. Zimmermann ne voulait pas sacrifier ses troupes pour un but qui n'en valait pas la peine. Mirabouc devait forcément être évacué en hiver à moins que les Français ne descendissent la vallée en force, et on savait positivement qu'ils l'avaient miné pour le faire sauter en cas d'attaque supérieure.

Le 10 juin dans le Val d'Aoste, le duc de Montferrat avait fait attaquer les retranchemens dits du prince Thomas par Revel aîné avec les régimens de Suse et Verceil. Les Français en furent chassés ainsi que du poste de la Thuile où Revel aîné avait poursuivi vigoureusement l'attaque. Le même jour les Français attaquèrent le col du Mont à la tête de Val Grisanche, et furent bravement repoussés par le chevalier Miradot à la tête de son régiment de Novare et chevalier Power major dans la Marine. Après ces combats le duc de Chablais porta son quartier général de St-Didier à Morgex. L'ennemi ne tenait plus de ce côté que les postes de la Goulette, de Pont Serraut, et la sommité du petit St-Bernard. Le 12 le duc de Chablais étant allé visiter la Thuile avec ses deux frères, le duc de Genevois et le comte de Maurienne, les Français canonnèrent de la Goulette sans faire d'autres mouvemens. Il paraissaient se concentrer dans le Briançonnais et le Haut Dauphiné.

Ce rallentissement général des attaques de l'ennemi s'expliqua plus tard. La chute de Robespierre (28 juillet) avait arrêté tout mouvement. Les généraux français, indécis après un pareil changement sur la marche à suivre, voulurent se limiter à la défensive. C'est ainsi qu'après plusieurs mouvemens offensifs, et une grande démonstration d'attaque le 8 et 9 août, on vit le 10 les avant-postes ennemis se replier tout à coup et suivre le mouvement rétrograde sur le col de Tende.

Colli s'attendait au lieu de cela à une attaque, et il écrivait de Bourg St-Dalmas à Revel qui était à Villars « J'ai profité un moment de la re-» traite de l'ennemi, qui fut imprévue, en le poussant avec vivacité. On

» lui tua quelque monde, on fit une centaine de prisonniers qui serviront » à nous acquitter en partie de la dette que nous avons contractée. L'ennemi » s'est retranché au col, qui est pour moi les colonnes d'Hercule, que je » ne saurais franchir tout seul. On m'annonce le retour de la cavalerie à » Tende, des renforts et 30 pièces de canons. L'orage n'est pas entièrement » dissipé (1).

Ce même général écrivait le 4 septembre au comte d'Hauteville pour lui présenter la gravité de la situation, et l'engager à détromper le Roi de perdre son autorité si toutes les troupes obéissaient à un seul général. Il témoignait ses regrets que le physique de S. M. ne répondît pas à son intelligence pour prendre lui le commandement, mais que cela ne pouvant pas être, et le général De-Vins ne devant plus être le chef, il en fallait un qui fût en grâce de l'Archiduc. En un mot il voulait que l'on plaça les troupes sardes à la disposition de l'Archiduc. Ce Prince persistait dans son immobilité. L'Angleterre accrédita auprès de lui monsieur Drake, et le Roi faisant appeler le 11 septembre Revel à Turin, le chargea d'y aller aussi pour soutenir les intérêts et les vues du gouvernement sarde, et tâcher de concerter quelque opération de guerre, surtout après les variations survenues aux frontières. S. M. priait l'Archiduc de mettre Revel à même de lui rendre compte de ses sentimens et de ses dispositions sur les objets qu'il lui représenterait. Il devait aussi faire comprendre à l'Archiduc que quoique les plaintes présentées encore dernièrement par Gênes fussent relatives aux Autrichiens, c'était au Souverain du pays sur lequel elles étaient à répondre.

Revel quitta à regret son régiment, vint prendre les ordres du Roi et se rendit à Alexandrie. Il informa d'abord ce Prince des raisons qui empêchaient de dégarnir les vallées pour envoyer des renforts à Mondovi et Ceva, comme le désirait l'Archiduc pour le cas d'une retraite des Autrichiens du camp de Morozzo. Il glissa sur la question de Gênes n'acceptant pas la réponse que le Prince voulait dicter « Je passai à un sujet plus im- » portant; les opérations qu'on se propose, et la part que les troupes du » Roi y auraient. Il me serait impossible de tirer une conclusion déter- » minée des vues de S. A. R.; tout ce que j'ai pu connaître c'est qu'elle

(1) Colli de Bourg St-Balmas à Revel au Villar 30 août.

» a fait des démarches pour sonder les sentimens du gouvernement génois » sur l'admission d'une garnison autrichienne dans Savone. Quant aux » opérations de nos troupes l'Archiduc s'est borné constamment à témoigner » le désir que nous renforcions aussitôt que possible les généraux Colli » et d'Argentau. Il ne m'a jamais donné à connaître qu'il ait un plan, » dont aucune coopération de notre part fasse partie. Le système à cet » égard ne me paraît point changé depuis deux mois et demi (1) ». L'Archiduc voulait se porter sur la rivière pour couper les Français d'avec Gênes, du moins il reconnaissait l'importance de la chose, mais il disait manquer des bâtimens légers pour coopérer sur la côte. « Il craint de » marcher sur Final et Savone, et il sent qu'il y sera obligé. Dieu veuille » que ce ne soit lorsqu'il sera tard (1) ».

Les Français levant le camp d'Albenga le 16 septembre s'étaient avancés à Final pour se porter à St-Jacques pendant que d'autres colonnes avaient pris la direction de Biestro, d'Argenteau alla à Ceva avec son corps, et fut relevé par deux bataillons autrichiens.

Revel qui devait aller à Gênes pour conférer avec l'amiral Hood suspendit son départ en apprenant ces mouvemens (2). « Camerana fait rapport au » gouverneur que les Autrichiens ont replié tous leurs postes en avant de » Ferania, ce mouvement rétrograde ne me ferait aucune impression, s'il » ne montrait que les Autrichiens ont choisi leur terrain pour combattre » réunis, et que si, comme il est à croire, les vues des Français se portent » sur Ceva, ils se laisseront amuser au Cairo par une troupe peu nombreuse, » tandis que l'ennemi attaquera sérieusement les retranchemens de Ceva. » Le colonel Simbschen favori de l'Archiduc est allé vers Cairo avec » Wallis » (3). Cela parut en effet secouer un peu Wallis, qui se rendit au Cairo. Ses troupes occupaient Altare, Mallare, Carcare, Pallare et Cairo. Elles furent attaquées par les Français.

« J'étais hier matin pour trouver les Autrichiens, marchant à extimation, » les guides n'ayant pas voulu me suivre, lorsque je rencontrai le général » Wallis. Il me dit que les Français l'avaient attaqué la veille avec beaucoup

(1) Revel à d'Hauteville 18 septembre d'Alexandrie.
(2) Revel à d'Hauteville 21 septembre d'Alexandrie.
(3) Id. id. 23 id.

» d'effronterie; que leurs attaques tumultueuses et morcelées ne seraient pas » dangereuses dans un autre terrain; qu'il n'avait pas gardé sa position, » quoique bonne en elle-même, à cause que les Français, faisant des pointes » à droite et à gauche, ils pouvaient par les hauteurs dont ils étaient » maîtres, se porter sur sa communication avec Acqui; que dans ce cas » chaque convoi occasionnerait des combats perpétuels et des fatigues » extraordinaires avant que d'arriver à son camp; qu'il retournait pour » examiner le terrain plus favorable aux environs d'Acqui. Je suivis le » général curieux de voir le camp qu'il choisirait pour en tirer la consé- » quence s'il avait l'intention qu'il donnait à entendre de tenir ici.

» La droite des Autrichiens est appuyée au village de Terzò, où il n'y » a ni canons ni retranchemens, de sorte que si les Français mènent des » canons sur les hauteurs qui les dominent, les Autrichiens en seraient » certainement délogés. 2 bataillons campent sur la rive gauche de la » Bormida vis-à-vis le confluent de l'Erro; leur gauche est en l'air, la » rivière étant guéable presque partout. Le reste des troupes est campé » en arrière sur un terrain un peu avantageux, dans le bassin d'Acqui, » à un tiers de mille en avant de la ville. Plusieurs données déterminées » me persuadent que cette position n'est qu'occasionelle. Le camp n'étant » pas placé sur les hauteurs environnantes, si les Français avancent, ils » peuvent s'en rendre maîtres sans obstacle. Le motif qui a déterminé le » général Wallis à se replier subsistera dans toute sa force, et le raison- » nement ne montre point jusqu'où les Français le mèneraient s'il prend » le parti de rétrograder toutes les fois que l'ennemi se montre sur ses » flancs, au lieu de lui tomber dessus le trouvant inférieur au total et » affaibli par la grande extension de terrain qu'il embrasse (1) ». En effet les Autrichiens attaqués dans leurs positions par les Français le 20 s'étaient retirés en toute hâte sur Dego, où ils avaient pris position; mais le lendemain 21 l'ennemi continua son attaque sur trois colonnes par Rocchetta-Cairo, les hauteurs de Dego; et celles de Brovida.

Les Autrichiens résistèrent d'abord, mais menacés par la colonne de Brovida d'être coupés dans leur retraite par Piana sur Acqui, ils commencèrent leur retraite à la tombée de la nuit sur Piana, Spigno et Acqui.

(1) Revel à d'Hauteville 23 septembre.

Digitized by Google

C'est dans cette retraite que Revel avait rencontré Wallis. La perte des Autrichiens assez faible le 20, avait été plus forte le 21.

Les Français trouvèrent à Dego des provisions de farines qu'ils transportèrent à Cairo et Loano, distribuant aux habitans ce qu'ils ne purent pas emporter.

Le conseil comunal de Dego s'était présenté au général Dumerbion et aux représentans du peuple Albit et Salicetti avec les clefs sur un plat d'étain, demandant la vie et biens saufs. Albit jeta le tout par terre disant qu'on offrait le cœur à la république, les clefs étaient pour les tyrans. Cédant aux supplications cependant, ils promirent que tout serait respecté et il le fut. On croyait que les Français continueraient leurs attaques et marcheraient sur Ceva. Wallis avait déjà fait filer ses pièces de position sur Alexandrie. Mais le 24 matin l'ennemi se replia sur Cairo après avoir brûlé tout ce qui restait de magasins à Dego et dévalisé toutes les maisons, et il en fit de même à Cairo, d'où il se retira le même jour par Altare sur Savone, protégeant sa retraite par un corps placé à Montenotte. De cette manière les Français déjouèrent tous les plans futurs des Autrichiens, et furent les premiers à s'emparer de Savone, Final et Vado.

« J'ai trouvé si peu de cette ardeur, écrivait Revel, dont l'Archiduc me » parlait tant, que je n'espère pas de ses coups de vigueur que la pru- » dence même montre comme seuls propres à nous tirer d'une crise, qui » ne serait qu'une occasion favorable de faire repentir les Français d'avoir » tenté une entreprise au-dessus de leurs moyens, et de sauver par là, » non seulement une partie du Piémont, mais encore toute la république » de Gênes, maintenant à la merci des Français ».

Revel conseillait dans un péril si extrême, de suivre la proposition faite par Colli de demander le prince de Hohenlohe pour généralissime des austro-sardes en Italie.

Il n'y avait plus rien à espérer pour le moment de l'Archiduc et de Wallis. Ils avaient déclaré n'être pas en force pour tenter quelque chose sur la rivière, et refusé d'envoyer une garnison à Gênes dans le cas où l'on déciderait cette république à se prononcer pour les alliés; je ne sacrifierai pas le duc de Milan pour sauver le doge de Gênes, avait dit l'Archiduc, et il demandait qu'on fournît les quartiers d'hiver à ses troupes.

Le 28 septembre il répondit par une note à la lettre du Roi, dans

laquelle il disait que son corps devait avant tout pourvoir à la sûreté du Milanais et ne pas s'éparpiller. Il mettait en avant sa complaisance d'avoir dans le temps envoyé les deux bataillons Reisky à Moncalieri, d'avoir formé le camp de Morozzo et renforcé Mondovi par les mêmes bataillons Reisky.

Que la concentration des Français sur leur droite l'avait obligé à concentrer ses troupes, et qu'il prévoyait ne pouvoir plus en détacher, afin d'assurer préalablement la Lombardie. Qu'on en fit de même en appelant les troupes inutiles à Aoste et Suse.

Que selon la convention tout et quant de fois les provinces de S. M. I. seraient entièrement assurées préalablement de toute attaque possible, on serait toujours empressé de venir au secours des places fortes si elles étaient effectivement attaquées, de concerter une opération en cas d'invasion de l'ennemi dans les plaines du Piémont, et qu'on n'abandonnerait la défense de la vallée de la Bormida et des places d'Alexandrie et Tortone, que dans le cas où on dût penser à la sûreté de la Lombardie.

C'était interpréter la convention dans le sens le plus judaïque et égoïste, et encore ne s'y tenait-on pas, comme le prouvait la réponse faite par Revel à la note, car l'article V portait que le Roi garderait spécialement les Alpes, et malgré les réclamations des généraux autrichiens qui commandaient les troupes du Roi, l'Archiduc n'avait jamais adhéré à prendre les positions indiquées;

Qu'on n'avait fait aucune opération pour arrêter les progrès de l'ennemi;

Que le Roi avait vainement demandé la réunion des troupes sous un même général comme c'était stipulé;

Que l'armée autrichienne ne gardant que la partie qui lui était assignée, et ne laissant pas les troupes de Ceva et Mondovi libres de secourir les autres points menacés, aurait pu du moins assurer une réserve, ou mettre la capitale à l'abri des courses de l'ennemi, ce à quoi on ne voulait pas même se prêter;

Que le général Cantù, commandant les deux bataillons Reisky envoyés à Moncalieri d'abord et à Mondovi plus tard, avait l'ordre de ne pas pousser plus loin sous aucun prétexte malgré le danger que pouvait courir la famille royale dans le premier cas, nos troupes dans le second. De même le général Winkheim commandant les 6 bataillons à Morozzo devait rester témoin des événemens;

Digitized by Google

Qu'attendre l'ennemi dans la plaine c'était le renforcer et s'affaiblir soi-même;

Que le Roi, après avoir fait tous les sacrifices, et mis autant de bonne volonté que de sincérité dans ses transactions avec la Cour de Vienne, se voyait privé de tout concours efficace, et livré à l'incertitude et à l'abandon malgré qu'il eût confié la direction de ses troupes à des généraux autrichiens;

Que si l'on craignait de se compromettre en agissant d'accord avec les troupes du Roi, ce serait bien pire lorsque celles-ci auraient été écrasées, et le Piémont envahi;

Que la journée du 21 n'eût pas eu des conséquences si dangereuses si le général d'Argenteau, prévenu et instruit des mouvemens du corps impérial, les eût secondé avec son corps et le régiment Reisky;

Que défendre le Piémont était incontestablement la manière la plus sûre et la meilleure de préserver les états de l'Empereur, et qu'on ne devait pas faire de distinctions entre la défense de la Lombardie et celle du Piémont;

Que le Roi avait soutenu le choc révolutionnaire pendant dix-huit mois sans perdre du terrain, que la violation seule du territoire génois avait rompu sa défense, et que c'était ce même territoire génois si riche et fertile qu'il fallait empêcher les Français d'occuper entièrement.

Monsieur Drake insistait de son côté sans plus de succès.

L'Archiduc témoignait beaucoup d'amitié à Revel, mais il s'excusait toujours sur le manque d'instructions, et quand il se trouvait un peu pressé sur les opérations de la guerre il disait qu'il en parlerait à Wallis, et celui-ci déclarait n'être pas assez fort pour tenter un grand mouvement, qu'il lui fallait des renforts, et ne voulut jamais discuter une opération où les troupes sardes agiraient sérieusement de concert avec lui.

Revel comprenant qu'on n'obtiendrait rien, ne voulut pas au moins indisposer l'Archiduc et nuir aux négociations qui se traitaient à Vienne. Il eut soin d'écarter toute récrimination et sujet désagréable pour ranimer sa bonne volonté et le bien disposer au moins pour l'année suivante puisqu'il n'y avait plus rien à faire pour la présente.

Au commencement d'octobre il prit congé de l'Archiduc.

Le Roi approuva complètement sa conduite, et d'Hauteville se fit rédiger une note à notre ministre à Vienne, où les griefs du Roi étaient longuement exposés et motivés, après quoi Revel retourna avec bonheur à son

Digitized by Google

régiment. Il n'y eut aucune affaire de ce côté là, et le 16 novembre le régiment entra en quartiers d'hiver à Pignerol, repos qui lui était bien dû. Revel s'occupa pendant l'hiver à exercer les troupes, compléter les rangs moyennant, les volontaires, des levées dans la province de Coni, et un certain nombre des miliciens du comté. Pour ces derniers on en avait extrait au sort un certain nombre par compagnie et on les avait fait entrer dans les régimens provinciaux avec l'obligation d'une année de service. On leur donnait 12 francs pour un an, 30 francs s'ils s'engageaient pour toute la durée de la guerre. Il obtint aussi de pouvoir engager des volontaires jusqu'à la reprise de Nice.

Les officiers du régiment de Nice avaient souffert plus que les autres en perdant leur patrie; émigrés, sans ressources, aucun d'eux n'avait quitté le service, ces circonstances étaient désavantageuses pour l'avancement et leurs ressources; ce fut un des soins de Revel d'obtenir des mouvemens dans les officiers, et des subsides à ceux qui avaient tout perdu.

Les troupes de ligne étaient sans capote. Afin d'en obtenir pour la compagnie chasseurs de son régiment, Revel avait proposé une prolongation d'autres articles d'habillement pour subvenir à cette fourniture. On distribua des capotes en trop petit nombre et très-lourdes. Il obtint après de nouvelles insistances (11 février) qu'on prolongerait de 8 mois la durée de l'habillement et du chapeau pour la compagnie chasseurs de Nice et qu'on lui distribuerait un *surtout* de toile *coutil* rayé en fil et coton. Ce vêtement bien léger pour guerroyer dans les Alpes était cependant mieux que rien, et n'embarrassait pas dans les marches.

Revel luttait en même temps contre les demandes d'hommes qu'on lui faisait. Pour compléter les régimens d'ordonnance on avait donné ordre aux régimens provinciaux de fournir les hommes nécessaires en les prenant d'abord parmi les volontaires, et en tirant au sort s'il ne s'en offrait pas un nombre suffisant. Comme les provinces étaient obligées de tenir leurs régimens au complet, afin de ne pas nécessiter une nouvelle levée, on leur tenait compte des individus passés à l'ordonnance pour le temps de la guerre, en les calculant toujours en force au régiment provincial d'où ils venaient. Cette mesure cependant fut révoquée pour le régiment de Nice sur les réclamations de Revel, par le motif qu'il ne pouvait même pas se compléter, vu l'occupation de la province par l'ennemi.

Digitized by Google

CHAPITRE XI.

Discussions sur le plan de campagne pour 1795. — De-Vins commandant général. — Son mémoire au Roi. — Revel quartier-maître général du duc d'Aoste. — Formation de ce corps d'armée. — Reconnaissance des vallées du Pô, Lucerne, Chiusone, Exilles et Suse. — Ordre et disposition des troupes. — Affaire de Clavières. — Projet contre le Mont-Cenis. — Disposition pour la défensive. — Quartiers d'hiver.

Une conférence militaire avait été réunie à Milan en février afin de fixer les opérations de guerre pour l'année 1795. Le général Wallis y fit connaître les intentions de l'Autriche d'agir par la gauche se tenant au litoral et s'appuyant aux flottes alliées. Le général baron de la Tour, envoyé par le Roi, demandait qu'on agit au contraire par la droite, en profitant du terrain favorable aux troupes du Roi et en forçant l'ennemi à se retirer par la crainte d'être coupé par les corps qui s'avanceraient par les vallées de Stura, Vraita et autres. La Tour faisait aussi allusion aux obligations contractées par la convention de Valenciennes.

Le général Colli, ne voulant pas se compromettre, énonçait que (1) « la meilleure position à prendre dans le comté de Nice c'est sans contredit » celle de la Roya, appuyée à la mer d'un côté et au Capelet de l'autre, » et que pour l'occuper il me paraît qu'il faudrait 30/m. hommes sans y » comprendre une couple de mille pour garder la côte de la rivière de » Ponent. Quant au nombre de troupes, dont on aurait besoin pour entre- » prendre cette opération, on ne peut que faire une supposition, et si » l'ennemi jusqu'au temps qu'on pourrait tenter quelque chose, ne se ren- » force pas au-delà de ce qu'on présume devoir être dans la rivière du » Ponent, c'est-à-dire environ 20/m. hommes, on pourrait avoir besoin » pour cette opération, de le déloger, à-peu-près 35/m. hommes. Pour ce » qui regarde le plan de conduite à suivre afin d'avoir au moins quelque » espérance de réussite, je suis hors d'état de proposer aucun plan général » d'autant plus que l'armée qui naturellement devra opérer sur la gauche, » ainsi que ses moyens ne me sont pas connus, cependant quelque con- » naissance du local du pays, et comme l'opération de l'armée de la gauche

(1) Observations du général Colli, Milan 17 février.

» ne pourrait parvenir à son but sans la coopération de celle qui devrait » agir sur la droite, laquelle est beaucoup plus éloignée de la mer que » la première, et par conséquent plus d'obstacles à surmonter sur une plus » longue distance, tant sur des crêtes de montagne que dans des vallons, » et que d'ailleurs est obligée de passer par le Col de Tende et passage » d'Ormea, ainsi que par quelques sentiers sur la droite et sur la gauche, » qui sont plus difficiles à passer qu'on ne s'imagine au premier coup » d'œil, il en résulte que ne pouvant pas répondre de surmonter ces diffi- » cultés, cette opération y perdrait une probabilité d'une heureuse issue. » Quant au temps à fixer pour une opération semblable, on ne pourrait, » dans la supposition que la force de l'ennemi ne change pas, vu les neiges » et tous les obstacles pour les préparatifs à faire, fixer l'époque de son » exécution que pour le moi de mai, en s'occupant, en attendant, des » moyens les plus propres pour augmenter les troupes, pour pouvoir agir » selon les circonstances. Quant au moyen de subsistance, pour ce qui re- » garde l'armée de S. M. le roi de Sardaigne, il est à supposer, d'après » les assurances de monsieur le général baron de la Tour, qu'il n'y aura » aucun manquement de ce côté, ignorant les arrangemens qu'on aura pu » prendre à ce sujet, et dont je ne pourrais être informé qu'à mon retour » à Turin ».

Monsieur Trevor, qui était aussi à Milan, observait (1) « à messieurs » les députés que depuis longtemps il a été reconnu que la meilleure, et » peut-être la seule défense de l'Italie, se trouve dans les frontières du » Piémont, et si cet aveu a été vrai de tout temps, il devient doublement » tel dans la guerre actuelle, où il y a à craindre à la fois et l'invasion de » l'ennemi, et la révolte des peuples ».

L'avis autrichien prévalut naturellement, puisque l'Empereur se refusait à laisser diriger la guerre par tout autre que ses généraux. Quant au commandement en chef, après plusieurs tiraillemens, on le donna au général De-Vins, qui s'était retiré en Lombardie pour soigner sa santé. Wallis commandait les Autrichiens, et Colli le corps piémontais destiné à agir offensivement par la partie de la rivière de Gênes occupée par les Français. Son corps devait être de 15/m. fusils et en en réclamant le complet par un mémoire

(1) Réflexion de monsieur Trevor soumise à la conférence de Milan, 14 février.

Digitized by Google

présenté au Roi le 14 mars, il marquait « la grande importance, s'agissant » non seulement d'opposer une barrière à l'ennemi, mais de décider les » alliés à se porter en avant et à entrer en ligne; ce qu'ils ne feraient » jamais s'ils ne se voyaient appuyés par des forces de quelque considération ».

Colli connaissait avec qui il avait à faire (1). « Depuis mon départ de » Turin je fus occupé pendant trois mois à rapiécer ma santé délabrée, » pendant autres trois mois je vécus dans un doute continuel, si l'on » me laisserait tranquille ou si l'on m'enverrait à quelque armée. Je vous » confesse, monsieur, que ce n'est que depuis mon arrivée que je me » crois à moi-même d'être destiné pour le commandement de l'armée » d'Italie. Après un court séjour ici pour prendre des informations néces- » saires, je me rendrai à Milan, où après avoir pris les connaissances » sur tout ce qui concerne le commandement de l'armée, je compte me » rendre par Alexandrie à Turin pour me mettre aux pieds de S. M. le » Roi et recevoir les ordres qu'il jugera nécessaires de me donner ». Ces derniers mots étaient un pur compliment; c'était cependant au Roi que De-Vins devait sa nomination, le cabinet de Turin ayant usé son influence pour écarter Wallis.

Le 24 avril De-Vins présentait au Roi le mémoire suivant:

« Par la connaissance que j'ai prise de la répartition des différens » corps de troupes de V. M. il se trouve qu'il y a:

» Dans le Val d'Aoste 15 bataillons d'infanterie;

» Dans les vallées de Suse, Fenestrelles et du Pô 22 bataillons et » 16 compagnies de troupes légères;

» Dans les vallées de Vraita et Maira 4 bataillons et 14 compagnies » de milices ou troupes légères;

» Depuis la vallée de Stura jusqu'à Dego 47 bataillons et 64 compa- » gnies de milices ou troupes légères;

» Les troupes de S. M. l'Empereur sont actuellement, comme il est » connu, dans les environs d'Alexandrie et d'Acqui.

» Toutes ces différentes troupes sont destinées à empêcher l'ennemi d'en- » trer dans le Piémont par quelque côté que ça puisse être. Mais puisqu'il » n'est pas possible que les ennemis puissent en même temps faire des efforts

(1) De-Vins à d'Hauteville. Mantoue 12 avril.

» égaux sur tous les points, tout à la fois, il s'ensuit de là que les différens » corps ne peuvent aussi être fixés dans les endroits où ils se trouvent actuel- » lement, mais qu'au contraire du moment que l'ennemi s'avisera de vouloir » faire une entreprise d'un côté ou d'autre, il faudra que ces corps respectifs » se prêtent des secours proportionnés aux efforts qu'ils pourraient faire, et » il en résulte aussi que la correspondance devra être continuelle entre tous » les différens corps. C'est pourquoi je prie V. M. de donner les ordres à » tous les corps respectifs de me donner les différens avis qu'ils pourront » recevoir sur les entreprises de l'ennemi pour que je puisse, en conséquence » de ces renseignemens et avis, secourir les postes « qu'on pourrait le plus » menacer ». Il s'entend par là qu'il faudra quelquefois diminuer une partie » pour renforcer l'autre; ce qui pourtant ne se fera certainement jamais » sans une nécessité absolue et démontrée.

» J'ai cru nécessaire de prévenir V. M. de cette nécessité pour qu'au » moment de l'exécution l'on ne soit pas sujet à des difficultés qui ne » pourraient que faire du mal en général à la cause commune, et en par- » ticulier aux états de V. M.

» Je la supplie donc de me faire signifier ses ordres en réponse de ce » très-humble mémoire pour que je puisse agir en conséquence dans les » cas qui pourraient se présenter, afin de ne pas être exposé à des re- » proches qui pourraient m'être faits en particulier, d'un défaut d'intelli- » gence dont il ne pourrait que résulter du mal, ainsi que je l'ai déjà dit, » au bien de la cause commune ».

Sous l'humble apparence de ce mémoire on voit que De-Vins voulait pouvoir à son gré disposer des troupes royales. C'était bien naturel pour un général en chef, mais le mauvais côté de la chose était que les troupes sardes seraient envoyées à renforcer les Autrichiens, mais jamais ceux-ci vers les Sardes.

Il fut décidé que Colli, commandant les troupes royales sur la gauche, serait sous les ordres directs de De-Vins, et que les ducs d'Aoste et de Montferrat, qui commandaient, le premier dans la vallée de Suse et dépendances, le second dans le Val d'Aoste, ne pourraient être affaiblis de force ni changer de position sans le consentement préalable du Roi.

Le 19 mars Revel fut nommé quartier-maître général du duc d'Aoste.

Ce corps était composé de quatre divisions avec la formation suivante:

Digitized by Google

Commandans de division: 1ère général, de Fontanieu; — 2me général, comte Solaro; — 3me général, chevalier de Prale; — 4me général, comte Zimmermann.

Première division — Général de Fontanieu.

Bataillons	Régimens	Commandans
2 VI	Grenadiers	monsieur d'Allemagne
2 VII		monsieur de Champigny
2	Gènevois	chevalier de Chevilly
2	Maurienne	
2	Nice	chevalier de Revel
1	Corps franc	chevalier Patono

Deuxième division — Général comte Solaro.

2	Aoste	chevalier de la Roque, lieut. colonel
2	Ivrée	
2	Zimmermann	
»	Aoste cavalerie	deux escadrons

Troisième division — Général chevalier de Prale.

2	La Reine	chevalier de Pamparà
2	Royal Allemand	

Quatrième division — Général comte Zimmermann.

2	Pignerol	
2	Lombardie	chevalier de Fariglian
1	Corps franc	

Le VI grenadiers était formé par Royal Allemand, Chablais et Gènevois;

Le VII par Maurienne, Ivrée et Pignerol;

L'état major était composé par Revel, chef d'état major; major Savardin; capitaines chevalier Mallon, comte Flechier, chevalier de Roccafort; lieutenans chevalier Zino et chevalier Cacciapiatti.

Le corps d'armée du Val d'Aoste était composé (d'après l'organisation 2 mars) de 2 bataillons des régimens Montferrat, Saluces, La Marine,

Verceil, Suse, Bachman, III grenadiers, en tout 13 bataillons avec 2 compagnies de corps franc, et un peu de cavalerie.

(1) « L'ennemi dans l'année précédente s'est emparé des sommités des » Alpes depuis le Mont-Cénis au Mont-Genèvre. Il n'y a pas à songer à » l'en déloger et le seul but possible est d'arrêter ses progrès.

» Il faut donc prendre une ligne défensive aussi concentrique que pos- » sible, afin de suppléer au petit nombre des troupes par la facilité de les » porter à différens points en cas d'attaque, qui couvre le pays qu'on a » à défendre, et la fortifier autant que possible.

» Ignorant les projets de l'ennemi et les forces auxquelles on aura à » faire, le premier plan doit être de soutenir la communication entre les » places de la Brunette, Exilles et Fenestrelles, et d'en empêcher l'in- » vestissement. Sur la gauche il est facile de se tenir en rapport avec » Saluces en gardant le terrain en avant.

» La droite est la plus exposée, soit par la position de l'ennemi qui » se trouve en force au Mont-Cénis et Mont-Genèvre, soit par la dispo- » sition du terrain qui facilite la descente sur la Brunette par la Nova- » laise, et sur Exilles par les vallées de Césane et Bardonnêche. Fenes- » strelles ferme assez bien la vallée de Pragelas; quant à la vallée de » St-Martin les communications en sont si difficiles, et les chemins tellement » impraticables non seulement pour l'artillerie, mais encore pour des che- » vaux, qu'il n'est pas possible que les Français tentent quelque chose de » sérieux de ce côté là. Je comparerais cette vallée à une vielle femme » qui se garde par sa laideur. Tout ce qu'il y a à faire c'est d'armer et » encourager les habitans, déjà si bien disposés pour la bonne cause, à » se défendre avec vigilance, et les soutenir de quelques soldats pour les » animer et les diriger.

» L'importance des passages dépend du degré de facilité qu'ils offrent. » Tous ceux qui de France viennent dans la vallée du Pô ne sont pra- » ticables que pour des hommes ingambes et habitués à gravir les monta- » gnes. Les cols du Porc et du Frouin sont suffisamment gardés par des sen- » tinelles et de très-petits postes. Celui de Traverselle, moins difficile, l'est » cependant beaucoup; 25 hommes et 100 milices suffisent pour le garder.

(1) Reconnaissances et observations militaires sur les vallées; rapport de Revel au duc d'Aoste.

Digitized by Google

» La montagne du Prà au-dessus du lac de Malconset est le point do-
» minant qui lie la défense des vallées du Pô et de Luserne; pour descendre
» dans la vallée par les Traverselles il faut passer sous son coup de fusil.

» Le col Barrau est la clef de la gauche dans la défense de la vallée
» de Luserne. Seul il suffit pour rendre vaines toutes les tentatives des
» ennemis, supposant naturellement qu'il ne soient pas infiniment supé-
» rieurs aux nôtres et qu'ils ne tentent pas de pénétrer en Piémont par
» la vallée de Luserne, ce qui n'est pas croyable à cause des difficultés
» infiniment plus grandes des communications.

» La force matérielle de ce poste est très-grande. Il suffit de mettre les
» retranchemens déjà existans en état de défense et une attaque de vive
» force avec des troupes même plus que doubles en nombre, sera infailli-
» blement repoussée. Si l'ennemi cherchait, en s'enfonçant dans le vallon
» des Charbonniers, à tourner col Barrau pour nous enduire à l'abandonner
» par la crainte d'être coupé, le commandant qui défend cette position ne
» doit pas s'inquiéter des progrès que ferait l'ennemi qui aurait des marches
» désastreuses par des chemins, si on peut les appeler ainsi, impraticables
» aux bêtes de somme. Il faudrait que l'ennemi fût bien nombreux pour
» oser laisser derrière lui les troupes et milices des cols de Barrau et de
» Prà, et s'engager dans le pays, et dans ce cas même l'espèce de désert
» qui sépare les lieux habités de France et de Piémont rendrait impossible
» de transporter suffisamment de vivres, et la difficulté des subsistances
» serait un obstacle insurmontable à ses progrès et l'obligerait à se
» retirer.

» Si les Français par des efforts extraordinaires réussissaient à subsister,
» et que nos troupes se trouvassent sans vivres, ils pourront toujours se
» retirer par le Fautet et le Garin, si cependant cette voie ne sert pas à
» les approvisionner.

» Toute la force de notre droite dans la vallée de Luserne dépend de
» la cime de la Bruna, ou soit la hauteur la plus élevée au-dessus des
» Blanquettes. Si les Français nous primaient dans ce point toute la ligne
» des Blanquettes serait renversée sans ressource. Cette ligne étant infi-
» niment meilleure que celle que nous tenions l'année passée, il importe
» extrêmement de la garder puis qu'on le peut avec des forces bien moin-
» dres, et cependant y être bien plus forts que dans l'ancienne ligne. Pour

» assurer la cime de la Brune je serais d'avis que dès l'instant qu'il sera » possible d'y tenir, il faudrait y envoyer 20 ou 25 volontaires, auxquels » on passerait, outre tous les avantages en fait de nourriture, cinq sous » par jour.

» Quant à la quantité de troupes nécessaires pour la défense de ces » positions je suis d'avis que deux compagnies sont suffisantes pour la » vallée du Pô où il n'y a que deux postes à garder, très-bons de leur » nature, la Traverselle et la montagne du Prà. Ces postes, étant extraor- » dinairement rudes, il faudrait les relever. 30 au Prà, 25 à Traverselle » avec les milices de cette vallée suffisent. L'autre compagnie pourrait être » cantonnée à Plan Mélezet ou à l'Armoine d'où elle releverait celle en » première ligne chaque 15 jours.

» Un bataillon et les milices du pays suffisent à col Barrau pour le » défendre et établir les différens postes d'observation. On pourvoirait ce » poste de 4 jours au moins de vivres et de munitions suffisantes, et on » y maintiendrait la communication soit par Villeneuve, soit par les Fautet » et le Garin, ce qui ne sera pas difficile vu la domination absolue des » postes supérieurs qui ne permettent pas à l'ennemi de tourner cette » position par la partie inférieure.

» À la droite, qu'on soit bien assuré de la cime de la Brune, et l'ennemi » ne viendra pas attaquer notre position, qu'un bataillon et les milices sont » suffisantes pour garder. La compagnie Bonaud serait placée dans l'endroit » le plus faible ou le plus à portée d'inquiéter l'ennemi, ainsi que les » chasseurs de Pignerol, le bataillon de surplus serait cantonné dans les » parties inférieures des montagnes à Villeneuve, et au quartier général. » On tâcherait de lui donner le plus de repos possible et il releverait les » autres alternativement par centurie au col Barrau et aux Blanquettes.

» Le terme des campagnes dans les Alpes est inévitablement limité par » la chute des neiges, les glaces, les tourmentes, et l'impossibilité de tenir » les communications ouvertes en hiver.

» Pourvu donc que les places du Roi puissent tenir un certain temps, » les Français ne s'en rendront pas maîtres, les travaux qu'ils auront fait » une campagne, leur seront inutiles pour l'autre, puisque nous aurons eu » le temps de les détruire. La force matérielle des places n'est pas le seul » obstacle que l'ennemi rencontre pour s'en emparer. Tout ce qui retarde

» les approches équivaut à un temps plus considérable que la place pourrait » se défendre, puisqu'il en prolonge d'autant la résistance. Il en résulte » de là que s'il est important d'augmenter la force des places, il ne l'est » pas moins pour leur conservation d'empêcher ou de retarder au moins » les approches.

» L'objet de la plupart des places de montagne est différent de celui des » places dans la plaine; celles de montagne sont presque toujours destinées » à fermer le passage d'une vallée par une action immédiate, dirai-je, de » l'artillerie de cette place, qui ne permet pas à l'ennemi d'y passer dessous.

» Il en est, comme Démont et la Brunette, que l'ennemi pourrait dé- » passer à couvert, s'il ne craignait d'en laisser les garnisons derrière lui. » Ces places tiennent de la nature de celles de plaine.

» Fenestrelles est absolument une place de montagne. Ainsi tout ce qui » en augmentant sa capacité nécessite une plus forte garnison est un défaut » essentiel si l'action directe de la place n'en est pas accrue en proportion, » de même que sa susceptibilité d'une plus longue résistance.

» D'après ce principe je trouve le fort St-Charles une inutilité nuisible » par la dépense de sa construction, celle de son entretien et l'augmen- » tation qu'elle nécessite. En limitant les ouvrages de Fenestrelles aux » rochers, qu'on appelle les trois dents, l'ennemi n'en pouvait pas plus » qu'à présent passer par le fond de la vallée. Je m'étonne que l'on ait » construit le fort St-Charles, le fort Mutin existant déjà, ou que l'on ne » se soit pas au moins servi des matériaux du fort Mutin pour bâtir le » fort St-Charles. La garnison qu'ils exigent serait bien plus utilement » employée ailleurs; l'économie des troupes compatible avec la sûreté des » positions, étant un point capital pour notre Roi. La prise de ces forts » n'avancerait guère l'ennemi, tout dépendant du fort des Vallées. C'est » donc ce point qu'il convenait de rendre formidable en lui-même, et dont » il importe de retarder les approches aux ennemis par tous les moyens » que l'art et la nature offrent.

» Le camp de Catinat est une position importante pour l'ennemi qui ne » peut y mener des canons qu'en passant par le Balouet. C'est donc sur » ce point susceptible de défense qu'il faut s'établir pour retarder les » opérations contre la place.

» Je serais d'avis que l'on construisit dans la partie supérieure du

» Balouet une redoute, qui eût 4 ou 6 pièces de canon et deux obusiers, » capable de 150 hommes. L'artillerie de cette redoute verrait fort loin » de sorte que l'ennemi ne pourrait travailler au chemin pour mener son » artillerie au-delà du plan de l'Alp, et lors même qu'il aurait pris la » redoute, il lui resterait encore le chemin à faire depuis Usseaux à-peu-» près jusqu'au camp de Catinat.

» Cette redoute exigerait peu de monde vu qu'il ne serait ni nécessaire » ni possible à cause du terrain de lui donner beaucoup de capacité, et » sa garnison serait formée par celle de la place même, qui ne pourrait » être ni attaquée ni investie tant que l'on tiendrait Balouet, l'ennemi » devant s'emparer de cette redoute préalablement à toute opération de » siége.

» Au moyen de cet ouvrage et d'une petite redoute qu'il faudrait entre » le col des Fenêtres et Balouet, on rallie Fenestrelles à Fatières. Ce dernier » point constitue la véritable défense du col des Fenêtres, et assure la » communication de Fenestrelles avec Exilles. On a fait une grande dépense » d'ouvrages au col pendant qu'on aurait dû se limiter à fortifier la bute » placée au milieu du col, dominée à l'ouest par Fatières, et à l'est par » la montagne de la Lanse, dont elle pourrait cependant gêner l'occupation » par l'ennemi.

» Il faut réduire l'étendue vicieuse des retranchemens à Fenêtres et » Fatières. Tels qu'ils sont il faudrait presque 3/m. hommes pour les » garnir complètement. Il faut aussi régulariser leur direction afin de » donner plus d'efficacité et de croisement au feu des défenseurs. Je pro-» poserai de réduire les défenses de Fatières à une bonne redoute avec » des profils hors d'insulte, un fossé, et si l'on veut un chemin couvert » palissadé, d'où l'on découvrirait ce qui ne serait pas si bien vu de la » redoute. Sa capacité serait de 150 hommes, mesurée d'après le terrain, » non compris ce qu'il faudrait pour garnir le chemin couvert.

» D'un autre côté je ferais construire un baracon crénelé sur la bute » appelée *Dent de la vieille*, qu'on a négligée et qui domine cependant » Fatières. 15 ou 20 hommes suffiraient à sa garde et pour achever » d'assurer ce poste il conviendrait de faire une coupure dans la crête » qui est si étroite et le roc tellement disjoint que quatre ou cinq mines » feraient tout le travail nécessaire.

Digitized by Google

» On dira que les ouvrages que je propose n'étant que pour 200 hommes » environ, quelques bons qu'ils soient, le petit nombre de troupes n'en » imposera pas à l'ennemi qui les masquera ou les investira pour les » forcer à se rendre. J'observerai qu'en fortifiant cette position de manière » à ce que 200 hommes, s'ils sont fermes, suffisent à repousser l'attaque » d'une armée entière, le système que je propose est bien loin d'exclure » la faculté d'avoir à Fatières et Fenêtres le nombre de troupes nécessaires pour que l'ennemi ne puisse pas masquer nos redoutes et aller » en avant. Le résultat sera qu'on pourra se défendre victorieusement avec » 200 hommes et que, si on y porte un corps de troupes, on aura l'avantage immense de pouvoir le camper, le mouvoir à volonté, et l'éloigner » même sans compromettre les redoutes, à la défense desquelles il n'est » pas nécessaire ; au lieu que des ouvrages insultables et étendus seront » certainement forcés si on en retire une partie du monde nécessaire pour » les garnir.

» J'ajouterai à ces observations que je ne crois pas que les ennemis » fassent jamais le siége de Fenestrelles avant que d'être maîtres d'Exilles » et même de la Brunette, puisqu'au moyen d'une de ces deux places nous » pourrions les inquiéter vivement dans la longue communication qu'ils » devraient garder depuis Mont-Genèvre jusqu'au camp de Catinat.

» La défense des vallées d'Oulx, Bardonnêche, Césane et Bousson doit » être prise d'une manière toute différente des autres, si l'on ne veut » s'exposer à des échecs certains.

» L'ennemi a une grande quantité de cols par lesquels il peut entrer ; » le petit Mont-Cénis, Étiache, la Pelouse, Rochemolle, Fréjus, la Roue, » le Mont Thabor, l'Échelle, la Mulattière, l'Ours, des Acles, Chaberton, » Mont-Genèvre, La Coche, Cervières, Chabaud, Thures et la May. Cette » nomenclature seule prouve l'absurdité de prétendre empêcher l'ennemi » d'entrer dans ces vallées. Morceler les troupes pour garder tous ces » passages ne servirait qu'à les assujétir à des souffrances insupportables » et les exposer à être coupées et battues en détail. Il n'y a qu'une position centrale qui puisse, non empêcher les ennemis de pénétrer dans » la vallée, mais mettre à portée de les y battre et de les en rechasser.

» Un camp retranché à Côte Plane, à l'angle à-peu-près que fait la » chaîne de montagnes qui s'étend d'un côté vers Sestrières et vers Fatières

» de l'autre, ou bien à Catalavie pourrait brider l'ennemi de manière qu'il » n'osât pas entrer dans les vallées, mais il faudrait pour cela être maître » des cols qui versent vers la France. D'ailleurs occuper cette position et » en assurer les communications, exigerait une dépense d'ouvrages et un » nombre de troupes qui seront mieux employées à une défense prise » d'une autre manière.

» Le Saulze d'Oulx se trouve au-dessus du confluent de la Doire et de la » Bardonnêche; à mon avis c'est le meilleur point d'observation et d'appui.

» En y plaçant le gros des troupes destinées à la défense de ces vallées » il faut pousser des postes d'avertissement aussi avant que possible vers » Bousson, St-Sycaire, Mélezet et au-delà de Bardonnêche. On doit aussi » se ménager deux ou trois routes vers la cime appelée Soleil de Bion » et vers Millaures par les Auberges.

» Il est indubitable que si l'ennemi entre dans les vallées ce sera sur » plusieurs colonnes, et il est probable que la plus considérable descendra » par le Mont-Genèvre, Cervières ou Laroche.

» En se portant au premier avis à Soleil de Bion on pourra tomber sur » l'ennemi avec toutes les forces réunies, hormis les troupes légères dé- » tachées avec ordre de retarder autant que possible les progrès des autres » colonnes. La supériorité du terrain et l'avantage non seulement d'attaquer » mais de le faire avec des troupes fraîches contre d'autres harassées par » une longue marche, donnent lieu à espérer que la colonne ennemie sera » battue, et celle-là battue, les autres seront bientôt forcées à se replier. » Si l'attaque ne réussit pas on se repliera par le pitre de l'Aigle soit sur » les hauteurs soit dans la vallée de Fenestrelles.

» Si le fort de l'attaque venait du côté de Bardonnêche, on se portera » vers Millaures en renforçant les troupes placées à Oulx, Devcis, Salle- » bertrand, Pontventoux et aux Auberges. En cas de revers ces forces » se replieront sur St-Colomban, défendront avec obstination le passage » de la Galanche, et se retireront à la dernière extrémité vers le grand » Vallon pour s'y réunir aux troupes qui s'y trouveront.

» Les dispositions précédentes défendent les débouchés supérieurs à » Exilles. Cette place elle-même arrêterait les progrès de l'ennemi. Mais il » faut aussi prévenir autant que possible son investissement en fermant » les débouchés intermédiaires entre Exilles et la Brunette.

Digitized by Google

» La position la plus importante à cet objet est celle du grand Vallon; » si nous en sommes maîtres l'ennemi ne peut assiéger Exilles, du moins » sans un travail et une peine extraordinaire. La pente des montagnes sur » la rive droite de la Doire, dites Crévasses, est telle que l'ennemi ne » peut y amener des canons, de sorte que pour faire le siége d'Exilles, » nous occupant le Vallon, il faudrait faire monter le canon à l'Assiète et » le faire descendre du côté de Chaumont, opération aussi longue que » difficile et hasardée, puisque dans le cas où le fort d'Exilles ne fût pas pris, » l'artillerie des ennemis courrait grand risque d'être prise elle-même.

» Les Français s'étant rendus maîtres de cette position dans la campagne » précédente en ont détruit les fortifications. A la vérité à en juger par » les vestiges il n'y a pas grand mal. Ces retranchemens s'étendaient depuis » Clot Pascal jusqu'aux Quatre Dents dans une longueur de 2000 trabucs.

» Il y avait quelques tenailles et des redans, mais rien de fermé et » hors d'insulte; d'ailleurs les seules avenues du côté du nord étaient dé- » fendues, celles du côté de la Salle et de la Ramà, qui sont les points » d'attaque les plus essentiels dans le cas que l'ennemi veuille sérieusement » faire le siége d'Exilles, étaient sans défense.

» Je proposerais d'y faire deux redoutes: une vers Clot Pascal, où était » auparavant une double tenaille, l'autre sur la hauteur en arrière qui » domine l'arrêt qui descend aux Quatre Dents. Un fossé profond ou » plutôt une grande coupure dans le roc mettra la première redoute hors » d'insulte du côté de Clot Pascal et termine là la défense a faire, les » escarpemens la rendant presque également hors d'insulte des autres côtés. » La redoute principale sera mise hors d'insulte par un fossé profond au » levant et couchant, et aux autres côtés par la nature du terrain et l'élé- » vation des profils.

» Deux pièces de 4 et des spingardes en rendront l'approche dangereuse » et assureront une supériorité de feu sur les ennemis qui pourraient au » plus y mener des canons de montagne. Un petit retranchement serait » suffisant pour protéger la garde des Quatre Dents, seul côté abor- » dable du côté de Thouille et de Ciauri.

» Le poste du grand Vallon devra tenir toujours ouverte sa communi- » cation avec la Ramà, et pousser des postes d'observation vers l'avenue » de la Val et l'origine de la Galanche.

» Lorsque l'on a dans les montagnes une position déterminée et d'une » médiocre étendue, qu'elle est naturellement bonne et qu'on a qu'un » nombre limité de troupes tandis qu'on ne sait pas à quelle force ennemie » on aura à faire dans le cours de la campagne, on ne peut rien faire » de mieux que de fortifier cette position par de bons ouvrages de cam- » pagne, surtout si cette ligne est importante pour le pays qu'elle couvre.

» Toutes ces conditions se rencontrent dans la ligne qui commençant » au Tuf Blanc passe par le Muret, l'Arcangel, le Roc de Venaus et va » sur la droite s'appuyer par le Crest des Padre et le bois noir aux hau- » teurs inaccessibles de Rochemelon; et cette ligne couvre la vallée de Suse.

» La position du Tuf Blanc est très-bonne par elle-même, n'étant abor- » dable que par un petit sentier et une crête qu'il est bien facile de dé- » fendre. J'ai trouvé deux inconvéniens essentiels dans les dispositions » présentes. La première est que les troupes sont trop éloignées du point » de défense, de manière qu'il faudrait, en supposant la plus grande cé- » lérité à s'armer et à marcher, au moins 20 minutes pour qu'elles fussent » rendues à point, intervalle qui serait suffisant à l'ennemi, que le brouil- » lard ou la nuit favoriserait pour surprendre le poste; il faut cependant » convenir que cela serait d'une difficulté extrême. En second lieu on a » élevé des bouts de retranchemens par ci par là sans plan et sans système. » Les troupes étant ainsi éparpillées n'ont aucune consistance et ne s'inspi- » reront pas la confiance que donne le nombre.

» Il convient de raser tous ces petits retranchemens, notamment le plus » avancé, qui ne sert en rien à la défense, qui est plus exposé au feu » de l'ennemi qui le plonge, et avec lequel on ne peut communiquer sans » le plus grand danger. En établissant un retranchement avec une ban- » quette, ce qui est indispensable pour que les hommes soient à couvert » dans la partie moyenne, on aura un poste qui vaut également bien que » le retranchement avancé et qui n'aura pas les mêmes inconvéniens.

» Quoique la cime du rocher puisse être déclarée inaccessible, il convient » d'y avoir toujours une petite garde. Il est aussi important de ménager » l'emplacement d'une garde sur la droite à la crête du roc, d'où l'on » découvre l'ennemi qui longerait dans le Vallon parfaitement à couvert » et à l'insu du Tuf Blanc.

» Le Muret n'a aucun avantage naturel, mais il est nécessaire pour

» garder la ligne entre le Roc de Venaus et le Tuf Blanc. Ce dernier » poste, qui est incontéstablement la clef de la défense de cette partie, » est trop éloigné du Muret pour pouvoir le soutenir, le terrain entre les » deux postes étant accessible. La configuration du terrain y est très- » ingrate pour former une redoute, il n'y a cependant qu'un ouvrage de » cette nature et fermé, qui puisse donner de la consistance au poste du » Muret. Il faut en outre qu'elle soit couverte ou blindée de manière à » mettre la troupe à l'abri du feu plongeant du Crest, si l'ennemi s'em- » parait de ce poste ou de quelque point supérieur. L'Arcangel n'est pro- » prement qu'un dépôt pour y loger une partie des troupes destinées à » la défense de la ligne, et protéger les magasins qui sont en arrière et » la partie inférieure de la ligne si elle est attaquée.

» Le Roc de Venaus est à-peu-près inexpugnable tant que la ligne de » l'Arcangel tiendra. On peut l'éclairer par des postes à Faye, à Ste-Marie, » à Molar Cervel et au Molaret. Il est convenable d'avoir des canons » à Venaus pour commander le bassin de la Novalaise et pour tranquil- » liser les esprits à Suse. L'objet essentiel étant d'y avoir une batterie et » un peu de couvert, on a l'un et l'autre avec le tracé actuel qu'on peut » par conséquent conserver quoique un peu fautif pour éviter une dépense » d'argent, de temps et de fatigues.

» Le Crest des Padre est une excellente position qui protège la Nova- » laise, assure Venaus et gêne toute attaque de la ligne de l'Arcangel. » L'ennemi ne peut tourner ce poste qu'à la portée de fusil et à décou- » vert, ou en passant par les glaciers de Rochemelon, opération trop » longue et difficile pour croire que l'ennemi la tente, parce que dans le » cas d'une grande supériorité il aurait des opérations plus faciles et cer- » taines. La grande tenaille qui est vers le baracon rend le front très- » imposant. La grosse guérite qui le domine encore doit faire le désespoir » de l'ennemi de ce côté là, et assurerait la retraite des nôtres s'ils étaient » forcés à la grande tenaille. La redoute et le baracon crénelé vers Ro- » chemelon préservent les troupes des coups plongeant, et rendent la po- » sition inexpugnable. Le côté de l'ouest est inabordable, celui de l'est » l'est aussi à-peu-près. Au moyen des places d'armes ménagées dans » l'espèce de chemin couvert naturel, qu'il y a de ce côté là, on est » assuré que l'ennemi n'entreprendra pas d'y monter.

» Avec moins de 200 hommes on peut bien défendre ce poste et avec » 300 on ne sera forcé par aucune troupe quelconque.

» Le poste du Bois Noir est un appui pour le Crest, dont il aidera la » défense en portant des détachemens sur les hauteurs, et servirait en tout » cas de seconde ligne. Les troupes qui y sont, serviront aussi à repousser » l'ennemi dans le cas où il tournat Rochemelon par l'avenue de *Casa* » *d'Asti*. La redoute et la maison forte qui défendent ce poste, le rendent » capable de résister à toute attaque et de donner le temps de monter » à d'autres troupes qui arriveraient à son secours.

» L'objet des communications est le plus essentiel dans les ouvrages de » campagne. Quelques bons qu'ils soient, comme ils ne peuvent être » approvisionnés pour longtemps et que l'eau le plus souvent y manque, » si l'ennemi ne peut pas les emporter de vive force, il n'en deviendra » pas moins maître en les tournant et leur coupant les communications. » Ce doit être une règle générale de ne point exposer un corps, quelque » bonne que soit la position, à ne pouvoir être soutenu. Il faut donc » n'enfermer qu'une partie des troupes dans les ouvrages et que l'autre, » libre au dehors, soit à portée de maintenir ou de couvrir les communi- » cations. Une précaution nécessaire est aussi que tous les postes en » première ligne où il y a des redoutes, retranchemens un peu im- » portans ou baracons, soient approvisionnés pour au moins quatre jours » de vivres, qu'on renouvelera ainsi que l'eau des bariques, et qu'il y » ait une réserve de 40 cartouches par homme en outre des 60 que chaque » soldat doit avoir dans sa giberne.

» En établissant un sistème de signaux par batterie de tambour, feu et » fumées, on pourra établir dans la défense une unité très-favorable au » succès. Des instructions détaillées seront données à chacun des différens » postes pour indiquer leur nature, leur objet et la marche à suivre en » différens cas. Il est indispensable que messienrs les commandans de » poste emploient la plus grande activité pour s'éclairer soit par des pa- » trouilles, soit en recherchant des renseignemens.

» Ils doivent tenir leurs troupes toujours en ordre, exiger une grande » vigilance des sentinelles et postes d'observation, veiller à la conservation » de tous les abris et dépôts, et reconnaître par eux-mêmes le terrain, » sur lequel ils peuvent avoir à agir. Ils auront soin d'employer les

» milices aux patrouilles assignées; outre la connaissance du pays elles » sont plus propres à marcher par des chemins aussi difficiles. Le service » devant être adapté à l'espèce de troupe, mais partagé également, les » soldats feront le service des postes et des grand-gardes, le tout dans » les forces respectives.

» On peut du reste s'en remettre au zèle, à l'activité et à l'intelligence » de messieurs les officiers pour se diriger suivant les circonstances et ne » pas exposer inutilement ni compromettre leurs troupes. »

Le duc d'Aoste ayant approuvé les propositions sus indiquées, la défense des vallées fut établie sur ces bases. Soit par la nature du terrain, soit par la position des troupes, le théâtre principal des opérations de ce corps d'armée fut dans les vallées aboutissantes de la Doire.

Le quartier général du Duc était à Suse.

Ordre du jour du duc d'Aoste, N° 64.

« Sa Majesté ayant jugé à propos de compléter l'état major de tous les » corps séparés de ses armées, a par là remis en vigueur les réglemens du » service de campagne, qui avaient été faits avant cette guerre, auxquels » il a été changé quelques articles par monsieur le général baron De-Vins.

» En conformité de ces réglemens tout corps d'armée est divisé en bri- » gades ou divisions commandées par un major général, qui doit recevoir » les relations de tous les corps compris dans sa brigade ou division, les- » quels recevront tous les ordres en droiture de lui. Ce sera au major » général à répondre au général commandant en chef l'armée de l'obser- » vance de la plus exacte discipline, et du plus scrupuleux accomplissement » de tous les ordres et réglemens établis par S. M., et auxquels il n'a pas » été dérogé par des réglemens postérieurs.

» Les généraux commandans les divisions ou brigades sont particuliè- » rement chargés de rendre responsables les commandans des corps de » tous les scandales de quelque nature qu'ils soient, qui pourraient arriver » dans leurs corps: premièrement en mépris de la religion, de l'honneur, » des ordres émanés de S. M. sur les articles de la discipline, du jeu, » de la marande, des violences et pillages, et autres articles concernant

» la discipline, sur lesquels, loin de chercher à les cacher aux supérieurs, » l'honneur des corps exige que leurs commandans en fassent d'abord la » relation pour faire d'abord punir les coupables, et laver par là une tache » qui ne pourrait que rejaillir sur tout le corps.

» Lorsque les différens corps auront quelque représentation ou plainte » à faire sur l'article de la mauvaise qualité de la nourriture ou sur quelque » fraude dommageable aux corps, ils s'adresseront aussi à leur général, » qui en fera la relation au commandant en chef, lequel prendra les me- » sures les plus promptes et équitables pour faire rendre justice à un » chacun. Si quelque individu des troupes vient à se signaler par quelque » exploit de valeur, qui puisse le rendre digne de récompense ou marque » publique d'honneur, ses camarades et les officiers du corps en feront » d'abord un certificat qu'ils présenteront à leur général, qui recevra sur » cet article les ordres du commandant en chef de l'armée, étant aussi » essentiel de récompenser promptement les belles actions que de punir » les scandales.

» Tous les ordres passeront directement du général commandant en chef » aux généraux des divisions ou brigades, et de ceux-ci aux commandans » des corps.

» Celui qui recevra un ordre de son supérieur répondra à lui de son » exécution.

» Le quartier-maître général, étant le chef de l'état général de chaque » corps d'armée, est par son emploi chargé de la sûreté des campemens » et positions de l'armée. Sous ce rapport, dès qu'il est question de faire » camper ou changer de position à l'armée ou à une partie de la même, » c'est à lui, qui est chargé par le général commandant en chef l'armée, » d'aller reconnaître les emplacemens propres à y poster les troupes, et » c'est à lui personnellement à poster leurs postes avancés ou les faire » poster par un officier de l'état général, et à donner à chaque poste, » d'ordre du général commandant en chef l'armée (duquel il sera reconnu » porter la parole, tout aussi bien que ses aides-de-camp) les instructions » et consignes qu'il croira nécessaires pour la sûreté des postes que l'offi- » cier qui doit y commander pourra, s'il le croit nécessaire, se faire re- » mettre par écrit, et dont on tiendra copie dans un registre séparé au » quartier général.

Digitized by Google

» Tous les commandans des postes détachés enverront la relation par » écrit de tout ce qui se passera à leur poste, et des renseignemens qu'ils » pourront avoir des mouvemens de l'ennemi à l'adresse du quartier gé- » néral. Ce sera au quartier-maître général à recevoir toutes les lettres et » relations, qui arriveront au quartier général pour les faire distribuer à » leur adresse particulière, ou les ouvrir pour en faire la relation, si elles » ne sont adressées qu'au quartier général sans autre spécification.

» Le quartier-maître général est en outre chargé de la police intérieure » des camps, cantonnemens et hôpitaux; il répondra qu'il ne soit vendu » aux troupes des mauvaises liqueurs ou denrées; du bon ordre de la » proviande et des équipages de l'armée dans les marches des convois et » chariots, qui viennent et partent de l'armée, de ceux d'artillerie, ex- » ceptés ceux qui ne dépendent que du commandant de ce corps, de quoi » il doit rendre un compte exact au général commandant en chef l'armée.

» Il sera chargé par le général commandant en chef l'armée de l'inspection » des passeports.

» Le gran prévôt et le capitaine des guides dépendront de lui, et ce » sera lui qui sera chargé de procurer au général commandant en chef les » renseignemens et nouvelles de l'ennemi; on lui adressera ou amènera » toutes les personnes suspectes ou sans aveu, et les espions et déserteurs » qui arriveront au camp ou aux postes avancés, ou qui seront arrêtés.

» Le quartier-maître général sera chargé de la topographie de l'armée, » et pour cela devra fournir au général commandant les cartes et descrip- » tions des postes et pays, dont il sera requis. Il sera chargé de tenir » les registres des ordres et correspondances, et de tous les papiers qui » lui seront remis par le général commandant en chef l'armée, et de tenir » un journal de la campagne. Je ne m'étendrai pas ici sur les devoirs du » commandant de l'artillerie, eu égard que cet emploi a toujours été en » vigueur dans tous les plus petits corps d'armée, et qu'il est suffisamment » connu.

» À défaut du général commandant en chef de l'armée, le plus ancien » général du corps d'armée commandera ce corps et les autres généraux » des brigades. Le quartier-maître général, le commandant d'artillerie et » toutes les personnes qui se trouvent avoir différens emplois à la suite de » l'armée prendront directement ses ordres.

» Tout commandant d'un poste qui descendra après avoir été relevé, fera » sa relation au général commandant sa division.

» Dorénavant les troupes commandées aux avant-postes recevront jour- » nellement le lard et la galette à commencer dès demain, 13 du courant, » et les jours que les troupes monteront aux susdits avant-postes, dont » ci-joint on donne la note, on leur distribuera aussi à leur arrivée de » l'eau-de-vie.

» De mon quartier général de Suse le 12 avril 1795.

Signé à l'original: VICTOR EMANUEL.

Note des postes avancés des vallées de Suse et d'Exilles.

» Bois Noir, Faye et Casiot.

» Ciansalet, Tuf Blanc, Muret, Mulatière, Arcangel et postes détachés, » Roc de Venaus, Le Pont et Montpansier.

» Truc et ruines.

» Vallon Quatre Dents, Chapelle blanche, St-Colomban, Clot Brun, Clot » Amasas et postes détachés de ceux-là.

» Oulx.

» Fatières, Col des Fenêtres, Plan sous Fatières, Le Crest, N. D. » de la Lanse et postes détachés de ceux-là.

» (1) Les ouvrages qui s'achèvent ayant assuré nos positions, et les » troupes étant stationnées dans leurs postes, S. M. envoya le premier » bataillon Gènevois d'Exilles à Deveis, à Sallebertrand, Pont Ventoux et » aux Auberges pour soutenir les chasseurs d'Ivrée à Oulx, où étaient déjà » ceux de Gènevois; un bataillon composé de deux compagnies de Gènevois » et deux d'Ivrée alla occuper les positions de Mallefosse et Tachié, d'où » par les serres de Tronchée et Trassea successivement on pousse chaque » matin une forte patrouille à Soleil de Bion.

» On a fait reconnaître les cols de la Roue, Fréjus, de la Saume et de

(1) Rapport de Revel à Turin 10 mai.

» l'Aiguille le 19 avril par le chevalier Costa, capitaine aux chasseurs » Gènevois. À cet objet il se porta au camp occupé au col des Thurres par » les Français l'année précédente; les sentiers de ces différens cols furent » reconnus difficiles mais praticables pour des chasseurs. Dans cette course » l'on a aperçu fort peu de troupes à Planpinet et aucune à Neuvache, ni » à Rouhion. L'ennemi depuis quelques jours avait placé des détachemens » au Colet sous le col de la Roue et à la Rionde sous celui de Fréjus, et » patrouille jusqu'aux villages qui sont près de Bardonnêche. La neige » porte très-bien jusque vers 9 heures du matin. Tous les baracons de » ces cols sont détruits soit par la tourmente, soit par les gens envoyés » à la découverte, il ne reste que le baracon entier des Acles, dont la » destruction n'est pas facile, attendu la proximité de Planpinet et la » construction à chaux des murs. Le chevalier Patono avec les chasseurs » francs enleva une patrouille française, dont il prit 40 hommes et tua » plusieurs autres. Cette affaire s'est passée à Prachantel, où les Français » venaient tous les jours depuis l'Arpon tenant la même marche. On les » observa, et on s'embusqua dans le bois pour leur couper la retraite, et » la patrouille de 55 hommes fut à-peu-près entièrement prise ou détruite.

» (1) Chaque commandant de poste avait ses instructions, les ouvrages » s'étaient faits avec beaucoup d'intelligence. C'est une justice bien due » à monsieur l'ingénieur capitaine Rana, qu'il n'est pas possible de mettre » plus d'activité dans les travaux, et de les conduire avec plus de méthode. » Les ouvrages qu'il a fait exécuter dans deux mois de temps étonnent, » si l'on considère tous les obstacles que la saison, la hauteur prodigieuse » de certains postes et les rigueurs du climat opposaient à sa constance. » Toute cette partie étant fortifiée de manière à ne pas craindre une attaque » de vive force, et toutes les reconnaissances donnant à juger qu'on n'avait » vraisemblablement pas à faire à des forces considérables, S. A. R. voulut » se porter en avant. Les revers que nos troupes avaient éprouvés l'année » précédente, et la défensive stricte qu'elles avaient conservée ensuite, exi- » geaient que quelques heureux succès leur redonnât la confiance. Il fallait » surtout que la première tentative un peu importante réussît. À mesure » que la campagne avait avancé, les petites éscarmouches avaient réussi

(1) Rapport de Revel fin juin.

Digitized by Google

» à notre avantage. Le 20 juin le capitaine Costa des chasseurs Gènevois » opéra une surprise sur le poste de La Coche où les Français se gardaient » négligemment. Cette entreprise fut exécutée avec beaucoup de succès. » De 110 hommes et deux officiers 55 hommes et un officier furent pris, » et la plus grande partie du reste tué. Outre le chevalier Costa, le comte » Léon, capitaine aux chasseurs d'Ivrée, marquis de Boringe, Hudry et » D'Orlier de Gènevois et le capitaine de milices Sylvestre s'y distinguèrent. » L'attaque réussit par son extrême vivacité. Cet avantage ne nous eût » rien couté, si on avait pu se retirer avant l'arrivée des ennemis accourus » du Mont-Genèvre. Il s'engagea à Césanne une fusillade qui nous fit perdre » quelques prisonniers et 5 ou 6 hommes des nôtres. La ligne de l'Arcangel » et le Crest n'exigeaient que trois bataillons et demi et les milices; trois ba- » taillons étaient à la Brunette, deux à Suse pour relever ceux de l'Arcangel » et être en réserve; il y avait deux bataillons pour défendre le grand » Vallon et un à Sallebertrand. La centurie campée au Saulze d'Oulx fut » renforcée successivement d'un bataillon de la Reine et de 3 compagnies » de grenadiers; en même temps une centurie de la Reine vint à Sestrières » tandis que l'autre était à Joussaud. On a fait quelques prisonniers et tué du » monde à l'ennemi sans perte de notre part. Messieurs de Pollier et d'Orlier » de Gènevois ont enlevé recemment 18 hommes au col de la Pelouse.

» Les Français ayant pris à tâche de former un cordon, ont été forcés » chaque fois que nous les avons attaqués, tandis qu'ils n'ont jamais pu » nous enlever une seule petite garde, ni réussi à nous surprendre. Ces » tentatives des Français ont engagé des fusillades assez vives, où les nôtres, » couverts par de bons retranchemens, n'éprouvaient aucune perte tout en » blessant et tuant beaucoup d'hommes à l'ennemi, parmi lesquels quelques » officiers de distinction. »

Dans l'entrefaite le régiment de Nice, toujours placé sous les ordres de Revel, malgré qu'il fût quartier-maître général, avait perdu beaucoup de ses soldats par le congé donné aux milices engagées au service régulier pour une année, dont le terme expira le 26 mai. Revel avait proposé de prolonger l'année fixée en la datant du jour où ces individus avaient pris service au régiment. La raison d'état voulait qu'ils prolongeassent leur service jusqu'au moins à la fin de la campagne de 1795, qu'en leur donnant un nouvel engagement de 7 livres et 10 sous pour ce nouveau laps

de temps, en les exemptant de toute levée ultérieure, et en traitant les invalides comme ceux de la ligne, on compensait le service qu'on était encore obligé d'exiger d'eux, qu'ils avaient d'ailleurs eux-mêmes intérêt à défendre leur pays, leurs familles et tous ce qu'ils avaient de plus cher. Ces réflexions soumises le 30 avril par Revel au Roi par l'entremise de Cravanzana, ne furent pas approuvées et le congé fut donnée aux milices engagées dans les troupes en vertu de l'Édit Royal du 25 mai 1794, et l'armée perdit ainsi bon nombre de soldats aguerris, que les nouvelles levées ne pouvaient remplacer qu'après un bien long intervalle. Le comte Cays, appelé à faire son service à la Cour comme écuyer de la duchesse d'Aoste, demanda et obtint de continuer à rester au régiment, où il était capitaine d'une compagnie de chasseurs.

Revel obtint de recevoir des Niçards, qui offraient de s'engager en fixant pour terme de leur service la reprise de la ville de Nice.

Il proposa pour le grade de sous-lieutenant le sergent Gautier, déjà décoré de la médaille d'or depuis deux ans, et qui s'était encore distingué depuis dans le comté de Nice, et l'année précédente dans la vallée de Luserne, où avec un détachement sous ses ordres il avait enlevé deux postes français. Sa promotion eut lieu le 1er juillet.

L'ennemi était continuellement harcelé. Dans une de ses reconnaissances, où Revel se trouvait avec le capitaine Rana et le marquis Sommariva, ce dernier étant glissé, tomba dans un ravin, d'où il n'était plus en état de se tirer; quand le soldat Grand-cœur du régiment de Nice se jeta à son secours et l'emporta en lieu sûr. Un soldat de Maurienne qui avait fait pareille chute et n'avait pas été secouru, fut fait prisonnier. On eut cependant de la peine à obtenir la médaille pour Grand-cœur.

« (1) À la suite de plusieurs reconnaissances aussi pénibles que dangereuses à travers les roches, les glaciers et les coups de fusil, j'étais parvenu » à bien reconnaître le pourtour, dirais-je, du Mont-Cénis, et à juger que » l'attaque en serait non seulement possible, mais d'une réussite très-» probable. On songea dès lors à donner le change à l'ennemi en lui » persuadant que nos vues se portaient ailleurs que sur le grand Mont-» Cénis. Nous avions dû le 24 juin attaquer le Lameth, qui est le plus

(1) Rapport de Revel du quartier général de Suse, 5 septembre 1795.

» élevé de la gauche des Français au Mont-Cénis, ayant reconnu que ce » point était essentiel pour s'ouvrir l'entrée du Mont-Cénis lorsqu'on voudrait » l'attaquer; il fut résolu de ne point donner de la jalousie aux ennemis » de ce côté-là. Il fut même ordonné, quand on donnerait des alertes aux » Français dans cette partie, de ne les inquiéter que de manière à leur » faire croire que nous n'avions pas aperçu le vice de la position et leur » point faible. À l'aide de quelques rochers j'étais parvenu à m'approcher » du poste ennemi, de manière à voir que si nous parvenions à gagner les » hauteurs de la gauche des Français, ce qui était praticable, on aurait » pris en flanc et à revers tous leurs retranchemens dont la défense était » tournée entièrement vers le front. Monsieur Hudry fit une reconnaissance » générale depuis Rochemolle au col d'Etiache et jusqu'aux granges de » St-Paul qui se trouvent au pied de l'embouchure du petit Mont-Cénis. » Dans ce temps là le chevalier Costa me parla de la possibilité d'enlever » les postes de La Coche, de Clary et de Clavières. Je montai sur le Cha- » berton pour reconnaître le pays, et je fus bientôt convaincu de la pro- » babilité de la réussite de ce plan. La position des troupes dans cette » partie du département est la suivante. L'ennemi a 3500 hommes au moins » au Mont-Cénis et dans la Maurienne, 2500 entre la vallée des Prés, » le Mont-Genèvre et Cervières; dans ce nombre n'est pas comprise la » garnison de Briançon. Nos forces sont moindres, mais nous avons l'avan- » tage d'être plus concentrés. Il est vrai que la garde des places ne nous » laisserait pas au-delà de 4/m. hommes à employer à l'attaque du Mont- » Cénis. Nous ne pourrions même n'en employer que 3/m. si nous agissions » du côté des vallées, parce que nous ne pouvons pas dégarnir les positions » de l'Arcangel et du Vallon, comme quand nous opérerions en avant de » ces positions et qu'elles seraient par conséquent couvertes.

» Il s'agissait d'essayer nos forces et notre habileté plus en grand avant » que d'attaquer le Mont-Cénis. La plupart de nos officiers ne s'étant jamais » trouvés à aucune affaire compliquée, il fallait, dirai-je, faire une répé- » tition générale. Ce n'était pas encore la seule considération qui nous a » conseillé de faire cette opération; on annonçait que les Français atten- » daient de grands renforts; ignorant s'ils étaient destinés à l'armée des » Alpes ou à celle d'Italie, il était d'un grand intérêt de frapper un coup » vigoureux avant leur arrivée. En montrant aux ennemis un corps consi-

» dérable dans les vallées, on leur donnait à penser avant d'y entrer, et » c'était peut-être le seul moyen de les en empêcher, car on ne pourrait » laisser à demeure dans les vallées un corps aussi considérable que celui » qu'on y a concentré momentanément. Tel est l'esprit dans lequel a été » décidée l'opération de Clavières. Elle était fixée au 25 août, des avis » faux ou exagérés determinèrent S. A. R. à la différer jusqu'à ce que » l'on sût positivement ce qu'il en était. Ce premier incident fut cause » que les grenadiers du camp de Saulze d'Oulx furent relevés dans l'in- » tervalle. Je suis fermement convaincu que si monsieur de Champigny » s'y fût trouvé, ainsi que cela devait être, l'affaire n'eût pas mal tourné.

» Les troupes étaient formées sur trois colonnes et un corps de réserve.

» La colonne de gauche était composée par 300 hommes de Nice partis » le 28 au matin de Venaus sous les ordres du major Baron Origlia de » St-Étienne, et arrivés le soir à St-Marc, où ils furent rejoints le 29 au » soir par un bataillon de la Reine, commandé par le major monsieur » De Vivalda, venu du camp de Saulze d'Oulx et à Bousson par 3 com- » pagnies du même régiment sous les ordres du major chevalier Avoga- » dro, détachées de Sestrières. Le chevalier Roccafort était l'officier d'état » major destiné à cette colonne, qui devait s'avancer par Bousson, la Bonne » Maison et l'Echalp pour s'emparer des hauteurs de Rachal, ainsi que » du fort du Bœuf, plateau peu considérable qui domine Clavières du côté » du vallon de Gondran.

» La colonne du centre, commandée par le comte de Clermont, était « composée de cinq compagnies de grenadiers, venues le 28 de Suse à » Sallebertrand, et qui se réunirent le 29 au soir dans Césane à 150 hommes » de Maurienne et autant d'Ivrée. Les chevaliers Cacciapiatti et Zino étaient » les officiers d'état major destinés à cette colonne, qui après avoir tra- » versé la rivière en sortant de Césane, devait se diviser pour attaquer » La Coche de deux côtés, les grenadiers par la droite, et Maurienne et » Ivrée par la gauche.

» Cette colonne devait attaquer avec résolution dès que l'on entendrait » tirer à la droite ou à la gauche. Après s'être emparé de La Coche on » devait appuyer l'attaque sur Rochal de la gauche, et si elle avait déjà » réussi, on se porterait sur le Rocher de Clari sans donner le temps à » l'ennemi de se reconnaître.

Digitized by Google

» La colonne de droite, réunie le 29 au soir aux Bergeries de Chaberton, » était composée de 260 chasseurs Gènevois et Ivrée, 60 de Nice et corps » franc arrivés de Savoulx, 30 volontaires des grenadiers, 50 de Gènevois, » 50 de la Reine, et 50 d'Aoste, le tout sous les ordres du chevalier Costa, » plus un corps, commandé par D'Allemagne, des grenadiers Champigny » avec une centurie de Gènevois venus du camp de Saulze. Un bataillon » de Gènevois et un d'Aoste venus d'Exilles formaient la réserve.

» Le capitaine d'état major, chevalier Mallon, était destiné à cette co- » lonne, outre qu'il y avait le chevalier Costa, qui par sa parfaite con- » naissance du pays, et du plan dont il avait conçu la première idée, était » à même de diriger mieux que tout autre. Cette colonne devait au bas de la » descente de la Baisse se diviser. Costa suivant le vallon des Baisses atta- » querait Clavières, et D'Allemagne se tiendrait sur la côte dite des Baisses, » et suivrait en échelons sur les hauteurs de droite dans le but de couvrir » l'attaque de Costa. Chevilly, colonel de Gènevois, avec un bataillon de » son régiment et une centurie d'Aoste devait se porter à la baisse de » Chaberton, et pousser une forte avant-garde à la bute des Baisses, afin » de soutenir D'Allemagne qui était en avant. Les mouvemens de Chevilly » devaient s'accorder sur ceux de D'Allemagne pour s'opposer aux tenta- » tives que ferait l'ennemi pour couper la retraite aux corps avancés, et » s'entre-secourir dans la retraite. Costa après avoir enlevé Clavières, devait » se hâter de se débarrasser des prisonniers et se retirer par St-Gervais » sur Césane si l'on était maître de Clari, ou bien remonter le vallon des » Baisses, soutenu par D'Allemagne; l'essentiel était d'éviter d'être atteint » par l'ennemi qui viendrait au secours de Clavières.

» Le corps de réserve pour la gauche et le centre était commandé par » le chevalier de Pamparà, colonel de la Reine. Il devait être rejoint à » Sestrières, où il se trouvait, par la centurie de son bataillon campée à » Joussaud, et par le deuxième bataillon de Pignerol venant de Fenestrelles, » selon les ordres envoyés à monsieur le général De Praly. Sa destination » avec ces deux bataillons était St-Sycaire, moins trois compagnies de la » Reine commandées par le chevalier Avogadro, qui devaient se porter à » Bousson et se joindre à la colonne de gauche. De St-Sycaire il devait » border les hauteurs en vue de Césanne et occuper les avenues de ce » dernier village pour, en cas d'événement, soutenir la retraite.

Digitized by Google

» Le major monsieur de Ste-Marguerite devait être détaché par lui pour » faire une diversion au col Chabaud. Ce détachement devait faire un feu » violent, mais sans s'exposer à perdre un seul homme, l'objet de S. A. R. » étant uniquement d'occuper les ennemis de ce côté là et de mettre les » ennemis, à Cervières et postes en arrière, dans l'incertitude sur le véri- » table point d'attaque. Monsieur de Ste-Marguerite devait se retirer dès » que le feu aurait cessé ailleurs.

» Dans la soirée du 28 on avait fait partir des petits détachemens pour » occuper tous les passages et empêcher l'ennemi d'avoir vent de notre » marche; personne ne put outrepasser Oulx, et on prit le plus grand soin » de cacher les feux et les postes, afin de ne pas trahir la présence des » troupes, qui reçurent toutes leurs distributions à temps, et se trouvaient » débarrassées de leur havresac laissé au camp.

» Tout était reconnu et disposé; les troupes réunies sur les points in- » diqués se mirent en marche pour attaquer le 30 au point du jour. S. A. R. » était venue à St-Sycaire, escortée par une compagnie de grenadiers. De là » Monseigneur pouvait surveiller tout le mouvement.

» Les premiers coups de fusil furent tirés du côté du vallon des Baisses: je » crus l'affaire engagée, et je marchais avec la colonne de gauche pour » en accélérer le mouvement sur Rachal. Ne pouvant croire que l'ennemi » n'occupât pas une position si essentielle, je détachai 120 hommes de Nice » pour l'en déloger, mais ils n'y trouvèrent personne. Je laissai une com- » pagnie de la Reine pour observer ce qui viendrait de Cervières.

» L'avant-garde de la colonne de gauche, composée de 30 volontaires de » Gènevois, 20 de Nice et 20 de la Reine, et commandée par monsieur » Hudry, avait ordre de marcher sur le fort de Bœuf. Je n'ai pu encore » constater la raison pour laquelle cet ordre ne fût pas éxécuté; je présume » seulement que cette troupe, voyant l'attaque du rocher de Clari par les » grenadiers, se laissa emporter par le désir d'y avoir part. Ayant reconnu » la fausse route de l'avant-garde, j'ordonnai à monsieur le chevalier de » Roccafort d'aller avec deux compagnies de la Reine s'emparer du fort » de Bœuf, et je lui donnai le seul guide qui me restât; malheureusement » celui-ci se trompa, et cette centurie marcha trop bas.

» Il a été reconnu depuis, que les premiers coups de fusil entendus avaient » été tirés par les grenadiers de d'Allemagne, faisant feu sur la troupe du

Digitized by Google

» chevalier Costa qui s'en était détachée un quart d'heure avant, et qu'ils » avaient pris pour des Français. Malgré cela, le chevalier Costa continua » sa marche sur Clavières.

» Au centre l'accord fut tel, quel les deux colonnes se séparèrent au-delà » de Césanne pour monter à La Coche, y arrivèrent ensemble grâces aux soins » de monsieur le chevalier Zino et Cacciapiatti, ce dernier rectifia plusieurs » fois le guide. La Coche fut emportée.

» J'étais alors au sommet de la montagne et je me hâtai vers La Coche. » En descendant je vis brûler les baraques des postes français que les gre- » nadiers devaient attaquer. Le feu que j'entendais à Clavières retentir après, » et la position que les 120 hommes de Nice avaient prise à la sommité » de Rachal, me prouvèrent que toutes les troupes étaient arrivées à point » nommé, et me donnèrent une grande espérance, je dirai mieux, la con- » viction que tout irait bien. Je transmettai ces heureuses nouvelles à S. A. R.

» En arrivant à La Coche j'y trouvai Clari forcé avec beaucoup de ré- » solution par les grenadiers, et surtout par la valeur du marquis d'Oncieux » qui poussa les ennemis avec la vivacité nécessaire dans ces occasions, où » c'est elle qui décide du succès. Tout ce qui ne s'était pas sauvé par » une prompte fuite, fut pris ou tué.

» Un brouillard fatal s'éleva dans ce moment sur Clavières, et il fut im- » possible de discerner ce qui s'y passait.

» Toute la besogne à La Coche, Rachal et Clari étant faite, les tronpes » se formèrent pour la retraite. L'heure à laquelle le feu avait commencé » au-dessus de Clavières, les flammes des huttes des postes français me » faisaient augurer que les choses allaient bien de ce côté là. Chacun » devait se retirer aussitôt. Néanmoins les coups de fusil que j'entendais » encore me déterminèrent à rester. J'envoyai plusieurs personnes pour m'as- » surer de ce qui se passait à Clavières. Enfin, après une heure et demie » environ d'attente, j'eus la certitude que le chevalier Costa était à Césanne; » je venais d'apprendre en même tems qu'on n'était pas parvenu au fort de » Bœuf, mais il était trop tard pour réparer à cette omission, et d'ailleurs » c'était un mouvement inutile, du moment que Costa avait quitté Clavières. » Malheureusement elle fut cause que monsieur d'Orlier, brave officier sous- » lieutenant dans Gènevois, fut pris. Il avait fait un nombre de prisonniers » qu'il fut obligé de lâcher; il crut pouvoir se retirer au fort de Bœuf. Le

Digitized by Google

» brouillard ne lui permit pas de voir qu'il était occupé par les ennemis. » Comptant sur le plan, qui était que les nôtres s'en fussent rendus maîtres, » il monta de ce côté là, il y fut enveloppé et fait prisonnier. J'ordonnai » la retraite, qui se fit très-paisiblement, emmenant une cinquantaine de » prisonniers faits à La Coche et à Clari.

» On entendait quelques coups de fusil de loin en loin du côté de la côte » des Baisses, je n'en conçus aucune inquiétude conjecturant que c'étaient » quelques tirailleurs français qui suivaient l'arrière-garde de d'Allemagne. » Costa s'était retiré par St-Gervais à Césanne, la colonne d'observation » n'avait rien à faire qu'à se replier en bon ordre sur le col de Chaberton. » Je savais que la garnison de Mont-Genèvre était composée d'une com- » pagnie de carabiniers, de la demi-compagnie Grand, des chasseurs du » Dauphiné et de deux compagnies de Boulonnais, ainsi j'étais parfaite- » ment tranquille pour ces troupes. Aussi ma surprise fut-elle égale à ma » douleur, lorsque j'appris l'échec qu'elles y ont souffert.

» Qu'il me soit permis de remarquer les conséquences fatales du défaut » de discipline qui règne dans nos troupes. Nous attaquions 300 hommes » avec plus de 1800, sans les troupes d'observation ; toutes les colonnes sont » arrivées à point nommé, l'ennemi a été surpris complètement; tous les » points attaqués ont été emportés, et par une suite funeste de cette in- » discipline, qui fait que les soldats marchent, tirent, pillent sans que leurs » officiers puissent les contenir, une affaire certaine déjà, presque consommée » a tourné à notre désavantage. Car lors-même que la perte des ennemis » en morts serait beaucoup plus considérable que la nôtre, la dispropor- » tion des forces ne pouvait admettre de l'égalité dans le total des pertes.

» Je ne parlerai pas de la colonne de droite, n'ayant pas vu par moi- » même ce qui s'y est passé.

» À celle du centre messieurs de Clermont, Zino, Cacciapiatti, St-Real » et de Valaise ont éxécuté les instructions à merveille. Messieurs d'Oncieux » et de Boringe, qui faisaient l'avant-garde, l'ont conduite en officiers braves » expérimentés.

» Je dois dire à la louange des régimens de Nice et de la Reine que la » marche pénible à été faite avec une gaieté et un ordre vraiment admi- » rables; messieurs d'Avogadro, et de Vivalda, commandans du premier et » du second bataillon de la Reine, ont entretenu l'ordre dans leur troupe,

» ainsi que monsieur de St-Étienne dans le contingent de Nice. Monsieur » Hudry, qui connaissant déjà le pays, formait l'avant-garde, l'avait con- » duite avec beaucoup d'intelligence, et il est vivement à regretter qu'il ait » manqué à sa dernière destination.

» Si nos officiers acquièrent de l'expérience, et nos soldats de la disci- » pline, leur valeur et leur zèle seront susceptibles de grandes choses, » jusques-là le courage même deviendra une cause de revers et de défaite ».

Ce que Revel ne voulait pas dire dans un rapport officiel, on le trouve dans une note écrite de sa main. « Ce n'a été qu'à notre retour à Oulx » que j'ai su toutes les sottises qu'ont faites nos troupes si supérieures en » nombre. Si l'on compare ce qui s'est fait avec ce que le marquis d'Alle- » magne avait ordre de faire par ses instructions, on concevra les causes » de ce désastre. J'ai parlé de la confusion qui fit que dans le commence- » ment les grenadiers firent feu sur les volontaires du chevalier Costa. Le » marquis d'Allemagne ne témoigna jamais que beaucoup d'inquiétude et d'ir- » résolution, qui dégénéra ensuite en aliénation entière d'esprit et frénésie.

» Ses troupes marchèrent sans ordre, elles descendirent jusqu'au Mont- » Genèvre contre l'ordre positif qu'elles en avaient. Au lieu d'exécuter sa » retraite le long de la côte de la Baisse, en se repliant un corps sur l'autre, » chacun se retira comme il le voulut à la débandade et descendit dans le vallon » des Baisses. Le brouillard vint augmenter la confusion. Cela donna lieu à » cette poignée de Français de gagner quelques huttes sur la côte de la » Baisse et du côté de Chaberton. Les grenadiers de Royal Allemand ti- » rèrent toutes leurs cartouches, mais sans effet, et nous perdîmes au-delà » de 160 hommes presque tous prisonniers. Le chevalier Mallon, capitaine » dans l'état général, qui était destiné à guider cette colonne, fut victime de » l'incapacité de son commandant et reçut une blessure mortelle. Huit autres » officiers furent faits prisonniers, entr'autres le chevalier de Châteauvieux, » major du régiment d'Aoste, qui avait aussi peu d'expérience que de qualités » physiques pour la guerre de montagne. Plusieurs officiers offrirent au » marquis d'Allemagne de le tirer d'affaire, il s'opposa à tout, alleguant que » ce qu'on lui proposait n'était pas dans ses instructions. Sa tête s'était » tellement échauffée qu'il était tombé dans un délire frénétique. Ce ne » fut qu'avec une peine extrême, et en le traitant très-durement, qu'on le » sauva malgré lui.

Digitized by Google

» Tel a été le résultat d'une affaire, où l'on peut dire que les combi-
» naisons n'ayant pas été dérangées par des événemens fortuits, le succès
» en était certain, si l'ineptie et la folie, et la désobéissance ne s'étaient
» réunies pour la faire mal tourner. On a regretté que je n'ai pas été à la
» colonne de droite; en voici la raison. Une partie de cette colonne seule
» devait agir, celle commandée par le chevalier Costa, et elle a réussi
» dans son but. La besogne du reste de la colonne était purement d'observer
» si Costa réussissait dans son attaque ou non. Dans le premier cas, le
» chevalier Costa se retirant par St-Gervais, le corps d'observation n'avait
» plus qu'à faire la retraite par Chaberton, en suivant le même chemin
» qu'il avait pris en venant. On verra dans les instructions qu'on avait
» prescrit à monsieur d'Allemagne ce qu'il devait faire, interdit ce qu'il
» n'aurait pas dû faire, et qu'il fit tout le contraire. La colonne du centre
» pouvait ne pas réussir à l'attaque de La Coche, s'il y eût eu beaucoup
» de monde; mais outre que j'étais assuré du contraire à cet égard, c'était
» sur celle de la gauche que je comptais pour lui en ouvrir l'entrée. La
» colonne du centre était assurée de trouver de l'appui à Césanne, au lieu
» que si la gauche eût dû se retirer, le terrain était beaucoup plus désa-
» vantageux et l'opération plus difficile ».

Le 3 septembre les troupes étaient rentrées dans leurs positions primitives.

La cause qui avait gâté l'entreprise de Clavières ne devait pas empêcher de poursuivre le projet d'attaque du Mont-Cénis. On avait inquiété Mont-Genèvre, on avait montré des forces assez imposantes dans les vallées, il fallait en profiter, et se porter le plus rapidement possible sur le Mont-Cénis. Tel était du moins l'avis de Revel qui avait même déjà préparé tous les détails de l'attaque qui se serait faite sur cinq colonnes portées sur les points suivans:

Première sur Lameth. Nice 630 hommes, chasseurs francs 120, milices Geninetti 40, milices du Col 30, égal à 820 hommes. Forcer Lameth de vive force; troupes légères poursuivront sans relâche l'ennemi, tandis que Nice cherchera à ouvrir l'entrée du petit Mont-Cénis à la deuxième et troisième colonne.

Deuxième, sur les postes inférieurs de Lameth et Molar Fenêtre. Ivrée 130, milices savoyardes 40 = 170 hommes. Attaquer, occuper et forcer l'ennemi, si cela se peut. Se réunir, dès qu'on pourra, à la première colonne.

Troisième, sur l'Arpon, grenadiers 400, Maurienne 240, Zimmermann 200, = 840 hommes. S'avancer sur l'Arpon, donner toute l'occupation possible à l'ennemi, et pénétrer, dès qu'on pourra, sur le Mont-Cénis pour se réunir aux deux premières colonnes.

Quatrième, sur le petit Mont-Cénis. Grenadiers 150, Maurienne 240, Génevois 180, Aoste 100, milices 30 = 700 hommes. Menacer le petit Mont-Cénis, et en occuper les troupes, s'il est impossible de l'attaquer sérieusement. Réunir vigoureusement ses efforts à Nice dès que ce régiment tentera l'attaque de son côté. Si l'ennemi s'ébranle, le suivre d'aussi près que possible.

Cinquième, redoute de St-Pierre d'Estravache et Bramant. Grenadiers 300, Aoste 250, Génevois 550, chasseurs de Génevois et d'Ivrée 100, Ivrée 150, la Reine 80, milices 50 = 1480. Les troupes légères et volontaires détachées s'empareront de la redoute de Bramant, on attaquera ensuite la redoute de St-Pierre d'Estravache, on soutiendra toutes ses opérations vigoureusement. Rompre les ponts du Nan et de Sainte Anne pour barrer aux ennemis le grand chemin.

On aurait eu en outre détaché de Fenestrelle, pour mettre en observation, un bataillon de Lombardie à Sestrières, et un bataillon de la Reine dont six compagnies à Millaure, une au Col de la Mulatière et une à Bramafan, et on détacherait 80 volontaires pour se porter à Étiaches et se joindre au reste de la troupe.

Un détachement de 40 hommes d'Ivrée irait rejoindre les 60 hommes de Zimmermann placés vers le Col de la Mulatière, d'où ils se porteraient avec 200 milices de la vallée de Lans sur Bessans, et Averolles menaçant la retraite vers l'Iseran.

D'après les rapports, les Français n'avaient en ce moment au Mont-Cénis que

1 bataillon grenadiers
1 » franc
1 » Basses Alpes
1 » neuvième de l'Isère
1 compagnie de guides
2 compagnies de canonniers.

Toutes les colonnes, disposées de manière à attaquer en même temps, auraient tellement occupé l'ennemi et pressé de si près, que le succès d'une seule

amenait celui de toutes les autres. Outre les pertes qu'on aurait occasionné à l'ennemi, on aurait détruit tous ses ouvrages, pris son artillerie, et brûlé ses magasins, et profité pour nos magasins des fourrages abondans du Mont-Cénis. En profitant du moment où l'ennemi était faible et sujet à la désertion pour l'éloigner, on rendait possible la communication avec la Maurienne et Tarentaise, et on alarmait l'ennemi au petit St-Bernard. Il fallait encore calculer l'effet moral que produirait la réussite sur les populations de la Savoie. De toute manière la retraite était assurée par la ligne de l'Arcangel. Le moment était favorable. L'ennemi après l'affaire du 30 août se renforçait vers le Mont-Genèvre; on savait que des renforts, soit 30 bataillons venant du Rhin, étaient en route, il fallait en prévenir l'arrivée. Revel qui après fortes reconnaissances avait tout disposé, voulait qu'on attaquât le 7 septembre. Le duc d'Aoste voulut soumettre la chose à un conseil de guerre, et la défensive prévalut par suite de la répugnance générale qu'éprouvaient les officiers pour l'expédition en montagne. On décida qu'assurés sur la droite par la ligne de l'Arcangel, on porterait des forces vers Oulx pour protéger les vallées, et les garantir, si cela était possible, d'un pillage que faisait craindre la prochaine arrivée des renforts qu'on annonçait à Briançon, et qui en effet s'y montrèrent, et de là défilèrent vers l'armée d'Italie.

Revel reçut l'ordre d'y aller avec un bataillon composé de Gènevois et Ivrée, les deux bataillons de Nice, un de la Reine, et trois compagnies de chasseurs. Il ne devait par aucun motif compromettre les troupes.

(1) « En exécution des ordres de V. A. R., les troupes destinées à cou-
» vrir les vallées sont portées de manière à remplir cet objet avec tous
» les ménagemens possibles pour leur épargner des souffrances et les con-
» server en santé. Notre position est concentrée; la droite est couverte par
» les postes des Chabrières et des Auberges, ce ne sera pas d'ailleurs le
» point d'attaque de l'ennemi; notre gauche est appuyée à deux points que
» l'ennemi ne peut pas négliger, qui sont *Soleil de bion* et *Serre de la Frassea*.
» La nature du ravin, qui est en avant de la ligne, qui commençant à Frassea
» passe par la Trouchée et les Mallefosses, est telle que l'ennemi ne peut
» la traverser que dans quelques points gardés, ce qui donnera le temps

(1) Revel, d'Oulx au duc d'Aoste à Turin, 19 septembre.

Digitized by Google

» aux troupes de se porter aux positions prescrites. Au signal d'attaque » il y aura deux bataillons à la Frassea, à la Trouchée, un bataillon au col » Bourget, et un bataillon sur les hauteurs d'Oulx pour protéger la défense » ou la retraite des chasseurs et milices destinés à observer les mouve- » mens des colonnes qui pourraient venir par le chemin de Césanne, par » les cols qui sont au-delà de la Doire, et par la vallée de Bardonnêche.

» Si les forces de l'ennemi ne sont pas trop supérieures, on tiendra à » Oulx. En cas de retraite, la droite se dirigera vers *Côte-plane* en obser- » vant que l'ennemi ne puisse point nous primer sur les hauteurs.

» Si l'ennemi ne réussit pas à forcer Soleil de bion et la Frassea, il ne » peut avancer que par le bas, et ce mouvement peut présenter des occa- » sions favorables de tomber sur lui avec avantage.

» Il est encore plus que probable que l'ennemi attaquera sur plusieurs co- » lonnes, qui partant de points fort-éloignés, arriveront les unes avant les autres. » En pareil cas, au lieu de se retirer sans combattre devant des forces supé- » rieures, on peut tomber avec toutes nos forces réunies sur une des colonnes » de l'ennemi, la battre, et se tourner successivement contre une autre, pro- » fitant du désordre qui se mettrait dans les rangs des Français. La retraite » assurée par les hauteurs nous laissera toujours maîtres de nos mouvemens.

» Au premier avis de l'approche de l'ennemi, les bagages seront de suite » envoyés à Montsol avec une petite escorte et de là, s'il est nécessaire, ils » se replieront sur Exilles.

» La saison avançant, j'ai fait cantonner les troupes, étant suffisamment » gardées de toute surprise par les postes établis le long du Rif de Malle- » fosse, les bivouacs avancés, et les patrouilles qu'on enverra tous les soirs » en avant ».

Vers la fin de septembre les Français vinrent à la Novalaise. Ils envoyèrent un corps du côté du Prachantel pour tenir en échec les troupes de l'Arcangel, un autre fila par leur gauche pour faire tête aux troupes du *Crest des Padre*, un troisième corps passa par la rive droite de la Cenisia et enveloppa la Novalaise, pendant qu'un quatrième corps descendait par le grand chemin. La négligence, avec laquelle le chevalier de la Roque, lieutenant-colonel d'Aoste, qui commandait à Venaus, laissait faire le service, fut cause qu'il n'y avait point de patrouille de ce côté là. La fusillade commença au poste de Sainte Marie, où les milices savoyardes voulurent résister

contre les ordres exprès, et se firent envelopper. L'officier qui commandait au Casiol, au lieu de marcher avec toute sa troupe, ainsi qu'il en avait la consigne, détacha un sergent et eut la bêtise de dire ensuite dans son rapport que si son sergent eût eu plus de monde (c'est-à-dire le monde qu'il retint lui-même si mal à propos), il aurait chassé les Français de la Novalaise. Une patrouille de 50 hommes, envoyée de Venaus et commandée par monsieur Carret, qui ne connaissait pas du tout le pays, s'étant avancée sans précautions dans le village de la Novalaise, fut enveloppée par l'ennemi et se rendit. Les troupes parties de Suse sur l'avis tardif du mouvement des Français arrivèrent au pont du Venaus avant que les troupes cantonnées dans ce village y fussent rendues, ce qui prouve la négligence excessive et la lenteur coupable qui présidait à leurs mouvemens. Notre perte fut de plus de 60 hommes, presque tous faits prisonniers; celle des ennemis dut être presque nulle, n'ayant eu d'autre combat que celui soutenu hors de propos par les milices, dont le lieutenant Duseuil, fait prisonnier, fut ensuite fusillé contre le droit des gens.

L'ordre de la défensive limitant les mouvemens à de simples excursions, on les renouvela autant que possible. Dans une d'elles le capitaine des milices Geninetti, homme de cœur zélé et intelligent, malgré la grossièreté de son éducation, alla du côté de Bessans et y prit 17 Français qui étaient à un poste avancé. Il conduisit cette petite expédition avec intelligence et valeur et n'y perdit qu'un seul homme.

Voulant aussi profiter de la disposition des Français à croire que les nôtres se sauvaient, Revel organisa un système de provocation, qui consistait à envoyer quelques hommes en avant, ayant l'air de travailler à quelque chemin ou précéder quelque détachement; les Français sortaient contre eux et attirés par leur fuite apparente, ils venaient donner contre les réserves disposées d'avance pour bien les recevoir. Ces pertes en détail finirent par être assez considérables pour l'ennemi.

Les Français firent encore une expédition du côté de la vallée de Lans, et attaquèrent *Piansolé*, occupé par monsieur de Schuhmaker, capitaine lieutenant au régiment de Zimmermann, avec 80 hommes. Cet officier se conduisit avec valeur, et ce ne fut qu'après une longue résistance que les nôtres durent se retirer avec une perte de 40 hommes, mais en en causant une aux Français de 130 hommes d'après les rapports venus d'eux-mêmes.

Digitized by Google

Cet événement fut le dernier de la campagne, tout le reste n'ayant plus été que des fusillades de nul effet.

(1) « Les Français se montrèrent devant Oulx le 14 novembre sur le lende-
» main du jour que j'ai été parti; le baron Grimaldi qui y commandait ne
» jugea pas à propos de rien tenter, et c'est fâcheux; car d'après les rapports
» des déserteurs la colonne, descendue par le col de Desertes sur Pierre Menan,
» était abîmée par la longueur et la difficulté du chemin. Beaucoup de soldats
» avaient des membres gelés et perdu leurs fusils. On aurait pu détacher
» des troupes. Le sergent Vachet du Mélezet avec deux milices parvint à
» arrêter et faire rebrousser chemin à un corps français, qui du col de
» l'Échelle devait aller occuper Bramafan ».

Ordre avait été donné de disposer les troupes pour l'hiver; voici les instructions de Revel à ce sujet. « Les neiges forment, on peut dire, la garnison
» de toute la partie élevée de nos positions, et l'on a tout lieu de penser
» que l'ennemi ne songera même pas à venir dans les vallées pendant l'hiver.
» Il convient néanmoins de prendre des précautions pour la sûreté des
» troupes qu'on y laissera.

» La principale sûreté sera dans la vigilance et reposera principalement
» sur l'exactitude des observateurs placés dans les endroits par lesquels
» l'ennemi doit passer, des émissaires, et de la surveillance des postes
» avancés.

» Les observateurs seront choisis et disposés dans les villages d'avenue.
» Pour les émissaires on s'adressera au major Brazet, capitaines Geninetti,
» Plan Ambrosis, et autres officiers de milices qui indiqueront les personnes
» à employer. En outre les commandans des lignes d'Oulx et de l'Arcangel
» feront appeler à eux successivement le consul, un des notables, ou des
» conseillers des communautés ou villages de Thures, Bousson, Césanne,
» St-Sycaire, Fenils, Deserts, Vazous, les Soubraus, Puy de Beaulard,
» Château Beaulard, Beaulard, Mélezet, Bardonnêche, Rochemolle, Millaures,
» Royer et Saulx, ainsi que ceux de Valfroide, Sautan, Deneis, St-Colomban,
» St-Pierre, et la Novalaise; les premiers pour la ligne d'Oulx, les seconds
» pour celle de l'Arcangel, et le commandant leur déclarera de la manière
» la plus ferme, que dans le cas où l'ennemi passerait par leur village ou

(1) Revel, de Suse, au duc d'Aoste à Turin, 16 novembre.

Digitized by Google

» dans leur territoire, et qu'il n'en soit pas averti, le consul, notable, ou » conseiller qu'il aura fait demander, lui en répondra. Qu'il sera arrêté » et envoyé enchaîné à Suse pour y être jugé, s'il y a lieu, ou tout au » moins détenu comme suspect. Qu'au contraire si le commandant est averti, » et que la chose soit véritable, il donnera 5 ou 10 livres, suivant la dis- » tance parcourue, en récompense aux exprès. Il leur promettra en outre » de garder le secret sur la personne qui l'aura averti et fait avertir.

» Il faut encore des postes avancés qui assurent que l'ennemi ne puisse » arriver aux quartiers principaux, sans que les troupes en soient averties. » Ces postes seront en avant d'Oulx vers Césanne, du côté de Bardonnêche, » pas plus loin que le pont de la Beaumes, et pour l'Arcangel, en deçà » du vallon de Bar, à la Novalaise, et le Cariot.

« Les redoutes avec de bons fossés, excellentes en été, ne sont guères tena- » bles en hiver parce que la neige comble les fossés; il faudrait des ouvrages » que des profils élevés missent en sûreté contre un coup de main. La » quantité de troupes d'ailleurs qu'on y tiendra étant peu nombreuse, l'ennemi » ne craindra pas de la laisser en arrière.

» Ainsi donc ces postes doivent être considérés comme d'avertissemens. » On ne s'obstinera pas à les défendre, et on se repliera sur le poste prin- » cipal qu'on aura eu soin d'alarmer à la première annonce de l'approche » des ennemis. On soignera le placement des sentinelles, et on suppléera » par des patrouilles à la difficulté de tenir des bivouacs dans une saison » rigoureuse. Dans le cas où les ennemis viendraient pour attaquer du côté » d'Oulx, ce ne peut être que dans le dessein de surprendre et enlever les » troupes qui s'y trouveront. Pour les mettre à l'abri de toute entreprise » de cette nature et en état de résister à une force très-supérieure, on a » arrangé, fortifié, et mis hors d'insulte la paroisse qui peut justement » contenir les 300 hommes formant la garnison d'Oulx. En cas d'attaque » le commandant se renfermera avec tout son monde dans la paroisse, et » s'y défendra à toute outrance. La précaution qu'il prendra d'avoir un dépôt » de vivres pour 3 jours, et des cartouches dans une des chapelles, le » mettra à même de prolonger la défense jusqu'à ce qu'il soit dégagé par » les secours qu'on lui enverra, ou par la retraite de l'ennemi lassé de la » résistance. L'eau passe dans le poste, et la neige y supplée en tout cas.

» Si cependant l'ennemi avait du canon, ce qui n'est guères possible en

» cette saison, ou qu'il y eût une trop grande disproportion de forces, comme » ce serait au-dessus de 2000 hommes, en ce cas il se repliera sur pont » Ventoux, où il se sera fait précéder par les bagages. Le gouverneur » d'Exilles, et le général commandant à Suse lui enverront en toute hâte » des secours. À la ligne de l'Arcangel on tiendra les postes du Tuf blanc » avec un petit détachement de troupes et de milices, le Muret avec » 40 hommes, et le baracon des grenadiers, où il y a 4 pièces, avec 50 hommes. » Le reste des troupes sera placé à l'Arcangel et au Molar Cervet avec » un petit détachement au Molaret.

» En cas d'attaque sérieuse le commandant donnera les signaux établis, » et une centurie partira de suite de Venaus. Il aura soin que les signaux » soient placés en vue de Jaillon, afin que l'on puisse sonner le tocsin dans » ce village comme à Venaus et à Montpantier, dont les masses ont ordre » de se porter à l'Arcangel. La seule vue d'un nombre considérable de » paysans armés peut produire un excellent effet, d'autant plus qu'ils sont » accoutumés à la neige, aux montagnes et à tirer.

» L'objet principal est d'empêcher de percer la ligne en dessus. Si » l'ennemi était tellement supérieur en forces qu'on ne pût lui résister et » qu'on fut sérieusement menacé d'être coupé, le commandant se repliera » sur Venaus. Mais avant d'en venir à cette extrémité fâcheuse qui en- » traînerait la destruction des granges et baracons de l'Arcangel et Molar » Cervet, il fera tout son possible pour arrêter l'ennemi et donner le » temps d'arriver aux secours expédiés de Venaus et de Suse ».

Pour la vallée de Pragelà, les postes avancés étaient à Saussaud, Sestrières, et Chazal. Une centurie avec des milices se tenait aux Traverses, prête à se replier sur Fenestrelles.

Huit bataillons avaient été envoyés vers Colli. Les troupes d'Oulx, de l'Arcangel et de Venaus furent relevées chaque 15 jours par les garnisons d'Exilles et de Suse, et les bataillons furent disposés de manière a passer successivement deux mois sans interruption en quartiers d'hiver.

Le 19 décembre le Roi accordait à Revel l'ancienneté du grade de colonel, à dater du 9 janvier 1794, époque de sa promotion, pour lui témoigner sa satisfaction. Le régiment de Nice entra en quartier d'hiver à Pignerol le premier janvier 1796.

CHAPITRE XII.

Inaction des Autrichiens, leur force et position. — Mouvement sur Acqui. — Succès non poursuivis. — De-Vins fait combattre les troupes royales et attend la coopération des Anglais. — Mésintelligence entre De-Vins et les Anglais. — Attaque de St-Martin. — Mort du capitaine Bonaud. — Autrichiens restent concentrés. — Rapport de Colli à Vienne. — Combats du 23, 24, et 25 novembre. — Quartier d'hiver. — De-Vins rappelé et remplacé provisoirement par Wallis.

Voyons maintenant ce qu'avaient fait les Autrichiens. De-Vins après avoir demandé à disposer des troupes comme il l'entendait, et avoir obtenu l'assentiment du Roi, les avait laissées dans l'inaction au lieu de profiter de tous les rapports qui peignaient avec les couleurs les plus tristes l'état délabré de l'armée française, et son affaiblissement par les détachemens envoyés à l'intérieur, et la désertion. Chose incroyable c'étaient les Français qui prenaient l'initiative.

Le 2 mai De-Vins écrivait au Roi:

» Je ne me suis pas donné l'honneur d'écrire à Votre Majesté depuis mon » arrivée à Alexandrie, parce que je n'avais aucun rapport à lui faire qui » fût assez intéressant. Le second jour de mon arrivée il y a eu une fausse » alarme du côté de Ceva, je voulus faire marcher quelques bataillons pour » en cas de nécessité soutenir ce poste, et je découvrais que le corps » d'armée d'ici n'avait aucune disposition par laquelle même une petite » partie aurait pu se mettre en mouvement pour s'éloigner de leur quartier » de cantonnement. Cette désagréable découverte me donna beaucoup à » travailler, et je compte d'aller le plus tôt possible à Acqui, afin de choisir » quelque emplacement pour camper; car certes ce n'est qu'en réunissant » le tout que je pourrais parvenir à rendre maniables toutes les parties » pour être en cas, à l'arrivée des secours, d'agir de tout côté selon l'exi- » gence des cas.

Le 9 mai il était à Spigno (1) « à pourvoir le pays de ce côté-ci que » je ne connaissai pas... je répondrai à l'incluse de S. M. quand j'aurais » tout vu et que je saurai si je puis remuer le corps d'armée à mes ordres » en mouvement ». Le 10 il écrivait à Colli « Je ferai marcher demain

(1) De-Vins à d'Hauteville, 9 mai.

Digitized by Google

» les Croates et par là je pourrai vous renvoyer les deux bataillons de » Chablais, auxquels vous donnerez l'ordre de marcher dans la vallée de » Vraita, et de même vous y ferez marcher le bataillon que vous avez » envoyé à Coni pour y travailler. J'écris en même temps à S. M le Roi » pour le supplier d'y faire aussi marcher au plus tôt deux bataillons de ceux » qui sont assignés aux ordres de S. A. R. le duc d'Aoste, et par ce moyen » les vallées seront suffisamment gardées. Concernant les alarmes qui viennent » d'être confirmées par diverses nouvelles, que l'ennemi se renforce sur le » Col de Tende, il ne paraît pas croyable qu'ils veuillent défendre ce col » sans aucun dessein. Celui qu'ils pourraient avoir, ne pourrait être qu'une » entreprise sur Démont ou sur Coni. Sachant d'ailleurs qu'il s'y trouve » peu de garnison, et que ces garnisons sont composées de troupes pas » faites pour garder des villes qui sont si près de l'ennemi, vous aurez » soin, monsieur, non seulement de changer ces garnisons au plutôt, mais » aussi vous ferez les dispositions, pour qu'en cas que l'ennemi perçât » de quelque part sur les forteresses, vous soyez d'abord en état d'y jeter » les garnisons nécessaires. J'attends d'abord le nom des régimens que vous » aurez mis dans ces villes ».

Ainsi on était à la moitié de mai, tout montrait l'ennemi affaibli sous tous les rapports, et De-Vins ne songeait qu'à la défensive, qu'à assurer les places fortes.

« Je reviens d'Acqui. J'ai trouvé quelques difficultés dans les chemins » pour éviter les passages multipliés de la Bormida, mais j'espère qu'elles » pourront se surmonter avec une dépense modique. La nouvelle que V. M. » a eu la bonté de me communiquer, concernant le rassemblement des » troupes de l'ennemi à Tende, paraît se confirmer par des lettres du général » Colli. Certainement à moins d'uue intelligence, il n'est pas croyable que » l'ennemi veuille descendre du Col de Tende pour se mettre au milieu » de tant de troupes qui l'accableraient, et donnant du nez contre une » forteresse. Je prie très-humblement V. M. de donner les ordres à S. A. R. » le duc d'Aoste, pour qu'elle envoye deux bataillons dans les vallées » de Vraita et Maira. Je ne les demande que jusqu'au temps que j'aurai » rassemblé toutes les troupes, pour pouvoir resserrer la communication » avec celles qui sont actuellement sous le général Colli. Il faut tâcher au » commencement d'en imposer à l'ennemi de tous les côtés, jusqu'à ce » qu'on voie le parti qu'il se décidera à prendre ».

Digitized by Google

C'était toujours la même lenteur si fatale dans les campagnes précédentes, et qui fesait manquer une occasion si propice dans la présente. Selon De-Vins la première colonne des troupes de renfort n'arriverait que le 16 à Alexandrie, d'où, après quelques jours de repos, elle rejoindrait l'armée. Pendant ces lenteurs, calculées ou non, de De-Vins, l'expédition manquée de Rome rendait de nouveau à l'armée d'Italie les corps qu'on en avait retiré; la paix avec la Prusse et la Hollande permettait de diriger des secours vers les Alpes, et les troubles se calmant à l'intérieur, la désertion diminuait dans les rangs ennemis. Le quartier général avait été porté à Dego, et le 12 juin les Autrichiens étaient placés de la manière suivante.

Commandant général, baron De-Vins.

Général, monsieur de Wallis.

Divisionnaires, lieutenant général baron de Winkheim, à Dego, et général major baron de Turkheim, à Acqui.

Brigadiers, baron Liptai, baron Pittoni, baron de Ternier, de Rukavina, de Cantù, baron de Fischer.

Général major, baron Hiller, au quartier général.

Digitized by Google

BATAILLONS	ESCADRONS	RÉGIMENS et BATAILLONS	DISLOCATION	MAGASINS de PROVIANDE	BRIGADES
2		Reischi	Camps. de Dego	Dego	Brigade Liptai
1		Reischi 3me	Camps. Acqui		
1		Terzi 3me	Camps. Acqui	Acqui	
1		Terzi	Castelnuovo di Bormida		
1		Terzi colonel	Streve		
1		Brechamolle 3me	Monbaldone	Cascine di Pamparà.	Brigade Pittoni
2		Alvinzi	Camps. de Dego	Dego	
1		Latterman 3me	Camps. d'Acqui	Acqui	
1		Latterman colonel	Spigne	Cascine di Pamparà.	
2		Nabasti	Camp de Dego	Dego	Brigade Ternier
2		Arciduca Antonio			
1		Strassoldo 3me	Camp de Dego	Dego	Brigade Rukavina
1		Strassoldo colonel			
1		Carlstadt 1er	Rocchetta di Cairo compag. 2		
			Montenotte » 4		
1		Carlstadt 2d	Mioglia » 1	Acqui	
			Pont'Ivrea » 1		
			Paretto » 1		
			Squagnetto » 1		
			Ponzone » 1		
			Cremolino » 1		
1		Szluiner	Roccagrimalda » 1	Tortona	
			Silvano Adorne » 1		
			Francavilla » 1		
			Pasturana » 1		
			Besaluzze » 1		
			Pezzela Formigare » 1		
	2	Messaros hulans, 1er major	Camp de Dego	Dego	
1		Jordis 3me pour garder les magasins	Camp d'Acqui	Acqui	Brigade Cantù
1		Schröder	Alexandrie compagnies... 3		
			Tertone compagnies 3		
3		Thurn	Camp d'Acqui		
	1	Messaros, 2d major, 2d	Pozzolo Fermigaro	Alexandrie	Brigade Fischer
	1	Messaros, 1er major, 1er	Alexandrie		
	2	Messaros colonel	Veghera		
	1	Messaros lieutenant colonel, 2d	Rivalta		
	1	Messaros lieutenant colonel, 1er	Visone, Cascine, Lavandara		
	2	Erdödy Hussards, 1er major	Sale		
25	10				

Le général De-Vins qui écrivait au Roi (19 mai) que la ligne de défense du général Colli était trop étendue pour ses forces, et qu'il y remédierait quand il pourrait avancer l'armée impériale pour soutenir sa gauche, ajoutait que, vu la faiblesse de l'ennemi, on ne devait avoir absolument rien à craindre en se tenant sur ses gardes. Et le 21 mai il écrivait à d'Hauteville qu'il fallait faire des tentatives dans les vallées, « ne fussent que pour en im-
» poser à un ennemi que nous savons être très-faible. Du reste quand même
» on perdrait 200 ou 300 hommes sur ce corps d'armée, ce ne serait pas un
» affaiblissement assez considérable pour devoir empêcher d'agir, lorsqu'on
» verra une probabilité de réussir à emporter quelques postes essentiels, ou
» à empêcher l'ennemi d'entreprendre sur nous avec avantage. Voilà mon
» sentiment que je vous prie de vouloir bien mettre aux pieds de S. M.,
» en lui annonçant mon arrivée à Acqui depuis ce matin ». Le sentiment était juste, mais il ne l'appliquait que pour les troupes royales.

Le 12 juin De-Vins écrivait au Roi « En annonçant à V. M. mon départ
» de Dego le 14 courant pour aller prendre mon quartier aux Carcare,
» j'ai l'honneur de lui adresser copie de la disposition que j'ai faite pour
» la marche et mouvement de l'armée, ainsi que du manifeste que j'ai
» adressé à la république de Gênes, et que j'ai envoyé au sénat par le
» lieutenant colonel Brentano (1).

» La contenance de l'ennemi et la reconnaissance des postes, lorsque
» j'aurais occupé la nouvelle position, me fourniront des lumières sur les
» moyens de pousser en avant, et j'aurais l'honneur en son temps d'en in-
» former V. M.

Disposition pour le corps d'armée qui partira le 14 de Dego pour se rendre aux Carcare.

(1) Le général De-Vins y annonçait que le territoire génois ayant été envahis par les Français, il se trouvait obligé d'y pénétrer de son côté pour en chasser l'ennemi et couvrir le territoire impérial. Que la république de Gênes devait comprendre la nécessité où il se trouvait d'en agir, et y voir un motif de sécurité pour elle. Il demandait qu'on ne refusât pas aux Autrichiens ce qu'on donnait aux Français. Que toutes les fournitures seraient payées, personnes et propriétés respectées.

Le gouvernement génois répondit qu'il considérerait comme violation de territoire l'entrée des Autrichiens, tout comme celle des Français, d'autant plus que par là le théâtre de la guerre serait porté sur le territoire de la république.

Digitized by Google

« Puisque toutes les troupes avancent, les postes actuels des Croates ne » sont plus nécessaires dans toute l'étendue qu'ils occupaient jusqu'à cette » heure. C'est pourquoi le bataillon Szluiner occupera les postes de *Pont Ivrea*, » *Mioglia*, *Paretto*, *Squagnetto*, une compagnie à chacun de ces villages, et 2 à » Ponzone. Le second bataillon Carlstadt laissera une division à Montenotte, » assignée au général Pittoni, les deux autres divisions marcheront aux Car- » care, où elles seront assignées au général Rukavina, également que le » premier bataillon Carlstadt. Chaque bataillon enverra d'abord un officier » au général Rukavina pour avoir la direction du nouveau camp.

» Un bataillon Nadasti partira du camp de Dego deux heures avant le » jour pour marcher aux Carcare. Il sera également assigné au général » Rukavina.

» Toutes les autres troupes du camp de Dego se mettront en marche à la » petite pointe du jour. Le second bataillon Nadasti marchera à la tête pour » pouvoir au besoin rejoindre le général Rukavina, mais au cas que les hau- » teurs, que l'avant-garde occupera, soient garnies, on leur marquera un » camp devant Carcare. Le reste du corps d'armée de Dego, c'est-à-dire » 2 bataillons Reiski, 2 Alvinzi, 2 Strassoldo, et 2 archiduc Antoine, mar- » chera dans une colonne au camp marqué aux dos des Carcare.

» Deux régimens seront portés sur la droite sur les hauteurs, et deux sur » la gauche également sur les hauteurs, de façon que la vallée reste libre.

» L'artillerie suivra l'infanterie et prendra son camp qui sera marqué » soit à la droite, soit à la gauche, derrière l'infanterie.

» La cavalerie fera l'arrière-garde et sera placée à 3 ou 400 pas derrière » l'infanterie au milieu de la vallée. Tout le bagage restera jusqu'à ordre » ultérieur dans le camp de Dego.

» Les deux bataillons Latterman et celui de Brechamolle partiront de leur » station de Spigno et Monbaldone le 14, et marcheront à Montenotte, où ils » seront assignés au général Pittoni; et puisque de ce côté là il n'y a pas de » chemin chariable, ils laisseront leur bagage en arrière près de l'Abbaye de » Spigno. La compagnie du corps franc de Gyulai, actuellement à Millesimo, » avancera sur la Costa de Biestro, et y restera jusqu'à ce que les généraux » Rukavina et Argenteau aient assuré leur communication. Cette même com- » munication doit être assurée entre les généraux Rukavina et Pittoni.

» Le général Argentau avancera de Montezemolo à St-Jean de Murialto avec

» les deux régimens Belgioioso et Schmidfeld, en y joignant le bataillon » des grenadiers de Strassoldo.

» Le lieutenant général Colli, étant renforcé par les troupes légères soit » du Cairo, soit la compagnie de Gyulai qui est à Cosseria, doit renforcer » autant que possible les postes sur la droite du général Argenteau pour as- » surer toujours plus la communication avec le corps d'armée de la droite ».

VARIATION *à la dislocation de l'armée impériale du 12 juin 1795, pour le 14 du même mois.*

Bataillons	Escadrons	NOMS DES CORPS	où ils sont	où ils vont	GÉNÉRAUX	
1		SZLUINER	Roccagrimalda Silvano Adorno Francavilla Pasturana Desaluzzo Pozzolo Formigaro	Pont'Ivrea compagnies ... 1 Mioglia comp. 1 Paretto » 1 Squagnetto compagnies ... 1 Ponzone comp. 2	Baron Pittoni	
1/3		2d DE CARLSTADT	Mioglia Paretto	Camp à Montenotte		
2 1		LATTERMAN DRECHAMOLLE	Acqui Spigno Monbaldone			
2/3		2d DE CARLSTADT	Pont'Ivrea Squagnetto Ponzone Cremolino	Camp sur les hauteurs devant les Carcare	De Rukavina	
1		1er DE CARLSTADT	Rocchetta du Cairo Montenotte			
2		NADASTI	Camp de Dego			
2 2 2 2	2	REISKI ALVINZI STRASSOLDO ARCHIDUC ANTOINE HULANS	Camp de Dego	Camp des Carcare	Baron Liptay Baron Ternyei	Baron de Winkheim

NB. Le quartier du général De-Vins aux Carcare, et le reste du quartier général au Cairo.

Toutes les autres troupes restent placées, comme par la dislocation du 12 juin.

Le général Argenteau a ordre de s'avancer à St-Jean de Murialto avec les deux régimens de Belgioioso, Schmidfeld, et le bataillon de grenadiers de Strassoldo, et poussera une compagnie de Gyulai à Costa de Biestro, pour la communication avec le camp du général Rukaviös.

Le 16 juin De-Vins écrivait au Roi de son quartier général des Carcare pour se plaindre de l'abus introduit parmi les milices, de s'absenter et quitter leur postes, et de l'incomplet dans lequel on laissait ces compagnies. « Aujourd'hui, continua-t-il, deux bataillons de Thurn et le troisième de » Reiski sont arrivés à ce camp des Carcare. En attendant que le travail » du chemin qu'il faut construire partout, et la formation des magasins » me permettent de prendre une position décidément avancée, je compte de » placer quelques bataillons sur la crête qui se trouve entre l'Altare et » Montenotte, et qui présente une position avantageuse ».

D'Argenteau était à Murialto s'appuyant aux hauteurs de San Giovanni et se tenant en communication avec le centre, la gauche était à Montenotte. Colli de son côté avait avancé des troupes dans les vallées du Tanaro et de la Cursaglia, et se tenait prêt à agir par sa gauche.

Ce ne fut que le 20 que De-Vins continua son mouvement en avant sur Savone, et avec une telle lenteur que l'attaque ne commença que le 23. La gauche avait marché de Montenotte par le Monte Negino sur le sanctuaire de la Madone de Savone; le centre sur deux colonnes s'était porté par Altare et Cadibona sur la Madonna del Monte et par les Mallare sur la position de San Giacomo au-dessous du Monte Alto. Argenteau à la droite marchait sur Rocca del Morte et Settepani.

La colonne de gauche fut la première en ligne et s'empara facilement de Savone le 23. Marchant de là le long de la mer, elle vint jusqu'à Tessano pour tourner l'ennemi qui occupait la Madonna del Monte, mais elle fut repoussée. Néanmoins Rukavina s'empara de cette position dans la journée du 24. Le 25 Winkeim attaqua et prit San Giacomo. Argenteau se rendit maître le même jour de Settepani, pendant que Colli inquiétait toute la ligne devant lui et attaquait sérieusement, mais sans réussir, les hauteurs qui dominent Garessio.

De-Vins, qui s'était porté à la Madonna del Monte, en écrivait au Roi le 25: « Sire. J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté la nouvelle par » monsieur le capitaine Rebuffo, que le général Argenteau m'a mandé; » j'ai l'honneur de l'assurer en outre que le poste de St-Jacques est éga- » lement pris, et ici nous avons pris à l'ennemi le poste de la Madonna » del Monte; ainsi tout va bien, il ne faudrait que la flotte anglaise pour » être maître de toute la rivière ».

Digitized by Google

Après avoir commis la faute d'attaquer avec tant de lenteur, d'attaquer successivement, De-Vins commettait celle de s'arrêter. Il écrivait au Roi le 26 de son quartier général à Legine: « Monsieur le marquis de Clermont aura l'honneur de lui remettre la présente. Il n'y a plus rien de » nouveau depuis le départ du capitaine de Rebuffo; nous avons entendu » une canonnade du côté de St-Jacques, mais comme elle n'a pas duré, » je me flatte qu'elle n'aura pas eu de suite. On voit des vaisseaux dans » l'éloignement, et nous espérons que ce soit la flotte anglaise. Elle viendrait à propos; et en attendant de pouvoir donner à V. M. quelques » détails sur les déterminations à prendre dans les circonstances, j'ai l'honneur, etc. »

La canonnade dont parlait De-Vins était produite par la tentative des Français de reprendre Settepani, et par leur rentrée à San Giacomo, d'où ils avaient rechassé les Autrichiens qui s'y étaient enivrés et livrés au plus grand désordre. L'ennemi était encore maître de la Madonna della Neve, poste intermédiaire entre Settepani et San Giacomo, et c'est de là que partaient ses attaques.

L'inaction inconcevable de De-Vins permit aux Français d'attaquer de nouveau Settepani le 27, mais Argenteau s'y maintint. Le même jour le général Montafia s'emparait du camp de la Spinarda, position dominant la vallée du Tanaro vers Garessio, et le haut de la vallée de la Bormida.

La perte de cette position décida l'ennemi à se retirer sur la ligne de Borghetto, pivotant sur sa gauche qu'il avait pu maintenir aux alpes du Schiavo et de l'Attenzione.

Les Français opérèrent leur retraite en bon ordre et transportèrent tous leurs magasins sans rien perdre. De-Vins ne fit aucun mouvement pour les inquiéter; il s'était établi à Legine près de Savone et n'avait plus fait aucun mouvement. Argenteau conservait ses positions de Settepani et Torre di Melogno avec 4 bataillons; Termiger à sa gauche avec 4 bataillons occupait les hauteurs de Porin et de la Colerina; venait ensuite Cantù tenant avec le même nombre de bataillons la crête de Serro, San Pantaleone, Olle et Gorra, et poussant en avant vers Magliolo et Bardino; cinq bataillons aux ordres de Pittoni fermaient la ligne depuis Gorra à la mer devant Finale.

Liptay avec 4 bataillons se tenait en réserve depuis Vado à la Madonna del Monte, et Turckeim avec cinq bataillons depuis la Madonna del

Monte à Savone, 6 escadrons, dont 4 du régiment Roi de Naples, étaient echelonnés sur la route depuis Finale à Savone. De-Vins, immobile dans ses positions, attendait que l'ennemi se retirât; le 7 juillet il écrivait de Savone au Roi. « Ayant trouvé le moyen de rassembler autant de vivres » pour faire marcher une partie des troupes à mes ordres, je fais occu- » per les hauteurs entre Melogno et Finale. L'ennemi a pris sa position » entre Loano et le St-Bernard, mais selon les nouvelles qui me viennent » de tous côtés, je dois supposer qu'à l'heure qu'il est le St-Bernard a été » également abandonné par l'ennemi, de façon qu'il faudra qu'il aban- » donne la position qu'il a actuellement, et selon toutes les apparences il » pourrait bien se retirer dans le comté de Nice. Si l'abandon du St-Ber- » nard se confirme, je ferais avancer ma droite de Melogno, et par ce » mouvement les troupes de S. M. l'Empereur se joindront totalement aux » troupes de V. M. Cette circonstance rend nécessaire que V. M. aie la » bonté de donner les ordres au général Colli, pour qu'il m'envoye direc- » tement les rapports de la position des troupes, et qu'il ne fasse plus » aucun mouvement qu'après en avoir reçu les ordres de moi, pour que » toute l'armée puisse combiner ses mouvemens, sans quoi je serais tou- » jours exposé à me voir contrarié. V. M. connaît mon zèle pour le ser- » vice en général et mon dévouement pour elle en particulier, ce pour- » quoi elle peut être assurée que tous les mouvemens que je ferai faire à » ses troupes ne dériveront que de la volonté que les choses aillent bien » sans exposer des troupes mal-à-propos ».

De-Vins ne laissait pas cependant goûter le même repos à nos troupes. D'après ses ordres Colli fit attaquer sur toute la ligne le 2 e le 6 juillet. Le plus grand effort était dirigé contre Pian Bernardo, au-dessus de Garessio et la Colla dei Termini, d'où l'on pouvait tomber sur Ormea et le haut Tanaro. Une colonne faisait en même temps par le Carlin une démonstration sur Ormea. Le général Latour dirigea ces attaques avec beaucoup d'énergie, et nos troupes y montrèrent beaucoup de bravoure. Mais l'ennemi, complètement rassuré pour sa droite par la lenteur de De-Vins, avait tellement renforcé sa gauche, que les efforts des Piémontais ne purent triompher de la supériorité que lui donnaient la position et les secours expédiés successivement par Kellerman. L'alarme fut cependant grande parmi les Français; ils évacuèrent Garessio et Ormea, et ils crurent un

moment qu'ils allaient être tournés. Peut-être en aurait-il été ainsi, si De-Vins avait agi de son côté, et si Colli au lieu de rester à Mondovi avait par sa présence donné plus d'ensemble aux attaques des différentes colonnes, et renforcé à temps celle qui agissait contre le col des Termini.

St-Vital avait attaqué les mêmes jours les abords de Tende, mais là aussi l'ennemi se trouva trop fortement placé pour qu'on pût l'entamer.

Le général autrichien occupait ses loisirs en pensant à la marine, et ne voulait rien opérer sans le concours de la flotte anglaise.

Le 9 juillet il écrivait au Roi, de Finale:

« Je prends la liberté de mettre sous les yeux de V. M. le projet d'ar-
» mement d'un bâtiment de 15 ou 18 pièces d'artillerie, que le lieutenant-
» colonel Matton de Benevello avec ses officiers offrent en général pour
» le service de la cause commune. Au cas, où V. M. daigne acquiescer à
» leur demande, je leur ai proposé en attendant de se servir de la rade
» de Vado, où dans tous les temps ils pourraient non seulement s'équiper,
» mais aussi se retirer sous la protection des forts dudit Vado, s'ils
» étaient poursuivis par quelque bâtiment ennemi, et y trouveraient une
» retraite assurée contre tout ce qui pourrait arriver.

» Quant à moi, il me paraît que leur offre, dans les circonstances pré-
» sentes où je n'ai pas de flotte soit pour protéger mes convois, ou pour
» intercepter ceux qu'on pourrait conduire à l'ennemi, ne pourrait qu'être
» avantageuse, et il dépend seulement de V. M. de mettre à leur arme-
» ment en guerre les conditions qu'elle jugera les plus convenables pour
» le bien de la chose ».

Le lieutenant-colonel Matton de Benevello et monsieur De-Mai, lieutenant de bord et major d'infanterie, déclaraient avoir formé une société pour l'achat, armement et entretien d'un bâtiment de 16 à 18 canons, lequel serait à la disposition du Roi pour protéger l'approvisionnement que les armées alliées voudraient se procurer des ports neutres, et troublerait le commerce des ennemis en faisant des prises. Ce bâtiment pourrait aussi servir à entretenir une communication avec les escadres alliées, et avec la Sardaigne.

Ils demandaient pour cela que le bâtiment fût considéré comme bâtiment de guerre, et qu'on pût choisir sur les individus de marine affectés à l'armée de Ceva le nombre nécessaire pour cet armement, en jouissant des

avantages actuels, et le reste continuant à servir avec l'armée sous les ordres de l'officier de bord qui ne serait pas embarqué.

Le général De-Vins motivait maintenant son inaction sur l'absence de coopération par mer, le 18 juillet il écrivait au Roi de Savone: « Chaque lettre que je reçois de V. M. est une nouvelle preuve de sa bonté, » m'accordant si gracieusement les propositions que j'ai l'honneur de lui » faire. Il est vrai que je puis me dire à moi-même qu'elles ne se font » que pour le bien du service de V. M., mais je n'en suis pas moins » rempli de reconnaissance, vu les preuves de confiance qu'elle a la bonté » de me donner.

» J'ai raison de me flatter que si la flotte anglaise eût voulu faire la » moindre chose pour seconder mes opérations, peut être à l'heure qu'il » est je serais dans le comté de Nice, d'où les Français avaient commencé » à plier bagage à toutes forces. Mais étant abandonné tellement du côté » de la mer, que les corsaires français rodent le long de la côte que j'occupe, au point que je n'ose pas embarquer un sac de farine, et devant » craindre même quelque insulte sur les côtes, il me faut tenir des troupes partout, et l'approvisionnement devient extrêmement difficile. Outre » de ne recevoir aucune espèce de secours de la flotte anglaise, j'eus encore avant-hier le déplaisir de voir passer un transport de 15 vaisseaux » chargés de farine pour la France, escortés de 3 à 4 armateurs français. » Les Génois ont raconté à Savone à des officiers que ces vaisseaux » étaient partis avec un passeport de monsieur Drake, ministre d'Angleterre à Gênes. Je comprends bien qu'il est difficile d'ajouter foi à des » nouvelles qui ne sont fondées que sur des discours; mais toujours est-il » extraordinaire qu'un convoi si considérable ait mis à la mer, pendant » qu'il y avait la flotte anglaise forte de 26 vaisseaux de ligne et de 32 » frégates en mer. Aussi ai-je des nouvelles, que depuis le départ de ce » convoi (qui est allé, à ce que je crois, au Port-Maurice) les Français » qui étaient sur le point de partir, ont pris la résolution de rester dans » leurs postes qu'ils occupent en ce temps. C'est la suite de la conduite » incompréhensible des Anglais.

» V. M. sera déjà informée que le 13 il y a eu une affaire entre les » deux flottes, sur les hauteurs de St-Tropez. On ne peut pas savoir au » juste encore ce qu'il en est, mais le combat n'a pas été long, il n'a

» duré que trois heures. Le vaisseau français l'*Alcide* de 74 canons a sauté » en l'air, et après cela les deux flottes se sont retirées, chacune de son » côté. C'est encore une chose incompréhensible avec une telle supériorité » de force que les Anglais avaient ! Moyennant quoi nous ne sommes pas » plus avancés.

» Dans ce moment je reçois la nouvelle par le comte Girola, que mon- » sieur Drake veut se rendre dimanche ou lundi avec quelques vaisseaux à » Savone, mais je crois ne devoir confirmer cette nouvelle à V. M. que » quand il sera ici ».

De-Vins était cependant plus entreprenant dans sa correspondance, car il répondait aux plaintes, assez mal fondées du reste, du gouvernement génois contre les mesures d'autorité publique qu'il prenait sur le territoire de la république; que c'était extrême bonté de l'Empereur s'il ne regardait pas comme pays conquis et acquis à l'empire tout le terrain dont on avait chassé les Français. Qu'en tout droit on pouvait le considérer comme pris à l'ennemi et non appartenant à la république, puisque celle-ci ne s'était pas donné la peine de le garder contre les Français.

Cette idée de la possibilité de rétablir l'autorité de l'Empereur à Gênes y fit un fort mauvais effet, surtout en regard des grandes phrases d'affranchissement que le gouvernement français prodiguait, quelque peu rassurantes qu'elles pussent être.

Sa diplomatie n'était guères plus brillante avec Kellerman. Celui-ci s'était plaint de mauvais traitemens usés aux blessés par des soldats autrichiens. De-Vins répondit :

« Vous savez que nous avons de corps francs et d'autres troupes en » partie sujets turcs, et en partie des confins de la Turquie; vous savez » que par leur éducation, ces peuples sont bien plus cruels que toutes » les autres troupes d'Europe. Cependant je ferai mon possible pour obvier » aux plaintes que vous venez de me faire, si elles sont réellement » fondées ».

De-Vins avait également été malavisé avec les Anglais. Après avoir laissé soupçonner le ministre anglais à Gênes, monsieur Dracke, de prêter main aux armateurs français, il se brouilla avec l'amiral.

Celui-ci avait envoyé le comm^t Nelson pour combiner quelque expédition avec le général De-Vins. Après de longs pourparlers, dans lesquels

Nelson cherchait à ne pas compromettre les vaisseaux, et De-Vins en fesait de même pour ses troupes, le commandeur anglais avait présenté un projet de descente dans la rivière de Ponent qui couperait les communications de l'armée française.

De-Vins répondit critiquant vivement le projet. Il disait en avoir formé un très-bon, mais qu'il en suspendait encore la proposition, et il laissa croire que cela était parce qu'on disait la paix conclue entre l'Empereur et la France.

Les Anglais furent irrités de cette supposition. Le ministre s'en plaignit avec le Roi et avec le général De-Vins. Monsieur d'Hauteville représenta vivement la chose au général autrichien, qui répondait le 20 septembre de Savone: « En réponse de la vôtre du 16 de ce mois, j'ai l'honneur de » vous insérer 1° la lettre de monsieur Nelson, 2° ma réponse à cette » lettre, 3° la réponse de monsieur Dracke à la mienne. Ces trois pièces me » justifieront suffisamment. Vous ne trouverez pas mauvais que je n'entre » pas dans un détail plus ample, parce que je ne pourrais parler qu'avec » le dernier mépris d'un homme qui tient un caractère public, et qui en » abuse en inventant des mensonges si grossiers vis-à-vis d'un homme » qui a toujours été au-dessus de toutes les tracasseries. Je ne vous nierais » pas que deux lettres, l'une de Gênes, l'autre de Piémont, ne m'aient » donné la nouvelle de la paix, mais puisque je sais trop que l'on dé- » bita quelquefois de ces sortes de nouvelles par malice, et que ceux » qui les écrivent peuvent être induits en erreur; je ne suis pas assez cré- » dule pour faire de ces sortes de lettres un usage qui pourrait tirer à » conséquence, de quelque façon que ce soit. Tout l'usage que j'en ai fait » était d'en faire la confidence à monsieur le marquis de St-Marsan, et le » prier de s'en informer en passant par Gênes, s'il y a quelque apparence » à la paix. Vous verrez d'ailleurs que le projet de monsieur Nelson était » si mauvais, qu'en vérité il n'a pas été nécessaire de chercher des causes » éloignées pour le refuser. Je dois vous dire aussi que dans la seconde » réponse sur la façon d'exécuter le plan que j'avais projeté, je répondis » que je ne pouvais entrer dans aucun détail jusqu'au moment de l'exé- » cution, vu qu'il fallait confier le secret à trop de monde, et qu'ainsi » l'on risquait d'être trahi avant le moment de l'exécution. Que puisque » je m'étais offert de conduire l'expédition moi-même, je ne hasarderais

» ni les troupes ni les vaisseaux de S. M. britannique. Que du moment » que monsieur Nelson m'assurera qu'il a la quantité de vaisseaux nécessaires à transporter 10/m. hommes avec artillerie et bagages, je mettrai la main à l'exécution. Je n'ai pas cru pouvoir répondre autrement » à des gens qui m'ont fait un projet, dans lequel il aurait fallu échouer » nécessairement, et qui, outre cela, ont pu inventer un mensonge si » noir et si impertinent ».

Le dessous des cartes était qu'on accusait De-Vins de rester tranquille à Savone pour y délivrer des lettres de marque à des corsaires et profiter de leurs prises. Or, Nelson avait déclaré qu'il ne reconnaîtrait d'autres titres que ceux conférés par le Roi et visés par Dracke. De là cette animosité dont le roi de Sardaigne souffrait plus de tous, et ces sourdes accusations empêchaient toute combinaison de concours.

Tout cela au reste s'accordait parfaitement avec l'inactivité que De-Vins cherchait à garder, et qu'il tentait en vain de motiver.

Il était évident que, rassuré pour le Milanais, il en revenait à la politique des années précédentes, de laisser aller les choses au point que le Roi fût réduit à se mettre complètement à la disposition de l'Autriche. Colli, qui jadis était d'accord pour contrarier St-André, aurait voulu maintenant que De-Vins en eût agi autrement avec lui, et il régnait entre eux le plus grand désaccord.

Malgré la retraite des Français, malgré les attaques des Piémontais, ce ne fut que le 13 juillet que d'Argenteau, Cantù et Pittoni reçurent l'ordre d'avancer un peu. Le premier se porta à Mont-Caplin, Cantù à Mont-Beretta et Pittoni à Monte-Carmo et Loano. La ligne autrichienne était ainsi tracée par les hauteurs de la rive gauche de la Varetella jusqu'à la pointe Alzabecchi, et de là par Rocca Barbena, Monte Dingo et S. Bernardo, où était Montafia.

Les Français de leur côté fortifiaient activement et d'une manière redoutable leur ligne de défense depuis Borghetto par les monts An, Fratelli, Zuccarello, l'Alpe et Galero, d'où descendant à Ormea, elle allait par le haut Tanaro se joindre aux positions du Col de Tende. Les avant-postes des deux armées occupaient le terrain intermédiaire.

Au mois de septembre De-Vins pensait déjà à l'hiver, et il écrivait du bourg de Savone, le 6 de ce mois, à d'Hauteville. « Notre correspondant

» intermédiaire le marquis de St-Marsan nous a si bien servis dans notre » correspondance d'affaires, qu'il aurait été superflu que dans la quantité » de lettres que vous recevez continuellement, vous en trouviez aussi des » miennes, mais actuellement qu'il peut être question d'une autre campa- » gne, je crois nécessaire de vous communiquer ce que j'ai écrit à ce » sujet à ma Cour. Le mauvais temps qu'il fait actuellement dans les mon- » tagnes défend nécessairement toute entreprise solide aux Français du » côté des montagnes, et pour la partie de la rivière, où l'on peut agir » même pendant l'hiver, j'en aurai soin. Il s'agit donc de parler pour la » campagne prochaine. Les Anglais paraissent toujours fermes dans leur » souhaits d'agir du côté de la Savoie. Il faudra les tenir dans cette dis- » position; et puisque le baron Thugut connaît également ce désir des » Anglais, j'ai écrit qu'il faudra pour l'entreprendre 20/m. hommes de » troupes autrichiennes, outre celles qui s'y trouvent actuellement. Que » cependant le vivre et le transport des vivres nécessaires pour les troupes » qui doivent entrer en Savoie feront une dépense si considérable que ni » S. M. l'Empereur ni S. M. le Roi, après une si longue guerre, ne pour- » ront la fournir. Cet article des dépenses doit donc être fourni par les » Anglais. On pourra leur faire entrevoir qu'à mesure qu'on pourra avancer » dans un pays plus ouvert, cette dépense diminuera. Ainsi la dépense ne » sera forte que les premiers deux mois. En conséquence de ce projet, il » faudra que S. M. l'Empereur mette en marche les 20/m. hommes, pour » qu'ils puissent être en Piémont pour la fin du mois de mai, et que l'ar- » gent pour l'achat des vivres et des mulets soit déposité dans la caisse » militaire au commencement de février au plus tard.

» Vous comprenez bien, monsieur, qu'il faut des calculs détaillés sur » les sommes nécessaires que l'on pourra faire dans la suite, mais puis- » que le commencement exige le plus de dépenses, il faudra commencer » par remettre deux millions de florins, car je crois que la dépense ira à » 600/m. florins par mois au moins.

» Avec de telles dispositions faites à temps, je me flatte qu'il ne sera » pas difficile, pas seulement d'entrer en Savoie, mais même de percer » en France, et couper toutes les ressources que les armées françaises » d'Italie en peuvent tirer.

» Voilà mes idées à ce sujet. C'est à vous à les peser, si vous les

» trouvez bonnes et faisables. Mais si vous réussissez à les faire accepter, » il les faudra pousser avec vigueur pour que l'on ne commence pas à en » parler quand la saison ne permette plus d'agir, comme l'on a fait » cette année ».

Que dire de De-Vins se plaignant de la lenteur d'autrui, lui qui, placé devant un ennemi desordonné par une retraite, et entreprenant par sa fougue révolutionnaire, déclarait au mois de septembre qu'il fallait songer à agir à la fin de mai de l'année suivante?

Du côté des troupes royales on cherchait à faire quelque chose.

Le premier septembre le comte de la Roque tentait une expédition qui malheureusement conta des pertes douloureuses.

(1) « Nous partîmes des cabanes du Gorget près d'Entraigues à l'aube du jour, prenant la route à droite du col des Fenêtres, appelée vulgairement de la Roine. Il avait plu pendant la nuit, et pleuvait de temps en temps, le brouillard était épais. Parvenus à mi-chemin du col de la Roine, il commença à neiger, et augmenta pendant tout le passage du col que nous gravîmes non sans peine. Le brouillard dérobant notre marche à l'ennemi, monsieur Bonaud se décida à faire route jusqu'au bois de la Meyris, au lieu de la halte projetée à la cabane dei Saguos. Arrivés au bois de la Meyris deux heures avant la nuit, on s'y arrêta, on alluma du feu, et on distribua l'eau-de-vie aux troupes. Le chevalier Bonaud, rassemblant les capitaines qui devaient commander les différentes petites colonnes, leur fit part que son projet était d'attaquer dans la nuit même, vu le mauvais temps et l'impossibilité de s'abriter, et désigna les guides. J'appris alors par le chevalier Bonaud qu'il avait envoyé un exprès à monsieur Carutti pour lui dire de devancer d'un jour l'attaque de la gauche du col des Fenêtres. Toutes les colonnes se mirent en marche à l'entrée de la nuit. Après une heure de marche le chevalier Bonaud s'aperçut que les colonnes s'étaient égarées et mêlées entre elles. Le soldat, harassé de fatigue et accablé par une pluie incessante, ne pouvait continuer la marche. Il tâcha de rassembler le plus de monde, et me dit que, vu les circonstances, il n'y avait d'autre parti à prendre que de marcher droit sur St-Martin. Je pris la liberté de lui dire que, n'étant point maître des hauteurs du col des Fenêtres, il n'etait pas prudent de se mettre dans un bas-fond

(1) Relation du comte de la Roque sur l'attaque de St-Martin, premier septembre.

comme St-Martin avec des troupes aussi harassées et des armes peu propres à se défendre; que voulant tenter quelque chose, le plus sage était d'attaquer tous le col et N. D. des Fenêtres, que pour lors communiquant par St-Jacques avec Entraigues, nous pourrions nous soutenir. Il adhéra à mon idée, me dit de me mettre à la tête de la colonne, qu'il restait en arrière pour faire filer ses troupes. Je me mis en marche ayant près de moi monsieur Saissi et son capitaine-lieutenant monsieur de Villarey et deux chasseurs de ma compagnie pour guides. Après une heure de chemin, j'entendis crier halte derrière moi, et un pionnier de monsieur Andorno, qui était à quelque distance en arrière, vint me dire de retourner. Descendant avec le peu de troupes qui m'avaient suivi, et cherchant monsieur Bonaud, monsieur Andorno me dit en avoir reçu l'ordre de revenir sur ses pas. Errans pendant la nuit dans les bois par une pluie battante, nous décidâmes avec monsieur Saissi et Andorno de retourner au point de départ. Il n'y avait que des chasseurs égarés auprès du feu. Nous apprîmes par eux que Bonaud, coupant la colonne, avait marché sur St-Martin. Égarés et ne connaissant point le chemin, nous attendîmes le jour pour nous rassembler et marcher au soutien de monsieur Bonaud. Nous apprîmes en chemin que Bonaud avec 250 hommes avait attaqué et emporté un poste ennemi, qu'il marchait sur St-Martin, et que les troupes avaient montré beaucoup de valeur, quand un corps s'étant effrayé, avait décidé l'affaire à l'avantage de l'ennemi. Bonaud, son capitaine-lieutenant, monsieur de St-Antonin, son lieutenant Du Barré, avaient montré la plus grande fermeté, et étaient probablement victimes de leur courage, on croyait monsieur de Quincennet prisonnier, mais aucune nouvelle précise d'eux tous. Quel parti prendre? Aller en avant, comme voulaient les chasseurs de Nice, avec des hommes aussi harassés et des armes en mauvais état, c'était s'exposer à une défaite; le plus sage, quoique dangereux, était de repasser la montagne. Un capitaine français, pris à St-Martin, me pria de renvoyer sur parole avec un parlementaire 5 prisonniers blessés hors d'état de passer la montagne. À son instance je destinai monsieur de Lauseran pour cette commission. L'ignorance des chemins, la neige, et la tourmente rendirent la marche accablante; 40 à 50 hommes, parmi lesquels messieurs Saissi et Villarey, revinrent sur leurs pas et furent pris par les Français, d'autres périrent en route ».

« Arrivé à une heure de nuit au hameau de Gargel, le débordement du terrain m'empêcha de pousser jusqu'à Entraigues pour faire amener des secours. Descendu à Entraigues le lendemain matin, j'envoyai tous les mulets de brigade et des particuliers avec des paysans pour secourir les malheureux trainards. La troupe fut restaurée. Je ne puis préciser notre perte, parce que quand je suis parti d'Entraigues, il y arrivait encore du monde. Celle essuyée à l'attaque de St-Martin est peu considérable. Beaucoup de chasseurs niçards ont préféré se cacher et se sauver chez eux, que de repasser la montagne, mais il est à croire qu'ils reviendront. Les compagnies piémontaises et françaises ont le plus souffert de l'intempérie. Nous avons 1 capitaine, 1 lieutenant et 13 soldats français prisonniers de guerre. Monsieur de Lauseran n'a plus reparu, un sergent de la compagnie assure qu'il a été assassiné par les Français ; il n'a point rencontré en chemin le chevalier de Revel pour le sauver. Son fidèle domestique est arrivé hébété et ne peut même parler ».

« Les troupes qui ont attaqué, ont montré la plus grande bravoure, le général Serrurier en écrit à notre général avec distinction ; nos chasseurs se sont battus avec le sabre, la pluie ayant rendu leurs fusils inutiles. Bonaud s'est battu avec un courage de lion, il a même attaqué le commandant français, il a été criblé de coups et tué. Du Barré a été pris, mais nous espérons qu'il se soit sauvé. St-Antonin, Peyer, Aimos, Galea, Clary, Quincenet, Villarey, Saissi et deux autres officiers, ainsi que 330 chasseurs ou soldats, sont prisonniers, il en manque 460. Bonaud, un chirurgien français du corps franc, Marseille, volontaire des chasseurs, sont tués, le volontaire Blaret gelé ».

« Par monsieur Fabris, aide-de-camp du général la Tour, j'ai envoyé des mémoires aux généraux Colli, De-Vins et la Tour pour qu'ils s'intéressent en faveur des prisonniers, rappelant ce que nous avions écrit au général français, la menace de représailles, le cartel de Breglio qui a prévu le cas d'émigration et y a pourvu ».

De-Vins se décida enfin à faire quelque mouvement pour tâcher d'appaiser toutes les plaintes qui s'élevaient contre lui (1). « Je crois que le » marquis de St-Marsan vous aura dit que si je me suis ralenté de la vi- » gueur avec laquelle j'ai commencé, c'est que les combinaisons soit sur ma

(1) De-Vins à d'Hauteville, 20 septembre, de Bourg de Savone.

» droite, soit sur ma gauche sont telles qu'absolument je n'ai pas pu » me hasarder à pousser en avant; mais ayant trouvé à ma dernière tour- » née que l'on pourrait peut être percer la ligne de l'ennemi du côté de » Zuccarello, j'en ai chargé les généraux d'Argenteau et Liptay; je sais » que hier il y a eu une forte canonnade, mais hors cela je n'ai pas eu » d'autres nouvelles. Si ma santé me le permet, je m'y rendrai moi-même » dans une couple de jours, et j'aurai l'honneur de vous en donner les » nouvelles ultérieures ».

(1) « Dans ma dernière j'eus l'honneur de vous marquer que je vous » dirais l'issue de la canonnade. Après une vive canonnade, les esprits » se sont échauffés, on a attaqué le mont Cuceira, nos gens ont grimpé » la montagne au-delà de la moitié, mais les Français avaient préparé » tout ce que l'art a inventé pour la défense; des grosses poutres, des » pierres et des grenades furent jetées à la rencontre des attaquans, de » façon que l'attaque fut repoussée. Les Français s'avisèrent de poursuivre » nos gens, mais à une certaine distance ils furent reçus de la même façon » et rechassés derrière leur montagne. Notre perte, entre morts et blessés, » est à peu-près de 200 hommes; et puisque l'ennemi fut rechassé à son » tour, il est à croire qu'il en aura perdu le même nombre à peu-près. » De chaque côté il y a un lieutenant prisonnier, ce qui constate encore » plus cette égalité de perte ».

Argenteau et Liptay avaient en effet dépassé les ordres de De-Vins et même leurs intentions primitives. Pendant que Liptay, manœuvrant sur la côte et la grande route, cherchait à attirer l'attention de l'ennemi de ce côté, Argenteau concentrait des troupes au camp de Sambuco sur Rocca Barbena, et y plaçait plusieurs pièces pour battre les retranchemens français sur les crêtes opposées.

Le 19 septembre Argenteau ouvrit une canonnade générale et alarma toute la ligne, pendant que Montafia en faisait de même sur la droite. Peu après les colonnes d'attaque d'Argenteau s'avancèrent vivement sur les retranchemens de Rocca Cuceira, et celles de Liptay sur les retranchemens des Fratelli; Temyer portait de son côté des troupes en réserve à Rocca Barbena et à Ballestrino.

(1) De-Vins à d'Hauteville, 20 septembre, de Bourg de Savone.

L'ennemi, fortement retranché, repoussa les Autrichiens, et fut repoussé à son tour quand il voulut les poursuivre jusqu'à leurs positions. À la fin de la journée chacun était rentré dans les lignes primitives, et l'immobilité fut de nouveau à l'ordre du jour.

L'immobilité de De-Vins, la concentration de ses troupes et la force que l'ennemi avait donné à sa ligne de Borghetto par toute sorte d'ouvrages armés d'artillerie, faisaient craindre que les Français ne cherchassent à pénétrer en Piémont en tombant avec des forces réunies sur Colli. Ces inquiétudes se manifestaient assez vivement.

(1) « Le marquis Della Chiusa, mon cher chevalier, m'écrit ayant des » craintes ensuite des dislocations que fait monsieur De-Vins, lesquelles, » dit-il, découvrent nos positions. On écrit de l'armée de monsieur De- » Vins qu'on s'attend à une attaque prochaine. Je ne sais à quoi aboutiront tous ces mouvemens; je désire qu'ils décident quelque chose, mais » je ne le crois point. On nous annonce que Pichegru voulant passer le » Rhin a été complètement battu par Clairfaix, qu'il a 10/m. hommes » morts sans compter les blessés, et que monsieur Wurmser a passé le » Rhin avec le prince de Condé, et que le débarquement sur les côtes » de Normandie a été effectué; malgré tout mon désir, je ne puis avoir » confiance en de pareilles nouvelles; si elles se confirmaient, je croirais » pour lors que monsieur De-Vins a attendu, pour agir, les nouvelles du » Nord ».

(2) « Si on n'assure pas les postes en avant de Garessio et que l'on abandonne cette ville, la ligne étant rompue, monsieur De-Vins sera obligé » de se replier dans la Lombardie, évacuant toute la rivière. Les Français veulent, disent-ils, obliger monsieur De-Vins de retourner dans » le Milanais, et reprendre Garessio pour leur quartier d'hiver: nous sommes par conséquent dans l'attente de voir la décision de cette affaire. » L'ennemi doit avoir dégarni ses postes tant à droite qu'à gauche, et » fait passer ses forces vers Garessio et environs. Ce fait est assuré de » toute part, au point que l'on assure que depuis le Col de Tende à Nice » il n'y a pas 800 hommes éparpillés par-ci par-là. Si nous avions des

(1) Général de la Tour au chevalier de Revel, 9 septembre.

(2) Marquis de Garessio à Saint-André, 29 octobre, de Mondovi.

» forces à pouvoir faire une diversion vers Tende, la chose serait bien » à propos ».

De-Vins écrivait de son côté à d'Hauteville (10 octobre) de son quartier général porté à la Pietra: « concernant votre seconde lettre, il est » nécessaire de vous répondre plus en détail. Les secours des Français » dont on fait tant de bruit, ne sont certainement pas à un degré de vé- » rité qui les mettent en état de faire des entreprises de quelque conséquence. La saison avancée vous fera comprendre l'impossibilité que l'en- » nemi puisse penser, même quand il aurait beaucoup plus de force qu'il » n'en a, au siége de Coni ou de Demonte. Avec cette assurance il ne » pourrait faire que des éfforts bien difficiles, vu la saison avancée, sur Mon- » dovi ou sur Cève. J'ai donné l'ordre au général Colli pour qu'en cas » que l'ennemi forçât les chemins occupés actuellement qui conduisent à » ces deux forts, il y jette la garnison nécessaire pour les défendre, et » en conséquence de ces ordres mes mesures sont prises pour ne pas lui » laisser faire la conquête ni de l'un, ni de l'autre de ces deux endroits. » Ce ne sera qu'après que l'ennemi aura fait respectivement une pointe » avec une grande partie de ses forces, que je serai en état ou de m'é- » tendre, ou de le forcer de revenir en attaquant quelque point qu'il aura » dégarni, pour réunir des forces pour l'attaque le long du Tanaro. Peut- » être que je me trompe, mais je suis du sentiment que tant que l'en- » nemi me voit en force ici, me trouvant partout à la demi-portée du ca- » non, il n'entreprendra pas facilement de jeter ses forces d'un autre » côté. Les exemples que j'ai malheureusement devant les yeux du mauvais » effet de l'éparpillement des armées, renforce ma résolution de m'étendre » toujours le moins possible, et je croirais trahir la bonne cause et les » intérêts du Roi même, si j'étendais le peu de troupes que j'ai à une » distance à ne plus pouvoir être en état de résister à l'ennemi d'aucun » côté. Vous comprendrez aisément que tout le mal qui peut résulter de ma » disposition, est que l'ennemi s'empare de quelques villages qu'il a déjà » pillé l'année passée, et dans lesquels en conséquence il ne trouvera plus » grande chose à prendre.

» J'espère donc qu'en vous donnant la peine de réfléchir sur la verité » de mes raisons, que ce n'est que par la force et l'ensemble que je puis » sauver, pour cette année-ci, les états du Roi. Car, si la guerre continue

» encore une année, je vous confesse qu'il faudra avoir plus de troupes » et des mesures plus vigoureuses ».

Après avoir fait si beau jeu des villages qu'il livrait aux Français, De-Vins voulut cependant avoir l'air de faire quelque chose, en mettant des troupes en mouvement, mais ce furent des troupes piémontaises, et encore c'était de la cavalerie qu'il plaçait entre Garressio et Ceva, comme si elle avait pu agir en pareil pays. Ce furent les dragons de Chablais, du Roi et les chevaux-légers. Plus tard il fit avancer un bataillon d'Oneille.

(1) « Les Français, dès la fin du mois d'octobre dernier, annoncèrent le » projet d'une attaque sérieuse sur toute la partie de la ligne austro-sarde, » qui s'étendait depuis le bric de Berlin jusqu'aux rivages de la Méditer- » ranée près de Loano; mais 18 à 20/m. hommes que l'on vit alors s'en- » tasser dans le bassin d'Ormea, durent faire présumer que leur principal » effort serait sur le Tanaro. On pouvait supposer à l'ennemi le projet de » forcer les Piémontais à faire leur paix particulière en les séparant de » l'armée impériale, et d'obliger les Autrichiens à se retirer de la ri- » vière en les dépassant sur leur droite, et en culbutant par une force » supérieure les troupes de leurs alliés.

» D'après ces démonstrations le lieutenant-général baron Colli renforça » de toute manière cette partie menacée de la ligne, il fit faire diverses » additions aux retranchemens de Montegrosso et de Mindino, et à ceux » du col St-Bernard et de la Cianca, qui sont les hauteurs dominantes » à droite et à gauche du Tanaro, et il fit venir en hâte des troupes des » vallées de sa droite pour renforcer tous ces postes élevés. Ayant lieu » de craindre en même temps qu'une partie de l'effort des ennemis ne se » fît par le fond du bassin de Garessio; il établit plusieurs batteries sur » des éminences qui bordent le pied des montagnes, et qui dominent ce » bassin, et il porta sous la protection de ces batteries un corps de ca- » valerie légère impériale, joint à deux régimens de dragons de S. M. le » roi de Sardaigne, dans la vue d'en imposer à l'ennemi, de l'empêcher » de déboucher dans cette petite plaine, et surtout de lui ôter les moyens

(1) Rapport de Colli envoyé au lieutenant-général comte Ferraris vice-président du conseil de guerre à Vienne. Janvier 1796.

» de tourner par le pied les hauteurs qui formaient la principale force de
» toute cette position.

» Il est à croire que de telles mesures dérangèrent le projet de l'en-
» nemi, puisque l'attaque fut differée d'un jour à l'autre, et que des ren-
» forts successifs arrivèrent dans le bassin d'Ormea jusqu'à l'époque du 14
» novembre. Une grande neige et une tourmente affreuse survinrent alors
» et obligèrent le général-major comte d'Argenteau à abandonner le camp
» de Sambuco qu'il occupait depuis quelque temps avec un corps de 7 à
» 8/m. hommes, et qui formait l'anneau de liaison entre l'armée impériale
» dans la rivière et l'armée piémontaise sur le Tanaro. Ce général se
» retira par ordre supérieur en arrière de ce camp, dans le bassin de
» Bardinetto, laissant les crêtes qu'il avait occupées garnies seulement de
» quelques gardes retranchées.

» Ce mouvement détermina l'ennemi à changer tout son plan d'attaque.
» On vit le général La-Harpe partir sur le champ d'Ormea avec 8000
» hommes, il publia qu'il menait ces troupes en quartier d'hiver, fila par
» le pont de Nava, rentra immédiatement dans la vallée de Zuccarel, et
» là, s'étant renforcé encore de 4000 hommes qui s'y trouvaient, il attaqua
» dans la nuit du 22 au 23, avec beaucoup d'impétuosité, les postes de
» Monte Lingo et Rocca Barbena. Cette brusque attaque et la grande supé-
» riorité des forces de l'ennemi obligèrent tout ce qui défendait ces postes
» importans à les abandonner en désordre, et les troupes de Bardinetto
» ne purent arriver à temps pour les soutenir; il paraît même qu'elles
» furent entraînées dans leur déroute. Le général d'Argenteau voyant les
» hauteurs au pouvoir de l'ennemi, fut dans l'impossibilité de rester dans
» le bassin de Bardinetto, et il prit le parti de se replier à la redoute de
» Ressoin. Alors l'ennemi voyant les hauteurs de Settepani, et toute la
» crête centrale de l'Apennin découverte devant lui par ce mouvement,
» n'hésita pas à saisir l'avantage inespéré qui se présentait; il s'avança
» à grands pas sur ces crêtes, gagnant par là le flanc du général De-Vins,
» achevant de détruire toute communication entre l'armée piémontaise et
» l'armée impériale, et faisant même craindre à cette dernière de manquer
» de temps pour se replier sur Savone. Cependant le général Colli se voyait
» de son côté attaqué avec beaucoup de violence sur 3 points principaux;
» une partie de la grande colonne qui avait culbuté le général d'Argenteau

» revenait sur lui, et prenait à revers sur sa gauche tous les postes qui » avaient formé sa liaison avec l'armée impériale. Une autre colonne » cherchait à forcer le pont de Garessio, et à s'emparer des hauteurs de » Berlin et de Mindino par le sommet du val d'Inferno, et en même temps » une troisième colonne, arrivant par le centre et descendant des hauteurs » du Galero, s'opiniâtrait à emporter deux redoutes qui couvraient le front » de la position du St-Bernard. Ces 3 attaques furent vaillamment soutenues » et heureusement repoussées, et l'action cessa tout-à-fait vers les 3 heures » de l'après midi (1).

» Ce ne fut que bien tard et dans la nuit suivante que le général Colli » apprit d'une manière certaine la défaite du général d'Argenteau, et le » lieu qu'il avait choisi pour sa retraite. Il ignorait entièrement le sort de » l'armée impériale, et tout ce qui s'était passé vers Loano. Dans une » pareille situation voyant sa gauche sans appui, mais n'ayant pas perdu » lui-même un pouce de terrain, ne pouvant croire d'après le silence » du général De-Vins qu'il eût entièrement abandonné ses positions, il » jugea nécessaire de demeurer sur les siennes jusqu'à nouvel ordre. Il » voulait par là rester en mesure de seconder le général commandant, au » cas que celui-ci se déterminât à réparer par un coup de vigueur la brèche » faite dans le centre de la ligne. Il lui paraissait facile que l'ennemi » dans ce cas eût à se repentir de s'être trop avancé entre les deux. Mais

(1) À la position de St-Bernard les 2 compagnies grenadiers de Nice, commandées par le baron et le chevalier Dalaise de Berre; 1 des gardes, capitaine marquis de Cluse; 1 d'Asti, capitaine Cavagnoli, et 1 de Casal, capitaine Porta, détachées sous les ordres du baron d'Albenaz et envoyées en renfort, s'y sont portées avec toute l'ardeur désirable, et s'y sont distinguées par leur bravoure et intrépidité, se disputant même entre elles par une louable émulation la préférence d'être commandées pour assaillir l'ennemi; aussi dans l'action le chevalier Borea, lieutenant de la compagnie grenadiers des Gardes, reçut une blessure, à laquelle il a succombé peu de jours après; et le chevalier de Centennier, sous-lieutenant de la 2de de Nice, fut de même grièvement blessé à la tête. *(Rapport du général Colli au marquis Cravanzana).*

S. M. désirant donner aux officiers et soldats de ces 5 compagnies, et notamment aux capitaines, un témoignage de son agrément, qu'elle ne peut accorder individuellement, s'est déterminée de décorer de la croix des Ss. Maurice et Lazare le plus ancien desdits capitaines, et comme c'est le marquis de Cluse, je prie V. E..... *(Monsieur Cravanzana au général Colli, 28 janvier 1796).*

» en même temps il crut nécessaire et pressant de se renforcer sur les » hauteurs qui sont à cheval de la Bormida et du Tanaro; il y porta toutes » les troupes dont il pouvait se passer ailleurs, et du flanc de sa position » il en forma le front tourné vers Bardinetto et Calissan.

» Quoique ce front fût très-étendu, le général Colli ayant partout devant » lui des pentes rapides, et manœuvrant avec ce qu'il avait de troupes » entre des points fortifiés, pouvait se flatter de prévenir partout l'ennemi » sur les hauteurs, et de l'y combattre avec avantage.

» Pendant qu'il cherchait ainsi les moyens de soutenir sa position, arriva » la nouvelle officielle du désastre de l'armée impériale. On sut que la » rivière était entièrement abandonnée, on apprit que le général Liptay » et une partie des troupes impériales, qui avaient suivi le général d'Ar- » genteau, était rappelée à l'armée principale qui prenait la retraite vers » Acqui, enfin on sut presqu'en même temps que l'ennemi se disposait à » une nouvelle attaque contre l'armée piémontaise sur le Tanaro. Il devenait » donc instant de se retirer sur Ceva, mais ce reployement compliqué avec » l'attaque imminente, à laquelle se préparait l'ennemi, était une opération » extrêmement délicate. La rigueur du temps et une tourmente horrible » qui régnait sur les hauteurs, ajoutaient aux autres difficultés, surtout » une partie de l'artillerie devant se retirer par ces mêmes hauteurs de » nuit et par des chemins glacés.

» Le 28 à l'aube du jour tous les postes du val d'Inferno et les troupes » qui se trouvaient au devant de Garessio, dans le fond de la vallée du » Tanaro, furent attaquées avec beaucoup de vivacité. L'ennemi força cette » première barrière et s'avança par le fond de la vallée, pendant que » d'autres troupes filaient en même temps de Bardinetto le long de la » Bormida. Par cette manœuvre il remplissait le seul objet qu'il pût avoir » dans une semblable attaque, celui d'accélérer notre retraite devenue » inévitable, et d'y jeter quelque désordre. En effet nos troupes qui se » repliaient par les hauteurs, voyant dans leur mouvement rétrograde l'en- » nemi toujours prêt à les dépasser dans la plaine, hâtèrent un peu trop » leur marche, et celles qui restaient pour défendre les bords du Ta- » naro, harcelées continuellement par l'ennemi, et craignant de n'être pas » soutenues par les hauteurs latérales, précipitèrent aussi leur reployement. » Il résulta de là un peu de confusion et la perte de plusieurs pièces

Digitized by Google

» d'artillerie et de quelques équipages. On fut obligé de les abandonner, » les bêtes de charge et de trait tombant de lassitude et ne pouvant sur- » monter la difficulté des chemins. Mais le mouvement de reployement sur » Ceva, pris en général, ne se trouva pas moins exécuté en ordre, et tel » qu'il avait été projeté. Les troupes en arrivant furent placées partie » dans le camp retranché de Ceva, partie en avant de la ville sur les hau- » teurs des Ronchini, et partie sur les contreforts tombans des crêtes de » St-Jacques et de Batifol, dont l'ennemi s'était rendu maître. Le général » d'Argenteau qui occupait alors Montezemolo avec les débris du corps » auxiliaire, ne crut pas y être en sûreté, et se replia de son côté sur » les hauteurs de Faya et Bayon dont ses troupes garnirent les retran- » chemens.

» Dans cet état de choses l'ennemi parut vouloir prendre un parti bien » dangereux pour nous, celui de bloquer l'armée dans sa nouvelle position. » Pour cela il lui suffisait d'occuper d'un côté les hauteurs de Mulassano, » et de l'autre celles de St-Michel, et de s'emparer sur le Tanaro du » nouveau pont de pontons établi au bac de Castellino.

» On le vit manœuvrer en conséquence toute la journée du 30, ce qui » détermina sur le champ le général Colli à faire occuper par un corps » considérable le camp de la Bicoque et à jeter quelques troupes à Castel- » lazzo et à Lesegno. Il assurait par là la communication entre Ceva et » Mondovi, et mettait à couvert le pont de Castellino. Ces mesures suffi- » rent apparemment pour déconcerter les projets de l'ennemi, lequel à la » vue de notre nouvelle position, et en apprenant les renforts que recevait » journellement l'armée de Ceva, dut craindre à son tour que nous ne » cherchassions à l'envelopper lui-même sur les hauteurs de Battifollo. Il » se décida très-promptement à abandonner ces hauteurs, ainsi que celles » de St-Jean de Murialdo, Ressoin et la Fotta, et il se replia sur les » bourgs de Garessio.

» Dès-lors le général Colli, se trouvant plus au large, et voyant autour » de lui une réunion de forces considérables, s'occupa à renforcer de toute » manière la position, et à donner à son armée la forme qui pouvait être » la plus propre à remplir les deux grands objets qu'il devait désormais » se proposer: le 1er de se suffire à elle-même et de couvrir Ceva et » Mondovi indépendamment de tout secours étranger; le 2ème de renouer,

» s'il était possible, ses communications avec l'armée impériale retirée » sous Acqui ».

» En conséquence de ces principes il organisa son armée ayant deux avant-» gardes, dont il poussa l'une sur le Tanaro jusqu'à Bagnasco, et l'autre sur » la Bormida jusqu'à Cosseria pour éclairer de près tous les mouvemens de » l'ennemi. Il établit aussi sur le point important de la Pedagera un camp vo-» lant en avant de celui de Ceva, appuyé à de bonnes redoutes, et où devaient » se réunir à des signaux convenus 15 bataillons, accourant des cantonne-» mens voisins. Cette troupe était destinée à manœuvrer en avant sur le front » principal, à disputer pas à pas le terrain à l'ennemi, et l'empêcher de » tourner de loin la position de Ceva.

» La majeure partie des grenadiers fut mise en réserve entre St-Michel » et Vico, afin d'être à portée de soutenir tous les points menacés.

» Enfin le général Colli poussa vers Mulassano et Mombarcaro plusieurs » bataillons, dans la vue de donner la main à l'armée d'Acqui, si celle-ci » voulait de son côté s'étendre un peu vers lui.

» De l'ensemble de ces mouvemens, de ces faits d'armes et de ces disposi-» tions il résulte que le pays, couvert par l'armée du général Colli, a souffert le » moins possible des grands événemens du 23 novembre et de leurs suites; » que les troupes qu'il commande se sont fait le plus d'honneur; qu'elles » n'ont essuyé de perte, et qu'enfin l'ennemi, quoique beaucoup supérieur » en forces, et encouragé par des succès inattendus, n'a pas osé jusqu'ici » poursuivre ses avantages, et qu'il paraît toujours incertain s'il entreprendra » quelque chose de sérieux contre Ceva et Mondovi, malgré l'intérêt qu'il » aurait à s'emparer de ces deux places ».

Les Autrichiens ne songeaient nullement à donner la main à nos troupes. La bataille de Loano les avait poussés à une retraite dont ils ne s'étaient pas encore remis.

D'Argenteau était mécontent, se disant sacrifié par Wallis qui l'avait laissé accabler par des forces supérieures pendant qu'il aurait pu culbuter la droite des Français. Il n'en accusait pas De-Vins qui s'était retiré dès le commencement pour cause de maladie.

Le gouvernement impérial ne songeait qu'à la Lombardie, et s'il laissait ses troupes en Piémont, c'était par intérêt pécuniaire.

Nul ne songeait alors à traiter avec les révolutionnaires, et on se trouvait par

suite à la merci du gouvernement autrichien. Celui-ci ôta le commandement à De-Vins, en le confiant provisoirement à Wallis. L'armée autrichienne se concentra entre Acqui et Pavie, et se refusa à tout mouvement ultérieur.

Le général De-Vins partit pour l'Allemagne:

« (1) Après avoir annoncé à Vienne ma dernière maladie, S. M. l'Empe-
» reur m'a accordé ma jubilation, puisque cet état est au fonds un pas à cette
» tranquillité, à laquelle après 50 ans de travail, l'on n'est pas fâché de jouir.
» Il n'y a que la réflexion d'être mis hors d'état de ne plus pouvoir rendre le
» moindre service à V. M. et à son illustre maison qui puisse me causer du
» chagrin. Oui, Sire, les bontés dont Elle m'a toujours comblé ont certaine-
» ment excité en moi le juste désir de faire, jusqu'au dernier moment de ma
» vie, tout ce qui dépend de moi pour lui en marquer ma reconnaissance.
» J'avais cru la campagne passée d'avoir trouvé ce moment si désiré, mais
» V. M. sait autant que je puis le lui dire, que le mauvais accord y à mis
» des entraves que je n'ai pas pu vaincre, malgré tout ce que j'ai pu faire,
» et le mauvais état de ma santé y a puis mis encore plus de difficultés.
» Cet état de santé est encore si mauvais, que je ne puis pas entreprendre
» le voyage de l'Allemagne dans cette saison, il me faut attendre que le
» grand froid cesse. J'espère dans cet intervalle remettre assez mes forces
» pour me rendre, avant de partir, à Turin afin de me mettre à ses pieds
» et la remercier des bontés sans fin qu'Elle a eu pour moi, et pour l'assurer
» que si jamais Elle me trouve capable, dans quelque occasion que ce puisse
» être, à lui donner des preuves de ma respectueuse reconnaissance, même
» en lui sacrifiant ma vie, ce sera avec plaisir que je lui sacrifierai le peu
» de jours qui me restent encore, et prouver par là à V. M. que si même
» l'on ne connaît à peine plus le nom de la gratitude, restera toujours ferme-
» ment inculquée dans mon âme à l'égard de V. M. ».

(1) De-Vins au Roi, 27 décembre 1795, de Pavie.

Digitized by Google

CHAPITRE XIII.

Composition et dislocation de l'armée austro-sarde. — Instructions du général Colli. — Plans de campagne pour 1796. — Ouvertures du directoire. — Négociations de Revel avec le ministre français à Gênes. — Elles échouent. — Indécision de Colli. — Beaulieu général en chef. — Rapports sur l'armée française. — Mouvement de Beaulieu. — Argenteau battu à Dego. — Retraite de l'armée autrichienne sur Acqui. — Sa disjonction de l'armée royale.

Quelque peu de troupes autrichiennes destinées à l'armée du Roi donnaient le droit de l'appeler austro-sarde, et par conséquent de la tenir en dépendance de l'Autriche.

Le général Colli en eut le commandement, et elle fut organisée de la manière suivante:

ORGANISATION DE L'ARMÉE AUSTRO-SARDE
SOUS LES ORDRES DE S. E. MONSIEUR LE LIEUTENANT GÉNÉRAL BARON COLLI
PENDANT LES QUARTIERS D'HIVER DE L'ANNÉE 1796.

« L'armée sera divisée en quatre départemens. Celui de Saluces, celui de Bourg St-Dalmas, celui de Ceva, et la deuxième ligne composée en grande partie par le corps auxiliaire ».

		Bataillons	Compagnies	Escadrons
Le département de Saluces comprendra:				
Sous le commandement du général major comte de Sonnaz, à Saluces.....	Dragons du Roi			4
	Pionniers	2		
	Chasseurs francs de Sardaigne..		1	
	Milices des vallées de Vraita et Maira.....		13	
	L'artillerie de ces mêmes vallées.			
Le département du Bourg St-Dalmas comprendra:				
Sous le commandement du gén[l] major comte Christ Bourg St-Dalmas La garnison et artillerie de Coni sous le commandement du gouverneur de cette place.	Streng.....	3		
	Christ	2		
	Peyer	2		
	Piémont	2		
	Légion d'Antignan.....	1		
	Les chasseurs niçards Contes et Gallea.....		2	
	Chasseurs francs Pian et Boarin		2	
	Toutes les compagnies de volontaires et milices des vallées d'Intraque, Stura, Vermenagna et Pesio. Toute l'artillerie de ces mêmes vallées, ainsi que celle des places de Coni et Demonte.			

« Le département de Ceva comprendra toutes les troupes qui demeurent casernées ou cantonnées sur la ligne faisant tête à l'armée ennemie, cantonnée elle-même entre Savone et Albenga, et ce département sera formé de quatre divisions, deux à gauche et deux à droite, comme ci-après ».

Département, soit armée de Ceva.

La première division de gauche comprendra:

		Bataillons	Compagnies
Sous le commandement du baron Brempt, colonel à Mulassano.	Verceil	2	
	Gènevois	2	
	Royal allemand	2	
	Chablais	2	

La deuxième division comprendra:

		Bataillons	Compagnies
Sous le commandement du général major marquis Montafia, en son absence sous celui du brigadier comte Vital, à Ceva.	Savoie	2	
	La Reine	2	
	Stettler	3	
	Légion Balegno	1	
	Chasseurs Saluggia	1	
	Chasseurs Colli	1	
	Tortone	1	
L'avant-garde sur la Bormida sera commandée par le colonel comte Millesimo, à Montezemolo.	Tous les chasseurs francs et niçards des avant-postes sur la Bormida et le Tanaro.		
L'avant-garde sur le Tanaro sera commandée par le major chevalier Ferrero, à Bagnasco.	Les Croates de Gyulai qui se trouvent à ces mêmes avant-postes.		

« Les troupes du camp de Ceva se réuniront sur les hauteurs de Testanera, Faya, et Bayon ».

« Celles des avant-gardes se réuniront a Montezemolo et sur les hauteurs entre Bagnasco et Batifollo ».

La première division de droite comprendra:

		Bataillons	Compagnies
Sous le commandement du colonel marquis Dichat, à St-Michel.	Grenadiers Dichat	2	
	Grenadiers et chasseurs d'Oneille		3
	Grenadiers et chasseurs de la légion Oneille	2	6
	Légion Bellegarde	1	
	Chasseurs francs Pandini, Buriasque, St-Ambroise et Francioni		4
	Milices et Croates de Gyulai, si l'on en destine dans les vallées de Casotto et de Monza.		

« Le point de réunion de ces troupes sera sur les hauteurs de Lesegno au camp de la Bicocca ».

		Bataillons
La deuxième division de droite comprendra:		
Sous le commandement du colonel marquis de Bellegarde, à Mondovi.	Grenadiers royaux	2
	Grenadiers d'Esery	2
	Grenadiers de Varan	2
	Grenadiers de Tour	1
	Grenadiers d'Andermatt	1
	Grenadiers de Chiusan	1
	Mondovi	2
Les troupes en seconde ligne seront la brigade autrichienne, composée de:		
Sous le commandement du général major marquis Provera	Grenadiers Strassoldo	1
	Belgioioso	2
	Schmidfeld	2
	Garnison	1
	Corps franc Gyulai	3
	Dragons de l'état major.	
Les troupes du Roi en seconde ligne sont:		
Sous le commandement du colonel comte Mussan, à Cherasco.	Gardes	2
	Turin	2
	Asti	2
	Casal	2
	Acqui	2

« Ces dix bataillons, ainsi que le corps auxiliaire, sont considérés comme la réserve de l'armée, tellement que dans le cas d'une alerte générale les corps les plus avancés, et qui peuvent entendre le canon de Ceva et de Coni, devraient marcher à ce signal ».

Suit l'instruction générale aux troupes en première ligne pendant les quartiers d'hiver de 1796.

Instructions pour le département de Saluces:

« Les milices et la compagnie franche continueront un service de surveillance proportionné à ce que les circonstances pourront exiger, et plus ou moins actif, selon que les passages seront plus ou moins défendus par la neige ».

« Les deux bataillons de pionniers qui font partie des troupes de ce département devront, dès qu'ils entendront le signal d'allarme donné par la place de Coni, marcher par leur gauche pour s'y porter de renfort ».

Département du Bourg St-Dalmas.

« La vallée de Vermenagna continuera être défendue sur les mêmes principes qu'elle l'a été pendant le courant des deux campagnes dernières; il en sera de même des deux vallées de Pesio et d'Intraque; on modifiera toutefois ces mesures défensives d'après les forces dont on pourra disposer, et suivant les obstacles naturels qu'apportera l'hiver dans les passages et les postes de montagne ».

« En cas d'attaque dans la vallée de Vermenagna, une partie des troupes en quartier à Coni pourra y marcher de renfort; ces troupes seront remplacées par celles de Dronero et de Saluces, et même au besoin par une partie de celles de Démont ».

Département de Ceva.

« Les troupes de ce département, demeurant dans une position qu'il importe infiniment de conserver, et en présence d'un ennemi qui lui-même ne prend pas de quartier d'hiver, elles doivent demeurer sur le pied de la vigilance la plus exacte ».

Avant-garde sur le Tanaro.

« L'avant-garde des chasseurs niçards cantonnée à Bagnasco a pour destination d'éclairer de près les mouvemens de l'ennemi à Priola et Garessio, elle doit abonder d'attention pour sa propre sûreté. Les cinq compagnies de chasseurs, si elles étaient menacées d'une attaque, devraient se réunir au-devant du bourg de Bagnasco, sur un contrefort qui se détache de la crête centrale au Bric de la Veya, et qui vient se terminer par des rochers escarpés au-dessus du pont tendant à la Papeterie. Là elles retarderaient autant que possible les progrès de l'ennemi, s'appuyant toujours à leur droite, afin de ne pas être dépassées par les hauteurs. Leur retraite naturelle est indiquée sur Lesegno par le Bric de la Veya, Battifollo et Scagnello; mais dans le cas où l'ennemi les aurait prévenues sur ces hauteurs, et se serait jeté entre elles et les avant-postes de la vallée de Monza, avec qui elles doivent correspondre par des

signaux, ces compagnies niçardes auraient leur retraite sur les hauteurs de Nicette et successivement sur celles de Malpotremo et Ceva ».

Avant-garde sur la Bormida.

« Cette avant-garde a pour destination d'éclairer de près l'ennemi vers les sources des deux Bormida, de retarder ses progrès, s'il tentait de marcher sur Ceva, et de donner aux troupes des autres quartiers voisins le temps de se porter aux points de défense qui leur sont assignés ».

« Cette avant-garde ne doit négliger aucune précaution pour sa propre sûreté. Ses points de résistance, ou plutôt ses points d'appui, sont aux redoutes de Montezemolo et de la Crocetta, et au château de Cosseria, et son point de reployement est indiqué au camp de la Pedaggera, avec lequel elle doit correspondre par des signaux. Pour s'y retirer elle doit suivre constamment la crête dominante appelée la Langue qui suit la gauche du Belbo. Les troupes qui ne pourraient réussir à gagner ses hauteurs se retireraient par celles qui sont à droite du Belbo, ou même par celles qui séparent les deux Bormida ».

Avant-garde sur le Casotto et la Monza.

« Cette avant-garde est destinée à éclairer les fonds des vallées de Casotto, et de Monza, par lesquelles l'ennemi qui est à Garessio pourrait se glisser dans la vue soit de couper la communication entre Ceva et Mondovi, soit d'envelopper les avant-postes du Tanaro. Les troupes légères cantonnées à Battifollo, Scagnello et Notre Dame des Neiges devront donc éclairer par des patrouilles sur les hauteurs, tous les mouvemens que l'ennemi pourrait faire soit vers Mindino que Prariondo ».

« Si les chasseurs niçards sont attaqués à Bagnasco, les chasseurs francs doivent se porter partie au Bric de la Veya, et partie à la chapelle de St-Jacques de Viola pour les soutenir, et pour favoriser au besoin leur retraite par ces hauteurs ».

« Les fanaux, placés sur les différents points éminens de ce rameau des alpes, doivent être allumés en même temps pour avertir Ceva et St-Michel. Si toutes les troupes légères sont vivement poussées par l'ennemi, elles se réuniront à N. D. des Neiges, qui est un point de résistance, et là elles pourront être soutenues par les troupes de Montaldo et de la Serra de Pamparà

Enfin, après avoir donné le temps aux troupes qui sont en arrière de se porter à leurs positions, elles devront se replier derrière la Corsaglia par les ponts de Lesegno et St-Michel, en suivant les crêtes dominantes qui sont sur la droite, et sur la gauche du torrent de Casotto ».

Première division de la gauche.

« Au signal convenu toutes les troupes de la première division de la gauche marcheront immédiatement au camp retranché de la Pedaggera, elles y garniront les redoutes et borderont les retranchemens. Le reste demeurera en réserve et pourra manœuvrer à l'appui de ces points fortifiés, surtout étant renforcés par les troupes légères qui doivent s'y replier depuis Montezemolo ».

« Les troupes de la Pedaggera étant forcées, se replieront sur Mulassano, après une vigoureuse défense; elles passeront le Tanaro en se repliant sur les hauteurs entre la Niella et Carrù, et après sur Cherasco. Il y aura de la cavalerie pour couvrir la retraite dans la plaine, si elle était forcée ».

Deuxième division de gauche.

« Les troupes de cette division, excepté celles destinées à la garnison du fort, devront se porter aux points retranchés de Faya, Bayron et Testanera. Chaque corps en particulier devra avoir son poste assigné et reconnu d'avance, et il ira l'occuper immédiatement dès que le canon du fort donnera le signal d'alerte ».

Première division de la droite.

« Les troupes de cette division, destinées à maintenir la communication entre Mondovi et Ceva, défendront vigoureusement les points nouvellement retranchés au-devant du pont de Castellino, le reste se portera au camp de la Bicocca à Briaglia et à St-Michel ».

Deuxième division de la droite.

« Les troupes de cette division, en cas d'une alerte du côté de Coni, y devront envoyer du renfort. Dans ce cas le régiment de Mondovi et les grenadiers Villeneuve, avertis par les signaux de Coni, marcheraient immédiatement soit pour soutenir le général Christ dans la vallée de Vermenagna, soit pour se jeter dans la place, si le cas était pressant ».

« Si le canon de Ceva annonce que l'ennemi avance du côté de Montezemolo, cinq bataillons de grenadiers iront remplacer à St-Michel et Lesegno les troupes du premier département de la droite, lesquelles auront dû marcher au secours du camp de Ceva; et si l'alerte est annoncée pour venir du côté du Tanaro, les mêmes cinq bataillons se porteront tout de suite au camp de la Bicocca. Le reste des grenadiers de cette division doit, pendant ce temps, demeurer en observation sur les hauteurs de Vico ».

Des signaux.

« Les mouvemens de l'ennemi seront annoncés par les avant-gardes au moyen de fanaux établis sur des points éminens. Ces fanaux doivent être déjà placés en partie, et on suppléera à ceux qui manquent. Si l'alerte vient du côté des Bormida, trois boîtes tirées dans la redoute de Montezemolo serviront de premier avertissement. Un fanal sera allumé dans la même redoute, si l'ennemi n'est qu'en forces médiocres, et deux fanaux si l'ennemi attaque en grand nombre; on allumera de même un ou deux fanaux sur les hauteurs de St-Jacques et Battifollo, si l'ennemi attaque les avant-postes du côté du Tanaro ».

« Ces signaux seront répétés par des fanaux pareils placés à la Pedaggera, Testanera, Castellino et Bicocca. Alors le fort de Ceva tirera 3 coups de canon, s'il voit les fanaux allumés du côté de Montezemolo, et 6 si c'est sur les hauteurs à gauche du Tanaro. Si les fanaux paraissent allumés des deux côtés à la fois, le fort tirera d'abord 6 coups de canon, et puis dix minutes après, 3 autres, pour annoncer à l'armée que l'attaque est générale ».

« En cas d'une attaque sérieuse du côté de Tende le signal d'alerte sera donné par le canon de Coni et répété par celui de Mondovi. Si l'ennemi est en petit nombre, Coni tirera 3 coups, et 6, s'il est avec de grandes forces. Il devient inutile d'ajouter ici que ces instructions générales données aux chefs de département ne comprennent que des vues en grand, et que c'est à chacun d'eux d'y suppléer par les détails dans la division ».

Le plan de campagne pour 1796 était fortement discuté.

Le marquis de Costa, dans une note du 4 janvier, voyait prochaine l'attaque des Français, soit par les démonstrations qu'ils fesaient, que par leur

force supérieure à la nôtre et l'avantage que leur donnait la fonte prématurée des neiges sur le versant méridional des montagnes. Ils étaient maîtres de la tête des deux vallées Bormida jusqu'à Bardinetto et Carcare, ainsi que du haut Tanaro jusqu'à Priola. L'armée piémontaise, couvrant le front de Coni, Mondovi et Ceva, ne pouvait, vu sa faiblesse, se porter avant, et son avant-garde ne pouvait opposer une résistance sérieuse. Il proposait que l'armée impériale portât au plutôt un corps considérable entre les deux Bormida, sur les hauteurs qui séparent Dego de Mombarcaro au niveau de S. Giulia, ayant pour points avancés Millesimo, Cosseria et Cairo. Qu'une force imposante ainsi placée parerait à un coup de main sur Ceva, Albe ou Cherasco, mais qu'il fallait que l'armée impériale se rassemblât promptement sous Acqui pour soutenir.

Revel dans une note du 29 janvier croit que les Français porteront tous leurs efforts contre le Piémont, pour obliger le Roi à une paix séparée et à s'allier avec eux, ne pouvant avec leurs forces actuelles, et avec si peu de cavalerie se porter en Lombardie. Leurs points d'attaque peuvent être Alexandrie ou Tortone, Ceva et Coni.

S'il n'était si engagé dans la rivière, l'ennemi se porterait sur Coni, où il pourrait parvenir plus facilement pour avoir un pied en Piémont, et il est à croire qu'il agirait en même temps sur Ceva, pour diviser nos forces et inquiéter les Autrichiens sur la Lombardie. Maître du haut Tanaro et de Ceva, il lui serait facile de s'emparer de Mondovi et contenir le siége de Coni. Il pourrait aussi de Ceva se porter sur Albe pour menacer Turin, et avoir la paix avec le Roi. Sa marche sur Alexandrie ou Tortone serait aussi précédée par la prise de Ceva.

« Les troupes autrichiennes, exercées à agir en masse, ont pour cela les » avantages de la discipline, de la tactique, de l'instruction et de l'expé- » rience.

» Les troupes du Roi, sans cesse morcelées dans les montagnes, s'y sont » formées à ce genre de guerre. Elles ne doivent donc pas agir en un seul » corps, mais avec une coopération bien entendue qui assurera le succès, » pendant que le désaccord donnerait pleine victoire à l'ennemi.

» L'armée autrichienne doit se rassembler à Acqui, d'où elle peut mar- » cher où besoin sera.

» L'armée du Roi sera divisée en partie par la nécessité de garder les

» frontières du côté de la Savoie, Dauphiné, Provence et Nice, et garnisons.

» Le reste se concentrerait entre Ceva et Mondovi.

» Le principe de la coopération serait que les troupes autrichiennes agi-
» ront en corps d'armée, soutiendront au besoin par de forts détachemens
» les troupes du Roi, et donneront bataille si l'ennemi forme un siége ou
» fait de grands progrès.

» Les troupes du Roi n'opposeront de résistance de front que dans quel-
» que point déterminé et essentiel. Elles se porteront sans cesse sur les
» flancs, les derrières et les lignes d'opération de l'ennemi, pour arrêter sa
» marche et l'obliger à la retraite.

» En cas de bataille, elles agiront sur les ailes. La cavalerie royale se
» joindra à l'autrichienne pour agir avec elle.

» On ne peut à l'avance déterminer les opérations, mais le succès sera
» sûr si on exécute de bonne foi le plan général.

» Il y a des positions vers les sources du Tanaro, le Carmin, etc. of-
» frant plusieurs points essentiels pour couvrir Ceva et Coni. Mendino est
» le point capital vers Ceva, mais il doit être occupé par un très-gros
» corps de troupes, afin de ne pas être tourné.

» Nos troupes doivent primer dans la vallée de Limon, non pour y op-
» poser une résistance à toute outrance, si l'ennemi s'y porte en grande
» force, mais pour retarder ses progrès. On ne formera point de cordons
» qui seraient percés, et on ne fera pas non plus de grandes opérations
» qui pourraient être funestes, mais l'harcellement doit être continuel.

» Qu' on suppose les Français marchant à Ceva pour en faire le siége;
» les Autrichiens qui se seront de bonne heure ouvert des routes, marche-
» ront contre l'armée française, tandis que les troupes du Roi attaqueront
» de tous côtés la ligne d'opération de l'ennemi. Si les Français la gar-
» dent en force suffisante pour empêcher qu' elle ne soit interceptée, ils en
» seront affaiblis vis-à-vis des Autrichiens, qui ont déjà une supériorité dans
» les mouvemens en masse. Si par contre les Français renforcent l'armée,
» leurs communications seront coupées, et ils devront se retirer.

» Si les Français marchaient sur Coni, l'armée autrichienne s' y porte-
» rait avec la cavalerie.

» Les troupes piémontaises libres dans leurs mouvemens tomberaient sur
» les flancs et les lignes d'opération de l'ennemi, qui par leur étendue pré-
» senteront des points vulnérables.

» En cas de bataille, les Piémontais, toujours en mouvement, seraient très-
» utiles pour faciliter et compléter le succès.

» L'attaque sera vive, il faut beaucoup d'activité et de vigueur. On ne
» saurait différer de combiner le plan d'opérations qui devra être exécuté
» avec l'accord le plus parfait.

» Le temps est précieux pour former les magasins, établir les communi-
» cations et fortifier les points nécessaires.

» Que l'on juge par la grandeur de la besogne combien il importe d'y
» travailler avec la plus grande célérité. Il n'y a vraisemblablement plus le
» temps de tout faire, il n'en est que plus urgent de se hâter de faire le
» possible ».

Le marquis de St-Marsan dans une note du 2 février constate également le désir de la France de nous obliger à la paix. Il déplore la conduite molle et envieuse de l'Autriche. Dit l'armée piémontaise démoralisée. Les jacobins impunis et entreprenans. Un accord parfait avec l'Autriche impossible, car elle ne se prêtera que mollement à nous secourir.

Recommandant également l'action simultanée mais distincte des deux armées, il propose que les Autrichiens gardent la droite, les Piémontais la gauche du Tanaro.

Leur supposant 30/m. hommes il en placerait un corps de 10/m., la droite à Ceva, la gauche à Cosseria, un de 5/m. en réserve sur les hauteurs de Dego maintenant les communications avec le corps de 15/m. qui aurait sa droite à Ponzone ou Sassello, et sa gauche à Campofreddo s'étendant vers la Bocchetta.

Les Piémontais se maintiendraient aussi sur la défensive, prêts à s'aider les uns les autres.

Monsieur de St-Marsan, qui voulait faire concourir efficacement les Autrichiens, reconnaissait cependant que cela n'était pas espérable.

St-André par une note du 11 février réclamait une prompte décision. Il soutenait qu'il fallait défendre les montagnes, guerre plus convenable à nos troupes qui auraient plus de courage à les défendre qu'à les reprendre, on tenait par là l'ennemi loin, et on se ménageait les ressources dont on l'empêchait de jouir.

Supposant 60/m. hommes austro-sardes, il place 25/m. hommes vers la rivière de Gênes, à la hauteur de Garessio, pour défendre l'entrée en Piémont

par le Tanaro, et empêcher les progrès de l'ennemi par la Corniche. 10/m. hommes seraient en appui dans les deux Bormida, autres 10/m. hommes entre Coni et Ceva, le quatrième corps de 15/m. hommes serait destiné à la protection des alpes et aux opérations que les circonstances pourraient amener, comme si l'ennemi s'affaiblissait quelque part et donnait lieu à une irruption qui amènerait une diversion. Il faut que ce corps soit très-mobile.

Les Autrichiens placés aux premiers corps, sur la défensive, moins exposés aux mouvemens et dans un pays charriable, ne devaient pas faire d'opposition.

Il faut agir par corps se soutenant au besoin, et ne pas établir des cordons qui morcellent les troupes.

Il faut défendre les montagnes, on y est plus fort, et puis, au pis aller, on viendrait à la défense de la plaine, et surtout il faut agir promptement et tenir une direction franche et decidée.

Le général Colli avait tout d'abord remis la note suivante:

« Le tableau du moment, paraissant exiger que l'on porte des forces con-
» sidérables du côté de la Ligurie à fin de s'opposer à l'invasion du Pié-
» mont, à celle du Milanais qui en serait infailliblement une suite, comme
» pour pouvoir agir offensivement, si les circonstances le permettront, il
» est à désirer que l'Empereur (ainsi que ses augustes prédécesseurs l'ont
» pratiqué dans les guerres précédentes) réunisse au plutôt la majeure par-
» tie des troupes qui sont actuellement dans la Lombardie, à une portion
» de celles du Roi, pour en former une armée combinée, de laquelle le Roi
» déclaré généralissime aurait le commandement.

» Il est pareillement à souhaiter pour la gloire des troupes, et pour le
» bien des deux états, que le Roi, de concert avec l'Empereur, fasse
» choix d'un officier général, auquel LL. MM. donnent p. ex. un corps de
» 25/m. hommes chacun, tant infanterie que cavalerie, à commander exclusi-
» vement d'après un plan contesté, et donné par le généralissime.

» Que le Roi (sous la déduction des 25/m. hommes ci-dessus) répartisse
» une autre portion de ses troupes dans les places les plus menacées, et
» qu'il porte le reste de ses forces à la défense de ses autres frontières,
» depuis le Monviso jusqu'au petit St-Bernard inclusivement; savoir: un
» corps dans les vallées du Pellice et Chiusone, un second dans celles

» d'Exilles et de Suse, et un troisième à la défense du Val d'Aoste; pré-
» venant les chefs de ces trois corps séparés qu'ils devront bien corres-
» pondre et concerter avec le général de la grande armée, mais qu'ils
» seront directement et exclusivement sous les ordres du généralissime.

» Il est indispensable en outre d'ordonner et d'établir une correspondance
» suivie entre les commandans de ces trois corps, afin qu'ils puissent s'éclai-
» rer réciproquement et au besoin s'entre-secourir; si l'un d'eux jugeait
» devoir entreprendre quelque chose, ou si le général de la grande armée
» leur demandait d'agir, ou si enfin le Roi leur ordonne de tenter quel-
» que entreprise. Ces précautions vont au moment et à la chose.

» J'en éhaucherai quelques unes qui ne sont pas moins urgentes:

» 1° De réunir tous les corps francs, soit troupes légères, compagnies
» niçardes et autres, aux bataillons de chasseurs, sous un chef et des
» officiers d'état major doués de toutes qualités physiques et morales qu'exige
» le service de troupes légères; d'en destiner la majeure partie à l'armée
» combinée, et d'en envoyer des détachemens aux trois corps séparés pro-
» portionnellement à la force de ces derniers.

» 2° De faire un choix pour les généraux qui doivent commander en
» sous ordre; d'enbrigader les troupes de manière qu'il n'y ait jamais
» plus de six bataillons, ni moins de quatre par brigade: de répartir pro-
» portionnellement les vieux régimens, les provinciaux, les étrangers, dans
» les différentes armées, ainsi que dans les places: de lever le moins de
» milices possible, surtout dans la plaine, parce qu'elles ne valent rien:
» d'organiser celles que l'on croira devoir lever, en leur donnant de pré-
» férence pour capitaine des sujets qui ont déjà servi, avec quelques bas
» officiers choisis dans le régiment de leur province: il n'y a que ses pré-
» cautions dans la formation des milices qui puissent les rendre utiles.

» Le total des troupes du Roi à la revue d'octobre, ainsi qu'il en conste
» par la tabelle, était de 63,210
» non compris quelques corps francs evalués à..... 500
» plus, la cavalerie, evaluée aujourd'hui à 2,800
» plus les milices, environ 4,000

Total ... 70,510

» L'on pourrait répartir la force totale comme ci-après.

» À l'armée combinée de Ligurie:

» Infanterie	22,500	25,000
» Cavalerie ou dragons	1,500	
» Milices	1,000	

» Pour la défense des vallées du Pelice, Chiusone,
» et garnison de Fenestrelles:

» 6 bataillons de ligne	3,600	8,350
» 1 bataillon de grenadiers / » 1 de chasseurs ou troupes légères	1,000	
» 2 Régimens de dragons	700	
» 10 compagnies vaudoises	1,000	
» 3 réserves de 250 hommes l'une	750	
» 3 compagnies de milice	300	

» La défense de la vallée d'Aoste, vu la qualité et
» le bon emplacement de ses retranchemens, vu qu' il
» n' y a aucune place dans cette vallée qui exige une
» garnison permanente, paraît exiger moins de troupes
» que les autres, l'on pourrait donc former ainsi les
» corps pour la défendre:

» 6 bataillons de ligne	3,600	7,260
» 2 grenadiers	1,000	
» 4 réserves	1,000	
» 4 compagnies de troupes légères	400	
» 1 compagnie chasseurs des Alpes	60	
» 10 compagnies de milice	1,200	
À reporter		40,610

» La défense des vallées d'Exilles et de Suse, et l'in-
» dispensable nécessité de laisser des garnisons stables
» dans ces deux places, exige d'autant plus de troupe,
» que la ligne de défense tient depuis la vallée de Lanzo

Digitized by Google

» inclusivement jusqu' à celle de Pragelas; en conséquence
» l'on propose d'y destiner:
» Pour la garnison de la Brunette:

	Report	40,610
» 2 bataillons de ligne	 1,700	
» 2 réserves de 250 hommes		
» 1 bataillon à Exilles	600	
» 7 bataillons de ligne	4,200	8,740
» 2 bataillons grenadiers	1,000	
» 2 compagnies corps francs	200	
» 4 compagnies carabiniers des Alpes	320	
» 6 compagnies de milices	720	
Total ...		49,350.

» On aurait donc encore 21160 hommes à répartir à volonté dans les » places de l'intérieur, ou renforcer la grande armée ainsi que celui des » trois corps séparés que le Roi voudrait faire agir offensivement ».

Colli en présentant cette note tombait dans l'illusion que l'Autriche voulût lui donner 25/m. à sa disposition, et les placer sous les ordres du Roi. Évidemment, si la chose eût été possible, il avait tout lieu d'espérer le commandement de la grande armée de Ligurie, car tout en ménageant Vienne, il avait su se mettre dans les bonnes grâces du Roi, lui répétant toujours que si S. M. eût commandé, la victoire aurait couronné toutes ses dispositions. Et en cela il n'avait pas tort; car une direction quelconque, pourvu qu' elle fût unique et active, aurait sauvé un état de choses ruiné par l'apathie, l'indifférence, et la jalousie des généraux en chef autrichiens.

Les esprits en Piémont étaient mécontens d'une lutte si mal secondée par les alliés. Le marquis de Costa écrivait au comte d'Hauteville le 9 janvier de Mondovi. « Voici le moment, monsieur le comte, où doit finir avec » la campagne une correspondance, dont votre indulgence a eu bien de » liberté a me pardonner. Me passerez-vous encore de faire quelques ré- » flexions sur les circonstances actuelles? Le Roi peut s'applaudir de tout » ce qu' il a fait jusqu' ici. Le Piémont lui devra une reconnaisance éter- » nelle pour avoir à tout prix opposé une digue au torrent qui menaçait

» de le submerger. S. M. a mis dans le plus grand jour la dignité de son » caractère et la pureté de ses vues, tant à l'égard de ses sujets, qu'à » celui de ses alliés. Enfin le Roi a le bonheur, après 4 années de guerre, » de voir l'ennemi retenu encore au-delà des montagnes, ses places in- » tactes, son armée entière, l'intérieur du Piémont florissant, et son al- » liance d'un prix bien plus grand que n'a pu l'être dans aucun temps » celle de ses prédécesseurs. Mais il n'y a pas un moment à perdre pour » mettre à couvert tant de titres acquis, et à profit tant d'avantages pré- » cieux.

» L'hiver commence tard, il finira de bonne heure, et ce sont les né- » gociations de l'hiver qui feront notre salut. C'est le moment, où le Roi » peut se faire bénir de ses peuples en finissant la guerre, ou bien se faire » respecter de ses alliés, en leur déclarant avec une ferme franchise à » quelles conditions il prétend désormais la continuer.

» Les Français ont un tel besoin du Roi (soit qu'ils aspirent à termi- » ner la guerre en Italie, soit qu'avant de laisser les armes ils aient » résolu d'en changer la face politique), qu'ils doivent lui offrir les plus » grands avantages pour le détacher de la coalition.

» D'un autre côté l'Angleterre et l'Autriche ont un tel intérêt à le re- » tenir dans leur alliance, que ces Puissances ne devraient se refuser aux » conditions qu'il voudrait établir.

» En effet le Roi, maître des places qui ferment l'Italie aux Français, » n'aurait qu'à ouvrir cette barrière pour se débarrasser tout d'un coup » lui-même, et l'Empereur, privé du secours du Piémont, ne pourrait y » suppléer pour la défense de la Lombardie, qu'en fesant une immense » diversion des forces dont il à besoin ailleurs.

» Il n'est pas moins vrai que la paix que nous conclurions en Italie » forcerait très-probablement l'Allemagne à en faire autant, et l'Angleterre » verrait refluer contre elle toutes les ressources de sa terrible rivale.

» D'où vient qu'avec tant de raisons, pour voir son alliance mise au » plus haut prix, le Roi n'est pas recherché plus vivement par les Fran- » çais, et qu'il reste exposé à la froideur et à la morgue insupportable » de ses alliés, pour lesquels il s'épuise sans jamais les satisfaire?

» Voici à mon avis la solution du problème.

» Les crimes dont la nation française s'est noircie, nous ont imprimé

» pour elle une horreur bien légitime sans doute, mais qui poussée trop » loin a entraîné de fâcheuses conséquences. Nous avons cru qu'il fallait » rompre à jamais toute communication avec le peuple coupable, et nous » nous sommes jetés sans conditions dans les bras des coalisés.

» Ceux-ci, nous voyant déroger à la première règle de politique, celle » de ne point admettre d'alliance systématique, de nous décider qu'avec » lenteur pour pouvoir se ranger du côté qui offre le plus d'avantages, » ont diminué de considération pour nous en proportion de l'abandon avec » lequel nous nous livrions à eux. Ils nous font durement sentir au- » jourd'hui qu'ils croient être notre seul appui.

» D'un autre côté les Français sont si convaincus de l'éloignement et » de la méfiance qu'ils nous inspirent, qu'ils croient ne pouvoir nous » amener à traiter avec eux, qu'en nous accablant par une force majeure, » et c'est ce qui vraisemblablement les engagera à réunir contre nous leurs » efforts au commencement de la prochaine campagne.

» Prouvons que notre politique a des bases qui n'ont rien de commun » avec les passions et les préjugés.

» Nous sommes plus que quittes envers nos alliés, et le premier devoir » d'un état est de prévenir sa ruine et se faire respecter. Enfin l'adresse » et la prudence sont les armes naturelles des Puissances moyennes, sur- » tout quand elles manquent d'appui.

» À partir de ce principe, il faudrait entrer de suite en négociations » ouvertement et franchement avec tous ceux qui peuvent nous servir ou » nous nuire. Il faut qu'on se persuade que nous serons au printemps les » amis de ceux qui nous feront plus de bien, et le moins que nous puis- » sions gagner à cette manière d'agir, sera de ressaisir notre considéra- » tion perdue.

» Le Roi a fait la guerre sans vue d'agrandissement, mais pour le seul » bien de ses peuples, et il peut se dire satisfait de lui avoir épargné » les calamités effroyables qui ont désolé nos voisins. Il doit être égale- » ment disposé à faire la paix, si elle est honorable et à l'avantage de ses » sujets.

» Si l'on veut qu'il continue la guerre, comme ce serait moins pour » son profit particulier que pour la cause commune, il est juste et néces- » saire que les Puissances alliées en fassent les principaux frais, et il

» serait indispensable que la guerre se fesant dans le pays du Roi, le com-
» mandement général appartînt exclusivement à S. M.

» Qu'il n'y ait pas plus d'un tiers de troupes autrichiennes dans la
» composition de l'armée, mais qu'elles dépendent absolument du com-
» mandement général : que l'Angleterre, l'Autriche, et les autres états
» d'Italie fournissent les fonds nécessaires à l'entretien de moitié des troupes
» royales, plus aux frais extraordinaires de la guerre: que les Puissances
» alliées s'engagent aussi à l'indemniser des pertes que la prolongation de
» la guerre pourrait lui occasioner.

» Je ne doute point, monsieur le comte, que des demandes aussi justes
» ne fussent admises, et dans ce cas si la guerre devait se continuer, elle
» pourrait se faire avec succès, sauver le pays au lieu de l'abîmer.

» Une aversion trop manifestée pour la république française nous a
» beaucoup nui dans tout ceci.

» Prouvons que toute animosité cesse devant les grandes convenances
» de la politique. Que les coalisés sachent enfin de quel prix est notre
» amitié.

» Les derniers événemens sur le Rhin nous offrent une circonstance d'au-
» tant plus favorable, qu'ils peuvent rendre un peu plus maniable l'or-
» gueil républicain. Saisissons le moment pour tirer honorablement notre
» epingle du jeu, ou pour resserrer avec avantage nos anciens engagemens ».

Malheureusement le Roi ne pouvait entendre parler d'alliance, ou même de paix avec la république française, et le comte d'Hauteville n'était pas le ministre qui la lui aurait conseillée.

Revel écrivait dans le même sens à d'Hauteville, mais celui-ci se laissait bercer par les promesses du marquis Gherardini.

On fesait force plans, force raisonnemens, mais on n'exécutait rien, on ne se préparait sérieusement à rien.

Les troupes royales seules ne pouvaient tenir que dans les montagnes, et ce genre de guerre était antipathique à l'armée par les souffrances et désagrémens qu'il entraînait. On aurait voulu qu'on se formât dans la plaine, mais pour cela il fallait au moins la coopération nombreuse et active des Autrichiens, et ceux-ci n'avaient des yeux que pour la Lombardie. Ils avaient d'ailleurs autant de répugnance pour la guerre des montagnes, et se berçaient de battre l'ennemi dans la plaine lombarde.

Digitized by Google

(1) « Faudra-t-il donc, pour réveiller tout le monde, que l'ennemi se trouve » établi dans le cœur du pays? et que nos meilleures troupes se trouvent » battues et dispersées? Ce n'est plus l'emploi des jours, mais celui des » heures et minutes qui peut faire notre salut. L'incertitude du commandement général fait un mal extrême. Le général Colli prétend que ce » soit le Roi qui le recherche. N'étant pas payé, et supposant qu'on a besoin de lui, il croit la circonstance favorable pour exiger ce sacrifice à » sa vanité.

» L'ennemi n'a pas moins de 25/m. hommes rassemblés entre Albenga » et Savone, et cette force, dirigée uniquement contre l'armée de Ceva, » s'accroît d'un jour à l'autre. Ce ne sera pas sans doute avec 25/m. hommes que les Français envahiront l'Italie, mais avec 25/m. hommes ils » peuvent frapper au début de la campagne le coup le plus terrible pour » nous et le plus décisif pour eux, en attaquant avec avantage l'armée de » Ceva, qui, il ne faut pas craindre de le répéter, n'aurait aujourd'hui » pas plus de 10/m. hommes à présenter en cas d'attaque imprévue ».

Le marquis de Costa insistait pour qu'on la renforçât, en fesant avancer les troupes en seconde ligne, et pour qu'un corps de 20/m. Autrichiens se portât en avant d'Acqui. « Je ne saurai assez vous recommander l'idée du prompt rassemblement de l'armée impériale dans votre note au marquis Gherardini. Elle ne peut choquer les Autrichiens, puisqu'il n'est question ni de guerre offensive ou de montagne, ni de mélanger les troupes ».

Les Français de leur côté paraissaient disposés à continuer énergiquement la lutte (2) « Il se confirme toujours plus, que rien des Français ne » repasse au-delà du Var, qu'ils ne songent point à prendre des quartiers » d'hiver, et qu'ils parlent sans cesse de projets d'invasion. Leur inquiétude » s'explique assez par l'instabilité et le mal être de leur position dans la » rivière de Gênes, où pourvoir et faire subsister une armée considérable » doit être toujours regardé comme un tour de force. On nous à envoyé » de Finale une publication signée par le général Scherer et écrite en » italien. Il y est ordonné à tous les particuliers de l'état de Gênes de

(1) Note du marquis de Costa au comte d'Hauteville, 26 février.

(2) Lettre du marquis de Costa à Revel, de Lesegno le premier janvier.

» consigner dans les 24 heures aux magasins de l'armée française tout ce » que leurs maisons peuvent renfermer encore d'objets provenants des » Autrichiens, faute de quoi, les mêmes maisons seront rigoureusement » fouillées, et cette menace à été effectuée le 24. Le ton de la publication » dont il s'agit est très-remarquable. Monsieur De-Vins n'y aurait su » mettre ni plus d'arrogance ni plus de dureté. On peut en conclure que » les Français sont en force considérable, puisqu'ils croient pouvoir en » agir ainsi avec leurs amis et leurs alliés naturels. On peut en conclure » encore que le temps des vêpres siciliennes est passé et que les Italiens ne » savent plus se venger qu'à coups de sonnets. On nous annonce des nou- » veaux généraux à l'armée d'Italie et des grandes rigueurs contre ceux qui » ont commandé pendant cette dernière campagne. On dit merveilles de ceux » qui doivent les remplacer, Dieu veuille que ceux-ci par leur habileté ne » nous fassent pas plus de mal que ne nous en ont fait la nullité, mésin- » telligence ou insubordination des autres. Il faudrait pour que ces messieurs » nous fissent à leur escient quelque bien, que l'esprit et le système du » cabinet de Vienne changeassent entièrement à notre égard; autrement » ce ne seront jamais que leurs passions particulières et leurs mésintelli- » gences qu'ils serviront, comme pendant la campagne qui vient de finir.

» Le général Colli a écrit au général Serrurier pour demander que le » chevalier de Coucy soit renvoyé sur sa parole.

(1) » Nous venons d'apporter nos pénates ici; une partie des troupes » est entrée aujourd'hui en quartier d'hiver. Un détachement de l'avant- » garde sur le Tanaro a surpris un poste ennemi sur la gauche de Priola » et y a fait 67 prisonniers, dont 4 officiers qui viennent d'arriver. Cette » agacerie pourra donner bien des affaires à nos troupes légères de Ba- » gnasco, car il faut s'attendre que l'ennemi voudra prendre sa revanche ».

Mais les Français ne pensaient pas seulement à agir, le directoire cherchait à détacher la Sardaigne de la coalition, comme cela venait d'avoir lieu peu de mois auparavant avec l'Espagne, et c'est cette dernière Puissance que le gouvernement français faisait agir comme médiatrice.

Le directoire au milieu des calamités et embarras intérieurs aurait voulu en finir avec la guerre, et le seul moyen pour cela était de porter des

(1) Marquis de Costa à Revel, 9 janvier, de Mondovi.

Digitized by Google

coups décisifs à l'Autriche. L'armée française souffrait beaucoup de son séjour dans les Apennins et les Alpes. Pour elle pouvoir pénétrer dans les plaines fertiles de l'Italie, c'était y trouver magasins, bien-être et auxillaires, car on comptait sur la masse des turbulens. Le seul moyen d'obtenir cela d'un seul coup était de faire la paix avec le roi de Sardaigne. Villars, ministre de France à Gênes, fit des ouvertures à ce sujet au chevalier Nomis de Cossilla, ministre du Roi à Gênes; par l'entremise du ministre d'Espagne les propositions furent transmises à Turin.

Monsieur d'Hauteville manda Revel à Turin pour l'employer dans cette négociation. La France voulait conserver la Savoie et le comté de Nice, promettant un équivalent en Lombardie, et si l'on n'obtenait pas cet équivalent, la France verrait aux moyens de rendre ces provinces à la Sardaigne. Le Roi unirait ses troupes à celles de la république, ou au moins donnerait passage, ouvrirait ses places et fournirait les vivres à l'armée française.

Le cabinet de Turin demandait que la France convînt dès à présent de rendre au Roi la Savoie et le comté de Nice, sauf à la paix générale d'accepter les compensations qui seraient à la convenance du Roi en échange de ces provinces qu'il céderait alors à la France.

« La bonne foi envers ses alliés et la saine politique font au Roi » une loi de ne pas se départir de cette condition qui est *sine qua* » *non*. À ces motifs déterminans par eux-mêmes, il se joint une autre » considération grave. Si c'est par la voie de conquête que les Français » ont dessein de se rendre maîtres de la Lombardie autrichienne, cela » ne peut arriver sans le plus grand danger que les états du Roi de- » viennent le théâtre de la guerre, et le Roi n'aurait pas obtenu le but » qu'il se propose en faisant la paix, qui est la tranquillité de ses » peuples.

» L'expédient proposé d'en agir comme la Prusse n'est pas conforme à » la loyauté du Roi, il ne le serait pas davantage à ses intérêts par la » dissimilitude de position.

» En considérant l'incertitude de la conquête et de la conservation de la » Lombardie autrichienne, et les inconvéniens et malheurs qui résulteraient » inévitablement au Roi d'une tentative manquée, on reconnaîtra que cette » condition n'est point admissible de sa part.

» Dans le cas, où par des arrangemens et des mutations d'état, que la » politique ne saurait prévoir, et encore moins calculer avec la certitude » nécessaire, la France à la paix générale puisse disposer de la Lombardie » autrichienne, pour lors le Roi consentirait à traiter de cet échange, et » s'y engagerait dès à présent, puisque cela ne préjudicierait pas à ses » alliés actuels.

» Le langage tenu par les agens du gouvernement français a été, suivant » les circonstances, les lieux et les personnes, si disparate, qu'il est naturel » au Roi d'en concevoir de l'ombrage. C'est au gouvernement français à » faire cesser toute défiance par l'adoption de propositions spécifiques qui » écartent le vague et l'obscurité qui ont accompagné toutes celles qui ont » été faites jusqu'à ce moment.

» Monsieur le chevalier Cossilla fera sentir que la suspension d'armes » ne peut avoir lieu, suivant les vues du Roi, qu'autant que les Autrichiens » et les Français en conviendraient entre eux. La présence des troupes autri- » chiennes dans ses états ne permet encore au Roi que de protester du » désir qu'il aurait de conclure une suspension d'armes, qui dès à présent » mettrait un terme aux calamités de la guerre. L'exécution de cette mesure » exige des précautions et des concerts qui demandent du temps et rendent » impossible de donner une réponse plus positive.

» Le chevalier Cossilla sondera les sentimens des Français à l'égard de » la suspension d'armes avec les Autrichiens.

» Quant aux pouvoirs, le ministre répondra que toute négociation étant » superflue, si l'on ne convient auparavant des bases préliminaires, dès » que l'on sera d'accord sur ce point fondamental, rien n'arrêtera la né- » gociation ».

Villars répondit par une note impérieuse, où l'on voulait non seulement garder les provinces conquises, mais on demandait encore d'autres cessions de territoire pour en disposer en faveur de Gênes. Les troupes du Roi devaient s'unir à celles de la république française. On maintenait les fournitures et on promettait d'être modéré dans les taxes de guerre, que l'on imposerait à la Sardaigne.

(1) « Je vous transmets, monsieur le chevalier, une note que vous re- » mettrez à monsieur Chiappe pour la rendre à monsieur Villars. Quoique

(1) Note au chevalier Cossilla, 31 janvier.

» son contenu vous indique assez la conduite et le langage que vous devez » tenir et que vous en ayez été instruit par mes lettres précédentes, je » crois cependant à propos d'entrer dans quelques détails à cet égard, » afin qu'ils vous servent de règle non seulement dans cette occurrence, » mais encore dans toutes les autre semblables.

» Vous tâcherez de bien faire comprendre aux agens français:

» 1° Que le Roi veut une paix finale, et non un changement de parti, » ce qui prolongerait et aggraverait les malheurs de la guerre;

» 2° Que S. M. veut une paix qui soit favorable en même temps » que sûre;

» 3° Que S. M. rejette avec indignation les propositions qu'on lui a » faites, parce qu'elles blessent son honneur et ses intérêts;

» 4° Qu'elle est cependant toujours disposée à traiter à des conditions » sûres et équitables.

» Le ton de hauteur que les agens français ont pris, et la marche sin- » gulière qu'ils suivent en rehaussant graduellement leurs prétentions au » lieu de se rapprocher des nôtres, et cela après avoir manifesté auparavant » des intentions qui permettaient l'espoir de traiter avec succès, si elles » eussent été sincères; ce ton de hauteur, dis-je, prouve que les Français » s'imaginent que le Roi a un besoin absolu de la paix et qu'il l'achètera » à tout prix.

» Vous aurez eu soin sans doute dans toutes les occasions d'éloigner » cette idée et de faire connaître à messieurs Chiappe et Villars que » l'intention du Roi de traiter de sa paix particulière est uniquement l'effet » de sa sollicitude pour le bien de ses sujets, et non celui de la crainte » ou de l'impuissance de résister. Ce point étant de la plus grande im- » portance, vous devez employer dans vos entretiens des expressions et » des argumens qui écartent une présomption désavantageuse et dont les » négociateurs français cherchent à profiter pour prendre de l'empire sur » nous et nous dicter des conditions intolérables.

» Vous ferez connaître à monsieur Chiappe que le Roi n'a pas voulu que » l'on exprimât dans la note responsive ci-jointe l'indignation qu'il a res- » sentie en lisant celle de monsieur Villars, pour ne pas exaspérer les esprits, » dans l'espoir encore que le gouvernement français reviendra à des sen- » timens plus modérés et raisonnables. Les négociateurs français cherchent à

» nous épouvanter en parlant d'insurrection dans le Piémont. Vous devez » repousser ces insinuations avec la plus grande fermeté, et faire sentir que » les troubles et mécontentement général de la France, la guerre de la » Vendée, la pénurie, etc. sont des circonstances qui ne nous sont pas in- » connues et plus réelles que les illusions, que tâchent de leur donner nos » transfuges. La fidélité et la constance de nos troupes démentent assez leurs » assertions.

» Que d'ailleurs les conditions que l'on voudrait nous imposer sont de na- » ture à faire connaître à tous les sujets du Roi, que les désastres que peut » produire la continuation de la guerre avec la France sont moins extrêmes » que les conséquences certaines d'une pareille paix, à part même les évé- » nemens de la nouvelle guerre, dans laquelle on voudrait nous faire entrer.

» Vous devez faire bien attention que monsieur Villars ne prenne pas avec » vous un ton et une air de supériorité, qui influerait d'une manière très- » désavantageuse pour le Roi le cours de la négociation. Une fermeté mo- » deste et imperturbable doit être votre contenance. Vous montrerez toujours » l'intention sincère de traiter à des termes raisonnables, et la résolution » inébranlable du Roi de succomber plutôt avec honneur, que de se trahir » lui-même. Il faut repousser les entreprises de Villars avec force et modé- » ration, opposer à la peinture de nos faiblesses le tableau de la position » et des embarras de la France. Le ton de la conviction et de la dignité » donneront de la force à ces argumens.

» Les négociateurs français ont insisté beaucoup sur la non-coopération » de nos alliés. Il est aisé de démontrer que s'ils ne nous ont pas aidé à » reconquérir nos provinces occupées par les Français, on ne saurait raison- » nablement les supposer indifférens à l'envahissement du Piémont qui les » menacerait directement. Les événemens, arrivés cet automne dans la rivière, » sont des accidens de guerre occasionnés par de fausses mesures ; les Français » n'en peuvent rien conclure contre la bonne volonté des Autrichiens à notre » égard. Vous ferez sentir sans affectation que ces événemens mêmes ont » démontré à la Cour de Vienne la nécessité d'une coopération plus efficace, » que la destination de généraux de la plus grande réputation à l'armée » d'Italie, et les nombreux renforts déjà arrivés et en route, sont des preuves » non équivoques que les Français s'abusent, en croyant la Cour de Vienne » indifférente au sort du Piémont.

Digitized by Google

» Vous laisserez entendre, comme sans en avoir le dessein, que nous » avons reçu à cet égard, les assurances les plus satisfaisantes, ce qui est » effectivement vrai, et que comme ce n'est pas la crainte qui a porté le » Roi à écouter des ouvertures de paix, de même la certitude de la coopé- » ration puissante de ses alliés n'a pas altéré ses intentions pacifiques, » fondées sur le désir de rendre le calme et le repos à ses états par une » paix finale, sûre et honorable.

» Cet article doit être ménagé de manière, que les Français ne puissent » croire que ses nouvelles assurances de la coopération de ses alliés ont » changé l'inclination du Roi à la paix, mais que ce sont uniquement les » propositions extravagantes de Villars.

» Vous pourrez dire, comme une notion que vous avez par vos correspon- » dances privées, que les dispositions pour une grande levée d'hommes » étaient toutes faites, et que l'exécution suspendue quelque temps en a été » ordonnée ; que cette mesure différée dans l'espoir de conclure la paix a » été résolue et mise en exécution d'abord après la réception de la pre- » mière note de monsieur Villars qui a fait connaître que les Français ne » voulaient pas sincèrement la paix avec nous.

» Vous ajouterez enfin, que les quatre articles que vous avez remis il y » a quelque temps contiennent les bases sur lesquelles S. M. peut traiter, » que c'est au gouvernement français à se conduire en conséquence de » cette connaissance. »

La note du cabinet de Turin portait que l'on n'avait pu donner d'abord une réponse catégorique aux propositions extraordinaires de monsieur Villars. Que le Roi avait cru au désir réel de la France pour la paix. Que S. M. après avoir fait des propositions modérées, s'était montrée disposée à consentir aux modifications que le gouvernement français jugerait indispensables. Qu'au lieu de contre-propositions on avait pris une marche rétrograde, en aggravant les premières demandes. Qu'en voulant que le Roi devienne l'ennemi de ses alliés, on détruit la possibilité du seul but qu'a S. M. qui est de faire jouir ses sujets de la paix, car son pays serait toujours le théâtre de la guerre. Qu'en parlant des fournitures et taxes de guerre on avait l'air de croire que les états du Roi fussent des provinces françaises. Qu'on ne pouvait accepter des conquêtes chimériques en échange de tant de cessions réelles. « Ce n'est point l'appas de faire des acquisitions

» aux dépens de ses alliés qui a pu engager le Roi à se départir de » ses alliances par une paix particulière, mais seulement le désir de » terminer honorablement et avec sûreté la guerre qui lui a été faite contre » son vœu et ses intentions. S. M. a eu l'intention de rendre le calme » et les bienfaits de la paix à ses sujets et non de les entraîner dans une » nouvelle guerre et dans des difficultés inextricables. Pour accélérer la » conclusion de la paix le Roi n'hésitait pas à réduire ses demandes au » dernier terme, supposant pareil désir et conduite de la part du gouver- » nement français ».

« Dégagé envers lui-même de la responsabilité des malheurs que les » hostilités occasioneront, le Roi attend avec constance de la continuation » de la guerre ce qu'il avait espéré d'une paix immédiate. Il fait des vœux » pour que le gouvernement français prenne des sentimens modérés et » équitables, qui rendent enfin possible une pacification générale, ou du » moins une paix particulière sûre et honorable, à laquelle le Roi sera » toujours disposé ».

Villars fit une réponse plus impérieuse que les autres, et on sut depuis que c'était l'influence de Bonaparte sur le directoire qui rendait impossible toute négociation. Outre que les agens français, par crainte de se compromettre, se montraient exaltés et intraitables.

Le 2 février on envoya une note à Vienne pour informer l'Empereur, que l'on avait cru utile d'écouter les propositions que les agens français avaient faites de plusieurs côtés, et cela dans le but de retarder les progrès des Français en suspendant leur marche. Ces propositions avaient été dans le temps communiquées à Vienne, et le Roi, fidèle à ses engagemens, était décidé à ne jamais les accepter. Il avait refusé de la manière la plus absolue l'alliance offensive et défensive que lui proposait la France, et les avantages qu'on lui avait offert n'avaient fait aucune impression sur son esprit. Mais les forces du Roi, ne répondant pas à la loyauté de ses sentimens, ne serait-il pas réduit à recevoir la loi d'un ennemi irrité par l'inutilité de ses démarches pacifiques et enorgueilli par ses succès militaires? Tout prouvait de la manière la plus incontestable que les Français se préparaient à porter un coup décisif contre le Piémont, reconnaissant qu'ils ne pouvaient attaquer la Lombardie autrichienne qu'après avoir envahi le Piémont.

« S. M. fait tous ses efforts que sa puissance comporte pour s'opposer

» à une invasion qui la menace des conséquences les plus terribles, mais » ses forces sont insuffisantes sans le concours efficace et immédiat de » l'armée autrichienne. »

On demandait une coopération active, et les ordres les plus positifs aux généraux de l'Empereur de défendre le Piémont avec la même ardeur qu'ils mettaient à fermer la route du Milanais, le résultat étant le même. Le moment était suprême. Si le Roi, faute d'appui efficace, succombait dans ses efforts, il en résulterait un mal incalculable à la cause commune, et le Roi ne pouvait répondre de l'effet du désespoir succédant à la résolution courageuse de se défendre.

» La célérité n'étant pas moins nécessaire que la vigueur des mesures, » le Roi espère que S. M. I. donnera des ordres positifs pour que l'armée » se rassemble au plutôt en Piémont pour être à portée de s'opposer à » l'ennemi, dont on connaît l'intention de commencer la campagne de très- » bonne heure, faisant déjà ses dispositions à cet effet.

» Les facilités que la mer et le grand chemin de Nice donnent aux » ennemis sont telles, qu'ils peuvent être avancés en Piémont avant qu'on » ait l'avis qu'ils sont en mouvement. Il est en conséquence de la plus » extrême urgence que l'armée impériale s'assemble en Piémont, pour ne » pas risquer la perte irréparable d'un temps précieux, dont l'ennemi pro- » fiterait pour occuper certaines positions qui lui donneraient un avantage » décidé pour le reste de la campagne ».

En pressant l'arrivée des troupes, on n'entendait pas demander qu'elles campassent de tout abord, mais qu'elles se cantonnassent à Alexandrie, Asti, Carmagnole, Savillan, Cherasco, Alba et Acqui, d'où elles seraient à portée de marcher si le besoin serait.

La Cour de Vienne, rassurée par les déclarations explicites du Roi, ne voulut pas comprendre la vérité de l'appel que lui faisait le Roi d'une manière aussi loyale et digne. On parlait toujours de bataillons en marche d'Allemagne en Italie, mais rien n'arrivait.

(1) « Permettez moi que j'ose vous contredire sur le doute que vous » avez que l'on ne fasse pas les préparatifs nécessaires pour la défense » de l'Italie; il y a actuellement huit bataillons, dont partie est déjà arrivée

(1) De-Vins à d'Hauteville, 18 février, de Mantoue.

Digitized by Google

» et une partie encore en marche. Outre cela, un régiment de hussards » de 2000 hommes est déjà arrivé et l'on assure qu'un régiment de cui- » rassiers va suivre. Outre cela, un train d'artillerie de 120 canons. Vous » comprendrez que cette augmentation, avec les troupes qu'il y a, fait une » armée formidable, et difficilement les Français seront en état de porter » une armée de cette force en Italie.

» L'on m'a dit que le général Clairfayt va venir en Italie sous le titre » de prendre les bains de Pise, peut-être qu'on lui donnera le commande- » ment de cette armée, mais c'est une supposition dont je ne sais rien de » sûr. Il me faut finir, car une fluxion aux yeux ne me permet pas d'écrire » de plus. D'autant plus que l'on me dit que les chevaux sont à la voiture » pour entreprendre mon voyage pour Vienne ».

Mais chacun du côté de l'Autriche faisait comme De-Vins, les chevaux étaient à la voiture et on laissait aux autres à faire, et personne ne bougeait.

Malheureusement le Roi s'était prononcé avec trop d'horreur contre les Français, il avait rompu avec eux comme avec un peuple coupable, ne les regardant même plus comme nation ; cela fit que les Français, convaincus de l'éloignement insurmontable qu'ils inspiraient, au lieu d'espérer une alliance qui leur aurait été utile, croyaient ne pouvoir réussir à traiter avec le Piémont, qu'en l'accablant avec des forces majeures, et leur morgue était en rapport de la haine qu'ils supposaient au Roi. Les Autrichiens de leur côté voyant le Roi se jeter sans garanties dans la coalition, et être réduit à une alliance indispensable, voulaient épargner leurs forces et vendre à plus haut prix leurs secours, dont ils croyaient le succès assuré. Leur politique, infâme par l'abandon où ils laissaient le Roi, se fondait justement sur la bonne foi et l'honneur de leur allié, qu'ils savaient incapable de s'unir secrètement aux Français en rompant inopinément avec eux.

Voici quelles étaient les forces en ligne à la moitié de février.

Digitized by Google

PRÉCIS *des positions et de la force des combattans de l'armée austro-sarde aux ordres du lieutenant général baron Colli à la moitié de février* 1796.

Emplacement		Bataillons	Escadrons	Compagnies	Nom des corps	Force	Combattans: Officiers	Combattans: Sous-offic. soldats
Département de Saluces.								
Vallée de Vraita	San Peyre	»	»	1	Chas. francs de Sardaigne	130	3	102
	Château Dauphin	»	»	1	Milices Renaud	116	1	45
	Chanal	»	»	1	Milices Drago	122	2	75
	Bellins	»	»	1	Milices Arnaud	82	2	61
Vallée de Maira	Acceglio	»	»	1	Milices Ponza	177	2	145
	Ferrere	»	»	1	Milices Ciocchia	63	1	41
	Stroppo	»	»	1	Milices Tarditi	73	1	51
	St-Damien, Dronero et Busca	»	»	»	Détachement de milices	72	3	62
Busca		2	»	1	Asti	1125	17	463
Verzuolo		2	»	»	Pionniers	1199	18	523
			4	»	Dragons du Roi	486	3	301
Saluzzo		2	»	»	Belgioioso	1329	35	693
					Artillerie et son train	27	1	26
Total		6	4	8	Total	5001	89	2591
Département du Bourg St-Dalmas.								
Vallée de Stura	Argentière Bersezio Preynard	»	»	»				
	Ferrières Pont-Bernard Pietraporzia	»	»	9	Milices de la vallée	900	27	583
	Sambuc, Planches, Poal, Vinay et Démont	»	»	»				
	Démont fort et Vinay	3	»	»	Streng	1255	35	818
Vallée de Gezzo	Vaudier	»	»	1	Chasseurs francs Boarin	126	3	59
	Intraque	»	»	2	Milic. Cerruti et Dalmas	144	6	138
	Bourg St-Dalmas	»	»	»	Artillerie et son train	252	4	166
À reporter		3	»	12	À reporter	2677	75	1764

Emplacement	Bataillons	Escadrons	Compagnies	Noms des corps	Force	Combattans: Officiers	Combattans: Sous-offic. soldats
Suit le département du Bourg St-Dalmas.							
Report.....	3	»	12	Report.....	2677	75	1764
Vallée de Vermenagna — Limonet	»	»	1	Volontaires de Limon..	50	2	48
Vallée de Vermenagna — Limon	1	»	»	1er du 1er rég. de la Lég	334	16	318
	»	»	2	Ch. de Nice Contes et Galea	155	11	144
	»	»	1	Chasseurs francs Pian.	101	3	98
	»	»	»	Artilleurs	15	»	15
Vallée de Vermenagna — Vallon de St-Jean ...	»	»	1	Volontaires Gastaldi...	57	2	55
Dronero	2	»	»	Piémont	998	23	596
À la Chartreuse de Pesio...	»	»	2	Milices Gondolo et Re.	194	6	149
	»	»	1	Volontaires Decaroli ..	106	3	38
À la garnison de Coni	2	»	1	Christ et sa réserve...	1027	25	747
	2	»	»	Sardaigne	531	23	168
	2	»	1	Peyer-im-hof et sa réserv.	851	23	556
	»	»	1	Corps royal de marine.	143	3	92
Total.....	12	»	23	Total.....	7239	215	4788
Département de Ceva.							
Avant-garde sur le Tanaro — Bagnasco	»	»	1	Chass. francs Buriasco .	80	3	77
	»	»	1	Id. Francioni.	75	4	71
	»	»	1	Chass. niçards Christini	64	4	60
	»	»	1	Id. Falqui..	66	4	62
	»	»	1	Id. Giletta..	87	4	83
Avant-garde sur le Tanaro — Perlo.....	»	»	1	Chass. francs Pandini..	76	3	73
Avant-garde sur le Tanaro — Morreres.....	1	»	»	Chasseurs Saluggia....	420	12	221
Avant-garde sur le Tanaro — Malpotremo	»	»	»	Croates.....	25	1	24
À reporter	1	»	6	À reporter....	893	35	671

Digitized by Google

	Emplacement	Bataillons	Escadrons	Compagnies	Nom des corps	Force	Combattans	
							Officiers	Sous-offic. soldats
	Suit le département de Ceva.							
	Report.....	1	»	6	Report.....	893	35	671
Avant-garde sur le Casotto, Monza et Corsaglia	Viola.....	»	»	1	Chass. niçards Domerego	102	4	73
	Mombasile	»	»	1	Id. Cauvin..	149	5	125
		1	»	»	Légion Balegno.....	320	21	125
	Mombasile et Battifollo	»	»	1	Croates.....	62	2	60
	Torre et Montaldo...	1	»	»	Légion Bellegarde.....	367	11	197
	Pamparà et Serra de Pamparà.....	»	»	6	Grenadiers et chasseurs de la Légion	345	11	143
	Taillant	»	»	1	Chass. francs d'Agliano.	147	2	115
	Aux Frabouses	»	»	2	Turin	255	3	97
		»	»	5	Milices et volontaires..	378	6	349
Avant-garde sur la Bormida	Dego.....	»	»	3	Tortone	497	8	291
		»	»	1	Id.			
	Cairo.....	»	»	1	Chass. francs Martin...	113	3	79
		»	»	1	Croates.....	100	3	97
		»	»	1	Milices d'Oneillè	35	5	20
	Millesimo.....	»	»	1	Chasseurs d'Acqui	73	2	67
		»	»	1	Chass. niçards La Roque	115	7	56
		»	»	1	Chasseurs francs Barré.	76	2	53
		»	»	1	Croates.....	96	4	92
	Cencio.....	»	»	»	Id.	31	1	30
	Montezemolo	»	»	»	Id.	31	1	30
		»	»	2	Chasseurs Colli	478	15	312
	Priero.....	»	»	6	Id.			
	Sale.....	1	»	»	1er d'Acqui	537	6	252
Avec l'arm. autric.	Mombarcaro et Monesiglio..... ...	2	»	»	Verceil	1172	20	573
	Cortemiglia	1	»	»	2me d'Acqui.....	530	6	250
	À reporter.....	7	»	42	À reporter.....	6902	183	4187

Digitized by Google

Emplacement	Bataillons	Escadrons	Compagnies	Nom des corps	Force	Combattans: Officiers	Combattans: Sous-offic. soldats
Suit le département de Ceva.							
Report.....	7	»	42	Report.....	6902	183	4187
Camp de Ceva et Pedagera: Mulassano	2	»	»	Royal Allemand	510	16	283
Camp de Ceva et Pedagera: Marsaglia, Mulassano et Ceva.....	2	»	»	Gènevois.....	1018	17	623
Camp de Ceva et Pedagera: Ceva.....	1	»	»	2me de Savoie.....	386	10	235
	2	»	»	1er et 3me de Stettler.	983	20	434
Camp de Ceva et Pedagera: Niella et Briaglia....	2	»	»	Chablais	742	20	420
Au fort de Ceva.....	1	»	»	1er de Savoie.....	380	9	232
	1	»	»	2me de Stettler.....	491	10	215
Lesegno	1	»	»	1er d'Oneille.....	425	8	188
St-Michel.....	1	»	3	2me gren. et ch. d'Oneille	714	13	271
Vico	1	»	»	8me de grenadiers.....	497	9	247
N. D. de Vico	1	»	»	9me de grenadiers	441	10	214
Total.....	22	»	45	Total.....	13489	325	7579
En réserve: Mondovi et citadelle..	2	»	1	Gren. royaux et chas. roy.	844	20	294
	2	»	»	Grenadiers de Varax...	953	28	303
En réserve: Breo	1	»	»	Grenadiers de Chiusan.	522	8	216
En réserve: Carasson.....	1	»	»	Id. d'Andermatt	228	10	178
En réserve: Villeneuve.....	1	»	»	Id. de Tour....	530	9	173
En réserve: Bene et Carrù.....	2	»	»	Id. d'Esery	859	17	439
En réserve: La Marguerite et Morozzo.....	2	»	1	Mondovi et chasseurs..	1102	16	480
Total.....	11	»	2	Total.....	5038	108	2083

RÉCAPITULATION.

Au département de Saluces..	6	4	8		5001	89	2591
Id. du Bourg..	12	»	23		7239	215	4788
Id. de Ceva ...	22	»	45		13489	325	7579
En réserve.....	11	»	2		5038	108	2083
Total.....	51	4	78	Total.....	30767	737	17041

On n'a pas mis ici les troupes autrichiennes et piémontaises qui sont en seconde ligne à cause du manque de rapports.

L'infanterie du Roi appartenante à cette armée, et qui se trouve en deuxième ligne, formerait, suivant les états du mois de janvier dernier, 2772 combattans, dont 109 officiers. Cette partie se réduirait encore aujourd'hui à 1808 hommes à cause des semestres.

On peut évaluer l'infanterie du corps auxiliaire appartenant à la même armée à 3000 hommes, officiers compris. La cavalerie autrichienne et piémontaise, en suivant les états du mois de janvier, produiraient aussi 2312 hommes, compris les officiers.

L'armée austro-sarde, aux ordres du lieutenant général baron Colli, se trouva donc forte de 23214 hommes de toutes armes, y comptant les troupes irregulières. Cette armée etait étendue en deux lignes depuis Saluces jusqu'à Mombarcaro, où, si l'on en distrait les garnisons des places, la cavalerie, les milices et les troupes dont les quartiers sont trop éloignés, on trouvera toujours qu'il restait moins de 10/m. hommes, agissant et en mesure à se présenter à l'ennemi sur les points menacés et dans la supposition d'une attaque imprévue.

Pendant que les Autrichiens tardaient, le général Colli de son côté boudait et laissait tout aller sans prendre de décision. On était à la fin de février et le général en chef n'était pas fixé. Les Piémontais fatigués de ces rudes guerres des Alpes se sentaient découragés en voyant l'abandon où l'Autriche laissait le Roi, après avoir entravé la marche par le passé. L'absence de direction inspirait la défiance de soi-même et le dégoût d'une guerre qui ne promettait aucun avantage. L'opinion se répandait qu'il fallait traiter avec les Français et les jeter sur la Lombardie, puisque l'Autriche ne voulait défendre que ses états.

Comme écrivait Revel (1): « gardons-nous bien de nous reposer sur le » délabrement et la disette que souffre l'ennemi. Ce sont des loups affamés » et par là plus dangereux, car ils comptent assouvir leur faim à nos » dépens et subsister de nos magasins; comme ils ont fait de ceux de » monsieur De-Vins. »

Revel était à Suse préparant la campagne dans ces vallées. Les troupes

(1) Chevalier de Revel au marquis de Costa, 23 février.

Digitized by Google

étaient peu nombreuses, aussi écrivait-il qu'il fallait absolument tenter un dernier effort, armer tout le possible, se rendre fort soit pour pouvoir résister au choc imminent qui serait le dernier, soit pour obtenir une paix honorable.

Mais l'incertitude paralisait tout. Colli était allé à Milan et il en écrivait le 8 mars au comte d'Hauterive, qu'à peine arrivé il avait eu une entrevue avec l'Archiduc qui ignorait encore le choix du futur commandant général.

« S. A. I. et R. est d'accord qu'il faut défendre la Lombardie en Piémont, » et elle s'occupe de préparer les approvisionnemens. Je verrai aujourd'hui » le général Wallis, qui doit venir ici, et demain j'irai conférer avec le » général Beaulieu à Pavie. La neige qui tombe me fait espérer du retard » dans les mouvemens des Français ». A la moitié de mars pas de général, et on compte sur la neige pour se défendre!

Le 22 mars le général Beaulieu annonçait de Pavie sa nomination au commandement en chef de l'armée autrichienne en Italie, tant de celle nommée corps auxiliaire, que de toute autre. Il chargeait le marquis Gherardini, ministre d'Autriche à Turin, de l'excuser auprès du Roi s'il ne se présentait encore, mais il devait se mettre au fait et en connaissance de sa nouvelle charge. « J'ai disposé la marche de quelques bataillons, que je » crois d'abord au nombre de quatre, que je fais marcher d'ici au-delà » d'Alexandrie vers Nizza et Acqui, des environs d'où je ferai avancer » quatre autres bataillons, qui s'y trouvent déjà depuis quelque temps, et » iront renforcer les troupes de S. M. le roi de Sardaigne et le corps » auxiliaire entre Cortemiglia, Monesiglio et Dego, pour être à portée des » autres troupes, dont je viens de parler, qui sont autour de Ceva. Par » ce moyen je crois que cette partie sera bien en sûreté. Quant à moi » je prendrai en même temps mon quartier général à Alexandrie, d'où, » après mes dispositions pour la sûreté de cette partie des états de S. M. » le roi de Sardaigne, je me rendrai à Turin pour assurer Sa Majesté » que je travaillerai de toutes mes forces non seulement à la défense de » ses états, mais à reconquérir, avec la bonne harmonie et l'union de ses » braves troupes, la partie de ses états envahis jusqu'à présent. Je com- » mencerai mes mouvemens entre le 26 ou le 27. Je l'aurais fait dès à » présent si je n'avais dû faire préparer les vivres nécessaires.

» (1) Chez les Français le général en chef Scherer a annoncé officiel-
» lement le 16 mars l'arrivée prochaine du général Bonaparte avec des
» renforts, et on procédait à la réforme de l'armée en la divisant en bri-
» gades de 3 bataillons à 1000 hommes. Les officiers restés sans emploi
» par la destruction de plusieurs cadres allèrent partie à la demi-solde,
» partie prirent la giberne.

» L'armée d'Italie était évaluée à 60/m. hommes d'après un rapport sur-
» pris à un aide-de-camp de Massena, monsieur Bradelli. La cavalerie était
» peu nombreuse, et se composait de dragons et de hussards de la liberté.

» L'artillerie est la mieux réglée. Les bouches à feu nombreuses et les
» munitions très-abondantes, les soldats plus au complet, mieux exercés
» et mieux équipés que dans les autres corps. L'armée française avait
» beaucoup souffert du manque des vivres et était restée sans paie. Plu-
» sieurs mutineries avaient eu lieu et réprimées avec peine, ou plutôt cal-
» mées avec des distributions tirées de Gênes et des à-comptes, elles en
» laissaient craindre de plus graves. Les habillemens étaient délabrés, le
» gaspillage régnait dans l'administration en sous ordre, et on pouvait au
» commencement de la quinzaine croire à une dissolution, quand l'aspect
» de l'armée changea tout-à-coup.

» Salicetti, simple avocat de Bastia, joignant à la force du tempérament
» un caractère des plus ardens et un orgueil démesuré, se trouve à l'âge
» de 32 ans commissaire général du pouvoir exécutif auprès de l'armée
» d'Italie. Inaccessible au plaisir et à l'argent, sa passion unique est une am-
» bition effrénée. Audacieux jusqu'à la témérité, il veut l'invasion de l'Italie.
» Cacault, consul de France à Naples, puis à Florence, ministre intéri-
» naire de France à Gênes, jacobin déclaré et correspondant des gens de
» sa secte en Italie, est ami de Salicetti et l'aide beaucoup.

» Déployant une grande énergie ils firent arriver à l'armée vivres, habil-
» lemens et argent. Les troupes réformées, remontées et payées de tout
» leur avoir, ont été plus encore animées par l'annonce de la marche sur
» Gênes et de la descente dans les plaines du Piémont et de la Lombardie,
» où leur imagination leur promet un riche pillage (2). Du murmure et

(1) Rapport sur les Français du 15 au 30 mars.

(2) « Soldats, vous êtes nus, mal nourris. Le gouvernement vous doit beaucoup, il
» ne peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu

Digitized by Google

» de l'abattement elles ont passé à l'exaltation et à la confiance. Les in-
» tempéries affreuses du commencement de mars, la détresse et la misère
» qu'elles éprouvaient alors les avaient consternées, le beau temps et les
» premiers mouvemens de la campagne leur ont rendu leur première
» énérgie. Le soldat vêtu et chaussé, nourri et pourvu de quelque monnaie
» a bientôt oublié ce qu'il souffrait il y a 20 jours. Il est content de ne
» plus tenir à des bataillons délabrés, il s'en croit plus fort, et il ne se
» repaît plus que d'idées de victoire et de pillage. Quoique le nombre
» réel des troupes françaises ne se soit accru de beaucoup, et que les
» réquisitions n'aient pas rendu à beaucoup près tout ce que l'on en atten-
» dait, la nouvelle organisation a dû prouver à quiconque n'embrasse pas
» l'ensemble, que l'armée s'est fort considérablement accrue. La grande
» diminution dans le nombre des officiers (on parle de 15/m. qui ont subi
» la réforme) n'a fait de peine qu'à quelques uns et la plupart sont déjà
» partis. Ceux qui demeurent ne s'en trouvent que mieux, ils jouissent
» de plus d'influence et plus de considération. Par le fait les Français ont,
» comme ils le disent, diminué la garde de l'épée pour allonger la lame,
» et les corps se trouvant en plus petit nombre, mais augmentés de vo-
» lume, il doit en résulter nécessairement plus de solidité, plus d'impulsion
» et beaucoup moins de dépenses.

» L'armée française est aujourd'hui divisée en 175 brigades de 3/m.
» hommes, en total pour toutes les armées 525,000 hommes.

» Bonaparte est corse ainsi que Salicetti, mais on croit qu'il n'est ni
» jacobin, ni de ses amis, car on assure que ce fut lui qui le fit arrêter
» à Nice après le 9 thermidor.

» Faypoult doit arriver à Gênes le 15 avril en qualité de ministre auprès
» de cette république. On le dit du même caractère que Salicetti et en
» grand crédit auprès du directoire.

» de ces rochers, sont admirables; mais ils ne vous procurent aucune gloire, et aucun
» éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du
» monde. De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir; vous y trou-
» verez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie manqueriez-vous de courage ou de
» constance? »

Proclamation de Bonaparte à l'armée, 7 germinal, an IV (27 mars 1796), du quartier général de Nice.

Digitized by Google

» En effet il vient revêtu de tous les pouvoirs politiques, économiques » et militaires. On observe que la majeure partie des généraux et des » officiers d'état major de cette armée sont corses ou italiens.

» La disposition générale de l'armée d'Italie n'a pas changé. Les troupes » dispersées par les intempéries du commencement de mars sont revenues » à leurs positions dans les montagnes entre Final et Savone. L'empresse- » ment d'occuper ces hauteurs dominantes leur a même fait employer le » moyen de jeter de la terre sur la neige, pour l'y faire fondre plutôt. » Quant à la vallée du Tanaro il ne paraît pas que les troupes y soient » sorties de leurs cantonnemens, et elles n'ont pas encore subi leur nou- » velle organisation. Il résulte que les troupes d'Ormea, qui le 23 étaient » 1293 hommes, ont été portées le 26 à 2263. Les points de Bardinetto » et Cadibona ont été considérablement augmentés.

» Dans les journées du 21, 22, 23 et 24, 5 à 6/m. hommes se sont » réunis à Savone, et 3/m. hommes, partie de la division de Menier, se » sont portés à Voltri le 26 matin.

» Salicetti annonce cette troupe comme avant-garde d'un corps de » 12/m. hommes qui doit s'avancer jusqu'aux portes de Gênes.

» En effet 5 à 600 hommes se sont déjà portés à St-Pierre d'Arena, où » les sénateurs génois ont déjà fait démeubler en hâte leurs palais, et d'où » l'on a retiré les religieuses et les filles du conservatoire.

» Le 28 La Harpe, Massena, Cervoni et Pison, suivis de plusieurs » aides-de-camp, arrivèrent à Voltri, dînèrent au château de Brignole et » tinrent le soir un conseil de guerre. Leur projet paraît de prévenir les » Autrichiens à la Bochetta.

» Toutes les données prouvent que le directoire de Paris veut à tout » prix l'invasion de l'Italie, mais on est embarrassé sur les moyens d'exé- » cution. En effet de deux choses l'une, où les Français veulent s'avancer » dans le Milanais et en Piémont par une guerre régulière, prenant pas à » pas les forteresses et combattant les armées, ou bien inonder ces pays » par irruption à la mode des barbares et subsistant de contributions.

» Dans le premier cas il leur manquerait une cavalerie nombreuse et » aguerrie, les magasins de vivres, les moyens de transport, et surtout de » l'argent.

» Dans le second il leur faudrait le double de nombre.

Digitized by Google

» Scherer n'a pas voulu se charger de l'entreprise avec les moyens » actuels qu'il connaît et qu'il croit insuffisans.

» Salicetti mécontent de ces objections a écrit au directoire exécutif que » ce vieux général, craignant de compromettre sa réputation, devait être » remplacé, et que pour l'expédition d'Italie il ne fallait pas de généraux » prudens, mais hardis. En conséquence on suppose que Bonaparte sera » bientôt revêtu du commandement général. L'ardent Salicetti croit qu'une » volonté déterminée, jointe à la morale d'un jacobin, doivent suffire pour » renverser tous les obstacles; il a regardé comme un coup de parti de » s'emparer de Gênes, espérant par cet acte de brigandage pouvoir pres- » surer cette ville opulente, se rendre maître de 3 forteresses comme points » d'appui, et se procurer des grands magasins d'artillerie de toutes portées, » et plus d'argent comptant que les opérations financières du directoire ne » pourraient lui en procurer de longtems.

» Il avait d'abord imaginé un pillage général dans tout le territoire de » la république de Gênes, mais il a été retenu par la considération que » les Français devant, en cas de revers, se retirer par ce pays qu'ils » auraient ravagé, les habitans en seraient les ennemis mortels. Il s'est » donc restreint à l'envahissement de Gênes, lequel doit faire tomber dans » ses mains Savone et Gavi.

» Le sénat ayant rejeté par 122 voix contre 20 les demandes d'emprunt » d'argent et autres actes de confiance que présentait Salicetti, celui-ci » s'est adressé aux négocians d'Aequino, milanais, fort connu du général » De-Vins, Fravega et Balbi génois, grands entrepreneurs qui se sont » enrichis dans les fournitures de l'armée pendant les années dernières, et » Carlo Guerardi génois, en a obtenu 7 millions de livres génoises et 40/m. » sacs de grain, ce qui a remis l'armée sur pied.

» Les aides-de-camp de La Harpe publient que le logement de leur » général et d'eux-mêmes est marqué dans les palais D'Oria et Pallavicini. » On assure que Salicetti se borne pour le moment à exiger 7 millions » payables par les plus riches propriétaires dont il tient une liste, et menace » en cas de refus de livrer au pillage les magnifiques palais des sénateurs » à St-Pierre d'Arena. Il promène par Gênes suivi de jacobins, il n'a pas » voulu encore se présenter au sénat.

» Reste à savoir quel usage on va faire des jours et des heures dans

Digitized by Google

» cette partie; qui des Français ou des Autrichiens occupera le premier » le pas de la Bochetta et les hauteurs près de Gênes; si le gouvernement » génois, comprenant que la neutralité lui est impossible, ainsi que de se » défendre tout seul, et que comme Puissance italienne son intérêt est le » même que le nôtre, s'unira aux défenseurs de l'Italie.

» Mais en fixant nos regards sur Gênes, il serait dangereux de les dé- » tourner des autres points menacés.

» Il existe un plan d'opération contre le Piémont, rédigé par les trans- » fuges piémontais Campana et Rusca, et que Scherer a l'ordre de suivre. » Ce qu'on en connaît est une tentative contre Mondovi, où on se fortifierait. » On sait aussi que les Français se proposent d'agir principalement contre » le Piémont pour contraindre le Roi à s'unir à eux, et à leur donner des » soldats, pendant que Gênes donnerait l'argent. Salicetti veut faire un » effort sur Ceva, et s'il réussit, s'avancer dans le pays et le soulever.

» Cette notion vient de Bradelli, aide-de-camp de Massena.

» Dans une réunion tenue à Porto Maurizio le 18, et où se trouvaient les » piémontais Colla, Picco et Rusca, Salicetti dit qu'il fallait mettre à profit » la sécurité des piémontais et la léthargie des Autrichiens, avancer une » colonne par la vallée du Tanaro, en présenter une autre vers Monte- » zemolo pour tenir en échec l'armée de Ceva, pendant qu'une troisième » filerait sur Alba; que pour effrayer les paysans il serait bon de brûler » les premiers villages, ainsi qu'on l'a pratiqué en Espagne. Rusca appuya » cet avis et demandait un commandement. Colla reçut à ce moment des » dépêches d'Alba, portées par deux hommes habillés en paysans; il pa- » raissait par elles que les Français avaient des partisans à Alba, Asti » et Verceil. Salicetti a dit: je connais Beaulieu, c'est un général habile, » mais l'ignorance républicaine et la pétulance des sans-culottes pour- » ront bien déconcerter sa tactique autrichienne. Il ajoutait qu'il voudrait » pouvoir faire de l'argent des canons, dont il en avait trop, car dans la » campagne on ne ferait usage que des pièces de 8 et de 12, chargées à » mitraille contre la cavalerie des coalisés.

» Il est à espérer que tous ces projets seront déjoués par les armées » réunies, qui assez fortes pour se soutenir par elles-mêmes et à portée de » s'entr'aider, soutiendraient son attaque de front et le prendraient en flanc. »

Ce souhait du rapporteur était naturel, mais malheureusement à l'énergie

Digitized by Google

farouche de la république, l'Autriche opposait une malveillante apathie, et tardait l'arrivée des renforts.

Beaulieu avait cependant occupé la Bocchetta, et s'excusant auprès du Roi de ne pas s'être encore présenté à lui, il écrivait (Alexandrie, 3 avril): « il me reste (tout au moins) à défendre ce que je ne puis perdre que » par un grand malheur; j'ai même quelque lueur d'espoir de ne pas me » borner à la défense de ce poste, mais je prie très-humblement Votre » Majesté de me faire soutenir par ma droite par les braves piémontais » (qui sont à portée, et que V. M. a confiés à mon ancien ami le lieute- » tenant général Colli), car il me semble que c'est de mon côté que les » premiers coups vont se porter, puisque les neiges et les grandes diffi- » cultés de passage ne permettent pas d'agir à présent au-delà de ma » droite. En revanche, si cette première affaire est heureuse, comme je » l'espère, je me serrerai davantage vers ma droite, et par là le général » Colli sera soutenu, et ainsi le tout fera masse ensemble, dont il ne peut » résulter que le bien général.

» J'apprends dans ce moment que V. M. vient d'ordonner que je puisse » disposer des quatre bataillons (2 de Montferrat et 2 de la Marine), » je suis on ne peut plus sensible à cette marque de confiance, et puisque » cela est ainsi, je les ferai d'abord avancer avec les troupes impériales, » car je ne puis plus balancer.

» L'ennemi semble même vouloir lui-même m'attaquer sans perte de » temps. J'assemble autant de forces que je puis, et secondé par celles de » V. M. j'éspère que tout ira bien.

Le matin du 11 avril Beaulieu écrivait de Voltri au Roi: « Hier soir » j'ai fait attaquer les Français à Voltri par deux colonnes, une par Masone, » l'autre Pietra d'Arena, et les postes voisins, et les ayant serrés de près » pendant la nuit du 10 à 11, ils se sont sauvés la même nuit laissant » plusieurs magasins. Les prisonniers montent à présent à plus de trois cents, » entre lesquels plusieurs officiers. Je retourne d'abord à Acqui, où sera » mon quartier général pour les lettres, et je vais de là à Dego et Cairo, » où je fais marcher au moment même les troupes qui ont assisté à » cette affaire, n'en laissant ici qu'autant qu'il en faut pour assurer ma » gauche ».

Le 16 il écrivait au Roi d'Acqui: « Le lieutenant général comte

» d'Argenteau, étant revenu ici à Acqui la nuit du 14 au 15 des environs » de Dego, m'envoya un officier pour m'annoncer qu'il venait d'être com- » plètement défait dans les environs de Dego. Je demandai où étaient les » deux bataillons autrichiens et les quatre bataillons piémontais qui lui » étaient assignés, il me répondit qu'il ne savait rien, qu'il croyait cepen- » dant que deux bataillons autrichiens, et deux ou trois bataillons pié- » montais étaient faits prisonniers. Sire, ne me reprochez rien, j'en conjure » Votre Majesté. On voulut faire le procès cet hiver au comte d'Argenteau, » on finit par le nommer lieutenant-général! J'avais donc droit de penser » qu'on avait eu des torts envers lui; et d'ailleurs les généraux me man- » quaient. Ainsi j'étais dans la nécessité de lui confier une partie de l'ar- » mée. Je lui donnai la droite tandis que j'étais moi-même occupé à la » gauche à Voltri, d'où je me rendis en poste à Acqui pour y amasser » toutes les forces possibles pour me rendre moi-même le jour destiné du » 16 auprès du comte d'Argenteau avec des forces suffisantes.

» Il n'était pas possible que mes bataillons arrivassent en suffisance avant » le 15; ils venaient des environs mêmes de Crémone et Mantoue et plus » en arrière. Je n'ai pas même encore tout ensemble, et j'ai eu le com- » mandement de l'armée fort tard Je compte à présent me tenir à Acqui » autant que je pourrais, quoique le poste soit dangereux, mais je tâcherai » de me tranquilliser l'esprit pour pouvoir m'opposer à ce malheur ».

Le 17 Beaulieu écrivait à d'Hauteville: « Les malheurs qui viennent » d'arriver ne pouvaient être prévus, du moins tels qu'ils sont; car après » avoir donné douze bataillons autrichiens et quatre piémontais, tous sous » les ordres du général comte d'Argenteau, puisqu'il était impossible que » j'y fus moi-même, outre que j'avais placé le colonel Wachachewisch avec » trois bataillons, et deux autres qui se trouvaient déjà à Sassello pour » tomber sur le flanc droit de l'ennemi en cas d'attaque; je devais croire » qu'avec quinze bataillons autrichiens et quatre piémontais on ne devait » s'inquiéter d'aucune force française alors à portée. Je demande au général » d'Argenteau où sont les bataillons de l'une et de l'autre des Puissances » combinées, il ne sait m'en rendre aucun compte! Mais je m'écarte du » vrai objet. Il est question à présent du remède. Je ne puis trouver rien » de satisfaisant dans ce premier moment. Je n'ai d'abord d'autre ressource » que de rassembler les différens corps éparpillés en cantonnemens et

Digitized by Google

» former un ensemble, d'où je dois observer ce que je pourrais entre-
» prendre, si l'ennemi attaque Ceva. En attendant je demande des grands
» secours à S. M. l'Empereur; car l'armée que je commande a extrêmement
» perdu par les maladies tout l'hiver, malheur qui ne diminue pas jusqu'à
» ce jour et qui fait une trop grande diminution dans l'armée. Et puis
» cette perte près de Dego me force à me retirer dans la plaine pour
» pouvoir me servir de ma cavalerie et de mon artillerie, si l'ennemi m'ap-
» proche, comme il me semble. Le poste de Terzo devant Acqui est mau-
» vais en ce qu'il est tourné par tout, ainsi je compte de camper entre
» Pasturana et Novi, où je pourrai remettre un moment ma troupe, en
» attendant les dépôts et les transports qui sont en chemin. Je placerai
» un corps d'infanterie et de cavalerie du côté de Cassine avec des avant-
» postes à Acqui et Nizza, que je ferai communiquer avec moi par un pas-
» sage sur la Bormida. Si mes transports arrivent bientôt, je serai, peut-être,
» en état de faire changer la face des affaires avant l'arrivée des grands
» secours que j'ai demandé à S. M. l'Empereur. J'ai assez de cavalerie,
» elle deviendra dans un tems utile dans la plaine. V. E. verra peut-être
» un jour que ce n'était point par défaut de bonne volonté que je reculai
» d'un pas; tout n'est pas perdu pour un échec, et je n'ai pas perdu l'espoir
» de prouver avant de finir que je sais moi-même conduire des bataillons.
» Que V. E. prenne cela comme un engagement solemnel que je me dévoue
» pour la cause commune de nos Souverains. Les Français n'ont pas encore
» fini et quelques revers ne m'abattront pas. Je suppose même qu'ils pren-
» nent Ceva; croyez que l'orgueil et la vanité les conduira peut-être à leur
» perte; cela n'est pas sans exemple. Je viens de mettre les forces que je
» commande ici sous les yeux de S. M. l'Empereur, et sans doute il ne
» manquera pas de m'envoyer des secours assez considérables, j'en suis sûr.
» Je lui en avais déjà demandé deux fois depuis que j'ai reçu le comman-
» dement. Je n'ai pas craint de lui dire la vérité. Il ne me reste plus qu'à
» témoigner à V. E. la douleur extrême que j'éprouve en pensant à la
» négligence qu'on a eu de ne point faire agir les bataillons piémontais,
» qui venaient de m'être confiés par S. M. Ces braves gens me marquaient
» leur allegresse d'aller combattre avec moi; je ne croyai pas qu'en les
» mettant sous la direction du général Argenteau dans un moment de mon
» absence, j'allais les perdre avec deux des bataillons autrichiens qu'on

Digitized by Google

» laissa à Dego sans ordre d'en sortir et d'aller à la rencontre de l'ennemi. » Ce malheur est pour moi accablant ».

Colli boudait toujours parce qu'il n'avait pas eu le commandement général des troupes. Pour le calmer on lui demandait ses plans; en les envoyant le 12 avril, il écrivait:

« Vous serez bien persuadé que dans les circonstances présentes je dois » m'occuper à mettre à l'abri d'une invasion les deux provinces de Ceva » et Mondovi jusqu'à ce que le général Beaulieu ait rassemblé l'armée im- » périale. Comme il est le plus fort, c'est à lui à proposer les plans et » à moi de les seconder, si le local ne s'oppose pas à leur exécution. En » attendant je pousse mon avant-garde sur la Bormida et Tanaro. J'ai arrêté » l'ennemi qui s'était avancé jusqu'à Resovin (?). On l'a la nuit passée » chassé de la Totea (?), on lui a fait 20 prisonniers. En le serrant de » près je l'empêche de porter secours aux troupes avancées à Voltri qui » seront forcées de se replier sur Savone ».

Mais par suite des mouvemens et attaques des Français et les mauvaises nouvelles données le 16 par le général Beaulieu, le général Colli, craignant de voir sa gauche cernée, la replia derrière le Tanaro, abandonnant Ceva à elle-même.

(1) « Nous avons été heureux d'exécuter sans perte et sans confusion, » quoique en présence de l'ennemi, notre reployement sur la gauche du » Tanaro. Les troupes mêmes qui s'étaient battues avec beaucoup de valeur » dans la journée du 16, n'éprouvent point la honte et l'abattement attachés » à tous les mouvemens rétrogrades. Enfin nous sommes en mesure et à » temps de dégager le fort de Ceva, pour peu qu'il se soutienne lui-même, » ou que monsieur de Beaulieu croye devoir concourir de son côté à la » délivrance de cette place. Nous couvrons, en attendant, Mondovi qui me » paraît plus important que Ceva, en ce qu'il deviendrait entre les mains » des Français une place tout-à-fait offensive contre le Piémont, et que » Mondovi pris, Ceva tombe de lui-même.

» Je crains bien que l'armée impériale n'ait éprouvé quelque nouveau » désastre très-considérable, à en juger par une lettre du 15 du général » Beaulieu, par laquelle il dit que les débris du comte d'Argenteau et tout

(1) Marquis de Costa au comte d'Hauteville, de Mondovi 17 avril.

» ce qu'il avait pu recueillir et envoyer pour le soutenir à Dego, arrivait » en désordre à Terci, sans qu'il eût de rapport sur l'événement qui obli- » geait à cette retraite précipitée. Nous apprîmes en même temps que l'en- » nemi avait dépassé Spigno.

» Le manque de plan et d'ensemble nous a fait bien du mal jusqu'ici, » il nous a fait perdre nos plus grands avantages sur l'ennemi Il n'est » plus question de le chicaner et le faire périr par son propre fait, en lui » faisant perdre un jour après l'autre dans les rochers des Apennins et des » Alpes, où la faim et les Barbets suffisaient pour le détruire. Aujourd'hui » tout change de face, il peut subsister des pays après y avoir pénétré, et » n'ayant plus d'obstacles naturels devant lui, on doit s'attendre que sa » marche et ses projets seront rapides.

» J'oserais croire qu'aujourd'hui l'intérêt commun exigerait la réunion de » l'armée impériale et de la nôtre en une seule masse, qui pût en imposer » par la supériorité de sa cavalerie, et obliger l'ennemi à se réunir de » même et retarder sa marche, ou la diriger sur les places fortes qui doi- » vent suppléer désormais aux obstacles naturels des montagnes. Dieu veuille » que quelque plan raisonnable soit enfin convenu pour la défense de l'Italie, » et qu'on ne perde pas encore le peu de temps qui nous reste pour ré- » parer le mal qui est fait et prévenir de plus grands malheurs.

» Le général Colli vient de recevoir une lettre du général Beaulieu qui » parle d'un nouveau succès suivi d'un nouveau désastre à Dego. Très- » heureusement notre armée n'a pas été, comme l'impériale, manipulée par » monsieur d'Argenteau dans toutes ses différentes occasions, car il n'y reste- » rait pas de quoi continuer la guerre. Quelqu'un faisait la réflexion que » nos affaires auraient pu se rétablir, si dans le Château de Cosseria on » avait pris d'Argenteau et Marquetti au lieu de Provera et Mariowitz. » Insistez donc d'où vous êtes pour qu'on n'abandonne pas Mondovi. Le » général paraît sentir l'importance de ce point si l'ennemi venait à s'en » emparer ».

Le 18 avril Beaulieu écrivait au Roi: « .... Votre Majesté aura pu ob- » server que mon entreprise vers Voltri ne m'avait rien laissé négliger » pour ma droite que j'avais dû confier au lieutenant général comte d'Ar- » genteau, n'ayant point d'autre qui eût la moindre connaissance de ce » pays là. Il avait 12 bataillons autrichiens et 4 piémontais dont il pouvait

Digitized by Google

» disposer avec une suffisante artillerie; et comme il avait placé 4 de » ces bataillons à Sassello, j'y avais encore envoyé le 11 même, un moment » après l'affaire de Voltri, le colonel Wachachowisck (homme entreprenant) » avec trois bataillons, avec ordre de soutenir et tomber en flanc de l'en- » nemi au moment même que le général d'Argenteau le lui ordonnerait. » Ainsi je devais être bien persuadé qu'avec 15 bataillons autrichiens et » quatre piémontais il pouvait se tirer d'embarras, et au moment que j'ar- » rivai à Acqui je lui envoyai encore trois autres bataillons à son secours. » J'avais, selon la force de mon armée, mis toute la prépondérance et toute » mon attention à ma droite ».

Le général Beaulieu prétendait avoir pensé à sa droite, mais c'était l'opposé qu'il avait fait. Il ne pensait essentiellement qu'à la Lombardie. Aussi après les revers de d'Argenteau il ne songea qu'à se replier sur la gauche et couvrir la Lombardie.

Son aide de camp, le baron de Malza, remettait par son ordre le 18 une note au lieutenant général baron de La Tour, par laquelle il demandait urgemment:

1° De faire construire sans délai un pont sur le Pô à Valence, pouvant servir au passage de l'artillerie et cavalerie;

2° D'approvisionner les places de Tortone et Alexandrie.

Avec cela il comptait abandonner le Tortonais et Alexandrie.

(1) « Pour être plus à portée des opérations actuelles de l'ennemi, et se » mettre à même de secourir le Piémont autant que les moyens de notre » armée le permettent, le général Beaulieu a abandonné la Bocchetta et a » replié sa gauche vers l'Orba.

» Le seul plan qu'on puisse déterminer c'est la concentration de l'armée » dans les plaines de la Bormida, pour se porter en masse là où les cir- » constances l'exigeront ».

Le 19 à 9 heures du matin Beaulieu écrivait à Colli:

« L'officier d'état major piémontais comte d'Aglian m'a remis aujourd'hui » votre lettre du 18, datée de Mondovi. Les dispositions que vous faites sont » sans doute relatives aux circonstances et au terrain; et la retraite de vos » différens corps aura été probablement nécessitée par la supériorité du

(1) Note du Baron de Malza au général La Tour, d'Acqui 18 avril.

» nombre de l'ennemi. Quoi qu'il en soit, je vous réitère le conseil, que je » vous ai donné dans ma dernière lettre, de rassembler et de concentrer » vos forces dans le point le plus convenable qui répondra au double objet, » et de couvrir le centre du Piémont, et d'être disposé conjointement avec » moi à délivrer Ceva, chose dont je vais m'occuper sérieusement. J'ai changé » d'avis et au lieu de me porter en arrière, je compte, d'abord que mes » troupes seront concentrées vers Acqui, me porter sur un point avancé » entre le Belbo et la Bormida. C'est à vous, mon cher Colli, à me pré- » parer ce mouvement par une marche préliminaire, faite avec vos forces » réunies sur un point à prendre entre Mondovi et Mulassano. Soyez per- » suadé, mon cher général, que je ne négligerai rien pour arrêter l'ennemi » dans sa marche vers le Piémont, surtout si S. M. sarde daigne faire exé- » cuter les choses que j'ai demandées hier à son lieutenant général, le comte » de La Tour.

» En attendant que j'envoye un général major pour remplacer le général » Provera, je vous prie de nommer un des vos officiers majors autrichiens » pour brigadier.

» À fin de tenir la régularité pour les *Eingabe* et autres rapports pério- » diques, j'établirai des postes d'ordonnance de cavalerie jusqu'à Asti, » je vous prie d'en établir de votre côté par Cherasco, Alba jusqu'à Asti. » Je n'ai pas reçu de votre part aucun avis, que le général Provera ait » été pris et comment. Répondez-moi le plutôt possible sur tous les points » pour ma direction ».

Le lendemain, 20, Beaulieu écrivait au comte d'Hauteville:

« La peine que j'éprouve du Roi, par rapport aux affaires actuelles, » ne me permet pas de lui laisser ignorer les dispositions, auxquelles je » me prépare, et pour en mieux juger j'insère dans la lettre du Roi copie » de la lettre que j'ai envoyée hier au général Colli »; mais la lettre au Roi ne contenait que la copie et des nouvelles instances pour le pont de Valence, sans lequel il ne voulait pas se hasarder en avant, et pour se donner l'apparence de cette intention il annonçait à d'Hauteville que ses avant-postes étaient au-delà de Monastero et Nizza, que le lendemain il pousserait une avant-garde de ce côté là, attendant impatiemment des avis du général Colli. Il ajoutait avoir envoyé un officier au Roi de Naples pour lui demander des secours d'infanterie.

(1) « Dans ce malheureux début de campagne nous pouvons bien dire » que tout est perdu *fors l'honneur*. Les troupes du Roi, attaquées au camp » de la Bicoque, s'y sont défendues avec la plus grande intrépidité. L'en- » nemi, qui s'était élevé au sommet de la butte principale, après avoir em- » porté les batteries et le village de Saint Michel, a été repoussé, battu » et chassé au-delà de la Corsaglia par les grenadiers qui l'ont attaqué » en colonne avec la plus grande valeur.

» Le colonel chevalier de Varrax s'est extrêmement distingué dans cette » occasion, marchant à la tête de ses grenadiers dans un moment décisif, » car les Français étaient sur le point d'envelopper tout ce qui était sur la » butte principale de la Bicoque. Sur tout le reste de la ligne on s'est » fusillé et canonné tant que le jour a duré. Nous avons fait 80 à 100 » prisonniers, dont 1 chef de bataillon et 7 officiers. Nous avons pris un » drapeau et cassé bien des têtes. Mais à quoi tout cela nous mènera-t-il, » si monsieur de Beaulieu s'en va à Alexandrie? Il faudra bien que nous » abandonions encore tout ceci et que nous nous retirions derrière la Sture, » car tous les petits avantages que remporte l'armée du Roi n'en augmen- » tent pas la force. On perd toujours les meilleurs officiers et soldats dans » ces petites affaires qui ne décident de rien. Notre position est toujours la » même, et Mondovi à couvert.

(2) » Nous ne sommes point attaqués. On écrit de la gauche qu'on entend » battre la générale à Carru et postes éloignés de ce côté. Ici nous voyons » l'ennemi en force manœuvrer sur les hauteurs et former des batteries sur » celles en face de Saint Michel. Les avis sont que sa principale colonne file » par les crêtes à droite du Tanaro, qu'une autre doit attaquer par la Madonne » et hauteurs de Vico, et la troisième à Saint Michel. Pendant que j'écris » voilà la fusillade qui commence à notre droite vers le débouché du bon » Jésus. C'est pour nous le défaut de la cuirasse, et je n'aime point ce bruit ».

Et à 10 heures du soir le marquis Costa ajoutait: « Les démonstrations » de l'ennemi annoncent évidemment une manœuvre pour tourner notre » droite par les vallées de Frabouse à la faveur de quelques attaques sur » notre front qui s'annoncent pour cette nuit même ».

(1) Marquis Costa au comte d'Hauteville, de St-Michel 19 avril.

(2) Marquis Costa au comte d'Hauteville, 20 avril après midi.

Digitized by Google

En effet le 21, à 2 heures du matin, Massena passait le Tanaro se portant à Lesegno où Bonaparte concentrait ses forces pour se porter sur Mondovi. Serrurier menaçait de front, Fiorella marchait sur la droite.

Évidemment tout l'effort des Français se portait sur ce point, car dans les autres vallées des Alpes leurs attaques étaient très-lentes.

On avait dernièrement confié au duc d'Aoste le commandement de tous ces corps destinés à repousser l'armée de Savoie, forte de 20/m. hommes, sous les ordres de Kellerman.

Digitized by Google

CHAPITRE XIV.

État des esprits. — Conseil extraordinaire présidé par le Roi. — Idée de paix adoptée, mais non d'alliance. — Revel négociateur. — Instructions. — Négociation à Gênes. — Plaintes de Beaulieu. — Armistice. — Revel part pour Paris. — Cartaux à Saint Michel. — Kellermann à Chambéry. — Impressions de voyage. — Le directoire. — Dureté des conditions imposées. — Impossibilité de les adoucir. — Articles publics et secrets. — Le traité de paix. — Avantages possibles d'une alliance. — Revel récusé par le directoire comme fils d'émigré. — Le comte Balbo le remplace.

En apprenant tous ces désastres successifs, le Roi se troubla. Il avait refusé une alliance déshonorante avec la république pour rester fidèle au traité de Valenciennes, dont les conditions étaient si mal observées par les Autrichiens. La méfiance, l'adversion contre eux avaient renforcé le parti de la paix non seulement dans la noblesse, le clergé et la magistrature, mais aussi dans les conseils du Roi. La bourgeoisie y adhérait naturellement en masse.

Dès que la guerre parut se tourner uniquement contre le Piémont, ce parti essaya de ramener le Roi à des idées pacifiques.

Un conseil extraordinaire fut réuni au palais le 21 avril. Les Princes, les ministres d'état, le cardinal Costa, les ministres d'Angleterre et d'Autriche, les principaux dignitaires et officiers y furent appelés.

Les débats furent très-animés. On savait combien le Roi répugnait à traiter avec la république; d'un autre côté on ne voyait nulle chance d'obtenir des conditions tolérables, autant valait courir les risques d'une défense désespérée qui avait déjà réussi dans d'autres circonstances. Revel, au point où l'on en était, opinait dans ce sens. Mais le cardinal, archevêque de Turin et organe du parti pacifique, traitant avec une éloquente vigueur tous les désastres de la guerre, et se servant du tableau des ressources qui restaient au Roi pour faire espérer des bonnes conditions, fit pencher la majorité du conseil vers la paix.

Une fois la chose arrêtée, d'Hauteville proposa, avec l'assentiment de tous, d'envoyer Revel à Gênes pour y renouer les négociations entamées au commencement de l'année, et faire la paix, ou du moins conclure une suspension d'hostilités avec monsieur Faypoul, successeur de Villars près de cette république. Quoiqu'un tel choix dût flatter Revel, il n'en comprenait pas moins

Digitized by Google

l'immense responsabilité qu'il entraînait sur lui, et cela sans le moindre espoir de réussir à quelque chose de bon; aussi fit-il quelques remarques sur les difficultés de la négociation, et sur l'égalité de dangers qu'il voyait tant à traiter qu'à combattre au point où l'on en était.

Le cardinal Costa, piqué de son opposition, dit au Roi que du moment que le chevalier de Revel ne croyait pouvoir bien faire, on devait choisir un autre, et alors, lui présent, on passa en revue ceux qu'on aurait pu envoyer sans en trouver un plus convenable. C'était une discussion singulière et qui se prolongeait, quand le prince de Piémont dit au Roi: « Si V. M. ordonne au che- » valier de Revel d'aller, il est trop fidèle sujet pour ne pas obéir prompte- » ment et faire de son mieux ». À ces mots le Roi se tourna vers Revel qui dut alors se résigner et accepter cette mission. Mais il obtint d'exposer auparavant ses opinions. Selon lui il fallait se décider d'une manière absolue, ou continuer la guerre avec l'énergie du désespoir, ou faire une paix réelle et décisive. « Du moment qu'on ne combat plus la France, il faut se mettre » avec elle franchement et retirer au moins quelques avantages du renfort » qu'on lui apporte. La neutralité est impossible à obtenir et n'entraînerait » que des désagrémens et des hostilités des deux côtés ». On fut effrayé de ces propositions, et le Roi leva le conseil en disant à Revel qu'il lui aurait exposé ses intentions, et qu'il recevrait des instructions précises. En effet le soir même il lui donna une audience, où il lui ordonna de s'en tenir absolument à la paix ou à la suspension des hostilités, mais qu'il ne saurait se résigner à une alliance avec les révolutionnaires qu'à la dernière extrémité, qu'il se confiait donc à lui pour ne pas être soumis à une épreuve aussi douloureuse. « Pensez, lui dit-il en le congédiant, que je me croirais déshonoré » par une alliance avec ces brigands! » Dans les instructions il était dit que la situation critique, où les événemens malheureux de la guerre venaient de jeter le royaume, obligeait S. M. de tout tenter pour l'en tirer. Qu'on l'envoyait en conséquence à Gênes pour y entamer au plutôt possible quelque négociation avec les agens français, qui s'y trouvaient aux fins d'arrêter les progrès des armées françaises dans le pays par la conclusion d'une prompte paix aux conditions les moins dures et désastreuses qu'il pourrait obtenir. Il était autorisé à accepter les conditions refusées en janvier, et même d'autres, mais sans alliance. L'essentiel était d'obtenir avant tout un armistice. Qu'il se concertât avec le ministre d'Espagne, sous la médiation de qui devait se

Digitized by Google

faire le traité. On finissait par exprimer toute la confiance que le Roi avait dans le chevalier, qu'il s'en remettait à lui, jugeant superflu de rien ajouter, quand même on n'aurait pas eu autant de hâte.

Ses pleins-pouvoirs datés du 21 avril portaient que « Désirant de redon-
» ner la paix à nos sujets, et de faire cesser les calamités qu'ils ressen-
» tent d'une guerre désastreuse, que les événemens arrivés en France ont
» malheureusement fait naître contre notre volonté et nos principes paci-
» fiques, non moins que de renouer l'amitié et la bonne correspondance
» qui subsistaient entre les deux états, nous avons cru ne devoir pas dif-
» férer de mettre quelqu'un en état de travailler en notre nom à la con-
» clusion d'un ouvrage si salutaire ».

Avant de partir pour Gênes, le 22, avec monsieur d'Ulloa, ministre d'Espagne, Revel voulut voir monsieur Trevor pour lui expliquer la situation des choses, lui démontrer la nécessité de traiter, et surtout ménager l'Angleterre et par elle l'Autriche, afin de ne pas s'exposer, en cas de non succès, à un double danger, mais il ne put le rencontrer, comme non plus monsieur Drake, qui devait se trouver à Alexandrie lors de son passage dans cette ville le 23. Il leur écrivit dans ce sens de Gênes. En appelant à tous ses entretiens avec eux et à leur parfaite connaissance, il les engageait à pousser fortement Beaulieu à appuyer les opérations de l'armée sarde. « Des échecs considérables et répétés, des rapports mul-
» tipliés, quoique peut-être exagérés, sur les forces des Français, les mou-
» vemens rétrogrades de monsieur de Beaulieu étaient des circonstances
» trop pressantes pour ne pas faire chercher des moyens de sauver l'état
» par la paix. D'ailleurs l'opinion générale étant prononcée pour cette
» mesure, le Roi, d'après l'avis des personnes les plus considérables, n'a
» pas dû se refuser à faire des démarches tendant à ce but. Le nouveau
» mouvement annoncé par Beaulieu aurait déterminé le Roi à suspendre
» ma mission, si l'on pouvait compter sur les succès des armes, comme
» sur les intentions loyales du général Beaulieu, si l'on pouvait confier
» le destin de l'état, puisqu'il ne s'agit pas de moins, aux caprices du
» sort, et enfin s'il ne fallait ménager l'opinion publique. Il est vrai-
» semblable que notre négociation rencontrera des obstacles insurmon-
» tables; ce dont je puis vous assurer solennellement c'est que mes ordres
» sont de ne rien conclure au désavantage des alliés du Roi, dont la

Digitized by Google

» nécessité la plus urgente peut seule le séparer. Si monsieur de Beaulieu » au lieu de nous soutenir par un mouvement de concentration au centre » de nos états, prenait ombrage, et se méfiant de nous se retirait, pour » lors nous trouvant hors d'état de résister, il faudrait nécessairement » que le Roi accédât aux conditions les plus pénibles, et pourrait se voir » obligé à tourner contre les alliés des forces maintenant amies ».

Arrivés à Gênes le 23 au matin, ils se rendirent de suite chez le chevalier Lagrua, ministre d'Espagne près la république génoise, pour lui faire les ouvertures nécessaires, et prendre des renseignemens sur la personne et les instructions de monsieur Faypoul. Revel instruisit monsieur Lagrua des négociations entamées quelques mois auparavant, et que le Roi désirait rouvrir, et espérer amener à bonne fin, si l'Espagne l'appuyait de son crédit contre les prétentions exorbitantes des Français, prêt de son côté à consentir aux modifications que les médiateurs jugeraient convenables et équitables.

Il s'en tint à manifester le désir sincère de traiter sans faire connaître inutilement les concessions qu'il était autorisé à faire.

Monsieur Faypoul déclara à monsieur Lagrua qu'il était non seulement sans pouvoirs, mais avec l'ordre de n'entrer dans aucune négociation sans en demander l'autorisation préalable au directoire. Il aurait voulu que Revel s'arrêtât à Gênes pendant qu'il se serait empressé d'écrire à Paris: monsieur Lagrua insistait aussi de son côté, désirant tous deux prendre part à une négociation aussi importante, mais Revel jugea ce délai inutile et impossible. Il fallait en effet entamer la négociation sur les bases proposées par monsieur Villars, dont le point cardinal était l'alliance offensive et défensive expressément exclue par ses instructions. Cette démarche n'arrêtait pas les hostilités, et dans l'intervalle d'à peu-près trois semaines pour avoir une réponse de Paris, on pouvait mieux employer ce temps en demandant directement à Paris de désigner un négociateur, auquel on aurait fait des ouvertures conformes aux instructions, et vis-à-vis duquel on n'aurait pas été engagé par des propositions inacceptables, telles que les contenait la note de monsieur Villars, surtout si la face des affaires militaires changeait favorablement, comme il y avait lieu de l'espérer. Il n'y avait d'ailleurs rien à gagner en traitant avec Faypoul et Salicetti, qui auraient été naturellement appelés à y prendre part.

Digitized by Google

Revel se réduisit donc à accepter les passeports que Faypoul lui fit offrir par le moyen d'Ulloa, afin de pouvoir envoyer un courrier à Paris, et il quitta Gênes le 25 au matin, après avoir laissé des instructions éventuelles au chevalier Nomis. Il se rendit au quartier général de Beaulieu afin de connaître ses intentions. « Une bataille, écrivait-il à d'Hauteville, peut changer » notre position, comme aussi achever de la rendre affreuse. Avant que nous » ayons pu conclure quelque chose avec les Français, notre sort peut être » décidé. Vous sentirez qu'avoir recours aux Français est excessivement » dangereux, tandis que les Autrichiens peuvent nous tirer d'embarras par » un seul coup. Ne croyez pas que l'armée française soit aussi nombreuse » qu'on le dit. Il paraît constant qu'ils n'entrèrent pas en Piémont avec plus » de 30/m. hommes. Il me reste de l'énergie et le désir de me sacrifier, si » le service du Roi l'exige. Avec elle on sera sauvé si on veut en user. » Point de conseils timides, de demi-mesures; il en faut de grandes, telles » que l'étendue du danger l'exige. Je me rendrai à Turin dans la plus grande » diligence possible, après avoir vu monsieur de Beaulieu, et tâché de le » porter à nous sauver, persuadé qu'il en a les moyens, et qu'il voudra et » saura les employer ».

Il trouva Beaulieu arrêté dans ses mouvemens tardifs sur Nice de la Paille, mécontent de ce que Gherardini (ministre d'Autriche) lui mandait de Turin, et méditant de s'emparer pour son propre compte d'Alexandrie, Tortone et Valence.

Dès que le conseil s'était prononcé pour les négociations, le comte d'Hauteville en avait prévenu, le 21 même, Beaulieu. Celui-ci poussa les hauts cris. À l'entendre il était au moment de se porter avec toutes ses forces pour défendre l'invasion ultérieure des états du Roi. Les négociations arrêtèrent son mouvement vers Ceva. « Je vous prie de vouloir me dire tout ce que » nous pourrions faire de convenable pour continuer la guerre d'une ma- » nière profitable aux alliés en Italie, parce que je ne puis entrer dans au- » cune opération relative à des négociations, n'ayant eu aucune instruction » à ce sujet. D'après votre réponse je me mettrai en mouvement avec mon » armée, qui sera rassemblée totalement demain 24 à Acqui ».

Beaulieu écrivait en même temps au Roi pour le supplier d'arrêter des négociations qui donneraient à l'ennemi bien plus de supériorité sur les états du Piémont que ne pourraient lui en procurer ses armes. Il parlait de

Digitized by Google

bouleversement dans l'opinion, de la future dictature française en Italie. Il demandait confiance dans la pureté des intentions de l'Empereur.

(1) « Je reçois en cet instant votre lettre du 22 avril à 7 heures du soir, » par laquelle vous me mandez les mouvemens de l'ennemi sur le bas Ta- » naro vers Alba. En conséquence je viens de détacher un corps de troupes » entre Nizza et Castelnovo. Je me propose de suivre ce corps et de tomber » en forces sur les derrières de l'ennemi. J'ai ordonné à deux bataillons qui » sont en marche en Lombardie de se rendre directement d'Alexandrie à » Asti; l'un des deux y arrivera après demain, l'autre suivra incessamment. » Je vous prie de prendre en considération tout ce que je vous ai dit dans » ma lettre précédente, et de vouloir régler vos mesures sur la détermina- » tion que j'ai prise de faire les plus grands efforts pour sauver les états de » S. M. I. Je ne puis vous déterminer mes mouvemens parce qu'ils seront » subordonnés aux circonstances, mais je puis vous assurer qu'ils auront » toujours pour base la garantie du Piémont, et le plus parfait concert avec » les armées du Roi; et à ce sujet je vous dirai que j'ai a me plaindre de » n'avoir pas reçu depuis trois jours des rapports du général Colli, et ceux » qu'il m'a fait auparavant sont vagues et ne me donnent aucune idée juste » de ses forces, ni de ses dispositions. Je ne sais pas du tout où est préci- » sément la gauche du même général Colli. Il m'a, à la verité, écrit qu'il » avait obtenu un avantage à St-Michel; mais depuis je ne sais rien où » serait sa gauche. Je lui écris dès ce moment, et s'il opère en confor- » mité avec moi selon les circonstances, je dois avouer sincèrement que » je ne vois pas du tout pourquoi S. M. le Roi voudrait s'exposer à recevoir » des lois d'un ennemi ».

Les promesses si souvent faussées des Autrichiens ne pouvaient rassurer contre les progrès incessans de l'ennemi, qui, profitant du désaccord des généraux, se jetait entre eux, et comptant sur l'inertie autrichienne, s'attachait à accabler le corps d'armée piémontais pour réduire le Roi à la paix.

En même temps que Revel cherchait à obtenir à Gênes un armistice et un traité que Faypoul déclarait ne pouvoir conclure, s'en réferant pour le premier à Bonaparte, pour le second au directoire, le gouvernement fit proposer le 23 par Colli au général français un armistice illimité ou à

(1) Général Beaulieu au comte d'Hauteville, 23 avril, d'Acqui, à 5 heures après midi.

Digitized by Google

terme fixe pour traiter de la paix; celui-ci répondit le jour même de Carru:

« Le directoire exécutif, monsieur, s'est réservé le droit de traiter de » la paix: il faut donc que les plénipotentiaires du Roi votre maître se » rendent à Paris, ou attendent à Gênes les plénipotentiaires que le gou- » vernement français pourrait y envoyer. La position militaire et morale » des deux armées rend impossible toute suspension d'armes pure et sim- » ple. Quoique je sois, en particulier, convaincu que le gouvernement » accordera des conditions de paix raisonnables à votre Roi, je ne puis, » sur des présomptions vagues, arrêter ma marche. Il est cependant un » moyen de parvenir à votre but, conforme aux vrais intérêts de votre » Cour, et qui épargnera une effusion de sang inutile, et, dès lors, con- » traire à la raison et aux lois de la guerre; c'est de mettre en mon » pouvoir deux des trois forteresses de Coni, Alexandrie et Tortone, à » votre choix. Nous pourrons alors attendre sans hostilités les négociations » qui pourraient s'entamer. Cette proposition est très-modérée. Les intérêts » mutuels qui doivent exister entre le Piémont et la république française » me portent à désirer de voir éloignés de votre pays les malheurs de toute » espèce qui le menacent ».

Colli ne pouvait accepter sans référer.

(1) « Le général vous a expedié hier soir la réponse que lui a faite » Bonaparte. Rien sans doute n'est plus dur que de désarmer les gens » avant de vouloir entrer en négociations avec eux. Mais d'un autre côté » pendant que nous hésitons, l'ennemi se prépare à nous appuyer un der- » nier coup de griffe, et soyez bien sûr que ce que nous devons le plus » redouter est une action générale, où tout peut être perdu dans un jour, » et qui ne peut aller à bien, supposant même que monsieur de Beaulieu » se joignît immédiatement à nous, vu l'état des troupes et le caractère » des généraux.

» Le baron Brempt, menacé ce matin à Cherasco, va d'un moment à » l'autre passer avec son corps volant sur la gauche de la Stura, après » quoi l'ennemi qui menace de s'avancer sur Alba, y sera quand il voudra » Il bouge de ce côté, et sa cavalerie augmente. Il n'est plus douteux » aujourd'hui, que ce ne soit à nous seuls qu'il en veut. Après avoir fondu

(1) Marquis de Costa au comte d'Hauteville, de Fossano le 25 avril.

» en deux jours l'armée autrichienne et la nôtre, après avoir poussé l'une » à l'orient et l'autre à l'occident, ils n'abandonneront pas leurs avan- » tages au moment de tout décider en nous accablant, ou bien en nous » obligeant à leur remettre nos places fortes.

» Quelque honteux, quelque périlleux qu'il puisse être de remettre aux » mains des Français Alexandrie et Tortone ; quelque répugnance on doive » éprouver à recevoir une loi pareille, peut-être vaudrait-il mieux en pas- » ser par là, que de voir les places tomber, faute d'une armée pour les » soutenir, et de voir le Piémont et la capitale même se livrer aux fu- » reurs révolutionnaires, faute de moyens pour les contenir.

» Le baron de la Tour envoya à Mondovi d'Albrion, des dragons de » Piémont, pour parlementer et porter la lettre du général, on lui ferma » la porte au nez, et on se borna à lui envoyer un reçu de ses dépêches. » Le soir nous vîmes arriver l'aide-de-champ du général Bonaparte por- » teur de celle qu'on vous a envoyée. Cet aide-de-camp est un dauphi- » nois d'une maison illustre, appelé Murat. On ne peut être plus poli, plus » aimable et avoir une plus belle tournure. Dans ses *épanchemens de cœur* » avec moi il me répéta plusieurs fois que la France était excédée de la » guerre, que le gouvernement, autant que les particuliers, soupirent après » la paix, et que la vivacité extraordinaire avec laquelle ils poussaient » leurs opérations était l'effet du désespoir. Qu'ils sentaient fort bien qu'il » fallait des succès rapides pour obtenir la paix, et que le moindre » délai pouvait les perdre. Qu'en conséquence aucune négociation ne sau- » rait les endormir, et qu'ils feraient les derniers efforts pour abréger les » choses. Ajoutez à ces phrases saillantes toutes les fleurs et les grâces » d'un homme d'esprit fort-bien élevé, et vous aurez une idée de ma » conversation avec le colonel Murat.

» Nos prisonniers de guerre ont été fort-bien traités. Bonaparte leur a » fait avancer en or 600 louis, à ce que dit l'aide-de-camp Murat.

» Beaulieu écrit dans le moment qu'il marche sur Nizza, et il invite Colli » à s'avancer vers lui pour attaquer l'ennemi. Je souhaite qu'on ne leur » en épargne pas la peine. Attaquer après s'être fait détruire en détail, » est une dernière sottise. Ce peut être le jeu d'un général qui veut rac- » commoder sa réputation, ou se faire casser la tête, mais je ne saurais » croire que ce soit l'intérêt du Roi ».

Digitized by Google

Colli écrivait le 25 à 2 heures après midi de Fossano :

« L'ennemi est en mouvement. Après les propositions apportées hier de » la part du général Bonaparte, et que je n'étais pas autorisé à accepter, si » vraiment S. M. est décidée à faire la paix et à éviter de courir les risques » d'une invasion ultérieure, il faut ne pas tarder un moment et m'expédier » un courrier qui m'arrive à la pointe du jour avec la réponse du Roi.

» Dans ce moment on entend le canon de Cherasco. Je doute qu'il » puisse tenir jusqu'à ce qu'arrivent les secours du général Beaulieu ».

Si Beaulieu s'était réellement porté avec toutes ses forces contre l'ennemi, il aurait pu le surprendre avant qu'il eût pu mettre de l'ensemble dans ses mouvemens. Colli de son côté n'aurait pu s'abstenir de marcher à son canon, et l'aider dans ce retour offensif qui aurait pu réussir aussi bien que la première attaque impétueuse des Français.

Revel le poussait fortement à ce coup décisif en lui représentant comme autrement le Roi ne pouvait à moins que de conclure une paix séparée ; il chercha même à l'alarmer sur sa responsabilité, si par sa lenteur il était cause que le Piémont se séparât des alliés. Beaulieu promettait qu'il ferait, mais en réalité il ne songeait qu'à couvrir la Lombardie.

Désespérant de rien obtenir, Revel se rendit le 26 au soir à Turin.

La capitale était toute bouleversée. Les démagogues commençaient à lever la tête. Les troupes se repliaient continuellement.

Revel exposa au Roi qu'il fallait abandonner tout espoir de prompt secours de la part des Autrichiens. Ordre fut expedié à Colli de signer l'armistice. Il en donna part à Beaulieu par la lettre suivante :

« Carmagnole 27, à 4 heures et demie. L'officier parlementaire arrive » dans le moment. L'ennemi est en marche pour m'attaquer, et n'attend » que la signature que le Roi m'a ordonné de faire. On donne d'abord » Tortone et Coni.

» Les troupes impériales seront considerées comme neutres jusqu'à ce » qu'elles aient passé le Pô. On veut en ôtage le corps auxiliaire.

» J'ordonne qu'elles se rendent à Villeneuve où vous leurs donnerez les » ordres. Les dragons de Staab marcheront d'abord à Chivasso. Ce ne » devait pas être à moi à signer des conditions, mais le Roi le veut et » l'ennemi l'exige. J'envoie le baron le Fau pour arranger les conditions » et je ne signerai que pour l'armée du Roi ».

L'armistice fut signé dans la nuit du 27 au 28 non par Colli, mais par le général baron de la Tour qui prit le commandement des troupes en place de Colli, et par le colonel marquis de Costa chef d'état-major. Le corps auxiliaire ne fut pas retenu en ôtage, mais compris dans l'armistice.

Le comte d'Hauteville notifia l'armistice au général Beaulieu qui répondait le 30 avril de Valenza :

« J'ai reçu les lettres en date du 27 et 28 que V. S. m'a fait l'hon-
» neur de m'adresser. La dernière était accompagnée des conditions de
» l'armistice ; c'est une chose faite ! mes réflexions seraient superflues ! On
» aura sans doute déjà annoncé au Roi ou à V. S. qu'une partie de mon
» armée se retirait par Valenza. Quelques personnes feront semblant d'en
» prendre ombrage ; je déclare que c'est à tort. Je ne veux point manquer
» envers qui que ce soit, et je ne me détournerai jamais de la franchise
» de mon caractère. Je ferai le moins de mal possible dans mes passages
» sur les terres de S. M. le roi de Sardaigne ; la nécessité seule de la
» guerre guidera ma conduite, et j'espère me rendre irréprochable à la
» face du monde entier ».

Il n'y avait pas de temps à perdre. Le 28 une lettre du Roi annonçait à Revel que S. M. l'avait destiné à aller traiter de la paix à Paris, qu'il s'en remettait entièrement aux instructions qu'il lui avait fait donner lors de sa mission à Gênes. On l'autorisait même à céder la Sardaigne à la France, pourvu que le titre de Roi fût affecté à une autre partie des états de terre-ferme, et qu'en tel cas, il eût soin de conserver l'alternative dont la Cour de Sardaigne avait toujours joui, sauf avec l'Empereur. Le lendemain 29 il reçut des pleins-pouvoirs, communs cette fois avec monsieur Tonso, mais identiques à ceux du 21. Le chevalier Tonso, directeur général des postes, qui dans le conseil avait parlé pour la paix, fut adjoint pour satisfaire la bourgeoisie.

Les plénipotentiaires partirent le 30 matin. À leur arrivée à Suse monsieur de Fontanieu expédia son aide-de-camp au Mont-Cénis pour prévenir le commandant français de ce poste de l'arrivée des plénipotentiaires, lui exhiber leurs passeports. Celui-ci les envoya au général Pougel à Sollières. Sur l'entrefaite ils avaient expédié leur voiture en avant, le passage du Mont-Cénis ayant été ouvert ; et sur l'assurance que leur donna un aide-de-camp du général Bonaparte, passant à Suse le soir même, qu'ils ne

Digitized by Google

rencontreraient aucun obstacle, et qu'il préviendrait de leur passage sur la route, ils se mirent en marche. Le commandant du Mont-Cénis qu'ils rencontrèrent à la Ferrière voulut d'abord user des précautions autorisées à la guerre, alléguant des ordres positifs, mais sur les représentations de leur caractère diplomatique et du libre passage concédé de leur côté à l'aide-de-camp du général Bonaparte, il céda et les laissa librement passer. L'adjudant-général Perin les reçut à Sollières avec toute l'honnêteté possible. Le souper, vu la réception extraordinaire, se fit attendre jusqu'à 2 heures après minuit. Le cuisinier ayant fini sa besogne vint s'asseoir à table avec eux. La conversation fut joviale et roula principalement sur la paix prochaine et les événemens de la guerre. Le colonel Costantini accompagna les plénipotentiaires jusqu'à St-Michel, quartier général de Carteaux.

Ils le trouverent entouré d'officiers, entr'autres le général Pougel. Sa femme, véritable mégère, était assise et ne daigna même pas se déplacer. Qu'on se représente un spadassin, un fier-à-bras, un sot vaniteux, un caporal ivrogne et brutal, tout cela identifié à un terroriste massacreur, tel était Carteaux. Il leur fit des questions du ton le plus insolent; dit qu'on avait bien fait de se presser, car il était sur le point de rendre visite aux Piémontais. « Nous l'aurions reçue » répondit sechèment Revel. Il continua à dire qu'il était heureux pour les Piémontais d'avoir prévenu ce moment, qui du reste n'était que suspendu que de 24 heures, n'ayant pas encore reçu d'ordre de ne pas attaquer. En effet Kellerman confirma depuis à Revel, qu'ayant su qu'on avait retiré des troupes de Suse, il avait l'intention de les faire tâter. Carteaux, après avoir tenu encore quelques propos insultans, balbutié quelques liens communs de républicanisme, congédia les plénipotentiaires au bout de quelques minutes. « Il fallait bien de l'em-
» pire sur soi-même pour soutenir une pareille arrogance, écrivait Revel
» à d'Hauteville; je réfléchis que puisque ce sauvage méconnaissait notre
» caractère à ce point, ç'aurait été le compromettre davantage que de
» répondre autrement que par un silence dédaigneux. Cette scène était
» pénible pour nous, surtout par les pronostics fâcheux qu'elle nous pré-
» sentait » et plus loin: « L'affluence était immense à notre entrée à
» Chambéry le 3. Le général Kellerman nous avait envoyé une garde
» d'honneur à cheval, et la municipalité un détachement de garde natio-
» nale qui nous précédait. La musique jouait les airs républicains, des

» cris de *Vive la République* se faisaient entendre. Notre position délicate » rendait notre contenance difficile et pénible. Nous allions devenir les amis » de la république, nous ne devions pas nous montrer choqués de ces cris. » D'autre part c'étaient des sujets du Roi que nous devions encore con- » sidérer comme devant redevenir tels, qui poussaient ces cris. Nous ne » pouvions qu'être sensibles et affectés de l'expression d'un sentiment op- » posé à ceux que nous aurions désiré trouver, et qu'ils n'eussent cepen- » dant pas pu manifester ». Tout le long de la route on s'était pressé autour de leur voiture, on fixait sur eux des regards interrogateurs sur le destin futur de la Savoie. L'anxiété, les regrets s'y peignaient, mais n'osaient pas se manifester.

Kellerman reçut les plénipotentiaires avec toute la distinction imaginable. Lui et ses officiers étaient en grand costume. Il les invita à un grand dîner d'apparat, et les retint encore à souper. Le président du département et les autres dignitaires du pays qui y prirent part, furent fort embarrassés de leur contenance. La tenue générale fut parfaite. Le général causa longuement sur la situation; il conseilla aux plénipotentiaires une marche franche et décidée. Il fallait renoncer absolument à la Savoie, que la France était décidée à garder à tout prix; il croyait pouvoir en dire autant du comté de Nice, « n'insistez, dit-il, qu'autant qu'il le faudra pour obtenir des dédommagemens en Lombardie; car nous en chasserons les Autrichiens, ce sera beaucoup plus à votre convenance, on vous sacrifiera aussi les Génois qui sont des gueux que nous n'aimons, mais allez rondement avec le directoire ». « Kellerman est un homme de 55 à 60 ans, » écrit Revel, qui annonce la bonhomie d'un allemand par ses manières » et par son accent tudesque, il a en même tems l'ancienne gaieté et affa- » bilité des Français. Cette franchise couvre beaucoup de finesse et de con- » naissance de ses intérêts. Le principe de sa conduite dans la révolution a » été, suivant lui, de servir sa patrie comme elle veut l'être. Son caractère » doux, humain, ses manières polies et nobles annoncent un homme de l'an- » cien régime, que son intérêt et les circonstances ont attaché au nouveau: » il a acheté des biens nationaux en Savoie ».

Le général Sandors qui avait connu Revel dans la campagne de l'année précédente lui dit que le général en chef aurait écrit au directoire pour le prévenir en sa faveur.

Digitized by Google

Partis le 4 au matin de Chambéry, ils retrouvèrent le même accueil sur la route, devinant l'anxiété et l'espérance; ne voulant pas la rebuter ni non plus exposer les personnes par des témoignages dangereux. « J'ai » causé particulièrement avec plusieurs officiers français qui cherchaient à » épancher leur chagrin. Leur langage a été uniforme, ils détestent la ré- » volution, ils désirent la paix. C'est la peur, me dit l'un d'eux, qui nous » fait servir la république avec plus de zèle qu'aucun Roi de France depuis » Pharamond ne l'a été. Suivant eux c'est l'incroyable valeur des soldats » et la crainte des officiers d'être suspects de lâcheté ou mauvaise volonté » qui font réussir leurs opérations ».

À Bourgoing Revel trouva un jeune marseillais qui avait servi sous lui à Toulon, et ensuite dans le comté de Nice dans un corps franc. Pris avec 11 de ses camarades à l'hôpital d'Ormée par les Français, il n'échappa seul par miracle à la fusillade, et vivait errant d'un village à l'autre.

Ils arrivèrent à Lyon le jour de l'Ascension, et furent obligés de s'arrêter par le manque de chevaux et des réparations nécessaires aux voitures. Les boutiques étaient fermées, plusieurs églises ouvertes, mais desservies par des prêtres assermentés. Les autres se tenant forcément cachés, ne disaient la messe que dans des maisons privées. « Le commerce et les » manufuctures sont presque anéanties, mais la position de Lyon est si » heureuse, qu'avec un peu de calme elle fleurira de nouveau ».

Si la vue des ruines fut pénible pour Revel, elle produit un effet bien plus fort sur monsieur Tonso, dont la santé déjà altérée par les fatigues du voyage, fut complètement ébranlée par les récits pathétiques qu'on lui faisait des horreurs révolutionnaires. Son esprit frappé resta sous le poids d'une préoccupation qui l'empêcha plus tard de causer librement avec les régicides, à qui il eut à faire, et ne put se remettre qu'en rentrant dans sa patrie.

L'armistice avait été publié à Lyon, Revel s'en prévalut pour viser le passeport d'un courrier français qui voulait passer par le Mont-Cénis. Les plénipotentiaires honorés à presque toutes les étapes par les municipaux, qui s'empressaient de se pavaner de leur dignité vis-à-vis d'un personnage étranger, et de venir vanter le gouvernement républicain, arrivèrent enfin le 10 à Paris.

« Excepté les municipaux, écrit Revel, je n'ai pas causé avec un seul

» individu qui ne m'ait témoigné abhorrer la révolution. La terreur existe, » si non de fait par des massacres et des exécutions, du moins par le » souvenir qui frappe encore toutes les imaginations. L'hôtesse de Cosne » nous apprit qu'il y avait eu 26 guillotinés dans ce malheureux village, » toute l'élite du pays. Si ce n'était pour mes enfans, disait-elle, je vou- » drais être morte, tant on est malheureux en France. Elle dit cela du ton » le plus touchant, tout en attribuant une partie des maux aux prêtres. » Le village de Sancerre voisin et en vue avait été trois semaines aupa- » ravant en insurrection. C'était, disait-on, tout comme en Vendée. Les » insurgés étaient au nombre de 5 à 600, ayant avec eux des prêtres. » Ils ont été battus, dispersés. Quelques uns d'eux pris, d'autres tués. Ils » voulaient leur Roi et leurs prêtres. La masse a été obligée par quel- » ques soldats de combattre des gens, dont elle partageait les opinions. La » terreur les a conduits se faire tuer et égorger des gens, auxquels ils » désiraient du bien.... Tout ce que j'ai vu annonce la décadence du com- » merce et la ruine de l'industrie, mais l'agriculture, la première source » et la plus certaine du bien-être et des richesses, n'a point souffert de di- » minution sensible. Malgré les réquisitions de tout genre, et malgré qu'on » ne voie presque pas un homme de l'âge de 18 à 30 ans, tout est cul- » tivé, les champs sont ensemencés, et j'ai vu des défrichemens. Dans toute » la route jusqu'à Paris je n'ai rencontré que quatre chaises de poste, » peu de voitures publiques et quelques routiers.... Nous apprîmes qu'il » y avait à Roanne un dépôt de prisonniers de nos troupes. Nous ne » voulûmes pas partir sans les voir. Nous les trouvâmes dans la plus af- » freuse misère. Notre visite, le secours que nous leurs donnâmes et l'at- » tente d'être bientôt rendus à leur patrie les consolèrent beaucoup. Il y » avait quelques déserteurs piémontais et autrichiens, dont l'état déplo- » rable et les mauvais traitemens qu'on leur faisait essuyer, seraient » une leçon pour tous les autres s'ils les connaissaient. Nos prisonniers » ne voulaient point vivre en communauté avec ces déserteurs, ce qui oc- » casionnait des querelles fréquentes. Nous fîmes en partant les plus vives » instances au commissaire qui promit de seconder nos recommandations ». À Fontainebleau le municipal crut que le passeport royal des plénipotentiaires était de Louis XVI, et s'étonna beaucoup avec eux qu'on leur eût rafraichi un papier de l'ancien régime !

Digitized by Google

À Paris les plénipotentiaires se logèrent maison de l'Autruche, rue Traversière.

Leur première visite fut au marquis Del Campo, ambassadeur d'Espagne, sur l'appui duquel ils devaient compter, et dont la médiation devait faciliter la négociation.

Le directoire se composait alors de Carnot, président temporaire, Barras, Lareveillère, Lepaux, Rewbel et Letourneur. Tout le monde était en émoi par suite de la découverte de la conspiration de Babœuf et Dronet. Les plénipotentiaires en traversant, à leur arrivée, le faubourg St-Germain, s'étaient croisés avec les voitures qui conduisaient les conjurés à l'Abbaye.

Si les conditions n'avaient été fixées d'avance par l'armistice et par les rapports du général Bonaparte au directoire, ils auraient pu espérer. « Quant aux conditions de la paix, vous pouvez dicter ce qui vous con- » vient, écrivait Bonaparte aux directeurs, puisque j'ai en mon pouvoir » les places fortes. Si vous ne vous accordez, je les garderai, et je mar- » cherai sur Turin », et chaque jour une nouvelle victoire devait venir justifier ce style impérieux (1).

Le 11 mai monsieur Del Campo présenta les plénipotentiaires sardes à Charles de Lacroix, ministre des relations extérieures. Cette première visite ne fut que de forme. Le ministre les invita à une conférence pour le lendemain.

Dans cette conférence les plénipotentiaires entamèrent la négociation par une note au sujet de l'armistice. Il avait été stipulé que *les hostilités recommenceraient cinq jours après la fin des négociations*. Comme cette rédaction pouvait être sujette à des inconvéniens, ils demandèrent qu'il fût reconnu que *les hostilités ne recommenceraient qu'un certain nombre de jours, dix*,

(1) On n'a pas osé formuler des instructions à Ignace, tellement on était navré de la situation. Allez, faites la paix, et nous sommes convaincus que personne n'aurait mieux fait que vous. Tel fut son mandat. Arrivé à Paris, Ignace voulut dans sa première entrevue avec Lacroix soutenir la cause du Roi. Tout cela est inutile, lui dit Lacroix, nous savons parfaitement que vous avez ordre de faire la paix à tout prix. Ignace en a écrit, et on vient de découvrir que c'est le valet de chambre de Cravanzana qui a trahi le secret. Il est arrêté. (Revel aîné à St-André 29 mai). Le valet de chambre fut condamné à mort.

quinze, après la notification mutuelle que les généraux se seraient faite de la cessation des négociations.

Ils demandèrent encore qu'on ordonnât aux commissaires et généraux de ne rien innover dans l'ordre civil, politique et religieux des pays compris dans la ligne de démarcation. Cette note resta sans réponse, et le premier des articles qu'elle contenait, devint bientôt inutile par la marche précipitée des négociations définitives.

Dans la même séance le ministre français proposa les articles tels que le directoire les lui avait dictés.

Voici le texte même du traité, tel qu'il fut définitivement signé, fait et conclu à Paris le 26 floréal de l'an quatrième (15 mai 1796), et ratifié le 1er juin par le Roi, le 16 juin par le corps législatif. L'échange des ratifications eut lieu le 17 juin à Paris.

« Le roi de Sardaigne et la république française également animés du désir de faire succéder une heureuse paix à la guerre qui les divise, ont nommé, savoir: S. M. le roi de Sardaigne, messieurs, le chevalier de Revel, chevalier de l'ordre de Malte, brigadier dans ses armées et colonel du régiment de Nice; et chevalier Tonso, chevalier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, premier officier au bureau d'état pour les affaires étrangères et directeur général des postes, et le Directeur exécutif au nom de la république française, le citoyen Charles de Lacroix, pour traiter en leur nom des clauses et conditions propres à rétablir et consolider la bonne harmonie entre les deux états: lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans:

Art. 1. Il y aura paix, amitié, et bon voisinage entre la république française et le roi de Sardaigne: toutes les hostilités cesseront entre les deux Puissances à compter du moment de la signature du présent traité.

Art. 2. Le roi de Sardaigne révoque toute adhésion, consentement, et accession patente ou secrète par lui donnée à la coalition armée contre la république française, à tout traité d'alliance offensive et défensive qu'il pourrait avoir contracté contre elle avec toute Puissance ou état que ce soit.

Il ne fournira aucun contingent en hommes ou en argent à aucune des Puissances armées contre la France à quelque titre et sous quelque dénomination que cela soit.

Art. 3. Le roi de Sardaigne renonce purement et simplement, à perpetuité pour lui, ses successeurs, et ayant cause, en faveur de la république française, à tous les droits qu'il pourrait prétendre sur la Savoie, les comtés de Nice, Tende et Beuil.

Art. 4. Les limites entre les états du roi de Sardaigne et les départemens de la république française seront établis sur une ligne déterminée par les points plus avancés du côté du Piémont, des sommets, plateaux de montagne et autres lieux ci-après désignés, ainsi que des sommets ou plateaux intermédiaires, savoir : en commençant au point où se réunissent les frontières du ci-devant Faucigny, du duché d'Aoste, et du Valais, à l'extrémité des glacières, ou Mont Mandil.

1° Les sommets ou plateaux des Alpes au levant du col Mayor.

2° Le petit Saint-Bernard et l'hôpital qui y est situé.

3° Les sommets ou plateaux du mont Blanc, du col de Grisanche, et du mont Iserand.

4° En se détournant un peu vers le sud, les sommets ou plateaux de Celses et Gros Caval.

5° Le grand Mont-Cénis et l'hôpital placé au sud-est du lac qui s'y trouve.

6° Le petit Mont-Cénis.

7° Les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de Bardonnêche de la vallée des Près.

8° Le mont Genèvre.

9° Les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de Queiras et celle des Vaudois.

10° Le mont Viso.

11° Le col Maurin.

12° Le mont de l'Argentière

13° La source de l'Ubeyete et de la Sture.

14° Les montagnes qui sont entre les vallées de Sture et de Gesso d'une part, et celle de St-Étienne ou Tinea, de St-Martin ou Vesubia, de Tende ou de Roya de l'autre part.

15° La roche Barbone sur la limite de l'état de Gênes.

Si quelques communes, habitations ou portions de territoire desdites communes actuellement unies à la république française se trouvaient placées

Digitized by Google

hors de la ligne de la frontière ci-dessus désignée, elles continueront à faire partie de la république, sans que l'on puisse tirer contre elles aucune induction du présent traité.

Art. 5. Le roi de Sardaigne s'engage à ne pas permettre aux émigrés ou déportés de la république française de s'arrêter ou de séjourner dans ses états.

Il pourra néanmoins retenir à son service les émigrés seulement des départemens du mont Blanc, et des Alpes maritimes, tant qu'ils ne donneront aucun sujet de plainte par des entreprises ou manœuvres tendantes à compromettre la sûreté intérieure de la république.

Art. 6. Le roi de Sardaigne renonce à toutes répétitions ou actions mobiliaires qu'il pourrait prétendre exercer contre la république française pour des causes antérieures au présent traité.

Art. 7. Il sera conclu incessamment entre les deux Puissances un traité de commerce d'après des bases équitables, et telles qu'elles assurent à la nation française des avantages au moins égaux à ceux, dont jouissent dans les états du roi de Sardaigne les nations les plus favorisées.

En attendant les communications et relations commerciales seront rétablies.

Art. 8. Le roi de Sardaigne s'oblige à accorder une amnistie pleine et entière à tous ceux de ses sujets qui ont été poursuivis pour leurs opinions politiques: tout procès qui pourrait leur avoir été suscité à ce sujet, ainsi que les jugemens qui sont intervenus, sont abolis: tous leurs biens meubles et immeubles, ou le prix d'iceux, s'ils ont été vendus, leur sera restitué sans délai: il leur sera loisible d'en disposer, de rentrer, de demeurer dans les états du roi de Sardaigne, ou de s'en retirer.

Art. 9. Le roi de Sardaigne et la république française s'engagent à donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus, ou biens saisis, confisqués, détenus, ou vendus sur les citoyens ou sujets de l'autre Puissance, relativement à la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal de leurs actions ou droits qui pourraient leur appartenir.

Art. 10. Tous les prisonniers respectivement faits seront rendus dans un mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, en payant les dettes qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur captivité. Les malades ou blessés continueront d'être soignés dans les hôpitaux respectifs: ils seront rendus aussitôt après leur guérison.

Art. 11. Une des Puissances contractantes ne pourra accorder passage sur son territoire à des troupes ennemies de l'autre Puissance.

Art. 12. Indépendamment des forteresses de Coni, Cève et Tortone, ainsi que du territoire qu'occupent et doivent occuper les troupes de la république, elles occuperont les forteresses d'Exilles, de l'Assiette, de Suse, de la Brunette, de Château-Dauphin et d'Alexandrie, à laquelle dernière place Valence sera substituée, si le général en chef de la république française le préfère.

Art. 13. Les places et territoires ci-dessus désignés seront restitués au roi de Sardaigne aussitôt après la conclusion du traité de commerce entre S. M. et la république francaise, de la paix générale, et de l'établissement de la ligne des frontières.

Art. 14. Les pays occupés par les troupes de la république et qui doivent être rendus en définitif, rentreront sous le gouvernement civil de S. M. sarde, mais resteront soumis à la levée des contributions militaires, prestations en vivres et fourrages qui ont été ou pourront être exigés par les besoins de l'armée française.

Art. 15. Les fortifications d'Exilles, de la Brunette, de Suse, ainsi que les retranchemens formés au-dessus de cette ville, seront démolis et détruits aux frais de S. M. sarde, à la diligence des commissaires nommés à cet effet par le directoire exécutif. Le roi de Sardaigne ne pourra rétablir ou réparer aucune fortification sur cette partie de la frontière.

Art. 16. L'artillerie des places occupées, et dont la démolition n'est pas stipulée par le présent traité, pourra être employée au service de la république. Mais elle sera restituée avec les places, et à la même époque à S. M. sarde. Les munitions de guerre et de bouche qui s'y trouvent pourront être consommées sans répétition pour le service de l'armée républicaine.

Art. 17. Les troupes françaises jouiront du libre passage dans les états du roi de Sardaigne pour se porter dans l'intérieur de l'Italie et en revenir.

Art. 18. Le roi de Sardaigne accepte dès à présent la médiation de la république française pour terminer définitivement les différends qui subsistent depuis longtems entre S. M. et la république de Gênes, et statuer sur leurs prétentions respectives.

Art. 19. Conformément à l'art. 6 du traité conclu à la Haye le 27 floréal de l'an troisième, la république batave est comprise dans le présent traité; il y aura paix et amitié entre elle et le roi de Sardaigne : toutes choses seront rétablies entre elles sur le pied où elles étaient avant la présente guerre.

Art. 20. Le roi de Sardaigne fera désavouer par son ministre près la république française les procédés employés contre le dernier ambassadeur de France.

Art. 21. Le présent traité sera ratifié et les ratifications échangées au plus tard dans un mois, à compter de la signature du présent traité.

Articles secrets et séparés.

Art. 1. Le roi de Sardaigne consent à ce que la république française possède les îles de St-Pierre, de St-Antioche et les îlots dépendans, la baie qu'elles forment, ainsi que le fort qui existe sur l'île de St-Pierre, et qu'elle en use comme S. M. en userait elle-même : consent également à ce que la république use de l'artillerie, des munitions de guerre et de bouche qui s'y trouveront à l'époque de l'occupation. Les pêcheries possedées par des particuliers dans lesdites îles continueront à l'être aux mêmes titres et de la même manière qu'elles l'étaient sous la domination de S. M. sarde.

Art. 2. Le directoire exécutif consent à ce que les deux filles du Roi rejoignent leur père, sans cependant qu'il puisse être formé de leur part aucune action ou prétention quelconque contre la république.

Art. 3. Les citoyens des départemens du mont Blanc et des Alpes maritimes qui ont pu être enlevés par ordre de S. M. sarde ou de ses agens, seront mis en liberté sur-le-champ.

Art. 4. Les troupes de S. M. sarde seront remises sans délai sur le pied de paix : les milices licenciées et rendues à leurs travaux.

Art. 5. Le roi de Sardaigne s'oblige soit à démolir la forteresse de Demont et les retranchemens dits la Barricade, soit à abandonner à la république française la portion de territoire située entre la frontière du département des Alpes maritimes et des hautes Alpes, désignées dans l'article troisième, et la limite qui sépare les ci-devant comtés de Beuil et de Tende de la province de Coni, laquelle limite embrasse le château d'Ison, Perdiva, les bains de Vaudié, et le haut des vallées de Sture, de

Digitized by Google

Gesso, et de Borbo. L'option résultante du présent article est réservée à S. M. sarde du consentement du directoire exécutif; mais elle sera faite en même tems que la ratification du présent traité.

Art. 6. Le roi de Sardaigne fera mettre sans délai dans tous ses ports le séquestre sur tous les vaisseaux appartenant soit aux gouvernemens, soit aux sujets des Puissances ennemies de la république française, qui pourraient s'y trouver. Il s'engage de plus à ne jamais donner accès, ni retraite auxdits vaisseaux ennemis soit pendant la présente guerre, soit pendant le cours de celles qui pourront avoir lieu dans la suite, et à prendre toutes les mesures qui seront en son pouvoir, pour empêcher les fraudes qui pourraient être commises contre le présent article sous pavillon neûtre, ou de toute autre manière. Les vaisseaux français trouveront au contraire dans tous les temps, soit de paix, soit de guerre, asile, sûreté, et protection dans tous les ports du roi de Sardaigne.

Art. 7. Le roi de Sardaigne n'employera plus à l'avenir, dans aucuns actes, les titres de souveraineté ou de seigneurie des pays cédés par le présent traité ».

Les deux premiers articles ne souffrirent aucune difficulté.

Sur le troisième article les plénipotentiaires n'insistèrent sur la restitution de la Savoie qu'avec la mesure convenable pour ne pas irriter sur un point décidé sans retour. Ils avaient un peu plus d'espoir pour le comté de Nice, aussi rédigèrent-ils en conséquence dans le même jour une note qu'ils firent passer le lendemain à Lacroix.

Pour éluder l'inaliénabilité du territoire, prescrite par la constitution française, ils firent sentir qu'il y aurait peut-être des moyens constitutionnels de rendre au Roi, par un vœu librement émis, un pays réuni à la France par un vœu émis dans des circonstances, qui seules suffisaient pour le rendre douteux. Ils proposèrent de renvoyer cette décision à une époque après la paix générale. Ils épuisèrent enfin tous les faibles moyens qui leur restaient pour porter le gouvernement français à cette condescendance.

Lacroix répondit le même jour 13, qu'il n'y avait pas à revenir sur le vœu libre et accepté des Niçards; il relevait en même temps la générosité montrée par le directoire en consentant à la restitution des différentes parties des états du Roi non réunies à la république. Il demandait ensuite officiellement au nom du directoire, comme gage de la sincerité du Roi,

le renvoi immédiat du comte d'Hauteville, voué à l'Angleterre et ennemi de la France.

Les plénipotentiaires ne furent plus en liberté de revenir à la charge sur ce point; il ne leur fut pas même possible de gagner du temps, car le 14 monsieur del Campo leur écrivait que Letourneur, membre du directoire, venait de lui dire entr'autres choses « que tous les prétextes » et les excuses sur le manque d'instructions et des ordres, sont des petites » manœuvres de la diplomatie d'autre temps, qui n'a pas de cours dans les » jours de la république; que si dans la matinée de demain vous ne si- » gnez pas le tout, ils feront partir les ordres le même jour pour recom- » mencer les hostilités, et ils n'écouteront plus de propositions dans au- » cun cas ». D'après ces discours l'ambassadeur espagnol était pleinement convaincu qu'il n'y avait d'autre parti à prendre que de signer d'abord.

Les plénipotentiaires ne laissèrent pas que d'essayer encore d'adoucir les conditions rigoureuses qui étaient exigées.

En parlant de Nice ils avaient eu l'attention de ne jamais mentionner le marquisat de Dolceacqua, ne sachant pas positivement s'il avait été réuni et compris avec le reste du comté de Nice dans le département des Alpes maritimes. Se basant sur la distinction faite des comtés de Nice, Tende et Beuil, ils tinrent la chose en réserve pous essayer de la sauver, ou du moins de l'échanger.

L'article quatrième, qui comprend la démarcation des limites, était proposé de la manière la plus désavantageuse; on demandait non seulement la totalité des plateaux formant limites, mais encore mille toises en descendant vers le Piémont. Se fondant sur une vieille carte qui comprenait dans le comté de Beuil une partie de la vallée de la Stura, Lacroix demandait ce territoire, et ce ne fut qu'avec la plus grande peine et après une longue discussion que les plénipotentiaires obtinrent l'alternative contenue dans l'article cinquième secret. Ils parvinrent encore à sauver le pays acquis à la Sardaigne par le traité d'Utrecht, ainsi qu'Exilles et les vallées.

Les plénipotentiaires auraient désiré au moins de faire renvoyer aux articles secrets les dispositions consignées dans l'article cinquième. Cela ne leur fut pas possible. Ils réussirent cependant à en faire changer les expressions qui étaient odieuses, ainsi que le mot de *prêtres* déportés. La seconde partie de cet article portait *les emigrés seulement des départemens du Mont-*

Digitized by Google

Blanc et des Alpes maritimes qui se trouvaient à son service avant la réunion à la France. Cette expression avait le double inconvénient de qualifier d'émigrés ceux qui étaient sortis de la Savoie et du comté de Nice avant la réunion, et d'exclure du service du Roi ceux qui y étaient entrés depuis. Lacroix accepta non sans peine la rédaction adoptée.

Dans la discussion de l'article sixième les plénipotentiaires demandaient qu'on payât aux comtesses de Provence et d'Artois les intérêts de leurs dots et autres rentes dont elles jouissaient en France, lorsqu'elles en sortirent par la volonté de leurs époux, n'étant pas équitable qu'elles restassent à la charge du Roi par la perte de leurs droits dotaux; ils demandèrent aussi que le prince de Carignan pût recueillir la succession de la princesse de Lamballe. On répondit que l'émigration et le délit de haute trahison avaient rendus dévolus à la république les biens de ces Princesses, et qu'il n'y avait lieu à rien faire. Néanmoins les plénipotentiaires obtinrent l'article deuxième secret.

Le ministre français insista beaucoup pour faire insérer dans l'article septième les bases qu'il proposait du traité de commerce à conclure, c'est-à-dire :

1° La libre sortie des états du Roi, pour les pays appartenant à la république, des soies crues et organsinées, et des matières premières de toute espèce, en payant un droit de sortie qui ne pourrait excéder un pour cent de leur valeur.

2° La libre entrée avec pareil droit des produits du sol et des manufactures françaises.

3° La faculté à la république d'établir à Suse et à Coni des entrepôts, offrant de consentir à de pareils entrepôts à Nice et Villefranche.

4° Le libre transit avec exemption de tout droit de toute importation et exportation entre la France et l'Italie.

Si les plénipotentiaires avaient pu en concluant le traité y faire entrer l'alliance, les dédommagemens, la garantie, ils n'auraient pas hésité à y englober aussi des dispositions commerciales, mais c'était la paix pure et prompte à tout prix qu'ils devaient faire ; ils crurent donc mieux de réserver ces conditions au traité de commerce à conclure sous une moins forte pression, et ils s'excusèrent d'admettre ces bases sur le défaut de pouvoirs et d'instructions, et on s'en tint à des généralités.

Quelque dur que soit l'article huitième, il l'était cependant d'avantage, et les plénipotentiaires réussirent à en faire adoucir les expressions primitives. L'expression d'*opinions politiques* ne comprenant point ceux qui auraient machiné quelque chose contre l'état, laissait une certaine liberté de répression au Roi. D'ailleurs il n'y eut aucun moyen de rejeter cet article, ni de faire admettre la réciprocité qui fut toujours refusée dans tout le cours de la négociation.

La discussion de l'article neuvième fut la plus longue, la plus épineuse, et la plus cruelle. Lacroix se couvrant de l'égide de la constitution et des lois, déclarait impossible de statuer quelque chose qui leur fût contraire. Tout ce que l'on put gagner fut de s'exprimer d'une manière vague pour laisser à dessein la possibilité d'une interprétation favorable des lois existantes. Du moment qu'on refusait positivement toute expression favorable, le vague était préférable. Revel ne se fit pas faute de parler ouvertement à Lacroix en lui faisant apercevoir la cruauté qu'il y aurait à ruiner une foule d'individus qui n'étaient nullement coupables. Le ministre français promit verbalement toute facilité; il admit avec Revel que tous ceux qui n'étaient pas en Savoie et à Nice lors de la réunion, ne seraient pas considérés comme émigrés, non plus que les militaires. Ce fut là tout ce qu'on put obtenir; la suite démentit cruellement les promesses du ministre, et les uns et les autres furent portés sur les listes des émigrés.

Le cœur navré d'en être reduits à une si cruelle extrémité, les plénipotentiaires passèrent sans discussion les articles dixième et onzième, qui ne présentaient aucune difficulté. Ils durent encore subir l'article douzième contre lequel ils ne crurent même pas pouvoir insister longuement à cause des mauvaises dispositions du directoire, et surtout des rapports de Bonaparte dont ils avaient eu connaissance.

Parmi les conditions à la restitution des places proposées par Lacroix, il y avait aussi la conclusion des différends du gouvernement du Roi avec la république de Gênes. Les plénipotentiaires durent employer bien de l'énergie pour écarter une condition étrangère absolument au traité, et qui aurait pu fournir aux Génois l'occasion de rendre des mauvais services au Roi, en faisant traîner en longueur les négociations. Ils ne furent pas aussi heureux pour celle de la conclusion du traité de commerce qu'ils auraient aussi désiré de séparer à cause de l'avantage que cela donnait

Digitized by Google

à la France dans la négociation de ce traité, surtout après la connaissance qu'ils avaient des bases qu'on leur proposerait comme équitables.

L'article quatorzième fut proposé par les plénipotentiaires piémontais, et il ne fut admis par Lacroix qu'avec l'addition des *contributions militaires, et des prestations en vivres et fourrages;* il avait ajouté *en argent*, ce mot fut écarté et on obtint de limiter les prestations par ces mots *les besoins de l'armée.*

L'article quinzième était si dur que les plénipotentiaires s'y opposèrent jusqu'au dernier instant, au point qu'il n'y avait plus d'alternative que d'accepter ou de rompre la négociation. Or, il leur était enjoint d'éviter à tout prix cette rupture. Ils remirent alors au ministre français une note, par laquelle ils se déclaraient sans instructions; vu que leur gouvernement n'aurait jamais pu prévoir une pareille demande. « La connaissance » qu'ils ont du désir du Roi leur maître de faire la paix avec la répu- » blique, du prix et de la confiance qu'il met dans son amitié, peut seule » déterminer les soussignés à consentir à une condition aussi dure. Les » conséquences peuvent en être très-fâcheuses pour le gouvernement du » Roi en le privant de ces points d'appui que les circonstances (quoiqu'on » n'ait pas lieu de le craindre dans ce moment) pourraient rendre bien » nécessaires. Le chevalier de Revel a eu l'honneur de les détailler à mon- » sieur le ministre des relations extérieures dans la conférance de hier » (14 mai). Les soussignés en annonçant leur adhésion aux conditions, se » proposent de demander quelques modifications à la première conférence ». Le but, en alleguant dans cette note le défaut d'instructions, d'ailleurs véritable, était de ménager au Roi le moyen de les désavouer si les circonstances eussent changé.

Le ministre répondit le même jour, qu'il venait de mettre sous les yeux du directoire la note des plénipotentiaires sardes concernant la démolition des places; les événemens qui s'étaient passés dans ces dernières années imposaient, selon lui, au directoire la loi de procurer à la république une garantie de n'être point troublée de nouveau. Il trouvait cette garantie dans la destruction du front formidable que le Piémont présente aux armées françaises, et d'ailleurs le Roi ne devait pas craindre que la République voulût passer la limite que lui a traçée la nature, et qui lui serait assurée par le traité qui allait sans doute se conclure. Nul motif solide ne pouvait porter le directoire à renoncer aux conditions proposées, qu'il

aurait cependant égard aux observations des plénipotentiaires en consentant à la conservation des places propres à assurer la tranquillité intérieure, telles que Coni et Château-Dauphin.

Les plénipotentiaires parvinrent enfin à faire excepter *Coni*, *Demont*, *Fenestrelles* (sacrifiant sans peine Château-Dauphin, qui n'existait plus) de la proscription générale qui menaçait les places-frontières, et à faire retirer la condition, que l'artillerie de ces places resterait aux Français. Ils offrirent, mais inutilement, de substituer Demont à la Brunette. Letourneur dit à l'ambassadeur espagnol que Carnot et lui, qui avaient servi toute leur vie dans le génie, connaissaient l'importance de détruire ces places, et il voulait cependant lui prouver que c'était pour le Piémont un grand avantage.

Toutes les représentations sur l'article seizième, faites par les plénipotentiaires d'après les stipulations des articles IV et VIII de l'armistice de Cherasco, furent vaines. Le ministre fut inflexible, et il fallut subir la loi ainsi que pour l'article dixseptième, auquel on ne pouvait plus s'opposer après ce qui avait déjà été fait.

L'article dixhuitième était le résultat nécessaire de l'avantage remporté par les plénipotentiaires dans la rédaction de l'article treizième; il était d'ailleurs convenable de témoigner plutôt de l'empressement que de l'éloignement pour la médiation française. Cette question se rattachait d'ailleurs à un système de futurs échanges qu'il était impossible d'éviter. Revel eut à ce sujet une conversation avec Lacroix, dans laquelle celui-ci lui donna clairement à entendre que le directoire avait l'intention de compléter la frontière du département des Alpes maritimes par quelques acquisitions sur le pays de Gênes, de dédommager cette république au moyen de Loano, et que dans ce cas on rendrait au Piémont la partie de la vallée de la Stura, usurpée et indiquée à l'article secret cinquième.

Revel ne doutant pas que, dans le cas des échanges en question, il ne fallait sacrifier toutes les autres enclaves que le Roi possédait dans le pays de Gênes et plus encore, tenta de faire déterminer de suite cette cession momentanée de Loano, et de la substituer à la démolition de Demont, mais il ne put jamais obtenir une réponse décisive, et il fallut plus tard démolir Demont.

L'article dixneuvième n'excita aucun commentaire, ils firent seulement retrancher dans la rédaction la cessation des hostilités qui n'avaient jamais eu lieu.

Le mauvais vouloir et la morgue du directoire, comme sa conviction de pouvoir tout prétendre, éclatèrent surtout dans la discussion de l'article vingtième. Toutes les représentations furent inutiles. En vain les plénipotentiaires s'en rapportèrent-ils au propre témoignage de monsieur de Semonville, qu'ils savaient se louer beaucoup des procédés du chevalier Solar, le gouverneur d'Alexandrie ; en vain prirent-ils ce moment pour se plaindre du traitement grossier et outrageant du général Carteaux à leur passage à St-Michel. Lacroix se récria, témoigna beaucoup de déplaisir de la conduite de Carteaux, mais cela n'aboutit pas à faire démordre le directoire du désaveu, et a supprimer cet article purement désagréable sans avantage pour la France. Les plénipotentiaires durent céder devant l'inexorable nécessité.

L'article vingtunième, purement de forme, ne fut sujet à aucune difficulté.

Lacroix présenta alors une rédaction des articles secrets, et on remit la discussion au lendemain. Dans l'intervalle ils rédigèrent une note par laquelle, se référant au traité 22 juin 1720, ils se croyaient obligés de faire observer les droits de réversion que l'Espagne avait sur l'île et royaume de Sardaigne, et cela afin qu'on admit cette réserve. Cette démarche était uniquement par égard pour l'Espagne, et la note fut communiquée confidentiellement à monsieur Del Campo. Le matin du 15 Lacroix alla en personne chez les plénipotentiaires, d'abord pour proposer, ou à mieux dire, imposer une nouvelle rédaction de l'article premier qui laissait de côté les droits de souveraineté qu'on avait voulu réserver au Roi ; quant à la question de réversion il rapporta les expressions du traité « *nous réservant cependant, dans le cas où ledit roi de Sardaigne mourrait sans postérité, le droit de réversion dudit royaume à la couronne d'Espagne* », elles se référaient selon lui au seul Roi alors régnant, qu'ainsi la possibilité de réversion n'existait plus, et que le Roi et le directoire ne devaient pas craindre d'offenser une Puissance amie en stipulant une cession qui présentait un avantage à la marine française, et n'imposait qu'un sacrifice idéal à l'Espagne, presque nul au Roi sarde.

Revel dans cette conversation obtint l'insertion de la clause en faveur des propriétaires de pêcheries.

En se quittant le 14 on avait oublié de fixer l'heure pour le lendemain,

ou du moins on ne s'était pas compris. Dans la soirée Revel avait visité quelques uns des directeurs, et il était rentré le cœur navré. Son collègue était malade. Après avoir rédigé les notes relatives aux articles secrets, il les accompagna par le billet suivant : « En m'indiquant hier une confé-
» rence pour ce matin, vous n'en avez pas, monsieur, déterminé l'heure.
» Nous avons attendu jusqu'à cet instant, mon collègue et moi, de rece-
» voir un avis de votre part. Dans l'incertitude où nous sommes, nous
» avons dressé les notes que nous avons l'honneur de vous transmettre.
» Après nous être livrés sans réserve à la république française, nous
» espérons recueillir les fruits de tous nos sacrifices, et surtout ceux de
» son amitié. La santé de mon collègue nous ferait désirer que la confé-
» rence fût remise à demain ». C'était le sursis demandé par le condamné. Lacroix répondit immédiatement que l'indisposition du chevalier Tonso ne devait pas empêcher la continuation et conclusion des négociations, puisque les pleins-pouvoirs de son collègue portaient la faculté d'agir conjointement ou separément. Qu'il avait fait connaître au chevalier de Revel la résolution du directoire pour une prompte conclusion, et qu'il désirait que la conférence commença le plutôt possible. « Je suis à vous pour tout le temps qu'exigera la *clôture* de nos travaux communs ».

Le gouvernement français demandait aussi le renvoi de monsieur d'Hauteville (1). « Le directoire espère que vous voudriez bien faire par-
» venir directement au Roi la note, par laquelle j'ai demandé en son nom
» l'éloignement du comte d'Hauteville. Il est convaincu par une multitude
» de renseignemens qui sont arrivés, que ce ministre est l'ennemi déclaré
» de la république, et sa continuation dans le ministère n'annoncerait
» qu'une paix plâtrée. Il importe à la France qu'elle soit sincère ».

Revel se rendit, la mort dans l'âme, au ministère des relations extérieures.

L'article premier fut signé dans la rédaction nouvelle.

L'article deuxième était conçu dans ces mots : *les deux filles du Roi soient exceptées de l'article 5, concernant l'expulsion des émigrés;* telle fut la rédaction adoptée le 15, mais le 16 le ministre français écrivit aux plénipotentiaires pour leur proposer « une nouvelle rédaction de l'article
» deuxième secret, concernant les deux filles du Roi. Rien n'est changé

(1) Lacroix, 16 mai, à Revel.

» pour l'effet à produire, mais celle que je vous avais proposée et que » vous aviez adoptée, présentait des inconvéniens graves par son opposition, » au moins apparente, avec un article constitutionnel ». Il proposait aussi un nouvel article pour l'abolition dans la chancellerie du Roi des titres relatifs aux pays réunis à la république. « J'espère que cette misère ne » souffrira pas de difficulté ». Comme Lacroix déclara que la suite des Princesses était comprise dans cette faculté, Revel ne crut point opposer des difficultés à ce changement.

L'article troisième était évidemment suggeré par quelques individus qui se trouvaient à Paris. N'ayant aucune connaissance des faits dont il s'agissait, Revel demanda qu'on les spécifiât. Le ministre répondit qu'il s'agissait des prêtres assermentés enlevés en Savoie.

Les plénipotentiaires qui s'étaient d'abord opposés à agiter cette question, durent l'admettre quand elle fut classée parmi les articles secrets.

Il en fut de même pour l'article quatrième. La disposition qu'il contenait était déjà une conséquence naturelle du traité, seulement il était désagréable qu'on l'imposât. L'article restant secret, la dignité du Roi en souffrait moins.

Au sujet de l'article cinquième les plénipotentiaires avaient présenté le matin même une note, par laquelle ils observaient que la partie de la vallée de Stura en question était séparée de l'ancien comté de Nice par une chaîne de montagnes très-élevées; que les mœurs, la langue, les habitudes des habitans étaient tout-à-fait piémontaises; que ce district ayant constamment fait partie de la province de Coni, une démarcation, autre que celle du versant des eaux, serait sujette à des litiges, et surtout à des querelles interminables entre les habitans. Quant à la démolition de Demont, ils faisaient observer que cette place n'était pas d'une importance considérable, et que la multiplication des ruines était un spectacle trop douloureux pour le Roi et pour ses sujets, pour que le directoire n'eût pas la générosité de le leur épargner, lorsque l'intérêt de la république ne le commandait point. Ils en appelaient au ministre français du désir sans bornes qu'ils avaient prouvé dans le cours de la négociation d'acquérir l'amitié de la France au prix des sacrifices les plus sensibles, et ils espéraient qu'il voudrait bien faire valoir cette conduite pour obtenir du directoire la suppression de cet article.

Malheureusement dans cette question deux directeurs, Carnot et Letourneur, avaient émis une opinion fondée sur leurs connaissances spéciales. On voulait revenir sur la concession faite dans la rédaction de l'article quinzième, et Lacroix répondit par écrit que le directoire devait assurer cette frontière de la république. La ligne qui embrasserait le haut de la vallée de Stura comprendrait les retranchemens dits les barricades, et par conséquent permettrait au directoire de les faire combler et rendrait moins redoutable Demont. « C'est l'unique but qu'il veut atteindre; son importance » est facile à saisir; elle le détermine à persister dans l'alternative pro- » posée; il ne doute pas que messieurs les plénipotentiaires ne se déter- » minent aisément à y souscrire ». C'est en effet ce qu'ils durent faire après avoir obtenu avec bien de la peine que l'option en fût réservée au Roi. Revel chercha de nouveau à mettre en avant les échanges prémédités dans la rivière de Gênes pour l'arrondissement du département des Alpes maritimes; il était sûr d'épargner ainsi plus tard un nouveau sacrifice au Roi, mais Lacroix ne voulut pas traiter sur ce point. En résumé, on avait obtenu de réduire en article secret une partie de ce que le directoire exigeait par l'article quinzième du projet de traité public; c'est en ce sens que Revel écrivait au Roi: « Considérant la position dans la- » quelle V. M. va se trouver relativement à la France, qui sera (on ne » peut se le dissimuler) celle d'une grande dépendance; que la possession » du comté de Nice et des autres pays que la France acquiert, lui donne » la facilité d'entrer en Piémont sans se mettre en peine de la place de » Demont; que si c'était par la vallée de Sture même que les Fran- » çais voulussent entrer, ils ne pourraient pas éviter Coni, au lieu qu'ils » peuvent éviter Demont s'ils viennent par Tende ou par toutes les autres » passages qui leurs restent désormais ouverts; que dans l'état où notre » frontière, du côté de France, est réduite, la place de Demont de plus ou » de moins ne l'assurera, ou ne l'ouvrira pas; d'après toutes ces consi- » dérations, si nous eussions été forcés à accepter une des deux alterna- » tives, nous étions décidés d'opter pour la démolition de Demont. Puis- » que le destin a voulu que V. M., en faisant la paix avec la France, se » mît inévitablement sous son influence, il convient aux intérêts de V. M. » de supporter ces liens de la manière la plus douce. Nous ne doutons » pas que, vu surtout l'extrême sensibilité et répugnance que nous avons

» montrée au sujet de la démolition des places jusqu'au moment où la né-
» gociation eut été rompue sans notre adhésion à cette condition, le di-
» rectoire considérera l'option de la démolition de Demont comme une
» preuve de la confiance que V. M. met en lui ».

Revel prolongea encore cette lutte certaine d'insuccès pour l'article sixième. Malgré toutes ses représentations, que les vaisseaux qui pourraient se trouver dans les ports de Sardaigne y étaient venus sur la foi de la neutralité, ou même de l'alliance; que l'obligation de les séquestrer était une infamie pour nous; qu'elle serait gratuite, puisque sans doute elle n'aurait aucun effet; qu'il ne se trouvait pas des bâtimens en question dans les ports de la Sardaigne; que d'ailleurs dans ce moment l'état incertain encore de ce royaume rendait l'exécution des ordres moins assurée; le ministre persista dans son idée, et même dans la rédaction qu'il avait mise en avant; car ce ne fut qu'au dernier moment qu'on obtint la suppression d'une clause qui *rendait le Roi garant des fraudes qui pourraient être commises*, clause qui aurait assujetti le Roi à des réclamations désagréables et préjudiciables à ses intérêts.

L'article septième, conséquence fatale du reste du traité, ne fut souscrit que le jour après, ensuite d'une note de Lacroix, par laquelle il demandait cette adjonction au nom du directoire, qui tenait, disait-il, à ce que ces titres fussent abolis dans la chancellerie sarde. Il prétendait aussi avoir l'ordre d'exiger par un article secret la cession d'un manuscrit intitulé *Alpi marittime*, mais Revel le persuada pour une telle misère de se contenter d'une note officielle.

Ces dernières demandes furent transmises en même temps qu'il notifiait aux plénipotentiaires l'approbation par le directoire d'un traité qu'ils n'avaient pas encore entièrement souscrit: « Le directoire, disait Lacroix, » se propose de le soumettre, s'il est possible, dès demain à la ratifica- » tion. Il présume que vous ne perdrez point de temps pour l'envoyer à » Sa Majesté » et à la fin de sa lettre il annonçait que le directoire les recevrait le 18.

Le jour même les plénipotentiaires envoyèrent la note promise, par laquelle, quoiqu'ils ne connussent pas l'existence de l'ouvrage intitulé: *Alpi marittime*, ils ne balançaient pas à lui en promettre la rémission du manuscrit, si cet ouvrage existait véritablement dans la possession de leur

gouvernement. C'est singulier l'importance qu'on y attachait, au point que le directoire voulait en faire l'objet d'un article du traité.

En donnant le texte du traité, il est bien de rapporter ici les termes dont l'accompagnaient les plénipotentiaires en référant à leur Cour.

« Après avoir eu l'honneur de rendre compte à V. M. des principaux » incidens de la négociation, si l'on peut appeler ainsi la dictée des con- » ditions, qu'elle nous permette d'épancher la douleur que nous avons » ressentie pendant cette longue agonie. Si notre sang eût pu racheter » quelques clauses, nous l'eussions donné. Nous avons la conscience de » n'avoir négligé rien de ce qui dépendait de nous pour obtenir la miti- » gation des conditions. Si nous y sommes parvenus à plusieurs égards, » ce n'est pas tant l'importance de ces points que nous supplions V. M. » de considérer, mais de remarquer, comme elle le voit par la lettre de » l'ambassadeur d'Espagne, qu'on ne comptait pas même de négocier avec » nous, mais seulement nous faire connaître les conditions et nous pro- » poser de les signer, ou bien les renvoyer au général en chef de l'armée » d'Italie.

» Si nous eussions eu plus de temps, si nous eussions pu voir les mem- » bres du directoire, peut-être aurions-nous obtenu des conditions plus » favorables. Quelque sévère que soit le ministre Lacroix, nous l'avons » vu ému ; mais lorsqu'il a référé au directoire, il n'a obtenu que les va- » riations et adoucissemens dont nous avons rendu compte ».

Ils se louaient beaucoup des ministres de Prusse et d'Espagne qui avaient montré une grande volonté de les aider, sans que cependant leur intervention ait été de la moindre utilité. Ils rencontraient eux-mêmes cette rudesse de formes et cette inflexibilité, dont se pavanaient les membres du gouvernement français d'alors.

Pour juger impartialement le traité de paix, il convient de se reporter à l'époque de l'armistice, de se rappeler la situation du pays, la marche des Français, l'épouvante générale, le désordre de l'armée. S'il pouvait y avoir diversité d'opinion sur la nécessité de la paix avant la suspension d'armes et la séparation des Autrichiens d'avec les troupes du Roi, toute diversité d'opinion a dû cesser à cette époque.

Pouvait-on se dissimuler qu'il fallait se livrer a la merci des Français? Pouvait-on espérer qu'ils oublieraient à la fois leurs intérêts et leurs

ressentimens, qu'ils ne prendraient pas des sûretés futures, qu'ils ne calculeraient pas les chances et l'intérêt de révolutionner le Piémont? Les conditions qui parurent intolérables après la conclusion de la paix, n'eussent pas été trouvées telles au moment, où il était incertain si l'on négocierait avec le Roi. Si les instructions écrites et verbales données à Revel soit quand il alla à Gênes, que lorsqu'il se rendit à Paris, prouvent d'un côté la terreur du cabinet de Turin qui voulait la paix avant tout, pour éviter un sort pareil à celui de la Hollande, on reconnut de l'autre, soit par les paroles de Lacroix que par des informations sûres, que l'on avait agité de charger le général en chef de recevoir notre capitulation, ou de faire du Piémont une république alliée. La suite en a prouvé la facile réalisation. Contre l'ordinaire, le conseil des 500, formé alors en comité secret, n'avait point adopté les vues du rapporteur de la commission, l'abbé Sieyes, opinant pour les conditions les plus humiliantes et les plus onéreuses après une diatribe des plus violentes, et l'impression n'en ayant pas été décretée, le rapport ne fut pas connu du public.

Les différentes notes des plénipotentiaires prouvent qu'ils avaient aperçu tous les inconvéniens du traité, qu'ils ont tenté toutes les voies qui leur étaient ouvertes, et essayé tout ce que la brièveté du temps leur permettait, hormis de rompre la négociation.

En admettant le principe d'une alliance offensive et défensive ils y auraient trouvé le seul correspectif qui pouvait adoucir ou changer les conditions, et en procurer des plus favorables. Mais l'exclusion leur en avait été fortement recommandée, et ils ne se crurent pas permis d'user des pouvoirs que leur avait confié le Roi, dans un sens différent de celui qu'ils connaissaient former ses intentions et sa volonté. Par ces motifs les plénipotentiaires en éludant la condition de l'alliance, sacrifièrent toute opinion personnelle sur la convenance ou disconvenance d'une alliance avec la France, et se conduisirent d'après des ordres précis et la connaissance de la volonté absolue du Roi. Ils n'avaient pas caché au Roi, dans une dépêche du 17 mai, qu'il allait se trouver dans une grande dépendance. Cette dépendance était le résultat inévitable des événemens, et il fallait tâcher de la rendre la moins préjudiciable et la plus avantageuse possible. Une alliance en aurait changé en partie la nature, sans toutefois la détruire, il est vrai. La vue de la France était d'acquérir ce qu'elle considère comme

ses limites naturelles, et de s'assurer contre nous à l'avenir; mais elle ne tenait pas à révolutionner le Piémont. Indépendamment des assurances données à cet égard par le directoire, sa conduite dans les négociations entamées l'hiver précédent, et celle qu'il a tenue postérieurement en Lombardie, prouvait que ses principes démocratiques étaient bien modifiés; il aurait donné des dédommagemens avantageux pour avoir l'alliance. Revel écrivait à cet égard le 20 mai: « Peut-on et doit-on se fier au gouver-
» nement français? Je ne puis répondre qu'en donnant mon opinion par-
» ticulière qui peut être erronée. Le gouvernement actuel durera peut-
» être autant que celui des autres pays, cela dépend de ce qu'il n'est
» pas possible encore de prévoir. Ce dont je suis convaincu, c'est qu'il
» donnera la loi à toutes les Puissances à la paix, que ses ressources
» sont immenses, et que s'il se détruit, ce ne sera que par l'intérieur
» après la paix. Les raisons de cette paix subsisteront par l'épuisement
» des Puissances et la leçon qu'elles ont eu de ne plus compter sur l'épui-
» sement et discordes de la France. Ainsi en faisant la paix et en y obte-
» nant des avantages sous les auspices de la France, je crois qu'on ne
» fera pas d'acquisitions dangereuses pour le moment. Le temps ensuite
» consolide et affermit tout, surtout si un bon gouvernement vient avec
» lui. Sans cela nous devons dire *incedimus per ignes suppositos cineri do-*
» *loso* ». Le gouvernement français d'alors recherchait trop la paix à l'intérieur pour la troubler chez ses voisins, s'il avait pu compter sur le concours véritable du Piémont. Par contre, cet éloignement pour une alliance lui déplaisait et le choquait, car il l'envisageait comme une preuve d'attachement à d'anciens alliés et d'arrière-pensées hostiles pour la république. L'adjonction résolue des Piémontais aux Français aurait assuré leurs succès et leur stabilité dans les provinces conquises. Il y aurait eu lieu à espérer un peu de générosité dans des dédommagemens en Lombardie. En tout cas les Français, en avançant, eussent débarrassé le Piémont de leur présence, et ce pays ne risquait plus d'être le théâtre de la guerre, ce qui serait advenu en cas de revers, et on avait en outre à craindre le ressentiment de l'Empereur, comme l'a prouvé la conduite de l'Autriche en 1799.

Si les avantages d'une alliance étaient chanceux, on ne pouvait guères mieux espérer d'une neutralité qui livrait le pays sans réclamation possible.

Digitized by Google

Les plénipotentiaires en suivant avant tout les ordres et les intentions du Roi, furent obligés de signer un traité qu'ils savaient indispensable; car outre les instructions qu'ils avaient reçus, Revel avait assisté au congrès solennel tenu le 21 avril, dans lequel on avait décidé qu'il ne fallait pas rompre la négociation à aucun prix quelconque. Il leur fallut un grand dévouement pour traiter avec des hommes qui devaient leur inspirer une horreur invincible par tous les excès dont ils s'étaient souillés, et une complète abnégation pour signer un tel traité, qu'ils auraient pu si bien améliorer, en abusant de leurs pleins-pouvoirs et en méconnaissant les intentions de leur Souverain. C'est ainsi que Revel, opposé d'abord à l'armistice, et conseillant la résistance, dut venir négocier cette même paix qu'il aurait voulu franche et décisive avec ses avantages, mais que les avis de ceux-là mêmes qui avaient tremblé avant l'armistice, rendaient précaire et déplorable par la réserve où ils poussaient le Roi.

On comprit plus tard tout ce qu'on aurait pu retirer d'une alliance offensive et défensive, on voulut-même en venir là, mais le bon moment était passé, et on n'en recueillit qu'un surcroit d'humiliations.

Le 18 mai les plénipotentiaires furent reçus par le directoire en costume. Les discours des différens membres trahirent leur préoccupation consistante dans une alliance avec la Sardaigne. Revel qui portait la parole, éluda toute explication à cet égard, et dit que le Roi son maître n'avait d'autre but que de donner la paix à ses sujets et de vivre en bonne harmonie avec la France, à laquelle il assurait déjà un grand avantage par sa neutralité en lui permettant ainsi de pousser ses troupes, dont les communications et positions étaient par ce fait complètement assurées. Carnot loua beaucoup la valeur des Piémontais. Tous firent beaucoup de complimens aux plénipotentiaires, et Lacroix ajouta à leur gloire en disant qu'il savait d'une manière positive qu'ils avaient carte blanche pour faire la paix et ordre de la faire.

L'impression que les plénipotentiaires rapportèrent de cette audience fut que le directoire désirait l'alliance, et qu'il serait très-disposé à dédommager le Roi par des cessions de pays en Lombardie; positivement puis, qu'il n'avait encore rien décidé sur ce qu'il ferait de l'Italie. « Quelque flatteuse que puisse être la perspective d'avantage que promet une alliance plus ou moins intime avec la France (écrivait Revel au Roi le 18 mai),

nous nous sommes interdits de dévier en rien des intentions et des instructions de V. M. À cet effet nous avons éludé les explications et les réponses qu'on nous a souvent sollicité et poussé à donner ».

Des riches cadeaux furent distribués aux principaux membres et ministres; quelques uns ouvertement, d'autres en secret. Cette vénalité, jointe aux intélligences qu'il sut se procurer, firent doublement regretter à Revel d'avoir dû presser autant la conclusion de la paix.

Le marquis Del Campo écrivait de son côté à Turin les plus grands éloges de Revel, déclarant qu'il était impossible de mieux obtenir.

En recevant le traité de paix, on comprit à Turin, mais trop tard, la faute qu'on avait commise en ne voulant pas, du moment qu'on avait entamé les négociations, en poursuivre toutes les conséquences. Malgré la douloureuse impression causée par la connaissance des conditions, on rendit justice aux plénipotentiaires. Le Roi témoigna lui-même à Revel une approbation complète de sa conduite, une vive reconnaissance de son dévouement, dont il ne pouvait donner une plus grande preuve, et le nomma son ambassadeur auprès de la république. En lui fesant expédier immédiatement, le premier juin, les ratifications du traité, il lui ordonnait de présenter cette sollicitude comme une preuve du bon vouloir du Roi, et de ne plus montrer tant d'éloignement d'une alliance, afin d'obtenir avant l'échange quelques améliorations de condition pour la démolition des places et la situation des émigrés, et faire garantir par la républiqne l'intégrité des états du Roi. On autorisait en même temps Revel à désavouer le mauvais accueil fait à monsieur de Semonville, et exprimer « la douleur » que ressent le Roi encore de l'événement malheureux qui, en fermant » à un ambassadeur français l'accès à sa personne, fut sans doute l'ori- » gine de la rupture. Le cœur du Roi est encore navré des malheurs que » cette guerre a occasioné; mais l'amitié d'une grande et puissante na- » tion contribuera a en effacer le souvenir ».

Mais à Paris on était loin de vouloir se prêter à des concessions. Lacroix avait présenté le 17 mai un projet de traité de commerce « malheu- » reusement conçu dans le même esprit qui a dicté le traité que nous » venons de signer, le sentiment de pouvoir tout demander et que nous » n'oserions rien refuser; il est dans toutes ses parties dangereux et rui- » neux ». Une lettre énergiquement pressante de Revel pour être rappelé,

Digitized by Google

se croisait en route avec sa nomination. Les lettres de créance ne lui furent envoyées que le 22 juin, car on avait voulu avoir le module de celles du marquis Del Campo pour les copier. Elles étaient ainsi conçues:

« *Victor Amé, etc. à la république française, et en son nom aux citoyens* » *qui composent son directoire exécutif. — Grands et très-chers amis.* Ensuite de la bonne harmonie qui vient heureusement d'être rétablie entre » les deux états, Nous n'avons eu rien de plus pressant que de choisir » une personne qui par ses qualités fût à même de la cultiver et cimenter de plus en plus. Pour remplir cette tâche Nous avons jeté les yeux » sur le chevalier de Revel, gentilhomme de notre chambre, brigadier » dans nos armées, et ci-devant notre ministre en Hollande, lequel résidera auprès de votre république, et en son nom auprès de Vous, en » qualité de notre ambassadeur. Il est trop bien instruit de l'intérêt que » nous prenons à tout ce qui vous regarde pour ne pas nous promettre » de son zèle, qu'il se donnera tous les soins possibles pour vous en convaincre en toute occasion. Nous espérons que vous l'accueillerez avec » bienveillance et que vous donnerez une entière créance à tout ce qu'il » vous dira de notre part. Sur ce nous prions Dieu qu'il vous ait, grands » et très-chers amis, en sa sainte et digne garde; votre bon ami Victor » Amé ».

Lacroix en remettant à Revel le module espagnol, se réjouissait qu'il dût servir pour lui, mais la suite ne confirma pas ses paroles de compliment.

L'indécision du Roi et de son ministre rendit encore plus fatale la position fâcheuse où se trouvait le pays.

On insistait auprès de Revel pour qu'il obtînt des adoucissemens pour les émigrés, des dédommagemens de territoire, des garanties pour les états du Roi; mais quand il demandait pour y parvenir qu'on l'autorisât à traiter résolument l'alliance offensive et défensive, assurant d'après des données certaines que par ce moyen on aurait de la France une bonne partie du Milanais à la simple charge de le garder, on n'osait s'y décider par suite de la répugnance du Roi, des égards qu'il croyait devoir à ses anciens alliés, et l'illusion d'un retour. Chose incroyable, on laissa Revel un mois entier sans instructions, exposé à toutes les influences des directeurs qui réclamaient l'alliance, et auxquels il n'osait dire la vérité pour

Digitized by Google

ne pas les offenser. La chose alla si loin que lorsqu'il dut se retirer, il persuada au directoire que tout ce retard venait de son mauvais vouloir à lui et du dépit qu'il éprouvait des difficultés qu'on opposait à sa réception.

On ne traitait pas avec la même inertie l'affaire des émigrés. Notes, factums, rapports, réclamations arrivaient en masse à l'ambassade sarde. En vain Revel représentait-il que pour le moment il ne fallait pas irriter le directoire sur une question aussi épineuse, ni surtout susciter l'opposition des acquérans, la plupart membres administrateurs de leur département; que les lois étaient positives; qu'on craindrait, en ayant l'air d'y déroger, d'établir un précédent pour la Belgique; que Lacroix, Merlin de la justice, et Cochon de la police étaient très-hostiles à toute mesure pour les émigrés; qu'il pourrait obtenir des satisfactions personnelles, des arrangemens à l'amiable, mais rien de général. Déjà il avait protesté contre le séquestre qu'une lettre de Lacroix à Carelli, commissaire du pouvoir exécutif dans le département du mont Blanc, ordonnait et maintenait sur les biens des prétendus émigrés niçards et savoyards; la réponse avait été fortement négative, et cependant on avait promis de suspendre les ventes. Il ne fallait pas entamer la question d'émigration, qu'on ruinerait en demandant des éclaircissemens catégoriques. « On a fait le vague pour ne pas avoir pire ». On ne tint pas compte de ses observations, et il dut, d'après des ordres précis, présenter le 22 juin une longue note que lui avait été envoyée de Turin.

Dans cette note on commençait par infirmer l'expression de la volonté de la majorité des Niçards et Savoyards pour être réunis à la France, puisqu'à peine le tiers des communes avait voté. On leur niait le droit de voter l'acte de réunion. Considérant que les droits du gouvernement français ne pouvaient être antérieurs au traité, on ne pouvait considérer comme émigré l'habitant de ces provinces qui était allé s'établir en Piémont ou autre part des états du Roi, patrie commune, de même qu'un parisien n'émigrait en allant se fixer à Rouen. Qu'on ne pouvait assimiler sous aucun rapport le Niçard ou Savoyard combattant sous les drapeaux de son Roi légitime avec le transfuge français. On en avait agi bien différemment avec les départemens du nord et du bas Rhin, où l'on n'avait exercé aucun droit rétroactif; ainsi pour la Corse considérée toujours comme

département français, malgré son vote d'accession à l'Angleterre ; ainsi les Avignonais, sortis du comté avant la réunion à la France, n'étaient point considérés comme émigrés.

Pendant qu'on avait laissé près de 3 ans aux émigrés français pour rentrer, les Savoyards et Niçards n'avaient eu que deux mois au cœur de l'hiver, quand les montagnes étaient impraticables, et encore la plupart des rentrans furent emprisonnés. Que la loi 25 brumaire, an troisième (16 novembre 1795), n'avait été observée nulle part de la Savoie ou Nice dans les dispositions relatives à la publication des listes. On démontrait les devoirs qui avaient guidé les prétendus émigrés. Que l'amour de la patrie, sentiment si respecté par les Français, les avait dirigés dans toute leur conduite. Que le gouvernement de la terreur avait reconnu ce principe, puisque les prisonniers de guerre savoyards ou niçards n'étaient pas considérés comme émigrés, comme l'attestent les cartels d'échange, et il citait celui que lui Revel avait signé le 4 juillet 1793 avec le major Hammel, dans lequel on avait retiré de commun accord la parole *émigré*, et cela au même temps qu'un décret sanguinaire de Robespierre, d'exécrable mémoire, condamnaient à mort tous les prisonniers anglais et hanovriens. Les individus ne pouvant être avec justice considérés comme émigrés, il s'ensuivait que le séquestre était illégal. Après avoir longuement démontré l'incohérence de cette mesure et prouvé son illégalité par le traité de paix même, on terminait par un appel à la loyauté du gouvernement français.

Lacroix en recevant cette note dit: « Mais selon vous il n'y aurait pas » d'émigrés? Serait-ce fâcheux, lui répondit Revel, qu'il n'y eût pas de » coupables ni de malheureux »? Le ministre français déclara qu'il en aurait référé au directoire, et le jour même il envoyait par le canal du ministre de France à Gênes une note au ministre des affaires étrangères à Turin pour demander le rappel de Revel, que ses liaisons avec les Anglais rendaient suspect à la France, et qui d'ailleurs ne pouvait être ambassadeur auprès du gouvernement français, étant fils d'un émigré. Cette lettre fut long-temps arrêtée à Gênes, et Revel en fut fort surpris quand il en connut l'existence un mois après.

Si la note sarde était longue et juste, celle française fut courte et impérieuse. On s'irritait des doutes élevées sur l'intention unanime de la Savoie et Nice d'être incorporés à la France. On se basait pour refuser

toute concession sur l'inexorable empire de la loi: « les Rois peuvent ce » qu'ils veulent, le gouvernement français ne veut que ce qu'il doit »: on n'admettait aucune interprétation du traité qui pût entraîner la moindre opposition à la constitution de la république: on blâmait les différences et modifications citées par les ministres sardes; on invitait d'un ton hautain le chevalier de Revel à se pénétrer du principe du gouvernement républicain, et à examiner l'empire de la loi chez un peuple libre.

Lacroix en envoyant cette note le 14 juillet à Revel, demanda le retrait de celle présentée le 22 juin qui en faisait l'objet, et lui déclara en même temps que le directoire ne pouvait le recevoir comme ambassadeur à cause qu'il était émigré. Ce à quoi il répondit qu'il ne l'était pas, et que son père aurait prouvé plus tard qu'il avait droit à sa radiation; que s'il tardait, c'était pour ne pas avoir l'air de demander rien de personnel; qu'au reste il voyait clairement qu'il s'était rendu désagréable par son zèle à défendre son Roi.

Le chevalier Damien Priocca, successeur du comte d'Hauteville, avait également répondu en ce sens en transmettant sa lettre par l'entremise de Del Campo, et manifesté le désir de maintenir Revel à son poste.

Mais le directoire était aussi irrité par les négociations que la Cour de Turin avait entamées en Suisse au commencement de mai, lorsque par suite de l'armistice on avait dû renoncer à tout espoir de conserver la Savoie. Les cantons suisses avaient été alors invités par le Roi à interposer leurs bons offices pour faire de la Savoie une partie intégrante de la confédération. Le 5 juin Lacroix écrivait: « L'empressement manifesté » par S. M. sarde au directoire exécutif pour le prompt rétablissement » de la paix et de la bonne intelligence entre les deux états, devait être » une preuve non équivoque de la sincerité de ses démarches. C'est dans » cette persuasion que le gouvernement français reçut toutes les propo- » sitions qui lui furent faites en nom de la Cour de Turin par des plé- » nipotentiaires qui ont suivi dans tout le cours des négociations une » marche franche et loyale.

» Le directoire exécutif est vivement surpris de voir que le ministre de » la Cour de Turin près le corps helvétique ait remis, au nom de son » Souverain, une note à tous les cantons et à leurs alliés, dans laquelle » il les invitait à interposer leurs bons offices pour faire de la Savoie une

» partie intégrante de la confédération. Ce n'est point dans la vue d'aug-
» menter la puissance de la république, ni par désir de conquête que le
» gouvernement français n'a pu traiter avec les plénipotentiaires de S. M.,
» sans obtenir pour préliminaire la cession formelle de la Savoie. Ce sont
» les vœux librement émis de ses habitans, ce sont les décrets du corps
» législatif, c'est la constitution, qui avaient depuis long-temps prononcé
» d'une manière irrévocable sur cette nouvelle partie du territoire fran-
» çais, et la Cour de Turin était persuadée d'avance que la république
» ne se relâcherait jamais sur cet article. Le gouvernement français a donc
» lieu d'être surpris de la démarche du ministre de S. M. sarde auprès des
» cantons helvétiques, et le soussigné est chargé de témoigner aux plénipo-
» tentiaires de S. M. sarde à Paris, et par eux à la Cour de Turin, le peu
» de satisfaction qu'a causé au directoire une démarche si peu conforme à
» l'harmonie et la bonne intélligence qui désormais doivent régner entre
» les deux nations ».

Le 6 juin le ministre sarde répondait témoignant la peine du déplaisir éprouvé par le directoire. « Ce sera en suivant la marche qu'a
» mérité son approbation, en rappelant les faits avec franchise, que toutes
» les impressions fâcheuses causées par cet événement seront dissipées.
» Le projet de faire de la Savoie un canton suisse n'est pas une idée
» neuve, puisqu'il en a été question dès l'année 1703 et ensuite. Lorsque
» le Roi nous a envoyés ici pour traiter la paix, ce plan a fait partie de
» nos instructions. Il ne paraîtra pas étrange au directoire que le Roi ait
» considéré alors ce plan comme une des modifications possibles de l'aliénation de la Savoie, et qu'il ignorât encore si sa réunion à la France
» était irrévocable.

» Arrivés à Paris, ayant reconnu l'inutilité de cette proposition, nous
» avons jugé qu'elle ne ferait qu'entraîner la négociation, et nous n'en
» avons pas même fait mention. Nous l'eussions fait si nous eussions été
» informés que le ministre du Roi dût faire revivre ce projet. Si vous
» voulez bien rapprocher les dates, vous reconnaîtrez sans doute, mon-
» sieur, que cette démarche a été faite avant que le ministre du Roi
» pût recevoir de nouveaux ordres ensuite de la conclusion de la paix.
» La loyauté et la sincérité du Roi sont connues, et je puis répondre
» de son désir de vivre dans la meilleure intélligence possible avec la

» république française. Tout motif de déplaisir pour le directoire cessera » dès que le Roi aura pu donner ses ordres en conséquence du traité de » paix. Il ne me reste, monsieur, qu'à vous demander de présenter ces » éclaircissemens au directoire, et le prier de ma part de déposer toute » sorte de défiance, et de n'interpréter cet événement que d'après les » explications que j'ai l'honneur de vous présenter, ainsi que les assu- » rances.....»

Tout cela n'empêchait pas que Revel fût très-bien traité par les directeurs et ministres, qui, le comblant d'éloges et exprimant leur regret de ne pouvoir par sa position le recevoir comme ambassadeur, lui parlaient incessamment de l'alliance offensive et défensive. Revel, sans instructions, et placé sur un terrain aussi précaire, éludait le plus possible ces insinuations. Il poussait pour qu'on se prononçât sur les dédommagemens que l'on comptait donner au Roi; il cherchait à arracher des promesses éventuelles, ne pouvant s'engager à rien.

Le 22 juillet il écrivait à Priocca en le complimentant sur sa nomination: « L'ascendant qu'a pris la France est irrésistible; vouloir s'y opposer » c'est s'exposer à une destruction certaine par les moyens militaires et » moraux qu'elle possède. Le gouvernement est excessivement soupçon- » neux et n'admet pas d'égalité. Les représentations les plus fondées, les » plus modérées, l'exaspèrent presque toujours. Son amitié peut nous être » aussi utile, que son inimitié funeste. Cédons à la tempête. Dépouillé de » toute manière par les Français, en butte aux imputations d'anglomanie, » je ne dois pas être séduit, mais je vois la force de la France, je con- » nais les moyens et les principes de son gouvernement. Ils peuvent être » terribles ou avantageux pour le royaume; faisons le sacrifice de toute » espèce d'amour propre, songeant à nous sauver d'être écrasés. Sans al- » liance on n'aura jamais rien, et plus on tardera et moins on aura. Quant » à la garantie, elle est à mon avis inutile, si les Français continuent dans » leurs succès, illusoire, s'ils reculent, comme le fut dernièrement celle des » alliés. En attendant il faut avoir l'œil aux négociations éventuelles avec » l'Empereur, car le gouvernement français est disposé à tout céder en » Italie en dédommagement de ce qu'il désire en Allemagne ».

Le Roi voulait garder Revel à Paris, et il lui fit écrire le 28 juillet d'éclaircir sa position en présentant les réclamations de son père.

Digitized by Google

Revel le fit, et par un contraste singulier, directoire, ministres et employés accueillirent avec faveur la réclamation du marquis Thaon (1). « Le directoire ayant accueilli vos réclamations en faveur de monsieur » votre père, porté sur la liste des émigrés, ordre a été donné de ne re- » cevoir aucune soumission, et de ne donner aucune suite à celles qui » auraient pu être faites, jusqu'à décision du directoire (2) ». Peut-être aurait-il obtenu sa radiation sans les événemens postérieurs (3). Revel représenta à sa Cour qu'il était plus qu'impolitique de vouloir le garder en dépit de l'opposition qu'aurait faite le directoire, et surtout en présence des animosités qu'excitaient contre lui les acquéreurs de biens nationaux niçards et savoyards. « Je puis d'ailleurs, écrivait-il à Priocca, » en simulant un ressentiment qui est bien loin de ma pensée, faire re- » tomber sur moi tous les retards d'une négociation que j'aurais l'air de » ne pas vouloir entamer, puisqu'il ne m'est pas donné de la terminer; » et les inconvéniens de notre hésitation seront ainsi réparés ».

On suivit son avis, et le comte Prosper Balbo fut nommé le 9 août ambassadeur près la république. Le Roi et son ministre comblèrent Revel d'éloges, en lui témoignant leur regret de son rappel.

Il en était temps, car la cabale des acquéreurs avait obtenu du directoire un arrêté pour lui notifier qu'il eût à se retirer du territoire de la république. Lacroix, en lui fesant connaître (20 août) la chose, lui en témoigna ses regrets, l'assurant qu'il n'avait inspiré qu'estime et intérêt par ses connaissances et qualités morales, mais que de graves dénonciations venues des nouveaux départemens avaient motivé cette mesure. Que l'arrêté du directoire avait été pris pour des motifs qui étaient étrangers à lui (Lacroix); et que s'il eût eu un moyen de le lui faire connaître d'une manière qui n'eût rien de désobligeant, il se serait empressé de la saisir. Rewbel et la Reveillère Lépaux lui confirmèrent en outre que son zèle pour les émigrés, et l'aveuglement, où il était sur les menées de sa

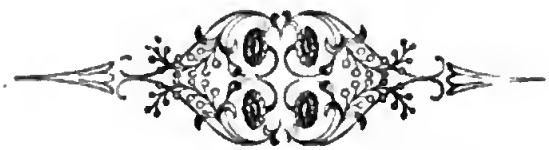
(1) Le titre de comte de St-André et de Revel étant interdits par suite du traité de paix, le Roi avait fait St-André marquis Thaon. (25 mai 1796).

(2) Lacroix à Revel, 3 thermidor (an. IV).

(3) Le directoire par arrêt du 27 frimaire an VI déclara émigrés St-André et ses fils, se fondant essentiellement sur tout ce qu'ils avaient fait contre la république depuis l'union de Nice à la France.

Cour avec l'Autriche, lui fesaient désirer un successeur. Mais comme dit depuis Beauchamp: « Si le chevalier de Revel reçut l'ordre de quitter » Paris comme émigré niçard, ce fut plutôt, selon les paroles de Mallet » du Pau, parce qu'il avait trop d'ésprit, de courage et de prévoyance. » En effet, si ses conseils eussent été suivis d'abord, la monarchie piémontaise n'aurait probablement pas été effacée pendant 15 ans de la » carte d'Europe ».

Le 23 août (6 fructidor an IV) Revel annonça officiellement la nomination du comte Balbo, qui se serait déjà mis en route, s'il avait eu ses passeports, et le 24 il se mit en route, ne voulant pas par respect de sa propre dignité rester plus long-temps, grâce à une tolérance inconvenante. Passant par Besançon, Pontcharrat, le Valais et le grand St-Bernard, il était de retour à Turin le 6 septembre.



Digitized by Google

CHAPITRE XV.

Mécontentement général. — Réduction de l'armée. — Sur l'alliance avec la France. — Revel au Régiment. — Menées des révolutionnaires. — Griefs du directoire refutés. — Licenciement des régimens provinciaux. — Exception pour ceux qui contenaient des émigrés. — Retraite des Autrichiens par Valence. — Lodi. — Massena à Milan. — Retraite des Autrichiens. — Succès des Français. — Toutes les Puissances d'Italie traitent avec les Français. — Mort de Victor Amédée III. — Triste situation du royaume. — Traité d'alliance avec la république.

Revel trouva le pays plus désolé après la paix que pendant la guerre. Pas une forteresse n'avait été prise alors, et maintenant il fallait les détruire ou les livrer aux Français. Les troupes qui s'étaient faites remarquer par leur fidélité et leur bravoure, dévaient être licenciées, des officiers pleins d'expérience et dévoués au Roi étaient renvoyés chez eux, faute de place. Les billets d'état, ainsi que les monnaies déchéantes qui avaient presque toujours gardé leurs cours nominal par la confiance qu'on avait dans le gouvernement du Roi, tombèrent rapidement lorsqu'on le vit soumis à l'influence fatale de l'étranger. Le pays même qui s'était presque enrichi, puisque les troupes combattant dans les têtes de vallées, loin de ravager ces lieux stériles, y avaient répandu l'aisance en y dépensant leur solde, et jamais rien n'avait troublé les travaux dans les autres campagnes, depuis la paix se trouvait opprimé par les contributions des Français remboursables à une époque plus qu'incertaine, et ravagé par des bandes de déserteurs, de soldats congédiés sans moyen d'existence, ou de canaille qui s'était compromise au premier moment dans l'espoir de renouveler la terreur. Tous les esprits étaient mécontens. Les véritables Piémontais gémissaient de l'état du pays, ceux plus éclairés tremblaient pour l'avenir, ceux qui avaient demandé la paix, avaient changé leur langage et unissaient leurs regrets tardifs aux partisans de la résistance. Les jacobins même étaient mécontens de la manière dont Bonaparte accueillait leurs tentatives de bon dévouement. Ils se croyaient devenus les maîtres, et le directoire se limitait à demander leur pardon.

On avait mis promptement la main à l'œuvre pour réduire l'armée. Les milices avaient été les premières congédiées. Le premier juin l'armée fut

mise à la solde de paix. Les régimens provinciaux, au nombre de dix, les Savoyards ayant été dissous par suite du traité de paix, furent réduits à un seul bataillon de 6 compagnies fusiliers et 1 grenadiers, commandés par un colonel et un major; c'étaient Acqui, Asti, Casal, Coni, Ivrée, Mondovi, Pignerol, Turin, Suse et Vercell. Tous les individus appartenans aux provinces cédées, qui ne pouvaient ou ne voulaient pas rentrer, purent se rengager dans les régimens d'ordonnance qui étaient alors les Gardes, Savoie (que le Roi avait voulu garder à tout prix), Montferrat, Piémont, Saluces, Aoste, la Marine, la Reine, Alexandrie, Lombardie, et Sardaigne, forts chacun d'un millier d'hommes divisés en deux bataillons. Les officiers de cette catégorie qui ne possédaient rien en Piémont, furent compensés de la diminution de paye sur le pied provincial par un subside qui la portait à peu-près au montant ordinaire. Revel compris dans cette liste s'empressa de déclarer que, quoique sa famille eût tout perdu, il avait lui un tout petit bien en Piémont, et par conséquent n'avait pas droit au subside. Cette délicatesse fut hautement louée par le Roi.

On garda les cadres de ces régimens sous les armes, et tous les remplacemens durent se faire par ceux hors cadre.

Les régimens suisses, Brempt, Zimmermann, Peyer-im-hoff, Baeman, Christ, et Streng furent gardés à cause des conventions, et aussi par motif politique de sûreté intérieure, mais diminués de deux (Schmid et Royal Allemand). La cavalerie avait été aussi réduite à six régimens de 4 escadrons avec un total d'environ 400 chevaux. Cette arme n'avait pu donner que des preuves bien tardives de sa bravoure; les événemens seuls l'empêchèrent de faire briller toute sa valeur et sa force. Artillerie, Génie, service militaire, tout avait subi réduction. D'après le septième des articles secrets, le Roi avait laissé touts ses titres appartenans aux provinces cédées à la France. Le duc de Chablais prit le titre de marquis d'Ivrée, le duc de Génevois de marquis de Suse, et le comte de Maurienne de comte d'Asti.

Convaincu qu'une politique décidée pouvait seule rendre possible la conservation de la monarchie, Revel remit la note suivante sur l'alliance avec la France.

Avant que de tirer les conclusions, il convient d'établir deux propositions: 1° Que la situation des états du Roi entre deux Puissances de premier

ordre, ne lui permet pas de suivre un système politique quelconque invariablement. 2° Que la crise actuelle est telle qu'il n'est aucun parti qui n'offre des inconvéniens et des dangers très-grands. Il résulte de ces deux propositions: 1° qu'il faut se plier aux circonstances, 2° que l'on doit prendre le parti qui sera jugé le moins dangereux dans notre position actuelle.

Au mois de juin dernier les succès des Français n'étaient pas encore tels que notre alliance leur fût indifférente; ils la désiraient, et leur gouvernement offrait au Roi une partie du Milanais, s'il voulait joindre une partie de ses troupes à l'armée française. Les raisons positives qui résultent des avantages d'une acquisition telle que le Milanais, qu'il est vraisemblable que nous eussions obtenu en entier, ces raisons positives étaient moins puissantes, à mon avis, que les négatives, dont voici les principales: 1° D'éloigner toute défiance des Français, et leur faire perdre l'idée qu'il leur fût utile et plus sûr de révolutionner le Piémont. 2° De prévenir la révolution du Milanais et du reste de l'Italie, presque aussi dangereuse que celle du Piémont, dont cet évenement serait le précurseur. 3° D'arrêter par là le bouleversement religieux et politique de toutes les Puissances d'Italie. 4° D'obtenir des adoucissemens dans l'exécution du traité de paix relativement à nos places. 5° D'éloigner le théâtre de la guerre et les troupes françaises des états du Roi. 6° De nous mettre à l'abri du ressentiment des Autrichiens, qui victorieux nous dépouilleraient ou nous forceraient à nous joindre à eux dans des circonstances tout-à-fait désavantageuses, pendant que la jonction de 20/m. hommes de nos troupes aux Français, leur assurerait, à mon avis, la supériorité en Italie. Il est à remarquer à ce sujet que les Français avaient le dessein de retenir Ferrare et Bologne qui auraient pu former un dédommagement pour l'Empereur, si la paix avait tenu à la restitution de ses états d'Italie. Il est de notre intérêt d'empêcher l'établissement de la république italique, et cet arrangement écarterait les obstacles à l'acquisition du Milanais par le Roi.

Si la neutralité nous met à l'abri de tous ces malheurs, et si nous ne risquons en la conservant que de ne pas recueillir les avantages de l'alliance avec les Français, la neutralité est préférable. Mais nous avons vu éclater la défiance des Français, et nous ne pouvons douter qu'après avoir

Digitized by Google

suspendu quelque temps leurs trames révolutionnaires, ils n'en aient repris le fil pour les suivre et amener une explosion, s'ils la jugent nécessaire.

Je ne crains pas d'affirmer ceci comme un fait indubitable. Ce qui pourrait y mettre obstacle c'est la fermeté et la vigilance du gouvernement, jointes à l'antipathie générale contre les Français; mais encore à cet égard il ne faut se dissimuler qu'il suffit d'un certain nombre d'hommes audacieux pour exciter des troubles funestes, les Français étant presque les maîtres absolus des états du Roi. Ces considérations négatives que je prévoyai, et dont j'ai rendu compte dans mes rapports, jointes à l'ordre du Roi contenu dans la dépêche du premier juin, ont été pour moi les motifs les plus pressans et décisifs pour demander des ordres pour une alliance qui eût écarté les maux que nous avions à craindre. Depuis le mois de juin et de juillet l'aspect des choses est changé à bien des égards. Les succès des Français n'ont pas été décisifs comme nous aurions pu les rendre par notre alliance, et déjà l'esprit de révolution a été inoculé dans plusieurs villes d'Italie. Les Français ne nous sauraient plus le même gré d'une alliance tardive, et leurs soupçons ne seraient pas entièrement effacés. La paix avec l'Espagne doit avoir créé des obstacles à nos avantages. La dissolution de notre armée en rend le rétablissement sur pied de guerre aussi coûteux que long et difficile. En un mot, le moment a été propice, il est passé. Il reste à examiner si nous pouvons conserver notre existence et indépendance sans prendre un parti, et en cas contraire quel est le parti à prendre; de nous allier aux Français ou de reprendre les armes contre eux. La défense de notre existence légitime les deux; et le choix exige une parfaite connaissance des dispositions actuelles de la France à notre égard, de la marche des principes révolutionnaires en Piémont et Italie, des ressources de l'État et des dispositions de la Cour de Vienne à notre égard. Les plans du gouvernement français peuvent changer d'un moment à l'autre, le remplacement de Lacroix par un modéré, l'influence que les deux conseils (dont la majorité ne veut pas de révolutions étrangères) prendront sur le pouvoir exécutif, les succès ou revers des armées françaises, sont les circonstances qui doivent fixer l'opinion à ce sujet. Le terrain est si mouvant à Paris, la scène si changeante, que ce qui était vrai lorsque j'en suis parti, ne l'est peut-être plus à présent. L'ambassadeur du Roi sondera le terrain, reconnaîtra les dispositions, et en

informera. Plus tôt on se décidera, et plus nous aurons d'action pour arrêter les principes révolutionnaires. Je crains que les ressources de l'état soient réduites, mais ne les perdrait-on pas entièrement ? Quant aux dispositions de Vienne, on peut aisément les juger haineuses et spoliatrices. Si un examen approfondi démontre que l'alliance avec les Français est le seul moyen de prévenir la révolution du Piémont, et de conserver l'état religieux et politique de l'Italie, toutes les considérations divines et humaines nous prescrivent de faire cette alliance. L'histoire sacrée, ainsi que l'ancienne et la moderne, offrent des exemples qui justifient et autorisent notre conduite dans la position critique où les états du Roi et toute l'Italie se trouvent. Je pense qu'il ne faut pas provoquer un renversement funeste en se refusant à faire encore ce sacrifice, quelque pénible qu'il soit.

Revel reprit alors le commandement de son régiment de Nice que l'on avait retiré sur Turin. Par suite de la nouvelle formation il avait été réduit à un bataillon, et bientôt après (23 novembre) il dut changer son nom, désormais proscrit, en celui de Coni (1). Revel aîné après l'armistice était venu avec son régiment à St-Georges (Canavais), après la réduction Suse vint à Ciriè. Le Roi voulant donner une preuve de la reconnaissance au comte de St-André pour tous les services qu'il avait rendus avec ses fils, et témoigner spécialement son approbation de la conduite du chevalier de Revel, son fils, lui donna (25 mai) le titre de marquis à perpétuité dans la famille. Le repos et les soins que St-André avait pu donner à sa santé dans sa retraite de Rivalta, avaient presque complètement remis le vieux général. Écarté des affaires par l'influence autrichienne, il s'était cependant fortement prononcé dans le congrès pour la résistance. Il souffrit doublement de la mission imposée à son fils et de la triste issue qu'elle devait inévitablement avoir. En se retrouvant avec eux l'hiver à Turin, ils

(1) *État des officiers du bataillon provincial de Coni (Nice) selon la formation du* 18 *novembre* 1796.

Colonel, chev. De Revel — Major, baron Origlia — Adjudant-major-lieutenant Tabasso.

Compagnie	Grenadiers	1re	2me	3me	4me	5me	6me
Capitaine	Vl. d'Alaion	C.te Cais	C.te Raimondi	Baron Caravadossi	Aurivendi	Vl. Riccardi	Ch. Maccarani
Lieutenant	Verani	Ch. Maccarani	Vl. Ribotti	Baralis-Roffino	Giacomi	Vl. de Nieubourg	Papon
Sous-lieut.	Dogliani	Vl. Dani	Papon	Bon. Gallea	Belli	Toddone	Gibellini

purent reconnaître le triste résultat des fautes que chacun d'eux avait signalées maintes fois, mais sans succès.

La fatale influence des révolutionnaires sardes qui avaient fait refuser à Paris de recevoir Revel, agissait par des continuelles dénonciations que les commissaires français acceptaient avec empressement, malgré le peu d'accueil qu'ils trouvaient auprès du directoire et surtout de Bonaparte. L'attaque d'un convoi de munitions de guerre qui passait le col de Tende le 20 août par une bande de brigands, motiva les plus absurdes calomnies. Les brigands avaient cru avoir à faire à un transport de numéraire. Le général Du Jard, le chef de bataillon de Breistdorf et une dixaine de soldats d'escorte avaient été massacrés. Les révolutionnaires crièrent à la trahison. On parlait aussi d'intelligences secrètes avec la Cour de Vienne, qu'on a vu le chevalier accusé par le directoire d'ignorer. Deux coquins fieffés Bonafosso d'Albe et Ranza de Vercell, s'étaient mis à la tête de ces menées. Ils avaient d'abord insurgé Albe, et la municipalisant, l'avaient déclarée département français. Sur les représentations de Revel, alors à Paris, Lacroix, tout en promettant de remettre le bon ordre, lui répondait (20 mai): « Vous voyez bien que, sans nous en mêler, votre pays serait révolutionné; » le Piémont deviendrait une république, nous n'aurions pour cela qu'à » laisser faire et protéger les meneurs », mais c'est justement ce que fesaient tous les généraux sous les ordres de Bonaparte. À chaque mesure de police prise contre les tentatives de subversion c'étaient des cris d'alarme. Bonafosso ayant été arrêté dut être relâché sur la demande du directoire qui « espère (Lacroix 7 juillet) que la violation du territoire, com» mise par les aggresseurs de ce particulier, sera sévèrement punie »; et cela sous le prétexte que, s'étant enfui en France en 1794, il devait être considéré comme français. Le comte Balbo était encore à Turin lorsque Revel arriva de Paris; ce retard provenait du manque de passe-port que le gouvernement français n'avait pas encore expédié. Revel rédigea une note, envoyée ensuite par Priocca à Lacroix, dans laquelle il attaquait de front et démentait complètement tous les prétendus griefs du directoire contre la Cour de Turin.

La lenteur supposée dans la démolition des forteresses, et dans la réduction de l'armée; la concentration hostile des troupes; les préparatifs d'un soulèvement en masse; la connivence avec l'attaque du convoi du col

Digitized by Google

de Tende; les intelligences avec la Cour de Vienne, tout cela était démontré faux avec défi de prouver le contraire. On rétorquait l'accusation, quoiqu'avec mesure, contre Salicetti et administrateurs subalternes qui ne respectaient rien; on y insistait d'avoir les ambassadeurs à leur poste pour éclaircir directement toute chose. Les passe-ports furent envoyés, Balbo partit à la fin d'octobre; Jacobi, révolutionnaire niçard, fut envoyé ministre à Turin; mais toute possibilité d'arrangement fut enlevée par la persistance à ne pas vouloir conclure l'alliance réclamée depuis si long-temps, et si instamment par le directoire, et si fortement désirée par Bonaparte.

Une commission avait été réunie pour examiner la conduite des militaires qui auraient des droits aux récompenses et décorations; Revel en fit partie.

Le 16 octobre Victor Amedée III mourut à Moncalieri d'une attaque d'apoplexie foudroyante; le prince de Piémont lui succéda sous le nom de Charles Emmanuel IV. Les lettres d'usage entre Souverains furent échangées en cette occasion avec le directoire. De même que pour la naissance (2 novembre) d'un fils au duc d'Aoste devenu héritier présomptif de la couronne.

Les régimens provinciaux furent renvoyés chez eux en novembre, mais on garda Coni à cause des émigrés qui n'auraient pu rentrer. Des congés furent cependant accordés à tous ceux qui les demandèrent. Il en fut de même pour Suse et Pignerol. Chacun reçut sa paye d'ordonnance jusqu'au premier décembre, et ensuite la paye provinciale. Cette dernière était de

1012	»	pour le	colonel	
670	»	»	lieutenant-colonel	
504	»	»	major	
427	»	»	capitaine	grenadiers
383	»			fusiliers
198	»	»	lieutenant	grenadiers
166	»			fusiliers
44	»	»	sergent	grenadiers
42	»			fusiliers
36	10	»	caporal	grenadiers
31	»			fusiliers
24	»	»	grenadier	
18	»	»	fusilier	

Digitized by Google

Les événemens militaires avaient marché de leur côté avec une rapidité effrayante.

Beaulieu, en apprenant la signature de l'armistice, avait hâté son mouvement de retraite par Valence, et se préparait à y disputer le passage du Pô à Bonaparte, lui supposant cette intention d'après l'article quatrième de l'armistice.

Le comte d'Hauteville lui avait écrit le 6 mai : « Je me suis empressé » de mettre sous les yeux du Roi la gracieuse réponse dont V. E. m'a » honoré, sous la date du 30 avril. S. M. a été infiniment touchée des » sentimens de franchise, de loyauté, et même d'intérêt à sa déplorable » situation que V. E. y a exprimés. Ils sont si conformes au noble caractère » avec lequel vous vous êtes annoncé, monsieur le général, dès votre ar- » rivée dans ce pays, que S. M. n'avait jamais hésité de s'y attendre. » Vouz pouvez être assuré qu'elle apprécie trop bien votre manière de » penser et d'agir, pour que sous aucun rapport personne eût pu lui inspi- » rer de l'ombrage sur aucun point de votre conduite; elle désire que » vous en soyez parfaitement persuadé, ainsi que de ses regrets sur ce » que le malheur des circonstances, en vous éloignant d'elle, l'ont em- » pêchée de pouvoir vous marquer tout le cas qu'elle ferait de votre per- » sonne. Si la peine que le Roi ne peut à moins de ressentir des désastres » frappans que le sort de la guerre vient d'amener, peut en quelque ma- » nière être soulagé, c'est sans doute par l'assurance que V. E. a donné » dans sa réponse susdite, de faire le moins de mal possible dans son » passage sur les terres de S. M. Elle a senti tout le prix de cette assu- » rance que V. E. a bien voulu confirmer plus amplement en chargeant » le baron Olive, à son départ de Valence, d'y ajouter qu'elle allait quit- » ter les États du Roi avec son armée, mais qu'elle ne ferait rien qui pût » compromettre notre traité d'armistice avec les Français. D'après ces » déclarations amicales et vraiment dignes, monsieur le général, de votre » grand caractère, S. M. vient de m'ordonner, en vous marquant sa sen- » sibilité, de vous faire connaître combien il serait à souhaiter que votre » sortie de la partie des États que vous occupez encore, pût, en se » combinant avec votre sécurité, et celle de vos opérations ultérieures, » être accélérée et effectuée sans beaucoup de délai, avant que les Fran- » çais soient en mesure de pénétrer dans la province de Lomelline pour

» chercher à vous en déloger. Il n'y a pas à douter que si les Français » y entrent pour cet objet, cette province fertile ne soit bientôt dévastée. » Ils y seront d'autant plus animés, qu'ils n'ignorent point que la majeure » partie des domaines y appartiennent à des possesseurs milanais, sujets » de l'Empereur. D'ailleurs le général français doit avoir déclaré que s'il » y pénètre et parvient à vous la faire évacuer, il regardera cette province » comme conquise sur les Autrichiens, et conséquemment comme conquête » légitime, non obstant l'armistice en faveur de la république française. » V. E. jugera assez elle-même combien il serait important d'éviter tous » ces malheurs dont les conséquences seraient si funestes. Il me suffit, » je pense, de les annoncer ici à V. E. pour être persuadé qu'elle y aura » un juste égard, autant que les circonstances de la guerre le lui permet- » tront, et le Roi ne saurait trop le recommander à sa loyauté. En exé- » cutant les ordres que le Roi m'a donné de représenter à V. E l'augmen- » tation de maux dont ce pays est menacé, tandisque l'armée impériale » continuera d'en occuper quelque partie, je ne puis que vous prier, mon- » sieur le général, de vouloir bien prendre le tout en considération dans » sa sagesse pour adopter là-dessus tel parti et les mesures que vous » jugerez plus capables de prévenir les maux de toute espèce et si con- » séquens, que le séjour ultérieur de son armée dans le territoire de S. M. » ne peut manquer de produire, sans aucun avantage réel aux États et pos- » sessions de S. M. l'Empereur son auguste maître ».

À cela Beaulieu répondait le 8 mai de Belgioioso:

« Je viens de recevoir votre lettre du 6. Je tiens résolument à mes » principes de droiture et d'humanité; je ne suis en cela que les inten- » tions de mon Souverain. En quittant le pays de S. M., j'y ai fait le moins » de mal possible; j'ai tenu ordre partout, mais j'ai lieu de croire que » ni S. M., ni ses ministres n'auront pas exigé que je facilite la marche » des ennemis de l'Empereur pour donner occasion à ces mêmes ennemis » de nous trop presser dans une retraite que je n'avais pu prévoir qu'un » jour avant le traité d'armistice. J'ai donc dû rompre et ponts et barques » et tout ce dont l'ennemi pouvait profiter pour nous faire du mal, car » j'étais très-avancé; et si les troupes sardes avaient seulement tenu quel- » que part deux jours, et que j'eusse eu un pont prêt pour ma sûreté à » Valence, comme V. E. me le promettait fortement, j'étais, comme Elle

» me le demandait alors même qu'on traitait de l'armistice, dans le dos » de l'ennemi, du moins derrière son flanc droit par Asti, où j'avais déjà » de mes avant-postes ».

Les Français tournant la position s'étaient portés par une marche forcée à Plaisance, où ils passèrent le Pô le 7 et le 8. Après avoir repoussé les Autrichiens à Fombio et Codogno, Bonaparte emporta le pont de Lodi et se trouva par la possession de ce point maître de la basse Lombardie. Massena entra le 14 à Milan et en assiégea le château.

Beaulieu avait pris position sur le Mincio, mais le 30 mai les Français emportèrent le passage de Borghetto. Alors ayant réussi à jeter des vivres et une garnison dans Mantoue, Beaulieu évacua Peschiera occupée pour appuyer la défensive, et se replia par le haut Adige dans le Tyrol dont il ferma les défilés. Bonaparte porta alors ses forces vers l'Italie centrale qu'il soumit par des traités avec la république. Mais vers la fin de juillet Wurmser, nouveau commandant des Autrichiens, se mit en mouvement pour délivrer Mantoue, marchant en trois colonnes, une par la rive droite du lac de Garda, l'autre par l'Adige, et une troisième par le val Trompia.

Bonaparte abandonnant le siége de Mantoue, y laissant même toute sa grosse artillerie, se porta vivement au secours d'Augereau qui avait peine à résister à la colonne de droite, la battit le 3 août à Lonato, et se retourna contre Wurmser.

Ce général qui s'était avancé pour ravitailler Mantoue, passant le Mincio s'avança vers Castiglione pour appuyer son aile droite. C'était trop tard; il fut battu le 5 et dut se replier dans le Tyrol. Il en redescendit en septembre pour secourir Mantoue. Ses lieutenans furent battus par Bonaparte à Roveredo et Bassano, mais Wurmser parvint à pénétrer dans Mantoue avec son corps principal.

Bonaparte en réforma le siége. D'après un de ses rapports il avait alors 38000 hommes, dont 9000 occupés au siége. Après la déroute de Beaulieu, Bonaparte avait signé un armistice le 1er juin avec le Roi de Naples et le 23 avec le Pape. Le premier se changea en un traité de paix le 10 octobre, mais il en fut différemment avec Rome. Le directoire après s'être assuré du succès de ses armes, et divisé les Puissances par des armistices, ne cherchait que des prétextes pour augmenter ses exigeances, et imposer

des conditions plus dures. Telle était sa conduite avec la Toscane, Rome, Venise, Gênes, et surtout avec la Sardaigne.

Un nommé Picco, qui fut depuis membre du gouvernement provisoire, se tenait près de Bonaparte, et d'accord avec Salicetti ils rédigeaient des réclamations continuelles. Tous les brigandages commis par les bandes organisées sur le territoire génois, ou par les délivrés de prison, étaient attribués aux intrigues de la Cour; pendant que d'un autre côté on lui ôtait tout moyen de répression par l'intervention des agens révolutionnaires.

La population en général, et surtout celle des campagnes, était fidèle au Roi, ainsi que l'armée. Mais les idées d'indépendance et les théories révolutionnaires échauffaient les jeunes cerveaux. Le tiers état se laissait aller à des idées ambitieuses. C'était un exemple séduisant pour lui de voir comme en France le pouvoir était passé dans ses mains. Si on ajoute à cela les brouillons et les vauriens qui ne cherchent que le trouble, et les nombreux déserteurs, on trouvera un élément de désordre tout prêt à appuyer les menées des révolutionnaires français.

Victor Amédée III mourut le 16 octobre à Moncalieri laissant le royaume dans un marasme fatal, où l'avait plongé son indécision à prolonger la lutte, ou bien à s'allier résolument avec la France contre l'Autriche. Charles Emmanuel IV lui succéda dans un moment, où il était impossible de relever la monarchie, et peut-être n'en aurait-il pas eu la capacité.

Doux, religieux, timide, il avait toutes les vertus privées, mais elles ne suffisaient pas. Il voulait le bien, mais les temps étaient trop orageux pour qu'on lui tînt compte de ses bonnes intentions. Ni sa modération, ni la piété édifiante de la Reine, ni la prudence et loyauté des ministres n'étaient capables de porter un remède efficace au brigandage de toute espèce qui désolait le pays. Toute mesure de gouvernement était déclarée tyrannique. Tout désordre contre la monarchie, et même contre la propriété et les personnes, était couvert d'un nom libéral, d'un but de liberté et comme tel défendu et protégé par les autorités françaises.

L'armée réduite au dernier point n'avait pas seulement à maintenir la tranquillité dans les villes contre les entreprises des démagogues; il lui fallait encore combattre les bandes qui se formaient. Elles étaient battues le 12 avril à Carosio, et Rocca Grimalda, le 22 celles de Pallanza à Gravellona. Bonaparte avait complété ses succès dans l'année précédente

Alvinzi avait fait une nouvelle tentative en novembre pour dégager Mantoue, et avait repoussé Bonaparte à Bassano le 1er et à Caldiero le 12, l'obligeant à se replier sur Vérone. Mais les Français reprirent leur revanche dans les journées du 15, 16 et 17, et Alvinzi dut se retirer sur Vicence. Davidovich qui, avec une autre colonne, était descendu par l'Adige et parvenu jusqu'à Peschiera, dut également se replier sur le Tyrol.

Au mois de janvier Alvinzi renouvela une attaque sur deux colonnes Celle qu'il conduisait par l'Adige fut battue à Rivoli par Bonaparte, qui se portant ensuite contre l'autre colonne parvenue dans les environs de Mantoue par Legnago, la battit également. Ce double succès amena la reddition de Mantoue le 2 février.

Bonaparte se voyant désormais maître de l'Italie, voulut assurer sa position par des traités onéreux avec les différentes Puissances italiennes. Le général Clarke lui fut envoyé par le directoire pour l'aider à la besogne.

On fit sentir au Roi qu'il devait contracter une alliance offensive et défensive avec la république. Au point, où en était le gouvernement du Roi, il n'y avait plus moyen de résister à cette pression. Le seul moyen de sauver la monarchie était de s'allier avec le directoire et spécialement de gagner l'appui de Bonaparte, parce que cette liaison mettrait fin à toutes les tentatives des généraux et commissaires français d'entraîner le Piémont dans le bouleversement général.

Le marquis de St-Marsan fut chargé de traiter avec le général Clarke, et le 25 février (7 ventose, an V) ils ébauchèrent à Boulogne un projet, qui fut ensuite converti en traité d'alliance offensive et défensive par Clarke venu à Turin, et le chevalier Damien Priocca le 5 avril 97 (16 germinal, an V). Le Piémont se trouvait forcément dans la dépendance absolue de Bonaparte, dont les succès avaient assuré la prépondérance française. Aussi le directoire qui tenait tant à l'alliance avec la Sardaigne au commencement de l'année, la négligeait depuis au point de ne pas présenter le traité à la ratification du corps législatif. Ce dut être au gouvernement du Roi de faire des instances pour obtenir la reconnaissance d'un traité, dont on espérait un abri contre les insolences des agens français. Le conseil des Cinq-cents le ratifia enfin le 22 octobre, et celui des Anciens le 1er novembre 1797.

Digitized by Google

CHAPITRE XVI.

État du Piémont. — St-André gouverneur de Turin. — Insurrections comprimées. — Mauvaise foi du gouvernement français. — Ils occupent la citadelle de Turin. — Graves desordres excités par la garnison française. — Joubert s'empare du Piémont. — Protestation du ministre du Roi. — Joubert force le Roi à renoncer au pouvoir. — Acte de renonciation. — Depart de Charles Emmanuel. — Il s'embarque pour la Sardaigne. — Otages à Grenoble. — Excès révolutionnaires. — Arrogance française. — Succès des alliés. — St-André commandant général des troupes. — Delivrance de Turin.

La paix de Campoformio faisait espérer que les Français évacueraient, au moins en partie, l'Italie; mais l'institution de la république cisalpine laissait entrevoir des projets sinistres pour la monarchie sarde. D'ailleurs Bonaparte qui voulait le Piémont avec lui pour combattre les Autrichiens, et désirait par conséquent le conserver bien constitué, ne sentait plus après la paix le besoin de concours; quittant l'Italie, il était rentré en France pour poursuivre d'autres projets.

Les bandes révolutionnaires trouvaient un appui pour se former et se réfugier dans les républiques génoise et cisalpine. Les troupes inébranlables dans leur fidélité comprimaient toutes les insurrections excitées par ces bandes, mais la tâche était rude et ingrate.

Le gouvernement avait encore à lutter contre toutes les prétentions et les réclamations des agens français qui ne gardaient aucune mesure.

Le directoire avait d'abord envoyé comme ministre près du Roi un révolutionnaire niçard, Jacobi, remplacé depuis par Miot. L'un ne valait pas mieux que l'autre.

Le 25 juillet St-André fut nommé gouverneur de Turin. C'était une charge bien épineuse.

En septembre Revel fut appelé de Coni, où il se trouvait avec son régiment, au commandement d'Asti, province dans laquelle avaient eu lieu de graves désordres.

Le flot révolutionnaire débordait par l'appui des Français. Le général Brune qui avait le commandement général de l'armée française en Italie, et le ministre Guinguené, venu remplacer Miot, ne cachaient pas l'appui qu'ils donnaient aux révolutionnaires. En vain Charles Emmanuel avait-il formé le corps auxiliaire qui devait être sous les ordres du général français, en vain

Digitized by Google

observait-il scrupuleusement toutes les clauses du traité, tout était inutile devant la rage française de républicaniser le Piémont. Les attaques se faisant de plus en plus fortes, surtout à la frontière génoise et suisse, on appela sous les armes le tiers de chaque régiment provincial qui avait été renvoyé à la maison.

Revel marcha avec son régiment sous les ordres du comte Alciati, et Coni montra son ancienne bravoure niçarde à l'attaque de Montariolo et défense d'Oneille.

Le directoire fit mine de mettre le holà aux entreprises des républiques limitrophes, mais en même temps Brune voulut occuper la citadelle de Turin pour empêcher qu'on ne tyrannisât les patriotes, et le 28 juin (10 messidor, an VI) une convention fut signée par lui et le marquis de St-Marsan pour l'occupation provisoire de la citadelle de Turin, qui s'effectua le 3 juillet. L'article troisième portait que la troupe française, occupant provisoirement la citadelle de Turin, ne passerait jamais armée dans la ville, mais seulement par la porte de la citadelle, dite de secours.

L'article septième fixait l'occupation à deux mois.

Les soldats français se firent un jeu d'insulter le Roi et le pays par des propos et des chants révolutionnaires, s'unissant à la canaille démagogue de la ville. Les habitans étaient exaspérés et ne voulaient pas supporter pareilles insultes. En vain St-André réclamait auprès du ministre français; celui-ci appuyait les furibondes déclamations du commandant de la citadelle, général Collin, qui, à propos d'une rixe provoquée par les soldats français le 11 juillet, écrivait à St-André: « Je suis vivement af-
» fecté des crimes qui se sont commis hier dans votre ville contre quatre
» soldats français sans armes et sans aucune agression ni motif : vous con-
» naissez également les précédens.

» Je suis instruit qu'il existe à Turin un grand nombre d'assassins et
» qu'il augmente chaque jour.

» Je sais qu'on a permis à vos soldats de faire aiguiser leur sabre;
» ce qui était défendu avant l'entrée des Français à la citadelle, tandis
» que les nôtres sont en ville sans armes et dans la plus grande confiance.

» Je sais encore qu'on indispose le peuple contre les Français, et qu'il
» se tient chaque jour les propos les plus violens et les plus extraordi-
» naires dans les lieux publics.

Digitized by Google

» Vous sentez, monsieur, que de pareils avis ne sont pas satisfaisans, » surtout lorsqu'ils sont accompagnés de faits aussi frappans que ceux qui » se sont succédés.

» J'espère que les événemens fixeront votre attention d'une manière » particulière, et que vous prendrez des mesures rigoureuses pour les » arrêter.

» Je réprimerai tous les actes d'indiscipline de la manière la plus sé- » vère, mais il faut, je le répète, que vous empêchiez les assassinats. J'ai » rendu compte au général en chef de ces accidens fâcheux, et de la de- » mande que je vous fais ».

St-André répondit immédiatement à Collin :

» Je ne suis pas moins affecté que vous, mon général, des tristes évé- » nemens de hier. Vous pouvez être persuadé que les ordres les plus pré- » cis sont donnés pour trouver le coupable, afin qu'il subisse la peine que » son crime mérite.

» Je puis vous assurer qu'il n'existe pas de rassemblement d'assassins » dans cette ville. Les personnes qui vous ont donné cette notion sont » celles peut-être qui désirent le trouble, espérant y parvenir en aigris- » sant les agents des deux gouvernemens.

» Je puis encore affirmer que le rapport qu'on vous a fait, que les sol- » dats ont fait aiguiser leur sabre depuis l'entrée des Français à la cita- » delle, est au moins exagéré; je vais donner des ordres pour qu'une visite » exacte soit faite, et qu'on fasse ôter le fil aux sabres qui se trouveraient » l'avoir.

» La conduite violente de vos soldats, surtout envers des femmes et dans » les cabarets, peut avoir fait tenir des propos au peuple ; je les répri- » merai autant qu'il dépendra de moi. Je vais publier là-dessus un ma- » nifeste.

» Je vous prie, mon général, d'être persuadé du chagrin que me cause » ce qui s'est passé et de l'empressement que je mettrai à prévenir que » de pareils malheurs n'arrivent plus. J'y donnerai toute mon attention, » heureux si par mes soins et la vigilance du gouvernement je parviens » à faire cesser les plaintes.

» Je vous remercie des ordres que vous m'assurez donner pour con- » tenir vos soldats. Je ne doute pas que nous ne parvenions à empêcher

» des désordres ultérieurs, s'ils s'abstiennent d'attaquer les femmes et de
» faire des insultes, lorsqu'ils sont pris du vin.

» Comptez sur ma loyauté et recevez .... »

Mais chaque jour c'était une nouvelle insulte. St-André tâchait d'être prudent et ferme. Tout en déplorant l'abaissement auquel on était réduit, il ne songeait qu'à servir son Roi. Chéri des troupes et respecté par les Turinais, il payait de sa personne toutes les fois que le désordre menaçait de devenir grave.

Le 16 septembre une mascarade insultante pour la religion et la monarchie sortit de la citadelle et vint parader sur les allées contiguës à la ville, lieu de promenade habituelle. La population irritée commençait à manifester son ressentiment que les Français continuaient à exciter par leurs injures, et en adressèrent même aux troupes envoyées pour prévenir tout conflit. Les soldats quoique offensés continuèrent d'abord à retenir la population, mais bientôt exaspérés, ainsi que les habitans par la continuation des insultes, ils allaient faire cause commune contre les Français. Ceux-ci étaient renforcés par leurs camarades de la citadelle et poussés par la canaille. Une lutte était imminente, quand St-André prévenu à temps accourut sur place, et réussit par son influence à faire rentrer la population dans ses foyers et les soldats aux quartiers. Le général Ménard de son côté en fesait autant pour les Français, et on évita ainsi un carnage dont on n'aurait pu prévoir les suites.

Naturellement les réclamations des Français furent plus violentes que jamais et auraient été poussées au dernier point, si le général Ménard témoin de l'affaire n'avait fait connaître la vérité au directoire. Collin et Guinguené furent rappelés, et plus tard Brune. Ils furent remplacés par Ménard, Eymard et Joubert. Les menées révolutionnaires n'allaient pas moins leur train. Le 2 décembre les Français demandèrent la remise de l'arsenal de Turin, et qu'on fît marcher le contingent. Celui-ci était déjà tout prêt. Le Roi en appela au directoire, mais inutilement, Grouchy vint remplacer Ménard à la citadelle.

Le 5 décembre les Français s'emparaient par surprise traîtreuse de toutes les places du Piémont, et marchaient sur Turin. Ceux de la citadelle levaient les ponts, braquaient les canons sur la ville, et Joubert proclamait l'occupation du Piémont par la France, y ajoutant les plus noires calomnies contre le gouvernement du Roi.

Digitized by Google

St-André ne savait comment contenir la troupe et la population; il aurait voulu qu'on tombât avec fermeté et dignité. Le Roi ne voulut rien tenter, et d'accord avec Priocca, St-André publia le 6 un manifeste, où il faisait connaître la déclaration de Joubert, et recommandait au nom du Roi la patience, la modération, en un mot la résignation.

Mais quand le lendemain on sut l'occupation des places par les Français, le chevalier Priocca publia une notification, où il disait: qu'après le manifeste publié le jour précédent par le gouverneur, où étaient énoncées les déclarations du général français et les intentions de S. M. pacifiques et amicales envers les Français, on avait appris la surprise des places. « Un tel événement ne peut être attribué qu'aux soupçons calomnieuse-
» ment insinués par les ennemis du Roi dans l'esprit des Français ». Que le Roi avait toujours été fidèle à ses engagemens, uniquement préoccupé de préserver ses sujets de tant de calamités. Qu'on avait fourni aux Français tout ce qu'ils avaient demandé au-delà de ses obligations. Qu'après avoir remis la citadelle de Turin, et ordonné au contingent prescrit de marcher, il n'avait consenti à la remise de l'arsenal parce que cela était complètement en dehors du traité. « Pendant qu'on attend l'issue des démarches
» faites près du gouvernement français et près de son général en chef en
» Italie, les troupes françaises établies dans la citadelle de Turin prennent
» toute mesure défensive contre la ville; l'ambassadeur de la république
» s'y retire, faisant enlever l'écusson français de son palais; on arrête
» un courrier royal venant de Paris, porteur de dépêches pour la légation
» d'Espagne et le ministre du Roi; enfin on occupe de force les villes de
» Novare, Alexandrie, Chivas et Suse.

» S. M. vivement émue par des événemens si inattendus ne pensant ce-
» pendant qu'à en épargner de plus funestes, n'a pas manqué d'essayer
» toute voie de conciliation avec l'ambassadeur, soit par son ministre, soit
» par les bons offices d'une Cour alliée. Un officier a même été expédié
» au général en chef pour tenter tout moyen d'arrêter les progrès d'une
» menaçante calamité.

» S. M. sentant de n'avoir jamais manqué à ses devoirs de fidélité en-
» vers ses amis et d'affection envers ses sujets, veut que tous connaissent
» sa conduite loyale et sincère, et proteste devant tous de n'avoir donné
» aucun motif aux malheurs qui viennent frapper ses sujets, à la fidélité

Digitized by Google

» et attachement désquels Elle répondra toujours par la plus affectueuse » tendresse ».

Cette protestation royale signée par Priocca poussa les agens français à la violence, car ils ne pouvaient nier leurs torts, ni justifier leur trahison. Leurs troupes se réunissaient autour de Turin. Joubert y vint pour augmenter encore la menace.

Charles Emmanuel ne sut pas résister à une pareille situation, et voulant épargner à ses sujets les désastres dont ils étaient menacés, il se résigna à renoncer à son pouvoir par l'acte suivant, rédigé par le marquis Raymond de St-Germain, son grand écuyer, et par le général Clausel (1), le 9 décembre.

Art. 1er Sa Majesté renonce à l'exercice de tout pouvoir; et avant tout Elle ordonne à tous ses sujets, quels qu'ils puissent être, d'obéir au gouvernement provisoire qui va être établi par le général français.

Art. 2me S. M. ordonne à l'armée piémontaise de se regarder comme partie intégrante de l'armée française en Italie, et d'obéir à son général en chef, comme à Elle-même.

Art. 3me S. M. désavoue la publication de la proclamation répandue par son ministre, et ordonne à Mr. le chevalier Damien de se rendre à la citadelle de Turin comme garant de sa foi, et de sa ferme intention, qu'aucun recours quelconque ne puisse être porté contre le présent acte énoncé de sa propre volonté.

Art. 4me S. M. ordonne au gouverneur de la ville de Turin de recevoir et de faire exécuter exactement tous les ordres que le général français commandant la citadelle jugera à propos de lui donner pour le maintien de la tranquillité publique.

Art. 5me Il ne sera rien changé à tout ce qui a rapport au culte catholique et à la sûreté des individus et des propriétés. Les Piémontais qui voudront transporter leur domicile ailleurs, auront la faculté de sortir avec leurs effets mobiliers dûment constatés, de vendre et de liquider leurs biens et créances pour en exporter le prix.

(1) Le général Clausel se fit donner alors par le Roi un des plus beaux tableaux de sa gallerie, *l'hydropique*, par Gérard Dow. En 1815 on voulait que le Roi Victor Emmanuel se fît restituer ce chef-d'œuvre avec les autres, dont on avait dépouillé le Piémont. Le Roi ne le permit pas, disant qu'il ne voulait pas reprendre ce que son frère était censé avoir donné.

Digitized by Google

Les Piémontais absents pourront librement revenir en Piémont, et y jouir des mêmes droits dont y jouiront leurs concitoyens.

Les Piémontais ne pourront, sous aucun prétexte, être accusés ni recherchés pour propos, écrits, ou faits politiques antérieurement au présent acte.

Art. 6me Le Roi et toute la famille royale pourront se rendre en Sardaigne passant par Parme.

En attendant il ne sera rien changé aux dispositions qui regardent la sûreté de la personne.

Jusqu'à son départ ses palais et ses maisons de campagne ne seront point occupés par les troupes françaises; rien ne sera distrait de ce qui existe, et la garde continuera à être confiée à ceux qui y sont maintenant employés.

Elle sera accompagnée par des détachemens d'égale force de ses gardes et de troupes françaises.

Art. 7me Les passeports et les ordres nécessaires seront donnés pour que S. M. et toute sa famille arrivent sûrement au lieu où elles se retirent.

Art. 8me Dans le cas où le prince de Carignan resterait en Piémont, il y jouirait de ses biens, maisons, et autres propriétés; il pourra toujours en sortir, ainsi qu'il est réservé par l'article cinquième pour les habitans du Piémont.

Art. 9me L'état des caisses publiques et l'inventaire des archives sera remis sur-le-champ, et les scellés apposés sur les caisses.

Art. 10me Les vaisseaux des Puissances étrangères qui sont ou seront en guerre avec la république française ne pourront jamais être reçus dans les ports de l'île de Sardaigne.

Fait et arrêté à Turin ce 9 décembre 1798 = 19 frimaire, an VII de la république une et indivisible.

CLAUSEL
Adjudant général.

Raymond de ST-GERMAIN
Grand écuyer.

Consenti et arrêté par moi
C. EMMANUEL.

Approuvé et accepté.
Le général en chef
JOUBERT.

Je garantis que je ne porterai aucun empêchement au présent acte.
VICTOR EMMANUEL.

On ne peut s'expliquer tant d'humiliation acceptée par le Roi, sinon par un excès de dévotion qui lui faisait oublier qu'il était non seulement chrétien, mais aussi Roi.

Quant à ceux qui rédigèrent et conseillèrent un tel acte, évidemment ils étaient terrifiés par l'idée qu'on pût faire subir au Roi et à la famille royale le même sort qu'à Louis XVI. Voyant tout perdu, dans leur dévouement pour le Roi, ils songèrent plus à sa personne qu'à sa dignité. La résistance était impossible; elle n'aurait fait qu'augmenter effroyablement les malheurs des bons Piémontais, mais on pouvait céder avec plus de dignité. Le Roi s'oublia dans l'espoir de sauvegarder ses sujets, et ses conseillers oublièrent leur fierté nationale pour ne songer qu'à sa personne qu'ils voyaient déjà menacée de l'échafaud. Charles Emmanuel partit le soir même du 9 pour Livourne, d'où il s'embarqua le 24 février 1799 pour la Sardaigne. Les Français s'étaient de suite emparés des portes de Turin et de l'arsenal, et établi le gouvernement provisoire. Les mesures de proscription commencèrent, et le 25 décembre Grouchy écrivait à St-André, ex-gouverneur de Turin, l'ordre suivant (5 nivose, an VII):

« Le général en chef de l'armée d'Italie ordonne, citoyen, que vous vous » éloigniez sans délai du Piémont, pour vous rendre en France dans la » commune de Grenoble, où vous resterez sous la surveillance immédiate » de l'administration municipale.

» Cet éloignement momentané ne vous privera ni de la jouissance ni de » la disposition d'aucun de vos biens; je suis chargé de vous en donner » l'assurance la plus formelle. Il sera seulement nécessaire que vous ju- » stifiez de votre résidence à Grenoble en en transmettant au gouverne- » ment provisoire l'attestation émanée des autorités constituées de cette » commune.

» Veuillez m'accuser réception de cette lettre et me prévenir des accom- » plissemens des ordres du général en chef ».

Cet ordre arrêta St-André à Pizzighettone, en route pour se rendre en Toscane. Il obtint avec peine de différer son voyage jusqu'au printemps, vu son âge et la rigueur de la saison. Mais ses fils qui reçurent le même ordre durent partir abandonnant leur famille. Le 1er janvier ils traversaient le Mont-Cénis. Le 16 Cavalli, président du gouvernement provisoire du Piémont, accusait réception de l'attestation de leur résidence à Grenoble, où

ils étaient arrivés le 5. On comptait parmi les ôtages envoyés à Grenoble la marquise Del Borgo, le marquis de St-Marsan et sa mère, le comte de Castellengo, le comte de la Turbie, le commandeur Policarpo d'Osasco, le général Dellera, le comte Radicati, deux frères Priocca, le comte Alciati, l'abbé Leardi et le comte Solar Jarba; on conçoit quel triste effet produisit cette espèce de déportation. D'autre part les acquéreurs de biens d'émigrés niçards et savoyards s'empressaient de faire envoyer des listes dénonciatrices par les municipalités niçardes et savoyardes, pour demander l'expulsion de ces émigrés: « la juste horreur que vous inspirent ces en-
» nemis de tout ordre social nous est un sûr garant qu'ils ne continue-
» ront pas à séjourner impunément dans le Piémont devenu libre, et que
» vous allez prendre les mesures les plus efficaces pour les forcer à sortir
» d'un sol qui ne doit pas être le leur. La seule présence de ces individus
» est un délit dans un gouvernement républicain; pénétrés de cette vérité,
» vous vous servirez sans doute de tous les moyens qui sont en votre pou-
» voir pour que ces hommes altérés de sang et de carnage ne parvien-
» nent à tramer dans votre patrie leurs projets si familiers d'assassinat et
» de contre-révolution, et ne parviennent ainsi à y organiser le trouble et
» le désordre ». Cette épître de l'administration centrale du Mont-Blanc, signée par Charles Bavoux et adressée au gouvernement provisoire du Piémont, donne une idée des autres. La plupart étaient au service du Roi dans l'armée, et auraient dû y être conservés, mais le général Grouchy donnait l'ordre au gouvernement provisoire (1) de leur faire cesser leurs fonctions « et les faire sortir, *sous le délai d'une décade*, du territoire pié-
» montais, en leur intimant la défense d'y rentrer sous quelque prétexte
» que ce soit, et leur signifiant qu'ils ne peuvent habiter aucun des pays
» occupés par les troupes françaises, ni dans les républiques alliées, le
» tout sous peine d'être arrêtés et punis selon la rigueur des loix ».

En vain Serra, commissaire ordonateur en chef des troupes piémontaises, qu'on chargeait de cette expulsion, représentait qu'il fallait donner le temps à ces officiers de justifier leur position et régler leurs droits, que d'ailleurs partie d'eux ne dépendait pas de Grouchy, puisqu'ils étaient dans les corps auxiliaires unis à l'armée française et au-delà du Tessin. Grouchy voulait;

(1) Général Grouchy au gouvernement provisoire du Piémont, 5 ventose, an 7 (23 février 1799).

Digitized by Google

lui qui écrivait au gouvernement provisoire en lui ordonnant de lui expédier sur le champ des brevets d'officier qu'il avait demandé: « il n'est pas d'exa- » men à porter quand le général en chef a ordonné », 11 nivose (31 décembre). Il mettait aux arrêts le colonel du quatrième dragons (formé par Piémont royal et Savoie cavalerie) parce qu'il avait obéi à un ordre du comité de guerre.

Des gardes du corps on fit un escadron de carabiniers, et les moins aptes furent passés à la gendarmerie.

Le général Suchet, chef d'état major de l'armée française, poussait vivement pour que les municipalités fissent rentrer les déserteurs. On voulait avoir les soldats, car quant aux officiers, Grouchy disait ouvertement qu'il valait mieux les avoir français.

On saisissait les chevaux de la noblesse à fin de monter la gendarmerie, et les officiers français se les appropriaient; ceux de trait étaient pour l'artillerie. La curée était grande pour tous ceux qui avaient fait part des bandes insurrectionnelles (1).

Quant au gouvernement provisoire, il était le seul à se prendre au sérieux, car un mot d'un officier supérieur au général français était supérieur à ses ordres; il ne pouvait non plus arrêter le gaspillage général.

Campana, nommé commandant général de la garde nationale, cherchait inutilement à l'organiser. Ce qui est remarquable dans les instructions données à ce sujet par Grouchy, ce sont les paroles suivantes: « J'ai donné pour » instructions aux commandans des quatre divisions militaires, dans les- » quelles j'ai partagé le Piémont, de ne point contraindre au service de

(1) À peine on a respiré la liberté dans cette commune, la plupart de ceux obligés par l'ancien gouvernement à s'éloigner, sont venus pour jouir de la régénération. La municipalité se fit un devoir de contribuer à leur bien-être en les logeant dans les différens couvents. Mais ils ne peuvent s'y trouver bien, et on se plaint que pour se chauffer ils brûlent meubles, portes et fenêtres; et quelques uns déshonorent le nom républicain, dont ils se vantent à tort, par les actions qu'ils commettent. La municipalité désirerait pourvoir au bien-être des républicains et réparer en quelque sorte les maux qu'ils ont souffert, mais il ne faudrait pas que la tranquillité privée et publique fût compromise par ces individus, et spécialement par ceux qui appartenaient aux bandes patriotes Trombetta et Barrera. (La municipalité de Turin au gouvernement provisoire, 27 nivose, 16 janvier 1799).

» la garde nationale les ministres du culte catholique. S'ils le font volon-
» tairement, leur ai-je dit, tant mieux, mais qu'il ne soit pris aucun moyen
» coërcitif. C'est à la philosophie à détruire les préjugés religieux; la per-
» sécution ne fait que les enraciner » 6 nivose (26 décembre 1798). Bientôt la nouvelle de la reprise des hostilités et des succès des alliés vint augmenter le désordre et la rigueur des mesures républicaines.

Scherer battu par les austro-russes avait été remplacé provisoirement par Moreau. Celui-ci ne put également tenir contre les alliés et se retira en Piémont, d'abord à Turin et ensuite à Alexandrie. Le 4 mai Souwarow entrait en Piémont. Ce jour même on arrêtait St-André pour être traduit en France. Heureusement pour lui en arrivant à Suse, il fut reconnu par plusieurs paysans qui avaient servi sous ses ordres, ils s'organisèrent, et quand le lendemain, 13 mai, l'escorte se mettait en route pour passer le Mont-Cénis, elle fut attaquée et St-André délivré. Fourni d'un déguisement et d'un bon guide, il parvint à rejoindre Souwarow qui était à Castelnovo Scrivia. Le généralissime lui adressait le 22 mai la lettre suivante: « Com-
» ptant sur le zèle de Votre Excellence pour la bonne cause, sur ses ta-
» lens, et ses expériences militaires, et surtout sur son attachement pour
» son Roi, je vous charge, monsieur le comte, de réorganiser l'armée pié-
» montaise et de la commander contre l'ennemi commun.

À la même époque les ôtages de Grenoble étaient internés à Dijon.

Les populations se soulevaient de tout côté au cri de vive le Roi. Les rôles se changeaient. Ceux qui avaient dû fuir devant la persécution, poursuivaient leurs persécuteurs, et on eut à déplorer les excès de toute réaction quelconque.

Grouchy avait abandonné Turin en y laissant le général Fiorella pour la défendre avec le concours de la garde nationale. Le gouvernement provisoire d'alors, composé de Capriata, Geymet, Pelisseri et Rossignoli, quitta également Turin pour s'établir à Pignerol. Les bandes de Brandaluccioni battaient déjà les environs de la ville, audevant de Wukasowitch qui s'avançait par le Canavais avec le prince de Rohan.

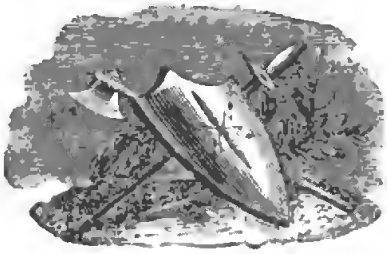
Wukasowitch attaqua Turin le 26 mai. Les Français étaient trop faibles pour défendre la ville et la citadelle, et le concours de la garde nationale leur manquait tellement, que le lendemain, 27, les habitans ouvrirent la porte de Pô aux alliés qui, entrant précipitamment, laissèrent à peine aux

Digitized by Google

Français le temps de lever les ponts de la citadelle, où Fiorella se montra décidé à se défendre.

Les alliés étaient également empressés de s'en emparer afin de consolider la reprise du Piémont par l'occupation de la capitale.

D'abord les Français tirèrent sur la ville, mais on fit ensuite une convention, par laquelle les alliés n'attaqueraient que par la campagne, et les Français ne batteraient pas la ville. Le 13 juin la première parallèle était ouverte de St-Sauveur à porte Suse. Le 17 la deuxième, et le 22 la citadelle était remise par les Français qui se retirèrent avec tous les honneurs de la guerre.



Digitized by Google

CHAPITRE XVII.

Dispositions de St-André pour rtéablir le gouvernement royal. — Conseil suprême de régence. Opposition indirecte de l'Autriche. — Comte Concina commissaire impérial. — Question du serment. — Prétentions hostiles de Concina. — St-André lieutenant général du Roi dans les etats de terreferme, reconnu par Souwarow, éludé par Mélas. — Justification de la conduite du Piémont en 1797 et 98. — État du Piémont. — Bataille de Novi. — Jalousie entre les Russes et Autrichiens. — Duc d'Aoste obligé de se tenir à l'écart. — Départ de Souwarow. — Melas lève le masque et veut le pouvoir suprême. — Opposition du conseil suprême. — Détresse du Piémont. — Arrogance des Autrichiens.

St-André, comprenant l'importance de profiter des bonnes dispositions du général Souwarow à l'égard du Roi, se porta immédiatement à Turin, dont il reprit le gouvernement et publia une proclamation à l'armée (2 juin) pour annoncer qu'il en prenait le commandement. Il appela à la direction des affaires les anciens chefs de service, suppléant aux manquans par ceux plus capables; Mussa à la guerre, Cerruti à l'intérieur, Borgese aux finances, Villa aux affaires étrangères, Serra à l'office de la solde. Souwarow en entrant en Piémont avait appelé au nom du Roi tous les régiments provinciaux sous les armes. Il en était résulté des corps mal organisés par suite du bouleversement révolutionnaire. Le trésor public d'ailleurs était dans l'impossibilité de les payer. St-André obtint de Souwarow de pouvoir les congédier, afin de rendre tant de bras nécessaires à l'agriculture. Par contre, plusieurs officiers distingués étaient chargés dans les différentes provinces de réunir et réglementer les sous-officiers et soldats d'ordonnance. Le comte Provana-Bussolin fut chargé de concentrer ces différens corps pour l'infanterie, le marquis de Chafardon pour la cavalerie, le colonel Roccati pour l'artillerie, le brigadier Freylin pour le génie.

Un conseil suprême de régence, présidé par St-André, avait été institué par Souwarow le 26 mai pour le gouvernement des états du Roi jusqu'à ce que fussent parvenus les ordres de S. M. Le Roi régularisa l'institution, et toutes les autorités constituées au 8 octobre 1798 étaient réinstallées. Le conseil suprême était composé de Cerruti - Pateri - Serra - Fabar - Brea - Massimino - Borgese. Le Piémont était abîmé par les réquisitions des Français, par les dépenses extravagantes des révolutionnaires, et par

l'occupation austro-russe qui croyait avoir droit à tout. Les provinces, occupées tour-à-tour par les Français et les alliés, étaient épuisées. Les militaires piémontais se trouvaient en partie dans les rangs français, en partie recueillis dans l'armée alliée, et en partie en corps détachés qui généralement se rallièrent au parti du Roi. Mais la difficulté de réorganiser l'armée était accrue non seulement par le manque d'argent, mais essentiellement par le mauvais vouloir du gouvernement autrichien.

Le maréchal Souwarow en entrant en Piémont avait proclamé le rétablissement du gouvernement du Roi, l'avait fait inviter à revenir dans ses états de terreferme, et avait ordonné à tous les Piémontais de se rallier autour du drapeau royal, et tous ceux faits prisonniers dans les rangs français devaient être délivrés et incorporés dans l'armée royale qu'on organiserait.

(1) « Il n'est pas douteux que la chancellerie de Vienne et le baron de » Thugut ne cherchent à contrecarrer de tout leur pouvoir le maréchal » Souwarow, soit par une jalousie nationale, soit par dépit de ce que » le maréchal ne veut dépendre en rien de ce ministère. Aussi le baron » Thugut a-t-il marqué ouvertement de désapprouver la proclamation pu- » bliée par le maréchal lors de son entrée en Piémont, ainsi que les ordres » donnés par lui au sujet des prisonniers piémontais. Quant à ceux-ci il » est certain que l'officier, chargé par le maréchal de les renvoyer en Pié- » mont pour y former un corps d'armée, a eu ordre de cette Cour de passer » outre et de se rendre incessamment à Vienne. Non seulement cet officier » ne fut pas désapprouvé de ce qu'il n'avait pas donné d'engagement aux » 400 hommes qu'il avait enrôlé pour l'armée piémontaise, comme il en » avait été autorisé par le marquis de Chateler, mais il obtint en outre un » avancement inespéré. Le baron de Thugut ne cesse de reprocher au Roi » de Sardaigne la paix de 1796 et les ménagemens que des circonstances » impérieuses l'ont forcé à avoir pour les Français ».

Dans une lettre du Roi à son premier écuyer le chevalier Cajetan Balbe, envoyé en mission près les différentes Cours d'Europe, pour les intéresser au rétablissement de la monarchie en Piémont, on lit (2 mai 1799) : « Nous » ne vous dissimulerons cependant pas que le plus grand obstacle à ce

(1) Dépêche du comte Rossi ministre de Sardaigne à Vienne, 10 juillet 99.

» sujet nous le rencontrerons dans la Cour de Vienne qui, alléchée par la » perspective des avantages qu'elle pourrait obtenir dans une pacification » générale par suite de l'incorporation du Piémont à la France, ou à une » des deux républiques cisalpine ou génoise, ne se montrera pas favorable » à notre retour. Nous avons tout motif de croire exact le rapport qui nous » a été remis dans le temps que, lors des négociations de paix en septembre » dernier, l'Empereur a proposé à la France d'échanger le Piémont avec » une partie du territoire romain, et d'incorporer nos états à la république » cisalpine, qui cèderait une partie de son territoire à l'Autriche pour l'an- » nexer à ce qu'elle possède déjà en Vénétie ».

Le mauvais vouloir et l'ambition de l'Autriche étaient donc un obstacle sérieux au rétablissement de la monarchie et à la réorganisation du Piémont.

St-André, tout en ménageant les Autrichiens, chercha à intéresser Souwarow en faveur du Roi, et il écrivit à l'Empereur de Russie pour lui exprimer toute la reconnaissance qu'on avait pour les ordres qu'il avait donnés au généralissime en faveur du rétablissement de la monarchie. Paul lui répondit le 6 août de Paulowsk: « J'ai vu avec plaisir dans votre lettre du » 21 juin l'expression de votre reconnaissance, et celle des sujets fidèles » à leur Souverain légitime. J'y suis sensible et je serai au comble de mes » vœux quand je saurai S. M. le roi de Sardaigne au milieu de vous, » gouvernant ses états. Mes armées combattent pour la religion, les trônes » et le bonheur des peuples opprimés. Leur rétablissement sera mon uni- » que salaire ».

Mais l'Autriche ne pensait pas ainsi. Dès que Souwarow quitta Turin le 10 juin pour se rendre à l'armée, le comte Concina, commissaire impérial autrichien près l'armée d'Italie, commença à manœuvrer pour remettre toute chose aux mains du général Mélas. Sa grossièreté était encore augmentée par son ignorance de la langue italienne, et de tout usage diplomatique. Dur et arrogant, il ne cessait de requérir pour le service des Autrichiens tout ce que St-André réussissait à grande peine à organiser en troupes et approvisionnemens de toute espèce.

On tâchait d'y satisfaire le mieux possible, mais les ordres étant émanés par St-André au nom du Roi, cela ne faisait pas le compte de Concina.

Comme on réussissait difficilement à réunir les régimens d'ordonnance, St-André autorisa les gouverneurs des provinces à tenir sous les armes une

Digitized by Google

compagnie du régiment provincial de 150 hommes pour le bon ordre. Des milices furent aussi organisées dans les provinces menacées par les Français, des bons officiers furent envoyés pour les mener. « Elles doivent être com-
» mandées par de parfaits royalistes et purgées absolument des vrais en-
» ragés ». Le reste suivra le parti dominant, écrivait St-André au chevalier de Carpené, gouverneur de Verceil. Il recommandait aux gouverneurs et commandans de témoigner les plus grands égards aux officiers autrichiens, « passez-leur même des caprices » écrivait-il au général Dellera, gouverneur de Mondovi, et à celui de Casal, général Della Torre, en l'engageant à éviter toute mésintelligence avec le colonel autrichien qui s'était plaint; « quelques
» diners donnés à propos militairement rendront la souplesse au colonel.
» À en juger par la nature de ses plaintes, je crois, que le verre à la main,
» il oubliera bientôt tout ce qu'il a écrit ».

Son entourage tenait le même langage. Le commandeur Louis d'Osasco, adjoint au gouvernement, qui avait toute la confiance de St-André, écrivait: « Nous vivons, comme vous savez, sous tutèle, et nous n'avons d'autres
» manières de nous consoler, si non de ne jamais oublier que ces messieurs
» sont nos libérateurs ». Et le marquis César d'Azeglio, également adjoint au gouvernement, écrivait comme instructions: « À l'égard de la conduite
» à tenir avec les commandans autrichiens, c'est celle d'un homme faible
» avec un homme fort ». Mais tout cela n'arrêtait pas l'intrigue autrichienne.

À peine placé par Souwarow à la tête de l'armée, St-André, d'accord avec le maréchal, avait ordonné qu'on fît prêter serment aux troupes piémontaises, au fur et à mesure qu'elles se réorganisaient, selon la formule suivante:

« Soldats! Le Roi en partant pour la Sardaigne vous a dispensé du ser-
» ment que vous lui aviez prêté en entrant au service. Il vous y rappelle
» aujourd'hui. Braves soldats! L'amour pour le Roi, l'intérêt de la patrie
» et le vôtre vous y engagent. Au cri de vive le Roi, que chacun de vous
» y réponde, et lève le bras en signe du serment que vous prêtez à Sa
» Majesté ».

Le serment fut prêté.

Mélas ne pouvant s'opposer directement à une pareille mesure, demanda d'abord que tous les soldats d'ordonnance piémontais fussent organisés et

Digitized by Google

considérés comme corps francs à disposition du général autrichien, que les corps francs impériaux Brentano et Belgioioso fussent autorisés à recevoir tous les soldats piémontais qui se présenteraient.

(1) « Le 28 juin je reçus par une lettre du général Keim un ordre du » général en chef autrichien qui me demandait que les troupes du Roi » prêtassent serment de nouveau pour servir pendant cette guerre. La tra- » duction de l'allemand produisait des phrases baroques et parfois des » constructions inintelligibles. Je pensais répondre en écrivant directement » au maréchal et au marquis Chasteler. Mais, persuadé que ces affaires » exigeaient des explications verbales, et qu'il était d'ailleurs important d'é- » tablir au quartier général une personne qui possédât à la fois la confiance » de V. M. et celle des généraux alliés, je chargeai de ces lettres le comte » Derossi gouverneur d'Arone, en qui je trouve ces qualités réunies. Il allait » partir quand je reçus une lettre du maréchal qui réduisait et expliquait » la demande du général Mélas à 6 bataillons d'infanterie légère formant » 7200 hommes, que l'Empereur des Romains prendrait à sa solde. J'avoue » que j'ai vu avec une satisfaction singulière la bonne volonté qu'il nous » témoigne.

» S'il n'était survenu aucun nouvel incident, la demande n'aurait eu » aucun inconvénient. Les finances de V. M. y gagnaient les frais de l'en- » tretien de ces troupes, qui n'en auraient pas moins servi à la défense du » pays. Je voyais avec plaisir que l'on armait enfin les Piémontais. Les » uns au service de l'Empereur, les autres sous les drapeaux du Roi, n'en » formaient pas moins ce centre de ralliement, autour duquel doivent se » réunir au besoin tous les amis de la religion, du Roi, et de leur propre » sûreté.

» Quelques mots lâchés au comte Serra par monsieur Concina annon- » cent cependant qu'il se propose de trouver dans les finances royales les » moyens de fournir à la solde de cette infanterie piémontaise. Malgré la » perte de ce profit, il resterait encore un avantage précieux, si le régime » autrichien rétablissait promptement cette exactitude de discipline, de la- » quelle le relâchement précédent et la désorganisation républicaine nous » tiendraient encore longtemps éloignés.

» Le 30 juin le commissaire impérial demanda que le conseil suprême

(1) Rapport de St-André au Roi.

Digitized by Google

» s'assemblât extraordinairement dans l'après-dîner, et communiqua une » note autrichienne, par laquelle toute promulgation serait interdite au » conseil et à moi sans l'approbation préalable du général Mélas, qui ne » pourrait même toujours l'accorder sans consulter le cabinet même de » Vienne. Notre réponse unanime fut que nous renoncions à siéger au » conseil après une injonction aussi incompatible avec nos devoirs, nos » sermens, et le manifeste même du maréchal, par lequel il nous avait » chargés du soin du gouvernement. Le comte Concina envoya le lende- » main la note, et le conseil se proposait d'envoyer le comte Serra vers » les généraux alliés. Une nouvelle traduction de la note communiquée (1) » le jour après fit changer cette détermination, et on me laissa le soin d'écrire » sur un objet qui pouvait paraître n'intéresser que moi seul, ce que j'ai » fait par les lettres aux généraux Souwarow et Mélas, dont je joins copie.

» Je les ai envoyées par monsieur Gabet récemment arrivé de Sardaigne » avec la protestation de V. M., datée du 3 (2) mars, qui à été imprimée » et distribuée avec profusion. Je n'ai pas voulu différer davantage à en » référer à V. M., parce qu'il m'a paru pressant de faire connaître la dé- » pendance extrême, à laquelle on veut réduire le gouvernement.

» Je dois seulement ajouter, que si le désagrément me fût personnel, je » m'y serais soumis sans répugnance, content de conserver la bonne har- » monie, quand je le pourrais, sans compromettre la dignité des charges » dont je suis honoré, et les intérêts du Roi ».

La formule du serment que Mélas voulait qu'on fît prêter aux troupes piémontaises avait été combinée de la manière suivante:

« Nous jurons de servir fidèlement Sa Maiesté impériale, royale et apostolique pendant le cours de la présente guerre, comme auxiliaires, en dépendance des ordres reçus au nom de notre roi Charles Emmanuel IV, » auquel nous avons déjà renouvelé notre premier serment ».

(1) Concina, voyant le mauvais effet de sa communication, voulait qu'on la regardât comme officieuse, et qu'on ne lui donnât pas suite. Mais le conseil ne voulant pas se prêter à cet équivoque dangereux, Concina changea deux fois la traduction, et finit par lui donner un caractère personnel contre St-André.

(2) Charles Emmanuel IV déclarait par cet acte, daté de Cagliari 3 mars 1799, que la convention du 9 décembre 1798 n'avait été que provisoire, et qu'il s'était réservé de réclamer contre cet acte dès que les circonstances le lui permettraient.

Ce serment fut prêté, car Mélas écrivit le 14 juillet à St-André: « Le » maréchal m'a communiqué la lettre de V. E. et m'a ordonné de lui ré- » pondre qu'elle n'a qu'à observer soigneusement les ordres que le comte » Concina lui fera parvenir, c'est pour quoi les troupes prêteront le ser- » ment qui à été dressé à cette occasion ».

La lettre de St-André à Souwarow (3 juillet) était la suivante:

« Monsieur le comte Concina a communiqué au conseil les ordres qu'il » a reçus de S. E. monsieur le baron Mélas, par lesquels il demande au » nom du conseil aulique qu'il ne soit plus fait de promulgation sur quel » objet que ce soit sans le consentement du susdit général. Cette prohibi- » tion me concerne particulièrement, et paraîtrait même n'avoir que moi par » objet, d'après une traduction nouvelle de l'article officiel transmise hier.

» J'avoue, monseigneur, que cet ordre m'a sensiblement affecté. Ne croyez » pas qu'ambitionnant une étendue de pouvoir qui flatte ma vanité, j'éprouve » pour ce motif du regret aux restrictions qu'on y apporte; je sais com- » bien il importe que tous nos efforts concourent à la délivrance du Pié- » mont, et j'ose dire que j'ai fait l'impossible pour y parvenir. La détresse » de ce malheureux pays, des incidens particuliers, le défaut de zèle de » quelques individus ont quelquefois retardé l'exécution des ordres; jamais » ce retard n'a pu m'être imputé.

» Je ne demande pas mieux que de conserver avec les généraux autri- » chiens les communications les plus ouvertes, et le concert si important » dans les circonstances actuelles. Je défie que l'on puisse citer un acte » depuis l'heureuse époque de notre délivrance qui n'ait été conforme à » l'intérêt général, qui n'ait été une suite naturelle des pouvoirs des in- » tentions énoncées dans les manifestes de V. A.

» Mais je dois à la confiance qu'elle m'a témoigné, à l'honneur que j'ai » d'être revêtu du gouvernement de cette ville par le Roi; je dois à mon » honneur et au bien de l'état de réclamer contre cette mesure. Comment » pourrais-je donner l'activité nécessaire à la marche des affaires dans le » gouvernement, au rassemblement des troupes, sans la faculté d'agir dans » les momens pressans avec toute la liberté inhérente à l'autorité qui m'a » été confiée?

» J'ai souvent gémi des entraves qu'ont restreint mes efforts, soit par » défaut de moyens, soit par la répugnance que j'ai à paraître outrepasser

Digitized by Google

» les limites de mon autorité; et quand je me fesais une délicatesse de » chercher à en obtenir une extension qui m'aurait donné les moyens de » parer à ces inconvéniens, je me vois encore reserré dans l'exercice de » celle que j'avais, comme si j'avais pu en abuser.

» Je vous le dis sincèrement, monseigneur, il est douloureux d'avoir à » porter la responsabilité du mal que l'on ne peut empêcher, et d'être » limité dans la faculté d'opérer le bien qui se présenterait à faire. Je ne » tiens à ma place, ni par ambition, ni par d'autre motif, que par le désir » de concourir de toutes mes forces au bonheur commun, et au service » du Roi.

» Si V. A. croit trouver ailleurs plus de talens avec un zèle égal, je » n'hésiterai pas un instant à résigner au conseil suprême la charge dont » le Roi m'a honoré, et toute l'autorité dont je suis revêtu, et dans ma » retraite tous mes vœux seront pour le succès de ses armes et pour la » félicité générale qui en dépend.

» Mais à qui que-ce-soit que l'on confie l'autorité qui est actuellement » entre mes mains, il importe par intérêt commun qu'elle soit assez libre » dans ses actes pour l'employer avec promptitude, assez honorée à tout » égard pour n'être jamais compromise. C'est ce que je devais mettre sous » les yeux de V. A. en qui je me repose entièrement, persuadé de l'in- » térêt sincère dont elle est animée pour le bien général, et pour le Roi » mon maître en particulier.

». Le conseil suprême m'a chargé de présenter les mêmes réflexions, si » cette mesure le regarde.

» Quelques différences dans la traduction de la dépêche allemande pro- » duisent cette incertitude, que je vous prie, monseigneur, de faire cesser, » afin de rendre leur cours aux affaires qu'elle a paralisé.

» J'avais songé à faire des variations dans les milices locales de tout le » Piémont, en leur donnant des chefs et des formes analogues au gouver- » nement présent. Les ordres reçus m'ont arrêté dans cette opération que » je crois extrêmement importante.

» Sur de nouveaux avis reçus de Mondovi et l'annonce de l'arrivée de » quelques troupes, que monsieur le baron de la Tour envoye ici de No- » vare, j'ai fait partir deux cents hommes pour le Mondovi. Ils y seront » vendredi 5, et ils resteront jusqu'à nouvel ordre de V A. »

Digitized by Google

Mais si St-André, mettant en avant la supposition d'une hostilité personnelle contre lui, cherchait à sauver le principe d'autorité royale en se sacrifiant, telle n'était pas l'intention de Charles Emmanuel IV. Énonçant (1) ses services et ses mérites personnels, le Roi le nomma (4 juillet) son lieutenant général dans ses états de terreferme avec tous les pouvoirs d'*alter ego*.

Le maréchal Souwarow était crée grand maréchal, avec rang de Prince

(1) Le marquis Charles François Thaon de St-André et de Revel. Grand'croix et général dans nos armées, qui s'est distingué d'une manière spéciale par une longue suite de bons services, et par des sentimens aussi nobles que son sang, après une carrière de postes dignement remplis dans le militaire, a mérité par sa fidélité et son zèle pour le service du Roi les témoignages de la confiance la plus spéciale de mon Auguste Père, qu'après l'avoir destiné commandant à Nice, et de là Vice-Roi en Sardaigne, n'a pas hésité quand l'exigeaient les besoins de l'état, de lui confier le commandement d'une partie de ses troupes; dans laquelle charge il donna telles preuves glorieuses de cette intrépidité et courage, par lesquels il s'était spécialement distingué dès ses premières années, qu'en montant sur le trône nous fûmes pleinement confians d'assurer par ses talens, et son habileté dans les affaires, notre service et celui du pays, et nous le nommâmes gouverneur de Turin. Il répondit en effet à notre attente; et dans l'exercice de ce poste, rendu de plus en plus délicat par les circonstances des temps, nous reconnûmes avec une vraie satisfaction qu'il réunissait en lui les qualités les plus essentielles pour bien gouverner, prudence, clairvoyance extraordinaire, fermeté et justice impartiale. Connaissant ainsi ses belles qualités, nous avons vu avec plaisir qu'il ait été rappelé à Turin par le général en chef des armées impériales coalisées, et chargé d'organiser les troupes piémontaises, qu'il s'y soit rendu promptement, et qu'il ait repris le commandement de cette ville, nous donnant toujours de nouvelles preuves de son attachement avec un généreux désintéressement, et nulle autre préoccupation que de notre service et du bien de l'état. Or, devant, en notre absence de nos états de terreferme, destiner une personne, à qui nous pussions confier, avec sûreté de notre service, la mission de les gouverner et commander en notre nom et en qualité de notre lieutenant général, nous avons porté nos vues sur lui, persuadés qu'il saura non seulement rétablir le bon ordre par ses excellentes mesures, mais encore inspirer à nos sujets des sentimens constans de respect et fidélité, grâce à cette confiance publique qu'il a su à juste titre se concilier. C'est pourquoi de notre science certaine etc. etc., constituons, députons et destinons ledit marquis etc. etc. lieutenant général dans nos états de terreferme etc. etc. qu'il préside en notre place, et commande comme un autre nous-même, et usant du même pouvoir et commandement que nous pourrions user, si nous étions présent, etc. etc., exercer quelconque acte réservé à notre autorité souveraine etc. etc. etc. Cagliari, 4 juillet 1799, contresigné Chalambert.

du sang pour lui et les descendans aînés. St-André, à peine reçue sa nomination, partit pour le quartier général de Souwarow pour qu'il fût le premier à le savoir et reconnaître l'impression qu'il en aurait éprouvée. Elle fut excellente; car Souwarow, entouré par des agents autrichiens et retenu par les dépêches de Vienne, ne pouvait se décider à blâmer ouvertement Mélas pour ses menées envahissantes; mais, touché du titre que lui avait conféré le Roi, il vit avec plaisir la difficulté avec les Autrichiens tranchée par la qualité de lieutenant général du Roi, et il la reconnut officiellement. Cela empêcha Mélas, près de qui s'était également rendu St-André, à y faire opposition ouverte, et sans reconnaître officiellement la chose, il suspendit les prétensions de domination supérieure, mais il ne voulut pas révoquer l'ordre du général Keim, qui plaçait sous le colonel Schauroth le corps suisse, organisé à Saluces avec les débris de Christ et Brempt.

Les reproches adressés au Roi, pour la paix qu'il avait conclue avec la république en 1796, engagèrent à rédiger une apologie de la conduite de la Cour de Sardaigne pendant la dernière guerre.

« Il suffit de considérer l'opposition diamétrale des principes et des in-
» térêts entre le gouvernement français, et toutes les Puissances monar-
» chiques pour être persuadé que lorsque le feu Roi fit la paix avec les
» régicides, les assassins de ses proches, qui avaient proscrit ses filles, ses
» gendres, ses petits fils, la nécessité seule put dicter cette mesure.

» L'empressement du Roi à entrer dans la coalition, les efforts ruineux
» qu'il a fait pour soutenir la guerre, presque avec ses seules forces en
» 1792, 93, 94, sont des faits connus.

» Le Roi n'avait cessé de solliciter la Cour de Vienne pour que la coo-
» pération des armées combinées fût réelle. Il ne pouvait donner de té-
» moignage plus positif de son désir à cet égard qu'en confiant constamment
» le commandement de ses troupes à des généraux autrichiens.

» Il serait inutile de revenir sur les fautes et les erreurs commises de
» part et d'autre pendant cette guerre. Mais il est impossible de ne pas
» relever comme les généraux autrichiens déclaraient hautement que leur
» armée n'était destinée qu'à couvrir les états de l'Empereur, et comme
» le général Wallis n'avait pas dissimulé qu'il ne croyait pas désavantageux
» de faire la paix sous Alexandrie, plutôt que dans la rivière de Gênes,
» puisque cela épargnerait plusieurs millions à l'Empereur.

Digitized by Google

» En laissant dans l'oubli tout le passé, il est indispensable de parler » des événemens de 1795 et 96.

» Par les désastres de 1795, l'alarme fut si grande, que si les Français » eussent poussé, ils étaient établis dès cet hiver en Piémont; le général » Schèrer fut destitué pour n'avoir pas profité de ces avantages.

» Par les propositions du ministre de France, et par les sollicitations » d'un envoyé français dans le Vallais on peut juger du prix que les » Français attachaient à l'alliance du Roi.

» La situation de ses états, les réflexions sur le passé donnaient au Roi » le désir et le droit de faire la paix; mais il ne voulut consentir à aucun » traité dont la neutralité de l'Italie, que la Cour de Vienne désirait aussi, » ne fût la condition première. Aussi la guerre continua-t-elle. Les Cours » de Vienne et de Londres furent fidèlement informées de toute la suite » de cette négociation.

» Par les lettres du général Beaulieu, par celles du général Colli on » peut juger de la position très-critique, où se trouvait le Roi en 1796 » avec son armée battue et refoulée en désordre à 8 milles de la capitale, » avec l'armée autrichienne réduite à 20 milles hommes et séparée.

» Le Roi envoya alors à Gênes le chevalier de Revel pour tenter de » conclure un armistice. D'ordre du Roi il écrivit au ministre d'Angleterre, » monsieur Drake, qui était auprès du général Beaulieu pour l'instruire de » l'objet de sa mission, et lui dire que la crainte seule de ne pouvoir » résister et d'être abandonné par l'armée autrichienne engageait le Roi à » traiter; que si le général Beaulieu voulait joindre ses troupes à celles » du Roi et donner bataille aux Français, il suspendrait toute démarche.

» Dans ce temps là le général Beaulieu, qui avait ses avant-postes à » Nizza, rétrograda sur Acqui.

» Les commissaires envoyés par le général Colli lui-même signèrent un » armistice avec autant de précipitation que d'inconsidération. Les événe- » mens eux-mêmes démontrèrent quels étaient les sentimens du Roi qui » s'écria en apprenant cette suspension d'armes: et Beaulieu que va-t-il » devenir? Ce général fut immédiatement averti, les auxiliaires autrichiens » qui étaient à Turin furent mis en sûreté, et tout fut employé pour favo- » riser la marche de l'armée autrichienne.

» Il faudrait avoir été témoin de l'alarme, des intrigues, des ennemis du

» gouvernement, de la terreur qui précédait alors l'armée française, pour » juger si le Roi pouvait hésiter encore à traiter avec les Français.

» Les ressources les plus réelles perdent leur valeur, lorsqu'on est » dans le découragement, et le Roi n'en avait plus que de faibles et d'in- » certaines.

» Sa capitale était menacée, et il n'avait pas les moyens de la défendre. » Les Autrichiens, son seul espoir, s'éloignaient. Les Français étaient maîtres » d'une partie considérable de ses états. Les places fortes abandonnées à » elles-mêmes. Les ministres des Cours coalisées, qui étaient alors à Turin, » pourraient rendre témoignage de la situation des affaires, de la dispo- » sition des esprits.

» Le salut de l'état exigeait impérieusement que le Roi traitât; il se » soumit à cette cruelle extrémité. Les plénipotentiaires qu'il envoya à » Paris eurent ordre de faire la paix, mais l'alliance avec les Français fut » la seule réserve mise à leurs instructions, et le Roi actuel en renouvela » lui-même l'ordre aux plénipotentiaires.

» Carnot, alors président du directoire, sollicita ouvertement les plénipo- » tentiaires que le Roi joignît une partie de ses troupes à l'armée française, » en leur faisant les offres les plus brillantes. Une paix désastreuse fut » préférée aux promesses les plus séduisantes, aux adoucissemens et aux » concessions qu'on aurait pu obtenir sur les autres articles.

» Les mêmes offres renouvelées ensuite par Rewbel à l'ambassadeur du » Roi, il en rendit compte à sa Cour; mais on refusa avec constance des » conditions nullement illusoires.

» Les intrigues des Français pour révolutionner le Piémont, les insurrec- » tions fomentées et protégées par eux, leurs succès en Italie, rendaient » imminente la ruine de l'état. Une alliance pouvait seule la suspendre. » Quoi qu'il lui en coûtât, le Roi crut que la loi impérieuse du salut de ses » sujets l'obligeait à y consentir.

» Si l'on veut examiner impartialement cette démarche, on se convaincra » que cette alliance, œuvre de la nécessité, était moins désavantageuse à » la Cour de Vienne que la révolution du Piémont. Le Roi ne fournissait » jamais que des secours limités, tandis que les Français, maîtres de ces » états, en auraient employé toutes les ressources contre l'Autriche.

» L'Empereur était lui-même aussi persuadé que tous les autres Potentats,

Digitized by Google

» que la nécessité seule la plus absolue avait pu déterminer le Roi à faire
» un traité d'alliance avec les Français, puisqu'il chargea le comte Emmanuel
» Kevenhuller, qui retournait en Piemont, de dire au Roi que S. M. l'Em-
» pereur plaignait le Roi, qu'il concevait que tout ce qu'il avait fait était
» l'effet d'une nécessité irrésistible ».

La note, après avoir indiqué comme les événemens avaient justifié le Roi, montrait d'autre part comme ils prouvaient les désastres produits par le désaccord.

» Malgré leur épuisement extraordinaire, les états du Roi peuvent coopérer
» utilement dans la guerre actuelle, si le gouvernement sort enfin de l'état
» d'anarchie, d'indécision et d'inaction où il est retenu ».

Venant à l'armée, la note démoutrait comme la langue, les habitudes et le genre de discipline rendaient inefficace un amalgame de Piémontais avec les Autrichiens.

Que les Piémontais entrés dans les rangs français n'en sortiraient que pour servir leur Roi, mais non pour rentrer dans une autre armée étrangère ;

Que les enrôlemens introduits de corps francs produisaient un esprit de licence et de brigandage, funeste au pays et dispendieux sans utilité pour l'Empereur.

Ce n'était pas en introduisant une domination étrangère en Piémont qu'on détruirait les idées excitées par la France.

« La proclamation de S. A. monseigneur le prince Souwarow pour le
» rétablissement du Roi en Piémont a fait en France la sensation la plus
» avantageuse. Si les Français voient les états de leurs voisins amis et
» alliés des Cours impériales, traités comme pays de conquête, il est cer-
» tain que non seulement les esprits en seront moins disposés à favoriser
» les entreprises des alliés, mais qu'il en résultera la réunion de plusieurs
» partis, et un esprit général de résistance contre les coalisés, dont il im-
» porte infiniment de prévenir les conséquences ».

La note terminait par un appel à la justice, générosité et intérêt des Cours impériales, de ne point mettre des entraves au rétablissement de l'ordre en Piémont, en laissant au gouvernement du Roi la liberté nécessaire pour l'organiser, et pouvoir ainsi seconder les besoins des alliés par la fourniture de tous les objets qui leur seraient nécessaires.

Digitized by Google

Quoique cette note ne fût adressée qu'aux Cours de Vienne et de Pétersbourg, on la fit communiquer aux autres cabinets alliés, accompagnée par la dépêche suivante explicative.

« La situation malheureuse et singulière du Piémont ne peut changer que » par les bons offices des Cours amies qui s'intéressent, et particulièrement » par celles de .... Pétersbourg, Londres et Berlin. Quant à celle de Vienne, » les germes de mauvaise volonté et de jalousie que malheureusement elle » conserve contre nous depuis longtemps, ne font que se développer à mesure » des occasions, sans que les malheurs du Roi, le véritable intérêt de la » coalition et les ménagemens que l'Empereur doit conserver envers ses » alliés, en arrêtent les effets. Les agens autrichiens se servent des circons- » tances non seulement pour épuiser le pays par des réquisitions et des » contributions excessives, dont la valeur surpasse de beaucoup celle des » revenus de l'état dans les temps ordinaires, mais encore pour gouverner » despotiquement le Piémont.

» Il est essentiel au service du Roi de vous mettre au fait de la situation » des affaires, afin que vous puissiez en faire usage auprès de S. M. et » son ministère suivant les occasions, non seulement pour faire cesser les » malheurs du Piémont, mais encore pour prévenir les conséquences fu- » nestes qui menacent de nouveau la coalition. La conduite de la Cour de » Vienne à notre égard est la même que dans les premières années de » cette guerre, avec l'extension que sa position et la nôtre lui permettent.

» On n'a jamais cessé de témoigner la volonté la plus cordiale de con- » tribuer au bien commun, d'aller au-devant des besoins. Et si quelquefois » on a dû s'opposer aux entreprises des agents autrichiens, c'était parce- » qu'elles tendaient à anéantir l'autorité et le gouvernement du Roi. Cepen- » dant on a des données multipliées et fondées pour croire que le général » Mélas et le comte Concina, qui dépend de lui, n'ont point des instruc- » tions formelles sur la manière de considérer et traiter les états du Roi.

» Leur silence, leurs tergiversations dans plusieurs occasions prouvent » assez qu'ils interprètent les intentions de leurs Cours et suivent leur propre » mouvement, plutôt qu'ils n'exécutent des ordres positifs.

» Le baron de Thugut, occupé d'intérêts si grands et si divers, et ne vou- » lant pas d'ailleurs choquer les Puissances coalisées, balance probablement » encore à cet égard.

Digitized by Google

» D'abord le prince Souwarow a pressé le Roi de retourner dans ses états. » Ensuite, lorsque de nouveaux succès auraient dû le porter à solliciter S. M. » d'accélérer sa venue, il lui a écrit pour l'engager à différer son retour » jusqu'à ce que les Français soient chassés du Piémont, de la rivière de » Gênes et des montagnes de la Savoie; époque vague qui laisserait croire » à l'intention de retarder le retour de S. M.

» On ne saurait sans justice mettre en doute les intentions de la Cour de » Pétersbourg et la bonne volonté du maréchal envers le Roi. Le conseil » qu'il a donné au Roi, fondé sur des craintes chimériques, que le maréchal » ne partage certainement pas lui-même, est évidemment l'effet des ordres » qu'il a reçus de Vienne. Aussi, malgré cette lettre du maréchal, j'ai pressé » instamment S. M. de revenir en Piémont, sa présence seule pouvant » former une barrière contre les entreprises et le despotisme autrichien.

» Le maréchal franc et généreux n'a pas dissimulé son chagrin de la con- » duite de la Cour de Vienne. Il a dit au marquis d'Azeglio à Alexandrie, » que s'il n'avait pas cru pouvoir rendre à chacun le sien, il ne serait jamais » venu en Italie. Il a répondu aux sollicitations de recréer et d'armer les » troupes piémontaises, qu'il n'avait pas les mains libres à cet égard, et je » sais par des officiers russes dignes de foi, qu'il a écrit à Vienne d'une » manière très-forte sur la conduite du gouvernement autrichien envers le » Roi et le Piémont, et que si les réponses ne sont pas favorables, il y a » toute apparence qu'il quittera brusquement le commandement des armées, » ce qui serait un bien grand malheur.

» Sans s'arrêter aux propos de quelques officiers du quartier général » autrichien, qui disent que le Roi ayant cédé ses états aux Français, et » l'Empereur les ayant conquis ils lui appartiennent, le comte Concina » n'a pas dissimulé dans des entretiens, où il s'est épanché plus qu'il ne » s'en doutait peut-être, qu'il ne croyait pas que l'intention de l'Empereur » fût de s'approprier une partie des états du Roi, mais que la Cour de » Vienne voulait les retenir sous le commandement militaire jusqu'à la » paix.

» Le général Mélas et le commissaire Concina s'effarouchent singulière- » ment de tout ce qui paraît donner au Piémont l'existence d'un état indé- » pendant. Le comte Concina était choqué de l'expression = *nos alliés* = em- » ployée dans une occasion par le Roi. Il demandait où était le traité, sans

» réfléchir qu'il existait dans la coopération de tous les sujets du Roi, dans » l'immensité des fournitures faites aux armées, dans l'intérêt général et » commun des Puissances, dans les intentions généreuses que les Cours ont » manifestées, et que l'exécution effective était plus importante qu'un vain » formulaire de traité.

» Le général Mélas repoussant toute sollicitation pour la réorganisation et » armement des troupes piémontaises, a récriminé auprès du maréchal sur la » paix avec la France, en affectant des doutes que pareille chose ne pût encore » arriver, si le gouvernement piémontais avait des forces à sa disposition.

» Les circonstances qui ont amené et nécessité la paix avec les Français, » l'enthousiasme avec lequel les austro-russes ont été reçus en Piémont, la » coopération universelle de tous les sujets de toutes les provinces, la stricte » probité, les vertus, la loyauté dont le Roi ne s'est jamais départi, même » envers des alliés perfides et assassins, sont trop connues, pour croire que » les appréhensions du général autrichien soient sincères. La position du » Roi envers la France, les forces des Autrichiens en Italie, l'occupation de » toutes les places fortes sont autant de circonstances qui rassureraient » les esprits les plus soupçonneux. La conduite de l'Autriche n'est pas le » résultat de la défiance, mais de la volonté de tenir les états du Roi sous » le joug militaire jusqu'à la pacification générale, et de l'espoir qu'elle » conserve vraisemblablement de se prévaloir alors de sa puissance et de la » faiblesse du Roi pour exiger de lui des sacrifices considérables.

» Le parti pris par les Autrichiens, de former des corps francs impériaux » avec des soldats des régiments d'ordonnance et des recrues volontaires, » est déplorable.

» Ces soldats, privés de toute idée nationale, et ne pouvant s'harmoniser » avec le caractère autrichien, ne donnent aucun bon résultat, désertent, » et deviennent des brigands, s'ils ne passent aux Français, qui ont conservé » avec soin tout ce qui ne leur a pas échappé des corps piémontais.

» Les généraux autrichiens les plus éclairés déplorent l'aveuglement de » leur Cour, qui lui a fait adopter un plan impraticable et très-dispendieux, » plutôt que de réorganiser le militaire piémontais, dont ils se promettraient » une grande utilité. Mais il semble que le but de l'Autriche en cela est » moins de former de nouveaux corps, que d'empêcher la réorganisation des » régimens piémontais.

Digitized by Google

» La conduite des Autrichiens aux autres égards n'est pas moins hau-
» taine et oppressive. Le comte Concina lui-même n'a pu disconvenir,
» qu'abstraction faite des opinions, leur conduite ne soit aussi violente et
» vexatoire que celle des Français, et que le Piémont n'a fait que changer
» d'esclavage. Ce sont les propres expressions qu'il n'a pu faire à moins que
» de reconnaître exactes. Vous pouvez juger par là du degré d'oppression.

» Une mauvaise récolte de blé aggrave nos maux. Elle eût été insuf-
» fisante pour les habitans, et il faut y joindre la consommation immense
» des troupes alliées et françaises, les magasins perdus, détruits, les dégâts
» les déperditions, le gaspillage occasionnés par la guerre entre des armées
» si nombreuses. Cette perspective est d'autant plus alarmante, que les
» finances du Roi sont dans l'impossibilité de faire les avances nécessaires,
» et les particuliers, épuisés par sept ans de guerre, par les impositions
» exorbitantes des Français et les réquisitions de l'armée alliée, sont éga-
» lement dans l'impuissance de venir au secours de l'état ».

À la suite de cette dépêche, St-André chargeait spécialement le ministre du Roi à Londres, comte de Front, de solliciter de la Cour d'Angleterre le paiement des arrérages dus jusqu'au terme de la guerre en avril 1796, ainsi que des subsides pour l'avenir. Sans cela le Piémont serait hors d'état de coopérer efficacement à la coalition.

Le ministre du Roi à Berlin, comte Castel Alfieri, devait profiter de la probable rupture de la Prusse avec la France, pour prédisposer favorablement ce gouvernement pour la réorganisation du Piémont.

Le chevalier Caïétan Balbe, envoyé par le Roi à Pétersbourg, était chargé d'ajouter aux observations précédentes de grands témoignages de reconnaissance et confiance personnelles envers l'empereur Paul, et tâcher d'obtenir quelques subsides d'argent.

À Vienne le comte Rossi, chargé d'affaires, agirait avec énergie auprès des ministres de Russie et d'Angleterre, pour faire en sorte que les instructions, que le ministère autrichien devait donner à ses agens en Italie, fussent conformes à la générosité de l'Empereur, à la dignité du Roi, et au bien général de la cause commune. On le prévenait du retour du général Bellegarde, que ce général était instruit des facilités que l'Empereur aurait de former des bataillons de troupes légères sans enlever les soldats piémontais. « Il est sans doute trop éclairé, pour ne pas connaître l'utilité

» qu'on pourrait retirer d'une armée piémontaise; il serait très-important » au service du Roi que vous pussiez l'entretenir à ce sujet, et le porter » à représenter à Vienne cet objet sous son véritable aspect. La réputa- » tion et le crédit, dont il jouit, doit donner beaucoup de poids à ses » idées ».

St-André en pensant à l'extérieur n'oubliait pas l'intérieur. Il fit entériner ses patentes de lieutenant général du Roi par le Sénat, ainsi que le manifeste, en forme de patentes royales, qu'il publia pour annoncer sa nomination, et le rétablissement de l'autorité royale.

La bataille de Novi (15 août) qui refoula les Français dans les Apennins, produisit de la mésintelligence entre Souwarow et Mélas. Le premier se proclamait le vainqueur de la bataille, puisqu'il avait emporté Novi; le second disait que sans les manœuvres et le concours énergique des Autrichiens, les Russes auraient été battus.

(1) « La jalousie et la division entre les Autrichiens et les Russes con- » tinuent et s'accroissent. Toute l'armée convient à présent de l'extrême » facilité avec laquelle on aurait pu avancer vers Gênes après la bataille » de Novi. Les Autrichiens disent que le maréchal Souwarow ne veut plus » entendre parler des montagnes; il est cependant très-vraissemblable que » ce sont eux qui s'opposèrent à l'expédition de Gênes. Le général Mélas » ayant su la prise du Simplon, déclara qu'il ne voulait pas exposer la » sûreté des états de S. M. l'Empereur en allant à Gênes.

» Il est positif que le plan était fait et arrêté de marcher par le col » de Tende, de chasser les Français de la rivière, et de prendre la » position de la Roya; le général Kray devait commander un corps con- » sidérable d'avant-garde à Nice. Coni devait être bloqué. L'armée avait » été en mouvement pour cela. Maintenant ce plan de s'emparer de tous » les passages pour pouvoir pénétrer en France la campagne prochaine, » est suspendu; et il est probable qu'il ne sera repris que dans le cas » où l'Archiduc ait des succès considérables qui nécessitent des mouve- » mens de la part de l'armée du Piémont. Il paraît que les événemens » des campagnes précédentes n'ont point guéri les Autrichiens des préjugés » qui ont amené les malheurs de l'Italie. Le maréchal maître des mouvemens

(1) Rapport de Revel aîné du quartier général austro-russe.

Digitized by Google

» un jour de bataille est asservi à suivre le plan général des Autrichiens.
» Il n'a pas auprès de lui des officiers russes capables de contrebalancer
» l'état major autrichien.

» Heureusement la force et l'excellence des troupes d'un côté, l'épuisement
» et le défaut de cavalerie des Français de l'autre sont tels, qu'ils n'y a
» pas apparence que le Piémont tombe dans un danger réel; mais, faute
» de profiter des suites de ses victoires, l'armée alliée a dû recommen-
» cer plusieurs fois la défaite des Français, et n'a pas opéré leur
» expulsion totale de l'Italie qu'elle n'avait qu'à poursuivre; cela lui a
» coûté une perte très-considérable en hommes qu'on pouvait épargner,
» et au Piémont des alarmes, des pillages et des dévastations sur les
» frontières. D'ailleurs le séjour prolongé de l'armée alliée en Piémont
» l'épuise au-delà de toute expression.

» Le maréchal s'est placé à Asti, comme dans un point central à portée
» de s'opposer aux tentatives des Français sur la circonférence du Piémont,
» ce qui annonce un plan défensif. Plusieurs officiers autrichiens à portée
» de savoir la vérité, attribuent au maréchal l'inaction actuelle, mais il est
» très-probable que les oppositions des Autrichiens sont la véritable cause
» de cette perte de temps si essentielle dans la saison actuelle et qui laisse
» aux Français le temps de se réorganiser et de se renforcer (1).

» Le maréchal, et tous les Russes en général, sont portés de bonne
» volonté pour le Roi et l'état (sans empêcher cependant la maraude, les
» désordres et les violences particulières), mais toute la partie exécutive
» étant entre les mains des Autrichiens, l'obtention d'un point quelconque
» de la part du maréchal ne fait qu'exciter la jalousie des Autrichiens
» qui y mettent d'abord des obstacles insurmontables. Quelque éloigne-
» ment que l'on rencontre chez les Autrichiens pour tout ce qui est de
» l'avantage du Roi, c'est cependant à eux qu'il faut s'adresser lorsqu'on
» ne veut pas se contenter d'une bonne volonté et des promesses stériles.

Le compte Rossi écrivait de Vienne: « Il paraît que ce cabinet vise à
» s'approprier le haut Novarais. Le cabinet de Londres persiste cependant

(1) Souwarow dit après la victoire du 15 de ce mois, que Dieu lui avait fait bien des grâces, mais qu'il l'avait châtié en le faisant venir en Italie. Expression bien remarquable après une très-grande victoire, et qui prouve les dégoûts indirects que lui occasionnent les Autrichiens (St-André au comte de Castel Alfieri à Berlin).

Digitized by Google

» à exiger la restitution complète des états du Roi, et monsieur Eden s'est » expliqué là-dessus d'une manière très-positive. Des signes de mésintel- » ligence entre les deux Cours impériales commencent à paraître. Celle de » Vienne, piquée qu'à Londres et Pétersbourg on ait refusé de lui accorder » des dédommagemens en Italie aux dépens du Roi, a, dit-on, envoyé » l'ordre à l'archiduc Charles de se tenir en réserve.

» Le baron Thugut a déclaré au chevalier Balbe que l'Empereur ne » saurait avoir la moindre confiance dans les personnes qui entourent le Roi, » ni dans les diplomates. Le fait est qu'il ne veut aucun surveillant qui » l'arrête dans sa marche, et qu'il nous cherche des torts pour justifier » ses projets. Il ne traite pas mieux le grand duc de Toscane qui n'a pas » obtenu la permission de retourner à Florence, et a même reçu la dé- » fense de se mêler de l'administration des états ».

On refusait en effet à Vienne de recevoir les lettres de créance que le compte Rossi devait présenter.

Souwarow avait écrit le 22 août de Frugarolo au Roi pour l'engager à venir. Le comte Front de Londres insistait également pour le retour du Roi, conseillé fortement par le cabinet de Londres, St-André faisait chorus avec eux. On se décida d'abord à envoyer le duc d'Aoste, et plus tard le Roi annonça son retour prochain. Le duc vint et alla directement, le 28 août, trouver le maréchal. Celui-ci embarrassé par les dépêches contradictoires qu'il recevait de Vienne et de Pétersbourg, empêtré dans les intrigues autrichiennes, se montra touché, ému, mystique, et nullement concluant. Le duc d'Aoste (1) comprit ne pouvoir rester, ni devoir aller à Turin, où sa présence aurait été incompatible avec la lieutenance générale, et se porta à Verceil, et le duc de Chablais à Aglié.

Le départ de Souwarow de l'Italie laissa pleine liberté d'action à Mélas, et il en profita, à en juger par la lettre suivante que St-André écrivait au général autrichien le 27 septembre.

« Monsieur le général Zag, quartier maître général de l'armée autri- » chienne, m'a participé les intentions de V. E. relativement aux change- » mens qu'elle médite d'introduire dans le gouvernement du Piémont. Il m'a

(1) Le duc d'Aoste portait avec lui un décret qui le nommait régent. Le Roi espérait même le faire reconnaître généralissime. Le tout fut passé sous silence.

» expliqué que V. E. voudrait que, laissant désormais à part ma qualité de
» lieutenant général du Roi et l'autorité qu'en dérive, le même méca-
» nisme de gouvernement subsistât sous l'autorité de V. E. comme général
» en chef de l'armée autrichienne.

» Le général Zag est entré dans les détails relatifs aux diverses branches
» d'admnistration et à la formation de l'armée.

» Je priai le général de consentir que je différasse ma réponse jusqu'à ce
» que j'eusse connu l'avis, et les intentions des personnes que je devais con-
» sulter sur une affaire si essentielle.

» Le premier point embrasse tous les autres. Je prie V. E. de me per-
» mettre de lui exposer que, dépositaire de l'autorité du Roi mon maître,
» je ne puis l'aliéner. Les droits du Roi sur ces provinces de terre-ferme
» sont fondés sur ceux incontestables dont la violence et la perfidie des
» Français n'ont pu le priver.

» La reconnaissance en existe dans le manifeste du général Souwarow,
» dans la lettre du 4 mai du marquis de Chasteler à S. E. le baron de la
» Tour, pour le rassemblement des troupes royales piémontaises, dans l'ordre
» que le maréchal m'a adressé au même sujet, dans une foule de procla-
» mations, dans celles du 6, 8, 26, 27, 29 mai, 6, 8, juin, dont quelques
» unes sont de V. E., dans les incitations aux troupes, aux peuples du
» Piémont de retourner sous leur ancien maître; l'exercice même de l'au-
» torité du Roi, depuis l'expulsion des Français, ne laissait aucun doute
» sur les intentions grandes et magnanimes de S. M. I. et R.

» Si la qualité de lieutenant général n'était qu'un titre, je l'abandonnerais sans
» la moindre répugnance, mais il forme l'essence du gouvernement; je dois
» représenter à V. E., que c'est sur cette qualité que reposent le crédit
» des édits, la foi publique et tous les actes du gouvernement. Du mo-
» ment que je cesse d'être lieutenant général du Roi, je ne suis plus qu'un
» simple particulier sans autorité, et sans fonctions. Je ne puis abdiquer
» cette qualité qu'en renonçant à l'autorité que S. M. m'a confiée pour
» l'exercer et non pour l'aliéner, à moins d'un mandat spécial de sa part.

» V. E. reconnaîtra certainement qu'il ne s'agit pas de subtilités diplo-
» matiques, mais que mes devoirs m'étant tracés d'une manière claire, non
» équivoque et obligatoire, le moindre écart serait une prévarication de
» ma part. Ces principes sont reconnus émaner de Dieu même qui a établi

Digitized by Google

» les Rois. De leur oubli sont résultés les malheurs de la France, la guerre de » toute l'Europe. C'est pour ramener les Français à ces principes sublimes et » nécessaires de fidélité, de loyauté, sur lesquels la prospérité des monar- » chies et sujets repose, que les Empereurs, les Rois et les Princes sont ligués » contre une nation impie qui les a foulés aux pieds et opère sa propre ruine.

» Les différens cas que j'ai proposés au général Zag ont dû lui faire » sentir que mes devoirs imprescriptibles envers mon Souverain sont in- » compatibles avec ceux d'une place que je ne tiendrais pas de lui.

» Tous ce que le général m'a dit de la part de V. E. n'est pas seule- » ment flatteur pour moi, j'y ai trouvé en outre un sujet bien grand et » bien véritable de consolation dans la preuve que ma conduite a mérité » son approbation, et que les changemens que V. E. voudrait introduire » ne sont point un effet de mécontentement de sa part contre la forme du » gouvernement, ou les individus qui le composent, qui n'ont d'autre but, » d'autre désir que celui d'exécuter les ordres du Roi, en fournissant à » l'armée autrichienne toutes les ressources de l'état.

» Je croirais ne pas remplir tous mes devoirs, si je ne tâchais de faire » envisager à V. E. les conséquences des changemens médités; il ne s'agit » pas seulement des intérêts du Roi, mais de ceux de la cause commune.

» Monsieur le général Zag m'a dit que S. M. l'Empereur et Roi, sup- » portant le poids principal de la guerre, il était juste qu'elle eût la dis- » position des moyens pour la soutenir. En admettant la propriété du » principe, il est de l'intérêt même de l'armée autrichienne de ne pas tarir » la source des fournitures en l'altérant. D'après cela j'aurai l'honneur » d'observer à V. E., que les facultés du Piémont consistent essentiellement » dans le crédit d'un papier et d'une monnaie de billon établis par le Roi, » et échangés actuellement sous son autorité; toute variation dans le gou- » vernement portera un coup mortel à la confiance et ce malheureux pays, » privé de la circulation nécessaire, dévoré par l'agiotage, ne pourra plus » fournir qu'une partie des ressources qu'on en pourrait attendre.

» Il résulte des comptes de l'office de la solde, que le Piémont a fourni » à l'armée autrichienne au-delà de 18 millions en quelques mois. Il faut » ajouter à cela les dépenses des villes, des communautés, des particuliers, » non abonnées, les versemens de sommes faits par les caisses des finances » et des provinces. Les magasins, les arsenaux ont fourni tout ce qui avait

» échappé à la rapacité des Français, et l'ensemble de ces articles dépasse » peut-être la valeur de 40 millions, indépendamment des dégâts, des dé- » vastations et des désordres que la guerre entraîne. Cette somme qui » excède infiniment le revenu annuel de tout l'État, a été fournie par celles » des provinces qui n'ont pas été au pouvoir de l'ennemi.

» Ces sacrifices ont eu pour objet le salut du Piémont, la défense, et » la tranquillité de toute l'Italie. Le pays les a fait avec joie, et continuera » à contribuer bien volontiers pour conserver des biens inestimables que » rien ne peut compenser, et il n'entend nullement les mettre en comparaison » avec les bienfaits qu'il reconnaît devoir à l'armée impériale. V. E. a été » témoin du zèle, de l'empressement, de l'ardeur des peuples à concourir » aux progrès des armées libératrices. La haine pour les Français, la » reconnaissance pour leurs vainqueurs animaient sans doute ces sentimens, » l'annonce, la promesse formelle du rétablissement immédiat de leurs » Princes les exaltait au suprême degré.

» Le génie, la langue, la discipline, l'esprit militaire des Piémontais leur » sont particuliers. Réunies aux troupes autrichiennes, sous les ordres des » généraux autrichiens, les troupes piémontaises rendront des services si- » gnalés. Dès qu'elles cesseront d'être nationales, les officiers seront dé- » couragés, et il est à craindre que les soldats ne s'enrôlent pas, ou qu'ils » désertent pour passer au Français, ou pour devenir des brigands inté- » rieurs; les ennemis de tout gouvernement sauront profiter de tous ces » germes de mécontentement. Mes principes, ma conduite, les devoirs de » ma place m'imposent de prendre la liberté de soumettre à V. E. ces » réflexions; c'est parce que je les redoute plus que tout autre, que j'ose » lui présenter le tableau des malheurs qu'une nouvelle révolution dans le » gouvernement du pays produira dans le crédit, les ressources et l'esprit » militaire du Piémont. Quelques étendues que soient les forces de l'armée » autrichienne, il lui importe de les augmenter contre l'ennemi commun, » au lieu d'en employer une partie à assurer la tranquillité du pays et » les subsistances des troupes. Les Piémontais sont courageux, sensibles, » susceptibles d'une exaltation qui peut tourner en bien comme en mal.

» Je supplie V. E. de peser dans sa sagesse des réflexions qui ne sont » pas dictées seulement par mon attachement inviolable à mon Souverain, » mais par mon zèle pour la cause commune, et les souffrances que j'ai

» moi-même éprouvé de la part des Français. Une longue expérience a dû » m'instruire de l'esprit et des ressources du Piémont.

» Le gouvernement du Roi connaît toute l'étendue des devoirs que la » reconnaissance lui impose. Il sent que le Piémont ne peut attendre sa » sûreté future, que de ceux qui l'ont délivré; ce ne sont point de vaines » formules, mais l'expression de nos intérêts, autant que celle de nos sen- » timens. Il concourra de tout son pouvoir à remplir les vues de V. E., à » assurer à l'armée autrichienne toutes les fournitures possibles, ce sont » les intentions précises et les ordres les plus formels de S. M. Les offi- » ciers et les soldats verseront leur sang, braveront les dangers, les » fatigues et les privations, lorsque leur zèle sera animé par leur attache- » ment pour leur Souverain et l'honneur national. Par contre, j'ose présager » que les changemens médités produiront les conséquences les plus funestes, » j'en serai la victime, mais je n'aurai pas à me reprocher de les avoir » dissimulées.

» J'attends de la justice, des lumières, et de l'élévation des sentimens » de V. E. qu'elle voudra bien prendre en bonne part tout ce que mon » zèle pour la cause commune m'a suggéré, et je la prie d'être persuadée » que dans tous les cas je ne cesserai d'adresser au Ciel des vœux pour » qu'il détourne les malheurs que je prévois ».

St-André envoya un mémoire au général Mélas, où il établissait la situation du pays.

Le déficit des blés était de 250/m. sacs au-dessous d'une récolte ordinaire; or les causes de diminution étaient augmentées, l'armée française ayant subsisté avec le blé du Piémont et formé des magasins à Coni, Fenestrelle et dans la rivière de Gênes, l'armée autrichienne en avait aussi consommé une quantité considérable, et d'autant plus grande que lorsque l'avoine avait manqué, le blé avait souvent supplée à la nourriture des chevaux; il fallait ajouter encore les dégâts et gaspillage inévitables sur le théâtre de la guerre; et à tout cela en plus le blé exporté en contrebande à Gênes. On pouvait donc calculer un minimum de déficit de 500/m. sacs. Les propriétaires, épuisés par les réquisitions, privés de leurs denrées, accablés de frais par le passage des troupes, ne pouvaient payer les taxes ordinaires et encore moins les extraordinaires.

Les frais de la guerre et les fournitures avaient dépassé le double du

revenu annuel, indépendamment des charges ordinaires. Les rentrées ne montaient pas à 250/m. fr. par mois, et la seule dépense pour l'armée impériale était de 4 à 5 millions.

Il en résultait qu'on consommait en quelques mois le fond de subsistance pour toute l'année, et que les dépenses n'étaient payées que par des anticipations.

Le gouvernement du Roi considérait avec effroi le manque de blés, de moyens pour l'acheter, et de lieux d'où pouvoir le tirer.

L'occupation de Gênes fermait la voie de la Sardaigne. Le gouvernement avait passé des contrats avec des particuliers pour l'importation de 100/m. sacs de blé, en accordant une quantité équivalente de riz et un agio de 15 p. °/₀, mais le commandant autrichien de Pavie avait arrêté la sortie du riz, et l'introduction correspective de blé, et fait passer les grains des provinces du Roi à Pavie.

Arsenaux, magasins, réserves, tout était épuisé. La disette de fourrage avait réduit le bétail au point qu'il manquerait à l'agriculture, à la subsistance, et aux transports.

On était à la veille de manquer de sel parce que les fonds appartenant au Roi, qui étaient à Venise, avaient été séquestrés, et quand on les avait relâchés, le gouvernement n'avait jamais pu obtenir de leur faire remonter le Pô, parce que les barques étaient retenues par les autorités autrichiennes. Le change était à un taux effrayant par le besoin d'acheter à l'étranger.

Tel était l'état du Piémont: la misère, le défaut absolu de sel et la famine formaient sa perspective, et cependant l'armée impériale avait trouvé dans ses habitans la coopération la plus énergique.

Que pour ne pas le réduire à l'état le plus terrible d'horreur et de désespoir, et prévenir ces malheurs, il était nécessaire et urgent de permettre l'importation du blé, et l'exportation du riz en échange; de modérer les réquisitions pour laisser au gouvernement les moyens de faire face aux besoins, et de lui laisser la liberté et la disposition des mesures, afin que sa marche ne fût sans cesse arrêtée, et ses efforts rendus vains.

Il était du devoir du gouvernement de S. M. de faire connaître au général en chef la situation du Piémont, de lui présenter l'état des besoins, et les demandes indispensables qu'il doit lui adresser; il serait criminel envers le Roi et l'armée impériale, s'il n'y ajoutait le tableau des malheurs inévitables

qui en résulteraient, si on n'y apportait promptement les remèdes indiqués.

Comme corollaire, St-André informait Mélas de l'arrivée de LL. MM. à Livourne.

Revel porta cette lettre à Mélas.

(1) « Le général, après l'avoir lue avec attention, garda pendant quelque » temps un silence qui ne finit que parce que je lui demandai ses ordres » pour Turin. Il me dit alors qu'il avait beaucoup à faire, qu'il ne lui » était pas possible de répondre pour le moment; il me chargea de beau- » coup de complimens pour S. E.

» Je fus de là chez le général Zag qui me reçut avec une politesse cor- » diale. L'arrivée du Roi, que je lui annonçai, le surprit; il se remit » lorsqu'il sut que S. M. n'était qu'à Livourne. Je lui parlai de la lettre » que j'avais remis au général Mélas, il tatonna pour en savoir le contenu. » Lorsqu'il vit que le lieutenant général de S. M. déclarait qu'il ne pouvait » renoncer à ce titre, il s'échauffa. Il me répéta qu'il en était très-fâché pour » ce pays, il revint sur les propos qu'il avait déjà tenus, pour prouver que » le Roi ne devait pas encore être reconnu en Piémont; que les Français » profiteraient de la désunion des alliés; que le maréchal avait fait une faute » en donnant son manifeste; que les ordres du marquis de Chasteler ne signi- » fiaient rien; qu'il avait voulu se donner une importance qu'il n'avait pas; » que les manifestes du général Mélas avaient été également une sottise, de » laquelle nous ne devions pas tirer parti en s'y attachant comme nous » faisions. J'ai répliqué à tous ces discours, comme nous l'avions déjà fait. » Il lui échappa dans la conversation de dire qu'il était fâché du refus de » S. E., parce qu'il avait déjà écrit au ministre à ce sujet.

» J'ai pu voir dans cette conférence avec le général Zag qu'il tient infini- » ment à l'arrangement qu'il a mis en avant, que c'est un projet de lui, et » qu'il doit avoir flatté le cabinet de Vienne de sa réussite.

Le premier octobre Mélas répondait à St-André: « C'est avec une bien » vive douleur que je reconnais par la lettre que V. E. m'a fait l'honneur de » m'adresser le 27 du passé, que la conférence dont j'avais chargé mon- » sieur le général Zag, et qui n'avait pour tout objet que d'informer V. E. de » mes intentions pour le bien général, n'ait pas produit l'heureux effet dont

(1) Rapport de Revel aîné, 29 septembre.

» je m'étais flatté. V. E. reconnaîtra avec moi qu'il ne peut s'agir dans la cir-
» constance présente entre nous d'aucun changement politique pour la façon
» du gouvernement piémontais, et que tout notre empressement se doit sim-
» plement diriger vers l'unique but d'employer tous les moyens imaginables
» pour défendre la province du Piémont d'une invasion hostile, et de dimi-
» nuer le plus possible les calamités qui pèsent sur la nation piémontaise.
» V. E. reconnaîtra avec moi l'urgente nécessité que les dispositions et les
» ordres qu'on voudra émaner au but susmentionné, devront être dressés en
» sorte pour qu'ils obligent tant la nation piémontaise que l'armée impériale
» et royale à l'obéissance, et conséquemment ils devront être donnés par
» les autorités capables de contraindre les deux parties à cette obéissance.
» Mes intentions se bornent purement afin que les patentes et les ordres
» que les circonstances exigeront de publier, soient émanées au nom du gou-
» vernement provisoire du duché de Piémont, et signées par mon nom,
» par le commissaire I. R. comte Concina et par le nom de V. E. Par cette
» mesure la dignité de V. E. est nullement compromise, et le devoir de se
» soumettre à des patentes données avec cette précaution, sera égal pour
» la nation piémontaise et l'armée impériale et royale; au lieu que des
» proclames publiés particulièrement d'une ou d'une autre autorité ne
» peuvent produire que des contradictions et une désobéissance d'une ou
» d'autre partie.

» Par cette déclaration j'ose me flatter que V. E. n'y trouvera aucun
» motif d'argumens conformément à la manière de juger qu'elle m'avait
» exprimée par la lettre du 27 passé, et la confiance que j'ai à l'empresse-
» ment que V. E. a pour le bien général, me fait espérer qu'elle ne voudra
» m'empêcher de prendre des mesures nécessaires, qui actuellement ne
» tendent qu'à défendre la province du Piémont de l'invasion désastreuse de
» l'ennemi dont elle pourrait être menacée. C'est dans cette persuasion que
» j'attends avec empressement votre réponse et une déclaration décisive ».

La lettre était fine et bien différente de celles de Concina. St-André fut tenté d'essayer un arrangement sur ces bases, en excluant Concina, mais les ordres formels du Roi l'arrêtèrent. Un billet royal du 2 octobre lui interdisait d'adhérer à la transaction proposée. Il répondit à Mélas (6 octobre) en le remerciant des expressions dont il l'avait honoré, et qui le pénétraient de reconnaissance. Que s'il ne s'agissait que de sa dignité personnelle, d'intérêts

privés, ou de conserver sa place, il n'hesitérait pas un instant à se résigner et abandonner la qualité de lieutenant que S. M. lui avait confiée. Que tous rapports quelconques avec S. E. seraient extrêmement flatteurs pour lui, et qu'il s'estimerait heureux de ses intentions. Mais que tout changement dans l'ordre des choses ne pouvait être ordonné que par le Roi. S. M. lui ayant confié sa lieutenance, il ne pouvait la déposer qu'entre ses mains. Qu'il était facile de comprendre l'effet désastreux d'un changement radical de gouvernement qui aurait démoralisé les royalistes, enhardi les républicains, et froissé essentiellement l'esprit national. Après maintes considérations St-André se voyait avec douleur empêché absolument d'opérer la modification voulue par Mélas.

Digitized by Google

CHAPITRE XVIII.

L'Autriche s'oppose à la rentrée du Roi. — Collier de l'ordre à St-André. — Congrès militaire. — Succès des Autrichiens. — Marche de Souwarow. — Conduite haineuse de Concina. — Comte Ponsillon auprès de Melas. — Conseil suprême réorganisé. — Réorganisation militaire. — Prétentions autrichiennes. — Résistance de St-André approuvée par le Roi. — Difficultés financières. — St-André obtient d'être déchargé en partie de ses fonctions. — Prise de Gênes. — Bataille de Marengo. — Piémont réuni à la France.

Le Roi dut s'arrêter à Livourne, car le général d'Aspre, qui commandait les Autrichiens en Toscane (1), « fit comprendre à S. M. que pour le » moment elle ne devait pas retourner dans ses états avant la paix; non » par frayeur, mais pour n'avoir qu'à goûter le bonheur de retrouver son » pays organisé ». Comme on savait que telles étaient les intentions de Vienne, et que Souwarow ne reviendrait plus en Italie, on dut se résigner.

Le Roi pour encourager St-André et lui témoigner son approbation, le décora du collier de l'ordre, et l'autorisa à rendre ostensible au besoin aux généraux autrichiens son billet royal du 2 octobre qui approuvait sa juste et louable résistance. Une autre dépêche louait sa conduite et l'engageait à défendre les droits de la couronne avec la même énergie. Contre la force on ne pourrait rien, mais au moins on ne devait pas autoriser l'usurpation par quelque acte de consentement.

St-André poursuivant ses tentatives d'organisation, nomma un congrès militaire présidé par le lieutenant général baron La Flechère, et composé du comte Castellamonte, chevalier des Hayes, comte Provana de Bussolin, comte Richelmi, chevalier Belmond, pour examiner le passé et les titres des officiers à placer dans l'armée, et en expulser ceux qui se seraient rendus indignes d'y rester.

Après la bataille de Novi (15 août) qui amena la reddition de Tortone (23 août), Moreau avait ramené les débris de l'armée française dans les Apennins et remis le commandement à Championnet. Celui-ci unissant cette armée avec celle venue par Grenoble, s'avança et fut battu le 4 et 5 novembre à Genola, à Savigliano et Fossano par Mélas et Kray, et cela après

(1) Marquis César d'Azeglio à Revel aîné.

deux mois de manœuvres et contre-marches ayant pour but de la part des Français de dégager Coni, tandis que les Autrichiens se tenaient à la défensive, ne pensant qu'à occuper, pour se l'approprier plus tard, le pays dont ils s'étaient emparés avec l'aide des Russes, et à en jouir tranquillement. Cette victoire rendit décisif le siége de Coni, où Lieuchtenstein entra le 3 décembre, pendant que Klenau poussait les Français dans Gênes, dont Mélas ne songea plus qu'à s'emparer. Souwarow rapporte au Roi dans une lettre du 9 octobre ses marches en Suisse: « Ayant déjà notifié à V. M. » Royale ma destination pour entrer en Suisse immédiatement après la » prise de Tortone, je n'ose pas différer un moment pour lui rendre compte » de mes opérations dans ce pays-ci, persuadé de l'intérêt gracieux que V. M. » daigne y prendre.

» Pour atteindre dans le plus court espace de temps mon but, qui est » celui d'effectuer la jonction avec le corps du lieutenant général Korsakow, » et ceux des Autrichiens, j'avais résolu de traverser une partie des Alpes, » et le 24 septembre j'ai été si heureux de forcer les différentes posi- » tions de l'ennemi sur le mont de St-Gothard en l'attaquant vigoureuse- » ment à trois endroits, et à l'obliger de se retirer en pleine déroute. Le » lendemain je me suis emparé du pont du Diable pour me rendre avec » mon armée à Altdorf, duquel endroit je dirigeai ma marche par les » montagnes dans le Muttenthal, où le corps sous les ordres du général » Rosenberg a remporté une victoire complète sur une partie de l'armée » du général français Massena, arrivée de Schweitz pour l'attaquer, tandis » que celui sous les ordres du général Derfelden battait le général français » Molitor à Netchthal près de Glaris. Dans ces différentes affaires qui se » suivaient de bien près nous avons fait 2300 prisonniers.

» De cette façon je me suis frayé le chemin pour me rendre en droiture » à Zurich, où je supposais le corps de Korsakow; mais en apprenant que » celui-ci avait été obligé, par la supériorité des forces ennemies, de changer » sa position, je me suis replié victorieux vers le Grison, et nommément » sur Kur, pour me joindre au général autrichien Linken, lequel je viens » de trouver ici avec son corps. M'ayant ainsi approché de beaucoup de » mon but principal pour pouvoir en suite agir avec des forces réunies » contre l'ennemi, j'espère d'être bientôt en état d'annoncer aussi à V. M. » la parfaite exécution du plan qui m'a été prescrit ».

Souwarow avait emmené avec lui de l'artillerie de montagne piémontaise. Il fut très-content de son service, et en la renvoyant en Piémont, il recommanda à St-André les capitaines, officiers et artilleurs qui l'avaient accompagné, en le priant de les proposer au Roi pour récompense.

Il écrivait de Feldkirchen (14 octobre), où il s'était réuni à Korsakow, et d'où il commença son mouvement par Lindan, Augsbourg, et de Schrobenhausen (Bavière) il écrivait le 5 décembre à St-André pour conseiller de donner le collier de l'ordre de l'Annociade au comte Rostoptchin, vu le grand crédit qu'il avait auprès de l'Empereur, et le 29 décembre, il annonçait de Prague qu'il avait reçu l'ordre de s'arrêter. Le Prince généralissime s'intéressait au Piémont, mais la désunion entre les Cours de Russie et d'Autriche rendit nulle son intervention en faveur du Roi, et à la fin de février il quittait Tetschen pour rentrer en Russie. Le gouvernement autrichien poursuivait sa marche envahissante, et le commissaire impérial Concina le servait avec un zèle qui dépassait les bornes. Ses rapports étaient de véritables pamphlets contre les autorités et populations piémontaises; dans toutes les traductions d'ordres à communiquer de la part du général Mélas, il excédait toujours en des phrases impératives et irritantes. Ignorant la langue italienne il se servait d'un style grossier et intolérable. Aucun ménagement dans les ordres, aucun égard dans les formes. St-Andre ne voulant pas se ressentir, comme il en aurait eu tout le droit, dénonçait ses notes au quartier général autrichien et elles étaient rectifiées et parfois désavouées par Mélas (1). Le général Zag, quartier maître général de l'armée autrichienne et qui était le *factotum* au quartier général, dut reconnaître que Concina s'éloignait dans ses mémoires de ce qu'il devait à St-André et au caractère dont il était revêtu; avouer qu'il avait dépassé les bornes de son autorité, et dire que si sa conduite était connue à Vienne, elle y serait certainement désapprouvée.

(1) St-André répondant au comte Concina à propos d'une recommandation impérieuse pour la réadmission d'un officier destitué par le congrès militaire qu'il lui faisait, disait Concina, d'ordre du général Mélas, énonçait la mauvaise conduite du recommandé et ajoutait qu'il avait dû *surprendre la religion* du général. Voilà Concina repoussant la lettre comme grossière pour Mélas. Une autre fois il fit la même chose parce que à une recommandation pour un fournisseur, St-André répondait: *l'individu auquel vous paraissez prendre intérêt;* Concina y trouvait une accusation.

Mais si Concina ne jouissait pas d'une bien grande considération, en preuve qu'on ne répondait jamais à ses fréquens rapports les plus minutieux, il n'en servait pas moins la politique autrichienne par son arrogance et les exigences, qu'on soutenait ou désavouait selon la convenance du moment.

Heureusement le comte Ponsillon, commissaire du Roi auprès du général Mélas, agissait tout autrement sachant ménager les généraux, défendre prudemment les intérêts du Roi, faire surgir avec finesse les difficultés, et tenir St-André parfaitement au courant des choses.

(1) « V. E. aura reçu à l'heure qu'il est la réponse de S. E. monsieur » le baron Mélas; monsieur le commandant général a écrit en même temps » à monsieur le comte Concina pour lui faire sentir qu'il doit se conduire » envers V. E. avec les égards qui sont dûs à sa personne et au rang » qu'elle occupe.

» J'ai eu le moyen de voir le mémoire que monsieur le baron Mélas » envoit à Vienne, dont j'ai eu l'honneur de prévenir V. E. avant hier » au soir. J'aurai voulu lui en envoyer la traduction, mais on ne m'en a » pas laissé absolument le temps. Je dois en conséquence me borner à » instruire V. E. du contenu. On commence par y rendre compte avec » beaucoup de vérité de la conduite de monsieur Concina, et de la mo- » dération de V. E. Les notes échangées sont jointes au mémoire. Monsieur » Mélas expose ensuite plusieurs griefs particuliers contre monsieur Con- » cina. Il finit le premier article de son mémoire en représentant que » monsieur Concina est absolument incapable de soutenir la charge qu'on » lui a confiée, et que si on l'y laissera plus longtemps il ne fera qu'ang- » menter la confusion et le désordre, mettant ainsi des entraves aux opé- » rations de la guerre.

» Le second article du mémoire est traité avec plus de modération de » ce que nous devions nous y attendre. Le général Mélas informe sa Cour » des instances de V. E. pour y être reconnu du commandement général » de l'armée comme lieutenant général de S. M., et pour qu'on ne s'oppose » pas à ce que les édits ou proclamations qui doivent émaner, soient pu- » bliées sous son nom en cette qualité. Les notes écrites de part et d'autre » à ce sujet sont annexées au mémoire, et on envoie aussi copie du billet

(1) Comte Ponsillon à St-André, 9 octobre, de la Trinité.

» du Roi (1) qu'on dit avoir eu par hasard et non officiellement. Le général » Mélas n'ouvre aucun avis sur le parti à prendre. Il observe seulement » que les choses ne peuvent continuer dans l'état dans lequel elles se » trouvent, et demande des instructions précises pour savoir s'il doit recon- » naître l'autorité du Roi, ou bien établir provisoirement une nouvelle » forme de gouvernement en Piémont au nom de S. M. I. ».

Il fallait éviter une décision de la Cour de Vienne qui dans les circonstances actuelles ne pouvait à moins qu'être attentoire à l'autorité royale. St-André pensa pour cela intéresser le ministre anglais, monsieur Jakson, en faveur du Roi, en lui communiquant toutes les pièces qui prouvaient la tendance autrichienne, et le mettre à même d'informer sa Cour et son collègue de Vienne. Le comte d'Andezene qui était dans le nord fut chargé d'officier dans un sens analogue les Cours de Prusse et de Russie. Revel qu'on voulait envoyer comme ministre à Londres, devait voir (2) s'il y avait possibilité de combiner qu'un général anglais fût envoyé par son gouvernement en Piémont avec ordre d'y lever un corps de 10/m. à 15/m. Piémontais qui, gardant la formation et l'uniforme du régiment de Piémont, serait à la disposition et aux frais de l'Angleterre pendant la guerre, avec l'intelligence qu'à la paix il serait rendu au Roi.

Le comte de Vallaise nommé ministre à Vienne devait y agir de concert avec le ministre de Russie, d'Angleterre, et de Prusse.

Tous devaient faire comprendre que les ménagemens des coalisés pour la Cour de Vienne n'étaient qu'une pure perte d'hommes, argent et efforts.

(1) Le général Zagh a toujours insisté que le commandant général, d'après les ordres de Vienne, ne pouvait absolument donner son consentement que V. E. prît dans la publication des ordres le titre de lieutenant général de S. M., ainsi qu'il ne pouvait reconnaître formellement aucune autorité qui ne soit pas constituée par S. M. I. Le général Mélas n'est jamais d'un avis différent de monsieur Zagh. J'ai été en conséquence obligé de représenter au général Mélas, que puisqu'il ne pouvait absolument s'éloigner en rien des ordres de sa Cour, il ne devait pas désapprouver que V. E. en fît autant de son côté, ayant aussi reçu de S. M. les ordres les plus précis pour ne rien laisser entreprendre contre ses droits. Je lui donnai alors lecture du billet du Roi (2 octobre) en lui déclarant toutefois que ce n'était pas officiellement, mais seulement pour lui faire connaître le véritable état des choses. J'ai cru ne pas devoir en refuser copie (comte Ponsillon à St-André, 7 octobre).

(2) Comte Chalambert à St-André, 15 octobre.

Que les Autrichiens ne feraient pas un pas vers la frontière française, tant qu'on les laisserait jouir tranquillement de ce qu'ils avaient occupé avec l'aide des Russes. Ils renonceraient même aux subsides et à la coalition s'ils ne craignaient de devoir rendre gorge.

Toutes ces luttes avaient ébranlé la santé de St-André au point que, craignant qu'il ne succombât à la peine, une lettre cachetée du Roi au ministre comte Cerruti nommait en pareille éventualité le général comte de Solar lieutenant général du royaume.

Cette circonstance et plus encore l'opportunité de soustraire une partie de l'action gouvernementale au contrôle autrichien sans compromettre la situation, comme le proposait St-André (30 octobre), décidèrent un billet royal (12 novembre), par lequel les chefs des trois bureaux, externes, internes et de guerre interviendraient au conseil suprême, y voteraient, et à leur défaut, le régent ou premier officier du bureau. Sur leur rapport le conseil délibérerait, sauf pour les instructions diplomatiques que le Roi se réservait. Le comte Ponsillon traiterait les affaires avec les généraux autrichiens, correspondant avec les trois bureaux et en recevant les délibérations du conseil. S. M. laissait à St-André de décider le genre de créances ou de lettres de commission qu'il convenait de donner au comte Ponsillon. Le bureau de la guerre devait pousser activement le travail de l'organisation. « Nous ne pouvons qu'applaudir aux instructions éventuelles » que vous avez donné à cet égard au comte Ponsillon, et aux bases prin- » cipales que vous avez établies pour sa règle. C'est avec beaucoup d'em- » pressement que nous attendons les rapports des suites de cette négo- » ciation, pour voir si les craintes que votre zèle ne vous suggère pas sans » motifs, vont malheureusement se vérifier... Notre confiance à déposer entre » vos mains le principal fardeau des affaires publiques exige des bornes » indispensables pour la conservation de votre physique. Par ces dispo- » sitions nous avons cru de l'alléger. Votre zèle moins distrait par les dé- » tails, ne pourra que mieux concourir à faire le bien par la sage impul- » sion que vous donnerez aux affaires. Celle-ci recevant par là une » expédition plus prompte, le public en sera plus satisfait, et vous aurez » des droits plus connus encore à la reconnaissance du pays et des motifs » à notre sincère agrément ». Par une attention flatteuse dans le billet royal même Revel aîné était nommé membre du conseil. Si la santé de St-André,

âgé de 75 ans, exigeait des ménagemens, il était tout aussi important de diminuer les occasions de contraste personnel avec le général Mélas ou le comte Concina, en déléguant le pouvoir exécutif au conseil que St-André pouvait toujours diriger comme président. Un corps délibérant exclut les personnalités et donne un répit aux décisions et aux réponses. Aussi St-André en écrivant au duc d'Aoste (16 novembre), qui de Verceil suivait les événemens, se louait de cette mesure qui le déchargeait d'une comptabilité terrible dans ces momens si difficiles, où sa santé était très-altérée par les soucis et l'excès du travail.

Heureusement elle se rétablit; le comte Solar mourut par contre dans l'intervalle. Ponsillon fit parvenir à St-André une copie de la proclamation que le général Mélas devait publier, et dans laquelle il prenait l'initiative d'appeler sous les armes et de régler la réorganisation de l'armée. Le conseil n'ayant pas jugé de faire une démarche plus forte, résolut qu'on écrivît aux commandans et intendans des provinces de Coni, Mondovi, Saluces et des environs, pour publier une invitation dans le même sens que celle de Mélas, dans la vue que le gouvernement concourût dans cette démarche, et d'écrire au général Mélas pour la lui annoncer afin de ne pas la laisser sans une espèce de réclamation de la part du gouvernement.

Un billet royal du 15 novembre disait: « Marquis de St-André, mon » cousin. Les succès glorieux de l'armée impériale en Piémont nous ont » causé la plus grande satisfaction par l'intérêt que nous prenons natu- » rellement au bien de la cause commune, et dans l'espoir que nos sujets » fidèles seront enfin délivrés des malheurs et des craintes de toute inva- » sion de la part de l'ennemi.

» Nous avons vu avec douleur que l'attente de l'organisation de nos » braves troupes est troublée par les incidens dont vous nous rendez compte.

» La raison et la justice ne peuvent nous conseiller de renoncer aux » droits que Dieu nous a donné et dont l'équité et la générosité de l'Empe- » reur nous garantissent la conservation. Nous n'avons pas seulement sujet » de l'attendre des vertus de S. M. I., mais l'objet de la guerre actuelle, » les proclamations de ses généraux, et les assurances de sa bonne vo- » lonté à notre égard en sont les preuves. Nous ne pouvons qu'être étonnés » de l'intention d'écarter notre nom des proclamations nécessaires pour » rassembler nos soldats, puisque cette conduite s'éloigne de celle qui a été

» tenue lors de l'entrée des troupes impériales, et s'oppose au but projeté.

» Nous faisons une expédition extraordinaire à Vienne, dans la confiance » que l'Empereur reconnaîtra l'equité et la justice de nos réclamations. » Nous désirons que vous engagiez le général Mélas à ne rien innover » dans l'intervalle en l'assurant que le succès de la réorganisation même » des troupes rend ce délai convenable et nécessaire. Nous souhaitons con- » sacrer l'attachement de nos fidèles sujets pour nous, et leur courage au » bien de la cause commune. Mais les innovations, qui seraient une nou- » velle révolution, porteraient avec elles le trouble et la confusion. Nous » espérons que la connaissance que le général Mélas a naturellement » acquise de nos sujets, lui fera sentir qu'il importe de bien diriger leur » courage pour en assurer les effets. Dans cette confiance nous nous at- » tendons qu'il ne vous mettra pas dans la nécessité des protestations que » nous vous avons ordonné par notre dépêche du 2 octobre de faire dans » un cas semblable, et sur ce nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte » et digne garde ».

Dans l'entrefaite le général Keim avait demandé 4 régimens provinciaux pour concourir au siége de Coni; St-André s'empressa de les faire marcher, espérant y voir un rapprochement, mais ce ne fut pas de longue durée.

(1) « Le comte Concina m'a trasmis la proclamation manuscrite de V. E. » pour la réorganisation des troupes piémontaises, avec demande de la faire » imprimer et publier dans toutes les provinces. Je me suis fait un em- » pressement de la communiquer au conseil qui, malgré son désir de con- » courir dans les vues de V. E., n'a pu adhérer à la publication avant » que d'avoir mis sous ses yeux les motifs qui l'engagent à la différer.

« J'ai l'honneur de lui communiquer la dépêche de S. M. en date du 15 » courrant. V. E. y verra que S. M. a fait une expédition extraordinaire » à Vienne, d'après le résultat de laquelle nous attendons des instructions.

» J'ai envoyé à Florence un courrier extraordinaire mardi passé pour » informer S. M. de l'état des affaires, la prévenir que je croyais que V. E. » allait me demander l'organisation des troupes, et lui demander des ordres » qui pussent se concilier avec ceux que V. E. pourrait donner.

» À la suite de ces démarches j'ai cru devoir envoyer mon fils le comte

(1) St-André à Mélas.

» de Revel à son quartier général pour lui en faire le rapport, et la prier » en mon nom et en celui du conseil de vouloir bien différer toute mesure » jusqu'au retour du courrier.

» Le comte de Revel n'a pu avoir l'honneur de voir V. E., mais il a eu » celui de communiquer à monsieur le général Zagh le but de sa mission; » la publication de la proclamation de V. E. avant la réponse que nous » attendons de Florence, met le conseil dans la désagréable position de » ne pas pouvoir concourir, et même l'oblige à devoir faire auprès de V. E. » les protestations qui lui sont prescrites.

« L'espoir dans lequel il est, que S. M. le mettra à même de seconder » efficacement les vues de V. E., l'engage à la prier avec les plus vives » instances de vouloir bien ne pas exiger cette publication jusqu'au retour » du courrier, ce qui ne la retardera que de peu de jours. D'autant plus » que ce retard n'en apporte aucun à l'organisation des troupes, ayant » déjà donné les ordres les plus pressants pour rassembler les soldats, et » faire joindre leurs régimens par les provinciaux.

» Les bontés dont V. E. m'a honoré en particulier me font espérer qu'elle » voudra avoir égard à la pénible position dans laquelle le conseil et moi » nous nous trouvons, qu'elle voudra me les continuer dans une circons- » tance aussi intéressante ayant égard à mes pressantes prières ».

Le conseil suprême disait dans sa réponse que la forme actuelle du gouvernement ayant été établie par le Roi, et à la connaissance des généraux commandans les armées, ne pouvait être annulée que par ordre du Roi et avec proclamation du changement.

Que son devoir et son serment lui interdisaient aucune démarche avant une réponse du Roi.

Qu'il donnerait en attendant les ordres les plus efficaces pour le complétement des régimens provinciaux et le retour des soldats à leur régiment.

L'intention de Mélas n'avait été d'abord que de publier la proclamation dans les provinces de Saluces, Coni, Mondovi et Albe. Comme le gouvernement du Roi l'aurait accompagnée d'une autre qui pût faire croire au public que le gouvernement marchait d'accord avec le général Mélas, les convenances auraient été sauvées. Mais le mauvais génie de Concina poussa à étendre la chose. Il voulut la publication à Turin et dans le reste des états du Roi. Le conseil pensa à faire aussi imprimer la sienne. Concina s'y opposa.

Digitized by Google

(1) « J'ai envoyé ce matin le comte de Revel parler au comte Concina. Il » l'a trouvé au moment de faire marcher des troupes pour faire la publi- » cation avec éclat. Cette conférence a fini par l'admission de la procla- » mation, ce qui a été fait presque en même temps de celle du général » Mélas. Le comte Concina dans l'entretien qu'il a eu avec le comte » de Revel n'a pas caché la prétention qu'il a de s'immiscer dans les » affaires du gouvernement. Cela a été discuté assez vivement; et le comte de » Revel lui a protesté qu'on ne pouvait le reconnaître que comme com- » missaire impérial. Il a parlé alors de ses instructions; il lui a été ré- » pondu qu'on ne les connaissait pas, que le gouvernement ne pouvait y » déférer, et que tout ce qui regardait l'administration des états de S. M. » dépendait des autorités que le Roi avait établi ».

Mais au dernier moment Concina prétendit avoir ordre de corriger la proclamation que le conseil suprême voulait publier, et il y supprima tout ce qui indiquait au Roi, à l'epithète de royal, à la monarchie et à la lieutenance générale. Il ne devait être fait parole que du Piémont, et mention que du congrès et de son président qui faisaient la proclamation. En de pareils termes la proclamation était plus nuisible que favorable. On y renonça donc.

Le Roi par un billet du 1er décembre approuva la conduite de St-André et du conseil qui avaient sauvegardé ses droits tout en faisant marcher la réorganisation et ne poussant pas aux extrémités avec les Autrichiens, et les autorisait à continuer à prêter leur concours à Mélas.

Dans un billet royal de même date à St-André, on lui disait qu'évidemment la Cour de Vienne avait devancé ses ordres à Mélas pour qu'au moment de répondre l'affaire fût décidée par le fait. Qu'il fallait plier aux circonstances, supposer que Mélas ne faisait cela que pour activer la guerre, et quelque mauvais qu'il fût, le présent valait mieux que le retour des Français. Que si la Cour de Vienne disposait sans intermédiaire des troupes et des ressources du Piémont, il fallait espérer qu'elle ne prétendrait pas exclure le Roi du gouvernement civil et intérieur. Le Roi se reposait, pour l'empêcher, sur le zèle de St-André et sa dextérité dans le maniement des affaires.

(1) St-André au comte de Chalambert.

Digitized by Google

La situation n'était pas facile. Le général Kein présentait la lettre suivante du général en chef Mélas du 3 décembre de Borgo S. Dalmazzo.

« C'est avec la plus grande surprise que je vois la note que par le conseil » m'a remis par l'organe de V. E. en réponse aux ordres positifs que je » lui avais donnés, que le conseil, au lieu de l'empressement à obéir à mes » ordres et à seconder mes vues, ait osé délibérer sur un objet déjà dé- » cidé, et définitivement réglé.

» V. E. aura donc la bonté de déclarer au conseil que je prétends abso- » lument de voir imprimée et publiée la proclamation pour l'organisation » des troupes piémontaises, et en vous rendant responsable du moindre » délai, j'assure V. E. que tout nouvel refus sera suivi des mesures ana- » logues à ma dignité et aux pouvoirs que je tiens; et comme tous mes » désirs et mes ordres n'ont absolument d'autre vue que le bien être gé- » néral, Votre Excellence peut être persuadée que je saurais justifier à » la face du monde entier, et en tout temps, les mesures que je prendrai » pour la gloire des armes et la réussite des opérations militaires ».

Pour ne pas briser on prit le parti de publier dans la gazette du 7 décembre l'article suivant: « Aujourd'hui a été publié d'ordre de S. E. le baron Mélas » commandant général des armées impériales R. A. en Italie et en Piémont, » le rétablissement de tous les régimens provinciaux et d'ordonnance na- » tionale, et de cavalerie et dragons piémontais; nous nous empresserons » de communiquer au public ce document qui fait tant d'honneur non moins » au cœur généreux de S. E., qu'au nom et à la valeur des troupes pié- » montaises. Nous donnerons en même temps la capitulation de la ville » de Coni ».

Et dans le numero suivant (14 décembre) était publiée purement et simplement la proclamation datée du 26 novembre. Elle portait le rétablissement de tous les régimens. Ceux d'ordonnance sur 2 bataillons, les provinciaux sur 1: les troupes serviraient sous les ordres du général en chef, ou ses lieutenans; elles prêteraient serment d'obéissance, subordination et respect au commandant général en chef, et à leurs officiers et sous officiers respectivement pendant la présente guerre (article 6): grades égaux à ceux des Autrichiens avec précédence pour ceux-ci: promotions dépendantes du général en chef: toute compétence sur le pied autrichien.

La commission militaire fut également sous la présidence de Bomport, et

composée par Des Hayes de Mussan - D'Albarey - général comte Lusignan - colonnel Legisfeld - commandeur comte Hiller - et Revel. La nomination de ce dernier était très-utile puisqu'ainsi l'action de la commission avait un trait d'union avec la lieutenance générale. Mélas avait même désiré personnellement Revel. Le comte de Chalambert qui, d'accord avec le baron de la Tour, le marquis de St-Marsan, et poussé spécialement par le comte Cerruti, travaillait contre St-André, fit blâmer le choix indirectement en faisant écrire qu'on aurait pu également choisir Brempt.

Ces intrigues contre St-André étaient injustes puisqu'il acceptait alors le rôle le plus ingrat, de faire et d'être désavoué s'il ne réussissait pas. C'était une nécessité de s'en remettre à lui pour rendre possible la marche des affaires. St-André seul avec le conseil pouvait sauvegarder les droits du Roi, en agissant comme d'eux-mêmes, quand il fallait obéir aux Autrichiens, abuser pour ainsi dire du pouvoir conféré par le Roi qui plus tard pourrait le désavouer. Ne pouvant obtenir de se retirer, St-André avait proposé avec abnégation ce système. Il fut accueilli par le Roi qui faisait écrire à St-André par Chalambert le 11 décembre une lettre, lue par LL. MM. et le Bailli de St-Germain avant d'être expédiée; y était-il dit expressément. Il disait à St-André de sauver le plus possible, et de ne pas compromettre jamais le nom du Roi, le laissant en dehors comme s'il ignorait ce que l'on faisait. Ayant soin toutefois de reporter à lui tout ce qui pourrait faire bon effet, et jeter habilement sur les Autrichiens tout l'odieux.

Le comte de Vallaise n'avait pas été heureux à Vienne. Comme à ses réclamations Thugut alléguait l'exemple du grand duc de Toscane qui s'était prêté à ne rentrer dans ses états qu'à la paix, Vallaise répliqua que malgré cela le gouvernement civil de la Toscane était toujours dans ses mains. Oui, répliqua Thugut, mais d'après des concerts pris avec le ministère de Vienne. Mais c'est précisément l'intention du Roi de se concerter avec ce ministère, dit Vallaise. Alors Thugut éluda la question. Ce qui prouvait jusqu'où on voulait aller.

Il fallait donc louvoyer, ce qui était pénible pour St-André. Il aurait voulu se retirer, mais le Roi ne le voulait pas ayant toute confiance en lui. D'ailleurs le moindre changement à la forme de gouvernement aurait nécessité des patentes royales, dont la promulgation aurait offusqué les Autrichiens, et précipité la crise.

Ce qu'avait prévu St-André arriva; Mélas voulut que la commission militaire correspondât directement avec lui, en prît les ordres, et se combinât pour leur donner exécution avec le conseil suprême, le congrès militaire, ou le bureau de la guerre, selon les questions.

Revel fut plus d'une fois délégué par la commission pour aller au quartier général de Mélas, y recevoir des instructions et fournir des explications.

La commission devait former les régimens de ligne au fur et à mesure de la force. Avec les compagnies de réserve on compléterait les régimens. Tous seraient de simple infanterie avec une paie égale réglée sur le système autrichien, et toutes les autres sortes de troupes y seraient incorporées.

Pour les officiers on tiendrait compte du scrutin fait par le congrès militaire, mais on ne donnerait de commandement de compagnie qu'à ceux qui, à la conduite morale, ajouteraient la capacité physique.

Le recrutement serait réglé par la commission, et on aurait soin de faire retourner les soldats piémontais qui se trouveraient dans les provinces italiennes occupées par les troupes impériales.

La commission devait se faire fournir par le congrès ou par le bureau de la guerre les moyens d'armer et habiller les soldats, et par l'office de la solde l'argent pour les payer. Elle était le ministère de guerre de Mélas. Mélas voulait que les corps ne fussent commandés que par des lieutenans-colonnels ou majors, afin que les officiers supérieurs autrichiens eussent toujours le commandement.

On ne reparla plus du serment que le Roi aurait voulu faire renouveler aux troupes. Mélas y aurait fait difficulté, et peut-être eut-il substitué complètement l'Empereur au Roi dans la formule.

Le comte Ponsillon fut sollicité par le quartier général autrichien de revêtir l'uniforme de cette armée; il en référa. Le Roi, tout en témoignant sa répugnance à voir un de ses officiers revêtir un uniforme étranger, l'autorisa à le faire, s'il croyait qu'un refus persistant pût nuire à son influence en contrecarrant cette idée de Mélas. Il devait cependant le faire comme de lui-même et sans laisser croire qu'il y fût autorisé.

Dure nécessité de se trouver avec un allié tout puissant qui voulait être dominateur!

La commission militaire prenait un ton impératif pour obtenir du conseil suprême l'argent nécessaire aux troupes. Elle contrôlait l'entrée de l'argent

Digitized by Google

aux finances, fixait les sommes qu'il fallait journellement lui fournir, demandait une réforme des employés du bureau de la solde, qu'elle accusait de mauvaise volonté, et donnait tous les ordres relatifs aux militaires. Mais au moins elle ne poussait pas le général Mélas et son intermédiaire sauvait les convenances réciproques en ne mettant pas en contact direct le lieutenant général du Roi avec le commandant en chef. Celui-ci voulut faire prêter serment aux nouvelles troupes. Le conseil fit des objections. La commission militaire résolut la question en établissant, par mandat de Mélas, une formule d'obéissance, observation complète des lois militaires et bravoure.

C'était tout militaire, et par conséquent admissible par tous; néanmoins il offusqua beaucoup de personnes, et quelques corps se refusèrent à le prêter. Le régiment d'Ivrée spécialement se sépara, et on eut beaucoup de peine à le rassembler de nouveau. D'ailleurs l'idée d'aller servir sous les Autrichiens dégoûtait du service, et les mauvais sujets préféraient aller s'enrôler dans les corps francs Brentano, Belgioioso et Bonacossi. La désertion était grande. Les plaintes du quartier général autrichien très-fortes. Il s'y ajouta que plusieurs officiers, renvoyés du service par le congrès militaire, allèrent faire du zèle auprès des généraux autrichiens, et surent si bien faire, que Mélas crut devoir ordonner à la commission militaire de les faire réintégrer. On exhiba les pièces à charge, mais tout cela augmenta les difficultés. Une autre surgit. Plusieurs officiers qui croyaient avoir droit à une récompense, ou qui se savaient proposés, firent des démarches auprès de Mélas pour qu'il leur fît donner ces distinctions. Le général autrichien adhéra à la chose et écrivit à la commission de pourvoir. Heureusement que celle-ci n'insista pas trop auprès du conseil, car il aurait été trop dur qu'un étranger distribuât des décorations nationales. Cet incident causa un grand émoi à la Cour. On en fit un grief à St-André, comme s'il avait voulu s'arroger ce droit. Il est singulier de noter qu'on lui reprochait encore le collier de l'ordre de l'Annonciade donné, d'après ses instances, à Souwarow, parce qu'il était schismatique. Pour vaincre la répugnance du Roi dans le temps St-André avait dû recourir au cardinal Gerdil, et obtenir de lui une déclaration que rien n'obstait ecclésiastiquement à la chose.

Chalambert, pour faire pièce à St-André, envoya l'ordre à Revel de donner sa démission de membre de la commission militaire, et de partir

Digitized by Google

immédiatement pour Londres. Il était impolitique d'ôter Revel de la commission, où naturellement il pouvait éliminer beaucoup de difficultés dans les affaires; mais celui-ci n'hésita pas à se délivrer de la position délicate où il se trouvait, et il fut remplacé par Brempt. Quant à aller à Londres, il écrivit à Chalambert (15 janvier 1800) qu'il ne sollicitait rien, mais de ne pas être envoyé à Londres dont le climat lui avait déjà été pernicieux, ni exposé à un éloignement très-préjudiciable aux débris de fortune qui lui restaient: « S. M. daignera se rappeler que, malgré mon extrême répu-
» gnance, et contre ma pensée, j'allai traiter la paix à Paris. Par son ordre
» je fus à Asti, quoique ce commandement fût très-onéreux. Jamais, j'ose
» le dire, je n'ai manqué de zèle et dévouement, ni compté les sacrifices.
» Que le Roi me permette de distinguer ce qui est de son service de ce
» qui n'y tient pas, et de mettre de nouveau à ses pieds mes instances
» les plus vives et les plus humbles pour qu'il veuille bien révoquer le
» choix dont il m'avait honoré ».

Le Roi dispensa Revel de la mission de Londres, mais Chalambert lui donna l'ordre de payer aux finances un à-compte qu'il avait reçu, et qu'il avait dépensé en allant à Florence d'ordre du Roi.

Les finances étaient épuisées, les dépenses augmentant et les recettes diminuant. On payait un tiers en monnaie et le reste en billets. Cela créait des difficultés à la solde des troupes. Le comte Balbe alla avec Revel aîné auprès de Mélas pour obtenir quelque diminution dans les subsides exigés par la caisse militaire autrichienne.

Mélas proposa par contre de faire payer les troupes piémontaises par la caisse autrichienne dès le 1er février. Telle n'était pas l'intention de St-André qui, tout en voulant alléger les sacrifices imposés aux finances, ne désirait nullement augmenter la dépendance des troupes royales en les laissant encore payer par les Autrichiens. Mais comme la commission militaire protestait que l'organisation, ne pouvait marcher, faute de fonds, et que les caisses en fournissaient avec grande difficulté, Mélas put faire adopter son idée, et ordonner que du premier février toutes les troupes piémontaises seraient payées par la caisse militaire autrichienne.

L'état du Piémont était navrant. Les immenses et incessantes réquisitions des Français d'abord et des austro-russes l'avaient épuisé. Une mauvaise récolte et l'épizootie dans le bétail avaient augmenté le mal. L'administration

s'était complètement désorganisée avec tant de changemens successifs. Maintenant encore avec la domination autrichienne, qui ne cherchait qu'à prendre pour l'armée et contrecarrait par jalousie toutes dispositions prises par le gouvernement du Roi, il n'y avait pas moyen de remettre de l'ordre. La Cour même s'opposait à quelques mesures réparatrices qu'aurait voulu prendre St-André en tirant des ressources pécuniaires des biens du clergé. On lui ordonnait au contraire d'en diminuer les taxes, et il reçut des reproches parce qu'il avait fait verser aux finances les fonds existans dans la caisse de l'économat. Une mesure proposée par le comte Balbo, soutenue par Cerruti et approuvée par le conseil suprême, vint encore augmenter la détresse financière. Un édit du 11 mars annula l'obligation d'accepter le papier-monnaie, et admit la liberté de contracter en fixant la qualité du paiement. Si rien n'était fixé, on donnerait un quart en monnaie. Un agiotage effréné surgit de cette mesure, et porta le désordre dans toutes les affaires; car le papier n'était reçu que selon le change de la journée. L'effet était rétroactif.

(1) « J'éprouve un chagrin extrême d'être membre d'un conseil qui, au lieu » de cicatriser les plaies de l'état et de le soulager de ses misères, les a » tellement accrues. Je n'ai cessé dans tous les conseils qui ont été tenus » coup sur coup, de solliciter le rappel du fatal édit du 11 mars. Ce qui » est à peine croyable c'est que ces fauteurs, reconnaissant la nécessité des » mesures qui obvient aux effets de cet édit, s'opposent cependant à son » rappel. S'il s'agissait d'une loi que l'ont pût laisser tomber dans l'oubli » d'elle même, je consentirais très-volontiers à ce qu'elle finit de cette ma- » nière; mais dans le cas il n'y a qu'un nouvel édit qui puisse changer » les dispositions de celui-là. Il en résulte que, malgré que le conseil sente » la nécessité de mettre un frein à l'agiotage, il n'a pas arrêté d'en sup- » primer la cause.

» On s'occupe des moyens d'assurer le crédit des billets par une hypo- » thèque spéciale et de ne pas retirer subitement de la circulation ceux » de 8 et 16 livres, mais j'ose le dire à V. A. R., tant que le funeste édit » subsistera, les remèdes ne pourront opérer rien d'avantageux, et on pro- » diguera avec peu de fruit des ressources précieuses.

» Le comte Provana est dans la nécessité de renvoyer les recrues, faute

(1) St-André au duc d'Aoste à Verceil, 5 avril 1800.

» d'argent et d'habillemens. À Turin même les troupes ont manqué de pain.
» Aux présages que cette époque viendrait, on n'a jamais répondu que
» par une tranquillité singulière. Ne voulant pas la croire un effet de l'im-
» prévoyance ou de l'insouciance, je soupçonnai que les finances avaient
» des ressources inconnues pour moi. Malheureusement cette interprétation
» ne se vérifie pas ».

Le 27 mars on céda six millions de biens du domaine à la caisse de dépôt et rachat pour qu'ils fussent vendus, et leur valeur allât à l'extinction de la dette. C'était une hypothèque. Plus tard, le 16 avril, on prohiba les changeurs. Les négocians seuls pouvaient échanger entre des limites, et avec l'autorisation du gouvernement. St-André, se trouvant en opposition avec la majorité du conseil suprême, où Cerruti avait pris le dessus, demanda au Roi d'être exonéré de la lieutenance royale et de la présidence du conseil. (1) « S. M. m'a ordonné de vous dire qu'elle prendra en considération
» votre demande de démission de la place de lieutenant général du Roi, et
» de celle que vous avez au conseil, aussi bien que les motifs sur lesquels
» elle est fondée, et vous fera connaître dans la suite ses déterminations.
» En attendant son intention est que vous continuiez à gérer les fonctions
» de votre double charge ».

Mais St-André insista. Il voyait que la commission ne recevant pas de fonds pour procéder dans la réorganisation, ni même de réponse du conseil, protestait et déclarait qu'elle se verrait obligée de résigner au général Mélas son mandat. Cela voulait dire que le général en chef en prendrait motif pour assumer le pouvoir suprême et amener une banqueroute qui, détruisant le prestige royal, donnerait beau jeu aux Autrichiens. Lutter contre de pareilles difficultés n'était pas chose possible, du moment qu'un parti appuyé par Chalambert, le ministre influent auprès du Roi, lui faisait une guerre sourde et continuelle non seulement à la Cour, mais dans le conseil. Le Roi ne put refuser ses nouvelles instances, et faisait rédiger le billet royal suivant:

« Sur les représentations, que vous nous avez soumises, d'être dispensé
» de la régence du suprême conseil établi pour l'administration en notre
» nom de nos états de terreferme, nous avons daigné y adhérer sur la
» réflexion que la multitude des affaires qui en dépendent, joints à ceux

(1) Chalambert à St-André, 8 avril 1800.

» dont vous êtes particulièrement chargé comme gouverneur de Turin, n'est
» plus conciliable avec ce que vous nous représentez sur l'état de votre
» santé ebranlée, bien plus que par l'âge, par vos longs et zélés services
» dans la carrière militaire, non moins que dans les fonctions politiques,
» et spécialement dans la charge difficile que nous vous avons confié de
» notre lieutenant général dans nos états de terre-ferme.

» Il nous importe trop de vous mettre à même de continuer à nous servir
» avec votre exactitude et zèle habituels au moins dans le gouvernement
» que nous vous avons confié depuis quelques années avec notre satisfaction
» publique.

» Pendant donc qu'adhérant à votre demande nous vous dispensons de
» la sus énoncée régence du conseil suprême, nous vous signifions d'avoir
» nommé en votre place notre cousin le chevalier de Solaro, auquel vous
» remettrez les papiers appartenans à ladite régence, et vous communiquerez
» les instructions et ordres que vous avez successivement reçus de nous
» à ce sujet.

» Nous réservant de vous donner à l'occasion de nouveaux témoignages
» de la satisfaction avec laquelle nous apprécions le zèle et la grande
» distinction de vos services, nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte
» et digne garde ».

Quoique ce billet fût daté du 15 avril, le Roi tarda à le mander. Personnellement il avait confiance dans St-André, et bien que la question de la lieutenance fût esquivée dans le billet royal, il craignait que Mélas eût moins d'égards pour un autre. Aussi à l'occasion on aurait toujours pu soutenir que St-André était encore lieutenant général du Roi, puisqu'il n'était déchargé que de la présidence du conseil.

St-André, ébranlé moralement et physiquement par tant de luttes, renouvela ses prières au Roi qui céda enfin, et le 1 mai lui communiqua par un billet royal celui du 15 avril. Mais comme dans l'entrefaite le chevalier Solaro de Moretta était mort, S. M. y désignait le général de la Flechère pour président chef du conseil suprême.

Le 6 mai St-André communiquait les décisions royales au conseil et remettait l'autorité à La Flechère, gardant simplement le gouvernement de Turin. Tous les affaires avec les Autrichiens se faisant par l'entremise de la commission militaire avec Mélas, et du conseil suprême avec le

commissaire impérial, qui depuis le 15 février était le général comte de Saint Julien ; on ne fit nulle mention de la lieutenance royale. St-André se limita à notifier à Mélas que La Flechère le remplaçait à la présidence du conseil, dont le Roi l'avait déchargé d'après sa demande pour motif de santé.

St-André écrivait le 15 avril au duc d'Aoste qu'il espérait pouvoir se retirer et ne pas assister à la ruine du pays. Elle ne tarda pas à venir.

Mélas avait porté son quartier général le 21 mars de Turin à Alexandrie. De là il se porta vers Gênes occupant Vado le 6 avril, et forçant la Bocchetta le 9. Le 18 il battit à Voltri Massena et le força à se jeter dans Gênes, dont on commenca le siége.

Un de ses généraux, Knesevich, forçant le Col de Tende avait battu Suchet qui dut se retirer sur la droite du Var.

Le 11 mai Nice était délivrée des Français qui s'en retirèrent à la hâte, et l'avant-garde des austro-sardes formée par les régimens de Suse et Coni y faisait son entrée au milieu de la population enthousiaste. Les deux Revel avaient repris le commandement de ces régimens.

Massena après avoir défendu Gênes jusqu'à la dernière extrémité contre les Autrichiens par terre, et les Anglais par mer, dut capituler le 4 juin.

Mais déjà Bonaparte avait envahi le Piémont et la Lombardie.

Le duc d'Aoste et le duc de Chablais s'étaient retirés de Verceil et d'Agliè rejoignant la Cour qui de Toscane dut se rendre à Venise. Le 31 mai St-André ordonnait l'armement de la garde urbaine à Turin, le 9 juin il ordonnait que tout ce qui n'y était pas domicilié depuis 3 mois, sortit de la ville afin de ménager les vivres. Le général Auesperg commandait la garnison autrichienne. Le conseil suprême s'était transféré à Alexandrie, autorisant par patentes du 12 juin, vues les impérieuses circonstances qui l'avaient forcé à se transférer dans cette ville par ordre du général autrichien, le sénat à disposer pour le politique, la cour des comptes pour l'économique, le procureur général du Roi pour la police. Ce fut le dernier acte du gouvernement du Roi. La convention d'Alexandrie remit Turin et toutes les autres places du Piémont aux Français. St-André alla à Gênes s'embarquer pour Livourne, où il fut rejoint par ses deux fils qui, venus se renfermer avec leurs régimens à Coni, durent également en sortir. La bataille de Marengo avait replacé le Piémont sous les Français, et devait en faire une province française.

Digitized by Google

FUITE DE DIJON.

Olim meminisse juvabit.

Voulant conserver le souvenir de notre fuite de Dijon, de retour en Piémont, j'en écrivis l'itinéraire avec les principales circonstances et les indications pour aider ma mémoire. Plus tard il m'aurait été impossible de retrouver tous les noms des personnes et des lieux que nous avons parcourus.

Longtemps j'ai cru cet écrit égaré. En le relisant après vingt huit ans, je me suis cru transporté de nouveau sur les lieux, tant non seulement les événemens et les personnes, mais les moindres circonstances se sont représentées à mon esprit. Alors j'ai ressenti le désir de donner une meilleure forme à ce journal en y ajoutant les réflexions qui sortent du sujet, et les développemens nécessaires; mais je puis affirmer solennellement que l'imagination n'a aucune part à cette rédaction nouvelle, de sorte que si mes enfants éprouvent quelque émotion en lisant ce récit, ce sera l'effet des situations bien réelles dans lesquelles leur père et leur oncle se sont trouvés.

J'aime à penser que les générations avec lesquelles j'ai vécu, ont accompli la période plus ou moins longue et funeste de malheurs qui afflige par intervalles les nations. Alors ce que j'ai éprouvé de peines, de périls durant ma vie, serait pour moi la source d'une grande satisfaction.

S'il en doit être autrement, si la coupe des maux n'est pas entièrement séchée, si quelqu'un de mes enfans se trouve jamais dans des situations semblables à celles que j'ai décrites, qu'il en tire cette leçon: lorsque la hardiesse ne procure aucune gloire, il faut choisir les moyens les plus sûrs; c'est ce que nous aurions dû faire.

Lorsque le directoire s'empara traîtreusement du Piémont, je ne croyais pas aux promesses de sécurité, de tranquillité, des perfides qui avaient détrôné le Roi, pour son malheur devenu leur allié. J'avais été persécuté, ainsi que tous les miens. Mais l'état de ma femme, mourante à cette époque,

et le désir de sauver les débris d'une fortune qui avait souffert tant de naufrages, me retinrent en Piémont (1).

J'étais auprès de son lit au Calme. On m'annonce deux cavaliers porteurs d'une lettre. Deux cavaliers dans les collines! Je jugeai qu'ils n'étaient pas chargés de m'arrêter. Ils me remirent l'ordre du général Grouchy de partir dans les 24 heures pour Grenoble.

Surpris avant d'avoir pu faire mes dispositions, il fallut se soumettre. C'était une double infraction aux conventions, puisque je ne dirai pas le traité, mais la capitulation stipulait l'ordre du Roi à ses troupes de se considérer comme partie intégrante de l'armée française dans laquelle les troupes piémontaises étaient incorporées.

Quelle cruelle surprise pour ma femme, elle qui ignorait encore la révolution du Piémont! L'assurance qu'elle viendrait me joindre dès qu'elle serait rétablie, adoucit un peu une séparation douloureuse sous tant de rapports.

Mon frère avait reçu un ordre pareil. En passant à Suse de bons patriotes en bonnet rouge nous présageaient charitablement que nous ne rapporterions pas nos têtes en Piémont. Nous traversâmes le Mont-Cénis le 1 de janvier 1799, étudiant durant la route les localités et prenant des renseignemens pour pouvoir nous évader à une autre époque.

Au printemps les progrès des alliés enflammaient le désir bien naturel d'être en liberté, de revoir nos familles et de reprendre les armes. Mais un temps affreux rendait impraticables les chemins détournés des montagnes, et s'opposait à tous les plans. Nous avions formé celui de suivre la grande route, vêtus en militaires, avec des papiers que nous pouvions nous procurer. L'annonce que notre père était arrêté, déporté et déjà en route, rompit encore nos mesures. Peu après nous fûmes transférés à Dijon (2).

(1) Après l'abdication du Roi Charles Emmanuel, mon père s'était embarqué sur le Pô. Il s'arrêta à Cimena bassa (*bien vis-à-vis de Brandizzo, acheté par Revel avec la dot de sa femme*) pour me voir. Occupé à soigner ma femme, je la quittai brusquement à son grand étonnement. J'eus le bonheur douloureux d'embrasser mon père, de lui présenter quelques unes de nos productions. Nous nous séparâmes ignorant si nous nous reverrions jamais.

(2) À cette époque nous étions, mon père prisonnier, nous détenus à Dijon, et mon malheureux frère Maurice enfermé depuis plusieurs mois dans les prisons de Nice contre

Là nous apprîmes que mon père, reconnu par les paysans sur la route de Rivoli, avait été enlevé à l'escorte, et qu'après beaucoup d'aventures et de dangers, il avait joint le maréchal Souwarow qui lui avait donné le commandement des troupes piémontaises.

Libres de ce côté là, nous songeâmes à notre délivrance. Le libraire Cocquet et un de ses amis, nommé Brun, devaient nous fournir un char et un conducteur. Dans cette entrefaite les menées des réfugiés piémontais firent résoudre la réclusion des ôtages, c'est ainsi qu'on nous appelait alors. Il est scandaleux, disaient-ils, tandis que le féroce St-André fait couler le sang des patriotes, que ses enfans promènent les rues de Dijon. Le 12 juillet on nous signifia à midi d'être rendus à l'hôtel de Vergennes à cinq heures du soir. Les mesures prises avec Cocquet étaient rompues. Elles exigeaient que nous eussions une avance considérable pour nous éloigner. N'étant plus logés en ville, cela devenait impossible.

La nécessité oblige, violente tous les hommes; la différence n'est que dans le degré de force avec lequel on la supporte en avisant aux moyens de s'y soustraire. Enfermés comme du bétail pour être, si non égorgés, soumis cependant à des contraintes insupportables, elles étaient bien propres à irriter et à redoubler, s'il était possible, l'extrême désir de recouvrer la liberté.

Notre premier soin, avant d'être renfermés, fut d'aller visiter exactement toutes les issues de la prison. Dans cette entrefaite arriva le sieur Lorimiers du Locle (pays de Neuchâtel) nous apportant des nouvelles des nôtres, de l'argent, avec l'offre de favoriser notre évasion. Elle fut fixée au 14 de juillet.

Dans la distribution des logemens j'étais parvenu à obtenir un bouge contenant à peine mon lit; mais il avait une fenêtre sur la cour, où nous comptions descendre avec des cordes.

Qu'on se représente quarante neuf personnes sans les domestiques, d'âge, d'état, de caractères différens, renfermées dans une maison peu spacieuse:

la foi de la capitulation de Malte, qui enjoignait aux chevaliers des langues françaises de se rendre à Antibes pour recevoir une pension. Maurice voulut y aller contre l'opinion de la famille. Il fut d'abord arrêté et déposé dans la prison criminelle. De retour en Piémont, nous avions concerté sa fuite avec le geôlier. Craignant d'être trahi, Maurice différa. La maladie contagieuse l'emporta à la fin du 1799.

les prétentions, les disputes pour la répartition des logemens, et dans tous les arrangemens, personne n'ayant une chambre à soi. Le mouvement était continuel: monter, descendre, aller, revenir, se plaindre, se fâcher, cela ne pouvait être autrement parmi des gens qui n'étaient d'accord que dans leur mauvaise humeur. Quant à nous, les apprêts du départ nous occupaient entièrement.

Le 14 on m'annonce un étranger, c'était Peret, demeurant à Besançon, envoyé par Lorimiers que nous n'attendions presque plus. Il fut convenu qu'il se trouverait à 9 heures et demie du soir avec une chaise de poste hors la porte d'Auxonne, où nous irions le joindre.

Il y avait quatre issues, la fenêtre de mon réduit, au moyen de cordes dont nous étions munis; par les toits, chez un voisin dont on nous garantissait la fidélité; la grande porte par laquelle passaient les domestiques et les étrangers. À cet égard nous avions pris la précaution de ne pas nous laisser voir par le geôlier. Enfin par le soupirail d'une cave qui donnait dans la rue.

C'est l'usage des maisons d'arrêt (dénomination par laquelle les Français adoucissent le mot terrible de prison) de faire l'appel des prisonniers de 9 à 10 heures du soir. C'était précisément l'heure à laquelle nous devions partir. Cette circonstance était bien inquiétante. Heureusement la visite n'eut pas lieu ce soir là. Déjà quelques dispositions de mon frère avaient excité des soupçons parmi nos compatriotes.

Pour aller à mon bouge il fallait passer par la chambre contigue où l'on jouait. Il était à craindre qu'en descendant, le bruit ne nous fît découvrir. Je priai la marquise Du Bourg de se placer dans une autre pièce pour y attirer la société: elle y consentit avec autant d'obligeance que de discrétion.

Dans cet intervalle une voisine officieuse nous avait procuré une échelle, moyen plus prompt et plus sûr. Un bruit encore vague de notre dessein circulait et faisait qu'on nous observait. L'échelle était dressée, nous allions descendre. Déjà mon frère avait changé ses habits, lorsqu'il entendit la voisine parler avec le marquis C., qui la dissuadait fortement de se compromettre ainsi que les ôtages. Averti par mon frère, je vins à la fenêtre du rez-de-chaussée, où j'eus avec le marquis un dialogue court mais d'autant plus vif.

Digitized by Google

Persistant dans notre dessein, nous décidâmes de sortir par la cave. À l'instant convenu je quittai la partie de whist de la marquise Du Bourg que je conseillais.

Pour aller à cette cave il fallait traverser la pièce où l'on soupait. L'éclat des lumières qui étaient sur le devant, et le bonheur firent que nous ne fûmes pas aperçus. Ce n'était pas la première fois de ma vie, que j'ai dû mon salut à un effet optique de cette nature.

Nous nous précipitâmes dans la cave obscure, précédés par une servante, guide moins assuré que la Sybille: nous n'avions pas non plus le rameau d'or. La pauvre fille était si effrayée qu'elle ne trouvait plus l'issue. Nous errions dans les ténèbres craignant d'avoir été remarqués et d'être surpris dans la cave même. Notre absence ne pouvait être longtemps ignorée dans un local si étroit, au milieu de tant de personnes dont l'attention était dirigée sur nous. Heureusement (ce mot reviendra souvent dans le cours de ce récit) la lune brillait. Mon frère aperçut un rayon à travers une fissure du volet; mais au lieu d'un verrou, comme nous l'avions cru, il y avait une serrure, et nous n'avions pas la clef.

Dans les situations violentes l'exaltation est un levier qui accroît prodigieusement les forces naturelles. Par un effet dont il aurait été incapable dans un autre moment, mon frère fit sauter la serrure avec fracas; nous sortîmes par le soupirail en grimpant.

Vis-à-vis demeurait un sabreur, fameux par le massacre de plusieurs prêtres, qui briguait la place du geôlier actuel de notre prison, autre massacreur des prisons d'Orléans. Le misérable était assis précisément vis-à-vis l'endroit d'où nous sortions, avec sa femme, furie digne compagne d'un tel scélérat. Le côté par lequel nous passions était dans l'ombre. Sans doute la Providence nous cacha aux yeux du monstre qui se serait jeté sur nous et n'aurait pas laissé échapper sa proie s'il l'avait aperçue. Mon frère était en carmagnole; j'avais mon habit ordinaire.

Nous éloignant rapidement en marchant de travers les genoux courbés, nous traversâmes la porte à 10 heures, au moment où elle allait être fermée pour les piétons. Arrivés à l'endroit où la voiture devait être, elle n'y était pas. Cependant elle aurait dû s'y trouver depuis une demi-heure. Peret ne nous trouvant point, serait-il parti, crainte d'être découvert? J'étais convenu seul avec lui du lieu du rendez-vous. Je commençai à craindre quelque

méprise, que la voiture ne nous attendît ailleurs. Nous allions, revenions sur le grand chemin, alarmés à l'approche des passans, surtout de ceux qui venaient du côté de la ville.

Le sort en était jeté, et bien que nous eussions pu rentrer dans la prison, nous étions décidés à tout risquer, plutôt que d'y retourner volontairement. Le moindre bruit excitait des craintes ou l'espérance que ce fût la voiture désirée. Enfin une voiture vient, et Peret lui-même.

Nous traversâmes Ausconne pendant la nuit. Au point du jour nous relayâmes à Dole; plus tard nous aperçumes Besançon. Plusieurs fois dans la route nous nous sommes croisés avec des gendarmes. Nous n'avions pas la physionomie de bandits, et nous l'étions de fait, car dans le temps malheureux, aux yeux des révolutionnaires, les honnêtes gens sont de bandits, et traités comme tels.

Je rapporterai ici ce qui se passa à Dijon, lorsque notre évasion fut connue. À minuit les ôtages se réunirent pour délibérer. Les uns voulaient qu'on nous dénonçât sur le champ, si non ils seraient eux-mêmes resserrés plus étroitement. Quelques uns alléguaient (ce qui est de toute fausseté) notre parole d'honneur. On ne nous l'avait pas même demandée. Lors même que nous l'eussions donnée, nous en aurions été dégagés par le fait de l'emprisonnement. La Turbie, qui était dans le secret, s'éleva contre cet avis, il représenta la différence de notre position comme fils du comte de St-André qui commandait en Piémont, en butte aux Français et aux patriotes piémontais: que cette dénonciation serait une lâcheté, une trahison envers des compatriotes, puisqu'elle aurait les conséquences les plus funestes pour nous qui étions en outre considérés comme émigrés. Il ajouta qu'il en ferait une affaire personnelle, et que ceux qui proposaient cette trahison pensassent qu'ils se retrouveraient un jour en face de nous. Sur la proposition du comte Radicati (depuis secrétaire de cabinet) il fut convenu de différer jusqu'au lendemain l'annonce de notre évasion. L'abbé Leardi s'aquitta de cette commission à 9 heures. D'abord les municipaux se moquèrent de lui. Bah! lui dit-on, ils ont couru durant la nuit; laissez faire, ils rentreront.

Lorsque la municipalité ne douta plus de notre évasion, on fit courir les gendarmes après nous. Déjà nous avions douze heures d'avance.

Nous mîmes pied à terre à quelque distance de Besançon, et contournant le fort nous prîmes notre repas à une guinguette, attendant un guide pour

nous conduire au lieu où Peret devait venir nous joindre. Les heures fuyent rapidement dans le bonheur, et les instans sont bien longs dans l'attente et l'anxiété; elle dura trois heures. Ignorant ce qui s'était passé à Dijon, connaissant le caractère de quelques uns de nos compatriotes, particulièrement de ceux qui nous avaient témoigné de l'inquiétude en raison de notre position particulière, trois heures auraient pu donner le temps d'atteindre Peret, malgré que nous eussions accéléré notre marche, moyennant de larges étrennes aux postillons.

Enfin le guide vint. Nous traversâmes le Doubs. En grimpant les hauteurs au-dessus de la citadelle de Besançon par une chaleur étouffante, nous l'examinions attentivement en formant le vœu que les Autrichiens pussent bientôt l'assiéger. La résistance n'aurait pas été longue, tant elle était délabrée. Revenus sur la grande route au cabaret, où Peret devait être avec le char, là encore nous attendîmes deux mortelles heures qui augmentaient la crainte qu'il n'eût été atteint par les gendarmes que nous supposions envoyés à notre poursuite. Sur le point de nous acheminer à pied pour nous éloigner, sans savoir quelle direction prendre, le char parut. Nous proposâmes à Peret, comme à un inconnu, de nous recevoir: il se faisait prier: une bonne étrenne leva les scrupules du postillon, et mit fin à la farce.

Bientôt nous versâmes. Dans notre position les suites d'une chute pouvaient être funestes s'il fallait s'arrêter.

À une heure après minuit nous atteignîmes Mortau. Le docteur Beauvois nous donna du fromage et du bourgogne qui ranimèrent nos forces, et des avis importans pour la suite de notre marche. Il fallait passer sur le pont du Doubs, gardé par les employés. Ils dormaient; nous eûmes soin de ne pas troubler leur sommeil.

Nous continuâmes à marcher jusqu'à....., où une connaissance de Lorimiers nous donna un guide pour traverser les bois. Plusieurs fois nous aperçumes diverses personnes, probablement des employés. De notre part nous prîmes les précautions des contrebandiers.

J'ai souvent entendu des personnes prétendre avoir passé six, sept nuits de suite sans dormir. Si l'on entend sans se coucher, rien de plus commun, à la guerre surtout. Quant à moi, durant les intervalles de repos, l'inquiétude chassait le sommeil; je n'éprouvais pas même le besoin de

dormir. Mais à la fin de la seconde nuit la marche devint pénible. Nos cœurs s'épanouirent lorsque nous eûmes dépassé les frontières. Nous jetâmes loin de nous l'odieuse cocarde tricolore.

Pour la première fois depuis longtemps nous voyons à Brevine des gens heureux, satisfaits de leur sort. Accoutumés à n'entendre que des plaintes, des menaces, des imprécations, des complots vrais ou imaginaires et des fusillades, le bonheur des Neufchatelois nous charmait. Après un déjeuner, que la route et la tranquillité d'esprit rendaient délicieux, nous allâmes au Locle, nous y trouvâmes l'accueil le plus cordial et aimable chez monsieur Calaud, et le repos dont nous avions tant de besoin.

Le lendemain, 17 d'août, un heureux hasard avait amené au Locle le baron de Chambrier qui avait résidé plusieurs années à Turin en qualité de ministre de Prusse. « MM. de Revel, s'écria-t-il, qui aurait jamais « cru vous trouver ici? » Nous avions compté sur ses bons offices. Certes il ne démentit pas notre attente. Durant huit jours que nous passâmes à sa charmante maison près de Neuchâtel, il eut pour nous les attentions les plus délicates. Il désirait que nous ne fussions pas connus; cependant nous vîmes chez lui plusieurs intéressantes et respectables personnes (1).

Durant le séjour que nous fîmes chez cet excellent hôte, nos excursions, et la société qui venait chez lui m'inspirèrent un vif intérêt pour le pays, semblable à un îlot charmant, entouré de tempête et de naufrage. La souveraineté de Neuchâtel avait été adjugée à la Prusse après un procès mémorable pour la succession de Châlons. Neuchâtel est en même temps membre de la Confédération Helvétique. Durant la guerre entre la France et la Prusse, la France avait respecté l'état confédéré de la Suisse, ils respectèrent Neuchâtel appartenant à la Prusse.

Quoique montagneux, le pays est très-agréable, la population industrieuse, aisée et heureuse. Dans les montagnes l'horlogerie est l'occupation principale des habitans. Leur mise, l'instruction et la politesse de leurs manières les distinguent de tout autre pays.

Si le désir de nous affranchir de la captivité eût été notre seul objet, nous serions restés à Neuchâtel, où nous trouvions cette liberté que nous

(1) J'ai eu le bonheur de revoir en Piémont, bien des années après, le baron de Chambrier et de lui renouveler la vive reconnaissance que je lui conservai.

allions exposer de nouveau. Voulant, comme de raison, retourner en Piémont, nous aurions dû traverser la Suisse dans un autre sens, et passer par les Grisons ou par le Tyrol. Notre impatience d'arriver était flattée par les rapports qui nous présentaient comme très-facile de passer aux Autrichiens. Un émigré français chargé, disait-on, de la correspondance, écrivait que les soldats autrichiens venaient tous les jours boire du lait dans les environs de Fribourg. Ces renseignemens trompeurs, dont nous n'avions pas lieu de soupçonner l'exactitude, nous précipitèrent dans un abyme de difficultés et de dangers.

Monsieur de Chambrier nous donna de ses anciens passeports en blanc que nous remplîmes avec des noms prussiens et la date de Turin. Nous nous préparions de notre mieux à soutenir le rôle de Prussiens qui avaient habité Marseille dès leur enfance.

Le 24 nous nous embarquâmes sur le lac de Neuchâtel. Avec nous était une sage-femme que Lorimiers connaissait. Pour s'égayer il gagea un baiser à prendre sur sa fille que la personne chez qui elle allait, viendrait à sa rencontre sur le rivage, malgré la pluie qui tombait. La Schorf, ne craignant pas de perdre, accepta la gageure.

À l'approche du bateau monsieur Cornaz, prévenu de notre arrivée, accourut au rivage. La bonne Schorf, toute étonnée, se morfondait en complimens, exprimant son regret que monsieur Cornaz voulut bien se mouiller pour lui faire honneur. Cette scène prêta beaucoup à rire.

M. Cornaz nous conduisit à sa jolie maison de Cudrefin. Des officiers français y étaient logés. La crainte d'être reconnus (il se pouvait faire que nous nous fussions rencontrés) nous fit désirer de partir au plus tôt. Après le déjeuner nous montâmes dans un char-à-banc de monsieur Cornaz, nous dirigeant sur Bulle. Les routes étaient couvertes de soldats français, et nous marchions à découvert.

Un orage terrible nous obligea de nous arrêter à une maison sur la route. Les propos du maître inspirant de la confiance, je lui parlai de notre dessein de passer aux Autrichiens. Sur le champ il s'offrit de nous conduire. L'appas d'une forte récompense était le gage de sa fidélité. Nous reprîmes le chemin de Bulle, où nous arrivâmes à nuit close.

Le curé avait été indiqué comme étant à même de nous fournir les moyens d'exécuter notre entreprise. J'allais chez lui. Il pleuvait à verse.

Digitized by Google

Je lui nommai les personnes qui m'adressaient à lui: « Je n'ai pas l'honneur de les connaître ». Je lui parlai des renseignemens et des conseils que j'attendais de lui. Il m'assura qu'il n'avait jamais *fait passer* personne. Il démentit les espérances que notre guide actuel nous donnait. La réserve du curé était affligeante; je l'attribuais à la crainte de se compromettre avec des étrangers qui ne pouvaient en effet constater leur qualité. Il ajouta cependant qu'il y avait à Bellegarde un prêtre français qui nous pourrait être utile.

Nous étions avancés en Suisse. Bulle regorgeait de Français. Les renseignemens qu'on nous avait donnés se trouvaient absolument faux, et les adresses ne nous présentaient que doutes et incertitudes. On nous proposait de passer par le Vallais et la Savoie, ce qui était impraticable. Nous agitâmes de retourner à Neuchâtel. Nous décidâmes d'aller à Bellegarde plus rapproché de la ligne des postes avancés français, et par conséquent de ceux des Autrichiens.

Nous congédiâmes le prétendu guide menteur, imposteur et dangereux, comme le sont les bavards, quand on ne veut pas être connu. Nous passâmes près du château des Gruyères renommé pour ses fromages.

Le fidèle Joseph, que monsieur Cornaz nous avait donné, conduisait le char dans un chemin rabouteux et bordé de précipices. La route devenue meilleure, nous remontâmes. Soit que Joseph fût moins attentif, ou par toute autre cause, le char versa dans le seul endroit précisément où cet accident pouvait ne pas nous jeter dans le précipice. Nous n'eûmes aucun mal, mais Lorimiers plus pesant éprouva un rude choc. La douleur, surtout la colère le retinrent quelque temps étendu par terre. Nous l'aidâmes à se relever. Il était immobile, les yeux enflammés, le bâton levé, regardant fixement Joseph, qui heureusement était hors de portée, balançant s'il le frapperait ou non. Nous parvînmes à le calmer, en lui faisant sentir à quels dangers il nous exposait. Nous vînmes à Charmey, lieu abominable, dont le nom même m'est encore odieux.

Nos chevaux avaient besoin de rafraîchir et d'être ferrés. Nous étions à trois lieues de Bellegarde, il fallut nous arrêter au cabaret. Le municipal hôtelier nous promit des truites trois heures durant. Nous attendions le maréchal-ferrant. Il est, dit-il, à la procession (c'était le jour de Saint Jacques et de Sainte Anne). C'est une vieille coutume de ce pays, ajoutait-il

d'un air moqueur. Il n'en fallait pas tant pour nous mettre sur nos gardes. Il s'informa de l'objet de notre voyage. Mon frère lui répondit que nous étions des marchands de fromage qui venions reconnaître ce que l'on pourrait faire sur cet article.

Les truites si longtemps attendues n'étaient pas encore arrivées, lorsqu'un municipal en habit ecclésiastique (mauvais augure) dit en entrant au cabaretier, et en nous regardant d'un air soupçonneux: « Citoyen municipal, » j'ai à conférer avec vous ». Ils passèrent dans la chambre voisine avec un maintien solennel.

Les truites étaient à peine servies, que l'hôte rentre et nous dit avec un ton d'autorité: *Ces citoyens sont sans doute en règle: ils ont leurs passeports.* Nous remîmes ces misérables passeports. Il repasse avec eux dans la chambre où était son collègue. L'examen dura, suivant nos montres, 20 minutes, chacune bien longue. L'air défiant des deux municipaux, un si long examen, et l'extrême difficulté de soutenir un interrogatoire avaient chassé l'appetit. Nous jettions les truites aux chats pour avoir l'air d'en avoir mangé.

On nous avait dit que Charmey était l'endroit le plus enragé du Canton de Fribourg. L'argot patriotique de ces municipaux et l'habit ecclésiastique de l'un d'eux témoignaient assez de leur jacobinisme. Nous nous crûmes perdus. Enfermés dans une vallée profonde, étroite et inconnue, il n'y avait pas de possibilité de nous cacher ou de nous enfuir.

Enfin le municipal cabaretier rentre, les passeports en main, et nous dit: « Citoyens vous êtes en règle, mais il nous paraît étrange que vous » voyagiez dans ces montagnes ». — Les affaires, comme vous savez, et la curiosité nous ont amené ici. — Citoyen municipal, lui dis-je, reprenant courage, puisque vous avez voulu voir nos passeports, ayez la complaisance de les viser. — « Cela n'est pas nécessaire ». — Vous êtes le premier qui nous les aye demandés, depuis tant de temps que nous voyageons en Suisse. Je vous requiers de les viser.

Le citoyen emporta les passeports et demeura un quart d'heure dans l'autre chambre. Ce délai renouvela nos appréhensions, qu'il n'eût reconnu l'illégitimité des passeports. Pourquoi vouloir qu'il les visât, me disait mon frère? Enfin l'administrateur reparaît, et nous pûmes juger qu'il avait employé tout ce temps à apposer péniblement sur nos papiers lettre à lettre la formule usitée et devenue infâme de *liberté* etc.

Digitized by Google

Après avoir examiné avec quelque effronterie des échantillons de fromages, mon frère qui connaissait des marchands de Turin, entr'autre, il m'en souvient, Festa, lui donna des adresses. Enfin nous quittâmes l'odieux Charmey, promettant à son digne municipal, que l'espoir de faire de bonnes affaires avec nous avait radouci de revenir bientôt. En attendant nous fîmes route vers Bellegarde.

On nous avait assuré qu'il n'y avait point de Français dans la vallée. En approchant de Bellegarde nous fûmes allarmés par la vue d'un grand nombre d'uniformes C'étaient des soldats de la Légion Helvétique qui désertaient par pelotons.

Nous trouvâmes le lieutenant de la vallée Buch occupé à serrer son foin. Son aspect, sa physionomie, ses manières répondaient à ce qu'on nous en avait dit. Nous lui exposâmes notre situation, sans cependant décliner nos noms, lui demandant de nous aider dans le dessein d'aller en Italie. « Mon » rôle serait bien différent (dit-il avec une douceur qui bannissait la crainte) puisque je devrais vous faire arrêter. Allez avec mon fils. Il vous conduira chez mon neveu qui vous donnera les renseignemens que vous désirez. Vous voudriez aller à Oesch. Les Français l'occupent. Vous trouverez chez mon neveu le prêtre français dont vous me parlez. C'est un brave homme qui vous aidera, s'il le peut.

Nous entrâmes dans une maison de bois (elles le sont toutes dans ce pays là). L'opulence suisse s'y manifestait par l'étalage, l'abondance et la beauté des ustensiles et l'extrême propreté.

Le lieutenant nous avait suivi de près. Il informa son neveu de l'objet de notre venue. Chacun s'empressa autour de nous. Tous s'écrièrent: Où est l'abbé ? À son approche la joie, la vénération se peignirent sur tous les visages. Il habitait la vallée depuis quatre ans. L'invasion française avait ruiné la maison d'éducation qu'il y avait établie. Il avait été accusé, arrêté, emprisonné à Fribourg. Les frères Buch, chez qui nous étions, le suivirent. On ne put les détourner de s'enfermer dans la prison. Ils demandèrent d'y rester en ôtages pour lui. Étant les plus riches particuliers de la vallée, leur crédit, et la crainte d'une insurrection firent relâcher l'abbé. Il ne devait pas la liberté à ses vertus, puisque ces mêmes vertus le rendaient odieux et suspect aux révolutionnaires, mais à l'attachement, au dévouement de tous les habitans à ce prêtre vénérable et courageux.

Digitized by Google

Nous nous étions annoncés comme des négocians ayant des affaires urgentes en Italie. Mais on nous croyait des officiers autrichiens qui s'évadaient.

L'abbé Des Vignes nous offrit tout ce que la maison possédait. L'empressement de toute la famille prouvait qu'il pouvait en effet disposer de tout. Il nous regardait, nous interrogait. Tout-à-coup élevant la voix: « Vous n'êtes ni des marchands, ni des officiers autrichiens, dit-il; vous êtes messieurs de St-André ». Je fus tenté de le croire inspiré. Il n'y avait pas moyen de nier. Lui ayant demandé comment il pouvait savoir ou deviner qui nous étions. « J'ai vu, dit-il, dans les gazettes que monsieur de St-André, général des troupes piémontaises, avait deux fils ôtages en France, et qu'ils se sont évadés. Je n'ai pas douté en vous voyant que vous ne fuissiez messieurs de St-André ».

L'abbé Des Vignes redoubla d'attention. On nous prodigua les provisions les plus précieuses de la maison; de l'excellent vin d'Arbois. Le lendemain on nous sollicitait de rester, comme on presserait d'anciens amis.

Nous n'eûmes pas sujet d'être aussi satisfaits des renseignemens de l'abbé Des Vignes que de sa bonne volonté et de son obligeance. Il nous assurait que nous passerions facilement par la Gemmy.

Nous partîmes à pied. L'abbé, les deux jeunes Buch, bien que l'un des deux fût boiteux, nous accompagnèrent. Lorenz, un de leurs serviteurs, fut choisi pour nous conduire à la Gemmy. En conséquence il endossa son habit des dimanches.

Après avoir traversé une montagne fort élevée, couverte de superbes pâturages, nous descendîmes dans la vallée de Zwey Simmen. Nos compagnons voulaient aller chez le vice-préfet leur ami. J'avais pour maxime de converser avec le moins de gens possible, dans la crainte de nous trahir nous-mêmes. On ne pouvait pas éviter de passer près de la maison. Il fut convenu de ne point s'arrêter s'il ne nous voyait pas.

Le vice-préfet, en robe de chambre, pantoufles et bonnet blanc, était assis sur son balcon fumant sa pipe. L'immobilité de sa pose, et la sérénité de sa face témoignaient assez qu'il rêvait doucement à la Suisse. Un regard tombé sur la route lui découvrit les Buch et le tira de sa stupeur extatique. Il les appella; il fallut s'arrêter. Le bon vice-préfet nous offrit de la crême, du thé et des pipes, délices helvétiques. Il voulait en outre

nous retenir chez lui. Nous résistâmes à ses offres et bien plus à son obligeance. Il visa nos passeports, ce qui nous fut bien utile.

Nous avions passé un pont sans que la garde eût fait attention à nous. Mais des enfans qui jouaient avaient remarqué notre mise étrangère, et les chiens qui aboyaient après nous furent cause que la sentinelle se retourna et nous cria, *arrête*. Nos passeports visés par le vice-préfet levèrent tout obstacle. La curiosité des enfans qui observent la diversité des vêtemens, de langage et communiquent leurs découvertes; les chiens qui aboient en voyant des étrangers sont en pareil cas des observateurs dangereux. C'est un instinct dont la nature a doué les chiens, ainsi que les enfans de curiosité.

Il y avait beaucoup de militaires dans le cabaret où nous nous arrêtâmes. La présence de nos anges conducteurs, et l'éloignement où nous nous tînmes, nous préservaient de tout danger. Le lendemain nous nous séparâmes de nos bienfaiteurs. Mon frère changea de souliers avec l'abbé, et ce ne fut pas un léger service, non plus qu'un gros jambon que les Buch nous régalèrent (1).

À Anderlenck, au fond du Simmenthal, dans un pays sans commerce, la route était aussi belle et bien entretenue que dans le voisinage des grandes villes. Ce soin particulier des chemins distingue particulièrement le canton de Berne.

Nous nous arrêtâmes au cabaret tenu par le lieutenant. Lorenz envoyé à la découverte, rapporta qu'il avait trouvé un homme qui promettait de nous faire passer en toute sûreté. La persuasion que l'issue était de ce côté là, et la nécessité de ne pas nous arrêter, nous firent saisir avidement l'espoir qui se présentait. Nous nous étions acheminés seuls pour prévenir des soupçons dangereux de rassemblement. Lorenz et Schleppy, notre nouveau conducteur, nous rejoignirent. Causant en route avec Schleppy, je reconnus bientôt que nous avions pris un tout autre chemin que celui de la Gemmy. N'ayant pas de confiance en Schleppy, il fut congédié, bien payé, non sans quelque appréhension de notre part. Il avait servi 13 ans dans le régiment Bernois de Schazner en qualité de tambour. Certainement il nous avait vus plus d'une fois. La familiarité semblait indiquer une connaissance antérieure.

(1) Bien des années après j'eus la douce satisfaction de rendre des services importans aux fils de ces Buch.

Nous tînmes conseil avec Lorenz, et nous dûmes nous confirmer dans l'opinion, que, malgré la bonne volonté et la fidélité que nous avons toujours rencontrées, il ne fallait pas se fier aux assertions les plus positives; les mieux intentionnés pour nous, l'abbé Des Vignes entr'autres, comme ceux qui voulaient profiter de notre séjour, ne nous donnaient que des renseignemens hasardés ou faux. Lorenz était fidèle, courageux, dévoué, d'une vigueur incroyable, mais comment l'abbé Des Vignes nous avait-il donné pour guide un homme qui ne connaissait pas du tout le pays, et n'était en effet qu'une bête de somme?

Nous retournâmes a Anderlenck. Le lieutenant nous accueillit avec joie. Il s'était figuré que notre objet était de visiter les glaciers Ayant pris confiance, nous lui parlâmes plus ouvertement de nos intentions, mais préoccupé de la visite des glaciers, il nous offrit de nous accompagner à sa vacherie, où nous coucherions, ajoutant qu'il se chargeait de nous. Croyant nous entendre parfaitement, nous étions très-satisfaits des deux côtés. Schleppy, tel qu'un bourdon incommode, s'était rapproché de nous. Il rôdait autour de la table, parlait à l'oreille des uns des autres avec un air mysterieux très-inquiétant. Nous dînâmes avec le lieutenant cabaretier, dans ce moment notre convive. Au point de partir, nous découvrîmes l'erreur mutuelle. Le lieutenant nous avait fort alarmés en nous disant, au sujet des prisonniers autrichiens qui s'évadaient, que s'ils passaient dans sa vallée, il les ferait arrêter. Il est à croire que le cabaretier voulait faire valoir la tolérance du lieutenant en reconnaissance de ce qu'il était payé sans marchander. Il nous conseilla d'aller à Adelboden, où nous pourrions obtenir des notions plus positives sur le passage de la Gemmy, qu'il dit être gardé par 150 Vaudois.

Errans dans un pays occupé par les enuemis, ensevelis dans des vallées profondes qui n'ont qu'un seul chemin entre des montagnes, sans abri, sans ressources, trompés par de fausses notions, notre anxiété s'était accrue par une quantité de fausses nouvelles. Lorimiers nous suivait. Nous ne marchions pas ensemble pour ne pas former le nombre qui pouvait nous faire considérer comme rassemblement et nous exposer à être fusillés. Avec la meilleure volonté de nous aider, désirant lui-même arriver au plutôt à Milan, où il avait des affaires importantes, et quoique ses papiers fussent en règle, Lorimiers ne voulait pas se compromettre en

Digitized by Google

paraissant voyager avec nous, et tâchait en attendant de faire des affaires dans le pays. Il nous rejoignit, se ressouvenant que sa grand'mère était d'Adelboden. Il demanda à Schleppy s'il y avait encore des Kintzig. Schleppy qui n'hésitait jamais l'assura qu'oui. Quoique nous n'eussions aucune confiance en lui, nous décidâmes d'aller à Adelboden qui nous rapprochait de la Gemmy, et dans l'espoir que les parens de Lorimiers nous fourniraient des moyens de la passer.

Nous employâmes six heures à traverser la montagne. Nous y eûmes la rencontre d'un Autrichien. Il nous rapporta que, malgré l'assistance des paysans, il n'avait pu traverser la ligne française. Il retournait a Fribourg où il s'était tenu caché. Cette notion nous affligea beaucoup, puisqu'elle prouvait l'impossibilité de passer la Gemmy.

En arrivant à Adelboden, Lorimiers alla directement chez le ministre pour s'informer de ses parens. Il lui dit que le sonneur ou marguillier (c'était la même chose) était fort pauvre et très-honnête homme d'ailleurs, se nommait Kintzig.

Thomas fut appelé, Lorimiers lui parla de sa grand'mère. Thomas eut bien garde de renier un si beau parent: la reconnaissance se fit en toute règle. Cependant le rustre hésitait à embrasser un cousin si bien vêtu qui avait l'air d'un grand monsieur. La sœur de Thomas qui revenait des champs partagea la joie et la surprise de tous les Kintzig. Marguerite avait des manières polies; elle avait voyagé pas seulement jusqu'à Berne; elle avait vu le lac de Neuchâtel; elle parlait un peu le français et connaissait parfaitement la généalogie des Kintzig.

Nous régalâmes de notre mieux la parenté au nombre de quatre. Thomas sablait les verres de vin avec un regard animé par la reconnaissance et surtout par l'espérance. La prude Marguerite conservait à 50 ans toute la pudeur d'une jeune fille, mais elle ne rougissait pas quand on la pressait de boire. Les nouveaux parens ne se lassaient pas de regarder leur cousin si bien vêtu, parlant si bien, et si riche. Il les assurait être venu tout exprès pour faire leur connaissance, leur parlait de son immense fortune, de ses intentions bienfaisantes à leur égard. L'étonnement et la joie de ces bons parens étaient au point qu'ils auraient oublié de boire et de manger. Ils contemplaient leur cousin, souriaient entre eux sans déconcerter la gravité vraiment comique avec laquelle Lorimiers leur débitait un million de

contes. Les Kintzig promenaient leurs regards triomphans sur le cabaretier et ceux qui étaient accourus au bruit d'un aussi grand événement, que l'arrivée d'un cousin des Kintzig plus que millionnaire.

Marguerite, se penchant vers Lorimiers, lui dit à voix basse: « et ces messieurs sont-ils aussi nos chers cousins? » Oui sans doute, dîmes nous, mais un peu plus éloignés.

Adelboden est le chapitre plaisant d'un récit, plein d'ailleurs d'aventures tristes, d'embarras et d'angoisses.

Nous avions rencontré sur la montagne le secrétaire de Thunn. Il allait à Adelboden pour demander à la fille qu'il avait fiancée trois ans auparavant, si elle persistait dans l'intention de l'épouser. Une si longue patience amoureuse nous divertit pendant la route.

Prenant intérêt aux constantes amours de notre compagnon, nous désirâmes savoir la réponse de la fiancée. Elle demanda à son amant empressé un an de temps encore. Le fidèle secrétaire reprit le chemin de Thunn très-satisfait de cette promesse. D'après les informations prises à Adelboden, nous perdîmes tout espoir de passer la Gemmy.

Nous délibérions très-sérieusement, s'il ne convenait pas de retourner à Neuchâtel, lorsque Lorenz nous dit avoir parlé avec un colporteur Zurickois, venu de Zurich quatre mois auparavant. Nous lui proposâmes d'être notre guide. Il y consentit, mais avec répugnance et après beaucoup de difficultés.

Semblables à des aveugles, nous errions sans trouver notre chemin; trompés par les rapports, par les assertions les plus positives, nous avions beaucoup marché sans avancer, et cependant la Providence nous guidait à travers tant d'*erreurs*.

Nous prîmes congé de nos parens les Kintzig. La séparation fut adoucie par l'assurance de notre prochain retour à Adelboden, temps auquel la générosité de Lorimiers les renvoyait. Marguerite vivait péniblement du travail de ses bras. Elle s'était parée dans cette occasion de ses plus belles nippes. La pauvre fille pleurait amèrement de se séparer de ses chers cousins proches et éloignés. Nous lui donnâmes des gages positifs de l'affection de ses bons parens, et nous quitâmes Adelboden pleins de confiance dans le Zurickois. Puisqu'il était venu de l'autre côté, il pouvait plus facilement encore y repasser.

Tranquilles d'après ce qu'on nous avait dit que les Français avaient

Digitized by Google

retiré le poste de Frutingen, nous avancions sans précaution. Nous reconnûmes ensuite que *heureusement* la sentinelle était tournée de l'autre côté quand nous passâmes tout près d'elle.

Schleppy s'était acharné à nous comme à une proie; il avait passé une partie de la nuit à boire notre argent. Il faillit nous trahir par son imprudente loquacité, et le taciturne Lorenz qui lui avait tenu compagnie, se mit tout-à-coup à nous appeller à grand cris. Notre situation préscrivait de ne pas trop nous courroucer contre ces ivrognes. Nous traversâmes la Kandel sur le pont; il n'y avait pas de poste français.

Nous allions vers Reichenbach avec l'intention de l'éviter a cause des Français. Nous persistions à marcher, malgré une forte pluie envoyée par la Providence, lorsque, comme par inspiration, nous nous arrêtâmes sous l'avant d'une maison qui était fermée. La maîtresse nous vit. Connaissant le Zurickois elle ouvrit. Tandis que nous prenions notre repas accoutumé du jambon et du café au lait, nous apprîmes que le maître de la maison, errant dans les environs, était un des chefs de l'insurrection qui avait éclaté quelque temps auparavant, circonstance qui nous fit prendre confiance. Sa pauvre femme exhalait une douleur, d'ailleurs juste et bien naturelle, avec un torrent de paroles insupportables.

Le Zurickois, circonspect jusqu'à la poltronnerie, avait du regret à s'être engagé avec nous. Il dit qu'il y avait dans le voisinage un jeune insurgé, qui pourrait nous servir. Il n'osait pas se présenter. Le Zurickois le rassura. Il vint. C'était le courageux Johannes von Kennel. Sa physionomie ouverte, ce que nous avions appris de sa bravoure, nous prévint en sa faveur; nous ne balançâmes pas à le prendre pour guide au lieu du peureux Zurickois, que nous avions presque forcé de nous suivre. Schleppy était un bavard insupportable et poltron. Lorenz, hors du cercle étroit qu'il connaissait, était comme égaré et n'était bon qu'à porter ma valise. Nous les renvoyâmes avec la précaution accoutumée de bien payer nos guides, leur disant que nous prenions une direction différente de celle que nous avions l'intention de suivre, parlant toujours de notre prochain retour.

Le temps s'étant relevé, nous partîmes avec Johannes von Kennel et Rouby qui avait fait la guerre en Hollande. Johannes nous mena coucher chez un de ses cousins dans le Kulmen Tha. C'était un dimanche. Nous trouvâmes huit jeunes gens buvant de détestable vin blanc avec deux jeunes filles

qu'ils embrassaient tour-à-tour avec beaucoup de familiarité. Du gruau, nourriture ordinaire des Suisses, fut le seul mets qu'on nous présenta.

Lorsque la bruyante joie des galans buveurs eut cessé, que la fumée des pipes fut évaporée, nous couchâmes chacun dans une espèce d'alcove, ou plus proprement des niches qui étaient tout au tour de la chambre, sur des matelats ou paillasses remplies de graine de foin.

Pendant la nuit nous entendions du bruit dans la chambre, et des gens qui chuchotaient. Le jour étant venu, nous vîmes un grand drôle de six pieds sortir tranquillement et sans mystère de la niche où il avait passé la nuit à côté d'une des deux filles. Nous supposâmes que là, comme dans quelques contrées, c'était l'usage d'anticiper sur les droits de l'hymen.

Je plaisantai le galant et la jeune personne, dont l'assurance nous étonnait. Je demandai à son compagnon s'il épouserait sa camarade de couche: il répondit qu'il n'y songeait pas. Nous ne savions s'il fallait attribuer l'impassibilité de la fille et de toute la maison à un excès de corruption, ou à une ignorance bien extraordinaire des premiers élémens de la décence. Nous aprîmes que c'est un usage universel et immémorial dans le Kulunen Thal que les jeunes gens qui prétendent à la main d'une fille passent successivement la nuit du dimanche avec elle: galanterie sans conséquence.

Il y avait si peu de mystère en tout cela que je ne craignis pas de demander à la mère, si elle n'appréhendait pas quelque inconvénient. Elle me répondit avec beaucoup de sang froid, que sa fille était avertie, que c'était à elle à se garder, sachant bien que si elle avait quelque faiblesse, elle ne trouverait plus à se marier; que c'était l'usage de la vallée: les mères en avaient agi ainsi, et elle n'avait jamais ouï dire qu'il en fût résulté aucun accident fâcheux; qu'il fallait que les jeunes gens se connussent avant que de s'engager par le mariage.

Nous demandâmes si l'autre fille, qui était beaucoup plus jolie, n'avait pas eu de compagnon pendant la nuit. On nous dit, qu'étant servante, les jeunes gens de bonne famille n'ayant pas l'intention de l'épouser, n'usaient point de cette galanterie envers elle.

Je passerai les plaisanteries auxquelles le sujet donnait lieu, mais cette étrange coutume mérite d'être rapportée comme un exemple singulier de l'empire des mœurs.

Plus puissant qu'aucune loi humaine, l'exemple a formé des mœurs qui

peuvent surmonter les penchans de la nature, et vaincre la nature elle-même. Les veuves du Malabar en sont une preuve d'un autre genre.

Cette retenue extraordinaire est tellement commune, qu'elle n'est pas réputée vertu. Lorsqu'elle s'ignore elle-même, que la vertu ne se doute pas de son mérite, elle n'en est que plus assurée, parce qu'elle n'a pas besoin d'efforts.

Dans cette contrée des glaces la chasteté borde impunément le vice, comme le plus beau gazon végète autour des glaciers, qui ceignant la vallée de Kulmen, la préservent de l'introduction du vice.

Nous quittâmes le Kulmen Thal admirant comment l'extrême innocence y paraît confondue avec le déréglement. Nous marchâmes pendant trois heures dans un bois épais. La pluie devint de la neige sur la montagne. Des paysans que nous rencontrâmes demandèrent à nos guides qui nous étions. Bartol, scieur tyrolais, qui s'était joint à nous, leur dit en plaisantant: « c'est l'archiduc Charles avec deux aides-de-camp ». Ces bonnes gens nous donnèrent toute sorte de bénédictions, admirant la hardiesse de l'Archiduc qui s'exposait ainsi au milieu des Français, et souhaitèrent à S. A. I. de la revoir bientôt avec une armée qui chassât les odieux Français. Nous fîmes halte dans un châlet, où nous bûmes le meilleur lait que j'aie pris de ma vie.

Châlet! Depuis Rousseau ce mot est en possession de réveiller des idées pastorales, romantiques, sentimentales, d'où l'on passe facilement à l'exagération pour tomber dans l'absurde et le ridicule.

Cependant, comment parler de la Suisse sans introduire une description des châlets, et peindre les mœurs de leurs habitans? C'est une digression obligée. Pour procéder avec ordre je commencerai par les montagnes qui forment la scène.

Celles de la Suisse, d'une élévation prodigieuse, sont imposantes, majestueuses par leurs proportions gigantesques, superbes par l'étendue, la variété et la singulière beauté des sites et des vues. Les Alpes suisses surpassent encore toutes les autres en pâturages riches et abondans. La magnifique verdure qui les couvre entièrement, contraste merveilleusement avec le sombre opaque des forêts de sapins, avec la blancheur, l'éclat, le brillant des glaciers qui couronnent les monts.

Les peines et les souffrances que j'éprouvais alors, comprimaient les

Digitized by Google

élans de l'imagination en la ramenant à une triste réalité. Néanmoins j'ai souvent contemplé avec admiration ces tableaux magnifiques. On ne les rencontre pas lorsqu'on suit les routes. Pour en jouir il faut s'élever sur les hautes montagnes.

Quant aux mœurs, les Suisses sont en général francs, hospitaliers. Le caractère national se modifie suivant les mœurs, que les divers degrés de lumières, de richesses modifient à leur tour.

Les manières, agrestes dans les cantons forestiers, montagneux, sont polies dans les villes par l'influence de l'industrie et de l'instruction, éminemment à Neuchâtel.

Imprégnées de sentimental et de romanesque, par conséquent d'affectation dans le pays de Vaud, les manières se ressentent encore à Genève de la morgue républicaine, de l'esprit de calcul, et d'un philosophisme souvent pédantesque.

L'ombre de Rousseau erre dans toute cette contrée. On s'égare en poursuivant le fantôme que chacun croit avoir embrassé.

Ainsi la racine, le tronc sont les mêmes, mais les branches greffées portent naturellement des fruits différens qui sont toujours des variétés du même genre.

Le prestigiateur qui est parvenu à donner au vice les dehors attrayans et les apparences de la vertu, pouvait facilement par son stile magique embellir les châlets, et métamorphoser leurs rustiques habitans. Mais avec quel art!

De téméraires et fades imitateurs de l'inimitable Rousseau, traversant la Suisse pour écrire un voyage romantique, sentimental, pittoresque, transforment les bouviers suisses en pastoureaux de Lignon. Ces êtres merveilleux doivent nécessairement habiter des demeures charmantes. Les pastorales anciennes et modernes ne représentent aucunement les mœurs des habitans des châlets.

Ces bons pâtres sont heureux et doivent l'être parce qu'ils sont simples, charitables, suivant l'évangile. Leur vaillance célèbre est sans mélange de férocité. Les représenter autrement, quelques brillantes que seraient les couleurs, c'est les défigurer, effacer le type original, au lieu de conserver la candeur, le naturel des mœurs primitives.

Abstraction faite des sites souvent très-beaux, mes sens ne m'ont représenté les châlets que comme des chaumières semblables à toutes les

Digitized by Google

autres, peut être plus propres, mieux entretenues et mieux fournies d'ustensiles.

Ceux qui servent de vacheries sont des étables enterrées dans le fumier, dont l'intérieur est insupportable par l'odeur du lait aigri.

L'innocence de la vallée de Kulmen habite sans doute ces châlets, où tant d'individus sont entassés. Mais les habits empesés de crasse des hommes et leurs compagnes ne changeant pas de vêtemens durant les mois qu'elles passent sur les montagnes, exhalent une odeur rebutante.

L'hospitalité veille sur le seuil de la porte pour l'ouvrir aux voyageurs. Nous l'avons constamment éprouvé. Accueillir les passans, leur donner des soins affectueux, communiquer leurs provisions, sont des vertus si naturelles qu'il n'y attachent aucun mérite. Cette politesse du cœur compense abondamment celle qui est incompatible avec leurs habitudes rustiques. Mais une ouverture seule entre la toiture et les parois donne issue à la fumée et l'entrée aux autans qui règnent si violemment sur les hautes Alpes.

Aussi, bien qu'il fût tard, et malgré la fatigue, nous resistâmes aux instances de ces bonnes gens, préférant de braver le froid, la neige et la nuit, plutôt que de la passer dans un abri fétide et dégoûtant.

On rapportait sur la montagne qu'un Autrichien qui s'évadait, nous ayant aperçus s'était caché dans la crainte que nous ne fussions des Français. Nous fîmes tout ce qui était en notre pouvoir pour le retrouver. En vain nous l'appellions. Soit défiance, qu'il fût retourné en arrière, ou qu'il lui fût mésarrivé dans le chemin dangereux qu'il avait pris, on ne le revit plus.

Trompés comme tant d'autres fois, après avoir monté beaucoup plus longtemps qu'on ne nous l'avait annoncé, et parvenus sur un plateau, nous rencontrâmes une autre montagne à gravir. Ensuite nos guides furent d'avis de prendre un long détour pour éviter un passage où il n'y avait pas assez de neige pour le franchir. Il fallut monter encore une heure et demie, la neige sur le corps.

La descente était sur un gazon pénétré par l'humidité (la neige plus bas s'était dissoute en pluie). Lorimiers et moi, mal chaussés, avions bien de la peine à nous tenir debout et à nous relever. La nuit nous surprit dans un bois épais, le temps était pluvieux et obscur. Nous fûmes assez longtemps séparés. Lorimiers resta en arrière. Transis, affamés, accablés par la fatigue, il était pénible de passer la nuit dans une solitude glaciale, exposés à la

Digitized by Google

pluie. Une lumière dans le lointain signalait une habitation. Vue à travers les branchages, cette lumière paraissait changer de place. Nous la suivions comme la colonne de feu des Israélites dans le désert. Avec son secours nous arrivâmes enfin à l'auberge de Lutterbrünn.

Johannes retourna avec deux hommes et des lanternes à la recherche de Lorimiers. Nous craignions que Thyroler ne se fût égaré avec lui dans la profonde obscurité du bois. Il arriva enfin très-tard. Le cabaretier nous prêta ses hardes. D'excellentes truites assouvirent la faim : un profond sommeil suspendit nos soucis, et répara nos forces.

Uniquement occupés de leur bétail, les Suisses ne connaissent que les montagnes, où ils les mènent paître. Il y a très-peu de chasseurs ou de contrebandiers et aucuns bandits. Dans une situation toute semblable, ils nous auraient été fort utiles. Aussi ne trouve-t-on point de guide pour une marche un peu longue, dans notre cas surtout. Nous devions éviter les villages autant que possible, et nous dérober aux postes ennemis. L'occupation de la Suisse étant récente, de fréquentes insurrections rendaient les Français plus soupçonneux et alertes. Au lieu de faire fausse route, si nous eussions suivi une bonne direction, nous avions marché fort au-delà de ce qu'il fallait pour arriver à notre but. Nous avions erré, constamment trompés sur les directions comme sur les distances, sans pouvoir obtenir une connaissance positive des positions des troupes françaises.

Malgré les assurances de Johannes et de Bartol, nous résolûmes de ne pas nous aventurer, mais de les envoyer à la découverte. Ils étaient chargés d'une lettre adressée au commandant des postes avancés autrichiens, par laquelle nous l'informions de l'objet de leur mission, avec prière de les renvoyer, ou tout au moins l'un d'eux, et de leur donner un écrit pour constater qu'ils avaient été jusqu'aux postes avancés autrichiens.

Le lendemain le soleil éclaira une scène magnifique. De nos fenêtres on voyait vingt-deux cascades, dont quelques unes de 2000 pieds de hauteur perpendiculaires. Les rayons réfractés par le Stanbach produisaient un effet sublime. Tout en admirant un si beau spectacle, la réflexion que nous pouvions d'un moment à l'autre être surpris par quelque patrouille des postes peu éloignés, amortissait des sensations qui exigent que l'âme soit tranquille pour qu'elle en éprouve tout l'effet.

Le fils de l'aubergiste était parti trois jours auparavant avec deux Suisses

Digitized by Google

qui voulaient aller à Zurich par le Grimsel. On l'attendait à tout instant. Il revint en effet avec ses deux compagnons, affirmant qu'il était impossible de passer de ce côté-là.

Vêtus de la garderobe du cabaretier, nous étions dans le costume du pays. Mon frère avait l'habit noir, les cheveux plats, un grand chapeau rabattu sur la tête, de gros souliers et des bas noirs de laine. Les voyageurs demandèrent à Lorimiers si c'était le ministre. Avec autant d'imprudence que d'effronterie il répondit qu'oui. Alors l'un d'eux lui adressa la parole. Mon frère dit qu'il n'entendait pas l'allemand. « Quoi! s'écria le voyageur, le ministre de Lutterbrünn ne sait pas l'allemand? Comment donc prêche-t-il à ses paroissiens? » Je lui dis tout bas en riant (sans doute de mauvaise grâce): « Jugez s'il ne sait pas l'allemand! mais c'est un homme extraordinaire, prodigieusement distrait ». En effet mon frère avait l'air absorbé. « Il vous a répondu en français parce qu'il vous a pris pour des Français » qu'il aime avec fureur ».

Il fallait mettre fin à une scène qui de comique pouvait devenir très-fâcheuse avec de pareils interlocuteurs. Je sortis, et de la porte je fis signe à mon frère de se retirer du précipice où il pouvait nous entraîner, si les voyageurs eussent entrepris de tirer le *Dom Herr* de ses distractions. Lorimiers les avait questionnés sur leur voyage. En les écoutant j'eus horreur du danger que nous courions. Je m'éloignai comme si j'eusse rencontré un chien donnant des signes derage. C'étaient des espions des Français. Malheur à nous s'ils avaient découvert qui nous étions.

Convaincu de l'inutilité de tenter le passage du Grimsel, nous fûmes confirmés dans le dessein d'expédier Johannes et Tyroler. Ils se munirent de cordes, de crampons, et s'acheminèrent. Dans l'après midi les espions partirent. Certains animaux répandent après eux une odeur infecte: les traîtres nous laissèrent l'appréhension qu'ils eussent reconnu que nous n'étions pas le *Dom Herr* et ses marguilliers.

Une petite femme d'une mise bizarre, coiffée d'une sorte de chapeau chinois, vrai guenon, vint à l'auberge. C'était la femme du véritable ministre. Elle n'inspirait pas à mon frère le désir de soutenir le rôle usurpé de *Dom Herr*. Aussi bonne que laide, la petite femme nous fit des offres de service. Sachant que le ministre était un bon suisse, nous les acceptâmes. Elle lava, repassa et cousut notre linge, et nous rendit plusieurs services. Son obligeant

Digitized by Google

mari écrivit au ministre de Grindewald pour avoir des notions. La réponse fut que de ce côté-là le passage était impossible.

Le lendemain, tandis que nous déjeunions, la porte se ferme subitement avec violence. Entendant fredonner une romance dans la chambre voisine, nous comprîmes que c'était des Français, auxquels la vigilante hotesse voulait dérober notre présence. Un chetif phlébotomiste qui venait voir les cascades nous fesait toute cette peur.

Nous errions dans une terre étrangère presque déserte, au milieu des postes ennemis, sans moyen de défense. Cette position demande une force d'âme bien supérieure au courage qu'il faut à la guerre, même dans les troubles civils, fléau le plus terrible des sociétés.

Semblables à des bandits, nous n'avions pas même leurs armes. À quoi nous eussent-elles servi, isolés comme nous l'étions, sans secours, sans refuge?

Condition misérable et humiliante que celle où, ne pouvant opposer aucune résistance de droit ou de fait, on est réduit à s'alarmer de tout; l'être le plus insignifiant, un accident quelconque pouvant nous perdre sans ressource.

Avertis par cette surprise, nous établîmes une sentinelle à quelque distance sur la route, et résolûmes de ne plus coucher à l'auberge.

L'après midi nous allâmes prendre du thé chez le ministre. Il nous mena voir des superbes cascades, l'orgueil des habitans de Lutterbrünn. Elles forment aussi une ressource importante par les étrangers qu'elles attirent. Au retour nous rencontrâmes deux hommes, l'un d'eux s'approchant du ministre lui dit qu'ayant su que des étrangers se disposaient à passer, il conduisait avec lui un Anglais, et le priait d'intercéder pour que nous le prissions avec nous. Son compagnon se tenait à l'écart, la tête baissée, dans l'attitude de la plus vive inquiétude, semblable à Achéménides devant Énée. Nous étions en effet au milieu d'ennemis aussi dangereux et plus réels que les Cyclopes. Je lui dis en anglais que nous consentions volontiers à le prendre avec nous. À la crainte succéda rapidement la joie la plus expressive. Il croyait avoir rencontré des compatriotes. C'était tout comme des amis qui sympathisaient et lui promettaient de l'aider comme eux-mêmes. Tom Jones, soldat irlandais, évadé du dépôt de Versailles, ne rappellait en rien le Tom Jones de Fielding.

Trois jours s'étaient écoulés depuis le départ de Johannes et de Tyroler. D'après les renseignemens erronés des habitans, nous calculions qu'ils

Digitized by Google

auraient dû être de retour. Mais au-delà de quelques lieues ces bons paysans ne connaissent leur pays, pas plus que l'Afrique. Le ministre tenait du directeur des mines, que de quatre Bernois, échappés du château d'Oesch, qui avaient voulu passer, deux étaient revenus; l'un des deux autres qui avaient persisté dans l'entreprise avait péri. On ignorait le sort du quatrième. Le directeur recommandait de nous dissuader de prendre une route si périlleuse. Il nous avertissait qu'on rencontre des précipices qu'on ne pouvait franchir qu'au moyen de cordes. Ces Bernois montagnards, n'ayant pas réussi, ce serait, disait-il, une témérité à nous de tenter cette entreprise.

Le retard des explorateurs était inquiétant. Il y avait à craindre qu'il ne leur fût mésarrivé; qu'on eût saisi la lettre dont ils étaient porteurs. En supputant le temps nécessaire dans ce cas pour faire parvenir à Wilderswyll l'avis que nous étions à Lutterbrünn, il pouvait y être arrivé.

Nous étions dans cet état d'anxiété lorsque nous faillîmes être surpris. Tom était en vedette, on devait compter sur la vigilance d'un soldat. Plusieurs officiers français arrivèrent inopinément à l'auberge. L'hotesse, plus alerte que la sentinelle, enferma mon frère. J'étais au châlet où je n'avais pu persuader mon frère de venir. La vue dominait la route et l'auberge. Ayant vu entrer les Français, j'étais dans la plus vive inquiétude. Ces officiers n'étaient séparés de mon frère tout-au-plus que par l'ais qui divise les pièces dans les maisons suisses. Avait-il eu le temps de se dérober à leur vue?

Ces officiers s'informèrent s'il y avait des déserteurs dans les environs, et dirent que l'individu qui s'était enfui à leur approche était sans doute un déserteur ou un rebelle, et parlèrent à l'hôte d'un ton fort menaçant.

Après avoir déjeuné ils allèrent aux cascades. Mon frère s'esquiva pour venir me joindre dans le bois, d'où l'on voyait les mouvemens de ces messieurs. Dès qu'ils se furent éloignés, nous reventmes à l'auberge.

Tom tout honteux nous raconta qu'ayant vu plusieurs militaires à cheval, il s'était mis à courir pour nous avertir de leur approche; que les Français ayant accéléré leur marche, se voyant poursuivi, il s'était jeté dans le bois.

Tous ces incidens nous faisaient appréhender de prolonger notre séjour à Lutterbrünn. Quelque patriote pouvait nous dénoncer; quelque accident nous trahir. Nous fûmes rejoints par le fidèle Storry: il revenait d'une reconnaissance sans fruit. Storry partagea tous nos dangers. Nous ne savions rien de Lorimiers. En pareil cas l'incertitude est pénible.

Rouby était allé prendre langue dans le Grindewald. Il rapportait de nous faire passer, mais il fallait observer très-exactement la marche des patrouilles françaises pour les éviter. Il ajoutait que les passages étaient très-mauvais, praticables cependant pour des hommes hardis, prudens et accoutumes à la montagne.

Nous résolûmes d'attendre la nuit, d'autant plus qu'il fallait nécessairement passer très-près de Wildersewyll, et si nos explorateurs n'étaient pas revenus, de tenter le passage par le Grindewald ou le Grimsel. Dans tous les cas, de ne pas nous exposer par un plus long séjour à Lutterbrünn.

Nous commencions à désespérer du retour de Johannes et Tyroler (c'était l'effet de l'impatience), lorsqu'ils parurent vers le soir. Johannes était méconnaissable, tant son visage avait souffert du reflet du soleil sur les glaciers.

Ils disaient avoir été dans le Leuckthal, où des gens du pays les assuraient avoir été eux-mêmes aux postes avancés autrichiens, et s'engageaient de nous y conduire en toute sûreté. À les en croire, des messagers autrichiens venaient régulièrement inviter la jeunesse du pays à les aller joindre. Cela nous rappellait les Autrichiens qui venaient boire du lait dans les environs de Fribourg.

La seule circonstance positive c'est que Kunel et Bartol n'étaient pas allés jusqu'aux Autrichiens, comme nous le leur avions si expressément recommandé. Si souvent trompés des Neufchâtelais, il était impossible d'avoir une grande confiance dans ces rapports.

La nécessité de quitter Lutterbrünn nous décida à suivre cette nouvelle carrière. Nous nous acheminâmes à la nuit tombante pour avoir dépassé les mines avant le jour. Les propos du directeur nous inquiétaient. Peut-être n'avait-il que de bonnes intentions en nous détournant d'une entreprise périlleuse; peut-être aussi craignait-il d'être soupçonné de nous avoir favorisés.

Nous nous reposâmes une heure dans un châlet où il y avait du foin, couche excellente quand on est fatigué.

Le matin nous avions laissé les mines derrière nous. Après une marche de sept à huit heures nous atteignîmes des glaciers pleins de crevasses, dans lesquelles un pas fait sans précaution peut précipiter le voyageur sans possibilité de salut. Pour prévenir pareil accident Tyroler marchait en avant comme enfant perdu; Johannes le tenait par une corde passée sous

Digitized by Google

les aisselles. Non seulement sur les glaciers, mais dans plusieurs descentes nous n'aurions pas pu nous tirer d'affaire sans le secours des cordes.

L'aspect de ce glacier était imposant. Du nord au midi on ne voyait que glaces, et de tous les côtés des glaces qui se perdaient dans l'horizon. Des avalanches, se détachant ça et là avec le bruit du tonnerre, menaçaient d'en occasioner d'autres sur notre chemin. Des crevasses se formaient avec des fortes détonations. Souvent notre existence reposait sur un peu de neige au-dessus d'un précipice sans fond.

La sensation que j'ai éprouvée pendant une heure et trois quarts sur le penchant d'un précipice dans une reconnaissance au Tuf blanc en 1795, est de tous les dangers que j'ai courus en ma vie le seul qui m'ait laissé une impression pénible. Je l'éprouvai, et plusieurs fois en traversant les glaciers de la Suisse.

Accablés de fatigues, presque sans nourriture, entourés de dangers de toutes espèces, la pensée que chaque pas nous rapprochait de tout ce que nous avions de plus cher au monde, relevait non seulement le courage, mais les forces du corps. Je voyais bien des difficultés encore, mais sachant que la force et non la faiblesse, le courage et non la peur nous font obtenir l'objet que l'on désire, je me sentais capable de tout affronter.

Parvenus au sommet de la montagne, après une marche de six à sept heures, il s'éleva un brouillard épais. Nous reconnûmes alors que nos guides désorientés n'étaient point assurés de leur route. Plusieurs fois ils changèrent de direction. Nous étions sur un glacier immense, presque dans l'obscurité. Le jour déclinait; les avis étaient partagés sur la direction à suivre.

La Providence semblait nous faire rencontrer des obstacles, tomber dans l'erreur, et toujours nous signaler sa protection, en nous donnant les moyens de les surmonter. La Providence écarta un moment ce funeste brouillard. À peine le voile fut-il levé, que nos guides virent une pointe de rocher. Ce fut un point de reconnaissance qui nous sauva.

Affalé par la tempête sur une côte dangereuse durant une nuit obscure, le nautonnier apercevant le phare se dirige avec confiance vers le port que cette lumière lui signale. Cette pointe de rocher fut de même notre salut. Nous faisions fausse route, nous marchions vers les glaciers interminables qui s'étendent vers la Gemmy et le Kuhnenthal, c'est-à-dire à

Digitized by Google

une perte certaine. Le brouillard nous enveloppa de nouveau, mais la route était déterminée.

Il fallait descendre un glacier, dont la rapidité, j'en conviens, me fit horreur. Le service de Tyroler et des cordes me furent bien utiles. À la nuit tombante, après avoir marché près de vingt-quatre heures, franchi des montagnes effroyables, des glaciers et des précipices horribles, nous vînmes près du châlet, où nous devions passer la nuit. Nos guides nous avaient dit qu'il n'était éloigné que d'un quart d'heure d'un poste français, Johannes alla à la découverte. Après une attente plus pénible que longue, il annonça qu'on pouvait avancer. Nous nous arrêtâmes au châlet des Belwald. L'aîné avait été blessé dans l'insurrection du Vallais. C'était un spectacle touchant de voir la femme sucer la blessure de son mari et la panser avec son propre lait: être à la fois le médecin et le remède. Le bras encore en écharpe de Belwald nous était garant de sa fidélité. Il avait servi dans le régiment Valaisan de Streng.

Les habitans nous promirent de veiller pendant la nuit et de nous avertir, si des patrouilles françaises venaient au hameau, comme cela arrivait quelque fois, disaient ils, sous prétexte de rechercher les armes, et en effet pour enlever des vivres, et commettre des extorsions.

La quantité et la proximité des gardes sur la Leuck indiquait évidemment la ligne des postes avancés, et que ce serait par conséquent le dernier obstacle. Mais la vigilance naturellement plus stricte et active d'une telle position exigeait beaucoup de circonspection de notre part.

Nous aurions bien voulu traverser les postes français la même nuit. Outre que nous étions accablés de fatigue, nous voulions juger par nous-mêmes, et ne pas nous en rapporter à des renseignemens, auxquels nous avions si souvent éprouvé qu'on ne devait pas se fier, surtout au moment décisif et critique de percer, dirai-je, la ligne. Cette entreprise devait nous mettre en sûreté, ou nous faire tomber au pouvoir des ennemis. D'ailleurs, la longueur et la difficulté du chemin étaient au-dessus de nos forces. On apporta de la paille et des couvertures d'un hameau voisin. Nous prîmes du repos dans l'intention de partir le lendemain au soir.

La journée suivante fut employée à faire nos dispositions, et à reconnaître autant que possible la ligne des postes français. Nous eûmes plusieurs alarmes, une entr'autres assez vive, causée par l'arrivée de sept à

Digitized by Google

huit jeunes gens de Leuckbad (bains de Loesche) qui allaient aux Autrichiens. On était persuadé dans toute la Suisse qu'ils viendraient bientôt chasser les Français. Si nous avions voulu le croire, nous aurions attendu cet événement, au lieu de tenter une entreprise dangereuse. C'est alors que notre passage serait devenu infiniment plus difficile, si non impossible. Heureusement les obstacles et les dangers ne nous rebutèrent jamais, quand nous n'avions pas en perspective une impossibilité manifeste.

Le soir nous nous mîmes en marche. C'était celle qui devait nous mettre en franchise. Tyroler et Rouby restèrent en arrière. Johannes von Kennel et Storry nous accompagnaient. Ainsi que Tom et deux frères Belwald les Leuckois s'étaient joints à nous. Nous allions, d'après les Belwald, vers un pont de neige sur la Leuck pour éviter les postes, les bivouacs et les patrouilles françaises.

Nous marchions dans une forêt sombre. Le terrain était si roide, qu'il fallait s'aider des mains autant que des pieds.

Un des Belwald, envoyé en avant pour reconnaître le pont, revint nous dire que le pont n'existait plus; que sans doute les Français, sachant qu'il y passait du monde, l'avaient coupé.

Il était minuit. Il fallait refaire tout le chemin en arrière, et traverser un pont, tout près duquel il y avait un corps de garde, où les Français se retiraient la nuit, en outre marcher plusieurs heures pour dépasser tous les autres postes avant le jour. Le temps ne suffisait pas. Il fallut se résoudre à passer la nuit dans le bois. D'ailleurs nos guides croyaient, ou feignaient de croire que les Français seraient venus à leur châlet. Le temps était très-froid et pluvieux. Nous n'osions pas faire du feu dans la crainte qu'il ne fût aperçu par les Français.

Nous vîmes clairement que nos guides étaient infidèles, puisqu'ils avaient assuré avoir reconnu le pont de neige le même jour. Leur timidité était évidente. Elle nous faisait appréhender qu'ils ne nous trahissent pour se tirer d'embarras eux-mêmes. Cependant n'ayant aucun autre moyen de sortir de cette affreuse solitude, il fallait bien les suivre. Les discussions nous découvraient de plus en plus cette cruelle vérité, que nous étions trompés. Était-ce ignorance, intérêt ou perfidie?

Mon frère était peu vêtu. Le froid, la pluie, la colère, l'inquiétude se joignant à tout cela, nous ne fermâmes pas l'œil, et mon frère fut pris de la fièvre

Le lendemain Belwald fut à la découverte et chercher des provisions. Il rapporta que les Français n'avaient pas paru aux châlets, mais qu'on y était en alarmes. Les provisions furent peu abondantes, mauvaises, et les sottises sans nombre. À force de les presser, ils convinrent qu'il n'y avait d'autre issue que le pont terrible gardé par les Français. La journée se passa dans le bois. Le soir nous nous rapprochâmes des châlets pour prendre du café et avoir quelques provisions. Johannes Belwald vint nous avertir que les Français patrouillaient, que son frère nous recommandait de rester dans la forêt.

Mon frère avait la fièvre depuis près de 24 heures: elle se soutenait. Les veilles, la fatigue, l'anxiété, le froid, la mauvaise nourriture l'avaient épuisé. Dans son état une nuit passée dans le bois pouvait empirer son mal; et dans quelle situation! Enfermés dans des montagnes désertes, d'une hauteur prodigieuse, entourés de glaciers et de postes ennemis! Mon frère malade, sans secours, n'ayant d'autre refuge qu'un misérable châlet dans le voisinage des Français! À la longue nous devions nécessairement être découverts ou trahis, car il ne fallait compter sur rien de ce que nos guides disaient. Cette situation était désespérante. La nécessité nous donna le courage nécessaire pour la supporter et la vaincre. Craignant que la fièvre ne lui ôtât les forces pour continuer à marcher, mon frère voulait dans ce cas que je l'abandonnasse. Comment aurais-je pu m'y résoudre? Non sans doute. Et comment espérer de rester longtemps sans être découverts?

Je persuadai mon frère d'aller au châlet et d'y passer la nuit. Je fis apporter du hameau des draps, de la paille et des couvertures; nous recommandâmes de veiller à notre sûreté, et me confiant à la Providence, qui nous avait aidé jusque-là, résolu de ne jamais abandonner mon frère, je dormis profondément à ses côtés, et lui mieux que la violence de la fièvre ne paraissait le permettre.

Le sommeil avait rafraîchi mon frère. Il aurait eu besoin d'une bonne nourriture, et nous n'avions qu'un reste de jambon qui le dégoûtait, et un morceau de fromage dur qu'il ne pouvait digérer. Il se nourrissait de café au lait: aussi était-il extrêmement faible.

Lorimiers était allé dans l'Imwald. Fatigués des tergiversations des Belwald, en qui nous n'avions plus aucune confiance, pouvant juger par nous-mêmes, parce que nous voyions les postes, nous décidâmes de passer le pont en plein jour déguisés en paysans.

Digitized by Google

Plusieurs fois Tom avait témoigné vouloir s'en retourner. Il était préoccupé de la pensée que, s'il était pris, il serait fusillé, bien qu'à tout prisonnier de guerre il ne lui pouvait arriver pire que d'être enfermé.

Notre position était bien différente. Les prétendus patriotes piémontais attribuaient à notre père l'arrestation de leurs complices. Les rapports exagérés, envoyés du Piémont ou qu'ils forgeaient eux-mêmes, ne parlaient que des massacres, des supplices de ces martyrs de la trahison. La vérité est qu'il y avait plusieurs personnes arrêtées, mais pas un seul individu n'a été condamné pour délit politique à cette époque. Un grand nombre avait été relâché sur la plus simple attestation de maladie. Nous étions personnellement persécutés par le gouvernement français. Nous avions à craindre en outre de tomber entre les mains de Massena, général en chef de l'armée, au milieu de laquelle nous étions, Niçard, et naturellement notre ennemi. On pouvait nous faire périr comme émigrés, étant portés sur cette liste comme chefs, ou faisant partie d'un rassemblement avec des rebelles dans un pays si récemment en insurrection.

Tom me demanda mon avis. Je lui répondis que nous étions résolus à tout tenter pour passer. Tom était frappé. Il me dit d'un air profondément touché, que nous étions perdus, qu'on nous trahissait, qu'il s'en retournait avec Rouby, Tyroler et un déserteur alsacien qui avait été blessé en combattant avec les Valaisans; qu'il allait chez le charitable paysan qui l'avait conduit à Lutterbrünn. Il lui avait promis s'il ne pouvait passer, de le nourrir jusqu'au moi de mai. Nous nous séparâmes très-attendris. Le pauvre Tom n'avait point de force d'âme. Il nous regardait comme perdus.

À midi, heure à laquelle les travailleurs étaient rentrés pour dîner, nous quittâmes le châlet, revêtus d'habits de paysan sur une chemise bien crasseuse, qui couvrait nos habits; les cheveux écourtés, épars; le visage et les mains salis, tâchant de prendre la démarche et la tournure des Valaisans. Mon frère portait une faux, et moi un sac rempli de foin. À une heure nous traversâmes le pont à la vue du sergent qui promenait dessus. Nous avions pris cette heure pour éviter la rencontre de quelque individu du pays, qui aurait infailliblement reconnu que nous étions des étrangers déguisés.

Nous fûmes nous cacher dans une misérable cabane pour y attendre nos guides. Mon frère était si faible, qu'une heure de marche l'avait extrêmement fatigué. Il craignait, et moi aussi, de ne pas être en état de faire

Digitized by Google

la marche du lendemain, que Belwald m'avait dit n'être que de sept à huit heures. Devant passer très-près des postes français nous attendions la nuit pour nous mettre en marche, soutenus par la persuasion qu'elle nous mettrait enfin en sûreté.

Un des Belwald était resté en arrière avec Lorimiers, revenu de Linnwald, où il avait été à la découverte. Nous lui avions promis de l'attendre au pied du glacier. Kennel et un cousin des Belwald étaient chargés d'aider et de suppléer autant que possible à la faiblesse de mon frère. Ce Belwald était un jeune homme plein d'activité et de courage: il avait été blessé durant l'insurrection.

À la faveur des bois nous avançâmes un peu avant la nuit. Dès qu'il fit sombre, nous marchâmes le long de la rivière. La clarté des feux des bivouacs nous guidait. Nous discernions parfaitement les sentinelles et les mouvemens des soldats. La vallée est si resserrée qu'il fallut passer à une portée de pistolet du premier poste. Le fracas de la rivière qui tombe en cascades et roule au milieu des rochers, couvrit sans doute le bruit que nous faisions en marchant si près sur des cailloux mouvans. La lune brillait. Nous étions du côté de l'ombre, mais outre qu'elle s'élevait, il y avait des intervalles éclairés, où les sentinelles auraient pu nous apercevoir.

Nous respirions plus librement après avoir dépassé le premier poste. Bientôt nous vîmes les feux du second, mais à une distance qui ne nous inspirait aucune crainte. Après une heure de marche nous aperçûmes d'autres feux. Belwald assurait que c'étaient les derniers. À cette vue mon cœur palpitait d'impatience et d'inquiétude. Nous avancions courbés, comme pour nous cacher, dans le plus profond silence, les yeux fixés sur les feux ennemis. En approchant, la direction de notre marche était perpendiculaire à ces feux. En avançant, un des feux était considérablement sur notre droite. J'interrogeai nos guides, sur l'exactitude desquels j'avais appris à ne point compter. Il est impossible de passer ailleurs, dirent-ils. Au lieu d'un, il y avait trois feux dans des directions différentes. L'un d'eux pouvait être un bivouac sur la rive gauche. Dans cet endroit la rivière décrit une courbe elliptique, qui produisait une apparence si alarmante. Nous avancions tout-à-fait sur le bord. Nous dépassâmes le premier poste à la demi portée du pistolet. Successivement nous contournâmes les deux autres de moins près. Ces feux avaient dirigé notre marche, mais nous

Digitized by Google

passions si près que je dois attribuer à la négligence des sentinelles de n'avoir été ni aperçus ni entendus. Encore à présent il me semble voir ces feux et les sentinelles promenant, disparaissant et reparaissant lorsqu'elles passaient derrière. Nous n'étions séparés que par le lit de la rivière, qui n'est qu'un torrent rapide, enflé par la fonte des glaces. Les difficultés que nous rencontrâmes dans la suite de notre marche, expliquent la sécurité des Français.

Après avoir échappé à un danger si prochain et que nous croyions le dernier, nous gravîmes la montagne. Au moyen de quelques intervalles de repos, mon frère soutenait la marche beaucoup mieux qu'on n'aurait pu l'attendre.

Johannes le boiteux précédait. Il s'était arrêté pour boire. Mon frère, continuant à marcher, tout-à-coup il disparaît, sans que je pusse discerner comment, et jusqu'où il était entraîné. Mon sang se glaça d'effroi. Il avait mis le pied sur une roche escarpée, lisse et humide. Il parcourût en glissant la hauteur de trois ou quatre toises. *Heureusement* (j'ai dit que ce mot reviendrait souvent) heureusement sa chûte n'eut aucune conséquence fâcheuse.

Le gel et dégel, presque continuels sur les montagnes très-élevées, décomposent les rochers. En traversant un ravin de cette nature mon frère fut entraîné avec le terrain mouvant et enterré jusqu'au-dessus de la ceinture au milieu de ces pierres friables. Faible comme il était, il n'aurait jamais pu se dégager tout seul. Heureusement encore il n'eut aucun mal. C'était pour lui le jour des accidens, mais la Providence ne nous abandonnait pas. La perte de l'un de nous entraînait nécessairement celle de l'autre.

La montagne était d'une roideur et d'une difficulté extrême jusque au glacier, où nous arrivâmes à deux heures après minuit.

Nous étions convenus avec le guide de Lorimiers de l'attendre dans cet endroit, parce que le Belwald, qui était resté avec lui, n'était jamais allé au-delà. Il était en outre dangereux de s'engager pendant la nuit dans le glacier à cause des crevasses.

Les Belwald déclarèrent qu'ils voulaient continuer à marcher pour être au jour hors de vue des postes français. La contestation fut très-vive. Ils ne voulaient pas, disaient-ils, pour quelque argent se faire fusiller. Nous persistions de notre côté à vouloir attendre Lorimiers.

Digitized by Google

J'avais reconnu l'impossibilité de vaincre l'obstination de Johannes Belwald le boiteux. Ce coquin nous avait non seulement trompé dans les prix, il s'était fait payer en outre les mêmes objets deux et trois fois. Nous avions sujet de croire que le pont de neige n'était qu'une fiction pour nous retenir plus longtemps. Nous en avons été convaincus ensuite. Il croyait que nous n'oserions pas passer sur le pont en plein jour à la vue de la garde. Il s'attendait à nous escroquer de l'argent plus longtemps. En effet Lorimiers et ses compagnons passèrent dans un autre endroit sans beaucoup de difficultés, tandis que nous avions été si fort exposés sans nécessité. Nous avions deux pistolets courts. Nous agitâmes entre nous de les menacer pour les retenir. En y réfléchissant nous comprenions combien ce parti était incertain et dangereux. Ils pouvaient nous échapper, peut-être nous précipiter dans une crevasse ou du haut d'un rocher. S'ils s'enfuyaient que devenir ? Devant et de tous les côtés des glaciers immenses; sans provisions; derrière étaient les postes ennemis que nous avions traversés avec tant de danger. D'autre part nous ne voulions absolument pas que Lorimiers, à qui nous avions tant d'obligations, se trouvât dans la situation que nous appréhendions pour nous.

Je dis aux Belwald que, puisqu'ils menaçaient de nous abandonner, ils en étaient les maîtres ; que nous ne manquerions pas à l'engagement pris avec notre compagnon ; que si c'était la peur d'être reconnus par les Français, malgré la distance où nous en étions (on voyait encore distinctement leurs feux), qu'ils s'en allassent. Dans ce cas nous irions nous rendre aux Français plutôt que de périr misérablement sur ces rochers. Alors nous les dénoncerions comme des rebelles et nos guides.

Cette menace et le ton, dont elle fut prononcée, en imposèrent aux Belwald. Il fut convenu de continuer à monter jusqu'au point seulement, d'où, lorsqu'il serait jour, Lorimiers pût encore nous apercevoir. La promesse d'être bien payés ranima le zèle chancelant de l'avide Belwald le boiteux.

C'est une chose remarquable que, quoiqu'ils habitent des montagnes beaucoup plus élevées, les Suisses ne sont pas aussi bon marcheurs et aussi assurés que nos montagnards.

Au point du jour on découvrait diverses personnes qui nous suivaient. Bientôt on en comptait une vingtaine. Nous ne savions qu'en penser. Dans le cas même où les Leuckois se fussent réunis à Lorimiers, ils ne devaient

Digitized by Google

être que neuf ou dix. Nous fûmes quelque temps en doute si ce n'était pas une patrouille française envoyée à notre poursuite. Le jour étant devenu clair, nous reconnûmes Lorimiers. Les autres étaient les Leuckois et des Autrichiens qui s'étaient échappés; informés qu'il y avait des étrangers qui cherchaient à passer, il nous avaient suivis à la piste.

Notre entreprise était généralement connue dans le lieu où nous avions passé, et dans les environs le bruit en était répandu. Plus loin encore il est probable que les paysans, à qui Tyroler avait dit que nous étions l'archiduc Charles, l'eussent répété; que cette folie eût été crue. Ce qui est positif, c'est que personne n'a trahi le secret. La haine contre les envahisseurs de leur patrie a pu y contribuer, mais il serait injuste de ne pas rendre témoignage à la fidélité des Suisses. En général nous devons nous louer de tous ceux à qui nous avons eu affaire en Suisse. Le bavard Schleppy ne nous a pas trahi. J'excepte Charmey et ses municipaux, ainsi que Johannes Belwald le boiteux.

La cime sur laquelle nous passâmes, les flancs de la montagne étant impraticables, est certainement un des points les plus élevés des Alpes. Le fond est un glacier, ce qui suppose déjà une grande élévation. En outre nous avions monté pendant dix heures. Une vallée large, une étendue immense de glaces s'ouvrit devant nous.

Croyant avoir enfin dépassé tous les postes français, la joie fit que nous marchions sans la précaution accoutumée de suivre exactement le précurseur attaché avec des cordes. Mon frère enfonça dans une crevasse couverte par la neige récente. Le bâton qu'il portait horisontalement sous son bras, le retint suspendu sur l'abyme. Cet événement aurait dû nous rendre circonspects. Mais ce jour là le sort en voulait à mon frère. J'étais tout près. Le voyant s'enfoncer, je pris la poche de sa veste, et me jettai sur le dos. Mes efforts ne l'auraient pas sauvé, car je glissait moi-même, j'étais entraîné. On vint à notre secours. Nous en fûmes quittes pour la peur: elle corrigea notre imprudence.

Quelle que soit la profondeur des crevasses (quelquefois très-grandes) celui qui aurait le malheur d'y tomber, serait tellement froissé, meurtri, déchiré par l'aspérité des parois de glace, que s'il ne restait pas pris entre ces parois de manière a ne pouvoir pas se dégager, il est bien difficile qu'il pût en être retiré vivant.

Nous vîmes enfin le terme de cet horrible glacier, sur lequel nous avions marché onze heures de suite. Arrivés au point, duquel on découvrait toute la vallée, je demandai à Belwald où étaient les postes autrichiens. - Je ne suis jamais allé jusqu'aux postes autrichiens. - Ne m'avez vous pas dit que vous y aviez été deux fois? - Non, seulement jusques sur la montagne. Encore une fois il faillait déposer la pensée que nous étions enfin en sûreté, et retomber dans l'incertitude et les craintes, et cela sans provisions quelconques. Trompés à cet égard comme dans tout le reste, nous comptions d'après Belwald n'avoir que sept à huit heures de marche, et il y en avait trente que nous avions passé le pont de la Leuck.

En avançant nous découvrîmes une mer de glace. On ne pouvait s'y méprendre. Sa parfaite ressemblance avec le dessin des glaciers de Brigg qui se trouve dans les vues de Suisse, était un trait de lumière effrayante. Les Français occupaient Brigg: comment n'auraient ils pas des postes dans la vallée latérale qui y aboutit?

Nous étions dans un désert, sans châlets, sans habitans, éprouvant déjà la faim. Outre l'horreur de retourner en arrière, le défaut de vivres et la fatigue le rendaient impossible. Descendre la vallée, c'était se livrer à l'ennemi que nous fuyions à travers tant de difficultés. Une seule réflexion nous soutenait: la fréquence et la continuité des postes français sur la Leuck dénotait évidemment leur ligne avancée. Il était possible que Brigg ne fût qu'une position dans la vallée du Rhône.

Nous avions envoyé à la découverte dans différentes directions. Personne ne paraissait. La faim et le voisinage des ennemis ne permettaient pas de différer à prendre un parti.

Nous étions environ 25. Dans ce nombre il y avait onze ou douze Wallons, vieux soldats. Nous convînmes avec eux de traverser la vallée. Si nous rencontrons un poste français, d'avancer à la débandade pour ne pas les alarmer; de nous tenir ensemble eux et nous, et après que les premiers de la troupe se seraient rendus, de tomber dessus la garde et tenter de la désarmer, pour percer cette ligne qui devait être enfin la dernière.

Nous agitions ce dessein, périlleux mais dicté par la nécessité, lorsque nous apperçûmes deux vedettes dans le lointain. En avançant nous reconnûmes des Autrichiens. Dans la position cruelle et désespérée où nous étions, leur approche nous remplit de joie. Tous s'écrièrent: les Autrichiens! Tous

Digitized by Google

répétèrent: les Autrichiens! agitant nos chapeaux en signe d'amitié et d'allégresse. L'ange qui apparut à Agar dans le désert brûlant rayonnait de gloire et de beauté, notre ange était un pauvre Croate. Mais il nous tira de la solitude affreuse où nous étions pressés par la faim et enfermés entre des glaces et des Français également impitoyables.

Parvenus au terme de tant d'incertitudes et de dangers nous pûmes enfin nous livrer à la douce attente de revoir bientôt nos familles et notre patrie.

Nous avions surmonté les obstacles; il nous restait à subir un incident qui aurait pu être désagréable. Le fond de la vallée était occupé par les Français. Au lieu d'aller directement à Möril, on nous conduisait aux postes avancés de Plateis. Nous marchions depuis 22 heures, et dans quels précipices! Dès le matin nous n'avions mangé que des oseilles sauvages. Il fallut gravir un précipice dangereux pour atteindre Plateis. Au premier châlet nous bûmes, mon frère et moi, un seau tout entier de lait avec du pain d'avoine. Notre ange croate avait continué à marcher. Nous arrivâmes seuls à Plateis où il y avait un poste des miliciens.

Excédés de fatigue, mon frère surtout (il avait chassé la fièvre en chemin mais l'impression lui restait), on nous dit que le commandant était absent Croyant avoir encore beaucoup de chemin à faire pour parvenir au poste autrichien, je demandai de nous montrer une maison où nous pussions nous reposer. Les miliciens nous entouraient, nous interrogeaient, et moi aussi je leur faisais des questions sur la position et la distance des postes autrichiens. La curiosité des habitans de Plateis nous étonnait. Le curé, chez lequel j'avais demandé d'aller nous reposer, arriva nous regardant d'un air sévère et mystérieux. Il demanda à voir nos passeports. Je répondis que nous les montrerions au commandant autrichien. Sur cette entrefaite arrive le commandant. Avec la grossièreté d'un paysan et la présomption que nous étions des espions, il demanda nos passeports d'un air insolent. Voyant que ce n'était qu'un butor qui probablement ne saurait pas lire, j'insistai de nouveau qu'on nous conduisit au commandant autrichien. Notre refus se fondait sur ce que les passeports étaient sous des noms et des qualités supposées. Je déclinai cependant nos noms et nos qualités. Le rustre qui se trouvait être le commandant nous fit arrêter avec grande clameur. Je m'obstinai à ne pas céder, malgré la grossièreté du traitement, et la menace prochaine de recevoir des coups de bâton. J'avais tort Je ne devais

Digitized by Google

pas attendre des égards de la part de ces farouches montagnards; persuadés d'avoir fait une capture importante.

On nous escortait au poste principal. Le capitaine Bukowsky du corps de Crenneville, informé qu'il y avait des officiers, venait au devant nous. Il nous fit mettre en liberté avec bien des excuses de la brutalité de ces miliciens qu'il méprisait, mais qu'il devait ménager.

Le lieutenant naguères si arrogant devint humble au point de vouloir se jeter à nos pieds. Un morceau de chèvre ou de vache, apporté par ce même lieutenant boucher et commandant de poste, apprêté par un caporal croate, assaisonné avec des herbes de montagne, et surtout un grand appétit, fut un grand régal joint à une demi-bouteille de vin entre tous. Pour la première fois depuis longtems nous dormîmes sous des branchages de sapin d'un sommeil tranquille, sans crainte que le réveil renouvelât des pensées affligeantes. Là nous nous séparâmes des Belwald, non sans quelque regret de ne pas ajouter à leur salaire vingt coups de bâton sur les épaules de Johannes le boiteux (je crois bien que si nous l'en avions bien prié, le capitaine Bukowsky aurait acquitté cette partie de notre dette) en paiement de sa perfidie avant de passer la Leuck, et lorsqu'il voulait nous abandonner sur les glaciers; en outre de ses escroqueries, des mensonges qui avaient failli nous faire mourir de faim. Le fidèle et discret Storry, et Johannes von Kennel restèrent avec les Autrichiens. Nous quittâmes le capitaine Bukowsky, touchés de sa réception bien cordiale, si non magnifique.

L'officier qui le matin vint le relever était piémontais d'origine. Nous lui avions communiqué nos observations sur l'étrange disposition des postes. Il nous pria d'en parler au major Siegenfeld commandant des postes avancés, qui nous accueillit à Möril avec toute la courtoisie. Nous apprîmes bientôt après, avec bien du regret, que ce respectable officier avait été tué.

Le comte de Crenneville français, officier général au service autrichien, nous traita avec une somptuosité que nous avions presque oubliée. Des kneffs, du bon bœuf et du bon vin étaient de grandes délicatesses pour nous.

Nous nous entretînmes avec son état major des dispositions et des mouvemens des troupes françaises que nous avions remarquées depuis Bulle, et qui paraissaient annoncer une attaque prochaine. Nous hazardâmes des observations sur la disposition des postes autrichiens que nous avions

traversés. Nous les quittâmes, persuadés qu'ils seraient battus en détail, bien qu'il y eût beaucoup plus de monde qu'il n'en fallait pour se bien défendre, puisqu'ils étaient au nombre de 7/m. hommes. L'événement n'a que trop vérifié cette horoscope. Les Autrichiens, du moins à cette époque, n'entendaient pas la guerre de montagne, et n'avaient pas d'infanterie propre à ce genre d'opérations.

Je dois remarquer, avant que de terminer ce récit, que je n'ai jamais su l'allemand que très-imparfaitement. Cependant durant notre séjour en Suisse je suis toujours parvenu à comprendre et a me faire comprendre, quoique le suisse soit un patois très-différent du saxon que j'avais appris.

Chez l'individu privé d'un sens, tel que l'ouïe ou la vue, les sens qui lui restent acquièrent plus de perfection. Il en est de même de l'intelligence, lorsque toutes les forces de l'esprit se réunissent sur un objet avec l'intensité de la nécessité.

Non seulement je recueillais dans ma mémoire tout ce que j'avais jamais su d'allemand, tout ce que je croyais pouvoir tirer de l'anglais, du hollandais, de l'italien et du français, j'essayais des analogies et des mots latins dont quelques uns étaient compris. Je crois en vérité que j'en ai forgés, et qu'ils étaient compris avec le secours du geste et des circonstances. C'est bien ainsi que les voyageurs conversent avec les sauvages.

Après avoir remonté l'Innenthal, nous franchîmes les montagnes qui séparent le Valais du Piémont. Le lendemain nous vînmes à Domodossola. Notre muletier, craignant qu'on n'enlevât ses mulets pour le service de l'armée, nous avait abandonnés. Ne trouvant ni chevaux, ni voitures, nous descendîmes la Toggia pendant la nuit, non sans de grands dangers attestés par des malheurs récens. L'habitude de les braver rend insensible. Nous vînmes à Arona par le Lac Majeur dont les bords sont charmans: ils seraient plus agréables s'ils étaient plus habités.

Nous apprîmes à Novare que notre père était lieutenant général du Roi. Je dis alors ce que j'ai répété 22 ans après en pareil cas. C'est magnifique, pourvu que ce ne soit pas long.

À Verceil notre arrivée combla de joie nos excellens parens, qui ne s'attendaient à rien moins qu'à nous voir.

Notre équipage était tel, qu'à Cigliano le maître de poste, nous prenant

pour des gredins, fut extrêmement insolent. Désirant qu'il eût une leçon utile aux autres voyageurs, nous dissimulâmes. Sommé de se présenter à Turin au gouvernement, il fut pétrifié en se voyant interpellé par mon frère, de qui il reçut une semence pour lui apprendre à être honnête sans égard à la mise des voyageurs.

J'aperçus Superga. Ce que j'avais de plus cher était en deça. A Chivas nous prîmes des chevaux. Ma femme se désolait peut-être, tandis que j'étais si près d'elle. J'ignorais si elle était instruite de notre évasion. Nous avions écrit de Neuchâtel. Heureusement les lettres n'étaient pas parvenues. Dans ce cas son anxiété devait être bien grande nous sachant en route depuis un mois. Je redoutais l'impression d'une arrivée soudaine. Je criais, je l'appelais claquant du fouet. Le bruit l'avait attirée hors de la maison. Elle croyait que c'était quelqu'un qui lui apportait de mes nouvelles. Nous nous rencontrâmes à la porte de la cour. Ignace! Sabine! ces mots furent étouffés par nos embrassemens.

Nous bénîmes la Providence de nous avoir inspiré la résolution de tenter notre délivrance, et de l'avoir protégée. Mais il est certain que si nous eussions traversé la Suisse jusqu'à Schaffausen, nous serions venus par les Grisons ou le Tyrol en moins de temps; nous eussions épargné considérablement d'argent et beaucoup d'inquiétudes, de souffrances et de dangers.

L'impatience d'arriver nous avait induits à ajouter foi aux renseignemens trompeurs que nous donnèrent les plus honnêtes gens, comme le fripon Johannes Belwald le boiteux. Mais la Providence corrigeait nos *erreurs*, et nous conduisit au port, malgré la tempête qui semblait devoir nous engloutir.

Mon père était au conseil quand on lui annonça l'arrivée de mon frère. Ne voyant que lui, il s'écria: et Ignace? Informé que j'étais resté à la campagne, sa joie fut complète.

L'évacuation de l'Italie, les événemens militaires qui l'avaient suivie, la bataille de Novi qui venait d'être gagnée, tout présageait un avenir tranquille. Sécurité trompeuse! Bonaparte était enfermé en Égypte et presque oublié. Semblable à la comète que l'on nous annonce devoir cette année causer des grandes perturbations sur la terre en s'en approchant, à peine Napoléon eut-il touché l'Europe, que plus terrible qu'auparavant il la bouleversa de nouveau.

Digitized by Google

J'étais à Florence lorsque j'appris son retour. J'en fus consterné. L'opinion que j'avais conçue de Napoléon, durant ses campagnes d'Italie, me donnait des sinistres préssentimens plus réels que les prédictions des astronomes. Le Piémont fut reconquis. Ainsi l'année suivante, à pareil jour de notre évasion de Dijon, nous dûmes, mon frère et moi, abandonner de nouveau notre patrie. Nous allâmes joindre mon père qui était allé à Livourne par Gênes.

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE DES CHAPITRES

Chapitre I. — Impressions produites en Piémont par la révolution française. — Illusions conservées et causées par les émigrés. — Préparatifs de défense. — Rapport de St-André sur la défense du comté de Nice. — Incident Semonville. — Organisation de l'armée. — Concours faible et tardif de l'Autriche. — Panique du général Courten. — Entrée des Français. — Abandon de Nice. — Forces françaises. — Reddition de Montalban et Villofrancho. — Occupation par les Français de la Savoie. — Retraite des troupes royales sur la ligne des Alpes. — St-André remplace Courten, son projet de campagne, ses forces. — Ses fils sont avec lui. — Reconnaissances et mouvement en avant. — Excès des Français. — Les habitants forment des corps de milices . . . PAG. 1

Chapitre II. — Ligne tenue par les troupes royales. — Affaire de Sospelle. — Engagemens heureux. — Moral relevé. — St-André veut avancer. — Congrès de guerre prescrit la défensive. — Milices Radicati. — Chasseurs Canale. — Français renforcés. — Major Strassoldo prisonnier. — Différens engagemens . . . . . » 18

Chapitre III. — Nouvelle disposition des troupes et du commandement. — Dellera chasse les Français de Belvedere. — Baron De-Vins à la Giandola avec le général Colli. — St-André insiste pour fortifier Raus et Anthien. — De-Vins quitte l'armée prescrivant la défensive. — Affaire du Perus. — Chevalier de Villamarina. — Le duc de Chablais à l'armée. — Inaction imposée par De-Vins. — St-André demande à Strassoldo d'agir d'accord. — Ordres contraires donnés à Strassoldo. — St-André pousse en avant de Raus. — Général français Casabianca prisonnier. — Inertie de De-Vins. — Position des troupes royales au commencement de juin. — Force respective des troupes . . . » 32

Chapitre IV. — Attaque des Français le 8 juin. — Perte des Lignères. — Retraite sur Bronis. — Perte du Molinet. — Retraite sur Mangiabò. — Perte du Tuesch. — L'ennemi repoussé avec perte de Raus. — Evacuation de Bronis. — St-André demande envain une diversion par Strassoldo. — Disposition des troupes. — Pénurie d'artillerie. — Escarmouches du 11 juin. — Attaque générale du 12. — Ennemi repoussé sur toute la ligne. — Position avantageuse d'Anthien. — Perte des deux journées. — Froideur et jalousie de De-Vins. — Affaire d'Argentera. — Le Prince de Carignan s'y distingue. — Le Duc d'Aoste vient à l'armée. — Disposition des quartiers généraux » 44

Chapitre V. — Nécessité d'agir. — De-Vins entrave tout. — Kollermann remplace Brunet. — Correspondance avec le général français. — Cartel d'échange. — Arrivée de la flotte anglaise. — Revel envoye à Gênes pour traiter de sa coopération. — La négociation avec le capitaine Inglofield. — État de la flotte anglaise. — Toute combinaison contrecarrée par la lenteur autrichienne. — Lord Mulgrave. — Attaque de Raus et

Digitized by Google

Anthien. — Bravoure des troupes royales. — Incident des salves pour réjouissance. — Surprise du camp de Flant manquée . . . . . Pag. 58

Chapitre VI. — Le Roi à l'armée. — Il pousse De-Vins à agir. — Énergie du duc d'Aoste. — Prise du camp de Flant. — L'influence autrichienne contrecarre toute opération. — Mouvement de De-Vins sur Gilette ignoré de St-André et Colli. — Question des Nicards et Savoyards faits prisonniers de guerre. — Hésitation de De-Vins. — Projet de St-André approuvé par le Roi. — St-André chargé du commandement. — Colli refuse d'obéir. — De-Vins reste à l'armée ; empêche toute disposition et ordonne aux Autrichiens de rentrer en Piémont. — Fermeté de St-André. — Massena profite de la retraite précipitée des Autrichiens. — Position difficile des troupes royales. — Dispositions pour la ligne de défense. — Prisonniers de guerre en Sardaigne. — Les bataillons d'élites . . . . . » 79

Chapitre VII. — Contre-révolution dans le midi de la France. — Le comité des sections à Toulon. — Les flottes alliées admises dans le port de Toulon. — La Ville est occupée au nom de Louis XVIII. — Corps sarde. — Revel commissaire royal. — Arrivée à Toulon du premier convoi. — Défense défectueuse. — Force des alliés. — Manque de direction. — Premiers combats. — Gravina blessé. — Dissentiment des chefs. — Jalousie des Puissances. — Difficulté pour le commandement. — Français renforcés. — Affaires des Areniers. — Obara prisonnier. — Bravoure des Piémontais. — Lettre du Roi à l'amiral Hood. — Désarmement des habitans. — Perte de différens points. — Mort du chevalier de Germagnan. — On décide l'abandon de Toulon. — Évacuation des forts. — Désespoir dans la ville. — Évacuation dans la nuit du 18 au 19 décembre. — Désordre dans l'embarquement. — Départ des flottes. . . . . » 131

Chapitre VIII. — De-Vins reprend le commandement général au premier février. — Disposition des troupes. — Colli va les inspecter. — Revel dénonce l'imminente violation du territoire génois par les Français. — Marche des Français par le marquisat de Dolceacqua. — Dellera tourné prend une nouvelle ligne. — Difficulté de la position. — Colli prend le commandement. — Revel quitte le comté de Nice. — St-Andre général d'infanterie. — Opérations dans le Val d'Aoste. — Surprise du Mont Valésan. — Perte du petit St-Bernard. — Position défensive. — Inaction des Autrichiens. — Argentean poussé par Massena. — Les Français dans la vallée du Tanaro. — Colli se retire sur Tende. — Abandon de Saorgio. — Retraite du marquis Colli à Entraques » 180

Chapitre IX. — Nouvelles dispositions pour le commandement. — Revel Commissaire Royal auprès du général Wallis. — Mission à Milan. — Retraite de Colli. — Le comte de Provence à Alexandrie. — Retraite précipitée du Mont-Cénis. — Craintes pour Turin. — Concentration des troupes à Saluces. — Difficultés relatives au territoire génois. — Convention de Valenciennes. . . . . » 203

Chapitre X. — Retraite de St-André. — Revel colonel de Nice. — Inaction des Français par suite du 9 thermidor. — Revel auprès de l'Archiduc. — Attaque des Français sur Dogo et leur retraite pour occuper la rivière de Ponent. — Quartier d'hiver. . . . . » 220

Digitized by Google

Chapitre XI. — Discussions sur le plan de campagne pour 1795. — De-Vins commandant général. — Son mémoire au Roi. — Revel quartier-maître général du duc d'Aoste. — Formation de ce corps d'armée. — Reconnaissance des vallées du Pô, Lucerne, Chinsone, Exilles et Suse. — Ordre et disposition des troupes. — Affaire de Clavières. — Projet contre le Mont-Cenis. — Disposition pour la défensive. — Quartiers d'hiver. PAG. 229

Chapitre XII. — Inaction des Autrichiens, leur force et position. — Mouvement sur Acqui. — Succès non poursuivis. — De-Vins fait combattre les troupes royales et attend la coopération des Anglais. — Mesintelligence entre De-Vins et les Anglais. — Attaque de St-Martin. — Mort du capitaine Bonaud. — Les Autrichiens restent concentrés. — Rapport de Colli à Vienne. — Combats du 23, 24, et 25 novembre. — Quartier d'hiver. — De-Vins rappelé et remplacé provisoirement par Wallis . . . . . » 267

Chapitre XIII. — Composition et dislocation de l'armée austro-sarde. — Instructions du général Colli. — Plans de campagne pour 1796. — Ouvertures du directoire. — Négociations de Revel avec le ministre français à Gênes. — Elles échouent. — Indécision de Colli. — Beaulieu général en chef. — Rapports sur l'armée française. — Mouvement de Beaulieu. — Argenteau battu à Dego. — Retraite de l'armée autrichienne sur Acqui. — Sa disjonction de l'armée royale . . . . . » 296

Chapitre XIV. — État des esprits. — Conseil extraordinaire présidé par le Roi. — Idée de paix adoptée, mais non d'alliance. — Revel négociateur. — Instructions. — Négociation à Gênes. — Plaintes de Beaulieu. — Armistice. — Revel part pour Paris. — Cartaux à Saint-Michel. — Kellermann à Chambéry. — Impressions de voyage. — Le directoire. — Dureté des conditions imposées. — Impossibilité de les adoucir. — Articles publics et secrets. — Le traité de paix. — Avantages possibles d'une alliance. — Revel récusé par le directoire comme fils d'émigré. — Le comte Balbo le remplace . . . . . » 343

Chapitre XV. — Mécontentement général. — Réduction de l'armée. — Sur l'alliance avec la France. — Revel au Régiment. — Menées des révolutionnaires. — Griefs du directoire refutés. — Licenciement des régimens provinciaux. — Exception pour ceux qui contenaient des émigrés. — Retraite des Autrichiens par Valence. — Lodi. — Massena à Milan. — Retraite des Autrichiens. — Succès des Français. — Toutes les Puissances d'Italie traitent avec les Français. — Mort de Victor Amédée III. — Triste situation du royaume. — Traité d'alliance avec la république . . . . . » 387

Chapitre XVI. — État du Piémont. — St-André gouverneur de Turin. — Insurrections comprimées. — Mauvaise foi du gouvernement français. — Ils occupent la citadelle de Turin. — Graves désordres excités par la garnison française. — Joubert s'empare du Piémont. — Protestation du ministre du Roi. — Joubert force le Roi à renoncer au pouvoir. — Acte de renonciation. — Départ de Charles Emmanuel. — Il s'embarque pour la Sardaigne. — Otages à Grenoble. — Excès révolutionnaires. — Arrogance française. — Succès des alliés. — St-André commandant général des troupes. — Délivrance de Turin . . . . . » 399

Digitized by Google

Chapitre XVII. — Dispositions de St-André pour rétablir le gouvernement royal. — Conseil suprême de régence. — Opposition indirecte de l'Autriche. — Comte Concina commissaire impérial. — Question du serment. — Prétentions hostiles de Concina. — St-André, lieutenant général du Roi dans les états de terreferme, reconnu par Souwarow, éludé par Melas. — Justification de la conduite du Piémont en 1797 et 1798. — État du Piémont. — Bataille de Novi. — Jalousie entre les Russes et Autrichiens. — Duc d'Aosta obligé de se tenir à l'écart. — Départ de Souwarow. — Melas lève le masque et veut le pouvoir suprême. — Opposition du conseil suprême. — Détresse du Piémont. — Arrogance des Autrichiens ..... PAG. 411

Chapitre XVIII. — L'Autriche s'oppose à la rentrée du Roi. — Collier de l'ordre à St-André — Congrès militaire. — Succès des Autrichiens. — Marche de Souwarow. — Conduite haineuse de Concina. — Comte Ponsillon auprès de Melas. — Conseil suprême réorganisé. — Réorganisation militaire. — Prétentions autrichiennes. — Résistance de St-André approuvée par le Roi. — Difficultés financières. — St-André obtient d'être déchargé en partie de ses fonctions. — Prise de Gênes. — Bataille de Marengo. — Piémont réuni à la France ..... » 439

Fuite de Dijon ..... » 458

01 1472847

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google